



**HAL**  
open science

# La Turquie dans la politique de l'Azerbaïdjan en 1992-1998 : aspects politique, institutionnel et sécuritaire

Shahin Yusifov

► **To cite this version:**

Shahin Yusifov. La Turquie dans la politique de l'Azerbaïdjan en 1992-1998 : aspects politique, institutionnel et sécuritaire. Histoire. Université de Strasbourg, 2016. Français. NNT : 2016STRAG011 . tel-02870884

**HAL Id: tel-02870884**

**<https://theses.hal.science/tel-02870884>**

Submitted on 17 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**UNIVERSITÉ DE STRASBOURG**



**ÉCOLE DOCTORALE 519 SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES –  
PERSPECTIVES EUROPEENNES (ED SHS-PE)**

**Dynamiques européennes (DynamE) - UMR 7367**

**THÈSE** présentée par :

**Shahin YUSIFOV**

soutenue le : **16 juin 2016**

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'université de Strasbourg**

Discipline/ Spécialité : Histoire Contemporaine

**La Turquie dans la politique régionale  
de l'Azerbaïdjan en 1992-1998 :  
aspects politique, institutionnel et  
sécuritaire**

**THÈSE dirigée par :**

**M. ROMER Jean-Christophe**

PR PUPH, Université de Strasbourg

**RAPPORTEURS :**

**M. URJEWICZ Charles**

PR PUPH, INALCO

**M. CHERNYAVSKIY Stanislav**

Directeur de Recherches, Institut d'Etat des relations  
internationales de Moscou (MGIMO)

**AUTRES MEMBRES DU JURY :**

**M. DE TAPIA Stéphane**

PR PUPH, Université de Strasbourg

*Dédiée à ma grand-mère Mirvarid*

## Avertissement

*La translittération des formes étrangères :*

*Pour le turc et l'azerbaïdjanais, nous avons choisi de conserver l'écriture latine avec ses lettres spécifiques (ə, ö, ü, ç, ş, ğ, ı), mais la translittération anglo-saxonne pour le russe dans les notes de bas de page et la bibliographie.*

## Remerciements

Cette thèse n'aurait sans doute pas pu être accomplie sans les nombreuses contributions de personnes qui m'ont soutenu activement tout au long de mon parcours doctoral et de mes recherches scientifiques.

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur le Professeur Jean-Christophe ROMER, mon Directeur de recherche qui m'a fait largement bénéficier de ses conseils avisés et de sa grande bienveillance, mais qui m'a également soutenu dans toutes les démarches administratives nécessaires à mes déplacements à l'étranger, notamment dans mon pays d'origine et en Turquie où j'ai pu mener mes recherches. Je lui exprime aujourd'hui ma plus profonde gratitude.

Je tiens aussi à remercier mes trois rapporteurs, les Professeurs Stanislav CHERNYAVSKIY (Institut de Moscou des relations internationales) Charles URJEWICZ (Institut national des langues et civilisations orientales) et Stéphane DE TAPIA (UMR 7236 Culture et société en Europe et Département d'études turques de l'Université de Strasbourg) d'avoir accepté d'examiner mon travail de façon critique et leur en suis très profondément reconnaissant.

Je voudrais enfin adresser mes plus vifs remerciements à Tatiana DANILIUC, Luc GERARD, Candice MENAT et Sophie TOURNON, pour leur participation active à divers titres à la préparation de ma thèse. Je ne souhaiterais pas non plus oublier la grande estime que je dois au Professeur Jamil HASSANLI qui enseigne l'histoire en Azerbaïdjan, pour son aide essentielle dans la recherche et l'obtention des ressources documentaires en relation avec mon sujet de thèse. J'associe également à ma profonde estime et considération, ma famille, mes collègues de travail de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et du Conseil de l'Europe, les personnes avec qui je me suis entretenues à des fins de recherche en France, en Turquie, en Azerbaïdjan et en Belgique, ainsi que tous les membres de ma famille, et de façon particulièrement appuyée, ma tendre grand-mère, qui s'est beaucoup inquiétée pour moi durant toutes ces années tout en me soutenant patiemment et que je vais enfin, avec ma soutenance, permettre de respirer avec soulagement. Je lui témoigne ma plus respectueuse gratitude.

Shahin Yusifov

# Table des matières

Remerciements .....	4
Table des matières .....	5
Introduction générale.....	14
<b>Chapitre Introductif.....</b>	<b>28</b>
<b>I. L’Azerbaïdjan de la première à la deuxième indépendance .....</b>	<b>29</b>
<i>Section 1 : La révolution de février 1917 en Russie et la période d’incertitude politique au Caucase du sud : de l’autonomie culturelle à l’indépendance absolue .....</i>	<i>34</i>
A. Fin de la Première Guerre mondiale et la lutte des grandes puissances pour envahir Bakou ..	35
B. L’Armée ottomane sur le front caucasien.....	37
<i>Section 2 : Dyarchie en Russie et la proclamation de l’indépendance des trois pays du Caucase du sud : l’Arménie, la Géorgie et l’Azerbaïdjan .....</i>	<i>40</i>
A. L’établissement des liens politiques avec l’Empire ottoman entre 1918 et 1920 .....	40
B. La libération de Bakou par l’armée islamique turque et la mise en place du pouvoir central du gouvernement azerbaïdjanais (Septembre 1918).....	41
C. Les relations azerbaïdjano-turques après la signature de l’armistice de Moudros en octobre 1918 .....	42
<i>Section 3 : Le rôle des Turcs dans l’occupation de l’Azerbaïdjan par l’Armée rouge .....</i>	<i>44</i>
A. Les relations azerbaïdjano-turques dans le triangle Azerbaïdjan-Russie-Turquie entre 1920 et 1922 .....	46
<b>II. La politique intérieure en Azerbaïdjan de 1991 à 1998.....</b>	<b>49</b>
<i>Section 1 : « Glasnost », « Perestroïka » et le début du conflit dans le Haut Karabakh comme partie intégrante de la vie politique de l’Azerbaïdjan dans les années 1980 .....</i>	<i>50</i>
A. Moscou dépêche Abdurrahman Vezirov en Azerbaïdjan pour régler la situation critique .....	50
1. La naissance du Front populaire.....	52
2. L’intervention militaire à Bakou le 20 Janvier 1990.....	54
3. Mutalibov à la tête du Parti communiste (Janvier 1990-Septembre 1991) .....	56
4. Le coup d’État de 19 août 1991 à Moscou et l’accession de Mutalibov à la présidence de l’Azerbaïdjan indépendant (Septembre 1991-Mars 1992) .....	60

5. La fin de la fonction présidentielle de Mutalibov (Mars 1992).....	61
<b>Section 2 : Les troubles politiques et la montée en puissance du Front populaire .....</b>	<b>65</b>
A. Les élections présidentielles anticipées et les réformes institutionnelles sous A. Eltchibey....	65
B. Restauration du système administratif sous Heydar Aliyev .....	68
1. Les élections présidentielles d’octobre 1993.....	70
2. Renforcement du pouvoir et le retour de la stabilité politique sous H. Aliyev .....	71
3. Le renforcement de la gestion administrative et la mise en place d’un pouvoir hiérarchisé sous les auspices de H. Aliyev (Novembre 1995).....	71
4. Début du 2 <sup>ème</sup> mandat présidentiel de H. Aliyev (Octobre 1998) .....	74
 <b>Partie I – La politique régionale de l’Azerbaïdjan entre 1991 et 1998 .....</b>	<b>76</b>
 <b>Chapitre 1 : La Fédération de Russie.....</b>	<b>78</b>
<i>Section 1 : Les premiers pas de la politique extérieure de la jeune République sous A. Mutalibov.....</i>	<i>78</i>
A. Les relations avec la Fédération de Russie.....	81
1. Mission de maintien de la paix de Russie pour le règlement du conflit et tentative d’apaiser la tension entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie.....	85
2. Partage des biens militaires russes entre les anciennes Républiques fédérées.....	89
3. Les relations économiques .....	90
<i>Section 2 : Les réformes de bonne volonté d’Aboulfaz Eltchibey en l’absence d’expériences politiques et économiques .....</i>	<i>93</i>
A. La tension dans les relations azerbaïdjano-russes .....	94
<i>Section 3 : Heydar Aliyev : rapprochement avec la Russie, mais poursuite des orientations de son prédécesseur.....</i>	<i>102</i>
A. Les directions principales des relations entre l’Azerbaïdjan et la Fédération de Russie.....	102
1. La guerre en Tchétchénie et l’affaiblissement de la coopération .....	103
2. La station de radar russe de Gabala .....	106
3. La question Lezguienne, comme facteur déstabilisateur des relations entre les deux pays .....	111
4. L’Azerbaïdjan au sein de la Communauté des États indépendants (CEI).....	113
5. La question de la minorité russophone en Azerbaïdjan.....	117

<b>Chapitre 2</b> : La République islamique d’Iran .....	121
<i>Section 1</i> : <i>Relations sous Aïaz Mutalibov</i> .....	121
A. L’Iran en tant qu’acteur régional dans la politique extérieure de l’Azerbaïdjan.....	121
1. Exportation de l’islam chiite pour l’expansion douce de la révolution islamique .....	125
2. Le rôle de médiateur de l’Iran dans le règlement du conflit du Karabakh.....	128
3. Des relations économiques favorables .....	130
<i>Section 2</i> : <i>Les relations sous Aboulfaz Eltchibey</i> .....	134
A. La méfiance mutuelle dans les relations bilatérales azerbaïdjano-iraniennes sous Aboulfaz Eltchibey.....	134
1. L’Iran en dehors du processus de négociation du conflit au Karabakh.....	136
2. La politique de Téhéran envers la minorité azérie d’Iran.....	138
3. Le rôle de l’Islam chiite dans la société azerbaïdjanaise.....	138
4. Développement des relations économiques malgré les désaccords politiques.....	139
<i>Section 3</i> : <i>Les relations sous Heydar Aliyev</i> .....	143
A. L’amélioration des relations entre l’Azerbaïdjan et l’Iran sous Heydar Aliyev.....	143
1. Coopération politique après l’accession au pouvoir de Heydar Aliyev .....	143
2. La reprise par l’Iran de ses fonctions de médiateur dans le règlement du conflit du Karabakh.....	145
3. La sécurité régionale d’Iran et la création d’une nouvelle alliance géopolitique Moscou-Téhéran-Erevan .....	148
4. La minorité azérie comme facteur de désaccord entre les deux pays.....	150
5. Les relations économiques .....	154
<b>Chapitre 3</b> : La Conférence (Organisation) pour la Sécurité et la Coopération en Europe (C(O)SCE).....	157
<i>Section 1</i> : <i>Les pourparlers sous Aboulfaz Eltchibey</i> .....	157
A. L’implication de la CSCE au sein de l’ONU dans le règlement du conflit en Haut Karabakh .....	157
<i>Section 2</i> : <i>Les pourparlers sous Heydar Aliyev</i> .....	162
A. Le Karabakh comme facteur décisif dans la politique intérieure et extérieure de Heydar Aliyev .....	162
B. La domination de l’OSCE dans les négociations sur le conflit du Haut Karabakh.....	169



<b>Chapitre 4 : Les compagnies pétrolières étrangères attirées par les ressources naturelles de l’Azerbaïdjan .....</b>	<b>177</b>
<b><i>Section 1 : Les négociations menées par Aïaz Mutalibov.....</i></b>	<b>177</b>
A. AMOCO en tête des compagnies impliquées dans les négociations.....	177
<b><i>Section 2 : Les négociations menées par Aboulfaz Eltchibey.....</i></b>	<b>183</b>
A. BP remplace AMOCO sous le nouveau gouvernement du Front populaire.....	183
1. Pourquoi le contrat ne fut-il pas signé plus tôt ? .....	189
<b>Partie II : Établissement des relations politiques entre l’Azerbaïdjan et la Turquie après la chute de l’URSS .....</b>	<b>191</b>
<b>Chapitre 1 : L’expansion politique de la Turquie entre 1991 et 1993 .....</b>	<b>193</b>
<b><i>Section 1 : Établissement des relations politiques sous Aïaz Mutalibov par l’ouverture des missions diplomatiques représentatives (1991-1992).....</i></b>	<b>195</b>
A. Premiers contacts au niveau gouvernemental entre l’Azerbaïdjan soviétique et la Turquie avant l’effondrement de l’URSS .....	195
1. La perception de l’Azerbaïdjan par les Turcs en tant que partie intégrante de l’URSS..	195
2. La proclamation de l’indépendance par l’Azerbaïdjan et l’attente de la Turquie .....	201
B. La Turquie est le premier pays à reconnaître l’indépendance de l’Azerbaïdjan .....	206
1. L’établissement des relations diplomatiques.....	207
2. La réaction de la Turquie au renversement d’Aïaz Mutalibov en mars 1992 .....	212
<b><i>Section 2 : La politique pro-turque pendant la présidence d’Aboulfaz Eltchibey (1992-1993) .....</i></b>	<b>220</b>
A. La « lune du miel » dans les relations bilatérales .....	220
1. L’attitude de nouveau président envers la Turquie .....	221
2. La première visite officielle d’Eltchibey en Turquie en tant que le président de l’Azerbaïdjan indépendant.....	225
3. Le Sommet des « Républiques turcophones post soviétiques » à Ankara à l’automne 1992 .....	230
B. L’Arménie provoque une dissension entre Bakou et Ankara.....	236
1. Les pertes territoriales au Karabakh augmentent la déception du gouvernement d’Eltchibey envers la Turquie .....	239

2. La mort du président Özal en Turquie et le renversement du président Eltchibey en Azerbaïdjan.....	244
<b>Chapitre 2 : L'établissement de l'équilibre (1993-1998).....</b>	<b>250</b>
<i>Section 1 : De la politique pro-turque au partenariat privilégié entre les deux pays après l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev (1993-1998) .....</i>	<i>250</i>
A. Recul de la politique pro-turque de H. Aliyev au début de sa présidence (Juin 1993-Février 1994) .....	251
B. L'étape de la détermination de l'orientation de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan : l'Occident, représenté par les États-Unis, via la Turquie ou la Russie (Février 1994-Mars 1995).....	259
C. Tentative de coup d'État avec la participation des fonctionnaires de haut niveau du gouvernement turc : refroidissement des relations (Mars 1995) .....	265
D. Renforcement des liens politiques entre les deux pays : lutte diplomatique commune pour définir la route principale d'exportation du pétrole azerbaïdjanais (1996-1998).....	273
<b>Partie III – L'Affrontement des intérêts géopolitiques de la Russie et de la Turquie au Caucase dans les années 1990.....</b>	<b>281</b>
<b>Chapitre 1 : Les vecteurs de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan entre 1992 et 1998 .....</b>	<b>283</b>
<i>Section 1 : Théorie de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan.....</i>	<i>285</i>
A. La politique extérieure définie par la situation géographique de l'Azerbaïdjan .....	287
1. La politique extérieure sous Aïaz Mutalibov .....	292
2. La courte gouvernance d'Aboufaz Eltchibey.....	294
3. La politique extérieure équilibrée sous Heydar Aliyev .....	297
B. La création du Service diplomatique .....	301
1. Les premières démarches pour créer le nouveau ministère des Affaires étrangères .....	303
2. Les réformes structurelles du ministère des Affaires étrangères sous H. Aliyev .....	306
<i>Section 2 : La politique étrangère de point de vue de sécurité nationale de l'Azerbaïdjan ....</i>	<i>311</i>
A. La politique étrangère de point de vue de la sécurité nationale.....	312
1. La Fédération de Russie .....	315
2. L'Iran.....	316
3. La Turquie .....	317
4. L'Arménie .....	318

5. La Géorgie .....	318
6. Le Pacte de stabilité et de sécurité dans la région .....	319
7. La coopération régionale dans le cadre de l'OTAN et le TSC .....	321
8. La définition du statut juridique de la mer Caspienne.....	321
9. Les principaux axes de transport routier à travers la région du Caucase .....	322
<b>Chapitre 2</b> : Début des années 1990 – forte confrontation des intérêts russes et turcs dans les conflits caucasiens .....	325
<i>Section 1</i> : <i>Définition des paradigmes de la politique extérieure et sécuritaire de la Turquie et de la Fédération de Russie.</i> .....	325
A. La politique étrangère de la Turquie dans l'après-guerre froide .....	325
1. Historique de la politique étrangère de la Turquie après 1923 .....	325
2. La politique étrangère turque après la Guerre froide.....	330
3. La montée en puissance de l'influence régionale de la Turquie et sa politique étrangère dans la région Caucasienne .....	334
B. Définition de la politique de l'« étranger proche » de la Russie et son retour au Caucase ....	339
1. L'orientation historique de la politique étrangère russe .....	339
2. Désintégration de l'URSS et la période d'incertitude sur son successeur.....	341
3. La victoire des conservateurs et l'adoption de la doctrine de l'« étranger proche » .....	344
4. Restauration de l'influence perdue dans les pays postsoviétiques .....	349
<i>Section 2</i> : <i>Champs de confrontation des intérêts russes et turcs dans la région Caucasienne</i> .....	353
A. La guerre en Tchétchénie : facteur de tension entre deux puissances régionales.....	353
1. L'indépendance proclamée de la Tchétchénie implique la Russie à agir par voie militaire .....	353
2. La diaspora caucasienne met la pression sur le gouvernement turc pour réagir en faveur de la Tchétchénie.....	355
B. La carte kurde dans les relations entre Moscou et Ankara .....	360
1. Le problème kurde comme moyen de pression dans la rivalité entre la Turquie et la Russie .....	363
2. Les Kurdes et le PKK en Azerbaïdjan.....	366
<i>Section 3</i> : <i>La situation géopolitique de Bakou face à la rivalité et à la coopération entre Ankara et Moscou.</i> .....	371

A. Stratégie pétrolière de Heydar Aliyev, l'importance géopolitique de l'oléoduc dans le proche avenir du Caucase du sud .....	371
B. Israël, un partenaire fiable et un allié de la Turquie et de l'Azerbaïdjan dans les années 1990 .....	375
1. Un bref historique des relations entre les Juifs et les Azerbaïdjanais .....	375
2. Coopération politique dans la période post-soviétique .....	378
3. L'aspect économique.....	379
4. L'aspect militaire.....	380
5. Création d'un nouvel axe géopolitique de l'Est-Ouest (Relations entre l'Azerbaïdjan et l'Israël via la Turquie).....	381

## **Partie IV : L'intensification des relations institutionnelles et commerciales entre les deux pays .....**

383

### **Chapitre 1 : La coopération institutionnelle.....**

385

#### **Section 1 : L'influence religieuse de la Turquie et la guerre de l'alphabet en Azerbaïdjan ...**

385

A. L'affrontement entre les représentants des courants religieux turcs et iraniens : les « Nursistes » remportent la victoire.....	385
1. L'Islam en Azerbaïdjan .....	385
2. La situation actuelle.....	387
3. L'école de « Nursistes » en Turquie.....	390
4. Les « Nursistes » en Azerbaïdjan .....	392
a) Les représentants officiels de la Turquie .....	393
b) Les Tariqas .....	394
c) Les « Nursistes ».....	395
5. Perception de l'État .....	398
B. La réforme de l'alphabet : motivation politique et le passage du cyrillique au latin .....	399
1. Le parcours historique sur les alphabets en Azerbaïdjan .....	399
2. Les tentatives des réformes de l'alphabet à la fin de XIXe siècle.....	400
3. La modification de l'alphabet : de l'arabe au latin, comparaison avec la Turquie .....	401
4. L'alphabet cyrillique durant la période soviétique et la modification de la Constitution.....	402
5. La nouvelle réforme de l'alphabet après l'accession de l'indépendance .....	403
<b>Section 1 : Les médias turc en Azerbaïdjan et la coopération dans le domaine militaire entre les deux pays .....</b>	408

A. La coopération dans le domaine des médias et de la communication .....	408
1. Tentative de la Turquie d'installer le système des médias en Asie Centrale et au Caucase .....	408
2. Les médias en Turquie.....	409
3. Diffusion de programmes de télévision et de radio turques en Azerbaïdjan.....	410
4. L'Union des nouvelles agences des pays turcophones dans le domaine des communications.....	412
B. La coopération dans le domaine militaire.....	413
1. Les forces armées de l'Azerbaïdjan .....	414
2. Les forces armées turques, leurs caractéristiques et leur nombre .....	415
3. L'aide militaire turque pendant la guerre dans le Haut Karabakh.....	416
4. L'OTAN, programme de coopération et le soutien de la Turquie .....	418
<b>Chapitre 2 : Les échanges commerciaux au cœur des relations bilatérales des deux pays.....</b>	<b>421</b>
<b><i>Section 1 : 1992-1998 – regard sur la situation économique des deux pays.....</i></b>	<b><i>421</i></b>
A. L'Azerbaïdjan et la Turquie dans le miroir de leur comparaison économique : un rappel historique .....	422
1. Azerbaïdjan.....	422
2. Turquie .....	424
B. La coopération économique entre l'Azerbaïdjan et la Turquie entre 1992 et 1998 .....	425
<b><i>Section 1 : Les entreprises turques en Azerbaïdjan et les organisations économiques régionales.....</i></b>	<b><i>432</i></b>
A. Les entreprises turques en Azerbaïdjan : TÜRKSÖY, TİKA, TDRA.....	432
1. La participation des entreprises turques dans le redressement de l'économie azerbaïdjanaise .....	432
2. TÜRKSÖY .....	432
3. TİKA.....	433
4. TDRA .....	435
5. TPAO et BOTAŞ dans les projets énergétiques.....	437
B. L'Azerbaïdjan et la Turquie au sein des organisations régionales : l'OCE (Organisation de la Coopération économique) et l'OCEMN (Organisation de la Coopération économique de la mer Noire).....	440
1. L'Organisation de coopération économique .....	441

<b>a)</b> Restauration de l'organisation après les réformes en Turquie, en Iran et au Pakistan.	441
<b>b)</b> L'adhésion de nouveaux États membres en 1992	442
<b>c)</b> Les objectifs politiques et économiques suivis par des trois pays fondateurs (la Turquie, le Pakistan et l'Iran) à l'égard de nouveaux membres	443
2. L'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN)	446
<b>a)</b> Objectifs de la Turquie	447
<b>b)</b> Désaccords entre les membres de l'Organisation	449
<b>c)</b> La Banque de développement de l'Organisation	450
<b>d)</b> Les problèmes dans l'Organisation	450
Conclusion	452
Glossaire	550
Entretiens	552
Annexes	554
Résumé	575
Résumé en anglais	575

## **Introduction générale**

**Actualité du sujet** – L’écroulement de l’URSS à la fin de XX siècle a donné naissance à quinze nouveaux États indépendants sur un large territoire eurasiatique. Tel est le cas de l’Azerbaïdjan, l’un des pays du Caucase du sud (avec l’Arménie et la Géorgie), qui a regagné son indépendance (il avait obtenu une première fois, sa fragile indépendance en 1918 : elle n’a duré que 23 mois) après l’effondrement du système socialiste en 1991. La « restructuration » (Perestroïka) et la « transparence » (Glasnost) initiées par Mikhaïl Gorbatchev ont conduit aux résultats bien connus – l’un des pays les plus puissants du monde s’est effondré, causant par là des problèmes dont les conséquences se font sentir jusqu’à aujourd’hui. Avec l’indépendance, l’Azerbaïdjan a hérité de l’Union, en plus de problèmes économiques et sociaux, un différend territorial avec l’Arménie sur la région séparatiste du Haut Karabakh, qui, très vite, s’est transformé en une guerre sanglante, faisant plusieurs milliers de morts.

Il faut noter que, depuis la proclamation de son indépendance, l’Azerbaïdjan a traversé une période de turbulences dans la construction de son propre État, accompagnée de changements de priorités dans sa politique, à la fois extérieure et intérieure, ainsi que l’avènement de trois présidents et gouvernements consécutifs au cours des trois premières années de sa fragile existence. Chaque changement de régime s’est produit par un coup d’État qui a amené au pouvoir, à tour de rôle, des représentants de la « nomenklatura » du Parti (A. Mutalibov), les nationalistes modérés (A. Eltchibey) et les anciens apparatchiks du Parti communiste (H. Aliyev).

Carrefour historique d’empires et point de confluence des grands ensembles culturels eurasiatiques, et zone riche en hydrocarbures, grâce aux ressources de la mer Caspienne qui la borde à l’Est, l’Azerbaïdjan, dès la chute de l’URSS, est devenu une zone de conflits où les menaces d’embrasement se sont multipliées. Il s’agit là d’un terrain (le Caucase du sud dans son ensemble) où les grandes puissances régionales, comme la Russie et la Turquie, mais aussi l’Iran, voire certains États européens et arabes, ont l’habitude de tester leur capacité de rayonnement géopolitique et parfois de s’affronter en poursuivant leurs propres intérêts.

La tentative de l’Azerbaïdjan d’en tirer des bénéfices en sa faveur, par l’implication des compagnies pétrolières occidentales en vue d’explorer des gisements pétrolifères et gazifères de la Caspienne, a transformé le pays en otage de sa diplomatie pétrolière. Il essaie de créer la base de sa politique extérieure en se fondant sur les éléments suivants : le conflit armé avec l’Arménie sur le Haut Karabakh ; l’implication des puissances régionales et mondiales, ainsi que des Organisations internationales dans son règlement ; l’intérêt des entreprises occidentales pour l’exploitation du pétrole caspien avec le transport ultérieur vers les marchés européens ; sa



situation géographique favorable, au carrefour de voies stratégiques entre l'Europe et l'Asie qui le transforme en un couloir de transport dans la confrontation géopolitique entre les puissances régionales et mondiales.

**Objectifs** – Dans une telle situation complexe, nous avons décidé, dans le cadre de notre Doctorat, d'étudier la question de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan, en nous focalisant sur sa politique régionale envers les puissances avoisinantes telles que la Russie, l'Iran et la Turquie, où le rôle et la place de la Turquie seront étudiés de manière plus détaillée. Cette thèse, intitulée « La Turquie dans la politique régionale de l'Azerbaïdjan en 1992-1998 : aspects politique, institutionnel et sécuritaire », a pour objectif d'étudier la politique extérieure de l'Azerbaïdjan après l'éclatement de l'URSS ainsi que le rôle primordial joué par la Turquie au cours des premières années d'indépendance de la jeune République.

L'effondrement de l'URSS a créé un « vide » géopolitique non seulement en Europe de l'Est et au Proche-Orient, mais aussi dans la périphérie de l'État soviétique, tel que le Caucase du sud et l'Asie centrale. Ce « vide », survenu depuis l'accession de l'Azerbaïdjan à l'indépendance, a été vite rempli par les nouvelles puissances régionales comme l'Iran et la Turquie. Mais ces tentatives se heurtent à la contraction de la Russie, qui restaure méticuleusement l'influence qu'elle avait eu jadis dans la région et dans l'espace de la CEI (Communauté des États indépendants). Il est évident que la Russie est impliquée dans les nombreux conflits survenus après l'effondrement de l'URSS, mais on peut noter qu'en même temps, la Fédération de Russie sait se montrer un acteur central dans le règlement des conflits. Par exemple, la signature d'un cessez-le-feu entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en mai 1994 s'est déroulée sous son égide, et a contribué à geler le conflit entre les parties belligérantes pour une durée non définie.

D'un autre côté, l'Azerbaïdjan se trouve dans le viseur de l'autre puissance régionale, l'Iran, où 20 millions de citoyens sont d'origine azerbaïdjanaise (plus court *azéri* – l'auteur). Ayant sur son territoire une vaste minorité azérie, l'Iran observe anxieusement la volonté politique croissante de l'Azerbaïdjan de faire valoir, un jour, ses prétentions territoriales ou de proclamer l'unification des deux Azerbaïdjan, celui du Nord (la République d'Azerbaïdjan) et celui du Sud (le nord de l'Iran). L'Azerbaïdjan, à son tour, est obligé dans sa politique régionale de prendre en considération les positions de ses puissants voisins : les relations amicales entre l'Iran et la Russie et les relations plutôt tendues entre l'Iran et la Turquie, qui expriment la volonté politique des États-Unis dans la région (mettant l'Iran dans « l'axe du mal »), dont elle est l'alliée au sein de l'OTAN.

Mais en même temps, tout en représentant la politique des États-Unis dans la région, la Turquie poursuit ses propres intérêts politiques, économiques et sécuritaires, et participe activement au développement et au renforcement de l'Azerbaïdjan, en s'appuyant sur les liens historiques, linguistiques, culturels et religieux communs. À tour de rôle, les présidents A. Eltchibey et H. Aliyev ont affirmé leur relation étroite avec la Turquie. Il faut constater que cette approche dérange, à un certain degré, l'Iran et la Russie qui ont craint le renforcement de la Turquie dans la région. Cependant, les Turcs sont aussi conscients du fait que le Caucase du sud fait partie de la zone des intérêts vitaux russes et donc, pour la Turquie, y établir son influence sans prendre en compte la Russie, présente un danger imminent. En outre, la Russie elle-même est un marché nouveau pour les investissements turcs, et Ankara ne mettrait jamais ses relations économiques bilatérales en danger.

Pour mieux comprendre la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, nous avons défini les tâches principales à accomplir, notamment : parcourir brièvement l'histoire de la création de la première République démocratique d'Azerbaïdjan (RDA) en 1918, ainsi que le début du mouvement social, suite à l'initiative de M. Gorbatchev de réformer l'URSS à la fin des années 1980 ; présenter les premiers contacts diplomatiques avec les États étrangers, comme l'Iran et la Turquie ; comprendre les concepts de la politique étrangère de trois présidents consécutifs, A. Mutalibov, son successeur A. Eltchibey, et les tactiques de manœuvre et de compromis de H. Aliyev ; la définition du problème du Haut Karabakh qui fait partie de la ligne directrice de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, et enfin, la diplomatie pétrolière et l'exportation du pétrole vers les marchés européens et mondiaux.

Le conflit du Haut Karabakh (à l'exception des pourparlers pour signer la trêve), ainsi que la politique étrangère avec l'Arménie et la Géorgie, la définition du statut juridique de la mer Caspienne, la politique pétrolière impliquant les États-Unis, ainsi que la politique étrangère envers les pays européens, ne font pas l'objet de notre étude, car pour ne pas manquer d'objectivité dans l'explication des origines du conflit, et pour ne pas se disperser sur les objectifs de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan en général, nous nous ne sommes pas entrés dans les détails de ce conflit.

Le sujet abordé présente un intérêt pour le monde universitaire et pour le public francophone en vue d'acquérir plus d'information sur l'un des pays du Caucase du sud, voire l'Azerbaïdjan. Sa politique étrangère a été abordée par certains doctorants azerbaïdjanais en

France,<sup>1</sup> mais la politique régionale avec la Turquie, dans les années 1990, n'a pas été étudiée de manière assez détaillée. Nous essayons d'expliquer la création de la structure de la politique étrangère d'une jeune République ; caractérisons la formation des structures du ministère des Affaires étrangères, en tant qu'institut de gouvernance étatique ainsi que ses actions à l'étranger, etc. De manière détaillée, nous expliquons également le développement de la politique étrangère du pays, son évolution sous chaque président successif, son rôle et sa place dans la pyramide du pouvoir étatique. Du point de vue de l'application de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, nous essayons également de donner une explication de la théorie des relations internationales, en se basant sur le phénomène de la politique extérieure des « petits États ». Comme il n'existe pas un concept de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan bien décrit et définit, nous donnons la définition de certains paramètres de la politique étrangère en se basant sur les travaux de Stanislav Chernyavskiy, professeur à l'Institut d'État de Moscou des relations internationales, qui a étudié la politique étrangère du pays de manière très approfondie, et d'autres auteurs azerbaïdjanais (Araz Aslanlı, Nazim Cafersoy, İsmayıl Musa).

Chronologiquement, la thèse porte sur la période de 1991 à 1998, et couvre la première période (quinquennale) de la présidence de H. Aliyev. Nous nous sommes limités à étudier cette période, car c'est là que la création et les premières démarches de la jeune République dans le domaine de la politique extérieure se sont formées. À partir de 1998, la politique étrangère de l'Azerbaïdjan a pris une autre envergure et a été suivie de la même manière jusqu'à nos jours. Mais le point de départ de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, comme nous pouvons le constater, remonte à septembre 1988, quand le Soviet suprême de l'Arménie, par une décision unilatérale, a annoncé sa volonté d'annexer le Haut Karabakh à l'Arménie, alors qu'il se trouvait sous la juridiction de l'Azerbaïdjan. Par la suite, malgré l'existence de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan au sein d'un État fédéral (tous deux faisaient partie de l'URSS), la question du Karabakh a occupé une place primordiale dans la politique extérieure des deux pays. Plus tard, elle devint une ligne directrice de la politique extérieure avec l'implication dans sa résolution des puissances mondiales et régionales ainsi que des Organisations internationales.

Le but principal est de définir les étapes du développement de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan dans les premières années qui ont suivi l'indépendance, d'établir les objectifs qui

---

<sup>1</sup> GASIMOVA Esmira. La politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre grandes puissances et puissances régionales (1993-2003), Thèse de Doctorat, soutenue à l'Université de Strasbourg, 07 juillet 2015 ; SHABELNIKOVA Olga. Évolution de la politique de l'Union européenne en Azerbaïdjan : 1991 – 2014, Thèse de Doctorat en cotutelle entre les Université de Strasbourg et l'Université russe d'amitiés des peuples en Russie, soutenue à Moscou, 26 décembre 2015 ; GURBANOV Turab. Le Pétrole de la Caspienne et la politique extérieure de l'Azerbaïdjan, Thèse de Doctorat soutenue à l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 2005.

ont abouti à la création et au maintien de bonnes relations avec beaucoup d'États dans la région et dans le monde entier. Il convient aussi de noter qu'en même temps, la politique extérieure se heurte à de nombreux problèmes pour l'intégration complète de l'Azerbaïdjan dans la communauté internationale.

Parmi les problèmes majeurs qui empêchent l'Azerbaïdjan de s'intégrer, on trouve la question de la définition de son identité nationale. L'identité nationale et la recherche de sa place parmi les autres nations dans le monde globalisé occupent une place prépondérante dans les publications scientifiques en Azerbaïdjan. Et ce, pour deux raisons : l'histoire de la création de l'Azerbaïdjan en tant qu'entité étatique remonte à 1918, lors de la proclamation de la première République démocratique. Vingt-trois mois plus tard, l'Azerbaïdjan a perdu à nouveau son indépendance et est resté sous le joug du communisme pendant 70 ans, jusqu'à l'écroulement de l'Union soviétique en 1991. La deuxième raison, toute aussi importante, est le phénomène de séparation du peuple azerbaïdjanais en deux parties, suite aux guerres russo-persanes des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles (en Iran habitent plus de 20 millions d'Azéris, tandis qu'ils ne sont que 9,2 millions dans l'Azerbaïdjan actuel). En plus, la minorité azerbaïdjanaise est dispersée et habite en Russie (au Daguestan), en Géorgie, en Arménie (les Azerbaïdjanais ont fui le pays au début de la guerre au Karabakh). Suivant les différentes interprétations qu'on donna à ce concept, les historiens et philosophes azerbaïdjanais ont plutôt tendance à considérer l'identification nationale azerbaïdjanaise à la fois confessionnelle et ethnique, d'une part, par l'appartenance des Azerbaïdjanais à la grande communauté musulmane, et d'autre part, par leur appartenance à la famille turcophone.

Mais le problème de l'identification nationale empêche de réunir la population de l'Azerbaïdjan autour d'une idéologie bien encadrée. Aujourd'hui, face aux Azerbaïdjanais se dressent plusieurs idéologies se rapportant à la guerre dans le Haut Karabakh, la diplomatie pétrolière, la défense des droits et libertés des Azéris vivant en Iran, etc. La tentative du gouvernement de H. Aliyev d'unir la population azerbaïdjanaise autour de l'idée du Karabakh n'a pas abouti aux résultats attendus, car la situation du conflit gelé, ainsi que la situation socio-économique difficile (malgré les revenus pétroliers considérables) et la corruption démotivaient la population de s'unir autour de l'idéologie qui lui était imposée.

**Ressources (historiographie / bibliographie)** – Il y a un certain nombre de raisons pour lesquelles l'histoire de l'Azerbaïdjan est longtemps restée ignorée. La conquête russe de la région, la séparation de la population entre les Empires tsariste et persan ont conduit à rabaisser artificiellement l'histoire du pays. L'idéologie soviétique ciblée a ignoré le rôle de l'Azerbaïdjan

dans l'histoire mondiale, ce qui explique l'état vulnérable de l'histoire azerbaïdjanaise d'aujourd'hui. La grande majorité des travaux scientifiques s'efforcent de définir l'identité nationale et de trouver les origines du conflit au Haut Karabakh. Ce qui rend difficile de mener des recherches scientifiques sur d'autres sujets importants de la vie politique, économique et sociale de la République, comme par exemple, les facettes de ses politiques intérieures et extérieures. C'est pourquoi nous avons décidé d'approfondir le sujet de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan avec la Turquie.

En étudiant la politique extérieure de l'Azerbaïdjan, nous pouvons constater le manque de recherches approfondies et la quantité limitée des travaux écrits. Il y a très peu de littérature sur la politique régionale, surtout très peu de publications qui traitent de la politique de l'Azerbaïdjan envers la Turquie, la Russie ou l'Iran, tandis que la littérature portant sur différents domaines de la politique extérieure existe en grande quantité. Il convient aussi de noter la différence des approches des scientifiques azerbaïdjanaïses, russes, turcs et européens face aux événements se déroulant dans le pays.

La position des scientifiques azerbaïdjanaïses a plutôt tendance à justifier les actions des autorités locales pour régler le séparatisme arménien d'une main de fer, et pour accuser la Russie de tous les malheurs de la jeune République. De plus, l'étude des relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie en tant que spécialisation de la littérature sur l'histoire politique de l'Azerbaïdjan n'a pas encore été lancée. Quelques scientifiques (Ərrəhman Əhmədov, Sevinc Ruintən, Natiq Məmmədli) ont tenté d'étudier certains domaines de coopération entre les deux pays, mais en raison du manque d'information, ils se sont plutôt appuyés sur les informations issues des périodiques, et ont étudié la question de manière assez générale.

L'élite scientifique russe, de son côté, voit la Russie comme la seule force capable de maintenir la paix fragile dans la région du Caucase du sud. Contrairement aux scientifiques azerbaïdjanaïses, on peut trouver facilement des travaux scientifiques consacrés à la vie politique et économique de l'Azerbaïdjan pour la période étudiée (nous pouvons mentionner le Centre de recherches stratégiques de la Fédération de Russie (RISI), qui a publié un travail de recherche de deux volumes sur l'Azerbaïdjan en 2000). En outre, l'Institut d'études orientales a publié des travaux intéressants sur les relations bilatérales entre la Russie et la Turquie, ou sur les différents aspects de la vie politique, économique et sécuritaire de la Turquie.

En Turquie, contrairement à l'Azerbaïdjan, le domaine de recherche scientifique est bien développé, surtout en ce qui concerne les travaux se rapportant à la Russie et à l'Iran. D'autres

travaux traitent des différentes orientations de la coopération de ces pays avec l'Azerbaïdjan, ainsi que leurs relations avec les peuples turcophones de l'Asie centrale, ou de domaines plutôt religieux qui ont, dans leur grande majorité, un caractère encyclopédique.

Les publications que nous avons consultées en Europe durant nos recherches sur l'Azerbaïdjan sont, la plupart du temps, orientées vers l'étude du secteur pétrolier et de l'acheminement de son pétrole vers les marchés européens.

Pour notre travail de recherche, nous avons utilisé des ressources bibliographiques écrites en cinq langues (cf. bibliographie), ce qui nous a permis d'élargir l'horizon de notre analyse, pour trouver un juste milieu et bien trier l'information subjective ou erronée. Nous soulignons quelques livres, qui nous ont aidés à décrire la situation générale en Azerbaïdjan durant les premières années de l'indépendance, ainsi que les premières démarches de sa politique extérieure :

En **azerbaïdjanais** – MƏMMƏDLİ Nətiq. *Mərkəzi Asiyanın türk dövlətləri və Türkiyə* (La Turquie et les pays turcophones de l'Asie centrale), Bakou, « AzAtam », 2005 ; ALLAHVERDİYEV Q., QURBANLI M. *Heydər Əliyev və Şərg*, (Heydar Aliyev et le Proche-Orient), en 6 volumes, II-III vol., – Türkiyə, Bakou, « Çəşioğlu », 2005 ; ƏHMƏDOV Ərrəhman. *Azərbaycan Beynəlxalq Münasibətlərdə (Türkdilli dövlətlərlə əlaqələr. XX əsrin 90-cı illəri)* (L'Azerbaïdjan dans les relations internationales : les relations avec les États turcophones dans les années 1990), Bakou, « Elm və Təhsil », 2009 ; İSMAYIL Musa. *Azərbaycanın Xarici siyasəti* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan), en 3 volumes, Bakou, 2011 ; RUİNTƏN Sevinc. *Azərbaycan türkdilli dövlətlərnən siyasi əlaqələr sistemində* (L'Azerbaïdjan dans le système des relations politiques avec les pays turcophones), Bakou, 2005.

En **russe** – ALIZADEH Zardusht, AGAYEV Rassim. *Azerbaydzhan : konets vtoroy respubliki* (L'Azerbaïdjan : chute de la deuxième République), Moscou, 2006 ; KOZHOKINA E.M. *Nezavisimiy Azerbaydzhan: novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), en 2 volumes, Moscou, L'Institut russe des recherches stratégiques, 2000 ; SADYKHOV Fikret. *Diplomaticheskaya sluzhba Azerbaydzhana: politicheskie priority. Etapy formirovaniya* (Service diplomatique de l'Azerbaïdjan : priorités politiques. Étapes de formation), Bakou, « Adiloglou », 2004 ; CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbaydzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan en 1988-2003), Bakou, « Adiloglou », 2003.

En **anglais** – VAN DER LEEUW Charles. *Azerbaijan ; a quest for identity*, St. Martin's Press, 1998 ; GOLTZ Thomas. *Azerbaijan diary : a rogue reporter's adventures in an oil-rich, war-torn, post-sovietic republic*, « M.E. Sharpe », Paperback edition, 1999 ; SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*, Curzon Caucasus World, England, 2001 ; WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD Richard. *Transcaucasian boundaries*, London, « UCL Press », 1996.

En **turc** – ER Turgut. *Azadlıktan tiranlığa : sanki Stalin ve Berya hortlamıştı* (De la liberté à la tyrannie : comme à l'époque de Staline et Beria), « Sarkac » yayınları, 2010 ; BOZALQANLI Hasan Novruz. *Şah-mat: bir yarbayın kaleminden azerbaycan gerçekliği* (Echec et mat: les réalités azerbaïdjanaises vues par un officier), Ankara, « Altinküre », 2. Baskı, 2002 ; DEMİRKO, Ferman. *Diktatörleri uyku tutmaz* (Les dictateurs ne s'endorment jamais), Istanbul, « DER » Yayınevi, 2002 ; ŞİMŞİR N. Bilâl. *Azerbaycan : Azerbaycan'ın yeniden doğuş sürecinde Türkiye-Azerbaycan ilişkileri* (L'Azerbaïdjan : les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie à la veille de la renaissance de l'Azerbaïdjan), « Bilgi yayınevi », 2011.

En **français** – CONSTANT Antoine. *L'Azerbaïdjan*, édition « Karthala », 2002 ; YAKEMTCHOUK Romain. *Les Hydrocarbures de la Caspienne. La compétition des puissances dans le Caucase et en Asie Centrale*. « Bruxelles », 1999 ; *Le Caucase postsoviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI Mohammad-Reza, « Bruylant-Bruxelles », 1995.

La base documentaire de notre recherche est composée de la documentation officielle, des périodiques,<sup>2</sup> de la littérature générale et spécialisée, des mémoires, des périodiques, des sites internet, des réseaux sociaux, de Skype, des entretiens (avec les hommes politiques, politologues, journalistes, les centres de recherches), etc. Il faut avouer que la quantité considérable d'information collectée en cinq langues pose parfois des problèmes d'objectivité, car une même information peut avoir différentes connotations suivant la langue (surtout celle trouvée dans les périodiques et dans les analyses faites par les médias). L'utilisation des mémoires qui, très souvent, décrivent les événements tels qu'ils sont perçus par la personne

---

<sup>2</sup> Les périodiques azerbaïdjanais, publiés en langues azerbaïdjanaise et russe ont occupé une partie importante de notre analyse. Nous avons utilisé les périodiques appelés centraux : *Bakinskij Rabochij, Vyshka*, puis indépendants tel que *Zerkalo, Ekho*, ainsi que les périodiques appartenant aux partis politiques comme *Azadliq, Mussavat, Xalq, Azerbaïdjan*, etc. Ces quotidiens, couvrant les périodes de 1990 à 1998, nous offrent une chronique détaillée des événements. En outre, la réputation bien méritée dans le milieu scientifique azerbaïdjanais appartient au magasin analytique *Le Caucase et l'Asie centrale*, dont le siège social se trouve à Stockholm. Grâce à sa structure développée, le journal s'est transformé en une plateforme de discussion des sujets sensibles dans les domaines politique, économique et social, et réunit autour de soi les milieux scientifiques du Caucase, de l'Asie centrale entre autres. Le journal *Monitor* occupait jusqu'à 2005, une place importante parmi les journaux, son rédacteur en chef (Elmar Husseynov) fut assassiné en raison de ses publications critiques à l'égard du gouvernement d'Aliyev.

même, est aussi un travail qui demande une approche très délicate : très souvent, nous sommes tombés sur des mémoires de différents hommes politiques, qui n'ont pas pu les écrire avec toute l'objectivité voulue par crainte de répression de la part de l'État. Dans une volonté de donner un aperçu historique le mieux équilibré, nous avons utilisé la méthode de comparaison des sources afin d'améliorer la capacité à identifier les faits réels et les données « objectives ».

Il est bien évident que l'information véhiculée par la presse écrite seule puis illustrée de photographies, l'image agrémentée de quelques propos et diffusée par la télévision, ne suffisent pas à l'historien qui a besoin d'archives pour cerner, sinon percer, le secret qui, traditionnellement ou institutionnellement, entoure la préparation et la teneur des négociations et des rencontres, en deçà et au-delà de leur représentation médiatisée. Il est vrai que la disparition de l'URSS a permis, à partir des années 1995-1996, une relative ouverture des archives dont l'apport, décisif pour les questions politiques et sociales, s'avère plus contrasté en matière de politique extérieure. Mais il existe aussi certaines difficultés, car, d'une part, tous les fonds d'archives n'ont pas répondu à la même logique, comme par exemple, les archives du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) étaient beaucoup plus accessibles pour des recherches historiques (couvrant les périodes allant plutôt de 1922 à 1960), que celles du ministère des Affaires étrangères sont plus restreintes.<sup>3</sup> D'autre part, les archives ont été déclassifiées souvent de manière ponctuelle, sans linéarité, causant des difficultés lors de la recherche de telle ou telle information nécessaire.

**Difficultés** – Pendant nos recherches effectuées à Bakou, à côté du manque de littérature écrite, le travail inefficace des centres de recherches stratégiques, dont la quantité ne dépasse pas la dizaine (la plupart des centres ont un public très restreint et leurs travaux qui sont plutôt destinés à certains ministères, ne sont pas accessibles au grand public), nous a posé des difficultés d'ordre technique.

Aujourd'hui, les universités en Azerbaïdjan ne jouent plus le rôle de moteur de recherche scientifique, malgré l'existence en leur sein de nombreuses facultés en sciences humaines. L'Académie des sciences de l'Azerbaïdjan, avec les nombreux centres de recherches spécialisés en histoire et vie sociale, ne publie pas de travaux approfondis. La plupart des travaux relevant du domaine de la politique intérieure sont destinés à étudier les origines du conflit du Haut

---

<sup>3</sup> Ce fut le cas de nos recherches dans la bibliothèque du MAE de l'Azerbaïdjan. La recherche d'information écrite couvrant la période de 1990 à 1998 n'a pas abouti aux résultats attendus. Les documents officiels sont sous le sceau du secret, donc il s'est avéré impossible de les consulter d'une manière ou de l'autre. En plus, l'information écrite et numérique est plutôt accessible à partir de 2004, avec des revenus pétroliers considérables qui ont rempli le maigre budget du pays et ont favorisé la collecte de l'information de grande importance étatique.



Karabakh et, dans le domaine de la politique extérieure ils concernent plutôt la période portant de 1993, année de l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev. La période de 1991 à 1993 est présentée comme une période sombre dans l'histoire contemporaine de l'Azerbaïdjan, et avec l'idéologie dominante du gouvernement au pouvoir, est niée dans toutes les instances médiatiques.<sup>4</sup> Même le centre de recherche stratégique auprès du président de la République, qui occupe une place importante parmi les autres centres de recherche, n'effectue pas de recherches approfondies concernant la politique extérieure. La seule information que nous avons trouvée au sein de ce centre fut la brochure de 64 pages, couvrant les développements des relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Turquie pendant 20 ans (de 1991 à 2011).

Parmi les travaux de recherches, nous pouvons mentionner les recherches menées par l'Institut pour la Démocratie et la Paix, dirigé par Leyla Yunus. Son mari, Arif Yunus, historien de formation, a étudié de manière approfondie certains aspects de la vie politique, économique et sociale de l'Azerbaïdjan. Il est vrai que dans la plupart de ses écrits Arif Yunus s'appuie sur l'information de la presse écrite, ce qui l'empêche de fonder ses recherches sur un fondement théorique détaillé. Mais l'Institut pour la Démocratie et la Paix a été fermé par l'État, et Leyla Yunus et son mari, furent emprisonnés en 2014 (ils sont aujourd'hui libres, mais maintenus en résidence surveillée).

L'État contrôle presque toutes les sources d'informations et détient le monopole de l'information issue de la ligne directrice de la politique de gouvernement. Certaines ONG ont été privées de financement (notamment de la part de l'État, ainsi que de celle des fondations internationales) et des journalistes indépendants ont été arrêtés (accusés d'abus économiques et d'espionnage en faveur de l'Arménie), ce qui rend difficile l'obtention d'informations de sources diversifiées. Dans ces conditions il est quasiment impossible d'établir l'exactitude des informations disponibles. Ainsi, certains Centres de Recherches stratégiques, plus ou moins indépendants ne sont pas autorisés à obtenir un statut juridique, car le ministère de la Justice ne les enregistre pas, vu que leur profil et leur politique est en contradiction avec celle du gouvernement en place (c'est le cas des Centres de recherche « Atlas », dirigé par Elxan Şahinoğlu et « Est-Ouest » dirigé par Arastun Oruclu)

---

<sup>4</sup> Les chercheurs, les doctorants, même les étudiants des universités ne sont pas motivés pour mener ses recherches couvrant la période de 1988 à 1993, car dans cette période les perturbations politiques et sociales dans la République se sont déroulées sans la participation active de H. Aliyev. C'est pourquoi le gouvernement d'Ilham Aliyev, hérité de son père Heydar Aliyev, préfère prendre en compte le début de l'histoire contemporaine en Azerbaïdjan à partir de l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev, en juin 1993.

L'autre difficulté est liée à l'interdiction d'accéder à la bibliothèque de l'ambassade de Turquie en Azerbaïdjan et à l'ambassade turque de façon plus générale. Malgré l'autorisation préalable que nous avons obtenue au téléphone par la directrice de la bibliothèque, l'ambassade, sans justifier la moindre raison, nous a refusé l'entrée dans la bibliothèque. Nous avons également constaté une certaine crainte chez des hommes d'affaires turcs impliqués dans un business en Azerbaïdjan. Notre entretien avec le représentant de TIKA à Bakou n'a pas été enregistré, car la personne interviewée s'est montrée hostile à l'enregistrement et à la prise de photos. Elle n'a pas souhaité que son nom soit mentionné dans notre travail.

Les entretiens que nous avons tout de même pu avoir avec des hommes politiques, politologues, journalistes et experts dans le domaine des recherches stratégiques furent très enrichissants pour mieux comprendre la situation politique, économique et sociale qui régnait dans la République au milieu des années 1990. Mais, malheureusement, dans le domaine de la politique régionale, et en particulier celui de la politique extérieure azerbaïdjanaise envers la Turquie, la plupart des experts se sont montrés incompetents, ou leur connaissance du sujet était trop limitée (bien que les relations bilatérales existent au niveau de partenariats stratégiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie). C'est pourquoi, nous avons dû construire et écrire la structure de la politique régionale de l'Azerbaïdjan, en nous appuyant sur les périodiques et certains ouvrages publiés en Azerbaïdjan, en Russie et en Turquie.

**Méthodologie** - Comme le sujet abordé concerne l'histoire contemporaine, nous n'avons guère utilisé la théorie des relations internationales, malgré notre volonté d'appuyer la politique extérieure de l'Azerbaïdjan sur un fondement théorique. Pour la rédaction de notre thèse, nous nous sommes donc surtout appuyé sur la **méthode empirique**, comme l'une des trois traditions épistémologiques et sur la **méthode qualitative** avec ses éléments chiffrables (l'analyse de contenu, des évènements, le profilage de personnalités politiques, professeurs des universités, politologues, analystes, etc.) et interprétatifs (études comparatives, des analyses historiques, des recherches documentaires, de l'analyse des discours, etc.) et ses outils de travail (entretiens) pour établir l'ordre chronologique des faits historiques de la période étudiée.

**Structure des parties composantes.** Pour pouvoir donner un sens plus large à notre sujet de recherche nous avons choisi de nous concentrer sur quatre axes qui constituent les pivots principaux des relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Turquie : politique, institutionnel et sécuritaire (stratégique), avec un chapitre introductif qui relate l'histoire des relations azerbaïdjano-turques au début du XX<sup>e</sup> siècle. La structure de la thèse se présente de la manière suivante :

Le chapitre introductif concerne l'histoire des relations politiques entre l'Azerbaïdjan et l'Empire ottoman (1918-1920), puis la proclamation de son indépendance par l'Azerbaïdjan (1991) et les turbulences politiques, économiques et sociales dans la jeune République qui ont influencé la définition de sa politique extérieure pendant les premières années, de 1991 à 1998.

Pour ce chapitre il est important de suivre un parcours historique, car les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie (l'Empire ottoman à l'époque) ont été créées au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui nous permet de prouver qu'après la proclamation de l'indépendance par l'Azerbaïdjan, les relations bilatérales ont été restaurées. L'expérience de gouvernement de la première République démocratique d'Azerbaïdjan, qui n'a existé que durant 23 mois, sa politique intérieure et extérieure servent de bagage politique pour la génération actuelle. Une étude comparative de la période de proclamation de l'indépendance par l'Azerbaïdjan au début et à la fin du XX<sup>e</sup> siècle laisse apparaître beaucoup de coïncidences : situation géopolitique confuse ; acquisition de l'indépendance après l'écroulement des deux empires, l'Empire tsariste et l'empire de l'URSS ; acquisition de l'indépendance à l'occasion d'un différend territorial avec sa voisine l'Arménie ; théâtre d'une confrontation géopolitique des puissances régionales et mondiales pour les ressources naturelles de l'Azerbaïdjan. Toutefois, il est important de préciser que, contrairement au début du XX<sup>e</sup> siècle, où les puissances européennes étaient présentes dans la région par la voie militaire (suite à la Première Guerre mondiale), ce n'était pas le cas de la situation dans les années 1990, où les puissances s'affirmaient plutôt par leur présence et leur influence économiques.

La ligne principale de la Partie I est la politique extérieure de l'Azerbaïdjan après l'écroulement de l'Union soviétique. Elle comprend une étude détaillée de la période 1991-1998, soit sept ans. Durant cette période, l'Azerbaïdjan a vécu la gouvernance de trois présidents et a formé le noyau principal de la politique étrangère de l'État. Puisque la question étudiée est la politique étrangère, nous nous concentrons sur la définition de la politique étrangère qui comprend l'examen du statut de l'État comme sujet du droit international, sa situation géographique, les petits et grands États à ses frontières ainsi que leur influence sur la formation de sa politique extérieure. Il est intéressant de définir les composants de la politique extérieure des petits États, l'Azerbaïdjan par exemple, ainsi que son interaction avec les autres États voisins, comme l'Iran et la Russie.

Dans la politique étrangère de l'Azerbaïdjan (Partie II), la Turquie joue un rôle très important. C'est le premier pays à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan, en 1918 et 1991, et à le soutenir au sein de toutes les Organisations internationales. Dans cette partie nous

études non seulement le rôle de la Turquie en tant que partie intégrante de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan (par la restauration des relations diplomatiques entre ces deux pays en 1992), mais aussi sa vocation dans le « Great Game » américain, en tant que nouvelle puissance émergente et le tandem Azerbaïdjan-Turquie (la ligne horizontale) contre le trio Russie-Arménie-Iran (la ligne verticale).

La question de la sécurité nationale et régionale (Partie III) occupait une place primordiale dans la politique extérieure tant dans les trois pays sud-caucasiens (l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie) que dans certaines puissances régionales comme la Turquie et la Russie. Les deux pays ont des interprétations et des approches différentes des événements qui se sont déroulés dans la région. C'est pourquoi nous avons défini comme but principal de montrer le rôle et la place du Caucase du sud dans la politique extérieure de deux puissances régionales et l'impact de la fin de la Guerre froide, dans les années 1990, sur leurs relations. L'analyse de la nature des changements qui ont suivi de près l'écroulement de l'URSS concerne la présentation de leurs idées doctrinales des intérêts nationaux, qui, à leur tour, ont déterminé leur comportement l'un envers l'autre. Dans ces circonstances, la région caucasienne, du point de vue de la coopération régionale, fut écartée par la confrontation, à la fois interétatique opposant l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur le Haut Karabakh, et la confrontation entre la Russie et la Turquie pour dominer la région.

Nous allons également voir le panorama économique (Partie IV) des deux États, les différents domaines de coopération, la participation des entreprises turques dans le consortium pétrolier, ainsi que le renforcement de l'investissement turc dans le redressement de l'économie azerbaïdjanaise. En une décennie, l'Azerbaïdjan et la Turquie ont tissé d'étroits liens dans plusieurs domaines : énergie, commerce, éducation, logistique, coopération militaire, etc. Avec le montant de ses investissements dans l'économie azerbaïdjanaise, la Turquie prenait la deuxième place après la Russie.

La Turquie prenait ainsi une place importante non seulement avec sa participation aux consortiums pétroliers et gaziers, mais aussi dans l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne via son territoire vers les marchés européens.

Tenant compte du fait que les relations politiques et économiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie avaient des racines profondes, nous avons décidé de nous concentrer sur leurs relations institutionnelles et commerciales et d'essayer de montrer que les projets pétroliers et gaziers entre ces deux États n'étaient pas déterminants dans leurs relations bilatérales.

## Chapitre Introductif

Dans ce chapitre introductif, nous examinerons les circonstances et les conditions sociopolitiques et économiques de la proclamation d'indépendance de la première République azerbaïdjanaise, le 28 mai 1918, puis les conditions de la deuxième proclamation d'indépendance du 30 août 1991 consécutive à l'écroulement de l'Union soviétique. L'idée d'inclure ce chapitre introductif est dictée par la nécessité de proposer une explication de la situation politique en Azerbaïdjan avant la fin de la révolution russe de 1917, et de mettre en évidence les circonstances qui ont favorisé la proclamation de la première République démocratique d'Azerbaïdjan. Par la suite, nous essayerons de lier les événements qui se sont déroulés dans le Caucase du sud au moment de la chute du tsarisme avec l'effondrement de l'URSS à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Deux facteurs importants sont à rapprocher de la deuxième proclamation d'indépendance de l'Azerbaïdjan : **a)** l'affaiblissement du pouvoir central des Empires et, **b)** l'impact de l'agression externe que l'Azerbaïdjan a subi consécutivement aux prétentions arméniennes sur la région du Haut Karabakh.

Il est important de connaître la politique intérieure de l'Azerbaïdjan pour mieux comprendre les lignes directrices de la politique extérieure que le pays cherchera à développer après son indépendance. Les changements réguliers de présidents et de gouvernements durant les trois premières années de l'indépendance (1991-1993) traduit autant la difficulté de la situation sociopolitique en Azerbaïdjan que les conflits qui opposeront les leaders des différents courants sociaux en présence : les communistes avec A. Mutalibov, les nationalistes du Front populaire d'Azerbaïdjan de A. Eltchibey et la nomenklatura de H. Aliyev.

Dans la continuité de ce chapitre introductif notre travail de recherche fera apparaître deux sous-chapitres, l'un qui nous permettra de nous situer dans l'histoire du début du XX<sup>e</sup> siècle et la chute de deux grands Empires vers la fin de la Première Guerre mondiale, et l'autre qui reprendra le contexte de la proclamation de l'indépendance par l'Azerbaïdjan, suite à l'effondrement de l'URSS.

Notre recherche sera ensuite développée dans quatre parties de deux, parfois quatre chapitres dont certains seront subdivisés, suivant le cas, en une ou plusieurs sections.

## I. L'Azerbaïdjan de la première à la deuxième indépendance

La République d'Azerbaïdjan est située dans la Transcaucasie orientale, son territoire actuel est de 86 600 km<sup>2</sup>, et compte plus de 9 millions d'habitants (carte №1, p. 578). Au nord, elle possède une frontière avec la Fédération de Russie, à l'ouest avec la Géorgie et au sud-ouest avec la République d'Arménie. Une partie de la frontière sud-ouest de l'Azerbaïdjan longe également le territoire de la Turquie (11 km), et au sud, le long de la rivière Araxe, les frontières terrestres de l'Iran. À l'est elle est délimitée par la mer Caspienne. Enfin, au nord de l'Iran, dans une zone appelée communément « l'Azerbaïdjan du Sud » vivent plus de vingt-deux millions d'Azéris, ce qui en fait la minorité la plus importante du pays.

La période des guerres russo-persanes qui se déroulèrent en Transcaucasie<sup>5</sup> (terminologie russe pour désigner le Caucase du sud) prit fin avec la signature du traité de Turkmentchaï, le 22 février 1828.<sup>6</sup> Ce qui allait devenir l'Azerbaïdjan fut alors divisé en deux territoires : le nord fut cédé à la Russie tsariste et le sud attribué à l'Empire persan (carte №2, p. 579). Or, en 1829, la Russie et l'Empire ottoman<sup>7</sup> cherchaient à étendre leurs sphères d'influences concurrentes dans le Caucase et les Balkans. Suite à une série de défaites militaires, les troupes ottomanes durent se replier, permettant à la Russie de se renforcer dans les Balkans tout en raffermissant son influence dans le Caucase pendant toute la durée du XIX<sup>e</sup> siècle.

### *Le réveil de la conscience nationale en Azerbaïdjan à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début de XX<sup>e</sup> siècles*

À partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, suite aux réformes et aux transformations que connut la Russie tsariste, la partie azerbaïdjanaise du Caucase du sud – que nous appellerons l'Azerbaïdjan par commodité – entra dans une période intellectuellement faste avec la « renaissance », ou « l'éveil » de ses intellectuels. L'une des grandes réformes menées pendant

---

<sup>5</sup> L'interprétation géopolitique actuelle du terme « Caucase » a été formée après la prise de la région par l'Empire russe. Le territoire qui reste situé derrière la crête des chaînes des montagnes appelé le Caucase, est dénommé Transcaucasie (ou Caucase du sud), ce qui signifie au-delà du Caucase.

<sup>6</sup> *Azərbaycan tarixi* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan), Vol. IV, Bakou, « Elm », 2008, p. 39.

<sup>7</sup> Lors de cette guerre, le levier religieux apparut comme une stratégie à destination des groupes ethniques caucasiens et servait à enflammer l'antagonisme entre Azerbaïdjanais, majoritairement chiites, et Turcs sunnites, deux peuples partageant presque une même langue. Pour ce faire, la politique du Tsar consista à enrôler les Azerbaïdjanais dans l'armée russe afin de les utiliser ultérieurement dans les guerres contre les Turcs, en insistant, non sur leur parenté linguistique, mais sur leur différence religieuse. L'Empire tsariste a ainsi utilisé le facteur religieux dans les guerres contre l'Empire ottoman en 1828-1829, mais aussi en 1853-1855 et en 1877-1878, ainsi que lors des répressions de la résistance antirusse au Daghestan dans les années 1870-1880. Cette politique a abouti à la division des musulmans du Caucase (chiites contre les sunnites), et les sunnites qui, malgré tout, persistaient à soutenir les Turcs lors des conflits russo-ottomans seront expulsés en masse de l'Empire tsariste vers l'Empire ottoman, rejoignant l'afflux des immigrants musulmans (les muhadjirs) qui, au même moment, se rendaient dans l'Empire ottoman. SWIETOCHOWSKI Tadeusz. *Russian Azerbaijan, 1905-1920 : The shaping of national identity in a muslim community*, 2<sup>nd</sup> édition, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 2004 (1<sup>st</sup> édition 1985), p. 10/ 45/ 46.

cette période fut la création d'une presse nationale azerbaïdjanaise qui soulevait des questions relatives aux problèmes de la conscience nationale, et particulièrement à l'articulation entre la conscience turque et l'identité azerbaïdjanaise.

Parmi les intellectuels les plus remarquables, nous pouvons citer le publiciste Hassan bey Zardabi (1842-1907) qui fonda en 1875 le journal « Akintchi » (Le Laboureur), publié en langue azerbaïdjanaise, considérée comme une variante locale du turc.<sup>8</sup> Un peu plus tard, en 1883, un autre journal, nommé « Keshkule », plus intellectuel dans sa démarche éditoriale, proposa pour la première fois de distinguer les notions d'appartenance religieuse et de nationalité. Les deux phénomènes étaient à cette époque désignés sous le concept unifié de « millet » (nation, peuple). La démarche de « Keshkule » consistait à railler ceux qui, à la question : « Quelle est ta nationalité ? », répondaient spontanément : « Je suis musulman », confondant foi et patrie.<sup>9</sup>

Cette approche demeurait toutefois encore très littéraire, ne serait-ce que pour des raisons logiques de survie éditoriale, étant donné que les autorités limitaient toutes les activités politiques douteuses. Ce contexte servit de point de départ aux réflexions et actions conduites par des intellectuels azerbaïdjanais, dont l'engagement en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle se distinguait radicalement de celui de leurs prédécesseurs. Cette nouvelle génération d'intellectuels azerbaïdjanais se transforma ainsi en véritables entrepreneurs identitaires du nationalisme local naissant. Dans ce temps, l'idée du « panslavisme »<sup>10</sup> se répandit dans l'Empire tsariste, et facilita la diffusion du « panturquisme »<sup>11</sup> en Azerbaïdjan. Dès lors, ce mouvement prit une envergure particulière en Russie après la révolution de 1905.

---

<sup>8</sup> « Akintchi » parut de 1875 à 1877, et se présentait comme une revue littéraire à vocation politique, publiant des articles dans une langue accessible au plus grand nombre. Le journal rencontra un certain succès, mais fit progressivement face à des difficultés du fait, entre autres, d'un manque criant de soutien. Zardabi faisait l'objet d'une observation étroite par les autorités, en raison de ses vues politiques plutôt sociales en faveur du peuple, mais surtout pour son attrait pour l'idéologie panturquiste. En effet, bien qu'essentiellement favorable au seul volet culturel et non politique, Zardabi affirmait progressivement ses visions et assumait de plus en plus ses sympathies pro-ottomanes. Cette politisation, suspicieuse aux yeux du pouvoir, attira sur lui l'attention des forces de l'ordre et son journal se mit à cumuler les difficultés financières. Faute de subventions, « Akintchi » cessa de paraître en 1877, en pleine guerre russo-turque.

<sup>9</sup> La conclusion à en tirer est qu'à l'époque, en dehors des intellectuels, peu de personnes distinguaient le concept de « nationalité » de leur appartenance religieuse, c'est-à-dire que pour elles, être azerbaïdjanais ou musulman revêtait la même signification.

<sup>10</sup> Le panslavisme est une doctrine politique, culturelle et sociale qui valorise l'identité commune des différents peuples slaves (Polonais, Tchèques, Slovaques, Slovènes, Croates, Serbes, Monténégrins, Bosniaques, Gorans, Macédoniens, Bulgares, Pomaks, Russes, Biélorusses, Ukrainiens, Cachoubes, Sorabes/Lusaciens et Ruthènes) et qui préconise leur union politique sur la base de cette identité,

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/panslavisme/76512>

<sup>11</sup> Le panturquisme ou turquisme est une idéologie nationaliste du XIX<sup>e</sup> siècle cherchant à renforcer les liens entre les peuples turcophones, voire à susciter leur union au sein d'un même État,

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Panturquisme>

Par ailleurs, un autre intellectuel d'origine tatare Ismail Gasprinski (1851-1914)<sup>12</sup> élaborera un programme défensif d'unification des peuples turcophones au sein de l'Empire russe autour des idées de turquisme et de panturquisme.<sup>13</sup> Alors que le concept initial se fondait sur l'idée d'une appartenance à une identité ethnique unique des peuples turcophones, le deuxième tendait à davantage de solidarité et à une coopération plus étroite de tous les peuples turciques. Gasprinski faisait référence à la notion d'une grande nation commune de tous les Turcs (le « kuam »), et prenait bien soin de ne diffuser aucun appel politique clair de passage à l'action. Mais le premier azerbaïdjanais à traverser la sphère purement culturelle du panturquisme sera Ali bey Husseynzadeh (1864-1941). Inspiré par le courant panslaviste, il défendra dès 1889 à Istanbul l'idée d'une nation commune des peuples turcophones, en se fondant sur les écrits de Gasprinski.

À cette époque bouillonnante en termes d'idéologies proto-nationalistes, les fondements du turquisme n'étaient pas encore répandus parmi les Turcs. Le Sultan ottoman Abdülhamid considérait ces idées nationalistes avec sérieux et se méfiait de leur danger potentiel, car le particularisme du panturquisme venait remettre en question le principe du « panislamisme »<sup>14</sup>, levier de contrôle de son vaste territoire multiethnique. Dans ce contexte, les idées d'Ali bey Husseynzadeh ont surtout été accueillies par l'opposition au régime, notamment par ceux qui, plus tard, deviendront les Jeunes-turcs, après avoir transformé leur mouvement en pépinière révolutionnaire.

En 1908, le coup d'État des Jeunes-turcs contre le Sultan ottoman donna une nouvelle impulsion aux activités des immigrés azerbaïdjanais, dont la communauté dans l'Empire était relativement importante. L'élite azerbaïdjanaise, dont l'émigration vers l'Empire ottoman avait pour motivation une plus grande liberté, l'accès à une richesse culturelle plus développée et à des moyens d'expression plus diversifiés et libres, se mit à diffuser ses idées politiques et littéraires avec davantage d'entrain et de créativité. Leur mouvement gagnait en ampleur et, en décembre

---

<sup>12</sup> Ismail Gasprinski, le tatare de Crimée et l'un des fondateurs et partisan de l'unification des Turcs, publiait le journal « Tardjouman » (interprète) qui poursuivait le but de créer une langue littéraire commune (unifiée), facile à comprendre par tous les peuples turcs vivant sur un territoire géographique large qui s'étendait des Balkans jusqu'en Chine. Il prenait comme base le dialecte turc d'Istanbul qui disposait d'une syntaxe simplifiée grâce au toilettage d'emprunts successifs. Par le biais de « Tardjouman », la langue azerbaïdjanaise sera influencée de façon accrue par la langue turque. Voir aussi l'ouvrage de SWIETOCHOWSKI Tadeusz, COLLINS Brian. *Historical dictionary of Azerbaijan*, London, « Scarecrow Press », 1999, p. 57.

<sup>13</sup> Le panturquisme à base ethnique et linguistique n'excluait en aucun cas le panislamisme, idéologie qui s'appuie sur la religion, car l'Islam était alors pratiqué par la majorité des peuples turciques.

<sup>14</sup> Le panislamisme est un mouvement politico-religieux réclamant soit l'union de toutes les communautés musulmanes dans le monde, soit l'union des territoires considérés comme musulmans, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Panislamisme>



1908, ils créèrent l'association académique de défense du patrimoine culturel « le Cercle Turc » (« Türk derneği »), dont la mission était de diffuser le turquisme.<sup>15</sup>

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, suite aux réformes institutionnelles et politiques menées dans les colonies russes, la relative liberté politique permit la création de partis et d'organisations publiques, et l'on assista alors à une éclosion de mouvements engagés, d'échanges d'idées et d'associations politiques dans tout l'Empire. En 1911, les anciens représentants du Parti « Hummet »<sup>16</sup> Karbala Mikayilzadeh et Abbas Kazimzadeh fondèrent de manière clandestine le Parti « Mussavat ».<sup>17</sup>

La Première Guerre mondiale, notamment les hostilités qui s'étaient déroulées sur le front caucasien eurent un impact profond dans le domaine socio-économique, mais contribuèrent aussi, simultanément, à l'accélération de la démocratisation et à la possibilité d'une expression nationaliste dans cette région surnommée la « *mosaïque des ethnies* ». L'idée initiale de revendication des autonomistes se transforma rapidement en exigence d'indépendance et d'auto-détermination des peuples colonisés.

À partir du moment où la Turquie entra en guerre, les Azerbaïdjanais se retrouvèrent face un dilemme : soutenir la Russie dont ils dépendaient administrativement et économiquement, ou se positionner pour la Turquie, avec laquelle ils partageaient des racines historiques, une langue et la religion communes. Malgré le fait qu'une partie de la bourgeoisie locale, principalement ceux qui possédaient des industries et des entreprises en Russie, soutenait l'Empire russe, l'intelligentsia de même qu'une large partie de la population jugeaient inacceptable de se battre contre l'Empire ottoman.

L'idéal d'indépendance était alors bien présent dans l'esprit et la conscience des intellectuels du pays qui n'attendaient qu'une occasion pour passer à l'acte, délaissant leur

---

<sup>15</sup> Pour atteindre leur but, ces militants s'adressaient aux représentants des différentes communautés turcophones de Russie pour les inviter à participer aux conférences et forums qu'ils organisaient dans l'Empire ottoman. Plusieurs membres de ces communautés répondirent à leur appel et se rassemblèrent sur le Bosphore. Certains d'entre eux furent appelés à occuper des postes à responsabilité au sein du gouvernement des Jeunes-turcs : ainsi, Ali bey Husseynzadeh, Ismail Gasprinsky et Yusuf Aktchourin (Aktchour-oglou) furent nommés au Conseil Supérieur du Comité du Parti « Union et Progrès » ; Ahmed Agayev fut inspecteur de la circonscription à Istanbul.

<sup>16</sup> « Hummet » (« l'énergie ») - Parti social-démocrate azerbaïdjanais. Créé en 1904 au sein du Comité du Parti social-démocrate des travailleurs de Russie (ou Parti ouvrier social-démocrate de Russie) à Bakou. Il poursuivait les buts de la propagande politique parmi les travailleurs avec leur implication à la lutte révolutionnaire.

<sup>17</sup> L'objectif des fondateurs de « Mussavat » (« égalité » en persan), était d'obtenir en premier lieu l'égalité des droits entre les musulmans et les autres groupes ethniques de l'Azerbaïdjan. Le volet culturel de ce Parti promouvait l'histoire idéalisée de l'Islam tel qu'elle aurait été à son expansion maximale, d'où les nombreuses références à l'Islam dans le premier manifeste du parti. En 1913, Mammed Amin Rassulzadeh devint président du Parti et demeura à ce poste jusqu'à l'occupation bolchevique de la région, en avril 1920. Voir aussi l'ouvrage de SWIETOCHOWSKI Tadeusz, COLLINS Brian. *Historical dictionary of Azerbaijan*, London, « Scarecrow Press », 1999, p. 60.

simple demande d'autonomie culturelle pour exiger l'indépendance nationale.<sup>18</sup> Mais, découragés par une guerre qu'ils n'imaginaient pas aussi longue, les Azerbaïdjanais croyaient leur combat pour l'indépendance perdu. Toutefois, la révolution russe qui éclata en février 1917 leur redonna confiance.

---

<sup>18</sup> Lors des dernières phases de la guerre, profitant de l'affaiblissement de la Russie tsariste qui relâchait son pouvoir dans les régions sud de l'Empire, les immigrés azerbaïdjanais de Turquie renforcèrent leur contribution à la création d'un État commun à l'ensemble du Caucase sous une forme de Transcaucasie unie et indépendante. En 1915, ils fondèrent le « Comité du Caucase » qui se donnait pour but la création d'une confédération du Caucase sud. L'azerbaïdjanais Salim Behboudov fut délégué à Vienne et à Berlin en tant que l'un des représentants du Comité. La délégation demandait le soutien des puissances européennes occidentales pour soutenir leur projet d'une Confédération du Caucase en leur soumettant mémorandum sur mémorandum. En parallèle, un autre groupe, dirigé par Ali bey Husseynzadeh et Ahmed Agayev - membres actifs du « Comité de protection des droits des musulmans turco-tatars » et représentants de « la délégation de Touran », soumettaient ses mémorandums aux dirigeants des pays vainqueurs, les invitant à défendre les droits des musulmans de la Russie au moment des négociations sur la paix.

*Section 1 : La révolution de février 1917 en Russie et la période d'incertitude politique au Caucase du sud : de l'autonomie culturelle à l'indépendance absolue*

La révolution de février a ainsi donné une nouvelle impulsion aux mouvements nationaux sur le territoire de l'ancien Empire russe. Les premières décisions du nouveau gouvernement provisoire sur la liberté d'expression et de réunion, ainsi que la suppression des restrictions religieuses furent accueillies avec soulagement et enthousiasme par les musulmans.

En Azerbaïdjan, la vie politique battait son plein : le Parti « Mussavat », interdit par l'administration russe pendant la guerre, sortit de la clandestinité dès le début de la révolution. Le Parti de la « Culture turque », dirigé par Nadjaf bey Oussoubeyov, fut fondé en mars 1917 à Gandja, deuxième grande ville après Bakou. Alimerdan bey Toptchibachi et Fatali khan Khoyski y représentaient l'aile démocratique indépendante du Parti libéral-démocratique russe. La représentation locale du Parti ouvrier social-démocrate de Russie - appelée « Hummet » - dirigée par Nariman Narimanov reprit des forces ; le Parti « Ittihad-et-Islam » à Gandja et Bakou forma, avec Gara bey Garabeyov, le Parti des Ittihadist.

La consolidation des forces politiques azerbaïdjanaises se scella entre le 15 et le 20 avril 1917 à Bakou, lors du Congrès de tous les musulmans du Caucase. Pour la première fois, le Parti « Mussavat » (dirigé à l'époque par M.A. Rassulzadeh) et les démocrates indépendants d'A. Toptchibachi décidèrent de fusionner autour d'un projet commun selon lequel l'Azerbaïdjan devra disposer de l'autonomie nationale-territoriale au sein de la « République Démocratique Fédérative de Russie », l'idée d'une nouvelle construction étatique de Russie ayant été enterrée par la révolution bolchevique d'octobre 1917.<sup>19</sup>

Le développement du mouvement révolutionnaire en Russie, puis l'établissement d'un pouvoir dyarchique bolchévique et menchévique à la tête du pays, ainsi que le début de la guerre civile, eurent un impact négatif sur les différents fronts où l'armée russe se battait. Sur le front caucasien, les projets géopolitiques des grandes puissances belligérantes s'entrelaçaient et compliquaient particulièrement la lecture des événements.

---

<sup>19</sup> Ce projet n'a été soutenu par aucun des autres partis locaux qui, tous, préféraient maintenir l'intégrité territoriale de la Russie. De ce fait, M.A. Rassulzadeh a dû attendre la tenue du Congrès des musulmans de toute la Russie à Moscou, du 1<sup>er</sup> au 11 mai 1917, pour que le projet des forces démocratiques azerbaïdjanaises sorte victorieux grâce à la majorité des votes des participants.

## **A. Fin de la Première Guerre mondiale et la lutte des grandes puissances pour envahir Bakou**

La région du Caucase du sud figurait dans les plans militaires des grandes puissances dès le début de la guerre. Après la révolution d'Octobre, la région du Caucase du sud et de la Caspienne vit la montée d'une nouvelle vague de lutte d'influence, motivée par l'importance stratégique accordée au Moyen-Orient. Le noyau de cet objectif fut Bakou et ses nombreux gisements pétroliers, ville clé qui produisait une quantité assez considérable du carburant mondial. Bakou possédait des usines de raffinerie, ainsi que d'importantes routes ferroviaires (Bakou-Batoumi) et d'autres qui reliaient les villes principales du Caucase du sud au Nord.<sup>20</sup> Parmi les puissances de l'Entente et de la Triple Alliance qui avaient des intérêts économiques et militaires évidents dans la région, mentionnons la Grande-Bretagne, l'Empire ottoman, l'Allemagne et la Russie.

### *Intérêts Britanniques*

Les intérêts britanniques dans la région dataient de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les compagnies pétrolières anglaises participaient à l'exploitation et l'exportation du pétrole de Bakou et alors que près de 60 % de tous les investissements dans ce secteur leur appartenaient. Le plan de lord Curzon créé en 1918 au sein du « Comité Oriental » supposait également de séparer le Caucase et le Turkestan (l'Asie centrale) de la Russie, de prendre possession des puits de pétrole de l'Iran, de Mésopotamie (l'Irak) et de l'Azerbaïdjan, et de s'emparer des villes de Grozny et de Maïkop (Russie), riches en pétrole. Après, selon le plan, l'occupation de la Caspienne, la Grande Bretagne devait contenir l'avancement des révolutionnaires bolcheviks et écarter tout danger menaçant ses colonies au sud. Enfin, la conquête du bassin de la Caspienne devait assurer leur ralliement avec le mouvement « blanc » du Général Denikine au Caucase du nord et de l'Amiral Koltchak dans l'Oural.<sup>21</sup>

### *Intérêts Turcs*

Parmi les alliés de la Triple Alliance, l'Empire ottoman, frontalier de la région Caucasienne et Caspienne, devait faire face à son adversaire russe, allié de l'Entente. L'affaiblissement et la fragmentation de cette dernière intéressaient grandement la Turquie.

---

<sup>20</sup> MUKHANOV Vadim, VOLKHONSKIY Mikhail. *По следам Азербайджанской Демократической Республики* (Dans le sillage de la République Démocratique d'Azerbaïdjan), Édition « Europe », 2007, p. 46, <http://library.khpg.org/files/docs/1359453565.pdf>

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 46.

Il convient en outre de noter que l'idée d'une unification de l'Azerbaïdjan caucasien avec l'Azerbaïdjan iranien au sein d'un État unique avait pris une place primordiale dans les plans du Parti turc « Union et Progrès » au pouvoir.<sup>22</sup> Les Turcs se montraient très actifs dans la propagation des idées du turquisme dans tout le Caucase. À cet effet, la première cellule du Parti « Union et Progrès » dirigée par Hassan Rovchani s'ouvrit enfin au Caucase. En 1918, Rovchani fut envoyé à Bakou, où il parvint à mettre sur pied plusieurs cellules du Parti « Union et Progrès » dans différentes régions de l'Azerbaïdjan. Le programme du Parti faisait appel à un rassemblement général sous « l'étendard sacré des musulmans » pour faire émerger un État commun placé sous l'égide des Ottomans.<sup>23</sup>

Dès le début de la guerre, les Azerbaïdjanais se mirent en relation avec les Turcs pour des raisons essentiellement politiques. Les représentants de l'organisation politique « Difaï » avaient élaboré un plan visant à établir un État indépendant devant rassembler les provinces de Bakou, d'Elizavetpol, d'Erivan et du Daghestan, le long de la rivière Terek. Pour mettre en œuvre ce plan, Aslan khan Khoyski (le neveu de Fatali khan Khojsky) avait été dépêché en tant que représentant de « Difaï » dans l'Empire ottoman, où il fut accueilli par le ministre ottoman de la guerre Enver Pacha.<sup>24</sup>

Les plans des Turcs concernant le Caucase du sud comprenaient aussi la promesse de la reconnaissance de l'indépendance des Géorgiens et la création d'un État autonome arménien sur les territoires de l'Empire russe saisis, à condition que les Arméniens organisent un soulèvement dans l'arrière-pays russe. Toutefois, les Azerbaïdjanais et les Adjars (minorité musulmane) de la région de Batoumi (Géorgie) comptaient particulièrement parmi les peuples caucasiens grâce au soutien desquels, les Turcs comptaient renforcer leur puissance dans le Caucase.

### *Intérêts Allemands*

Pour l'Allemagne, le Caucase constituait principalement une base d'approvisionnement en matières premières. Dans cette optique, l'Empire ottoman représentait un précieux allié capable de repousser les Russes des régions sud de l'Empire et de créer une zone sanitaire sur le front oriental, et aussi de garder sous son contrôle la ligne de chemin de fer stratégique Bagdad-Hamadan-Téhéran (Irak-Iran). De plus, une fois Bakou prise, les Allemands espéraient pouvoir

---

<sup>22</sup> En décembre 1914, les troupes ottomanes entreprirent une démarche infructueuse en Perse. Commandée par Lazar Bitcherakhov, l'armée russe parvint à les arrêter, mais aussi à occuper les provinces occidentales de la Perse se situant à la frontière de l'Empire ottoman. İSMAYIL Musa. *Azərbaycanın Xarici siyasəti* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Bakı Universiteti Nəşriyyatı », Vol. I, 2011, p. 17.

<sup>23</sup> NƏSİBZADƏ Nəşib. *Azərbaycanın xarici siyasəti (1918-1920)* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan (1918-1920)), Bakou, « Ay-Ulduz », 1996, p. 41.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 32.

approvisionner leurs forces armées avec le carburant nécessaire et se rendre aux frontières septentrionales de la Perse, où les troupes britanniques étaient concentrées dans le port d'Enzeli. Cette offensive pouvait affaiblir les positions anglaises au Proche-Orient. En revanche, le plan de conquête du Caucase par les alliés allemands et turcs se heurtait à une situation de rivalité sans partage. Avec le temps cette rivalité s'était transformée en une confrontation diplomatique, notamment lors de la prise de Bakou par « l'Armée islamique caucasienne ».

L'action des Allemands s'expliquait par la signature de l'accord de Brest-Litovsk en mars 1918 entre l'Allemagne et les bolcheviks, qui stipulait que les Allemands s'engageaient à empêcher les Turcs de prendre Bakou et, qu'en contrepartie, les bolcheviks promettaient d'indemniser le soutien allemand en lui reversant une certaine quantité de carburant. Par ailleurs, les Allemands craignaient que, dans le cas où ils seraient forcés d'évacuer la ville, les bolcheviks ne mettent le feu aux puits pétroliers, rendant inutile la prise de Bakou.

### *Intérêts Russes*

La Russie bolchévique considérait Bakou comme sa chasse gardée, car elle faisait partie intégrante de l'ancien Empire tsariste. De même, renforçaient-ils leurs forces navales dans la Caspienne. Les villes d'Astrakhan et de Bakou, dans la Caspienne, devaient jouer le rôle de places d'armes pour la progression de ses forces armées dans le Caucase du sud.

## **B. L'Armée ottomane sur le front caucasien**

Pendant la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman menait une guerre dans quatre directions : dans les Balkans, au Caucase, dans la région mésopotamienne et au Sinaï (péninsule égyptienne). Au début de cette guerre, le front caucasien était considéré comme le plus important, ses frontières s'étendant sur 720 km. Pendant les années 1914 à 1916, aucun des plans turcs n'a finalement abouti, en raison de l'état précaire de l'armée ottomane, de l'absence d'approvisionnement et d'une préparation militaire insuffisante, ce qui suscita l'avancement de l'armée russe de 250 km sur le sol de l'Empire ottoman.

L'humeur des Azerbaïdjanais changea, car, avec l'intensification des hostilités, ils s'habituèrent à voir de longues colonnes de prisonniers de guerre turcs se rendre vers la prison de l'île aride de Narguine à Bakou.<sup>25</sup> Peu après la révolution de février 1917, la situation sur le front

---

<sup>25</sup> SWIETECHOWSKI Tadeusz. *Russian Azerbaijan, 1905-1920 : The shaping of national identity in a muslim community*. Op. cit., p. 54.

caucasien s'était mise à se détériorer. Profitant de la situation, les troupes turques sont alors passées à l'attaque.

*Les négociations de Trabzon et de Batoumi : les premières démarches des pays caucasiens vers leur indépendance et les contacts entre les Azerbaïdjanais et les Turcs*

Le 11 novembre 1917, lors d'une conférence à Tbilissi, les représentants politiques et les organisations des mouvements sociaux des trois pays caucasiens (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) décidèrent de créer, à titre temporaire, un gouvernement de transition pour la région sous la dénomination de Comité spécial de Transcaucasie ou OZAKOM (Ossobyï Zakavkazskii Komitet),<sup>26</sup> destiné à s'auto-dissoudre après la convocation de l'Assemblée constituante en Russie.<sup>27</sup>

Dès 1917, au vu des événements se déroulant en Russie, les Turcs saisirent tout l'intérêt de la situation et inclurent le Caucase du sud dans l'orbite de leur politique étrangère.<sup>28</sup> À cette fin, Vehib Pacha, le Commandant en chef des troupes ottomanes soumettra alors au Comité spécial de Transcaucasie une proposition de négociation de paix qui sera signée le 17 décembre de cette année à Erzindjan. Cette trêve apparaîtra comme la première action significative du gouvernement de Comité spécial de Transcaucasie en tant qu'unité souveraine,<sup>29</sup> car elle laissait entrevoir deux possibilités d'action jusque-là difficilement envisageables : d'une part, permettre l'éloignement du Caucase du sud de l'orbite russe et, d'autre part, offrir l'opportunité d'une offensive ottomane vers le Caucase contre l'Angleterre et la France.

*Les négociations de Trabzon*

Comme la négociation d'Erzindjan avait eu un caractère temporaire, et en raison du manque de maîtrise de la situation dans la région par le trop faible Comité spécial de Transcaucasie, le Commandant Vehib Pacha se portera une fois de plus volontaire pour entamer de nouvelles négociations qui se dérouleront à Trabzon (Empire ottoman) le 14 mars 1918, puis à Batoumi le 11 mai suivant.<sup>30</sup> Lors de ces négociations, les Turcs avaient proposé aux États du Caucase du sud de déclarer leur indépendance. Mais le malentendu qui circulait entre les

---

<sup>26</sup> L'abréviation du mot en russe – Особый Закавказский Комитет.

<sup>27</sup> Une Assemblée constituante éphémère formée après la révolution d'octobre de 1917, afin de doter le pays d'une constitution. Elle délibérera durant 13 heures en janvier 1918 avant d'être dissoute par le gouvernement bolchévique.

<sup>28</sup> GASSANLY Dzamil. *Russkaja revoljucija i Azerbajdzhan : trudnyj put' k nezavisimosti v 1917-1920 godakh* (La révolution russe et l'Azerbaïdjan : le chemin difficile vers l'indépendance), Moscou, « Flinta », 2011, p. 73.

<sup>29</sup> KAZEMZADEH Firuz. *The struggle for Transcaucasia (1917-1921)*, PhD, New York, Philosophical library, 1951, p. 81.

<sup>30</sup> GASSANLY Dzamil. *Op. cit.*, p. 79-89.

négoceurs aboutira à la déclaration de la guerre aux Turcs par le Comité spécial de Transcaucasie. N'ayant cependant pas pu résister à l'offensive des combattants turcs du fait que ses régiments azerbaïdjanais refusaient, par solidarité, de s'opposer aux forces turques, son armée sera décimée au bout de huit jours, ce qui permettra à l'armée ottomane de s'avancer vers le Caucase du sud. Entre temps, le ministre ottoman de la Guerre Enver Pacha expédiera de Tabriz à Gandja une délégation militaire composée de 300 officiers placés sous la direction de son frère, le général de l'armée ottomane Nuri Pacha, pour soutenir les Azerbaïdjanais contre les bolcheviks. Parallèlement, deux autres régiments turcs avançaient vers le Caucase du sud, l'un au nord par Qars, l'autre par le sud de l'Azerbaïdjan et le Karabakh.



## *Section 2 : Dyarchie en Russie et la proclamation de l'indépendance des trois pays du Caucase du sud : l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan*

Le 26 mai 1918, la Géorgie proclamera son indépendance et sera suivi, deux jours plus tard (28 mai) par celle de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie qui fera à partir de cette date ses premiers pas en tant qu'État indépendant ([Carte №3](#)).

À cette époque, depuis son arrivée à Gandja, Nuri Pacha, était un homme très connu et très estimé par la société azerbaïdjanaise qui penchait pour l'unification avec leurs « confrères » turcs, d'où une certaine réticence initiale à adhérer à la proclamation d'indépendance. Aussi, Mammed Amin Rassulzadeh avec deux représentants de la fraction musulmane se rendront à Gandja pour y rencontrer Nuri Pacha et prendre conseil auprès de lui. Le général rassurera ces délégués en leur exprimant que les turcs souhaitaient un Azerbaïdjan indépendant, et que lui-même, en tant que chef militaire, n'entendait pas se mêler dans les affaires intérieures des Azerbaïdjanais.

### **A. L'établissement des liens politiques avec l'Empire ottoman entre 1918 et 1920**

Après la déclaration de leur indépendance, les négociations se poursuivront par la signature, le 4 juin 1918, d'un Traité d'amitié et de coopération, entre les nouvelles Républiques autoproclamées du Caucase du sud et l'Empire ottoman.<sup>31</sup> L'article 4 de ce traité prévoira, en cas de besoin, un soutien militaire turc au gouvernement azerbaïdjanais, pour se défendre des menaces extérieures, réprimer les émeutes intérieures et apaiser les manifestations civiles du pays. Parallèlement, deux annexes au traité d'amitié et de coopération seront également signées. Prévoyant la possibilité d'utiliser le chemin de fer de Bakou-Batoumi et le développement de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise et de son futur débouché sur le marché mondial, la première annexe sera signée par l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Empire ottoman. La seconde recueillera les signatures de l'Empire ottoman et celles des trois Républiques du Caucase du sud et permettra l'utilisation commune des chemins de fer et d'autres moyens de transport au sein des frontières nationales des États.

Le 14 juin 1918, l'Azerbaïdjan signera avec l'Empire ottoman deux nouveaux accords selon lesquels ce dernier s'engagera à promouvoir l'indépendance de l'Azerbaïdjan auprès de l'Empire austro-hongrois et de ses autres alliés. En contrepartie, l'Azerbaïdjan interdira aux

---

<sup>31</sup> *Azerbajdzhanskaja Demokraticheskaja Respublika : vneshnjaja politika (Dokumenty i materialy)* (La République Démocratique d'Azerbaïdjan : la politique extérieure (documents et matériaux), Bakou, 1998, p. 11.

ressortissants des pays de l'Entente d'occuper tout poste au sein des services d'État, et invitera tous les officiers militaires de ces pays à quitter sur-le-champ son territoire.<sup>32</sup>

Cependant, à côté de sa promotion par l'Empire ottoman, l'Azerbaïdjan connaîtra une crise ministérielle dès le lendemain de la signature du Traité d'amitié et de coopération. Cette crise sera caractérisée par l'opposition de deux courants politiques différents ayant chacun leurs propres visions des perspectives de développement de l'Azerbaïdjan. L'un prônait l'intégration à l'Empire ottoman<sup>33</sup> alors que l'autre soutenait la création d'un État souverain pour les Azerbaïdjanais.<sup>34</sup> Le Conseil National dirigé par M.E. Rassulzadeh finira par trancher en faveur de la création d'un État national azerbaïdjanais, seule issue pour assurer le développement national du pays. Mais pour pouvoir établir son pouvoir sur tout le territoire azerbaïdjanais, il convenait d'abord de libérer Bakou qui était entre les mains des bolcheviks.

### **B. La libération de Bakou par l'armée islamique turque et la mise en place du pouvoir central du gouvernement azerbaïdjanais (Septembre 1918)**

Face à l'avantage que les bolcheviks avaient pris sur les Turcs, et étant donnée leur offensive militaire près de Gandja, le gouvernement azerbaïdjanais optera pour une union avec les Turcs pour une résistance concertée vis-à-vis de l'ennemi. Cette armée se fera appeler armée islamique du Caucase, pour accentuer son caractère de puissance essentiellement locale, et minimiser l'apport turc.

Après deux mois de luttes militaires acharnées, Bakou se trouva encerclée la première semaine d'août 1918 par les troupes unies azerbaïdjanoturques. Le 16 août, les troupes

---

<sup>32</sup> Nous nous devons ici de souligner une particularité de l'historiographie de cette période. Dans la plupart des travaux et des recherches de l'époque soviétique, le traité du 4 juin 1918 signé entre l'Azerbaïdjan et l'Empire ottoman était très peu étudié et lorsqu'il l'était, les historiens d'alors se référaient uniquement à la littérature soviétique de l'époque (Swietochowski, Kazemzadeh, etc.). Les archives étaient fermées, les seules informations disponibles étaient représentées par les exégèses biaisées des scientifiques soviétiques qui s'accordaient pour affirmer que, jusqu'au mois de septembre 1918, l'indépendance de l'Azerbaïdjan n'avait pas été reconnue par l'Empire ottoman en raison de son projet de création du Grand Touran, pays de tous les Turcs. Or, l'indépendance de l'Azerbaïdjan a bien été reconnue par le traité du 4 juin 1918. Rajoutons de plus qu'un traité similaire a aussi été signé entre l'Arménie, la Géorgie et l'Empire ottoman, qui attestait la reconnaissance de leur indépendance par les Turcs.

<sup>33</sup> Un groupe de fonctionnaires et de cléricaux à Gandja a réussi à convaincre Nuri Pacha que la population locale n'était pas satisfaite du gouvernement existant, préférant l'unification avec les Turcs plutôt qu'une fragile indépendance.

<sup>34</sup> Pour résoudre ce problème, une délégation de trois personnes (M.I. Gadjinski, M.A. Rassulzadeh et F. Khoyski) a été envoyée à Gandja. Lors de sa rencontre avec la délégation, Nuri Pacha, en tant que chef militaire, a exprimé sa réticence vis-à-vis de la politique menée et a refusé de se mêler dans les affaires intérieures. Il redirigera les délégués auprès de son conseiller politique Ahmed Agayev qui, à son tour, a insisté sur le fait que le Conseil National devrait se dissoudre et qu'un nouveau gouvernement devrait être organisé selon la volonté de Nuri Pacha. Il s'agissait d'introduire au sein du nouveau gouvernement national (composé majoritairement de ministres chiites) quelques ministres sunnites choisis par le général de l'armée ottomane.

britanniques composées de deux régiments de mille hommes dirigés par le général Denstervil, pénétraient dans Bakou de l'Iran, avec, pour mission, de ne jamais rendre Bakou aux Turcs. Se retrouvant dans une impasse et incapable de mener à leurs termes ses différentes missions et projets, Denstervil ordonnera au début de mois de septembre à ses troupes d'évacuer Bakou et de retourner par navires au port d'Enzeli (Iran).

Le 15 septembre 1918, l'Armée islamique caucasienne entrera dans Bakou. Cette victoire lui ouvrira par la suite la voie du Daghestan et de la prise de Derbent après la mise en déroute du régiment cosaque de Bitcherakhov.

Dans les jours qui suivirent la libération de Bakou, le gouvernement s'installera à Gandja. La délégation azerbaïdjanaise sera accueillie par le Sultan à Istanbul le 16 septembre 1918 et lui exprimera sa reconnaissance pour son « *aide immense* » dans la libération de la capitale azerbaïdjanaise.<sup>35</sup>

### **C. Les relations azerbaïdjano-turques après la signature de l'armistice de Moudros en octobre 1918**

La durée de cette coopération avec l'Empire ottoman restera cependant limitée dans le temps. Vers la fin de la Première Guerre mondiale, en octobre 1918, l'Empire ottoman signera l'acte de sa reddition à Moudros.<sup>36</sup> Selon les principaux articles du traité, l'armée turque aura l'obligation de se retirer dans un délai très court du Caucase du sud et de l'Azerbaïdjan, tandis que l'armée britannique dirigée par le général Thomson, remplaçant de Denstervil, sera chargée de prendre les places libérées par les troupes turques après leur départ. La capitale de l'Azerbaïdjan et ses provinces environnantes se retrouveront donc sous domination anglaise.

Le reste du pays du pays sera placé sous l'autorité du gouvernement national dirigé par le Premier ministre Fatali khan Khoyski. Les craintes du général anglais reposaient sur le « facteur turc », très présent en Azerbaïdjan après l'armistice de Moudros, mais elles avaient fini par disparaître avec le retrait des troupes turques. La principale caractéristique de la communauté turque en Azerbaïdjan était d'être composée d'anciens combattants turcs, enseignants d'écoles

---

<sup>35</sup> NƏSİBZADƏ Nəsib. *Op. cit.*, p. 45-51.

<sup>36</sup> Par l'armistice de Moudros, l'Empire ottoman (représenté par son ministre de la Marine Rauf Orbay et son sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères Reşat bey Hikmet) capitule le 30 octobre 1918 devant les Alliés (représentés par l'Amiral britannique Arthur Calthorpe) dans le port de Moudros sur l'île de Lemnos. Cet armistice mit fin à la guerre et les ottomans durent renoncer à leur Empire (excepté pour une petite partie de l'Anatolie) face aux alliés. Toutes les forces militaires ottomanes seront donc démantelées : l'armée et la flotte seront démobilisées et les ottomans seront privés de leur Empire, qui retrouvera alors ses anciennes frontières. Les alliés ont donc la mainmise sur les moyens de communication et les réseaux stratégiques, étouffant ainsi l'Empire déchu.

mis au service de l'État azerbaïdjanais. Avec l'entrée en guerre de libération contre les alliés de Kemal Pacha<sup>37</sup>, le prestige des Turcs reprit des couleurs au sein de la population locale.

La période qui se déploiera de juin à novembre 1918 pourra être considérée comme positive dans le développement des relations bilatérales azerbaïdjano-turques, particulièrement grâce aux efforts qu'entreprendra le gouvernement azerbaïdjanais. Entre novembre 1918 et avril 1920, ces relations apparaîtront cependant comme relativement insignifiantes en raison de l'occupation de Bakou par les pays de l'Entente, et de l'émergence d'un nouveau mouvement révolutionnaire en Anatolie Orientale conduit par Mustafa Kemal.

---

<sup>37</sup> Il s'agit bien du futur dirigeant turc Mustafa Kemal Atatürk.

### *Section 3 : Le rôle des Turcs dans l'occupation de l'Azerbaïdjan par l'Armée rouge*

Au printemps de l'année 1920, une nouvelle situation se dessinera dans la région : l'armée des volontaires du général russe A. Denikine sera détruite par les bolcheviks tandis que l'Armée rouge, affamée, se rassemblera à la frontière de l'Azerbaïdjan. En dépit de ses nombreux contacts diplomatiques répétés avec différents gouvernements, l'Azerbaïdjan se trouvera dans une situation très délicate. En effet, sur le plan de sa politique extérieure, la Russie bolchévique n'hésitera jamais à conquérir, dans son ensemble, l'Azerbaïdjan et le Caucase du sud. Sur le plan de la politique intérieure de son gouvernement national, l'absence de réformes institutionnelles, les problèmes de ses secteurs agricole et industriel, ainsi que le soulèvement des Arméniens dans le Haut Karabakh, ont considérablement augmenté la vulnérabilité du pays.

Là encore, le « facteur turc » jouera un rôle de taille dans la tournure des événements. Les Ottomans, qui avaient été d'une grande aide pour la libération de Bakou à l'été 1918, se positionneront du côté des bolcheviks après la défaite de leur Empire. Ce retournement peut s'expliquer par l'évolution de la scène politique turque de l'époque, devenue très dépendante des alliés. Ne s'étant pas résignée à capituler, l'armée turque insurgée entamera des actions de révolte dans les provinces orientales. À la suite de l'intervention des troupes britanniques à Istanbul le 16 mars 1920, plusieurs dirigeants révoltés, tels Kazim Karabekir, Fevzi Tchakmak, et même Kemal Pacha, seront contraints d'accepter l'idée de l'établissement de relations diplomatiques avec les bolcheviks, pour bénéficier d'une aide militaire dans une situation extrême. Dans les termes de l'accord qui sera signé entre les deux pays, les bolcheviks accepteront de livrer armes et munitions à l'armée kémaliste, et de lui assurer un soutien financier.<sup>38</sup>

En contrepartie, les Turcs devront refuser toutes leurs prétentions sur le Caucase du sud, et reconnaître cette région comme relevant de la sphère d'influence bolchévique. La division des forces turques entre partisans du Sultan et ceux de Kemal Pacha compliquera sensiblement la situation en Azerbaïdjan. Bakou entretenait des relations rapprochées avec le Sultan Mehmed VI, alors que la population locale avait plutôt de la sympathie pour le mouvement révolutionnaire de Kemal Pacha.

---

<sup>38</sup> *Azerbajdzhanskaja Demokraticheskaja Respublika : vneshnjaja politika (Dokumenty i materialy)* (La République Démocratique d'Azerbaïdjan : la politique extérieure (documents et matériaux), p. 67.

Kemal Pacha avec les Jeunes-turcs voyaient dans la Russie bolchévique un allié de poids dans leur lutte contre les pays occidentaux, tels que l'Angleterre, la France, etc. Dans ce but, ils entretenaient des négociations secrètes avec les bolcheviks clandestins de Bakou.

Parmi les Jeunes-turcs qui se rendront à Bakou figurera l'ancien général de l'armée ottomane Nuri Pacha. Arrêté par les Anglais, il parviendra à s'enfuir de sa prison de Batoumi pour passer clandestinement au Daghestan avant de rejoindre Bakou. Il y créera une représentation semi-officielle turque, dont le but principal sera de trouver et de coordonner des soutiens, y compris d'ordre financier, en faveur du peuple turc auprès du gouvernement de Bakou.

La stratégie caucasienne de Kemal Pacha se distinguera de la politique des Jeunes-turcs en ce qu'elle considérera que la Transcaucasie devait, tôt ou tard, retourner dans le giron de la Russie. Pour réaliser ce plan, il convenait de réprimer l'Arménie, préserver la neutralité de la Géorgie et intégrer l'Azerbaïdjan dans le système soviétique. La lutte pour l'indépendance de la Turquie nécessitant une aide financière et militaire de la Russie, cet objectif pourrait être atteint grâce à l'intermédiaire de l'Azerbaïdjan.

À la fin du mois de mars 1920, après avoir approuvé l'accord avec la Russie bolchevique, le Comité exécutif turc « Forces nationales » transmettra des instructions spéciales à ses représentants, dont Khalil Pacha à Bakou, consistant à agir de concert avec le Comité régional du Parti bolchévique pour renverser le gouvernement du parti « Mussavat » en Azerbaïdjan.

La position des Turcs s'orientait donc ostensiblement vers la mise en oeuvre d'une campagne d'influence auprès de la population et des Parlementaires azerbaïdjanais pour dénigrer le Parti « Mussavat ». Cette prise de position provoquera une grave crise ministérielle dans le pays qui le rendra très vulnérable à la pression extérieure.

Ce travail de sape anti-indépendantiste par les représentants turcs se poursuivait d'autant plus facilement que des postes clés dans l'armée azerbaïdjanaise, ainsi que dans la défense des institutions publiques stratégiques et importantes du pays, leur étaient confiés, voire réservés. Le régiment d'élite de la police appelé « *le régiment de secours* », dont la mission était la protection du Parlement et d'autres institutions publiques, était essentiellement composé de Turcs.

Ultérieurement, lors du coup d'État organisé par les bolcheviks, ce « fameux » régiment sera l'une des premières unités militaires à passer sous leur commandement.<sup>39</sup>

Affaiblie par les pressions intérieures, la République d'Azerbaïdjan ne résistera pas à l'attaque de la XI<sup>e</sup> Armée rouge, et Bakou sera assiégée le 28 avril 1920, mettant un terme à vingt-trois mois de lutte acharnée pour sauver son indépendance. Une nouvelle ère dans les relations azerbaïdjano-turques commencera alors, sous l'égide des bolcheviks.

### **A. Les relations azerbaïdjano-turques dans le triangle Azerbaïdjan-Russie-Turquie entre 1920 et 1922**

L'arrivée au pouvoir en Azerbaïdjan de Nariman Narimanov en tête de bolcheviks<sup>40</sup> donnera un nouvel élan au développement des relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Ce rapprochement recevra rapidement une reconnaissance officielle : le Conseil Suprême National de la Turquie (CSNT) donnera ainsi son accord pour l'ouverture d'une représentation diplomatique, désignant Memdukh Chevket comme ambassadeur plénipotentiaire de la Turquie en Azerbaïdjan.

De son côté, le gouvernement azerbaïdjanais, après approbation par Moscou, nommera officiellement Israfil Abilov en tant qu'ambassadeur de l'Azerbaïdjan en Turquie au mois d'octobre 1921.<sup>41</sup> Une telle entente s'expliquait par le fait que Moscou cherchait à affaiblir les liens entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, car le Kremlin ne considérait pas l'Azerbaïdjan comme une entité indépendante.<sup>42</sup> La fermeture en 1922 de l'ambassade de l'Azerbaïdjan en Turquie et la restriction des relations entre les deux pays au niveau de leurs échanges culturels, étaient le résultat d'une politique planifiée par Moscou.

Les principaux facteurs déterminant le développement des relations multilatérales du triangle Azerbaïdjan-Turquie-Russie étaient construits autour des Traités de paix de Moscou et de Qars, en vertu desquels les pays transcaucasiens avaient défini leurs frontières nationales

---

<sup>39</sup> En outre, suite à la découverte, par les services secrets azerbaïdjanais, du réseau de bolchéviques complotant à Bakou pour renverser le régime républicain et l'introduction d'un nouveau pouvoir, ces derniers s'empareront d'informations précises concernant la taille du contingent de l'armée azerbaïdjanaise, ses dispositions, son emplacement, la quantité d'armes et de munitions. Même le schéma secret du secteur fortifié de Bakou se retrouvera entre les mains des conspirateurs. Toute cette information strictement confidentielle était transmise aux bolchéviques par des officiers turcs au service de l'armée azerbaïdjanaise. Alliés à l'opposition, ils s'opposeront aux persécutions des bolchéviques reconnus coupables dans l'organisation du coup d'État dans le pays.

<sup>40</sup> Pour plus d'information, sur la personnalité de Nariman Narimanov voir :

[https://ru.wikipedia.org/wiki/Нариманов\\_Нариман\\_Кербалаи\\_Наджаф\\_оглы](https://ru.wikipedia.org/wiki/Нариманов_Нариман_Кербалаи_Наджаф_оглы)

<sup>41</sup> Pour plus d'information, sur la personnalité d'Israfil Abilov voir :

[http://www.ourbaku.com/index.php5/Абиллов\\_Ибрагим\\_Магеррам\\_оглы](http://www.ourbaku.com/index.php5/Абиллов_Ибрагим_Магеррам_оглы)

<sup>42</sup> HƏSƏNLİ Cəmil. *Sovet dövründə Azərbaycanın xarici siyasəti (1920-1939)* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan à l'époque soviétique (1920-1939)), Vol. II, Bakou, « Adiloğlu », 2012, p. 339.

respectives (à cette époque ils étaient déjà considérés comme faisant partie intégrante de la Russie) avec la Turquie.

En février 1921, les négociations entre la Turquie et la Russie connaîtront une nouvelle étape, dont le pivot principal sera celui du sort des territoires du Nakhitchevan. D'après l'accord de Batoumi du 4 juin 1918, le Nakhitchevan serait placé sous la tutelle de l'Empire ottoman qui, à l'époque, considérait que cette région faisait partie intégrante de ses territoires.

Après de vifs débats, la décision de laisser le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan sera finalement retenue, à condition qu'il ne puisse pas être transmis à un pays tiers. Le 16 mars 1921, la Russie et la Turquie signeront un accord interdisant la transmission du Nakhitchevan par le gouvernement de l'Azerbaïdjan à celui de l'Arménie et, dès le mois d'avril, l'armée turque quittera ce pays.<sup>43</sup>

La Russie avait pour objectif de réunir les trois Républiques sud caucasiennes et de signer un accord entre cette fédération et la Turquie donc, très éloigné de l'approche par République séparée. Ce différend politique à propos du Caucase du sud constituera le sujet principal des débats diplomatiques russo-turcs.

Ce ne sera qu'après de longues délibérations et discussions que les parties conviendront de se rencontrer à la conférence de Qars, en octobre 1921. Lors de cette conférence, la Russie et les Républiques transcaucasiennes se présenteront sous la forme d'une entité étatique unique. Les débats s'achèveront par la déclaration du représentant azerbaïdjanais B. Chakhtahtinsky, Commissaire du peuple de l'inspection des ouvriers et des paysans, de l'unification des trois républiques de Transcaucasie, ne permettant plus de distinguer les trois entités auparavant indépendantes les unes des autres et, partant, de proposer un accord pour une seule partie.<sup>44</sup>

À cette conférence, la question du Nakhitchevan sera aussi portée à l'ordre du jour. En effet, l'accord antérieur sur ce point avait été modifié. Dans sa nouvelle version, la mention qui voulait que « *l'Azerbaïdjan ne cèdera jamais son droit de protection à un pays tiers* » avait

---

<sup>43</sup> HƏSƏNLİ Cəmil. *Op. cit.*, p. 414, voir aussi l'article de GAFAROV Vassif. « Vopros territorial'noy celosnosti Azerbajdzhana na Turecko-Rossijskikh peregovorax 1921 goda (Moskovskaja i Karsskaja konferencii) » (La question de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan lors de négociations turco-russe en 1921 (Les conférences de Moscou et de Qars), *Kavkaz & Globalizacija*, №1-2, 2011, [http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal\\_rus/c-g-1-2/14.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal_rus/c-g-1-2/14.shtml)

<sup>44</sup> L'un des objectifs collatéraux de cette conférence dirigée par Moscou était en outre de signifier la nécessaire unité politique des délégations azerbaïdjanaise et arménienne. Ces deux groupes devaient faire front commun contre la Turquie, ne parlant que d'une seule voix, celle de la Transcaucasie. En insérant dans la conférence des délégations azerbaïdjanaises et arméniennes, la direction soviétique voulait, d'une part, monter ces deux pays contre la Turquie et, d'autre part, concentrer dans ses mains leurs politiques étrangères.



disparu. Pour Moscou, elle n'avait plus lieu d'être, étant donné que les problèmes intérieurs des trois républiques nouvellement fédérées ne relevaient plus d'Ankara. L'accord sera finalement ratifié, et si le Nakhitchevan demeurera une entité autonome sous protectorat de l'Azerbaïdjan, certaines concessions de territoires seront cependant faites à l'Arménie.

En 1924, le Comité exécutif central transcaucasien décidera, après examen de sa proposition par du Comité exécutif central de l'Azerbaïdjan, de proclamer le Nakhitchevan comme République autonome intégrée au sein de la République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan.

À partir de la fin des années 1980, rêvant d'accéder à l'indépendance à la faveur des événements qui précipiteront la chute de l'URSS, l'Azerbaïdjan entretiendra de nouvelles relations avec la Turquie voisine.

## II. La politique intérieure en Azerbaïdjan de 1991 à 1998

Pendant la seconde moitié des années 1980, le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) Mikhaïl Gorbatchev engagera son pays dans une nouvelle voie démocratique de refondation de la vie sociale et de l'économie ainsi que de la politique étrangère. C'est lors du plénum du Comité central (CC) du PCUS en avril 1985<sup>45</sup> qu'il fera savoir qu'il espérait pouvoir accélérer le développement socio-économique et culturel de son pays. Des tentatives de réformes de l'ensemble du système communiste seront alors entreprises, afin de remettre sur pied le secteur industriel, en plein déclin depuis les années 1970. Théoriquement, ces réformes devaient aboutir à l'obtention de temps et de force suffisants pour inclure les secteurs économiques les plus faibles dans le système autorégulateur de l'économie centralisée et planifiée du pays, et pour améliorer les relations entre la société, l'économie et le gouvernement grâce à une démocratisation améliorée.

Toutefois, l'impréparation de ces réformes comme l'absence de programme, de mécanismes de planification et de mise en œuvre des lois aboutiront à des résultats autres que ceux qui étaient espérés. Tous les secteurs socio-économiques seront touchés par la récession et d'un point de vue politique, si le Parti communiste semblait encore tenir cet immense pays, en réalité sa structure interne et sa vieillissante nomenclature étaient d'ores et déjà sensiblement affaiblies. Dans ce contexte, l'URSS s'enfoncera lentement mais sûrement dans un état de crise grave. De fait, la crise du pouvoir comme d'ailleurs celui de tout le système provenait de l'implosion simultanée du Parti communiste et du pouvoir soviétique.<sup>46</sup>

Les difficultés économiques, sociales et politiques retentiront également sur le domaine des relations interethniques. Elles se manifesteront avec éclat lors des conflits dits « ethniques » qui annonceront le début de la fin de l'ère communiste, un peu plus de 70 ans après son avènement. L'échec de l'idée et des projets liés à la Perestroïka, la crise économique et financière du pays, le déclin de toute volonté politique et la paralysie du pouvoir des centres de l'Union et du Comité central du PCUS attiseront le nationalisme et les tendances séparatistes<sup>47</sup>.

---

<sup>45</sup> ISMAILOV Eldar. *Ocherki po istorii Azerbajdzhana* (Essais sur l'histoire de l'Azerbaïdjan), Moscou, « Flinta », 2010, p. 298.

<sup>46</sup> MEDVEDEV Roj. « Pochemu raspalsja Sovetskij Sojuz » (Pourquoi l'Union soviétique s'est-t-elle écroulée ?), *Vestnik analitiki*, №4, 2002, p. 4.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 7.

*Section 1 : « Glasnost », « Perestroïka » et le début du conflit dans le Haut Karabakh comme partie intégrante de la vie politique de l'Azerbaïdjan dans les années 1980.*

**A. Moscou dépêche Abdurrahman Vezirov en Azerbaïdjan pour régler la situation critique**

Dans les premiers temps de la « Perestroïka », rien n'annonçait un changement quelconque pour l'Azerbaïdjan. En qualité de république fédérée, l'Azerbaïdjan tenait une place enviable aux niveaux économique et social. Or, malgré les bénéfices que cette République avait pu tirer du système soviétique, elle avait dû faire face à un grand nombre de problèmes les plus divers, mais qui valaient d'ailleurs aussi pour l'URSS dans son ensemble. Ainsi, si l'on considère pour référence la période 1965-1970, la croissance économique des années 1981-1985 a été de 3 %. Pendant cette même période, le volume total de la production industrielle passa de 8,5 % à 3,1 %, celle du secteur agricole de 4 % à 1,2 %, les échanges commerciaux de 8,2 % à 2,3 % et les investissements de 7,6 % à 3,3 %.<sup>48</sup> Une intervention de cette instance gouvernante était donc nécessaire pour extraire l'Azerbaïdjan de ses situations catastrophiques politique et économique. Moscou dépêchera Abdurrahman Vezirov, alors l'ambassadeur plénipotentiaire de l'URSS au Pakistan, en Azerbaïdjan pour remédier à ces situations.<sup>49</sup>

*L'effondrement de l'URSS et la perturbation politique en Azerbaïdjan dans les années 1990*

En Azerbaïdjan, il est convenu de dater le début des mouvements sociaux, en parallèle avec la « Perestroïka » et la « Glasnost », à partir des revendications de la République soviétique

---

<sup>48</sup> *Azərbaycan tarixi* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan). *Op.cit.*, Vol. VII, p. 188.

<sup>49</sup> Abdurrahman Vezirov était une personnalité politique soviétique et azerbaïdjanaise. La plupart des futurs réformateurs de la « Glasnost » et de la « Perestroïka », M. Gorbatchev, É. Chevardnadze, A. Volski et E. Ligatchev ont un temps collaboré avec lui et sont passés eux aussi par l'Union de la Jeunesse. Jusqu'à la fin des années 1970, il fut président du Comité central de l'Union de la Jeunesse à Moscou puis continua sa carrière au sein du ministère des Affaires étrangères de l'URSS. Or avec la situation qui se tendait dans le Haut Karabakh et en Azerbaïdjan, A. Vezirov fut rappelé dans son pays pour tenter d'y remédier. Le thème de la souveraineté nationale émergeait dans la République au même moment. La loi sur la souveraineté fut complétée de nouveaux paragraphes sur la prééminence de la loi nationale sur la loi de l'URSS. Le 23 septembre 1989, lors d'une session extraordinaire du Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan, l'acte constitutionnel sur la souveraineté de la République fut adopté. Vezirov n'a pu se maintenir longtemps à son poste, réduit à son rôle de fidèle exécutant des ordres qui lui venaient du Kremlin. La crise du Karabakh se complexifiait, les réformes de la « Glasnost » et de la « Perestroïka » s'évaporaient, et la population redoublait de suspicion et de critique envers le Parti communiste. La classe politique se disqualifiait rapidement aux yeux des Azerbaïdjanais, surtout A. Vezirov, incapable de s'exprimer correctement dans leur langue et préférant le russe, ce qui fut perçu comme un signe d'incompétence et d'éloignement des problèmes locaux. A. Vezirov ne parvint pas non plus à s'allier à la nomenclature en place, et dès l'entrée des soldats soviétiques à Bakou en janvier 1990, il fut démis de ses fonctions et exfiltré en hélicoptère vers Moscou. En 2009, il publia « *Ma Mission diplomatique* », dans lequel il décrira ses années de mission de diplomate soviétique à l'étranger.

socialiste d'Arménie sur la région autonome du Haut Karabakh, territoire sous juridiction azerbaïdjanaise, peuplé majoritairement d'Arméniens ([Carte №4](#)).<sup>50</sup>

En novembre 1987, le professeur Abel Aganbeguian (d'origine arménienne), l'un des conseillers principaux de Gorbatchev pour les questions économiques, s'était exprimé sur l'appartenance du Haut Karabakh à l'Arménie lors d'une rencontre en France avec l'Institut arménien de France et l'Association des vétérans d'Arménie. Cette prise de position provoquera une agitation sociale en Arménie et dans le Haut Karabakh où se dérouleront des manifestations et des rassemblements sous les bannières « *l'Arménie aux seuls Arméniens* », marquant le début du conflit entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens. Qualifiées d'incontrôlables et de spontanées à leur origine, ces manifestations portaient sur des questions essentiellement économiques, réclamant la scission de la région autonome de l'Azerbaïdjan pour pouvoir se rattacher à l'Arménie.

Les cercles dirigeants azerbaïdjanais décideront de ne pas donner suite à ces agitations, malgré le fait qu'elles portaient en elles les germes d'une sécession des terres azerbaïdjanaises avec l'accord tacite de Moscou. Associée au silence du Comité central du PC de l'Azerbaïdjan qui voyait dans ces foules amassées un coup porté à l'amitié entre les peuples, cette attitude suscitera un grand émoi au sein de la population et expliquera les manifestations ultérieures qui se dérouleront à Bakou et dans d'autres villes de la République.<sup>51</sup>

Pour apaiser les esprits, Moscou remplacera en mai 1988, les anciens Premiers secrétaires Kiamran Baghirov et Karen Demirtchian par Abdurrahman Vezirov et Souren Arioutiounian, mais ce changement n'aura aucune incidence sur la situation.

En juin 1988, le Soviet suprême d'Arménie demanda à son homologue azerbaïdjanais d'accorder la réunification du Haut Karabakh à l'Arménie, ce qui lui sera refusé. En réponse, le 12 juillet, le Conseil régional du Haut Karabakh déclarera son intention unilatérale de quitter l'Azerbaïdjan pour rejoindre l'Arménie. Mais cette décision sera rejetée par le Présidium du Soviet suprême de l'URSS,<sup>52</sup> qui lui demandera de confirmer l'appartenance du Haut Karabakh à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, et de prendre les mesures nécessaires pour normaliser cette situation. Afin de coordonner le travail de collaboration entre les autorités du

---

<sup>50</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey), Ankara, « ASAM », 2001, p. 9.

<sup>51</sup> L'allocution du 23 février 1988 de Gorbatchev, et ses demandes d'éviter toute provocation et de dialoguer, ne parviendront pas à apaiser la situation étant donné qu'il ne proposait pas de plan concret pour trouver une issue à ce problème grandissant. ISMAILOV Eldar. *Op. cit.*, p. 302.

<sup>52</sup> DE VAAL Thomas. *Karabakh - chernyj sad, mezhdou mirom i vojnoj* (Karabakh-le jardin noir, entre la paix et la guerre), New-York, traduit de l'anglais par Carnegie Endowment for international peace, 2003, p. 63.

Haut Karabakh, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie sur ce sujet, Moscou décidera de créer le Comité de la direction spéciale (CDS) du Karabakh et dépêchera dans la région Arkadi Volski, l'un des représentants connus de l'industrie militaire soviétique de l'époque en tant que « Représentant du Comité central et du Soviet suprême ». <sup>53</sup> Par cette démarche, Moscou placera le Haut Karabakh en dehors de la juridiction azerbaïdjanaise et reprendra la gestion de toutes les entités administratives et économiques de la région. A. Volski se donnera pour mission principale le traitement des sujets sociaux et économiques qu'il maîtrisait le mieux, sans s'appuyer sur les dirigeants de l'Azerbaïdjan. Comme la majorité des entreprises du Haut Karabakh ne fonctionnaient plus, A. Volski créera des liens économiques avec d'autres Républiques soviétiques et importera dans la zone des produits manufacturés, au grand dam de Bakou. Il ira jusqu'à demander au Soviet suprême de l'URSS la possibilité de faire sortir les entreprises du Haut Karabakh de la sphère de contrôle de l'Azerbaïdjan. Contre toute attente, la politique de A. Volski aggravera les problèmes, au point de conduire à un séparatisme prêt à recourir à la violence. En novembre 1989, le Comité de la direction spéciale du Karabakh dirigé par Volski sera dissout. La direction de la région sera à nouveau remise entre les mains du Comité organisationnel <sup>54</sup> régi par la RSS d'Azerbaïdjan, sous le contrôle étroit de Moscou.

### 1. La naissance du Front populaire

Encastrée dans la politique de la « glasnost » et de la « perestroïka », la crise du Karabakh a ainsi révélé l'incapacité des autorités républicaines azerbaïdjanaises à trouver seules une solution à leurs problèmes, ce qui aboutira à projeter des milliers de citoyens dans un tourbillon de luttes politiques, alors qu'ils étaient auparavant très majoritairement apolitiques ([Illustration N°1](#)). <sup>55</sup>

Après ces événements, la réaction en demi-teinte du Comité central de la République favorisera l'émergence d'idées sur la création de mouvements aptes à rassembler tout un pan de la société et de prendre en charge, non seulement la question du Karabakh, mais aussi, celle du développement démocratique de l'Azerbaïdjan.

Les associations à caractères culturel et littéraire joueront un rôle pionnier pour déclencher le début d'un mouvement social de grande envergure. Lors de son allocution à

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>54</sup> Le chef de ce Comité fut Viktor Polyanihko, deuxième Secrétaire du PC de l'Azerbaïdjan. Il occupa ce poste jusqu'à l'écroulement de l'URSS et quitta l'Azerbaïdjan en 1991, après la dissolution du Parti communiste sous Aïaz Mutalibov. Il sera assassiné lors d'un attentat à Naltchik (Ossétie du Nord) en août 1993.

<sup>55</sup> BALAIEV Ajdyn. « Narodnyj Front azerbajdzhana : istoricheskaja khronika : 1988-1991 gg. » (Le Front populaire d'Azerbaïdjan : chronique historique : 1988-1991), *Strana i mir*, N°2, 1991, Munich, Allemagne.

l'Académie des sciences de la RSS d'Azerbaïdjan, Aboulfaz Aliyev (pseudonyme Eltchibey), futur leader du Front populaire de l'Azerbaïdjan et les représentants du cercle « Le Club des scientifiques de Bakou »,<sup>56</sup> tenu par quelques figures de l'Académie des sciences de l'Azerbaïdjan, créeront un groupe d'initiative à l'origine d'un Front populaire s'appuyant sur le modèle des fronts populaires des États baltes.

En juin 1989 une conférence constitutive de l'équipe dirigeante du Front populaire sera initiée par Aboulfaz Eltchibey. Dans le même temps, la charte et le programme du Front populaire seront adoptés. Son objectif premier sera de lutter pour la « Perestroïka »<sup>57</sup> et la démocratisation du pays, de revendiquer la souveraineté de l'Azerbaïdjan au sein de l'URSS et de fonder une société civile de droit commun. La possibilité d'un échec de la Perestroïka ne manquera pas non plus d'être évoquée, auquel cas le Front se devrait de poursuivre son combat jusqu'à l'obtention de l'indépendance totale de l'Azerbaïdjan.

Au début du mois d'octobre 1989, le Conseil des ministres officialisera le Front populaire en tant qu'organisation civile rassemblant en son sein plus de dix-sept mille personnes. Le Front populaire ne pourra cependant pas conserver son caractère monolithique dans la poursuite de sa lutte, le mouvement étant traversé par trois courants que nous distinguerons comme suit : la gauche ou les « informels » (libéraux) dirigée par Zardusht Alizadeh et accompagné de Leyla Yunus(ova), Eldar Namazov, Tofik Gassymov, Hikmet Hadjizadeh, etc. ; les « centristes » de Issa Gambar(ov) et Aboulfaz Eltchibey et les représentants de droite entraînés par Etibar Mammadov, Rahim Gaziev et Neymat Panahly, aussi baptisés les « radicaux ». Alors qu'au moment de la fondation du Front populaire d'Azerbaïdjan son ossature s'était construite autour de l'objectif de promouvoir les réformes socio-économiques, dès 1989 les membres de la direction de ce mouvement social se retrouveront divisés dans leurs politiques à suivre et dans les moyens de les mettre en oeuvre.

À la fin octobre 1989, lors du Congrès du Front populaire, les divergences entre les différentes ailes du mouvement atteindront leur apogée, ce qui affaiblira leur position commune. Des élections internes seront organisées les 6 et 7 janvier 1990, mais, bien avant elles, les « libéraux » feront connaître leur décision de quitter le Front populaire pour créer le Parti social-démocrate d'Azerbaïdjan.<sup>58</sup> Les « centristes » sortiront victorieux de ces élections.

---

<sup>56</sup> BALAIEV Ajdyn. *Op.cit.*

<sup>57</sup> La « Perestroïka » est le nom donné aux réformes économiques et sociales menées par Mikhaïl Gorbatchev en URSS d'avril 1985 à décembre 1991.

<sup>58</sup> *Istiglal*, 02 décembre 1992.

Entre temps, la situation s'aggrava, car, en décembre 1989, la population des régions du sud se mettra à démonter les barrières qui avaient été fixées au niveau de leur zone frontière avec l'Iran. L'une des causes de cette action aurait été la volonté des Azerbaïdjanais de revoir leurs parents vivant en Iran après soixante-dix années de séparation. Les autorités des gardes-frontières de l'armée soviétique reçurent l'ordre de ne pas ouvrir le feu ni d'intervenir, car le Kremlin se préparait à asséner un dernier coup pour resserrer son étau autour de l'Azerbaïdjan. Le 7 janvier 1990, des événements similaires naîtront au niveau des zones frontières de l'URSS et de la Turquie, ainsi qu'au Nakhitchevan. Le 11 janvier 1990 à Lenkoran (région frontalière avec l'Iran) la section locale du Front populaire déclara la fin des pouvoirs du Comité exécutif du PC de l'Azerbaïdjan, et la ville passa désormais sous son autorité.<sup>59</sup>

Tous ces événements ne feront que traduire l'état de crise du pouvoir et sa perte de contrôle sur le cours des choses. Le Front populaire s'en trouvera lui-même fragilisé et son mouvement social deviendra rapidement ingérable et infiltré par des provocateurs armés et des aventuriers. Ses actions violentes ne firent pas attendre longtemps une réaction du Comité central du PCUS.

## 2. L'intervention militaire à Bakou le 20 Janvier 1990

Pour tenter d'apaiser la situation, le président du Soviet suprême de l'URSS Evgueni Primakov et le secrétaire du Comité central du PCUS L. Guirenko se rendront à Bakou. Le 17 janvier 1990, lors de leur rencontre avec des membres de la direction du Front populaire, Primakov leur demandera d'interdire à la population de participer aux manifestations sans que soient connues ses intentions et que soient prévenues les forces de l'ordre de l'action envisagée. La veille, lors d'une réunion des dirigeants du Front populaire, il sera décidé qu'en cas de force majeure déclarée dans la capitale, les rues devront être vidées de leurs habitants et qu'aucune confrontation avec l'État ne devra avoir lieu. Mais les manifestations réclamant le départ de A. Vezirov se poursuivront.

Dans la soirée du 19 au 20 janvier 1990 les troupes dirigées par le ministre de la Défense de l'URSS Dmitri Iazov, investiront la ville. Les barricades élevées à différents endroits seront détruites immédiatement. Des régiments spéciaux seront acheminés par avions et par bateaux. La foule sera la cible indistincte de la charge des troupes armées qui tuera 131 personnes et fera plusieurs centaines de blessés. Les forces spéciales seront évacuées de nuit du territoire de la

---

<sup>59</sup> ISMAILOV Eldar. *Op. cit.*, p. 306.

République.<sup>60</sup> Plus tard, dans une entrevue à « Izvestia », D. Iazov reconnaîtra que « *les troupes furent introduites dans Bakou afin de détruire les structures du Front populaire* ». <sup>61</sup>

Dès le lendemain des événements du 20 janvier, le Comité central du PCUS commencera à arrêter les dirigeants du Front populaire, en défilant leur quartier général et en rétablissant l'autorité du Parti communiste dans les régions où les secrétaires exécutifs avaient été chassés par le Front populaire. Face au déroulement de ces événements, Abdurrahman Vezirov sera exfiltré à Moscou dans un hélicoptère militaire.

La tragédie de janvier 1990 secouera grandement la population azerbaïdjanaise qui aspirait à des réformes démocratiques, mais également l'ensemble de la communauté internationale. Personne ne pouvait imaginer que le pouvoir soviétique utiliserait la force militaire et les armes contre ses propres citoyens. Les événements du 20 janvier brisèrent toute la confiance que les Azerbaïdjanais pouvaient avoir dans le pouvoir soviétique. Avant les événements, la base du mouvement démocratique résidait dans la confiance en la conduite de réformes socio-économiques et la résolution du problème du Karabakh, ainsi que dans le développement de la transparence (« Glasnost ») et de la démocratie dans le pays. Par la suite, le principal slogan de la population deviendra celui de la libération du joug impérial (telle qu'était surnommée l'URSS), ainsi que celui de l'accession à l'indépendance ([Illustration №2](#)).

Après A. Vezirov, le Comité Central du PCUS nomma à sa place Aïaz Mutalibov.<sup>62</sup> Une nouvelle période s'ouvrira alors, et les activités du Front populaire, qui s'était restructuré en renouvelant ses rangs, entreront dans une nouvelle phase de lutte politique dans le pays.

---

<sup>60</sup> Le 22 janvier la population put déplorer les victimes de ces actions sanglantes. Un deuil national fut déclaré. Près de deux millions de personnes se rassemblèrent aux funérailles organisées sur la place principale de la capitale. Les victimes furent enterrées sur le sommet le plus élevé de Bakou, dans un parc de montagne qui porte désormais le nom d'Allée des Martyrs. Ce lieu est le symbole de la lutte du peuple azerbaïdjanais pour la liberté et l'indépendance. Les délégations étrangères de passage jusqu'en 2004 commençaient leur visite par un hommage à cette Allée des Martyrs.

<sup>61</sup> ALSTADT L. Audrey. « Le Front populaire d'Azerbaïdjan », sous la direction d'ORBAKI Ramiz, GANDJALI Aydin. *Karabakh entre le passé et le futur : Azerbaïdjan- trois ans de mouvement démocratique et trois ans d'état d'urgence*, Paris, 1991, p. 41.

<sup>62</sup> Aïaz Mutalibov est une personnalité politique soviétique et azerbaïdjanaise. Malgré par ses fonctions élevées au sein du Parti communiste, il parvint toutefois à s'assurer des soutiens en interne. Il s'agissait en partie d'un soutien « traditionnel », lui fournissant si nécessaire des habitants de la rue – parmi les vendeurs de fleurs de la banlieue de Bakou, réunis en janvier 1990 dans la communauté appelée « Fraternité », dirigée par A. Akhoundov, et dans la communauté « Tovbé » (Repentir), créée aussi en janvier par l'ancien récidiviste H. Abdul. Mais le soutien principal qu'il essayait de créer n'était pas d'ordre clanique, mais plutôt un soutien de « classe » ou « idéologique », sentant parfaitement les tendances de l'élite de Bakou, et malgré le fait que le milieu politique ne le connaissait pas vraiment, car il n'appartenait pas à cette élite politique, il apparaissait bien davantage comme un homme issu des couches technocratiques. De par sa position dans la hiérarchie gouvernementale, il était l'un des candidats les plus en vue pour le poste de Premier secrétaire du Comité central. D'une part, cela était l'usage parmi les cadres



### 3. Mutalibov à la tête du Parti communiste (Janvier 1990-Septembre 1991)

L'activité politique d'Aïaz Mutalibov à la tête du Parti communiste de l'Azerbaïdjan peut être subdivisée en trois étapes : de janvier 1990 à septembre 1991, de septembre 1991 à mars 1992, et de mars à mai 1992. Il était relativement novice en matière de politique à l'échelle nationale, manquait d'expérience politique et administrative, quelque peu problématique dans une période difficile.

Le 18 mai 1990, au plénum du Comité central du PC, la candidature d'A. Mutalibov sera présentée au poste de président de la République, et le 19 mai,<sup>63</sup> le Soviet suprême d'Azerbaïdjan adopta la loi « *Sur la réforme et l'amendement à la Constitution (Loi fondamentale) de la RSS d'Azerbaïdjan* », qui légalisera le poste de président (chapitre 13-1 sur le président de la RSS d'Azerbaïdjan). Le même jour, A. Mutalibov sera investi dans sa fonction présidentielle.<sup>64</sup>

Les amendements introduits dans la Loi fondamentale du pays constitueront une avancée de taille pour la formalisation juridique de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan.<sup>65</sup> Dans l'esprit de ces amendements, la RSS d'Azerbaïdjan se proclamera État socialiste souverain qui prendra ses propres décisions sur toutes les questions relatives à ses développements politiques, économiques et socio-culturels, ainsi qu'à sa formation étatique.

Toute ingérence dans la résolution de ces questions, parties intégrantes de la RSS d'Azerbaïdjan, sera inadmissible et considérée comme une atteinte aux lois souveraines. De plus, parmi les ajouts dans la Loi fondamentale il sera précisé que le territoire de l'Azerbaïdjan est indivisible et unifié et ne pourra pas subir de modification sans l'accord préalable de la population consultée par référendum. En plus de la prise en charge des domaines politique, économique et culturel, les compétences de la République seront élargies à la sphère diplomatique.

---

politiques du Comité central du PCUS, et d'autre part, selon la hiérarchie du Parti, il était le meilleur candidat, à l'écart des critiques virulentes de l'opposition.

<sup>63</sup> *Azərbaycan Respublikası (1991-2001)* (La République d'Azerbaïdjan entre 1991-2001), Bakou, « XXI-Yeni Nəşrlər Evi », 2001, p. 226.

<sup>64</sup> Son premier décret sous le numéro 0001 en tant que président sera la déclaration du 28 Mai concernant le jour de restauration de l'État azerbaïdjanais après 1920. FURMAN Dmitri, ABBASSOV Ali. « Azerbajdzhansakaja revoljucija » (La révolution azerbaïdjanaise) dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : les sociétés et les États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 107-108, et TAHİRZADƏ Ədalət. *Meydan : 4 il 4 ay* (La Place : 4 ans, 4 mois), Bakou, « Ay-ulduz nəşriyyatı », Vol. I, 1997, p. 150.

<sup>65</sup> GUSEINOV Vagif. *Juzhnyj Kavkaz : tendencii i problemy razvitija (1988-2008)* (Le Caucase du sud : tendances et problèmes de développement entre 1988-2008), Moscou, « Krasnaja zvezda », 2008, p. 203-205.

Ces nouvelles lois constitutionnelles, qui s'ajouteront à la loi sur la souveraineté de la RSS d'Azerbaïdjan, telle qu'elle avait été adoptée en 1989 par le Soviet suprême, seront à la base d'un cadre juridique favorisant l'indépendance de la République. Après la mise en place du poste de président par M. Gorbatchev, les Républiques soviétiques adopteront rapidement, dès le mois d'avril 1991, les actes législatifs qui renforceront les pouvoirs des autorités républicaines en matière de choix concrets en vue de leur souveraineté. En Azerbaïdjan, toute une série de décisions officielles seront adoptées par le Soviet suprême, grâce auxquelles pourront être nationalisés des noms de villes et de régions de la République et remplacés par ceux ayant appartenu à des personnalités politiques (ou non) respectables datant de la première République d'Azerbaïdjan du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Afin de consolider la société azerbaïdjanaise, Aïaz Mutalibov prendra le virage de la démocratie dans le domaine du droit, de la « désoviétisation » de la République et du renforcement de son statut souverain. Dans ce but, il prendra toute une série de mesures destinées à renforcer son pouvoir et à lui donner une nouvelle image, davantage nationale et démocratique, et moins soviétique et communiste.

Pour atteindre ses objectifs, la nouvelle stratégie du PC comprendra deux volets : l'un idéologico-politique, l'autre purement militaire. Le premier sera le fruit de la réflexion des principaux idéologues du Parti qui, au moyen de plusieurs lois, donnera un nouveau visage à la République démocratique d'Azerbaïdjan et à ses dirigeants, en renouvelant ses symboles d'État, son blason, son hymne.<sup>66</sup> Ordre sera donné d'écrire une histoire nouvelle de l'Azerbaïdjan, de publier les nombreux ouvrages d'histoire qui dormaient dans des entrepôts spéciaux. Le second volet consistera à rétablir l'autorité dans le Haut Karabakh,<sup>67</sup> au moyen des forces du ministère de l'Intérieur et du Comité de la sécurité nationale (KGB) de la République.

Comprenant toute la difficulté des indécisions et de l'accumulation des contradictions sur le problème du Karabakh, Mutalibov envisagera de résoudre le conflit avec une plus grande fermeté et déclarera le 15 juin 1991 par une disposition spéciale l'introduction de l'état

---

<sup>66</sup> En même temps que les attributs étatiques, la monnaie fut frappée en France, et le fonds monétaire de la République fut créé. BATYEV Bakhran. 19 let nazad byla prinjata Deklaracija o vosstanovlenii gosudarstvennoj nezavisimosti Azerbajdzhana (l'Azerbaïdjan a adopté sa déclaration de l'indépendance il y a dix-neuf ans), 30 août 2011, <http://www.vesti.az/news.php?id=51610>

<sup>67</sup> En mai 1990 Moscou décida d'annuler l'autonomie économique du Haut Karabakh, qui avait été adoptée par le « Plan d'État ». L'économie du Haut Karabakh devint à nouveau formellement partie intégrante de l'économie azerbaïdjanaise. STOLIAROV Kirill. *Raspad : ot Nagornogo Karabakha do Belovezhskoj pushchi* (La Chute : du Haut Karabakh à Biéloviezh), Moscou, « OLMA-PRESS », 2001, p. 89.

d'urgence dans toutes les régions de l'Azerbaïdjan frontalières de l'Arménie afin de protéger les populations civiles des attaques par les bandes armées arméniennes.<sup>68</sup>

Les élections présidentielles de l'Azerbaïdjan (18 mai 1990) seront suivies par celles de son Soviet suprême (août 1990). En dépit des difficultés du pays, des pressions exercées sur son électorat, des conditions inégales de campagne des candidats de l'opposition et de l'arrangement des résultats, le Soviet suprême sera composé de 43 députés de l'opposition (Front populaire) réunis au sein du bloc Démocratique et de 299 députés du Parti communiste qui sortira donc vainqueur de ces élections avec une écrasante majorité. Dans le bloc Démocratique et malgré la popularité de leurs leaders, seuls des membres de second rang du Front populaire seront élus députés du fait du système électoral de scrutin de liste, alors que d'autres candidats du FPA n'auront pas été admis à se présenter. En effet, dans cette URSS affaiblie où le pouvoir du Parti s'effondrait, personne ne contrôlait réellement les listes de candidats pour la fonction de député. C'est pour cette raison, qu'étant donnée la liberté de manipulation de la Commission électorale, l'entrée des uns dans l'hémicycle du Soviet suprême de la République d'Azerbaïdjan sera favorisée et celle des autres rejetée. Malgré leur faiblesse en nombre, les députés du Front populaire se montreront très actifs dès le premier jour de la législature et n'hésiteront pas à quitter la salle des débats lorsque la « majorité parlementaire » tentera de leur mettre la pression et organiseront même un rassemblement devant le bâtiment du Soviet suprême pour annoncer le début d'un mouvement de grève dans certaines entreprises de Bakou.

Conservant en mémoire les événements de janvier 1990, l'élite dirigeante commettra une erreur en donnant à « la minorité parlementaire » une occasion de subir une forme d'intimidation. Parce que l'effondrement du PCUS et de l'URSS se précipitait à grande vitesse sans possibilité de retour en arrière, une partie de la « majorité parlementaire » viendra se ranger aux côtés de leurs homologues du Front populaire. L'entrée au Soviet suprême des députés de l'opposition préfigurera l'ouverture d'une nouvelle ère pour son activité politique, dans le sens du développement de possibilités de coopération entre l'opposition et le Parti au pouvoir pour apaiser les tensions entre les forces politiques et développer une nouvelle approche plus tolérante de leurs relations.

En novembre 1990, par un décret, A. Mutalibov modifiera la Constitution. Les mentions « Soviétique » et « Socialiste »<sup>69</sup> seront supprimées de la dénomination officielle du pays qui prendra le nom de « République d'Azerbaïdjan ». La première moitié de l'année 1991 se

---

<sup>68</sup> TAHİRZADƏ Ədalət. *Op. cit.*, p. 150-151.

<sup>69</sup> ISMAILOV Eldar. *Op. cit.*, p. 311.

déroulera dans une relation d'entente entre le Kremlin et Bakou. A. Mutalibov mènera une politique d'une grande flexibilité et emprunte d'une certaine loyauté avec Moscou, mais sans se mettre dans un rapport de fidélité absolue comme l'avait fait son prédécesseur A. Vezirov. En contrepartie de cette loyauté, Moscou commencera à apporter son aide à l'Azerbaïdjan, avec l'intervention de la 4<sup>ème</sup> Armée soviétique dont le quartier général se trouvait à Ganja, dans les opérations contre les unités militaires arméniennes qui dureront jusqu'au coup d'État (« putsch ») d'août 1991 à Moscou.

À la fin du mois de juin de l'année 1991, les « conservateurs » dans la hiérarchie supérieure du gouvernement soviétique qui s'opposaient à l'effondrement de l'URSS, organiseront une réunion secrète du Soviet suprême et exigeront que le Conseil des ministres soit doté de pouvoirs supplémentaires.<sup>70</sup> Mais, étant dans l'impossibilité de résister à la pression des forces démocratiques qui les chassaient de l'avant-scène politique, ils prendront la décision de fomenter un coup d'État à Moscou en s'appuyant sur les forces armées et de police. N'étant pas réellement conscient que dans les grandes villes les forces démocratiques seraient les plus fortes, le putsch qui sera initié à partir du 19 août 1991 par un Comité d'État pour l'état d'urgence échouera deux jours plus tard et ses dirigeants seront emprisonnés.

Cette tentative de coup d'État à Moscou, bouleversera la vie politique de l'Azerbaïdjan et de l'URSS dans son ensemble, et aura pour conséquences :

- 1) l'accélération de l'effondrement de l'URSS ;
- 2) le renforcement de la volonté des Républiques fédérées de quitter l'URSS et d'obtenir leur indépendance ;
- 3) permettre à l'opposition politique de profiter de l'opportunité de la victoire des forces démocratiques dirigées par B. Eltsine pour augmenter sa pression sur le parti communiste dans toutes les Républiques fédérées ;
- 4) permettre à l'Azerbaïdjan, comme aux autres Républiques, de se préparer à déclarer leur indépendance.

---

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 312.

4. Le coup d'État de 19 août 1991 à Moscou et l'accession de Mutalibov à la présidence de l'Azerbaïdjan indépendant (Septembre 1991-Mars 1992)

Les événements d'août 1991 ne firent qu'accélérer l'effondrement de l'Union soviétique. Les unes après les autres, les Républiques soviétiques déclareront leur indépendance. En Azerbaïdjan, le processus de déclaration d'indépendance sera de moins forte intensité. Les manifestants exigeront la suspension des élections présidentielles prévues en septembre 1991, la dissolution du Soviet suprême et l'organisation de nouvelles élections anticipées au Parlement, la suppression de l'état d'urgence et la prise de mesures décisives pour assurer la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Haut Karabakh.<sup>71</sup> Le 24 août, avec l'impasse et l'aggravation de la situation politique qui régnaient dans la République, et ayant perdu le soutien moral et matériel de Moscou ainsi que de sa propre population, Mutalibov s'engagera à former un gouvernement de coalition avec l'opposition.<sup>72</sup>

Le 30 août 1991, le Soviet suprême publiera la « *Déclaration sur la restauration de l'indépendance nationale de la République d'Azerbaïdjan* ». Par cette déclaration, la République démocratique d'Azerbaïdjan sera reconnue officiellement en tant que successeur légitime de la première République démocratique d'Azerbaïdjan (RDA) proclamée le 28 mai 1918.

Le 2 septembre 1991, Heydar Aliyev (ancien chef du Parti communiste de l'Azerbaïdjan entre 1969 et 1982) décidera, après une longue pause, de revenir à la politique. Il reviendra en Azerbaïdjan où il sera élu président du Soviet suprême de la République autonome du Nakhitchevan, fonction grâce à laquelle il sera parallèlement vice-président du Soviet suprême de l'Azerbaïdjan, le partage de pouvoirs ayant été adopté en 1978 par la Constitution nationale.<sup>73</sup> Dans son premier décret, H. Aliyev, ignorant la décision du Soviet suprême de l'Azerbaïdjan,<sup>74</sup> refusera de tenir les élections présidentielles sur le territoire du Nakhitchevan. Les tentatives des autorités de Bakou pour obliger H. Aliyev à changer d'avis resteront lettre morte. Par ailleurs, H. Aliyev trouvera le moyen de négocier une trêve avec le président arménien Levon Ter-Petrossian pour mettre fin aux bombardements mutuels au niveau de la frontière commune avec l'Arménie. Les élections présidentielles se dérouleront finalement le 8 septembre 1991, mais

---

<sup>71</sup> ISMAILOV Eldar. *Op. cit.*, p. 312-313.

<sup>72</sup> *Istiglal*, 23 décembre 1993.

<sup>73</sup> Comme le Nakhitchevan avait le statut d'une République autonome, le président du Soviet suprême est aussi considéré comme le vice-président du Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan. Ultérieurement ce statut sera révoqué et plus de pouvoir sera octroyé au président du Soviet suprême du Nakhitchevan. Aujourd'hui la dépendance de président du Soviet suprême du Nakhitchevan du président de la République d'Azerbaïdjan est presque nominative.

<sup>74</sup> « Kusok Azerbajdzhana ostalsja bez prezidenta. I bez gorjuhego » (Une partie de l'Azerbaïdjan s'est retrouvée sans président ni carburant), *Kommersant*, №037, 16 septembre 1991, <http://www.kommersant.ru/doc/831>

elles seront boycottées par l'opposition. Selon les résultats officiels, 85,7% de la population y participera et 98,5% des votants se décideront en faveur d'Aïaz Mutalibov<sup>75</sup> qui deviendra donc le premier président de l'Azerbaïdjan grâce à des élections faussées.

##### 5. La fin de la fonction présidentielle de Mutalibov (Mars 1992)

Suivant la politique de dissolution du Parti communiste de Moscou initiée par Gorbatchev, Mutalibov décidera de dissoudre son homologue en Azerbaïdjan sans s'être assuré préalablement sur le fonctionnement futur de son gouvernement. Par cette décision, il reconnaîtra avoir commis une erreur, et en faisant semblant d'être un « vrai démocrate »<sup>76</sup> il se condamnera lui-même à devoir faire face seul au Front populaire qui restera la seule force sociale sur la scène politique de l'Azerbaïdjan.

Au début de mois d'octobre 1991, Mutalibov donnera son accord pour accueillir les dirigeants de l'opposition, suite à leurs manifestations permanentes devant le Soviet suprême. Après des négociations de plusieurs heures, les parties décideront d'établir une Assemblée nationale à titre provisoire (Milli Shura), mais avec des compétences comparables à celles de l'actuel Soviet suprême, sur le principe d'une parité de 25 personnes dans chaque camp politique.<sup>77</sup> Il sera également décidé de créer un mécanisme de rotation constante des membres du Milli Shura, et leur remplacement par des membres du Soviet suprême (en total le Soviet suprême comptait 345 députés).<sup>78</sup>

Le 18 octobre 1991, le Soviet suprême adoptera la Loi constitutionnelle « sur la restauration de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan ». La formation du cadre juridique de l'indépendance du pays sera achevée et l'Azerbaïdjan deviendra la partie intégrante de la communauté internationale. Selon cette Loi, l'Azerbaïdjan sera déclaré comme État laïque, fondé sur les principes démocratiques, protégeant l'égalité de ses citoyens de toutes nationalités et confession et habitant sur le sol de la République. En particulier, le pluralisme politique ainsi que l'économie de marché seront considérés comme les socles de l'ordre social dans le processus de construction de l'État.<sup>79</sup>

---

<sup>75</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 32.

<sup>76</sup> L'entretien d'Aïaz Mutalibov avec *Literaturnaja gazeta*, publié dans le *Bakinskij rabochij*, 05 février 1992.

<sup>77</sup> CONSTANT Antoine. *L'Azerbaïdjan*, édition « Karthala », 2002, p. 340.

<sup>78</sup> MITJAEV V.G. *Vnutripoliticheskoe razvitie nezavisimogo Azerbajdzhana v svete ego geopoliticheskogo polozhenija* » (Développement politique interne de l'Azerbaïdjan sous la lumière de sa position géopolitique), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), Vol. I, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 14.

<sup>79</sup> GUSEINOV Vagif. *Op. cit.*, p. 203-205.

Le 20 novembre 1991, un hélicoptère ayant à son bord plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement de Mutalibov sera abattu au-dessus du Haut Karabakh. Ce crash d'hélicoptère choquera la société civile et fera subir de lourdes pertes au gouvernement. Avec cet évènement l'escalade du conflit dans le Haut Karabakh évoluera très rapidement et les parties se rapprocheront progressivement d'une confrontation militaire ouverte.<sup>80</sup>

Cet attentat et la perte des principaux piliers de son autorité présidentielle obligeront Mutalibov à céder devant l'opposition ce qui conduira à une perte de son contrôle sur les structures administratives du pays. Lentement mais sûrement Mutalibov perdra le contrôle de la République. Le 26 novembre, le Soviet suprême s'auto-dissoudra pour devenir le Conseil national (Milli Shura, rebaptisé plus tard le Parlement national ou Milli Majlis) qui privera le président d'une partie de ses pouvoirs.<sup>81</sup>

La faiblesse et le caractère indécis de Mutalibov, ainsi que sa volonté, en sa qualité de chef de l'État d'éviter une confrontation civile dans la société, favoriseront sa mise sous pression par les représentants de l'opposition pour lui imposer de nouveaux objectifs.

Pendant ce temps, la fin de l'URSS semblait irrémédiablement proche, mais ce ne sera que le 8 décembre 1991 dans la résidence « Viskuli », près de Brest (Biélorussie), que les présidents de l'Ukraine, de la Russie et de la Biélorussie signeront le « traité de Minsk », appelé parfois « accords de Beloveja », qui mettra un terme définitif aux 70 années de son existence. Par un autre accord signé entre ces trois pays, la « Communauté des États indépendants (CEI) » sera créée et entrera dans l'histoire comme « l'accord de Minsk ».<sup>82</sup> Le 21 décembre, le président Mutalibov signera un décret portant sur l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI<sup>83</sup> et au Commandement des Forces armées unifiées de la CEI que le Parlement national ne ratifiera pas,

---

<sup>80</sup> Dans ses dépêches à Moscou, Mutalibov demanda de laisser l'armement des forces armées de l'URSS sur le territoire azerbaïdjanais, à l'exception de l'armement à caractère stratégique. Cette demande s'avéra particulièrement justifiée après l'attentat de l'hélicoptère du 20 novembre 1991. Par cette démarche le président préconisa la création d'une défense anti-aérienne. « V Nagornom Karabakhe idet nastojashchaja vojna », *Nezavisimaja gazeta*, 31 janvier 1992.

<sup>81</sup> Il est intéressant de noter que la composition du Soviet suprême, dont les dirigeants de l'opposition ont proposé la parité à Mutalibov ne seront pas favorables au président. Dès le départ, les parties conviendront que les membres du Milli Majlis (Parlement national) ne seront pas autorisés à occuper un autre poste dans le gouvernement ou toute autre fonction publique. Cela signifiait que les ministres et autres hauts fonctionnaires du gouvernement de Mutalibov ne pourront pas siéger au Parlement, ce qui permettra à l'opposition d'être majoritaire lors des votes. Les 25 membres de l'opposition (réunis au sein du bloc démocratique) commenceront donc à dominer les orientations qui seront prises par le Parlement. ALIZADEH Zardusht, AGAYEV Rassim. *Azerbajdzhan : konec vtoroj respubliky* (L'Azerbaïdjan : chute de la deuxième République), Moscou, 2006, p. 526.

<sup>82</sup> ROMER Jean-Christophe. *Le monde en crises depuis 1973 : Triomphe et décadence de la bipolarité*, « Ellipses », Paris, 1997, p. 195.

<sup>83</sup> CAFERSOY Nazim. « Bagımsızlıgın onuncu yılında Azerbaycan-Rusya ilişkileri » (Dix ans de relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie), *Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi (ASAM) yayınları*, Ankara, octobre 2000, p. 288.

car selon les députés, la CEI était le petit modèle de l'URSS ne promettant rien à l'Azerbaïdjan qui venait d'acquiescer son indépendance. Selon les critères du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe (FCE), signé le 19 novembre 1990 et entré en vigueur le 17 juillet 1992, en tenant compte de conditions démographiques et géographiques, 4,3% des forces armées seront déployées sur le sol azerbaïdjanais, en tant qu'héritier du partage du bien militaire de l'Union soviétique et 2,8% à l'Arménie.<sup>84</sup> Après la dislocation de l'URSS, 47 000 soldats soviétiques quitteront progressivement le territoire de la République avec leurs équipements et leurs bombes nucléaires tactiques.<sup>85</sup>

L'effondrement de l'URSS accentuera la gravité de la situation du Haut Karabakh. Les troupes soviétiques du ministère de l'Intérieur et de la Défense de l'URSS cesseront de jouer un rôle de modérateur entre les communautés arménienne et azerbaïdjanaise. Comme les avant-postes de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan seront fermés, mettant les belligérants face à face, la question du Haut Karabakh évoluera vers une phase d'affrontements par l'intervention de l'armée nationale.

Le 17 février 1992, les troupes arméniennes du corps expéditionnaire resserreront le blocus des villages azerbaïdjanais du Haut Karabakh et encercleront la ville de Khodjaly. Dans la nuit du 26 février 1992, avec l'appui de l'artillerie du 366<sup>e</sup> régiment motorisé russe, les forces arméniennes prendront d'assaut cette ville et y massacreront 613 civils.

Le massacre des civils de Khodjaly provoquera un tollé général qui engloutira la République et l'ensemble de la population de Bakou. Le soir le 5 mars 1992, sous la pression des manifestants qui bloquaient l'entrée principale du Parlement et n'autorisaient personne à en sortir, Mutalibov annoncera sa démission de sa fonction de président et déclarera son refus de toute nouvelle activité politique.

C'est Yagub Mammadov qui deviendra le président du Parlement national pour assurer l'intérim de la présidence de la République. Le gouvernement passera alors sous sa direction et, le 6 mars 1992, le FPA signera un communiqué avec le Premier ministre Hassan Hassanov pour former un gouvernement de coalition.<sup>86</sup>

---

<sup>84</sup> *Azərbaycan tarixi* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan). *Op.cit.*, Vol. VII, p. 242.

<sup>85</sup> CONSTANT Antoine. *L'Azerbaïdjan*. *Op.cit.*, p. 340.

<sup>86</sup> GUSEINOV Vagif. *Op.cit.*, p. 205.



Le 15 mars 1992 suivant, Yagub Mammadov, annoncera la date des élections présidentielles anticipées, qui se dérouleront au mois de juin suivant.<sup>87</sup> Le Front populaire présentera la candidature d'Aboufayz Eltchibey tandis que le troisième candidat pour cette fonction, Heydar Aliyev, atteint par la limite d'âge (il avait 68 ans alors que l'âge maximal pour être candidat était de 65 ans), sera écarté de l'élection présidentielle.

Début mai, la commission d'enquête sur la tragédie de Khodjaly disculpera totalement une quelconque responsabilité de l'ex-président Mutalibov. C'est pour cette raison que, le 14 mai, une session extraordinaire du Parlement sera organisée pour rétablir Aïaz Mutalibov dans sa fonction de président. Mécontents de cette décision, les partisans du FPA, s'appuyant sur des véhicules blindés et les unités paramilitaires « Loup gris » (qui formeront ultérieurement un parti politique), effectueront une marche militaire de protestation et prendront d'assaut le Parlement et ses appareils, action qui renversera définitivement Mutalibov de sa fonction de président.<sup>88</sup>

---

<sup>87</sup> Selon Thomas Goltz journaliste américain qui se trouvait au Parlement national le jour des votes sur les élections présidentielles, deux questions furent évoquées dans l'ordre du jour : 1) la dissolution du pouvoir présidentiel et le transfert de tous ses pouvoirs au Parlement national et 2) l'annulation des élections présidentielles jusqu'à la stabilisation de la situation dans le Haut Karabakh. Mais le Parlement national se réunira avec 360 personnes, comme au temps du Soviet suprême, au lieu de 50. Une majorité de votes se portera pour la tenue des élections présidentielles au mois de juin 1992. GOLTZ Thomas. *Azerbaijan diary : a rogue reporter's adventures in an oil-rich, war-torn, post-sovietic republic*, « M.E. Sharpe », Paperback edition, 1999, p. 145.

<sup>88</sup> DE VAAL Thomas. *Op.cit.*, p. 160.

## *Section 2 : Les troubles politiques et la montée en puissance du Front populaire*

### **A. Les élections présidentielles anticipées et les réformes institutionnelles sous**

#### **A. Eltchibey**

La plate-forme pour les présidentielles de A. Eltchibey construite sur la base du programme du FPA et adoptée en 1991, prévoyait une ligne directrice s'appuyant sur quatre piliers : 1) écarter de la fonction publique la « nomenklatura » communiste ; 2) préserver l'indépendance de la République et la renforcer ultérieurement ; 3) régler le conflit dans le Haut Karabakh et, 4) réussir à mettre en œuvre les réformes politiques et économiques.

Sur le plan de sa politique étrangère, le programme pré-électoral d'Elchibey comportera principalement sa volonté d'intégrer l'Azerbaïdjan dans la communauté internationale par la construction d'une société démocratique. Par conséquent, le pays envisagera d'établir des relations égalitaires avec d'autres pays en s'appuyant sur la charte des Nations Unies et les documents finaux de la CSCE. Comme la situation géopolitique dans la République dictera la nécessité d'une coopération dans les processus de maintien de la sécurité internationale et la coopération pacifique tant en Europe qu'en Asie, Eltchibey se portera partisan pour déclarer la « neutralité armée » du pays, déclinant la production, la distribution et l'utilisation d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques. Cependant, cette politique de « neutralité armée » ne constituera pas une renonciation de créer des bases militaires d'un État tiers sur le sol azerbaïdjanais en s'appuyant sur les principes du droit international.

Sur le plan de sa politique intérieure, Eltchibey visera à établir la stabilité dans le pays et d'assurer la sécurité de ses citoyens. Mais la réalisation de ces objectifs passera à travers la résolution du conflit au Karabakh et par le maintien de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Pour atteindre ces buts, Eltchibey décidera de : a) renforcer l'armée nationale pour garantir la sécurité nationale du pays ; b) adopter une nouvelle Constitution pour construire une société démocratique, avec une séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et, c) tenir des élections législatives, avec l'implication des nouveaux partis politiques. Dans son plan, Eltchibey prévoira de mener une réforme plus approfondie de l'économie, de se libérer du système communiste de planification et de favoriser la transition vers l'économie de marché grâce au moyen de privatisations.

Concernant sa vision de la question des minorités ethniques en Azerbaïdjan, Eltchibey sera plutôt partisan de leur octroyer des possibilités d'éducation dans leur langue maternelle depuis l'école primaire et de veiller à préserver leurs traditions, religions et coutumes.<sup>89</sup>

Les élections se dérouleront le 7 juin 1992, et Eltchibey<sup>90</sup> sera élu avec 59,4% des suffrages exprimés. Mais, malgré l'occasion qui se présentait à lui de pouvoir démanteler l'ancien système de gestion et la mise en place d'un nouveau mécanisme démocratique, Eltchibey n'effectuera aucun changement structurel.<sup>91</sup> Pour plus de 2000 postes de fonctionnaires qui existaient dans l'administration présidentielle, le FPA ne comptait y introduire que 200 personnes de son entourage. Mais seul un tiers de ces candidats conviendra aux postes proposés. Dès le départ il s'avérera que le gouvernement d'Eltchibey serait incapable d'effectuer les réformes prévues. Aussi, Eltchibey se limitera-t-il à n'effectuer que des changements très superficiels au gouvernement et de pousser ses partisans à occuper les postes les plus convoités.

Dans les faits, la gestion du pays sera mise en place par une coalition démocratique, dont participeront plusieurs petits partis politiques à côté du tandem du FPA et du Parti « Mussavat ». Mais, en théorie, cette coalition créera une alliance informelle de partis ayant des visions politiques tout à fait opposées. Sans respecter de procédure administrative, les partis parviendront à un consentement tacite pour se partager la répartition des postes des hauts fonctionnaires dans la hiérarchie du pouvoir, ce qui constituera la première grave erreur commise du FPA.<sup>92</sup>

Le 12 juin 1992, l'armée azerbaïdjanaise engagea une opération militaire dans le nord du Haut Karabakh.<sup>93</sup> La victoire d'Eltchibey sembla résoudre la crise politique dans le pays et renforça le moral des troupes azerbaïdjanaises sur la ligne de front. En outre, selon les conditions du Traité de Tachkent, signé le 15 mai 1992, pour la répartition des biens militaires de l'ex-Union soviétique, l'Azerbaïdjan recevra la majeure partie des armes et des munitions. Après deux mois des batailles acharnées, l'armée azerbaïdjanaise repoussera les Arméniens des

---

<sup>89</sup> « Verju v torzhestvo demokratii » (Je crois au triomphe de la Démocratie), *Bakinskij rabochij*, 06 juin 1992.

<sup>90</sup> Eltchibey recevra le nombre de suffrages le plus élevé (88,19%) au Nakhitchevan, dans sa région natale, FURMAN Dmitri, ABBASSOV Ali. *Op.cit.*, p. 116.

<sup>91</sup> Un peu plus tard, dans son article, Eltchibey expliqua ce phénomène par la volonté de parvenir au consentement civil du pays et d'abandonner l'idée de purger son appareil en effectuant la « chasse aux sorcières ». Dans le nouveau Conseil des ministres, à côté de fonctionnaires du FPA travaillaient plusieurs experts et politiciens de l'ancien régime sous Mutalibov. « Müstəqillik – ikinci cəhd » (L'indépendance : deuxième tentative), *Azadlıq*, 11 décembre 1993.

<sup>92</sup> MIRKADYROV Rauf. « Dorogu osilit idushchij » (Le chemin surmontera celui qui marchait), *Monitor*, 1996, (page manquante).

<sup>93</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op.cit.*, p. 73-74.

territoires occupés jusqu'à Stepanakert, capitale du Haut Karabakh. La directive du président Eltchibey favorisera la consolidation de l'armée, en incorporant en son sein des unités paramilitaires formées sur la base de volontariat et les anciens officiers soviétiques contractualisés.<sup>94</sup>

Pendant l'été 1992, Eltchibey prendra des mesures radicales pour réhabiliter la vie économique et sociale du pays, afin d'empêcher son effondrement total. Mais, dès l'automne 1992, la situation dans la jeune République s'aggravera. La crise gouvernementale éclatera une nouvelle fois en raison de divergences de vues du tandem FPA-Mussavat. La crise gouvernementale se creusera suite aux pertes territoriales dans le Haut Karabakh. Ayant initialement une supériorité considérable sur les Arméniens au début de la confrontation, l'armée azerbaïdjanaise, en raison d'un manque d'expérience et de personnel ne pourra pas profiter de son avantage, et en octobre 1992, son armée sera encerclée dans les montagnes du nord du Haut Karabakh.<sup>95</sup>

En effet, à cette période de l'année, les forces armées arméniennes qui, après avoir été approvisionnées en armes et en munitions provenant de Russie, et en bénéficiant du soutien logistique de la base militaire russe stationnée en Arménie (Gumri), lanceront une offensive et repousseront les Azerbaïdjanais pour reprendre le contrôle du Haut Karabakh. Le manque de discipline dans l'armée et le chaos sur la scène politique de la République conduiront au repli des unités militaires, laissant le conflit déborder sur une nouvelle étape de guerre sanglante en dehors du territoire administratif du Karabakh.

L'année 1993 sera marquée par les crises politique et militaire en Azerbaïdjan. Tadeusz Swietochowski, spécialiste de l'Azerbaïdjan décrira dans son livre les défaites militaires des troupes azerbaïdjanaises sur les fronts du Haut Karabakh : « *Les gens qui n'ont pas de traditions militaires ont vite compris que la guerre était un attribut de l'État et l'armée son outil principal. Ils continuaient de penser que cela était dû au fait que les Azerbaïdjanais avaient été écartés de faire leur service militaire depuis l'époque impériale et soviétique, et que leur seule destination était des bataillons de construction au sein de l'armée soviétique. Ce fut un argument sérieux, car les généraux soviétiques d'origine azerbaïdjanaise n'étaient qu'une douzaine dans toute l'armée de l'URSS. L'idée que la Russie soutenait largement l'Arménie dans sa guerre contre l'Azerbaïdjan laissa une trace profonde dans l'esprit des Azerbaïdjanais. Pour eux se battre contre l'Arménie sous-entendait se battre contre la Russie. Alors que la Russie est un pays*

---

<sup>94</sup> TAHİRZADƏ Ədalət. *Op.cit.*, p. 59.

<sup>95</sup> *Azərbaycan tarixi* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan). *Op.cit.*, Vol. VII, p. 51.

*imbattable. En outre, l'Arménie était la deuxième République après Israël à bénéficier de l'aide financière de la part des États-Unis ».*<sup>96</sup>

Vers la fin du mois de mai 1993, l'instabilité politique en Azerbaïdjan et la défaite de l'armée azerbaïdjanaise sur les fronts du Haut Karabakh secoueront de manière régulière la République et agiteront d'autant plus le gouvernement d'Eltchibey. Ayant entre ses mains l'équipement militaire de la 104<sup>ème</sup> Division russe de Shcherbak, Suret Husseynov l'un des chefs de l'armée nationale refusera d'obéir à l'ordre du ministre de la Défense de rendre tout l'équipement militaire et ses véhicules blindés et entreprendra une offensive militaire pour renverser le gouvernement d'Eltchibey. Désespérément, le 9 juin 1993, le gouvernement du Front populaire demanda à Heydar Aliyev de revenir du Nakhitchevan à Bakou. Le 15 juin, lors d'une réunion d'urgence, Heydar Aliyev sera nommé président du Parlement national<sup>97</sup> et, dans la nuit du 18 au 19 juin le président Eltchibey quittera Bakou pour retourner dans son village natal de Keleki au Nakhitchevan, laissant l'intérim de sa présidence entre les mains d'Aliyev.

## **B. Restauration du système administratif sous Heydar Aliyev**

En juin 1993, avec l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev,<sup>98</sup> le changement structurel du système de gestion du pays sera effectué de manière radicale en ajoutant une nouvelle orientation de la politique étrangère. Cependant, peu après son accession à la présidence du Parlement national, l'administration présidentielle fera son *mea culpa* au sujet de la purge en masse des fonctionnaires du FPA.<sup>99</sup>

---

<sup>96</sup> SVYATOÇOVSKI Tadeuş. *Rusiya və Azərbaycan : Sərhədayı bölgə keçid dövründə* (La Russie et l'Azerbaïdjan : région transfrontalière pendant la période de transition), Bakou, « Xəzər Universiteti nəşriyyatı », 2000, p. 304.

<sup>97</sup> « Des forces rebelles s'approchent de Bakou », *Le Monde*, 15 juin 1993.

<sup>98</sup> Heydar Aliyev est l'homme politique azerbaïdjanais et soviétique. Dans sa carrière politique, Iouri Andropov (Chef du KGB de l'URSS) et Semyon Tsvigun (Chef du KGB de l'Azerbaïdjan) ont joué un rôle important. En 1964 S.Tsvigun proposa la candidature de H. Aliyev au poste d'adjoint du Chef du KGB républicain. En 1969, il est devenu le nouveau Secrétaire du Parti communiste de l'Azerbaïdjan SSR et resta à ce poste jusqu'en 1982. La même année, après que Iouri Andropov soit devenu le secrétaire général du Comité central de l'URSS, H. Aliyev a été nommé premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS à Moscou. Dans son nouveau poste, il était responsable de l'ingénierie, l'industrie légère et de transport ; il a également été en charge de contrôler les ministères de la Culture et d'Éducation. Du 22 novembre 1982 au 21 octobre 1987 – il sera membre du Bureau politique du PCUS. En 1987 il quitta son poste est entama un premier discours politique à l'encontre de Gorbatchev, le 21 janvier 1990, dans la représentation de l'Azerbaïdjan à Moscou, immédiatement après l'intervention militaire des troupes soviétiques à Bakou. En juillet 1990, Heydar Aliyev arrivera à Bakou, mais prendra bientôt la direction de sa région natale, le Nakhitchevan. Au Nakhitchevan, Heydar Aliyev commencera immédiatement ses activités politiques, devenant le député du Soviet suprême du Nakhitchevan le 1er septembre 1991. Le 2 septembre il sera élu président du Soviet suprême de la République autonome du Nakhitchevan, et deviendra automatiquement le premier vice-président du Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan. En juin 1993, il arrivera à Bakou et sera élu président du Parlement national de la République d'Azerbaïdjan.

<sup>99</sup> PROKHANOV Alexandre. « Uroki Azerbajdzhana » (Les leçons sur l'Azerbaïdjan), *Journal Den'*, apparu dans *Bakinskij rabochij*, 29 juin 1993.

Il faut souligner qu'après le départ d'Eltchibey, Heydar Aliyev, en tant que Président du Parlement national, assurera ses fonctions de président sortant par intérim, conformément à la Constitution de la République d'Azerbaïdjan. Pendant tout ce temps, Heydar Aliyev renforcera systématiquement son pouvoir et nommera ses partisans aux postes clés au sein du gouvernement. Après le transfert des compétences du président Eltchibey à H. Aliyev, les fonctionnaires du FPA refuseront de continuer à travailler sous la direction de H. Aliyev. Ce qui n'empêchera pas H. Aliyev de purger l'appareil présidentiel sans avoir rencontré de résistance de la part des fonctionnaires du Front populaire.<sup>100</sup>

Le 30 juin 1993, H. Aliyev nomma Suret Husseynov Premier ministre de l'Azerbaïdjan.<sup>101</sup> Après avoir assuré un rôle dominant au sein de l'administration présidentielle, les tâches à accomplir pour Heydar Aliyev seront : la restauration du contrôle sur son pays ; l'interdiction de l'armée nationale et des autres organismes de forces de l'ordre de se mêler des affaires politiques et de rétablir son autorité en leur sein (malgré le fait que le Premier ministre était en charge de ces organismes, très habilement, H. Aliyev intégrera ses hommes de confiance dans la hiérarchie militaire) ; désarmera et éliminera les milices informelles appartenant aux partis politiques et autres organisations et, enfin, effectuera la confiscation de toute forme d'armement dans la population et démantèlera les réseaux des bandes organisées et de la criminalité dans la République. Cette disposition était inextricablement liée à la nécessité de prévenir les complots contre le gouvernement et d'assurer sa propre sécurité.

Pour donner à son poste de président de la République par intérim, le statut juridique qui pourra lui permettre de se porter candidat pour les élections présidentielles, H. Aliyev décidera d'organiser un référendum sur la destitution du président Eltchibey. D'après les résultats obtenus, 92% des votants exprimeront leur défiance vis-à-vis du président sortant.<sup>102</sup> Le but de ce référendum était d'empêcher Eltchibey de prétendre accéder au poste de président par la voie juridique.

---

<sup>100</sup> Thomas Goltz écrit dans son livre qu'un groupe de hauts fonctionnaires du FPA composé du Secrétaire d'État Ali Kerimli, du chef du service de presse du président Eltchibey Arif Aliyev et du ministre des Affaires étrangères Tofik Gassymov ont tenté d'organiser une conférence de presse pour déclarer officiellement leur souhait de suspendre leurs activités politiques en raison de leur protestation contre H. Aliyev. Mais le chef de la garde personnelle de H. Aliyev a interrompu la conférence et les a fait sortir de la salle de réunion de l'administration présidentielle. GOLTZ Thomas. *Op.cit.*, p. 390.

<sup>101</sup> DOLAY Nur. « Guerre aux Karabakh, dissensions à Bakou : Instable indépendance de l'Azerbaïdjan », *Le Monde Diplomatique*, août 1993.

<sup>102</sup> « Prezident Elçibəydə referendumu razıdır » (Le président Eltchibey est aussi d'accord avec l'organisation du référendum), *Azərbaycan*, 29 juillet 1993.

## 1. Les élections présidentielles d'octobre 1993

Les élections présidentielles se dérouleront le 3 octobre 1993 et verront la victoire convaincante de H. Aliyev qui obtiendra plus de 75% des suffrages exprimés. Ces élections mettront un terme aux turbulences politiques en Azerbaïdjan lorsque, par leurs manifestations illimitées, les masses populaires jouaient un rôle décisif sur la scène politique de la République. Presque toutes les Républiques de l'ancienne URSS, à l'exception des pays baltes, traverseront les mêmes perturbations politiques et faillites économiques. L'Azerbaïdjan fera partie de ces États qui n'auront pas pu échapper aux turbulences de la vie politique de l'ère post-soviétique. Avec l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev, l'ancien système administratif sera restauré à grande échelle, mais avec une nouvelle image « démocratique ».<sup>103</sup>

À l'hiver 1993, après avoir réformé l'armée H. Aliyev commencera une nouvelle campagne militaire au Karabakh.<sup>104</sup> Mais, cette campagne d'hiver s'avérera infructueuse et n'aura pas le succès qui était attendu. L'armée azerbaïdjanaise sera freinée dans les montagnes enneigées de Murovdagh et, devant l'avancement des forces armées arméniennes, devra se replier et revenir sur ses positions antérieures, ce qui occasionnera la perte de nouvelles régions en dehors du Haut Karabakh.

Épuisées par la guerre et la faiblesse économique consécutive à la rupture de leurs liens avec les Républiques de l'ex-URSS, les parties belligérantes, l'Arménie et l'Azerbaïdjan seront contraintes de signer, en mai 1994, un cessez-le-feu sous l'égide de la Russie, à Bichkek (Kirghizistan), sous le nom « le Protocole de Bichkek ».<sup>105</sup>

Après la signature du cessez-le-feu, le Premier ministre S. Husseynov, exprimera pour la première fois son mécontentement pour « l'accord capitulant » du président H. Aliyev et déclarera l'existence d'une dyarchie dans le pays. Dans ces conditions de confrontation au sein du gouvernement, H. Aliyev exprimera à la fin de mois d'août 1993, sa volonté d'organiser des élections parlementaires qui se tiendront à la fin de l'année 1994. Cette décision du président conduira toutes les forces politiques du pays à activer leurs efforts pour participer à ces élections. Étant donné son désaccord avec la ligne générale du président, Suret Husseynov décidera ainsi de former son propre parti politique pour tenter ses chances de victoire lors des élections parlementaires.

---

<sup>103</sup> ALIZADEH Zardusht, AGAYEV Rassim. *Azerbajdzhan : konec vtoroj respubliki* (L'Azerbaïdjan : chute de la deuxième République), *Op.cit.*, pp. 605-609.

<sup>104</sup> Pour consolider son pouvoir dans l'armée il a dû réformer 32 régiments et quelques unités militaires appartenant aux Partis politiques d'opposition.

<sup>105</sup> MITJAEV V.G. *Op.cit.*, p. 39-40.

## 2. Renforcement du pouvoir et le retour de la stabilité politique sous H. Aliyev

Le 20 septembre 1994, après de longues discussions avec les entreprises étrangères sur l'exploitation des gisements pétroliers du secteur azerbaidjanais de la mer Caspienne, H. Aliyev conclura un accord sous la dénomination de « Contrat du Siècle », événement qui marquera le début de la restauration de la nouvelle période dans l'industrie pétrolière de la République après une longue rupture liée à la dislocation de l'URSS. Mais très vite, cet accord dégénérera de la sphère purement économique à une tension politique dans le gouvernement. Le 4 octobre 1994, les partisans du Premier ministre S. Husseynov se soulèveront à Ganja contre H. Aliyev et occuperont les bâtiments administratifs de la ville.

Ce soulèvement sera immédiatement réprimé et, quelques jours plus tard, S. Husseynov sera limogé de ses fonctions et accusé de « haute trahison contre l'État », suite à laquelle il fuira l'Azerbaïdjan pour se réfugier en Russie. Il sera arrêté par la police russe en 1997 et extradé vers l'Azerbaïdjan qui le condamnera à mort, peine qui sera commuée en emprisonnement à vie. Il sera libéré en 2004 par le président Ilham Aliyev, un an après la mort de son père Heydar Aliyev.<sup>106</sup>

Après avoir réprimé le soulèvement de S. Husseynov, Rovshan Djavadov (chef de l'unité des forces spéciales de la milice, l'abréviation du russe OMON) représentera une entrave pour permettre à H. Aliyev de consolider son pouvoir absolu dans la République. Ce qui conduira à la tentative de coup d'État par l'OMON qui échouera et signera sa dissolution par décret du ministre de l'Intérieur.

## 3. Le renforcement de la gestion administrative et la mise en place d'un pouvoir hiérarchisé sous les auspices de H. Aliyev (Novembre 1995)

Après l'échec de la tentative de coup d'État par l'OMON, H. Aliyev renforcera son autorité en effectuant une purge dans la hiérarchie du pouvoir, et en exerçant un meilleur contrôle de l'activité des Partis politiques ainsi que de tous ceux qui s'étaient montrés neutres

---

<sup>106</sup> Derrière cette tentative de coup d'État, le gouvernement a soupçonné la Russie. Bien sûr, les scientifiques et les chercheurs russes étudiant le système politique en Azerbaïdjan de point de vue historique mentionnent la participation probable de la Russie dans les tentatives de coup d'État en Azerbaïdjan avec un certain sens d'humour. Cette attitude ne concerne cependant qu'une partie des chercheurs. Mais, en suivant la logique des événements qui se sont déroulés en septembre-octobre 1994 à Bakou, on perçoit clairement « la main invisible » de la Russie qu'on peut illustrer par un exemple concret : ainsi, le lendemain de la signature du « Contrat du siècle », la Russie a déclaré la non-reconnaissance de cet accord et envoyé au Secrétaire Général de l'ONU une lettre expliquant l'impossibilité de conclure un tel Contrat sans un accord préalable sur le statut juridique de la mer Caspienne. Malgré la participation des entreprises russes telles que « LUKoil » et d'autres dans le consortium pétrolier, le ministre de l'Énergie russe Youri Shafrannik a été invité à se rendre dans le bureau du procureur général pour fournir des renseignements sur l'accord conclu par rapport aux gisements pétroliers de la Caspienne.



dans sa lutte contre l'OMON. Contrairement aux événements d'octobre 1994, où la plupart des partis politiques avaient exprimé leur soutien pour le gouvernement de H. Aliyev, ils décideront cette fois-ci de rester neutres face à l'accusation de l'OMON, ce qui n'arrangera pas le gouvernement. Aussi, lors de son discours à la télévision nationale, H. Aliyev accusera les partis politiques de soutenir l'OMON. À partir de ce moment, une politique répressive sera prise par le gouvernement. Sous prétexte de lutte contre la tentative « d'assassinat de H. Aliyev », la police confisquera les biens du Parti « Le loup Gris » dirigé par l'ancien ministre de Affaires intérieures. Iskender Hamidov. Il sera accusé d'avoir tenté d'assassiner le président et sera condamné à l'emprisonnement à vie avant d'être libéré en 2004, après le décès de H. Aliyev.

Quelques mois plus tard, sous la pression du gouvernement, le journal « Tscheshmé » sera fermé et ses journalistes condamnés à cinq années de prison ferme. Deux mois après le verdict des juges ils seront libérés par décret présidentiel, mais le journal ne paraîtra jamais plus. Lors de l'été 1995, vingt et un généraux de l'armée nationale seront accusés de tentative de meurtre sur la personne du président. Ils seront incriminés dans la participation d'un groupe terroriste qui voulait, au moyen d'un missile antiaérien, abattre H. Aliyev. Ils seront condamnés à passer douze années en prison.<sup>107</sup>

Après avoir consolidé son pouvoir, H. Aliyev décidera d'organiser des élections parlementaires en novembre 1995, mais leur préparation se traduira par des circonstances de forte répression vis-à-vis de l'opposition. En outre, le Parti « Nouvel Azerbaïdjan » majoritaire au pouvoir avait une nette supériorité par rapport aux autres partis politiques, de par une infrastructure plus développée, un nombre de membres et de partisans considérablement plus élevé dans la République, la plupart des fonctionnaires publics devant devenir, par obligation, membres du parti, une chaîne nationale de télévision qui diffusait les activités quotidiennes du président en exercice et, plus important sans doute, l'autorité de son leader H. Aliyev.

D'après les résultats qui seront annoncés par la Commission centrale pour les élections, 25 députés (scrutin proportionnel) de la liste des Partis politiques et 100 députés (scrutin majoritaire) seront élus par les 80% de votants (125 députés au total selon la nouvelle

---

<sup>107</sup> Pour plus d'information sur la poursuite des représentants des partis politiques d'opposition en Azerbaïdjan, par le gouvernement de H. Aliyev, se référer au rapport du Centre de protection des Droits de l'Homme « Memorial », GANNUSHKINA S., KLAZEN B. « Otchet o sovместnoj ekspedicii v Armeniju, Azerbajdzhan i Nagornyj Karabakh : avgust 1995 goda » (Rapport sur l'expédition conjointe en Arménie, en Azerbaïdjan et en Haut Karabakh : Août 1995), *Centre de protection des Droits de l'Homme « Mémorial »*, Russie et le Parti « Union 90 / les Verts », au Bundestag en Allemagne, 1995. <http://www.memo.ru/hr/hotpoints/karabah/NEMCY/Chapter5.htm> et ƏLİYEV Heydər. *Müstəqilliyimiz əbədidir* (Notre indépendance est éternelle), Bakou, « Azərənşr », Vol. IV, 1997, p. 82.

réglementation du Parlement national). Sur les 25 députés élus au scrutin proportionnel, 19 d'entre eux (62,66% de la composition totale du Parlement) appartenaient au Parti « Nouvel Azerbaïdjan » du président.<sup>108</sup> Dans la plupart des régions où les candidats étaient élus au scrutin majoritaire, le nombre de députés pro-gouvernementaux était largement supérieur. Les députés de l'opposition ne réussirent donc à emporter que 8% des sièges au sein de nouveau Parlement national, ce qui fait 10% de moins de sièges que les opposants avaient obtenus lors des élections parlementaires qui s'étaient déroulées sous Aïaz Mutalibov. Les élections qui avaient été organisées en 1990 en Azerbaïdjan, alors République Soviétique, seront considérées par les cercles scientifiques et politiques comme ayant été les plus démocratiques de l'histoire contemporaine de la jeune République. Toutes les élections qui seront organisées par la suite sous la gouvernance de H. Aliyev seront reconnues comme ayant été plus ou moins fraudées par les observateurs des Organisations internationales, telles que l'OSCE, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, etc.<sup>109</sup>

Organisé simultanément avec les élections parlementaires, le référendum qui prévoira certains changements à la Constitution actuelle de la République, sera tenu en novembre 1995. Selon la nouvelle Constitution, le président de la République verra son pouvoir renforcé et lui laissera les mains libres pour diriger le pays selon son bon vouloir. Ce nouveau mécanisme de gouvernance sera institué sous H. Aliyev et le Parlement national perdra son rôle d'organe législatif majeur dans le pays et deviendra une espèce de chambre d'enregistrement des textes venus directement de l'administration présidentielle.<sup>110</sup>

En fait, la procédure de prise de décision établie par le président H. Aliyev sera renforcée par la Constitution qui transformera le président en une seule et significative personne dans l'ensemble du système gouvernemental. Il sera à l'origine de décisions sur un large éventail de questions, dont le Parlement, le gouvernement et l'administration présidentielle devront prendre acte et jouer le rôle d'exécuteurs de la volonté présidentielle. Eldar Ismailov, observateur lors

---

<sup>108</sup> MITJAEV V.G. *Op.cit.*, p. 69.

<sup>109</sup> Pour plus d'information sur les élections parlementaires, organisées en Azerbaïdjan, voir l'article de KULIYEV Gasan. « Trudnaja istorija Milli Medzhlisa (Nacional'nogo Sobranija) Azerbajdzhana » (La dure histoire de Milli Majlis (Parlement national) de l'Azerbaïdjan), dans FURMAN D.E. Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op.cit.*, p. 184-202.

<sup>110</sup> Les projets de loi les plus importants portant sur des questions de renforcement de l'État et la réforme politique et économique de la société sont préparés par l'administration présidentielle et, avec l'approbation du président sont envoyés au Parlement pour une révision immédiate. En outre, conformément à la réglementation, les députés n'ont plus le droit d'apporter des modifications quelconques ni des amendements aux projets de loi : ils peuvent soit les approuver soit les rejeter. En même temps avec l'intégration de l'Azerbaïdjan aux Institutions européennes, un nouveau schéma d'approbation des projets de loi a vu le jour « selon les recommandations des Organisations internationales » et leur ratification est fortement conseillée. Donc, en réalité, le travail du Parlement national est réalisé selon la structure verticale suivante : l'Occident (les pays européens et les USA) recommande, le président approuve, et le Parlement adopte la loi. KULIYEV Gasan. *Op.cit.*, p. 192-193.

des élections, écrira à ce sujet : « *L'ombre du président couvre non seulement le Parti « Nouvel Azerbaïdjan », qui possède la majorité des sièges au Parlement, mais aussi de beaucoup plus de personnes, principalement des fonctionnaires qui expriment leur fidélité et leur loyauté envers le président lui-même. Cette masse à composition hétérogène, qui est loin d'avoir l'improvisation politique et les idées innovatrices quelconques, est très semblable à l'ancienne nomenclature communiste. Cette force parfois consciemment ou inconsciemment ne voit que son seul rôle dans l'approbation des initiatives et décisions du président* ». <sup>111</sup>

En étudiant en détail le système de construction verticale du pouvoir de H. Aliyev, nous pouvons constater que les élections parlementaires et le référendum auront permis la concentration d'un pouvoir absolu entre les mains de fer du président et qu'il aura réussi à maintenir sous son contrôle les trois leviers législatif, exécutif et judiciaire de son gouvernement.

#### 4. Début du 2<sup>ème</sup> mandat présidentiel de H. Aliyev (Octobre 1998)

Après les élections parlementaires et le référendum de 1995, une nouvelle vague de confrontations politiques entre le gouvernement et l'opposition coïncidera avec le retour en 1997 de l'ancien président Aboulfaz Eltchibey du Nakhitchevan à Bakou après l'autorisation préalable du Parlement national. Son retour sur la scène politique sera considéré, par le pays avec une certaine ambiguïté. Accueilli chaleureusement par le camp de l'opposition, A. Eltchibey symbolisait toujours le personnage capable de réunir autour de lui toutes les forces d'opposition et de les conduire, en tant que candidat, à la victoire lors des élections présidentielles d'octobre 1998. Pourtant, le gouvernement voulait avant tout montrer aux Organisations internationales que le retour de l'ancien président azerbaïdjanais était le résultat de la gouvernance de H. Aliyev, destinée à favoriser le développement d'une ambiance de confiance entre le gouvernement et l'opposition avant les élections. Mais en réalité, le gouvernement espérait plutôt que le retour à Bakou d'Aboulfaz Eltchibey sèmerait la discorde dans le camp de l'opposition et favoriserait implicitement la victoire électorale du président H. Aliyev. <sup>112</sup>

Malgré les efforts importants qu'il déploiera, A. Eltchibey ne réussira pas à unir les forces politiques dispersées de l'opposition autour de lui pour consolider sa lutte contre le

---

<sup>111</sup> ISMAILOV Eldar. « Vlast' i oppozicija nakanune i v period prezidentskoj izbiratel'noj kompanii v Azerbajdzhanе » (Le gouvernement et l'opposition à la veille et pendant la campagne électorale présidentielle en Azerbaïdjan), Kavkaz i Central'naja Azija, №1(2), 1999, p. 38.

<sup>112</sup> Pour plus d'information, voir : ALIYEV N. « Panakh Gusejnov vernulsja v politiku » (Le retour de P. Husseynov à la politique), Zerkalo, 27 avril 1996 ; « Vozvrashchenie El'chibeja : perspektiva razobshhenija oppozicii stanovitsja vse bolee ochevidnoj » (Le retour d'Eltchibey : la perspective de la séparation de l'opposition est de plus en plus apparente), Zerkalo, 05 avril 1997 ; « Komu vygodno vozvrashchenie El'chibeja ? » (Qui va profiter du retour d'Eltchibey ?), Zerkalo, 09 août 1997.

gouvernement. La tentative d'El'tchibey de porter sa candidature à l'élection présidentielle en tant que leader de l'opposition, bien au contraire, renforcera les forces centrifuges au sein de l'opposition.

Les élections du 11 octobre 1998 se solderont par une victoire écrasante du président H. Aliyev qui, selon les données statistiques, recueillera 76% des votes en sa faveur. Elles finaliseront la construction du fondement étatique de l'Azerbaïdjan, ce qui servait d'ailleurs les intérêts de la nouvelle élite politique restaurée par H. Aliyev après son arrivée au pouvoir. Mais correspondra aussi avec l'aggravation de son état de santé. Au début de l'année 1999, le président sera opéré une première fois à Cleveland (USA) et subira plusieurs autres interventions chirurgicales durant la période de son deuxième mandat qui s'étendra sur la période allant de 1998 à 2003.

En évoquant le troisième président de la République d'Azerbaïdjan, nous pouvons dire que la personnalité de H. Aliyev en tant que politicien expérimenté, stratège intelligent et chef d'État convaincant a suscité plusieurs visions, tant de la part de l'élite politique du pays que par les États occidentaux et mondiaux. Parmi les reproches qui seront faits à son régime, nous pouvons relever le fait que son système de gouvernance basé sur une verticalité très réductrice et concentrée du pouvoir n'a pas permis au gouvernement institutionnel d'œuvrer dans le sens du renforcement futur de l'Azerbaïdjan. Au lieu de développer, dès 2003, des traditions démocratiques en s'attachant aux valeurs de respect des Droits de l'Homme et de l'État de droit, il a préféré, au terme de son deuxième mandat et pour la toute première fois dans un pays de la CEI, transmettre le pouvoir à son héritier et fils Ilham Aliyev.

Antérieurement, Ilham Aliyev avait occupé le poste de vice-président de la compagnie pétrolière de l'État (SOCAR), et peu avant les élections de 2003 avait été nommé au poste du Premier ministre de la République azerbaïdjanaise. La Constitution de la République, modifiée à la suite du référendum de 2002, stipulait qu'en cas d'absence ou d'incapacité du président de la République d'effectuer ses devoirs présidentiels, le Premier ministre assurerait l'intérim jusqu'à l'organisation des nouvelles élections présidentielles dans un délai de trois mois.<sup>113</sup>

---

<sup>113</sup> *Konstitucija Azerbajdzhanskoj Respubliki* (La Constitution de la République d'Azerbaïdjan), Bakou, La bibliothèque présidentielle, 2012, p. 110.

**Partie I – La politique régionale de l’Azerbaïdjan  
entre 1991 et 1998**

Dans cette partie nous avons choisi d'entreprendre l'étude de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan par rapport à deux grandes puissances régionales : la Russie et l'Iran, avec la situation du Haut Karabakh comme pivot principal de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan, et les négociations avec les compagnies étrangères sur l'exportation du pétrole de la mer Caspienne, autre pilier majeur de la politique extérieure de la jeune République.

Le choix de rapprocher l'Azerbaïdjan de ces deux puissances qui se situent au niveau de sa frontière immédiate est justifié du point de vue de l'établissement de relations politiques et économiques avec l'Iran, et pour permettre au pays, en tant que sujet à droits égaux, d'entreprendre les premières démarches destinées à élaborer de nouvelles relations bilatérales avec la Fédération de la Russie, successeur de l'URSS.

Aussi, avons-nous tenté d'expliquer les vecteurs du changement de la politique azerbaïdjanaise envers la Russie et l'Iran en fonction des changements successifs des différents présidents élus de ce pays, car chacun, à son tour choisissait de maintenir ses relations avec la Russie et l'Iran, et conduisait des négociations avec les compagnies étrangères selon les prédictions et visions globales de leurs politiques extérieures.

En outre, nous avons subdivisé en quatre parties les relations de l'Azerbaïdjan avec l'Iran, la Russie et le règlement du conflit du Haut Karabakh avec l'implication de l'OSCE dans le processus des pourparlers et des négociations avec les compagnies pétrolières, en fonction de la période de gouvernance et des approches politiques spécifiques de chaque président.

Il est à noter que les négociations avec les compagnies pétrolières étrangères menées par le président H. Aliyev ont été étudiées dans la troisième partie et dans le cadre d'une approche plutôt géopolitique avec les questions relatives à la théorie de la politique extérieure et de la sécurité nationale.

## Chapitre 1 : La Fédération de Russie

### *Section 1 : Les premiers pas de la politique extérieure de la jeune République sous A. Mutalibov*

C'est sous A. Mutalibov que les bases de certains axes de la politique étrangère de la République d'Azerbaïdjan furent établies. Certains de ces axes ont été repris par le Front national et par H. Aliyev, notamment : la préservation de la souveraineté et de l'indépendance de la jeune République (qui revêtait une importance primordiale) ; l'utilisation de la situation géopolitique des puissances mondiales et régionales (qui se confrontaient dans la région du Caucase du sud) qui valorisait sa position géographique avantageuse et les richesses naturelles présentes sur son territoire ; la tentative de résoudre le problème du Haut Karabakh dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan ; une politique d'incitation des compagnies internationales pour l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz dans la mer Caspienne ; la mise en place de la sécurité énergétique non seulement dans la République, mais aussi au-delà de ses frontières, en mettant en évidence sa contribution dans l'instauration de la sécurité énergétique régionale (y compris l'approvisionnement futur en ressources énergétiques de la Turquie et des pays européens).

Dans ses discours télévisés adressés à la Nation, le président promouvait avec insistance l'idée que le combat pour l'intégrité territoriale et pour l'indépendance de l'État azerbaïdjanais était mené bien au-delà du territoire du Karabakh. En explicitant la ligne générale de la politique étrangère du pays, A. Mutalibov soulignait qu'avec l'aide de la diplomatie « *dans un court délai de temps on a réussi à obtenir la reconnaissance de la République d'Azerbaïdjan par la majorité des pays du monde* » et que « *La politique étrangère menée avec succès consisterait dans la poursuite des décisions et des processus politiques internes. Dorénavant, nous avons l'intention de continuer à mener une politique étrangère active en privilégiant nos intérêts tactiques et stratégiques* ». <sup>114</sup>

Durant les six premiers mois, l'indépendance de l'Azerbaïdjan fut reconnue par plus de cent pays au monde. Le premier pays ayant reconnu la souveraineté de la République fut la Turquie (9 novembre 1991), suivie par la Roumanie (11 décembre 1991), le Pakistan (13 décembre 1991), la République Islamique d'Iran (25 décembre 1991), les États-Unis d'Amérique

---

<sup>114</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003), Bakou, « Adilogly », 2003, p. 71.

(23 janvier 1992), la Fédération de Russie (4 avril 1992) et plusieurs autres pays.<sup>115</sup> Des relations diplomatiques furent établies avec de nombreux pays et, de même, l'Azerbaïdjan adhéra à 14 Organisations internationales. Le 8 décembre 1991, il devint membre de l'Organisation de la Conférence islamique et le 20 janvier 1992 rejoignit la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). Dès février 1992, l'Azerbaïdjan s'affilia à l'Organisation pour la Coopération Economique où le Pakistan, l'Iran et la Turquie étaient déjà représentés.<sup>116</sup> L'évènement le plus marquant dans la vie de la République se produisit le 2 mars 1992 lors de son adhésion à l'Organisation des Nations Unies, reconnue par la communauté internationale. Son indépendance fragile à cette époque reçut la garantie digne d'inviolabilité de l'intégrité territoriale du pays, y compris la préservation des frontières d'État. Le 25 juin 1992, l'Azerbaïdjan devint l'un des 11 pays ayant signé la Déclaration de Coopération Economique des pays du bassin de la mer Noire. En juillet de la même année, il signa l'acte final de l'Assemblée d'Helsinki datant de 1975 ([Carte №6](#)).

En ce qui concerne la politique étrangère, il est impératif de prendre en considération la présence de paradigmes variables et invariables. L'existence de certains problèmes liés directement à l'intégrité du pays et présentant une importance vitale pour le destin d'un peuple (par exemple, la garantie de l'intégrité territoriale du pays et la défense de son indépendance) appartient à la catégorie des paradigmes invariables. Les paradigmes variables relèvent des visions personnelles qu'ont les chefs d'État sur les événements qui se déroulent dans leurs pays, dans la région et partout dans le monde.

L'intégration de l'Azerbaïdjan dans le système international en qualité de République indépendante eut lieu sous la brève présidence de A. Mutalibov (octobre 1991-mars 1992), puis de Y. Mammadov (mars-mai 1992), président par intérim pendant deux mois après la révocation de Mutalibov. Au fil de ce temps, l'Azerbaïdjan fit ses premiers pas sur le chemin de sa reconnaissance internationale en instaurant des relations politiques, économiques et culturelles de bon voisinage avec les autres pays de la région, et en établissant dans une certaine mesure la ligne directrice de sa politique étrangère, notamment vis-à-vis de la Russie.<sup>117</sup>

La période de la présidence par A. Mutalibov fût accompagnée par des coups violents à l'intérieur du pays (le conflit avec le Haut Karabakh se transformera lentement, mais fermement

---

<sup>115</sup> *Azərbaycan tarixi* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan). *Op. cit.*, Vol. VII, p. 238-339.

<sup>116</sup> CABBARLI Hatem, ABDULLAYEVA Vüsale. « Azərbaycan dış politikası'nın temel özellikleri (1991-2009) » (Les bases de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan), <http://atsam.org/region-dovletleri/azerbaycan/184-azerbaycan-dis-politikasinin-temel-ozellikleri-1991-2009.html>

<sup>117</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 67.



en une guerre ouverte avec l'Arménie et les appels de l'opposition à mener sa propre politique indépendante), ainsi qu'à l'extérieur (désintégration fulgurante de l'URSS).

Le politologue Nazim Cafersoy commente de la façon suivante la politique menée par A. Mutalibov : « *Sous les coups des forces intérieures et extérieures, Aiaz Mutalibov conclut qu'il pourrait défaire le nœud du Karabakh et assurer l'intégrité territoriale de la République exclusivement grâce au soutien de Moscou ; voilà pourquoi il préféra approfondir les relations avec Moscou. C'était lié à l'ancien système de nomenclature qui ne lui était pas étranger* ». <sup>118</sup> C'est pourquoi, dans les premiers temps de sa gouvernance, à partir du printemps 1990, la Russie figurait la première sur la liste des pays prioritaires dans l'activité politique extérieure de A. Mutalibov.

Théoriquement, ces relations avec le Kremlin pouvaient être tenues pour « verticales » compte tenu du fait que pendant un an, on ne constata aucune relation « horizontale » dans l'activité politique extérieure de l'Azerbaïdjan. Dès le printemps de 1990, Moscou soutint d'une certaine façon A. Mutalibov ce qui lui permit de renforcer son pouvoir et d'obtenir un certain avantage dans le conflit du Karabakh. Mais, très rapidement, A. Mutalibov s'aperçut, que Moscou, qui appliquait la politique du « *diviser pour mieux régner* », n'avait pas l'intention de résoudre le conflit du Karabakh dans le cadre territorial de l'Azerbaïdjan. À partir de ce moment, A. Mutalibov commença à chercher des alliances auprès des pays voisins afin de pouvoir développer une politique plus « horizontale ».

Pour Rassim Agayev, « *A. Mutalibov et son équipe n'arriveraient pas à s'en sortir sans prendre en considération l'option russe, mais qu'il était indispensable, d'apprendre à conduire une politique à trois puissances régionales : 1) la Russie pourrait endiguer les Arméniens en vue à ne pas laisser l'Azerbaïdjan de dériver lentement vers la Turquie ; 2) la Turquie l'aiderait à trouver des alliés en Occident grâce à la politique pétrolière et 3) l'Iran lui ouvrirait la porte du monde musulman, car en ce temps-là, l'Iran menait une politique bien plus active envers l'Azerbaïdjan* ». <sup>119</sup> À cet effet, des visites d'Allahshukur Pashazadeh qui représente l'autorité religieuse en Azerbaïdjan, dans les pays musulmans comme le Pakistan et l'Afghanistan, furent organisées.

La courte période de gouvernance attribuée à Y. Mammadov se caractérisa par un rafraîchissement des relations avec la Russie et la CEI, mais aussi par de grands efforts pour

---

<sup>118</sup> Entrevue de l'auteur avec Nazim Cafersoy, Bakou, 07/05/2012.

<sup>119</sup> Entrevue de l'auteur avec Rassim Agayev, Bakou, 02/05/2012.

l'instauration de bonnes relations de voisinage avec l'Iran et la Turquie, une politique orientée, vers la préservation de la neutralité de l'Azerbaïdjan sur le plan international, et par la non-adhésion à un quelconque bloc militaro-politique.

Voyons maintenant dans leurs détails la manière dont le président A. Mutalibov a conduit sa politique étrangère dans le triangle Russie, Iran et Turquie.

### **A. Les relations avec la Fédération de Russie**

La Russie et le Caucase sont reliés par des liens étroits qui durent depuis déjà 300 années. La Russie dut faire de grands efforts pour inclure toute cette région dans la composition de sa métropole en suivant le modèle de conquête parfaitement rôdé : déclencher la guerre et offrir sa protection par la suite. La force mouvante de cette expansion territoriale n'était pas tant commerciale ou idéologique, que motivée par des intérêts géopolitiques et stratégiques. Une bonne partie des guerres était menée contre les deux autres grands États de la région de l'époque : les empires ottoman et persan. Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la dynamique de la concurrence tripartite de « grandes puissances » s'instaura.<sup>120</sup> Le sommet de l'expansion russe au Caucase coïncida avec la chute de l'Empire ottoman et le déclin du pouvoir de la Perse. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les Russes consolidèrent leur hégémonie dans la région. La méthode « *diviser pour mieux régner* » fut, dans son intégralité, la stratégie préférentielle pour soutenir le modèle impérial dans lequel la métropole conservait son rôle d'arbitre auquel recourraient toutes les parties dans n'importe quel conflit intérieur. Il en était de même à l'époque soviétique. Cependant, même en changeant d'organisation étatique de manière révolutionnaire, les ambitions impériales des nouveaux gouverneurs de Moscou pointaient toujours la nécessité de garder le contrôle des territoires conquis par la Russie tsariste. Cette situation continua jusqu'à l'écroulement de l'URSS en 1991. À vrai dire, avec le début des conflits en différents lieux de la Transcaucasie (Caucase du sud) les relations entre la métropole et ses colonies subirent certains changements.

On peut diviser en trois périodes la politique étrangère de la Russie vis-à-vis de ses anciennes Républiques fédérées au cours des années 1991-1993. C'est également à cette période que la politique extérieure de la Fédération de Russie acquit les principes de base de la construction de nouvelles relations avec ses anciennes Républiques de l'URSS :

---

<sup>120</sup> TRENIN Dmitri. « Russia's security interests and policies in the Caucasus region », Chapter III, in COPPIETERS, Bruno. *Contested borders in the Caucasus*, Belgium, 1996, p. 154.

1) 1991 : la Russie est guidée dans ses actions par une volonté de « réintégrer la famille des pays civilisés ».<sup>121</sup> Le mouvement démocratique soutenu par la majorité de la population désirait se libérer le plus vite possible de ce poids, surtout dans les régions de conflits, de diminuer les dépenses et de se débarrasser des ex-Républiques fédérées.<sup>122</sup> C'est pourquoi l'expression bien connue de Boris Eltsine, prononcée le 8 août 1990 lors de son discours à Kazan « prenez autant de liberté que vous pourrez avaler », traduit très précisément le désir de l'élite démocratique russe de cette époque. Pourtant, très rapidement, tous ces désirs ne restèrent que sous forme de rêve parce que, plus la perspective d'atteindre un niveau de prospérité s'amenuisait, plus le destin même de la démocratie et des réformes en Russie s'éloignait.<sup>123</sup>

2) 1992 : le durcissement des débats virulents à propos de l'identité russe et des intérêts nationaux, malgré une politique extérieure vis-à-vis des anciennes Républiques fédérées plus ou moins bien définie. Il se profilait surtout dans les régions de conflits où la Russie s'empara d'une nouvelle mission – celle de « pacificateur ». Cependant, malgré le changement du statut juridique des États de la région au regard du droit international, les outils extérieurs de leur règlement restaient très limités. La montée du nationalisme dans tous les pays ayant proclamés leur indépendance, la tendance à vouloir se libérer par tous les moyens possibles de l'influence de Moscou, et de consolider *de facto* leur indépendance nationale, l'instabilité politique et les erreurs importantes dans ses politiques extérieure et intérieure dans la région n'ont pas permis à la Russie de jouer un rôle efficace dans le processus réel du règlement. Ses tentatives de manœuvres politiques et de pressions par la force ont contribué à éroder son autorité et à diminuer sa capacité de pacification.<sup>124</sup>

3) 1993 : « correction progressive de la politique étrangère ». La doctrine militaire adoptée en novembre 1993 prévoyait une politique apparemment plus énergique envers les anciennes Républiques de l'Union soviétique, qui furent dénommées « le proche étranger ». En septembre 1995, les articles de base de la conception de la politique étrangère de la Fédération de

---

<sup>121</sup> Le principe de cette approche consistait dans le recul de la politique étrangère soviétique et dans le rapprochement avec l'Occident où l'on réservait une place désavantagée à ses Républiques fédérées (vus comme des alliés). C'est vrai que le ministre des Affaires étrangères A. Kozyrev ne pensait pas que l'Union se désintégrerait complètement et préférerait plutôt garder l'URSS à travers l'image d'une communauté ayant de puissantes structures d'intégration. SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*, Curzon Caucasus World, England, 2001, p. 333.

<sup>122</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles), Bakou, « Adilogly », 2007, p. 38.

<sup>123</sup> TRENIN Dmitri. *Op. cit.*, p. 156.

<sup>124</sup> DANILOV Dmitri. « Russia's research for international mandate in Transcaucasia », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus*, Chapter V, Belgium, 1996, p. 96-97.

Russie furent précisés dans un décret présidentiel portant sur le rôle politique exclusif de la Russie avec les États membres de la Communauté des États Indépendants.<sup>125</sup>

La première étape des relations bilatérales entre deux pays qui engloba la période du début du conflit au Karabakh - de 1988 à mai 1992 – repose principalement sur les orientations de base suivantes :

- La réaction des médias et du gouvernement russe aux événements au Karabakh ;
- La mission pacificatrice de la Russie dans le règlement du conflit et dans l'apaisement de la tension entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ;
- Le partage des biens militaires de l'armée russe entre les anciennes Républiques fédérées ;
- Les relations économiques étroites entre l'Azerbaïdjan et la Russie.

Les stéréotypes avancés à l'époque soviétique sous l'influence de la crise du Karabakh ont joué un rôle assez important dans les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan, surtout dans leur étape initiale.<sup>126</sup> Ces clichés furent créés grâce à l'appui des médias russes qui exposaient de façon unilatérale les événements se déroulant dans les Républiques transcaucasiennes. C'est pourquoi, l'attention accordée par les médias aux conflits se déroulant à la périphérie de l'Union soviétique peut être subdivisée en plusieurs étapes.

Les premières publications portant sur l'Azerbaïdjan parurent immédiatement après les événements du pogrom des Arméniens<sup>127</sup> de Soumgaït en 1988, lorsqu'on traitait les Azerbaïdjanais de sauvages et de violeurs. Cependant, à cette période, les autorités centrales étaient très puissantes et tentaient de réagir rapidement aux événements. Pourtant, à la suite des réformes entreprises par Gorbatchev - « transparence » (glasnost) et « restructuration » (perestroïka) - une lutte acerbe sur cette question ne manquait pas de confronter entre eux les « conservateurs » et les « réformateurs » du Parti communiste lui-même.

Soutenus activement par les intellectuels libéraux et les futurs démocrates, les « réformateurs » furent dès le début et de façon quasi irréfutable du côté des Arméniens dans le conflit du Karabakh. Pour une raison simple : les Arméniens se prononçaient contre le régime

---

<sup>125</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. « Politika Rossii v Central'noj Azii i Zakavkaz'e v 1992-2002 godakh » (La politique de la Russie en Asie centrale et en Transcaucasie dans les années 1992-2002), recueil de textes sur les pays de la Communauté des États indépendants, Moscou, 2002, p. 36.

<sup>126</sup> *Rossijsko-Azerbajdzhanskije otnoshenija za 20 let : istorija i perspektivy (1991-2011)* (Les relations russo-azerbaïdjanaises au fil de vingt années : histoire et perspectives (1991-2011)), Centre azerbaïdjanais des recherches stratégiques, Bakou, 2011, p. 9.

<sup>127</sup> Sumgaitskie sobytija, Édouard Grigoryan - 1988 (Les événements du Soumgaït, Édouard Grigoryan-1988), <https://www.youtube.com/watch?v=39Lg47rrZys>

existant et réclamaient des transformations ; ils étaient donc considérés comme des alliés.<sup>128</sup> L'Azerbaïdjan se retrouva ainsi dans le camp des « conservateurs », même si la vraie raison n'était pas la question du Karabakh ni l'absence de désir de changement. Les « conservateurs » n'étaient pas adeptes de transformations abruptes et exprimaient une attitude très négative vis-à-vis des refontes de frontières. Craignant un précédent et désireux de conserver son intégrité territoriale, l'Azerbaïdjan se retrouva dès le début dans le camp opposé. Cette situation perdurera jusqu'au « putsch » d'août 1991. Dépendant de l'évolution de la situation des courants politiques à Moscou, la situation du Haut Karabakh était également susceptible de changer.<sup>129</sup>

Le début de la deuxième période fut marqué par une nouvelle approche utilisée par les journalistes où, parallèlement à la situation dans le Haut Karabakh, la confrontation religieuse était aussi activement véhiculée. Et, une nouvelle fois, l'Azerbaïdjan fut stigmatisé en tant que pays musulman.<sup>130</sup> La première critique a coïncidé avec la période où des contacts ont été établis par A. Mutalibov avec l'Iran et la Turquie. Par ailleurs, alors que la direction du PCUS ne soutenait pas l'idée d'une invasion militaire en Irak,<sup>131</sup> et que les forces démocratiques russes (avec Boris Eltsine à leur tête) défendaient les desseins des alliés en Occident, la deuxième critique journalistique cibra une nouvelle fois l'orientation religieuse de l'Azerbaïdjan par sa prétendue volonté d'« exterminer » les « Arméniens chrétiens ».<sup>132</sup> Non-sens qui ont vivement été contrés par A. Mutalibov dans une entrevue.<sup>133</sup>

---

<sup>128</sup> MURSALIYEV Azer. « Azerbajdzhan v Rossijskoj presse (1988-2000) » (L'Azerbaïdjan dans la presse russe (1988-2000)), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, p. 378.

<sup>129</sup> Parfois, pour ne pas attiser le feu dans les régions de conflits, la direction politique du Parti communiste ordonnait que ces conflits « soient oubliés » pour un temps quelconque et que la presse écrive sur des sujets tout à fait différents. Ainsi un conflit aux frontières sud de l'URSS dérapait lentement vers une guerre longue et cruelle. Mais la presse moscovite, au lieu de jeter la lumière sur les événements se déroulant dans la région du Caucase du sud, décrivait les succès obtenus dans la réalisation des plans quinquennaux. Toutefois, sans prendre ceci en considération, les associations « Arméniens-libéralisme » et « azerbaïdjanais-conservatisme » étaient tellement ancrées dans l'opinion publique qu'elles étaient présentes en tant qu'arguments irréfutables même dans les articles consacrés aux autres sujets.

<sup>130</sup> Dans l'une de ses entrevues, le leader du Front national de l'Azerbaïdjan Aboufraz Aliyev a spécifié : « *cette rumeur basée sur notre prétendu désir de construire une République islamique n'est aucunement fondée* », BENUSIGLIO Yvette. « La crise transcaucasienne : vue de la Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №10, juillet-décembre 1990, p. 62.

<sup>131</sup> KAPELIOK Amnon. « Le grand débat à Moscou sur la guerre du Golfe », *Le Monde diplomatique*, mars 1991, p. 16.

<sup>132</sup> Dans cette période, à l'honneur des journalistes moscovites, il y eut parmi eux ceux qui par leurs articles prouvaient la mise en place de ses actions par services spéciaux de l'URSS. En fait, le but principal ne fut pas de défendre la population arménienne à Bakou, mais d'entraver l'arrivée du Front national de l'Azerbaïdjan au pouvoir.

<sup>133</sup> « Ajaz Mutalibov : « Net nikakogo umysla, my stroim svetskoe gosudartsvo » » (Aïaz Mutalibov : « Nous sommes en train de construire un État laïc »), *Literaturnaja gazeta*, 5 février 1992, (page manquante).

Une dernière attaque journalistique débuta lorsqu'après le « putsch » d'août 1991 tous les médias passèrent sous le contrôle des « forces démocratiques ». <sup>134</sup> Ils se mirent à dénoncer les restes du système des partis et de la nomenclature communistes qui subsistaient encore dans les Républiques. <sup>135</sup>

1. Mission de maintien de la paix de Russie pour le règlement du conflit et tentative d'apaiser la tension entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Le processus de règlement du conflit au Caucase traversa plusieurs phases y compris une première étape avant la chute de l'URSS. À cette époque, Moscou tentait un effort pour maintenir l'intégrité de l'URSS et de renforcer son pouvoir central. Ayant pour but la préservation de l'intégrité de l'Azerbaïdjan, le gouvernement de Mutalibov œuvra pour un approfondissement de la collaboration avec le Kremlin, en espérant que celui-ci garderait au moins sa neutralité. Afin d'améliorer ces relations, l'une des démarches de Mutalibov consista en l'organisation d'un référendum (mars 1991, <sup>136</sup> incité par Gorbatchev) sur la sauvegarde de l'URSS, qui avait pour but de susciter la réaction positive de l'Azerbaïdjan en faveur de Moscou ; de plus, la mise en place de l'opération militaire baptisée l'« Anneau » dans le Haut Karabakh. Pourtant, à la suite de la dégradation de la situation à Moscou, maintenir de telles relations avec le Kremlin devint pratiquement impossible. Bien au contraire, les événements de Khodjali avec la participation du régiment d'infanterie motorisée russe réduisirent en cendres l'espoir de Mutalibov de trouver un arbitrage équitable de la part de Moscou. En exerçant sa pression, la Russie brigua la participation de l'Azerbaïdjan à la CEI, tandis que la majorité de l'opposition au Parlement ne ratifia pas le document d'entrée de l'Azerbaïdjan au sein de la CEI signé par Mutalibov. <sup>137</sup>

En décembre 1991, l'adhésion des ex-Républiques soviétiques à la Communauté des Etats Indépendants portait un caractère formel et, au fil des deux premières années, la CEI rappelait un grand « bureau des divorces » plutôt qu'un outil réel d'interaction. <sup>138</sup> La direction de

---

<sup>134</sup> *Rossijsko-Azerbajdzhanskije otnoshenija za 20 let : istorija i perspektivy (1991-2011)* (Les relations russo-azerbaïdjanaises au fil de vingt années : histoire et perspectives (1991-2011)). *Op. cit.*, p. 9.

<sup>135</sup> Il faut avouer qu'après l'écroulement de l'URSS et le départ des « conservateurs » de la scène politique, un grand nombre d'anciens membres de Parti communiste passèrent dans l'opposition à Boris Eltsine. Certains médias militèrent de son côté. Ils soutinrent l'Azerbaïdjan puisque ce pays avait été le premier à prévoir les changements territoriaux et les orientations scissionnistes.

<sup>136</sup> À la différence de l'Azerbaïdjan, les tendances en faveur d'une déclaration d'indépendance étaient très fortes en Arménie ce qui ne pouvait pas susciter l'admiration des « forces démocratiques » en Russie qui gagnait de plus en plus en puissance. L'Arménie boycotta même le référendum.

<sup>137</sup> Entrevue de l'auteur avec Nazim Cafersoy, Bakou, 07/05/2012.

<sup>138</sup> SHISHKOV Juri. « Rossijska i SNG : neudavshijsja brak po raschjotu » (Communauté des États indépendants – un malchanceux mariage d'intérêt), *Pro et Contra*, Vol. VI, №1-2, 2005.

la Russie indépendante, même si elle reconnaissait que les relations avec les nouveaux voisins constituaient sa « priorité principale », ne put pas procéder immédiatement à l'élaboration d'un programme réel de collaboration postsoviétique, afin de pouvoir focaliser ses efforts pour assurer la garantie pour la Fédération de Russie de son droit à devenir l'État successeur de l'Union soviétique.<sup>139</sup>

Dans la quête de nouvelles orientations stratégiques et modèles de développement, les élites nationales de la région se frayèrent le chemin vers la liberté et la floraison économiques en comblant partiellement le vide de la présence russe par de nouveaux partenaires tels que les États-Unis, la Turquie, l'Iran et les pays de l'Union européenne.

Occupée par l'aménagement de la Fédération de Russie pendant les premières années suivant l'écroulement de l'URSS, Moscou ne conduisit pas d'action politique active en direction du Caucase du sud. La lutte politique à l'intérieur de la Russie s'exprimait à l'extérieur par l'action active de deux institutions – le ministère des Affaires étrangères (MAE) et le ministère de la Défense, ayant des programmes de politiques extérieures diamétralement opposés.<sup>140</sup>

Il convient cependant de souligner que c'étaient les militaires qui jouaient le rôle le plus visible en Transcaucasie du fait de leurs liens avec tous les politiciens les plus importants. Ils contrôlaient également le capital qui avait le plus de valeur dans toute situation conflictuelle, à savoir, l'armement, les munitions et leurs infrastructures. Par comparaison aux militaires, force qui s'appuyait sur leur présence physique sur le terrain, le MAE russe se trouvait dans une situation de faiblesse puisque ses collaborateurs étaient néophytes dans ce domaine.<sup>141</sup> L'un des résultats de l'absence d'ambassades, d'experts et de contacts sur place fut la réduction de l'activité diplomatique des négociations bilatérales à Moscou, et des visites trop épisodiques dans la région par le ministre ou par ses adjoints. Avec le temps, comme suite à la perception

---

<sup>139</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. « Politika Rossii v Central'noj Azii i Zakavkaz'e v 1992-2002 godakh » (La politique de la Russie en Asie centrale et en Transcaucasie dans les années 1992-2002). *Op. cit.*, p. 35-36.

<sup>140</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 38.

<sup>141</sup> A.V. Kozyrev – ministre des Affaires étrangères de la République soviétique fédérative socialiste de la Russie à partir de l'été 1990 et plus tard de la Fédération de Russie à partir du décembre 1991. Après le « putsch » d'août quand la dualité de pouvoir s'intronisa dans la direction de la politique étrangère, Kozyrev proposa de déléguer le gros du travail au MAE de Russie en octroyant au MAE de l'Union un rôle de coordinateur. Il devint le premier, après de longues décennies, ministre des Affaires étrangères de la Russie qui a défini indépendamment la politique étrangère du pays. Gorbatchev ne le permettait pas à ses ministres. Eltsine, dans les premières années, accordait peu d'attention aux affaires internationales et donna à Kozyrev la carte blanche. Sa politique étrangère active laissait passer le désir de résoudre le conflit au Karabakh sous le patronage de la Russie dans le cadre duquel il collabora d'une façon intense avec d'autres pays de l'OSCE. POKHLEBKIN William. *Vneshnjaja politika Rusi, Rossii i SSSR za 1000 let v imenakh, datakh, faktakh* (La politique étrangère de la Russie, de la Fédération de Russie et de l'URSS au fil de 1000 ans en noms, dates et faits), Moscou, 1<sup>ère</sup> édition, « M.O. », 2001, 420 p.

croissante par le MAE du rôle de grande puissance que la Russie devait jouer, la collaboration entre les diplomates et les militaires devint plus intense.<sup>142</sup>

Dès la fin de l'année 1991, Moscou intensifia sa politique en entreprenant plusieurs manifestations au Caucase du sud.<sup>143</sup> Le 30 décembre 1991, elle s'adressa aux participants du conflit, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, avec un appel au retour à la négociation. Mais le manque de mécanismes réels du règlement du conflit, de volonté politique de la direction même, ainsi que la perte des leviers de contrôle sur la situation provoqua une escalade du conflit, et l'implication des parties belligérantes pour des moyens et des solutions militaires à son dénouement. Assurés de l'impuissance de la Russie à régler équitablement le conflit sans effort de la part des forces de maintien de la paix d'autres pays, les gouvernements nationaux tentèrent à tout prix de se débarrasser du rôle omniprésent de Moscou.<sup>144</sup>

Entre temps, la configuration politique dans la Transcaucasie évoluait rapidement, la nouvelle élite dirigeante déclarait de nouvelles priorités de développement et officialisait ses choix dans des documents législatifs<sup>145</sup> qui établirent la base juridique destinée à combler le « vide russe ».<sup>146</sup> Très rapidement, un nouveau schéma de comportement des ex-Républiques s'établit selon lequel parmi la liste d'amis et partenaires de pays stratégiques apparurent notamment la Turquie, les États-Unis et l'Iran.

En février-mars 1992, les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie se détériorèrent. Les prétentions et les reproches réciproques dominaient dans les relations intergouvernementales. Les causes étaient multiples : le manque de désir de la Russie de reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan comme un pays à droits égaux ;<sup>147</sup> le départ de la scène politique de Mutalibov qui se distinguait par une prédisposition pro-russe ; l'arrivée au pouvoir des nouvelles forces

---

<sup>142</sup> TRENIN Dmitri. *Op. cit.*, p. 66-67.

<sup>143</sup> La diplomatie russe était dispersée en « trois cercles concentriques », constitués par les Républiques soviétiques, la direction eurasiatique (l'URSS en Europe et en Asie) et l'Amérique du Nord. Ces trois axes principaux furent désignés par le ministre même des Affaires étrangères Kozyrev en octobre 1991. ROMER Jean-Christophe. « La recomposition de l'ordre international », dans *L'Europe Post-Communiste*, sous la direction de Dominique Colas, PUF, Paris, 2002, p. 572-573.

<sup>144</sup> Ceci se manifesta surtout après la tragédie de Khodjali à laquelle les militaires russes participèrent. La confiance des dirigeants de l'Azerbaïdjan accordée à la Russie fut fortement érodée et, on peut le dire, définitivement l'espoir de Mutalibov en la justesse du choix pro-russe de sa politique étrangère, malgré le fait que le 20 février 1992 à Moscou, à l'initiative de Kozyrev, on parvint à certaines ententes entre les ministres des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie ; celles-ci furent accueillies positivement aux Nations Unies et à CSCE. KAZIMIROV V.N. *Mir Karabakhu* (De la paix au Karabakh), Moscou, « M.O. », 2009, p. 29.

<sup>145</sup> On pourrait y inclure l'Accord d'amitié, collaboration et bon voisinage signé le 24 février 1992 entre l'Azerbaïdjan et la Turquie que la Russie jalousait.

<sup>146</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 418.

<sup>147</sup> GASANOV Ali. *Sovremennye mezhdunarodnye otnoshenija i vneshnjaja politika Azerbajdzhana* (Les relations internationales contemporaines et la politique étrangère de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Şərq-Qərb », 2007, p. 678.



nationalistes qui n'éprouvaient pas d'affection pour la politique russe en Transcaucasie et tentaient de combler par tous les moyens possibles le vide établi dans la région par la présence d'autres pays ; enfin, la déficience du désir de la Russie d'agir de façon plus apaisée avec les parties au conflit.

En mars 1992, avec le soutien des forces militaires russes, les formations armées arméniennes renforcèrent leurs attaques sur les villages du Haut Karabakh. Le président par intérim de l'Azerbaïdjan Yagub Mammadov accusa directement la Russie d'appuyer l'Arménie. Il reprocha à la Russie d'aider l'Arménie par tous les moyens possibles pour la création de forces armées sans accorder à l'Azerbaïdjan une attention suffisante.<sup>148</sup> Yagub Mammadov refusa de participer à la rencontre des dirigeants de la CEI, organisée à Kiev, prévue en avril 1992, et la délégation azerbaïdjanaise qui participait auparavant aux entretiens de la CEI, en qualité d'observateur, ne se déplaça pas non plus à Kiev.<sup>149</sup>

Conscient de l'aggravation de la situation dans les relations avec l'Azerbaïdjan et de la perte du rôle d'arbitre suprême dans le problème du Karabakh, le MAE russe procéda à certains changements dans sa politique externe par rapport à l'Azerbaïdjan. De cette façon, dès le 3 avril, Kozyrev se rendit en Azerbaïdjan.<sup>150</sup> Le lendemain, la Russie devint le 108<sup>e</sup> pays à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan.<sup>151</sup> L'ordre du jour était assez chargé, et une liste entière de documents fut proposée pour examen et délibération : l'instauration des relations diplomatiques, dont l'ouverture de l'ambassade de la Fédération de Russie ;<sup>152</sup> la définition du statut des

---

<sup>148</sup> CAFERSOY Nazim. « Bagımsızlıđın onuncu yılında Azerbaycan-Rusya ilişkileri » (10 ans de relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie). *Op. cit.*, p. 2900

<sup>149</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Haydar Aliyev dönemi Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Heydar Aliyev), « Platin Yayınları », 2005, p. 23.

<sup>150</sup> L'un des moments curieux dans la visite de Kozyrev fut la réaction de Moscou à la propagation des idées du droit des nations à l'autodétermination. Les événements au Karabakh et en Transnistrie (Moldavie) jouèrent le rôle de précédent pour les autonomies de la Fédération de Russie elle-même. Dans le pays, on se mit à accuser les « démocrates » de l'effondrement de l'URSS et de l'intégrité territoriale de la Russie. C'est pourquoi la visite de Kozyrev devait démontrer aux participants du conflit « l'inquiétude » de Moscou à propos de la propagation des situations conflictuelles sur son territoire. Les relations économiques réciproques avec l'Azerbaïdjan furent une autre tâche de Kozyrev. Le gaz turkmène qui joua en son temps un rôle important dans le blocage de l'Ukraine fut cette fois-ci utilisé contre l'Azerbaïdjan puisque ce pays était, depuis le temps de l'Union soviétique, le carrefour de distribution du gaz turkmène dans toute la Russie. Et pour que le gaz soit acheminé sans coupure en Arménie, il fallait convaincre l'Azerbaïdjan. İSKENDEROV Fuad. « Zakavkazskie manevry Rossijskoj diplomatii » (Les manœuvres transcaucasiennes de la diplomatie russe), *Zerkalo*, №16, 12, 17 avril 1992.

<sup>151</sup> Vers la fin du mois de mars 1992 la décision d'organiser une session extraordinaire du Conseil de CSCE et d'inclure 11 pays participants<sup>151</sup> intéressés par la recherche d'une solution au conflit du Haut Karabakh qui transformait automatiquement la Russie comme l'un des 11 pays à droits égaux. MALASHENKO Aleksej. « Postsovetskie gosudarstva Juga i interesy Rossii » (Les États postsoviétiques du Sud et les intérêts de la Russie), *Pro et Contra*, №3, 2000.

<sup>152</sup> Valter Chonia, géorgien d'origine fut nommé premier ambassadeur de la Russie en Azerbaïdjan. İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 543.

militaires russes se trouvant sur le territoire de l'Azerbaïdjan, et l'introduction de nouvelles propositions du cessez-le-feu et de règlement pacifique du problème du Karabakh.

Pourtant, pour l'Azerbaïdjan, la visite de Kozyrev ne se solda pas par des résultats satisfaisants au niveau de la résolution du conflit au Karabakh. Au contraire, malgré l'adoucissement de la politique vis-à-vis de l'Azerbaïdjan, la question du statut des militaires russes et la sortie de l'ancienne armée soviétique de son territoire restèrent sans solution. Le départ partiel de ces formations militaires vers l'Arménie voisine contribua à ce qu'au mois de mai 1992, les militaires arméniens annexèrent les villes azerbaïdjanaises de Choucha et de Latchine.<sup>153</sup> Le conflit déborda donc des frontières du Haut Karabakh.

## 2. Partage des biens militaires russes entre les anciennes Républiques fédérées

L'un des sujets principaux débattus lors de la visite du ministre des Affaires étrangères Kozyrev fut la définition du statut des militaires russes basés sur le territoire de l'Azerbaïdjan et le partage des biens de la 4<sup>ème</sup> armée des forces militaires soviétiques.

Lors de la rencontre entre l'Azerbaïdjan et la Russie qui eut lieu le 16 avril 1992, la décision de transmettre à l'Azerbaïdjan une partie de l'armement et de moyen de la flottille Caspienne fut prise. Le moment crucial de cette rencontre concerna la question du partage de l'équipement militaire, des biens et de l'infrastructure de la flottille. Dans le projet du protocole qui avait été préparé par le commandement des forces aériennes et navales de la CEI figurait le partage de ces biens en quatre parties égales, selon le nombre d'ex-Républiques soviétiques ayant une sortie sur la mer Caspienne : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan.

Cependant, faisant référence au fait que la plus importante partie de la flottille Caspienne était basée sur son territoire et que la majeure partie des frais de son entretien lui incombait, l'Azerbaïdjan prétendit que la majeure partie des munitions devait également légitimement échoir à sa juridiction. Le ministre de la Défense Rahim Gaziev justifia ses propos par l'argument que l'Azerbaïdjan refusait sa part des biens provenant d'autres flottilles des forces navales de la CEI et espérait donc qu'on lui accorde des contreparties en mer Caspienne.

Le 15 mai 1992 après la signature des protocoles entre les ministères de la Défense de l'Azerbaïdjan et de la Russie, l'Azerbaïdjan reçut immédiatement de grandes quantités

---

<sup>153</sup> CAFERSOY Nazim. « Bağımsızlığın onuncu yılında Azərbaycan-Rusya ilişkileri » (10 ans de relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie). *Op. cit.*, p. 291.

d'armement. Une entente analogue fut signée avec l'Arménie, mais les délais de transmission de l'armement furent repoussés de six mois. On peut en déduire que, durant cette période, la direction de la 7<sup>ème</sup> armée basée sur le territoire arménien s'occuperait de l'instruction des forces armées nationales arméniennes et ne transmettrait que secondairement les armements aux régiments des forces instruites et entraînées.<sup>154</sup>

### 3. Les relations économiques

Un autre élément soudait l'Azerbaïdjan et la Russie : l'économie. Même si après la proclamation de son indépendance, l'Azerbaïdjan était devenu politiquement indépendant de la Russie, elle ne l'était pas encore du point de vue économique, le pays étant resté intégré très profondément au milieu économique soviétique. En effet, rompre toute relation économique avec le marché russe pour mettre toute la planification de son économie sur les rails du marché capitaliste, aurait signifié se condamner à une asphyxie certaine et faire exploser tout le système politique et économique, mais aussi social du pays.

Lorsqu'il faisait partie de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan produisait les meilleures qualités d'essence, d'huile industrielle, de dérivés de chimie pétrolière, de produits métallurgiques, d'équipements pétroliers de haut niveau (plus de 70% de tout l'équipement produit en URSS), d'appareils et d'équipements électriques, de climatiseurs, d'appareils électroniques et radiotechniques, ainsi que de larges éventails de produits de l'industrie légère, etc. Les produits agricoles de l'Azerbaïdjan étaient également très demandés en Russie (légumes, fruits, conserves, vins). Une partie importante des moyens versés par les Républiques dans le budget de l'Union soviétique leur revenait sous forme d'investissements dans l'agriculture, la santé, la science et la culture.<sup>155</sup>

La désintégration géopolitique de l'Union soviétique créa un vide économique sur de grandes étendues. Quatorze pays se morcelèrent et le territoire de la Russie revint aux frontières du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Une partie des gisements des ressources minérales et énergétiques resta sous le contrôle de ces États sur lesquels la Russie perdit ses droits du temps passé. L'exemple de la mer Caspienne est tout à fait démonstratif dans ce contexte. Lors de l'époque soviétique, elle fut un lac intérieur russo-iranien. Avec l'arrivée de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du

---

<sup>154</sup> Ce scénario contribua au fait que déjà à la fin de juin 1992, des régiments de combattants renforcés de l'armée azerbaïdjanaise passèrent à l'offensive sur tous les fronts du Haut Karabakh et réussit à s'emparer de deux districts de la région.

<sup>155</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 419.

Turkménistan indépendants, la Russie devint l'un des cinq prétendants aux trésors de la mer Caspienne.

Parallèlement à d'autres branches de son économie, l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise s'affaiblit considérablement. La puissance de son industrie de raffinage dont la production traitait jusqu'à 6 millions de tonnes par an s'effondra de 60% après la désintégration de l'URSS. Les problèmes économiques de l'Azerbaïdjan s'amplifièrent également suite à l'application par la Russie d'importantes taxes à l'exportation ; l'envol du chômage et la paupérisation de la population resserrèrent le marché interne. L'immigration massive de la population vers les ex-Républiques soviétiques se développa et dépassa rapidement plusieurs centaines de milliers de personnes qui formaient le socle du budget du pays.<sup>156</sup> Par opposition au Front national, Mutalibov se prononça résolument contre le détachement de l'économie du pays de celle de la Russie d'où provenait 55% de toute son importation. L'Azerbaïdjan aurait pu acquérir son autonomie économique en l'espace de 5 à 10 années après sa prise d'indépendance sous la condition d'arrêter la guerre et d'entreprendre une analyse pragmatique des possibilités économiques de son pays.

La situation difficile de son économie ne contribua pas du tout à la stabilisation de la situation politique. La guerre du Haut Karabakh qui s'aggrava considérablement avec la chute de l'URSS eut un coût intenable pour l'économie affaiblie azerbaïdjanaise. La situation politique instable en Azerbaïdjan approfondissait le manque de confiance envers ses perspectives, tant que les dirigeants et les milieux d'affaires russes entravaient le développement normal de ses relations commerciales et financières.<sup>157</sup> Son passage au marché libre dans les circonstances de guerre s'avéra impossible. Pour une plus grande crédibilité de ses arguments, Gorkhmaz Imanov, Directeur de l'Institut d'économie au sein du Comité de planification d'État de la République azerbaïdjanaise, citait en exemple que l'Azerbaïdjan était le troisième pays à entretenir des échanges économiques avec l'Union soviétique, les exportations prévalant sur les importations. Grâce à l'exportation de grandes quantités de coton, de raisin ainsi que de pétrole et de produits pétroliers, l'économie azerbaïdjanaise se développait et était étroitement intégrée à l'espace économique de l'Union soviétique.

Cependant, en raison de la chute de sa production, l'Azerbaïdjan commença à rechercher l'aide d'États étrangers et surtout de ceux d'Europe occidentale. Selon les résultats du Forum

---

<sup>156</sup> CABBARLI Hatem, ABDULLAYEVA Vüsale. *Art. cit.*,

<http://atsam.org/region-dovletleri/azerbaycan/184-azerbaycan-dis-politikasinin-temel-ozellikleri-1991-2009.html>

<sup>157</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 423.

économique de Davos qui s'est tenu en Suisse en février 1992, il devint très clair que les pays occidentaux n'avaient pas l'intention d'investir massivement dans l'économie des ex-Républiques soviétiques. Même la Turquie, pourtant plus proche ethniquement, se limitait alors à des assurances politiques et à de l'aide humanitaire. Sans même parler de l'Iran où personne ne

## *Section 2 : Les réformes de bonne volonté d'Aboulfaz Eltchibey en l'absence d'expériences politiques et économiques*

Concomitamment avec les opérations militaires, le nouveau président A. Eltchibey entreprit certaines actions diplomatiques dans le domaine de la politique extérieure. Il faut rappeler qu'il existait deux documents fondateurs de la conception de la politique extérieure du Front populaire de l'Azerbaïdjan. Le premier fut adopté lors du congrès du Front populaire du 27 au 29 janvier 1992,<sup>158</sup> alors que le second constituait le programme de la campagne préélectorale du président A. Eltchibey qui reposait sur le respect des documents adoptés par l'ONU et la CSCE.

Dans ses visions de politique étrangère A. Eltchibey misait sur l'orientation occidentale, l'intégration à l'Europe, l'affranchissement de la pression politique et militaire russe, ainsi que sur l'opposition à la politique régionale de l'Iran, pays où, selon lui, une population azerbaïdjanaise de plusieurs millions de personnes vivait sous le joug farsi sans avoir droit à un enseignement scolaire dans leur langue maternelle.<sup>159</sup>

Dans la politique étrangère, A. Eltchibey déclina les axes directeurs de sa stratégie :

- 1) Canaliser l'orientation prioritaire de la politique étrangère vers la résolution du conflit du Haut Karabakh dans le cadre de l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan ;
- 2) Instaurer des relations réciproquement avantageuses et équitables avec tous les pays faisant partie de la Communauté des États indépendants et en premier lieu avec la Russie ;
- 3) Nouer des relations politiques, économiques, scientifiques, techniques et culturelles avec la Turquie et l'Iran, les États-Unis et l'Europe, avec l'Orient et l'Occident sans adhérer à une quelconque union ;
- 4) Désamorcer les conflits existants dans le Caucase par la négociation ; créer des conditions favorables pour une coopération plus étroite dans les domaines politique, économique et culturel avec les peuples du Caucase, dans le but d'instituer dans la région une « Maison du Caucase » ;

---

<sup>158</sup> Bien avant l'adoption de la décision finale sur la politique étrangère, il existait deux courants à l'intérieur du mouvement : les libéraux soutenaient surtout la position de la neutralité armée du pays, pendant que les nationalistes et les conservateurs étaient adeptes d'une politique étrangère plus active. C'est pourquoi nous incluons dans cette conception tous les deux termes qui supposaient la neutralité armée associée à une politique étrangère active de l'État. CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 69.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 69

- 5) Instaurer des liens économiques, politiques et culturels avec tous les pays turcophones et les consolider autour de l'idée d'une création de l'organisation « Union culturelle turque » ;
- 6) Construire des relations étroites avec tous les pays musulmans du monde.

### **A. La tension dans les relations azerbaïdjano-russes**

En mai 1992, sur une vague antirusse, le gouvernement du FPA accéda au pouvoir en Azerbaïdjan avec Aboulfaz Eltchibey à sa tête. Une situation équivoque s'instaura dans les relations azerbaïdjano-russes : les deux parties déclarèrent officiellement leur propension vers la coopération et entamèrent des actions concrètes même si, en réalité, les actions entreprises restaient relativement modestes. La guerre au Karabakh était un prétexte puissant pour la partie azérie. La Russie était considérée à l'époque par les intellectuels des ex-Républiques soviétiques héritières de l'empire soviétique, comme un pays avec lequel il était souhaitable prendre des distances. Mais il convenait de le faire très prudemment, à la fois pour ne pas irriter Moscou et pour éviter l'asservissement à la Russie en conservant avec elle des liens économiques étroits.

Lors de sa campagne préélectorale, A. Eltchibey ne dissimulait pas ses appréhensions par rapport à la Russie. Dans l'entrevue au journal *Nouvelles de Moscou*, il affirmait : « *Nous allons maintenir les relations économiques avec la Russie, mais nous n'avons pas l'intention d'adhérer à la CEI. L'Azerbaïdjan et la Turquie ont des liens très étroits et proches par leur appartenance ethnique, religieuse et celle des traditions. Bien sûr, la Turquie occupera une place à part dans la politique étrangère de l'Azerbaïdjan* ». <sup>160</sup> Dans sa politique étrangère vis-à-vis de la Russie, A. Eltchibey s'appuyait sur deux principes : il tenait, d'une part, à délivrer l'Azerbaïdjan de l'influence politique et militaire de Russie et à reprendre ses relations en tant que partenaire égal. Cette approche peut être considérée comme étant en cohérence avec le « révolutionnarisme populaire » d'Eltchibey qui, surfant sur la vague des émeutes anti-impérialistes, devint tout d'abord leader du mouvement populaire puis occupa le fauteuil présidentiel. D'autre part, Boris Eltsine et Iegor Gaïdar (Premier ministre russe) étaient plutôt des partisans du mouvement démocratique et aussi, dans la première moitié de l'année 1992, adeptes de la politique de libéralisation et de « libération » de la Russie de son passé difficile avec l'Asie centrale et le Caucase du sud. De plus, à partir du « putsch » d'août 1991, Eltchibey soutenait les forces démocratiques russes dont B. Eltsine était à la tête. Par conséquent, les six premiers mois de l'année 1992 semblaient se dérouler sous les auspices démocratiques de relations bilatérales.

---

<sup>160</sup> *Moskovskie novosti*, juin 1992.

Pourtant, en dépit des moments positifs, des principes démocratiques exprimés et l'approche libérale de la coopération, une autre position se mettait progressivement en place. Tout d'abord par l'affranchissement de l'Azerbaïdjan des bases militaires russes. Par le Décret du président du 25 mars 1992, la 4<sup>ème</sup> armée de défense anti-aérienne et les gardes-frontières basés en Azerbaïdjan furent placés sous la juridiction de la Russie. Selon ce décret la partie azerbaïdjanaise interdisait de recruter de nouveaux soldats en provenance de Russie ou d'autres pays de la CEI pour effectuer leur service militaire en Azerbaïdjan. Le gouvernement de A. Eltchibey était favorable à ce que toutes les discussions concernant l'aménagement du conflit dans le Haut Karabakh se déroulent au sein de la CSCE, marquant ainsi l'affaiblissement puis l'abrogation définitive du rôle exclusif de la Russie.

Au mois de juin de la même année, les représentants officiels de la Russie proposèrent à l'Azerbaïdjan de renforcer ses initiatives pacificatrices pour régler le différend du Haut Karabakh et de se porter garant et médiateur. Le relâchement dans les relations azerbaïdjanorusses fut le résultat d'un recul de la Russie dans le règlement des différends territoriaux dans l'ex-Union soviétique et de la préservation du statut de simple observateur suite à l'absence d'une politique étrangère bien affirmée vis-à-vis des périphéries sud de l'ex-Union. C'étaient surtout les militaires, représentés par Pavel Gratchev,<sup>161</sup> leur ministre de la Défense et défenseur de l'industrie militaire russe, qui dictaient la politique étrangère de la Russie dans ces régions, qui symbolisaient dans le même temps « l'aile conservatrice » de la politique étrangère russe. La portée de cette ligne politique se résumait à conserver les nouveaux États indépendants du bassin de la mer Caspienne dans la sphère d'influence militaro-politique et de ne pas admettre l'instauration de nouvelles forces dans la région, en particulier des pays occidentaux et de la Turquie.<sup>162</sup>

---

<sup>161</sup> Thomas de Vaal écrit à propos du fait de savoir comment Gratchev ignore la ligne directrice de la politique étrangère de la Russie : « En septembre 1992 Gratchev a organisé à Sotchi, ville sur la mer Noire, une rencontre des ministres de la Défense de trois Républiques transcaucasiennes – l'azéri R. Gaziev, l'arménien V. Sarkissian et le géorgien T. Kitovani. R. Gaziev et V. Sarkissian, selon les annonces, ont signé une brève déclaration contenant un appel à la trêve et au déploiement dans la zone du conflit du Karabakh « d'observateurs des pays de la CEI » ». Cependant, Gratchev n'informa pas les parties intéressées de cette rencontre, en particulier, les dirigeants de la Biélorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan, qui devraient déléguer « les observateurs », ainsi que Vladimir Kazimirov, nommé par le ministère russe des Affaires étrangères peu de temps avant, et intermédiaire dans le règlement du conflit. En ce temps-là, Kazimirov se trouvait à Bakou. Une semaine plus tard, P. Gratchev dépêcha dans la zone des combats 56 observateurs russes, mais fut obligé de les révoquer suite au fait que les actions militaires ne cessèrent pas. Gaziev ne consulta pas la majorité de ses collègues de la direction azerbaïdjanaise, raison pour laquelle il fut sermonné à son retour à Bakou. DE VAAL Thomas. *Op. cit.*, p. 177-178, pour plus de détails voir l'ouvrage de KAZIMIROV V.N. *Op. cit.*, p. 56-59.

<sup>162</sup> FEDOROV Jurij. « Kaspijskaja politika Rossii : k konsensusu elit » (La politique caspienne de la Russie : vers le consensus des élites), *Pro et Contra*, Vol. II, №3, Été, 1997, (page manquante).



Les ambitions impériales et le désir de la Russie de jouer un rôle de puissance mondiale, du moins régionale, avaient pour but de garder son influence sur les nouveaux États indépendants de l'ex-Union. Et l'adhésion, souvent imposée à la CEI, dévoilait la signification de cette organisation dans la réalisation de ses desseins. En assumant la perte des pays baltes, la Russie se prépara à ne rien céder dans la région du Caucase du sud et de l'Asie centrale en convoitant son rôle de nouveau « frère aîné ».<sup>163</sup>

Il convient de remarquer qu'à l'été 1992 on ne ressentait pas une forte dynamique de coopération dans les relations mutuelles, mais n'attestait pas non plus leur dégradation, même si l'amorce du conflit au Karabakh devenait perceptible de temps à l'autre. Dans ces conditions, l'Azerbaïdjan aménagea son économie, proclama ouvertement la direction pro-occidentale de son orientation, quoiqu'avec prudence. Dans le domaine de l'économie, on s'appêta à mettre en circulation de la monnaie nationale « manat » en dépit du fait que le « rouble » restait la devise monétaire de référence. Les parties les plus complexes du processus de négociation entre les deux pays après l'élection à la présidence d'Eltchibey, furent celles du départ des forces armées russes,<sup>164</sup> le partage des biens militaires de l'Armée soviétique et de la flottille de la Caspienne, et les négociations sur la défense des frontières.<sup>165</sup>

Le 25 septembre 1992 marque l'ouverture de l'ambassade russe à Bakou. Une semaine plus tard, Iegor Gaïdar, Premier ministre russe par intérim, visita l'Azerbaïdjan et tout un complexe de problèmes économiques fut examiné.<sup>166</sup> Gaïdar déclara ouvertement que son gouvernement était intéressé prioritairement par les liens économiques entre les nouveaux États indépendants et la Russie, et que l'appréhension de l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI ne

---

<sup>163</sup> NAMAZOV Eldar. « Armenii grozit izoljacija...vneshnepoliticheskie tendencii v Zakavkaz'e : rasstanovka sil » (L'Arménie est menacée par une réclusion...les tendances politiques étrangères en Transcaucasie : la répartition des forces), *Zerkalo*, 10 juillet 1992. Pour plus de détails sur la politique de la Russie, en Transcaucasie voir l'article de FURMAN Dmitri. « Nashi interesy v Zakavkaz'e : nuzhno li Rossii vmeshivat'sja v Karabakhskij konflikt? » (Nos intérêts en Transcaucasie : la Russie doit-elle se mêler du conflit du Karabakh ?), *Nezavisimaja gazeta*, 02 mars 1992.

<sup>164</sup> La première entente entre les deux pays concernant le statut des militaires russes ainsi que leur départ fut ratifiée le 7 août 1992 par l'ambassadeur de l'Azerbaïdjan en Russie Hikmet Hadjizadeh et par l'ambassadeur de la Russie en Azerbaïdjan Valter Chonia. En dépit du fait que, selon cet accord, les armées de frontière russes devaient quitter le territoire azerbaïdjanais au bout de deux ans, l'accord ultérieur, constitué de trois protocoles, fut signé le 6 octobre 1992 par le secrétaire d'État Panah Husseynov et le ministre de la Défense de la Russie V. Barannikov. Selon cet accord, les armées de frontière azerbaïdjanaises devaient protéger l'intégrité des frontières nationales dès le 1<sup>er</sup> juin 1993. CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 96-97.

<sup>165</sup> Conformément à l'accord, l'Azerbaïdjan entra en possession de plus de 25% de toute la flottille sur la mer Caspienne, compte tenu du fait que la base militaire marine principale se trouvait sur son territoire. De même, elle devait assurer l'instruction de l'armée nationale qui remplacerait les forces russes et la transmission de la sauvegarde de ses frontières d'État à ses forces armées.

<sup>166</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potentsial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p.140.

devait pas entraver l'instauration de relations économiques bipartites. L'Azerbaïdjan, qui n'était pas encore membre de la CEI, avait avec la Russie un chiffre d'affaires dépassant celui de beaucoup de membres de la communauté.<sup>167</sup> Plus de trente accords furent discutés et signés. L'attention fut focalisée sur les besoins de l'industrie pétrolière. Des ententes visant la politique monétaire des deux pays furent également signées qui prévoyaient le « rouble » en tant qu'unité monétaire commune circulant sur leurs territoires grâce au soutien apporté par la Banque centrale de Russie. En parallèle, sur le territoire de l'Azerbaïdjan, circulerait sa monnaie nationale. La Banque centrale de Russie conservait, quant à elle, le rôle exclusif de l'émission du « rouble », compte tenu du fait que l'Azerbaïdjan venait seulement d'introduire en circulation sa propre monnaie nationale.<sup>168</sup>

À l'issue de ses négociations avec A. Eltchibey, Iegor Gaïdar l'invita à se rendre officiellement en Russie ce qu'il accepta sans hésitation. Il faut remarquer que Eltchibey s'obligeait à maintenir les conditions pour le développement durable de sa collaboration avec la Russie. Ce fut également l'une des raisons de sa première visite à l'étranger, notamment en Russie.

Cependant, comme à cette même époque s'engageait le processus de désintégration de l'administration russe, les relations entre les deux pays prirent une tournure délicate puisque, alors que le Premier ministre tentait d'établir des relations réciproquement avantageuses, les milieux militaires s'efforçaient de lier ces relations à la présence de son contingent militaire sur le territoire des pays voisins. Au début d'octobre 1992, le sujet de l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI fut proposé pour examen au Parlement. Pour que l'Azerbaïdjan puisse adhérer à la CEI, il devait tout d'abord définir sa conception du développement national d'État, de sa sécurité nationale et de sa politique étrangère. Sans ce travail sur ces concepts, le pays n'aurait pas été en mesure d'adhérer à la CEI ni à d'autres organisations internationales.

Le 12 octobre 1992, quelques jours après la non-ratification par le Parlement du projet d'adhésion à la CEI, A. Eltchibey se rendit à Moscou. Pour apaiser les esprits et ne pas envenimer ses relations avec la Russie à la veille de sa visite, A. Eltchibey délégua le 8 octobre 1992 à la session de la CEI à Bichkek<sup>169</sup> l'adjoint de son Premier ministre Abbas Abbassov.

---

<sup>167</sup> MOLLAZADEH Assim. « Bezopasnost' Juzhnogo Kavkaza i regional'noe sotrudnichestvo » (La sécurité du Caucase du sud et la coopération régionale), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4, 1999, [http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_08\\_mollasade.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_08_mollasade.shtml)

<sup>168</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 108-109.

<sup>169</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 100-101.

Durant toute son activité présidentielle, ce fut sa première et sa dernière visite à Moscou. Irritées par l'opposition ouverte de l'Azerbaïdjan à l'adhésion à la CEI, les autorités moscovites se montrèrent agacées encore davantage lorsque, lors de ces rencontres officielles, Eltchibey parlait en azéri et utilisait les services des interprètes. Il le fit délibérément pour montrer à la Russie que l'Azerbaïdjan n'était plus sa république fédérée, mais un État souverain.

Même si on pouvait supposer qu'Eltchibey avait raison,<sup>170</sup> son comportement avait pour effet d'irriter la Russie et en particulier Boris Eltsine. Cette attitude pouvait s'expliquer par le fait que la Russie était elle-même au bord du gouffre, sans politique étrangère bien définie. C'était l'époque où I. Gaïdar, premier ministre de la Russie, défendait une politique plus libérale vis-à-vis des ex-Républiques soviétiques, car étant préoccupé par les alternatives à la « thérapie de choc » de l'issue de la crise économique dans son pays.

Les négociations se soldèrent finalement par la signature de l'Accord d'amitié, de coopération et de sécurité mutuelles entre les deux pays,<sup>171</sup> que la partie russe ne ratifia pas. L'accord intergouvernemental que les experts russes et azerbaïdjanais préparèrent pendant quatre mois supposait une coopération dans divers domaines des relations bilatérales. Les parties acceptèrent de reconnaître leur souveraineté respective, ainsi que l'orientation vers le développement démocratique des États et le respect des droits de l'homme, dont celui des minorités nationales. En cas de dégradation de la situation politique, mentionnait le document, la Russie et l'Azerbaïdjan « *pouvaient s'accorder une aide mutuelle* ». Pour évaluer l'évolution de la situation politique, des consultations régulières furent aussi prévues dans le projet.<sup>172</sup> La signature de ce document représenta un moment très important dans l'histoire politique de l'Azerbaïdjan, car, pour la première fois, l'une des Républiques post-soviétiques réussit à signer un accord intergouvernemental entre pays de droits égaux. Mais le document abordait également les sujets pénibles de ces relations intergouvernementales, notamment : la résolution du conflit du Haut Karabakh, la cessation de la présence des bases militaires russes déployées sur le sol azerbaïdjanais, la garantie des droits des citoyens des deux États, et plusieurs autres.

---

<sup>170</sup> Après la visite de A. Eltchibey à Bakou, les États étrangers qui avaient des relations diplomatiques verbales officielles avec Bakou s'apprêtèrent à ouvrir l'un après l'autre leurs ambassades. Bien sûr, le déroulement de tels événements était tout à fait habituel pour les habitants, car l'instauration des relations diplomatiques mène dans sa suite logique à l'ouverture des ambassades. Pourtant, avant la visite d'Eltchibey à Moscou beaucoup d'États étrangers ne faisaient qu'observer les événements tels qu'ils se déroulaient dans l'espace ex-soviétique. Eltchibey réussit à casser ce stéréotype et ces États commencèrent à établir des relations mutuelles avec les ex Républiques soviétiques. GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 251.

<sup>171</sup> « Azerbajdzhan-Rossija : podpisana Dogovor o družbe, sotrudnichestve i vzaimnoj bezopasnosti » (L'Azerbaïdjan – la Russie : l'accord mutuel d'amitié, de coopération et de sécurité est signé), *Bakinskij rabochij*, 13 octobre 1992.

<sup>172</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoj strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 110-111.

L'une des questions posées par le statut des bases militaires en Azerbaïdjan fut celle de la station de radar (SRL) basée à Gabala sur le territoire azerbaïdjanais. Cette SRL ciblée sur l'observation des missiles militaires lancés par des sous-marins dans les eaux de l'Océan indien et de la mer d'Arabie avait pour tâche de rassembler, d'analyser et de transmettre les informations au système commun de prévention d'attaque balistique et d'assurer le contrôle de l'espace extra-atmosphérique.<sup>173</sup>

Durant l'année 1993, la Russie arriva à définir ses priorités et ses intérêts vis-à-vis des conflits dans la zone de l'ex-Union soviétique, y compris au Caucase. Cette position se profila plus concrètement par la suite, quand au printemps 1993 le gouvernement pro-occidental d'Iegor Gaïdar démissionna et que Viktor Tchernomyrdine, plus conservateur, devint Premier ministre. Selon l'analyste Dmitri Danilov, ses priorités étaient les suivantes :

- l'accomplissement par la Russie de la fonction de pacificateur et de défenseur des minorités nationales, et surtout de la population russophone dans « l'étranger proche » ;
- la garantie de la stabilité dans toute la zone de l'ex-URSS et l'instauration de la ceinture de bon voisinage sur tout le périmètre des frontières russes, y compris par la préservation sous une forme juridique adéquate de la présence militaire de la Russie dans les États de la CEI et dans leur espace commun de sécurité ;
- la reconnaissance du rôle exclusif de la Russie dans tout l'espace de la CEI, en prenant en considération ses intérêts personnels et les intérêts de ses voisins, et du fait qu'« *aucun État étranger, aucune organisation internationale n'expriment pas leur désir, et ne sont pas capables de remplacer la Russie dans sa fonction de pacificateur et médiateur dans cette région* » ;
- le caractère impératif de la coopération entre la Russie et la communauté et les organisations internationales pour la consolidation de la stabilité et le règlement des situations de crises sur l'étendue de l'ex-URSS. « *La Russie se prononce successivement pour la plus large participation de l'ONU et de l'OSCE dans le règlement des conflits des États de la CEI* ». <sup>174</sup>

Presque au même moment, une offensive arménienne contre les positions des forces azerbaïdjanaises fut entreprise sur le front du Haut Karabakh. Selon les données du centre d'information et d'analyse « Azérine », cette attaque était liée au refus du président A. Eltchibey

---

<sup>173</sup> La station de radar de Gabala fonctionna jusqu'au décembre 2012. Selon la version officielle, la station fut fermée suite à l'augmentation des frais de location par l'Azerbaïdjan. La version officieuse invoque le refus de la part du gouvernement azerbaïdjanais ayant comme but la transmission de cet objectif militaire dans l'usage des américains. Mais la dernière version ne résiste pas à la critique puisque la Russie ne possédait pas assez de ressources financières pour payer la location et qu'elle réglait toujours ses factures par des produits industriels (par exemple, par des ambulances). Pour plus de détails, voir l'article de YUSIFOV Shahin. « Fermeture de la station de radiolocalisation russe en Azerbaïdjan », *Regard sur l'Est*, 16 janvier 2013, [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1380](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1380)

<sup>174</sup> DANILOV Dmitri. *Op. cit.*, p. 100-101.

d'accorder le statut de force de maintien de la paix à la 104<sup>ème</sup> division des armées russes basée à Gandja. Aussi limogea-t-il son ministre de la Défense Rahim Gaziev qui avait entretenu d'étroites relations amicales avec le général P. Gratchev.<sup>175</sup> La situation empira ensuite du fait que, hormis les arguments avancés, l'Azerbaïdjan élabora un contrat avec les compagnies pétrolières occidentales d'exploitation conjointe des ressources pétrolières de la mer Caspienne et, par sa participation active aux processus de maintien de la paix dans le cadre du groupe de Minsk de la CSCE, s'opposait résolument aux tentatives russes de monopoliser les initiatives pacifiques.<sup>176</sup>

Cependant, la communauté internationale ne fit pas preuve de compréhension et de soutien à la prédisposition de la Russie d'assumer un rôle particulier en Transcaucasie. Bien au contraire, les accusations d'ambitions impériales de la politique étrangère de la Russie se multiplièrent en Occident, dans les pays d'Europe centrale (à commencer par la Pologne) et dans plusieurs États de l'ex-URSS (pays baltes, Ukraine).<sup>177</sup> Par conséquent, lors de l'adoption de la résolution №822 du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie ne mit pas son veto et les forces armées arméniennes durent quitter Kalbadjar, ville azerbaïdjanaise occupée. Une fois la région de Kalbadjar occupée par l'Arménie, le président russe lança une initiative pacificatrice prévoyant le déroulement du processus des négociations en dehors du cadre du groupe de Minsk. L'Azerbaïdjan réfuta cette initiative et, à l'aide de diplomates américains et turcs la modifia en un accord tripartite entre les États-Unis, la Russie et la Turquie. Il en résulta que la Russie se mit à rétablir sa puissance du temps jadis dans la région.<sup>178</sup>

Le MAE de l'Azerbaïdjan fit une déclaration concernant la participation de la 7<sup>ème</sup> armée russe dans l'occupation de Kalbadjar et des villages voisins, ce qui déclencha une tension dans les relations entre les deux pays. Le fait que la Russie utilisait déjà des leviers politiques, militaires et économiques pour exercer sa pression sur l'Azerbaïdjan devenait réalité. En analysant l'enchaînement des événements qui s'étaient déroulés de mars à juin 1993, on pouvait facilement déduire que les événements tragiques en Azerbaïdjan ne s'étaient pas produits à l'insu et sans la participation de la Russie. En mars, l'entente entre l'Azerbaïdjan et la Turquie visant la construction d'un oléoduc sur la mer Caspienne à travers le territoire de la Turquie fut conclue. Dans le même temps, une visite de A. Eltchibey à Londres pour la signature d'un contrat avec les compagnies pétrolières occidentales visant l'exploitation des gisements pétroliers azerbaïdjanais

---

<sup>175</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 105.

<sup>176</sup> MOLLAZADEH Assim. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_08\\_mollasade.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_08_mollasade.shtml)

<sup>177</sup> DANILOV Dmitri. *Op.cit.*, p. 100-101.

<sup>178</sup> MOLLAZADEH Assim. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_08\\_mollasade.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_08_mollasade.shtml)

dans la mer Caspienne<sup>179</sup> fut programmée pour le 30 juin 1993. Selon les affirmations de Arif Yunusov, spécialiste en conflictologie et sécurité, ce revirement parvint à changer la situation géopolitique dans la région. Consciente de cette situation, Moscou entreprit les actions appropriées pour agir sur l'administration d'Eltchibey. En particulier en créant en Russie l'organisation séparatiste « Sadval » des Lezguiens, profondément anti-azerbaïdjanaise, qui avait comme objectif de former sur une partie des terres azerbaïdjanaises l'État « Lezguistan ». Avec le soutien manifeste des autorités russes, les activistes de « Sadval » tentèrent à plusieurs reprises, dans la période 1992-1993, d'organiser des manifestations dans le nord de l'Azerbaïdjan, dans les zones d'habitation concentrée des Lezguiens. Ainsi, en dépit de l'entente antérieure avec Bakou, les forces armées russes en Azerbaïdjan reçurent de Moscou à la fin du mois d'avril 1993, un ordre inattendu de quitter la République à la hâte. Le 28 mai, presque une année avant les délais prévus, les dernières unités de l'armée russe quittèrent le pays, après avoir transmis toutes leurs munitions non pas aux autorités azerbaïdjanaises, mais au rebelle S. Husseynov,<sup>180</sup> ce qui ne suscita qu'une protestation prudente. Il faut souligner que les russes ne s'attendaient pas du tout au retour de Heydar Aliyev sur la scène politique puisque ses relations avec B. Eltsine étaient peu cordiales. En effet, dans ses allocutions à propos de l'époque soviétique B. Eltsine s'exprimait souvent de manière critique à propos de H. Aliyev ce qui se répercuta maintes fois sur les relations mutuelles entre les deux pays (le principe d'instauration de relations mutuelles entre les pays était toujours déterminé par le niveau des relations qu'entretenaient entre eux leurs deux principales figures politiques). L'Azerbaïdjan fut donc le premier pays que les forces armées russes quittèrent.<sup>181</sup>

---

<sup>179</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 106-107.

<sup>180</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potentsial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p.142.

<sup>181</sup> ASLAN Yasin. « Turkey holds the key to the Caucasus conflict », *Eurasian studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №1, Spring, 1994, p. 57.

### *Section 3 : Heydar Aliyev : rapprochement avec la Russie, mais poursuite des orientations de son prédécesseur*

Au cours des premiers deux mois de son arrivée au pouvoir en juin 1993, Heydar Aliyev s'impliqua pleinement dans la résolution de la situation politique interne, en centrant son attention sur les négociations avec les représentants de la CSCE pour le règlement du différend avec le Haut Karabakh. Dans le domaine de la politique étrangère, Aliyev décida de poursuivre l'orientation de son prédécesseur, en soutenant la politique de règlement des conflits dans le cadre de la CSCE tout en renforçant les démarches politiques externes vis-à-vis des pays voisins comme la Russie et l'Iran. Il ne tardera pas à limoger de l'appareil présidentiel les anciens membres du Front populaire et à les remplacer par des personnes de confiance. L'une de ses premières décisions fut la substitution de l'ambassadeur de l'Azerbaïdjan en Russie Hikmet Hadjizadeh par Ramiz Rizaev de l'Académie des sciences de la République et proche allié du président. En fait, les ministères de la Défense et des Affaires étrangères fonctionnèrent durant deux mois sans ministres. Pendant tout ce temps-là, le nouveau chef du Parlement auditionnait les ministres par intérim en quête de personnes loyales. Ainsi, le 2 septembre 1993, quelques jours avant sa visite officielle à Moscou, il libéra l'ancien Premier ministre Hassan Hassanov de son poste de représentant de l'Azerbaïdjan à l'ONU et le nomma ministre des Affaires étrangères. L'étape suivante fut la nomination, le même jour, de Mamedrafi Mammadov au poste de ministre de la Défense.<sup>182</sup>

#### **A. Les directions principales des relations entre l'Azerbaïdjan et la Fédération de Russie**

Il faut examiner la politique extérieure de Heydar Aliyev du point de vue des paradigmes destinés à contrebalancer l'influence des puissances régionales (la Russie, l'Iran et la Turquie) et mondiales (États-Unis et Union européenne). Sa première tournée à l'étranger se fit en Russie. De juillet 1993 à février 1994, dans sa politique étrangère, Aliyev prit une certaine distance par rapport à ses orientations occidentale et turque, au profit de Moscou.

Les politologues azerbaïdjanais analysent la politique étrangère de H. Aliyev vis-à-vis de la Russie selon quatre axes directeurs : 1) le conflit du Haut Karabakh, 2) le statut juridique de la mer Caspienne, 3) la première campagne tchéchène et, 4) la coopération de l'Azerbaïdjan dans

---

<sup>182</sup> « Povysit' kachestvennyj uroven' azerbajdzhanskoj diplomatii » (Accroître le niveau qualitatif de la diplomatie azerbaïdjanaise), *Bakinskij rabochij*, 04 septembre 1993.

le cadre de la CEI.<sup>183</sup> Sans nous limiter aux directions proposées, nous avons considéré impératif d'associer des orientations complémentaires qui présentent également de l'importance et viennent compléter les précédentes. Aussi avons-nous choisi d'ajouter : a) la question de la coopération humanitaire avec notamment la situation de la diaspora russe en Azerbaïdjan y compris celle de la diaspora azérie en Russie et b) la définition du statut de la station de radar à Gabala.

Le premier axe ne sera pas abordé ici, car nous avons développé en détail les efforts de la Russie dans le règlement du conflit du Haut Karabakh, dont la participation a été limitée dans le cadre des négociations menées par l'OSCE. En ce qui concerne le deuxième axe sur le statut juridique de la mer Caspienne, malgré les déclarations verbales et notes protocolaires envoyées par l'administration d'Eltsine à l'ONU, aucune démarche administrative n'a été effectuée par la Russie pour empêcher l'exploitation des gisements pétroliers dans le bassin Caspien.

#### 1. La guerre en Tchétchénie et l'affaiblissement de la coopération

En décembre 1994 la Russie introduisit ses formations militaires en Tchétchénie pour rétablir « l'ordre constitutionnel » dans son espace territorial. Il faut remarquer que le conflit avec la Tchétchénie existait depuis 1991, peu après la décomposition de l'URSS. À cette époque, le dirigeant rebelle de la République autonome tchétchène Djokhar Doudaïev, général des forces aériennes de l'URSS établies dans l'une des Républiques baltes, exprima sa volonté d'obtenir l'indépendance de son pays vis-à-vis de la Russie.<sup>184</sup> Dans le même temps, la Russie qui n'avait pas encore une orientation claire de sa politique étrangère et était préoccupée par ses problèmes socio-économiques internes ne prêta pas une attention suffisante aux affirmations de Doudaïev. Entre la fin de l'année 1993 et le début de 1994, la décision de résoudre le problème de la Tchétchénie devint plus radicale. La Russie chercha à créer en Tchétchénie une opposition armée sur le modèle de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. Mais Doudaïev parvint très facilement à détruire cette opposition représentée par Umar Avturkhanov et Bislan Gantamirov. De plus, après la chute de l'Union soviétique une bonne partie de l'armement russe se trouvant sur le territoire tchétchène fut abandonné et/ou vendu par les forces soviétiques au général insurgé. Un autre facteur d'irritation pour Moscou fut l'idée de la création d'une « Maison du Caucase », qui devint effective après l'avènement au pouvoir de Djokhar Doudaïev en Tchétchénie et de

---

<sup>183</sup> C'est la position plutôt de Nazim Cafersoy du Centre de recherches Turksam, et Rassim Musabekov, politologue indépendant.

<sup>184</sup> SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethno-political conflict in the Caucasus. Op. cit.*, p. 185-239.



A. Eltchibey en Azerbaïdjan.<sup>185</sup> Cette idée fut soutenue d'une certaine manière par la Géorgie et par l'Arménie, mais elle ne jouissait pas d'un grand succès et fut abandonnée, comme le fut également le projet de Confédération des nations caucasiennes qui devait réunir seize peuples du Caucase du nord autour de son centre en Abkhazie.<sup>186</sup>

La guerre russo-tchéchène dura presque deux ans et se termina lors de l'été 1996 par la signature de l'accord de Khassavyourt.<sup>187</sup> Ruineuse et économiquement désastreuse, cette guerre s'accompagna par le développement d'une situation précaire entre l'Azerbaïdjan et la Russie. Le 19 décembre 1994, le gouvernement russe adopta le décret №1394 « à propos des mesures de restriction temporaire du passage de la frontière de la Fédération russe avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie ».<sup>188</sup> Durant toute la période de la guerre et dès le début de l'année 1995, la Russie ferma ses frontières terrestres et maritimes avec l'Azerbaïdjan et réduisit fortement les communications aériennes sous le prétexte de ses affrontements avec les Tchétchènes et le soutien que l'Azerbaïdjan avait accordé aux rebelles. Ce blocage ne modifia pas l'orientation politique de l'administration azerbaïdjanaise, mais elle influença de façon catastrophique les liens économiques bipartites. L'Azerbaïdjan perdit environ 70% du volume d'exportation de sa production industrielle ce qui propulsa l'Iran et la Turquie sur l'avant-scène du partenariat commercial, la Russie n'y figurant seulement qu'en troisième position.

Les médias jouèrent un rôle essentiel dans la dégradation des relations entre les deux pays, comme ce fut déjà le cas à la fin de l'année 1980.<sup>189</sup> De nombreux afflux d'informations

---

<sup>185</sup> Le projet de la « maison du Caucase » ainsi que tout appui des peuples du Caucase dans leur combat pour l'indépendance trouva aussi sa réflexion dans le programme du Front populaire de l'Azerbaïdjan en janvier 1992. Le président du FPA Aboulfaz Eltchibey lors de son discours à la conférence des pays turcophones à Ankara (Turquie) déclara même que la proposition de création d'une confédération caucasienne du nord à la frontière entre l'Azerbaïdjan et la Russie était soutenue par la Géorgie et la Tchétchénie alors que l'Arménie y était opposée. A. Eltchibey se proposa de faire la médiation dans les négociations entre B. Eltsine et D. Doudaïev, mais celle-ci ne fut pas agréée par le président russe. CAFERSOY Nazim. « Bagımsızlıgın onuncu yılında Azerbaycan-Rusya ilişkileri » (Dix ans de relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie). *Op. cit.*, p.308.

<sup>186</sup> CHETERIAN Vicken. « Les mille et une guerres au Caucase », *Le Monde Diplomatique*, août 1994, voir aussi l'article de CAFERSOY Nazim. « Tarihden günümüze Kafkas Evi girişimleri ve Türkiye » (L'histoire de l'évolution de la Maison du Caucase et la Turquie), *Stratejik Analiz*, Vol. I, №7, novembre 2000, <http://www.turksam.org/tr/yazdir1459.html>

<sup>187</sup> Un matériel analytique concernant la trêve et les intrigues de coulisse du ministère de la Défense de la FR qui admit ce laxisme dans les forces armées de la FR, voir GUSEINOV Elmar. « Chechenskij sindrom » (Le syndrome tchéchène), *Monitor*, novembre 1996, p. 34-36.

<sup>188</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnopoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 428.

<sup>189</sup> Une nouvelle campagne anti-azerbaïdjanaise d'accusations stériles de soutien des insurgés tchéchènes et des terroristes islamiques qui les aidaient se poursuivit dès le début de la deuxième campagne tchéchène. Même les déclarations de Heydar Aliyev que son pays se prononcerait et continuerait à se prononcer contre le séparatisme ne baissèrent pas la tension dans les relations. Lors des visites des chefs des états de la CEI, il aborda à plusieurs reprises le sujet de l'inadmissibilité du séparatisme et du terrorisme en invoquant le fait que l'Azerbaïdjan même pâtissait du séparatisme. MUSABEKOV Rassim. « Azerbajdzhan-Rossija : slova i dela » (Azerbaïdjan-Russie : paroles et faits), *Central'naja Azija i Kavkaz*, №3(9), 2000, p. 53.

accusant la partie azerbaïdjanaise d'assurer un soutien quasi militaire aux rebelles tchéchènes déferlèrent sur les premières pages de grands journaux russes.

L'Azerbaïdjan accordait à la Tchétchénie un soutien plus spécifiquement humanitaire. Un grand nombre de réfugiés migrèrent vers Bakou où ils reçurent une certaine aide de l'État. Des rebelles étaient soignés dans les hôpitaux de la ville. Ils transitaient par l'Azerbaïdjan pour se rendre en Iran, en Turquie ou ailleurs.<sup>190</sup> Stanislav Chernyavskiy écrivait à ce propos : « *Sans aucun doute, la frontière de l'Azerbaïdjan avec l'Iran et celle de l'Azerbaïdjan avec le Daghestan étant médiocrement défendues créant des possibilités de pénétration en Tchétchénie pour les guérillas et l'armement. Mais ces combattants venaient aussi en Tchétchénie par l'Ukraine, les pays baltes et de l'étranger plus éloigné, et même de Russie. L'armement débarquait en Tchétchénie de différents coins du monde, y compris par l'intermédiaire de militaires russes corrompus. Il est tout à fait possible qu'une certaine aide militaire à la Tchétchénie transitait par le territoire de l'Azerbaïdjan, mais la qualifier, comme on l'a fait maintes fois dans la presse russe, et à plusieurs reprises par des représentants officiels russes, en tant qu'assistance accordée par les autorités azerbaïdjanaises aux séparatistes tchéchènes était dénué de tout fondement* ».<sup>191</sup>

Cette amplification exagérée des hystéries anti-azerbaïdjanaises en Russie fut l'objet des négociations entre H. Aliyev et le président B. Eltsine à Moscou où le président azerbaïdjanais se rendit en janvier 1996.

Lors de la conférence de presse à Moscou, le président de l'Azerbaïdjan qualifia clairement la résistance tchéchène comme étant un « mouvement séparatiste ». Jusque-là il avait toujours maintenu une position de neutralité stricte et préférait ne pas se prononcer publiquement sur la question tchéchène. Aussi, pour mettre fin aux accusations émanant de la Russie, il proposa la création d'une commission spéciale de révision avec, à sa tête L. Kojevnikov, adjoint du directeur du Service Fédéral de la protection des frontières. Cette commission avait pour obligation de mettre en place des contrôles conjoints au niveau de la frontière entre la Fédération de Russie et la République d'Azerbaïdjan, des points militaires existants, y compris des

---

<sup>190</sup> En dehors d'eux, des hommes d'affaires débarquaient aussi en Azerbaïdjan compte tenu du fait que l'oléoduc transitait par la Tchétchénie et qu'ils étaient intéressés, une fois la guerre terminée, que la République d'Azerbaïdjan se mît à forer et à exporter son pétrole par le territoire de sa voisine. La même proposition fut avancée par Boris Berezovsky qui proposa d'affranchir l'économie tchéchène de l'isolationnisme d'état, pour assurer une exportation continue de pétrole. De plus, soulignons-le, après la guerre, le nouveau président de la Tchétchénie Aslan Maskhadov réalisa ses premières visites via l'Azerbaïdjan en suivant l'axe Bakou-Ankara-Washington.

<sup>191</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 429-430.

aérodromes, d'inspecter les côtes et le pourtour de la mer Caspienne, qui pourraient être utilisés pour faire transiter les guérillas et l'armement. Parfois, la commission interrompait son travail suite à la reconnaissance que « *les affirmations de la presse russe faussaient la réalité* ».

Le président azerbaïdjanais entreprit une mesure supplémentaire venant en appui à la politique du président russe : interdire l'activité du Parti nationaliste des « Loups gris » en Azerbaïdjan, compte tenu du fait que leur leader, l'ancien ministre de l'Intérieur Iskender Hamidov déclarait dans ses allocutions que 270 membres de son Parti participaient aux opérations militaires contre les forces russes sur le territoire de la Tchétchénie.<sup>192</sup>

La campagne anti-azerbaïdjanaise dans la presse russe fut appelée à légaliser devant les citoyens russes l'approbation des mesures « dures » pour sauvegarder l'ordre public. Les objectifs escomptés par toutes ces décisions étaient : la consolidation du rôle de la Russie dans le Caucase, ainsi que de la capacité d'imposer le passage de la frontière de l'Azerbaïdjan avec l'Iran et la Turquie sous contrôle russe.<sup>193</sup> En accusant ses voisins d'appui au terrorisme, la Russie pouvait elle-même, dans une large mesure, devoir affronter les mêmes accusations. En effet, il était bien connu que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui était considéré comme une organisation terroriste, possédait un bureau à Moscou. De plus, après la fuite de l'officier du service des renseignements russe Alexandre Litvinenko, le grand public apprit que les services secrets russes étaient impliqués dans des opérations de diversion sur les territoires des Républiques transcaucasiennes.

## 2. La station de radar russe de Gabala

Le domaine de la coopération militaire était un autre problème d'importance majeure pour les deux États, en particulier : **a)** la délibération sur le destin de la station de radar de Gabala et **b)** la coopération militaire entre la Russie et l'Arménie qui se répercutait négativement sur les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie.

**a)** La situation empirait de plus en plus autour du système de défense anti-missile de Gabala (« Qəbələ », en azéri) construit à l'époque soviétique, à 250 km de Bakou. Cette station est l'un des rares centres militaires russes en territoire azerbaïdjanais à avoir poursuivi ses activités après le départ de l'Azerbaïdjan, en 1993, de la 4<sup>ème</sup> armée russe. Mise en exploitation en 1985, cette station de type « Darial » était l'un des huit principaux centres de la défense

---

<sup>192</sup> MITJAEV V.G. *Op. cit.*, p. 56-57.

<sup>193</sup> Nous analyserons de façon détaillée le rôle de la guerre tchétchène dans les relations entre la Russie et la Turquie dans la partie de notre travail qui sera consacrée à la confrontation géopolitique des intérêts russes et turcs dans le Caucase.

antiaérienne et antimissile de l'URSS, son personnel pouvant atteindre jusqu'à 1 500 militaires. En octobre 1992, des négociations furent entamées entre les différents départements militaires au sujet du statut temporaire de la présence des unités des forces armées russes, y compris en ce qui concerne le destin de la station de radar de Gabala. Moscou essaya d'obtenir une location de longue durée à statut de base militaire. Suite à leurs négociations, les parties arrivèrent à une entente préalable de passation de la station de Gabala en location à la Russie pour une durée de 20 ans. Les détails des clauses furent remis à une date ultérieure ainsi que la signature de l'accord portant sur son exploitation conjointe. En mars 1993, suite à la dégradation de la situation sur le front du Karabakh, le nouveau ministre de la Défense azerbaïdjanais Dadash Rzayev proposa de lier le parachèvement de la question de Gabala à l'approvisionnement de l'armée azerbaïdjanaise en matériel militaire russe.<sup>194</sup> Réagissant à la réponse négative donnée par Moscou, la partie azerbaïdjanaise mit en avant les problèmes environnementaux et de santé publique : en particulier une mortalité infantile dans la région de Gabala due, vraisemblablement, à des taux de leucémie anormalement élevés. Cet argument avait déjà été évoqué en 2002 lors de négociations entre les deux présidents et avait fait l'objet de discussions au Parlement azerbaïdjanais.<sup>195</sup>

Le statut de cette station de radar ne figura pas dans l'accord signé par les deux pays jusqu'en janvier 2001. Jusqu'alors, la base servait essentiellement à centraliser et à analyser des informations primaires issues des observations à 180° de l'espace aérien au-dessus du Proche-Orient, ainsi qu'au-dessus de l'Iran, la Turquie, la Chine, le Pakistan, l'Inde, l'Irak, l'Australie et les eaux de l'océan Indien. En janvier 2001, les présidents Vladimir Poutine et Heydar Aliyev signèrent l'accord de location par la Russie de la station de radar de Gabala pour une durée de 10 ans pour un montant annuel de sept millions de dollars. Cet accord entra en vigueur en 2002. À l'issue de cette date la station serait fermée suite à l'accord mutuel qui avait été convenu par les deux États en 2012.<sup>196</sup>

**b)** La question de la fourniture par la Russie, entre 1994 et 1996 d'une grande quantité d'armes à l'Arménie après la signature du cessez-le-feu de mai 1994, fut une clause importante, mais très complexe. Le ministre de la coopération de la Russie avec les pays membres de la CEI,

---

<sup>194</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 423.

<sup>195</sup> Telman Zeynalov, directeur du Centre des pronostics auprès du ministère de l'Écologie de l'Azerbaïdjan affirmait que, pour un bon fonctionnement, la direction de la station acquiesçait de l'énergie pour 6 mois en Azerbaïdjan et pour les autres 6 mois elle utilisait cette énergie fournie par une station nucléaire spéciale qui se trouvait dans son sous-sol. Pour refroidir le réacteur, les soldats foraient des puits d'eau. L'eau utilisée était déversée dans le sol en le contaminant, y compris la flore et la faune de la région.

<sup>196</sup> YUSIFOV Shahin. *Art. cit.*, [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1380](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1380)

Aman Tuleyev, annonça le 14 février 1997 que durant la période allant de 1994 à 1996, la Russie fournissait secrètement à l'Arménie des volumes importants d'armement et de génie militaire. Dans le prolongement, il fit connaître la lettre datée du 28 février 1997 du ministre de la Défense de la Russie Igor Rodionov qui révélait ouvertement l'existence d'un approvisionnement clandestin de l'Arménie en matériel militaire russe,<sup>197</sup> entre les années 1994 et 1996. Il est quasiment impossible de citer les sources d'information et leur but faute d'accès aux documents portant la mention « top secret »<sup>198</sup>, mais cette nouvelle se répandit « comme la vérole sur le bas clergé » et provoqua une réaction acérée de la part de Bakou. En retour, une note diplomatique du MAE fut rédigée par le ministre Hassan Hassanov, puis le Parlement fixa ce sujet dans son ordre du jour. Lors de la tenue de sa session, Galib Haligov, adjoint du ministre de la Défense nationale fit une déclaration sensationnelle qui portait l'attention des parlementaires sur l'énorme quantité d'armes qui avait été transmise par la Russie à l'Arménie, et qui incluait les missiles tactiques « SCUD » ainsi que des missiles « Archer 2 » et « Archer 3 ». Dans sa présentation G. Haligov rajouta que tout l'armement partait initialement du port de la mer Caspienne Astrakhan vers le port iranien Enzeli puis les convois étaient acheminés en Arménie<sup>199</sup> par des camions ayant transité par l'Iran. L'ambassadeur des États-Unis dans la République d'Azerbaïdjan Richard Kauzlarich exprima également son opinion concernant le ravitaillement en armes de l'Arménie, en indiquant qu'il pensait qu'il existait une forte probabilité qu'en transitant par le territoire iranien beaucoup de missiles et de technologies nucléaires russes ne parvinrent jamais en Arménie.<sup>200</sup>

Durant les mois qui suivirent, le MAE de l'Azerbaïdjan intervint dans presque toutes les Organisations internationales en mettant en avant que cet approvisionnement clandestin en armement constituait une violation au principe du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, et positionnait la Russie, co-présidente du « Groupe de Minsk » de l'OSCE pour le règlement du conflit au Karabakh, du côté de l'Arménie, ce qui affaiblissait considérablement son statut d'impartialité. Pourtant, malgré cette position formelle du MAE de l'Azerbaïdjan,

---

<sup>197</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 433-434.

<sup>198</sup> Selon la version officielle, par le biais de ce sujet, le bloc communiste-patriotique de la Douma décida de porter un coup au gouvernement d'Eltsine avec lequel il ne se concertait pas. Les allusions à la participation dans l'approvisionnement en armement des anciens ministre et chef d'état-major Koz'yev et Kolesnikov laissait croire aux tentatives des nouveaux propriétaires de ces hautes fonctions pour se débarrasser des restes des équipes de leurs prédécesseurs au MAE et au ministère de la Défense.

<sup>199</sup> MAMMEDOVA A. « Parlament obsuzhdaet postavki rossijskogo oruzhija v Armeniju » (Le parlement discute de la livraison de l'armement russe en Arménie), *Zerkalo*, 08 mars 1997.

<sup>200</sup> NURANI. « Sledstvie ne okoncheno. Zabyvat' rano » (L'enquête n'est pas close. Trop tôt pour faire oublier), *Zerkalo*, 05 avril 1997.

Moscou, n'apporta aucune explication satisfaisante sur la question du transfert d'armes et tenta même de donner à cette affaire politique un sous-entendu de corruption financière.

Une commission spéciale de la Douma composée du général Lev Rokhline, du ministre de la Défense Igor Rodionov et du ministre des Affaires étrangères de la CEI Aman Tuleyev se chargea de l'enquête et délégua à ses comités de défense, de sécurité et des affaires de la CEI, la mise en place d'une vérification des faits liés à la transmission d'armes à l'Arménie. De plus, afin d'invoquer au moins quelques explications à cette transmission, la Douma ratifia l'accord de coopération militaire avec l'Arménie, qui supposait le placement de bases militaires russes sur son territoire. Pour contrebalancer cet accord, la Russie décida de faire ratifier par la Douma son accord avec l'Azerbaïdjan pour la création du groupe de coopération frontalière et pour l'extradition de son ancien Premier ministre Soret Husseynov qui s'était enfui en Russie<sup>201</sup> sous le coup d'une accusation de tentative de coup d'État par H. Aliyev.

C'est donc dans des conditions peu favorables que se déroula, du 2 au 4 juillet 1997,<sup>202</sup> la visite officielle du président de la République d'Azerbaïdjan Heydar Aliyev en Fédération de Russie. Alors que le sujet principal des pourparlers intergouvernementaux restait l'acheminement ultérieur du pétrole azerbaïdjanais par le territoire de la Russie, la question du transfert d'armement provoqua tout de même une certaine tension entre les leaders des deux pays. H. Aliyev refusa catégoriquement les propositions russes concernant la surveillance conjointe de la frontière irano-azerbaïdjanaise, et réfuta fermement le concept de « frontière interne de la CEI », et l'affirmation que « *chaque État indépendant défend sa frontière* ». Concernant les accusations faites à l'adresse de Bakou de convoyage de l'armement en Tchétchénie par la frontière azerbaïdjano-iranienne, H. Aliyev affirma : « *La frontière entre la Russie et l'Azerbaïdjan sur le secteur du Daghestan est surveillée par les gardes-frontières russes. Ils considèrent que des guérillas passent de l'Azerbaïdjan en Tchétchénie. Pourquoi les laissent-ils aller ? Aslan Maskhadov a visité Bakou à la veille de ma visite ici et il m'a dit : « Nous avons acheté l'armement à l'armée russe, dans les unités militaires russes. On vendait et on achetait tout là-bas ».*<sup>203</sup>

---

<sup>201</sup> NURANI. « Khotjat li russkie vojny? » (Les russes, veulent-ils faire la guerre ?), *Zerkalo*, 26 avril 1997.

<sup>202</sup> NURANI. « Dogovor podpisan. O chem dogovorilis' ? » (L'accord a été signé. Sur quoi s'est-on mis d'accord ?), *Zerkalo*, 05 juillet 1997.

<sup>203</sup> *Bakinskij rabochij*, 11 juillet 1997, dans CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 435, y compris à propos des visites d'Aslan Maskhadov à Bakou voir NURANI. « Vtoroj « neftjanoj sojuz » na Kavkaze? » (La deuxième « alliance pétrolière » au Caucase ?), *Zerkalo*, 05 juillet 1997, SHAHIN A. « Chechenskij prezident vtoroj raz pobyval v Baku » (Le président tchéchène visita pour la deuxième

Durant les négociations, B. Eltsine suggéra de créer une commission composée par les vices-Premiers ministres de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie afin d'enquêter sur les faits de convoyages illégaux d'armement dans la région. Mais, dès le mois d'août 1997, la Russie signa avec l'Arménie « l'Accord d'amitié, de coopération et d'aide réciproques » qui fut perçu par l'Azerbaïdjan comme une officialisation légale de l'union militaire entre les deux États.<sup>204</sup>

En septembre 1997, la commission commença ses activités. Après quelques sessions de travail des représentants des départements militaires, elle cessa pratiquement de fonctionner. Les explications russes concernant ce transfert illégal d'armement ne suffirent pas à la partie azerbaïdjanaise, provoquant une augmentation de tension dans les relations russo-azerbaïdjanaises. En raison de ce contexte, le ministre des Affaires étrangères russe Evgueni Primakov se rendit en Azerbaïdjan en octobre 1997, mais malgré ses efforts pour convaincre le président Aliyev que cet accord n'était pas orienté contre un pays tiers, le chef de l'État mentionna néanmoins dans son discours le différend existant dans les relations entre les deux pays, même s'il renonça aux virulentes « officieuses » affirmations antirusses.<sup>205</sup>

Bien que les parties se soient entendues pour poursuivre de pareilles rencontres dans le but d'éliminer tout malentendu dans leurs relations, un autre moment de tension se profila vers le milieu de l'été 1998. Faisant suite à la visite du ministre russe de la Défense I. Sergueïev à Erevan, un accord avec la partie arménienne fut signé à propos des délais et des devis relatifs au perfectionnement de la base militaire russe, la transmission ultérieure d'une grande quantité d'armement, y compris de moyens de défense aérienne, présumant l'installation de missiles anti-aériens S-300. En avril 1999, Aliyev posa la question de la transmission de l'armement à l'Arménie lors de la rencontre des chefs des pays participants à la CEI et exprima son indignation vis-à-vis d'une pareille attitude de la Russie qui, en apparence, aspirait à la neutralité

---

fois Bakou), *Zerkalo*, 29 novembre 1997, et MOKIN S. « Blic-vizit...i nef't' poshla? G. Aliev oderzhal eshche odnu pobedu dlja vsekh, v tom chisle i dlja Rossii » (La visite...et le pétrole coula à flots ? H. Aliyev remporta encore une victoire en faveur de tous, y compris en faveur de la Russie), *Zerkalo*, 14 juillet 1997.

<sup>204</sup> Pour des détails visant la coopération militaire entre la République de l'Arménie et la Fédération de Russie voir TISCHENKO G.G. « Vooruzhennyye sily i voenno-politicheskij kurs Armenii » (Les forces armées et l'orientation militaire et politique de l'Arménie), dans KOZHOKINA E.M. *Armenija-problemy nezavisimogo razvitiya* (L'Arménie – les problèmes de développement indépendant), recueil de textes, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 1998, p. 560-562. Il faut indiquer à titre informatif que la Russie collaborait étroitement avec l'Arménie et que, par ailleurs, sa coopération militaire avec l'Azerbaïdjan battait son plein. Selon les données des années 2003-2008 les principaux fournisseurs d'armement en Azerbaïdjan furent l'Ukraine (364 mln de dollars), la Russie (128 mln de dollars) et la Géorgie (108 mln de dollars), SIPRI trend indicator values of arms imports to Armenia, Azerbaijan, Georgia, 1991-2008, 21 february 2010, [http://www.sipri.org/contents/armstrad/output\\_types\\_TIV.html](http://www.sipri.org/contents/armstrad/output_types_TIV.html)

<sup>205</sup> NURANI. « Vizit Evgenija Primakova v Azerbajdzhan ne byl « chrezvychajnym » » (La visite de Primakov en Azerbaïdjan ne fut pas « en urgence »), *Zerkalo*, 11 octobre 1997.

dans la solution du problème du Karabakh. Faute de perspectives dans le dénouement de cette situation, l'affaire fut abandonnée par la commission elle-même et, la même année, Bakou refusa de prolonger l'accord sur la sécurité collective de la CEI et la quitta.

Les destins des personnes qui animèrent cette commission de la Douma sont dignes d'intérêt. I. Rodionov fut démis de la fonction de ministre de la Défense et remplacé par Igor Sergueïev. A. Tuleyev fut libéré de sa fonction de ministre des Affaires étrangères de la CEI et délégué en tant que gouverneur dans sa région natale de Kemerovo.<sup>206</sup> Après avoir quitté la fraction parlementaire « Notre maison – la Russie », où il siégeait dans le fauteuil de président du Conseil de la Douma pour la défense, le général Rokhline fut assassiné en 1998 par son épouse dans des circonstances qui n'ont jamais été clairement élucidées. L'enquête ne dépista pas dans quelle mesure cet événement était à mettre sur le compte de l'activité de la commission chargée de se pencher sur la question de la transmission illégale d'armement.<sup>207</sup>

### 3. La question Lezguienne, comme facteur déstabilisateur des relations entre les deux pays

L'ethnie Lezguienne, minorité nationale vivant au nord de l'Azerbaïdjan fait partie, de par sa composition ethnique, des peuples du Daghestan. Environ 200 mille représentants de cette ethnie nord-caucasienne vivent en Azerbaïdjan et les données officielles dénombrent une population de l'ordre de 300 mille personnes dans la République autonome du Daghestan de la Fédération de Russie. Par son nombre, les Lezguiens constituent donc, après les Avares, les Darguines et les Koumyks la quatrième ethnie la plus importante. Ils peuplent depuis des siècles les deux rivages de la rivière Samour - la frontière actuelle entre la République de l'Azerbaïdjan et la Fédération de Russie.

Durant l'époque de l'Empire tsariste et de l'Union soviétique, le sujet Lezguien n'émergea jamais en tant que problématique puisque l'espace de leur habitation faisait partie de la même unité administrative territoriale, car les frontières internationales actuelles n'existaient pas encore à cette époque. Après l'effondrement de l'URSS, les Lezguiens furent scindés en deux parties du fait de l'apparition de deux nouveaux États indépendants.<sup>208</sup>

---

<sup>206</sup> KASIMOVA T. « General Rokhlin pokidaet « partiju vlasti ». Tam li my ishhem sebe sojuznikov? » (Le général Rokhline quitte le « parti du pouvoir ». Cherchons-nous des alliés au bon endroit ?), *Zerkalo*, 05 juillet 1997.

<sup>207</sup> NURANI. « V Moskve ubit general Rokhlin : ne iskljucheno, chto ego smert' svjazana s postavkami oruzhija v Armeniju » (Le général Rokhline assassiné à Moscou : on n'exclut pas que sa mort soit liée aux livraisons d'armements en Arménie), *Zerkalo*, 04 juillet, 1998.

<sup>208</sup> « Southern tears : dangerous opportunities in the Caucasus and Central Asia », in MENON Rajan, FEDOROV E. Yuri, NODIA Ghia. *Russia, the Caucasus, and Central Asia : the XXI century security environment*, East West Institute, p. 170.



Il faut reconnaître qu'on entendit parler pour la première fois de la réunification des Lezguiens en 1965, en raison de la politique d'assimilation menée par les autorités azéries. L'idée sous-jacente était que les Lezguiens pourraient sauvegarder leur mode de vie, leur langue et leur nationalité par la préservation du droit de désassimilation. Après l'écroulement de l'URSS, ils se mirent à s'organiser politiquement. Ainsi, en juillet 1990, dernière année d'existence de l'URSS, l'organisation « Union démocratique des Lezguiens » (Sadval) fut créée avec pour objectif de réunifier les Lezguiens des deux rives de Samour.<sup>209</sup> Mais comme les deux pays ne portèrent pas suffisamment d'attention à cette volonté, Sadval passa à des actions plus radicales telles que la proclamation de l'indépendance. La réaction du gouvernement azerbaïdjanais ne se fit pas attendre et les Lezguiens furent appelés dans les commissions de mobilisation pour effectuer leur service militaire au moment de cette période très troublée des combats violents au Karabakh. La tension monta encore d'un cran lorsque la Russie, saisissant l'envenimement des relations avec l'Azerbaïdjan dirigé par le Front populaire, jugea bon de fermer la frontière et d'établir un régime de visa pour les citoyens azerbaïdjanais.

La situation devenait de plus en plus critique. L'Azerbaïdjan qui a survécu aux prétentions territoriales du Karabakh, eut la malchance de devoir revivre un autre partage territorial sur son versant nord. Consciente des difficultés apparues, Bakou accepta d'établir un compromis avec les Lezguiens. Dans cette situation turbulente « Sadval » réalisa le 19 mars 1994 l'une de ses plus odieuses actions en Azerbaïdjan : l'explosion terroriste dans le métro de Bakou qui causa la mort de 14 personnes et fit 49 blessés<sup>210</sup> Les autorités azerbaïdjanaises suspectèrent la main invisible de la Russie qui, de cette manière, contraignait l'Azerbaïdjan à accepter l'installation de la base militaire russe sur son territoire et la patrouille de ses frontières par ses forces armées. Cependant, alors que les Lezguiens de l'Azerbaïdjan étaient très radicaux dans leurs attitudes et comportements, leurs « confrères » du Daghestan l'étaient bien moins. Si le problème des Lezguiens avait été la pierre angulaire des relations entre deux États et si les Lezguiens avaient proclamé leur indépendance vis-à-vis de l'Azerbaïdjan, il aurait été tout à fait possible que les Azerbaïdjanais demeurant en groupes compacts sur le territoire du Daghestan, comme par exemple dans la région de Derbent, auraient entrepris des actions similaires.

Mais cette tension s'atténua avec le temps. Les rapports entre l'Azerbaïdjan et la Russie commencèrent à s'améliorer et leurs relations économiques se développer, ce qui plaça le

---

<sup>209</sup> SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethno-political conflict in the Caucasus*. Op. cit., p. 259.

<sup>210</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). Op. cit., p. 149.

problème Lezguien au second plan. De plus, les autorités russes prirent également conscience du danger que représentait le nationalisme Lezguien pour la stabilité du Daghestan, avec sa population multiethnique et ses nombreuses contradictions. La guerre en Tchétchénie joua un rôle de modérateur de tension. Compte tenu des évènements survenus dans les relations bilatérales des deux pays, l'activité de « Sadval » se restreignit brusquement et son leader Ruslan Achuraliyev déclara en 1996 que l'idée de la création de l'État Lezghistan allait être remise à un proche avenir et il se prononça pour la mise en place d'une zone économique libre dans la région de résidence compacte des Lezguiens en Azerbaïdjan et en Russie.

Comme les Azerbaïdjanais, les Lezguiens pratiquent l'islam et partagent des coutumes et des cultures communes ainsi qu'une histoire multiséculaire de bon voisinage. Par comparaison avec les Russes et les Arméniens, une bonne partie des Lezguiens maîtrisent parfaitement la langue azérie et sont intégrés dans la société azerbaïdjanaise. Les mariages mixtes sont très répandus. Nous avons nous-mêmes des liens familiaux avec des Lezguiens et ils sont dignement représentés dans l'élite politique et intellectuelle de la République.

#### 4. L'Azerbaïdjan au sein de la Communauté des États indépendants (CEI)

Compte tenu du fait que notre recherche n'a pas comme but d'étudier de façon détaillée la création de la Communauté des États Indépendants après l'effondrement de l'URSS, les étapes de l'institutionnalisation de la CEI seront analysées sommairement afin de reconstituer une image plus claire de cette organisation, ses processus internationaux internes, les étapes de l'établissement et du développement de la CEI dans le cadre des relations bi- et multilatérales de ses pays membres. Puisque la structure même de la CEI inclut tout un système de relations complexes, on se concentrera sur ses deux orientations fondamentales : économique et militaro-politique.

La Communauté des États indépendants est une organisation internationale réunissant 12 États : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Moldova, la Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine. Le quartier général de cette organisation se trouve à Minsk. La CEI ne possède pas de mandat supranational, les États-membres sont indépendants et ses sujets sont égaux en droit. L'organe suprême de la CEI est le Conseil des chefs d'État qui est convoqué deux fois par an.<sup>211</sup> Le nom même de

---

<sup>211</sup> KOSOV J.V., TOROPYGIN A.V. *Sodruzhestvo Nezavisimykh Gosudarstv : Instituty, integratsionnye processy, konflikty* (Communauté des États indépendants : Institutions, processus d'intégration, conflits), Moscou, « Aspekt Press », 2009, p. 3-4.

« Communauté des États indépendants » est plutôt un euphémisme, une désignation délicate d'une alliance interétatique instable et intérieurement contradictoire, se mouvant vers l'écroulement qualifié diplomatiquement de « divorce civilisé » des ex-Républiques soviétiques. Le processus même de la création de cette Communauté présenta un caractère complexe et se développa difficilement et contradictoirement.

On pourrait diviser la période du début de la création de la Communauté des États indépendants et jusqu'à la fin de 1998 en trois périodes : 1991-1993, 1993-1996, et l'après 1997. En les caractérisant succinctement on pourrait dire que la première période de l'existence de la CEI coïncida avec l'époque où les ex-Républiques soviétiques conservaient encore de forts liens économiques avec la Russie. Mais, du point de vue politique, elles reçurent leur indépendance, furent reconnues par les organisations internationales et se mirent à construire leurs identités d'États indépendants. En dépit du fait que des milliers de décisions orientées vers la sauvegarde du marché commun et des liens économiques furent prises dans le cadre de la Communauté, les tendances centrifuges se renforcèrent. Ce processus devint dominant dans les relations économiques entre les pays, ce qui conduisit à l'approfondissement de la crise économique, à une augmentation de l'inflation et à bien d'autres conséquences négatives dans tous les États.

La seconde période fut accompagnée par l'aggravation des crises économique et politique. Après avoir renforcé leur indépendance, les nouvelles Républiques tâchèrent de mettre en place leurs propres mécanismes économiques et financiers, renforcèrent les liens avec leurs voisins, stabilisèrent le marché intérieur et firent baisser l'inflation. Néanmoins, à l'intérieur de la CEI, les décisions intergouvernementales changèrent de caractère, en ce sens que leurs attitudes entre elles devinrent plus coriaces et plus critiques, et que les positions des membres concernant l'un ou l'autre problème d'interaction économique se dissocièrent.

Cinq années après la fondation de la CEI, la précarité de cette structure intergouvernementale en tant que mécanisme vivant et agissant devint de plus en plus visible. De plus en plus des appels à l'abolition de la CEI se firent entendre, et les présidents des Républiques préférèrent développer des relations bilatérales dans le cadre de la CEI plutôt que de s'embarquer dans des accords multilatéraux ne valant rien et n'existant que sur du papier.<sup>212</sup>

Comme nous l'avons déjà souligné, les orientations fondamentales des coopérations au sein de la CEI concernaient l'économie et les relations militaro-politiques. Du point de vue

---

<sup>212</sup> LIGHT Margot. « La galaxie CEI 1991-2006 », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3, №1055, p. 14-25, <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-3-page-14.htm>

économique, il semblait tout à fait logique pour Moscou de créer la Communauté par des attaches avec la Russie, compte tenu de l'organisation économique unique de l'ex-URSS. À l'exception de l'Ukraine, les chefs d'État de la CEI signèrent en mars 1992 à Moscou l'accord sur le principe de la création d'une Union douanière. Deux mois plus tard, ils conclurent à Tachkent un accord sur la coopération dans le domaine de l'activité économique extérieure. Après l'affaissement de l'espace commun du rouble, un Accord-cadre sur l'union économique pour une durée de 10 ans fut signé en septembre 1993. Cette disposition prévoyait la création progressive d'une zone de libre-échange dans le cadre de la CEI, de l'Union douanière, du marché commun des produits, des capitaux, de main-d'œuvre et d'union monétaire. À ses débuts, cet accord fut seulement signé par neuf États, qui seront rejoints plus tard par le Turkménistan et la Géorgie en leurs qualités de membres plénipotentiaires, puis par l'Ukraine, en sa qualité de membre associé. Suite à cet accord, une entente élargie sur la création d'une zone de libre commerce fut conclue en avril 1994, et en octobre de la même année, celle de la création de l'Union monétaire. Tout ne fut pourtant pas aussi simple, car, en septembre 1994, l'Azerbaïdjan refusa de signer l'accord sur la création d'une structure de coopération économique dans le cadre de la CEI<sup>213</sup>, et que la Russie se heurta par la suite à la chute inattendue de la production de son industrie lourde.<sup>214</sup> Ce furent probablement les principales causes de l'échec dans la mise en place de relations économiques fortes au sein du nouvel organisme, malgré l'intérêt présenté par la Russie pour les autres Républiques.

Pour compenser cette tentative stérile de ressusciter économiquement l'Union soviétique, une union militaire fut mise en œuvre, dont le ciment était la perception d'une menace extérieure commune émanant des conflits régionaux locaux, même si, après la chute de l'URSS et la fin de la Guerre froide, elle affectait déjà les intérêts de certaines Républiques et pas celle de la CEI dans sa globalité.

Le Traité de sécurité collective (TSC) fut signé en mai 1992 suite à la signature de l'accord sur le partage des biens militaires de l'URSS se trouvant sur le territoire des Républiques.<sup>215</sup> Avec le temps, les mécanismes militaires et politiques de la CEI progressèrent et le Traité de sécurité collective prévoyant la sauvegarde conjointe des frontières en Asie centrale

---

<sup>213</sup> SHISHKOV Juri. *Art. cit.*, pp. 96-97.

<sup>214</sup> Si la production industrielle baissa en 1990-1996 de 52,3% et celle de la production des produits chimiques - de 61,3%, la construction des machines et du façonnage du métal perdit jusqu'à 67,5% de sa production et l'industrie légère même de 87%. En cause à la base de cette dynamique catastrophique il faut mentionner la basse qualité des produits finis qui pouvaient être uniquement dispensés par une distribution forcée des marchandises par le Comité de l'approvisionnement soviétique dans les conditions d'un protectionnisme acerbe qui exemptait l'économie soviétique de la concurrence étrangère. *Ibid.*, p. 93.

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 101-102.

et en Biélorussie sous la supervision des armées russes - qui fut également appliquée en août 1995 en Géorgie et en Arménie - fut paraphé lors de la convocation des chefs des États-membres de la CEI à Moscou en avril 1994.<sup>216</sup> Des actes réglementant l'activité du secrétariat du Conseil de la sécurité collective furent adoptés lors de ce sommet.<sup>217</sup>

Comme auparavant, le facteur catalyseur de la CEI étant la Russie, la partie majoritaire des forces de maintien de la paix envoyées au Tadjikistan fut composée par la 201<sup>ème</sup> division d'infanterie motorisée résidant déjà dans ce pays. Outre le Tadjikistan, ses « forces de maintien de la paix » furent aussi utilisées dans les différends entre la Géorgie et l'Abkhazie et entre la Géorgie et l'Ossétie du sud. Le financement par la Russie de ces opérations s'éleva à 2,5 milliards de roubles en 1992 et à 26 milliards de roubles en 1993 et témoignait de la recrudescence de la question de la pacification et de son évolution comme l'une des priorités de la politique étatique et de son agencement militaire.<sup>218</sup>

Certains pays membres étaient mécontents de la politique russe menée principalement dans les pays aux conflits locaux, ce qui conduisit à la création au sein de la CEI, en 1997, de l'organisation sous-régionale GUAM réunissant la Géorgie (Abkhazie et Ossétie du sud), l'Ukraine ( la presqu'île de la Crimée), l'Azerbaïdjan ( le Haut Karabakh) et la Moldova (la Transnistrie), et à laquelle l'Ouzbékistan s'associa ultérieurement (GUUAM). Jacques Lévesque appelait cette alliance « l'îlot américain » situé loin des États-Unis.<sup>219</sup> Les déclencheurs du rapprochement des pays de GU(U)AM furent les projets de coopération internationale basés sur l'exploitation des gisements de schistes carbonés de la Caspienne et l'exportation du produit brut par le couloir eurasiatique de transport TRACECA (Transport Corridor Europe-Caucase-Asie). Avec le temps cette coopération se morcela en ententes bilatérales et multilatérales de création de structures militaires afin de défendre les oléoducs passant par leurs territoires, prioritairement

---

<sup>216</sup> DE TINGUY Anne. « La Russie en Transcaucasie : Chef d'orchestre ou médiateur ? », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI Mohammad-Reza, Bruylant-Bruxelles, 1995, p. 149.

<sup>217</sup> L'Azerbaïdjan ne fit pas confiance au système de sécurité commun au sein de la CEI compte tenu du fait qu'il n'avait aucun intérêt à se retrouver dans la même structure avec l'Arménie qu'il accusait d'occupation de ses territoires (on proposa, par exemple, une coopération dans la sphère d'échange d'information pour combattre plus efficacement le terrorisme ou la création de contingents militaires supplémentaires). En conclusion, l'Azerbaïdjan signa l'accord de participation au TSC que le Parlement, pourtant, ne parapha pas. Et quand en 1999 se déclencha la situation de crise qui remit en question l'existence même de la CEI, l'Azerbaïdjan quitta le TSC.

<sup>218</sup> DANILOV Dmitri. *Op. cit.*, p. 104.

<sup>219</sup> LEVESQUE Jacques, BREAUULT Yann, JOLICOEUR Pierre. *La Russie et son ex-empire : Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, « Presses de Sciences Po », 2003, p. 48-49.

l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan dont le pétrole était acheminé par la mer Noire, et aussi par l'Ukraine.<sup>220</sup>

Vers 1997, dans la conjoncture d'un mécontentement de la situation existante de la plupart de ses membres, des propos de révocation de la CEI se firent entendre. La tentative de réformer la CEI lorsque Boris Berezovsky en devint le secrétaire exécutif, n'aboutit à aucun résultat concret. Moscou ne réussit pas à devenir le centre de la Communauté apte à rassembler tous les membres aux niveaux politique et économique. Moscou fixa des objectifs délibérément inaccessibles dans ses relations avec les pays membres de la CEI ; la philosophie russe concernant le fonctionnement de la Communauté manqua de cohérence et souffrit les années suivantes d'un certain nombre de transformations brutales : celles de l'idée d'une CEI comme mécanisme capable d'atténuer les conséquences négatives du processus d'effondrement, et l'orientation vers l'intégration à plusieurs vitesses.

##### 5. La question de la minorité russophone en Azerbaïdjan

L'une des questions suscitant de l'intérêt dans les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie fut celle des diasporas des deux pays qui figurait parmi les autres problèmes humanitaires. L'afflux de la population russophone dans les pays du Caucase du sud commença avec l'annexion de cette région à l'Empire russe au début du XIX<sup>e</sup> siècle. On peupla ces territoires de population russe afin de renforcer les positions arrières sur les nouvelles terres hétérodoxes, à savoir, le Caucase du nord et les khanats azéris dans le Caucase du sud. À l'époque de l'Union soviétique, cet afflux commença à s'accroître, mais le caractère de cette migration était bien différent. L'URSS était perçue comme étant la « patrie » de tous. Mais l'idéologie étatique sous-jacente ne fut pas orientée vers l'exportation principale de la culture russe, mais plutôt vers la formation d'une collectivité unique, le peuple soviétique dont la langue maternelle serait le russe. Au moment où cette « patrie » se liquéfia, des millions de citoyens soviétiques furent placés dans une situation compliquée.<sup>221</sup>

Au temps des Soviets, l'influence russe était ressentie de façon particulière à Bakou. La qualité et les perspectives de l'enseignement en russe, la promotion hiérarchique et d'autres

---

<sup>220</sup> En sa qualité d'organisation sous régionale, la création de GU(U)AM n'eut aucun effet. Dès le début elle fut créée comme une contrebalance à l'appui accordé par la Russie aux régimes séparatistes dans ces Républiques. Comme résultat, dès la première pression de la part de la Russie, l'Ouzbékistan quitta le premier des rangs de cette organisation en 2001. Mais en août 2008, après une guerre de cinq jours, quand aucun des membres de la GU(U)AM ne soutint le président de la Géorgie Mikheil Saakashvili, le besoin d'existence de la susdite organisation disparut.

<sup>221</sup> MALASHENKO Aleksej. *Art. cit.*, p. 44 et ZAÏONTCHKOVSKAÏA Janna. « CEI : tendances migratoires de la décennie 1990 », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2003/5, №1035, p. 4-14, <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2003-5-page-4.htm>

facteurs contribuèrent à une forte russification de sa population. La suite logique de ce processus se traduisit par la formation à Bakou, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, d'une sous-culture ethnique dénommée « bakinoise » très cosmopolite et russophone. La domination de la langue russe<sup>222</sup> à Bakou faisait qu'une grande partie de la population allophone, y compris certains Azerbaïdjanais « russophones » (57 500 en 1970 soit 1,3% des azerbaïdjanais) la considéraient comme leur langue maternelle. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la population russophone quitta l'Azerbaïdjan de façon massive.<sup>223</sup> Les causes de ce reflux de l'Azerbaïdjan, et de toute la Transcaucasie, furent variées, mais à cette époque deux d'entre-elles nous paraissent plus importantes : d'une part, les conflits interethniques qui envenimèrent les relations entre les nations qui ne concernaient pas directement la population russe (Karabakh, géorgien-ossète et géorgien-abkhaze), créant une forte tension générale dans la région ; de l'autre, l'aggravation de la situation économique de la population suite à cette instabilité générale. Selon le recensement de la population effectué en 1989, la part de la population russe en Azerbaïdjan représentait 5,6% contre seulement 2% après la période de l'indépendance. Ce qui, selon d'autres données, évalue la population des Russes ethniques à un nombre de l'ordre de 120 à 160 mille, dont 32 mille possédant la citoyenneté russe. Il convient cependant de remarquer que, de toutes les Républiques du Caucase du sud, la communauté russe de l'Azerbaïdjan fut la moins harcelée et plus libre de pouvoir défendre ses propres intérêts.<sup>224</sup> Plusieurs institutions de la diaspora russe y déployaient leurs activités, tels que : les organismes d'État « La communauté russe de la République d'Azerbaïdjan » (plus de 70 mille personnes) qui comprenait 28 sections parmi lesquelles une filiale à Moscou, 10 filiales dans les secteurs de Bakou ainsi que dans les plus grandes villes ; « Le centre de la culture des Slaves en Azerbaïdjan » comptant plus de 21 mille personnes ; « La confrérie des Kazakhs en Azerbaïdjan » qui réunissaient 1500 personnes dont le centre se trouvait à Bakou et ses filiales à Gandja et Soumgaït et enfin, « La solidarité des peuples de l'Azerbaïdjan », la communauté qui avait, selon les sources, entre 6 et 10 milles membres. Il est cependant très difficile de préciser quelles en sont les réalités, quel est l'impact réel de ces organismes aux niveaux politique, économique et culturel du pays. On peut cependant

---

<sup>222</sup> TEURTRIE David. « La langue russe : Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/3, №1043, p. 67-75,

<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-3-page-67.htm>

<sup>223</sup> USTADZHLY Salekh. « Nuzhen li Azerbajdzhanu russkij sektor? » (L'Azerbaïdjan, a-t-il besoin de l'enseignement en russe ?), 18 février 2014, <http://minval.az/author/479>, et GALSTYAN Garik. « Les minorités russes dans le Sud-Caucase : une diaspora en voie d'extinction », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/3, №1043, p. 24-36, <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-3-page-24.htm>

<sup>224</sup> LEGOJDA V.R. « Russkojazychnaja diaspora v stranah Central'noj Azii i Zakavkaz'ja : sovremennaja situacija i perspektivy » (La diaspora russophone dans les pays de l'Asie centrale et de la Transcaucasie : situation contemporaine et perspectives), recueil de textes sur les pays de la Communauté des États indépendants, Moscou, 2002, p. 66.

supposer que leur influence était importante comme c'était le cas de toutes les diasporas au Caucase du sud.<sup>225</sup> Les diasporas d'autres peuples vivant en Russie étaient aussi présentes en Azerbaïdjan (les tatares, les avars, les lezguiens et d'autres) et, compte tenu de leur orientation pro-russe, elles pouvaient être reliées à la diaspora russe. Entre vingt magazines et trente journaux étaient édités en russe. Les chaînes télévisées ORT, RTR et NTV diffusaient leurs émissions (données de 2000). Parallèlement, en conformité avec la Constitution, l'azerbaïdjanais était l'unique langue d'État, le russe n'ayant aucun statut officiel.<sup>226</sup>

Mais, en dehors des problèmes et des perspectives de la population russophone de l'Azerbaïdjan, il y a un revers de la médaille qui créait de temps à autre une certaine tension dans les relations bilatérales. Plus concrètement, c'est le problème de la diaspora azérie en Russie. La forte migration vers la Russie commença après la chute de l'URSS et porta un caractère économique prédominant. En effet, suite à l'effondrement de la production industrielle et de la crise économique des années 1990 en Azerbaïdjan, la migration concernait, selon différentes sources, de 1 à 2,5 millions de personnes. Dans leur majorité, les migrants représentaient une main-d'œuvre bon marché dont la Russie avait besoin dans les domaines du commerce et des services. Selon des données officielles, leurs transferts d'argent en Azerbaïdjan constituaient environ 5 milliards de dollars qui étaient un levier puissant de pression sur l'Azerbaïdjan de la part de la Russie pour résoudre des problèmes politiques.

Par ailleurs, l'afflux des migrants en Russie semble également pouvoir être lié à la pénurie de sa main-d'œuvre. Par comparaison avec d'autres migrants comme, par exemple, ceux d'Asie centrale, les Azerbaïdjanais entrent facilement dans leur grande majorité en contact avec la population locale. Certaines analyses révèlent également que les Azéris nés en Russie d'un mariage mixte s'identifient rarement à l'Azerbaïdjan et se considèrent comme russes à part entière et qu'ils ont, de plus, contribué à la solution du problème de dénatalité en Russie. Ces données vont avoir une importance majeure dans les relations réciproques entre ces deux pays, ce qui signifie que la Russie ne sera jamais intéressée pour établir un régime de visa avec l'Azerbaïdjan. Comme le sujet est récent, on peut comprendre pourquoi tout changement à

---

<sup>225</sup> LEGOJDA V.R. *Op. cit.*, p. 67.

<sup>226</sup> Pour plus d'info voir : [http://en.wikipedia.org/wiki/Russian\\_language\\_in\\_Azerbaijan](http://en.wikipedia.org/wiki/Russian_language_in_Azerbaijan), ainsi que *Rossijsko-Azerbajdzhanskije otnoshenija za 20 let : istorija i perspektivy (1991-2011)* (Les relations russo-azerbaïdjanaises au fil de vingt années : histoire et perspectives (1991-2011)), *Op.cit.* Il faut rajouter qu'en commençant par 2000 la situation changea promptement. Dès 2002 la langue azérie (l'alphabet latin) en tant que langue d'État prit sa place et toute la jurisprudence et les documents officiels commencèrent à être réalisés uniquement dans cette langue. La connaissance de cette langue fut obligatoire pour favoriser l'ascension hiérarchique de la population russophone pour. De même, dès 2008, la diffusion des chaînes russes fut interdite et resta la prérogative de la télévision par câble.



caractère conjoncturel peut impacter le développement postérieur des relations entre les deux pays.<sup>227</sup>

---

<sup>227</sup> ALIYEV, Farkhad. « Russia-Azerbaïdjan : back to beginnings ? », *Central Asia & Caucasus*, №3(27), 2004, p. 160.

## Chapitre 2 : La République islamique d'Iran

### *Section 1 : Relations sous Aïaz Mutalibov*

#### **A. L'Iran en tant qu'acteur régional dans la politique extérieure de l'Azerbaïdjan**

Au fil de longues années, l'Iran scruta l'évolution des situations au Caucase du sud et en Asie Centrale. Après 70 années de déclin dans ses relations, la destruction des piliers du régime socialiste propulsa l'Iran et la Turquie sur le devant de la scène politique grâce à l'institution de nouveaux liens avec tous ses voisins représentés par les Républiques indépendantes du Caucase du sud (Azerbaïdjan, Arménie) et d'Asie centrale (Turkménistan). Les évènements qui se développèrent à ses frontières ne pouvaient pas ne pas inquiéter le gouvernement iranien qui prenait en considération le fait qu'il avait des relations suffisamment étroites avec ces pays aux niveaux culturel, géographique (la frontière terrestre entre les deux États constituait 753 km), linguistique et historique. Cependant, le fait que la République Islamique d'Iran (RII) rattachait l'URSS au groupe des pays « diaboliques » et, dans ses relations avec ces pays, adoptait la doctrine de « l'isolation acérée », l'Iran ne fut pas concerné par la décomposition de l'Union soviétique<sup>228</sup>, comme étant un État fort et n'ayant pas intérêt à avoir un « vide » (d'influence) dans les territoires proches de ses frontières.<sup>229</sup>

En 1990, avec son nouveau président A.A. Hachemi-Rafsandjani, le cours de la politique extérieure de la RII a subi des changements sérieux et sa stratégie dans ce secteur commença à se caractériser par une plus grande modération. Les adeptes d'A.A. Hachemi-Rafsandjani considéraient qu'il était temps de mettre fin à l'isolation du pays et de redonner à l'Iran le rôle de puissance régionale qu'il tenait jadis. L'Iran se mit à accorder plus d'attention à ses voisins proches des relations compliquées avec beaucoup de pays arabes. Il était contraint de tolérer la situation créée dans la région du Proche et Moyen-Orient et du golfe arabo-persique, dictée par les États arabes et partiellement par les États-Unis qui lui laissaient peu d'espace. Par contre, l'Asie centrale et la Transcaucasie lui ouvraient des possibilités pour une manœuvre politique et

---

<sup>228</sup> Même après la chute de l'URSS Moscou a gardé pour l'Iran sa portée considérable. Téhéran désirait que la Russie honore les accords signés avec l'Iran et qu'elle prenne la responsabilité pour leur mise en place, il tenta de ne pas donner de raison à la Russie de les désavouer. On insistait sur l'importance des ententes signées les dernières années, surtout des accords dans le commerce et l'armement. Ainsi, malgré le désir de l'Iran de diffuser son influence idéologique en Asie Centrale et en Transcaucasie il s'est avéré que la stabilité régionale et les relations bipartites réciproquement avantageuses ont pour l'Iran une importance majeure. DRUZHILOVSKIJ S.B, KHUTORSKAJA V.V. « Politika Turcii i Irana v Central'noj Azii i Zakavkaz'e » (La politique de l'Iran et de la Turquie dans les régions de l'Asie Centrale et du Caucase), recueil de textes sur la Communauté des États indépendants, 2002, p. 234.

<sup>229</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 666.

économique.<sup>230</sup> Selon la spécialiste iranienne Shireen Hunter, la politique iranienne ainsi que la bureaucratie restaient idéologisées malgré le fait que le président Hachemi-Rafsandjani menait une politique intérieure plus modérée et se basait moins sur sa composante idéologique. Deux courants basés sur des approches idéologiques opposées s'affrontaient au niveau du gouvernement qui se montrait incapable de décider du choix de l'orientation à donner à sa politique intérieure. C'est pourquoi les pays d'Asie Centrale et de Transcaucasie se retrouvèrent devant un dilemme, en ce sens qu'ils désiraient établir des relations étroites avec l'Iran, mais que la rhétorique de la diplomatie iranienne ne coïncidait pas avec la politique étrangère conduite sur le terrain.<sup>231</sup>

La disparition de l'URSS comme unité géopolitique régionale et internationale eut, sur l'Iran, une influence à la fois positive et négative. Sur le plan négatif, l'Union soviétique présentait un danger pour l'Iran, en tant que voisin assez puissant ayant le statut de puissance mondiale assez imprévisible, apte à appliquer à tout moment une pression physique et idéologique sur ses voisins du sud (comme, par exemple, en Afghanistan). Par contre, sur le plan positif, la disparition de l'URSS a libéré l'Iran de la tension permanente de l'ascendance du communisme qui menaçait ses frontières depuis 1917. Il paraît important d'ajouter que la création d'États minuscules à la place d'une unité indissoluble ne pouvait pas menacer la sécurité et les intérêts nationaux de l'Iran, parce qu'ils constituaient initialement des formations pseudo-étatiques très faibles dressées sur des jambes d'argile. Par ailleurs, ces nouveaux pays très faibles qui étaient déchirés intérieurement par un déclin politique et économique, n'enchantaient pas le gouvernement iranien en dépit du fait qu'il les considérait comme une sorte de bouclier défensif pour endiguer une éventuelle avancée de la Russie. C'est pourquoi, peu après l'écroulement de l'URSS, l'Iran entreprit des changements importants dans sa politique étrangère en lui donnant un caractère plus offensif pour combler le vide dans la région du Caucase du sud et de l'Asie centrale.<sup>232</sup>

Les relations de l'Azerbaïdjan et de l'Iran puisent leurs racines dans la nuit des temps et ont une importance primordiale pour les deux États. Sur le plan de leur développement culturel, on peut noter que les deux pays partageaient un intérêt commun pour les mêmes poètes et écrivains, les mêmes politiques historiques et chefs d'armée. Ce partage était plutôt légitime

---

<sup>230</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 234.

<sup>231</sup> HUNTER Shireen. *Iran's foreign policy in the Post-Soviet era*, Greenwood publishing group, PRAEGER, California, 2010, p. 172.

<sup>232</sup> CABBARLI Dr. Hatem, ABDULLAYEVA Vüsale. *Art. cit.*,

<http://atsam.org/region-dovletleri/azerbaycan/184-azerbaycan-dis-politikasinin-temel-ozellikleri-1991-2009.html>

puisqu'au cours des siècles passés ces peuples vivaient et créaient ensemble sous l'égide du même empire (Empire persan).

L'Iran préfère traiter ses relations avec l'Azerbaïdjan du point de vue historique. D'un point de vue général, c'est devenu une réalité de portée historique qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle le territoire de l'Azerbaïdjan fut divisé entre l'Empire persan et la Russie tsariste. Un tiers de la population de l'Azerbaïdjan entra dans la composition de la Russie et, à travers cette imprégnation culturelle, s'accoutuma à la civilisation européenne. Les autres deux tiers demeurèrent dans l'Empire persan et furent fortement assimilés et intégrés dans la société persane et donc dans la civilisation islamique où, de façon plus large, orientale.

Malgré cette fragmentation, les Azéris agissaient assez souvent conjointement. À titre d'exemple, les actions révolutionnaires, menées au début du XX<sup>e</sup> siècle sur le territoire iranien dans ce qu'on appelle « l'Azerbaïdjan du Sud », ont été marquées par le début de la première révolution russe de 1905-1908, et dont le pays aura du mal à se remettre.<sup>233</sup> Pendant la Deuxième Guerre mondiale, suite à une entente entre l'Angleterre et l'URSS, Staline introduisit ses armées dans « l'Azerbaïdjan du Sud » et les maintint sur ce territoire jusqu'à la fin de la guerre. Après la victoire contre le fascisme, « le petit père des peuples » eut le projet de réunir les deux Azerbaïdjan ([Carte №6](#)). Il réussit même à créer un État éphémère avec Tabriz comme capitale. Néanmoins, sous l'influence conjointe des États-Unis et de l'Angleterre, Staline se vit obligé de retirer ses armées et le gouvernement des Azéris du sud fut dissout par les forces du Shah. Ces événements servirent d'exemple au Shah qui en tira la leçon et décida de partager « l'Azerbaïdjan du Sud » en plusieurs provinces administratives avec des chefs-lieux dans différentes villes. Il créa ainsi en 1946 deux provinces, l'Azerbaïdjan de l'Ouest et de l'Est, avec Tabriz et Rezaï comme chefs-lieux.<sup>234</sup> Plus tard, après l'accession de l'Azerbaïdjan du Nord (la République d'Azerbaïdjan) à l'indépendance et que la question de la réunification des deux peuples redevint d'actualité, le gouvernement iranien vota, le 12 janvier 1993, une nouvelle loi selon laquelle « l'Azerbaïdjan de l'Est » serait divisé et une troisième province azérie fut créée avec Ardebil comme chef-lieu. En dehors de cela, une partie du territoire azéri fut léguée aux autres provinces constituées en grande partie par leur origine, de Perses.<sup>235</sup>

---

<sup>233</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 61.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>235</sup> JALILI Mohammad-Reza. « L'Iran face au développement en Transcaucasie et en Asie centrale », *Cahier d'études sur la Méditerranée, orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №16, juillet-décembre 1993, p. 252.

Longtemps avant l'écroulement de l'URSS, la politique étrangère de l'Iran subira des changements depuis la révolution de 1979. Les premières années de la période postrévolutionnaire étaient accompagnées par la propagation de la victorieuse révolution khomeïniste (islamique) dans les pays musulmans voisins et par le renforcement des tendances pan-iraniennes. Il est possible qu'en s'appuyant sur ces faits, l'Iran se considéra lui-même comme étant le premier pays ayant reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan.<sup>236</sup> En novembre 1981, le ministre des Affaires étrangères Hachemi-Rafsandjani déclara que Téhéran reconnaît officiellement l'indépendance de l'Azerbaïdjan.<sup>237</sup> Il est cependant assez difficile d'établir la véracité de ce jugement parce qu'un certain temps après cette déclaration du ministre, le gouvernement iranien manifesta un comportement ambigu aussi bien qu'étrange. Ainsi, lors de sa visite à Moscou en 1990, il se prononça lors d'une conférence de presse pour la préservation de l'URSS et pour la conversion des Soviets en modèle confédératif de gestion systémique dans les limites de ses frontières.

Au sein du gouvernement iranien, deux courants s'étaient développés autour de la question du nouvel État indépendant de la République d'Azerbaïdjan. Le premier était plutôt représenté par de pragmatiques réformateurs adeptes de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan par l'Iran. Ils soutenaient par tous les moyens possibles une diplomatie active pour combler le vide de l'absence russe dans la région, en insistant sur la communauté de la culture, de tradition et de proximité ethnique. En revanche l'autre groupe, plus radical, désapprouvait la souveraineté de l'Azerbaïdjan et ne soutenait pas du tout les actions diplomatiques actives du gouvernement iranien.<sup>238</sup> Mais assez rapidement, le courant des pragmatiques parvint à s'imposer et l'Iran reconnut l'indépendance de l'Azerbaïdjan le 25 décembre 1991. On pouvait cependant justifier cette décision par de possibles intérêts géopolitiques et par le désir de l'Iran d'affaiblir l'influence de la Turquie dans la région du Caucase du sud et de l'Asie centrale, en

---

<sup>236</sup> Durant la première période de la politique étrangère de l'Iran, après la révolution islamique en 1979-1981, les courants libéraux constituaient la majorité sous le gouvernement de Bazargane et la présidence de Bani Sandre. Au fil de cette période-là, les hauts fonctionnaires d'État essayaient de maintenir des relations cordiales avec l'Occident et même avec les États-Unis en suivant le cours de la non-adhésion. NAHAVANDI Firuze. « Russia, Iran and Azerbaijan. The historic origins of Iranian foreign policy », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in the Caucasus*. *Op. cit.*, p.111.

<sup>237</sup> Suite à cette déclaration, les Azerbaïdjanais du nord qui vivaient à la frontière avec l'Iran avaient la possibilité d'écouter des émissions en langue maternelle ainsi que des émissions sur la religion et tout propos de Rouhollah Khomeïni. Selon les rumeurs, dans l'une des banlieues de Bakou une organisation clandestine des khomeïnistes (*xomeïnci təşkilatı*) fut créée même. Comme réponse à cette politique idéologique offensive de l'Iran, avec l'autorisation de Moscou, les autorités locales ont lancé les discussions sur l'Azerbaïdjan réunifié en comptant neutraliser par cette manœuvre l'influence islamique de l'Iran. YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op.cit.*, p. 63-64.

<sup>238</sup> Entrevue de l'auteur avec Nazim Cafersoy, Bakou, 07/05/2012.

prenant en considération le fait que parmi les huit Républiques, cinq d'entre-elles étaient turcophones, facteur en faveur de la Turquie qui pesait lourd.

Les axes principaux de la politique étrangère iranienne après la chute de l'URSS et pendant la présidence de Mutalibov étaient : 1. le facteur religieux — l'exportation de la « révolution islamique » ; 2. son rôle de médiateur dans le règlement du problème du Karabakh ; 3. des relations économiques favorables.

#### 1. Exportation de l'islam chiite pour l'expansion douce de la révolution islamique

Les premiers signes dans les relations des deux Républiques de la fin des années 1980 se profilèrent lorsque l'Iran perçut pour la première fois un relâchement du pouvoir central de Moscou et que, dans la République autonome du Nakhitchevan une campagne massive de liquidation des constructions commença le long de la frontière soviéto-iranienne. Le conflit du Karabakh joua le rôle de détonateur dans ce processus qui fortifia la propension des Azéris du sud et du nord à se réunir. Impactée par le mouvement social organisé par le Front national, la population se mit à revendiquer la simplification de la procédure de passage de la frontière pour communiquer avec les membres de leurs familles.<sup>239</sup> Beaucoup d'Azéris du sud se solidariserent avec ceux du nord et se déclarèrent disposés à aider « leurs frères du nord » dans l'achèvement du conflit du Karabakh.<sup>240</sup> À cette époque, de nombreuses démonstrations en soutien de l'Azerbaïdjan s'affichaient en Iran,<sup>241</sup> et en « Azerbaïdjan du Nord », des appels à la réunification des terres azéries se multipliaient de plus en plus fréquemment. Le 31 décembre 1989, des milliers de personnes enflammées après de longues décennies par la première possibilité de fraterniser avec leurs compatriotes, traversèrent la rivière Araxe en côtoyant les fortifications érigées le long de la frontière soviéto-iranienne.<sup>242</sup>

---

<sup>239</sup> Un fait marquant qui a précédé cette évolution d'événements pourrait être la visite du président du Majlis du Conseil suprême de l'Iran Hachemi-Rafsandjani en URSS en juin 1989. En dehors de Moscou, il s'est de même rendu à Bakou où le sujet du développement des relations frontalières fut discuté. Ce fut un événement marquant dans la chute du « Mur de Berlin de l'Azerbaïdjan » à la frontière entre l'URSS et l'Iran et dans la création d'une nouvelle réalité géopolitique dans la région. İSMAYIL Musa. *Op cit.*, Vol. III, p. 666.

<sup>240</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 65.

<sup>241</sup> C'est du domaine du possible qu'au début d'une telle évolution des événements les experts européens, moscovites et arméniens furent enclins à une participation éventuelle de l'Iran dans le conflit du côté de l'Azerbaïdjan.

<sup>242</sup> Actuellement, cette date est officiellement célébrée comme le Jour de Solidarité des Azerbaïdjanais du monde entier (Dünya Azərbaycanlılarının Həmrəylik Günü).

Des traversées massives de la frontière par les Azéris ainsi que des manifestations spontanées ne pouvaient pas ne pas inquiéter Téhéran<sup>243</sup> qui pourtant à l'époque, y réagira assez paisiblement sans considérer ces événements comme une menace pour ses intérêts nationaux et sa sécurité. Mais, le gouvernement iranien en profita pour mettre en œuvre sa « puissance douce » en misant sur le facteur religieux.

Il misait sur le fait que l'unité confessionnelle des Azéris prévaudrait sur leur proximité ethno-nationale. Dans ce but, dans les années 1990-1991 et pour réanimer la vie religieuse, le Téhéran officiel déploya en Azerbaïdjan une activité énergique. Non seulement dans les régions limitrophes de l'Iran, mais sur l'ensemble du territoire azerbaïdjanais, des émissaires religieux, les mullahs — en grande partie d'origine azérie ou connaisseurs de la langue azérie — furent délégués.<sup>244</sup> Concomitamment, l'activité de la section azérie de la société de l'imam Khomeini « Imdade » et de la représentation azérie du « Comité de soutien de l'imam Khomeini » se déploya. La représentation azérie du comité offrit sa tutelle à 7000 familles soit environ vingt-cinq mille personnes en contribuant à l'engagement dans le champ du travail, des élèves des écoles, à l'organisation de pèlerinages dans les lieux saints, à l'organisation de mariages de masse gratuits et à l'aide concrète aux familles. Les émissaires iraniens œuvraient activement y compris dans les camps des réfugiés.<sup>245</sup>

La réaction première des Azéris à la vaste activité religieuse de l'Iran fut assez positive. Pendant sa visite en Iran en août 1991, Mutalibov se rendit à Mechhed l'une des villes sacrées et toucha même les reliques iraniennes et les tombeaux de l'imam Rza. Dans son livre « *Le jardin noir* », Mutalibov décrit ainsi son attitude envers la religion : « *Des malheurs interminables, qui se sont abattus sur ma Patrie en relation avec le Karabakh, m'ont amené à l'idée qu'il faut faire de la religion son affilié en utilisant ses opportunités pour agir sur les gens surtout dans les situations extrêmes. J'ai remarqué depuis longtemps que les vrais fidèles se distinguent par la raison, par une certaine pureté intérieure, ils sont honnêtes, conformes aux bons usages et modestes au travail et dans la vie quotidienne* ». <sup>246</sup> Pendant cette visite, après celle de la ville de Mechhed, il rencontra l'un des dirigeants de la Direction cléricale de la RII et apporta des

---

<sup>243</sup> Le 15 février 1990, l'URSS et la RII signèrent un mémorandum intergouvernemental de compréhension mutuelle de la simplification de passation de la frontière par les habitants des régions frontalières.

<sup>244</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikt i potentsial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 66.

<sup>245</sup> ABBASSOV Ali. « Islam v sovremennom Azerbajdzhanе : obrazy i realii » (L'islam en Azerbaïdjan contemporain : images et réalités), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, p. 232-233.

<sup>246</sup> MUTALIBOV Aïaz. *Karabah - chernyj sad : dokumental'noe povestvovanie* (Karabakh- le jardin noir : récit documentaire), Moscou, « Sovremennik », 2001, p. 185.

explications concernant la position de l'Azerbaïdjan dans le domaine religieux en se basant sur le caractère laïque du système républicain, où la religion était séparée de l'État. À la fin de la discussion Mutalibov s'est vu offrir en cadeau le livre sacré de tous les musulmans — le Coran (à cette époque, Mutalibov était président du Comité central du Parti communiste de l'Azerbaïdjan (ou la religion était officiellement interdite) et se déclarait athée.

Le déploiement de ces actions énergiques par l'Iran suscita une irritation ouverte non seulement de la part du Kremlin, mais également en Europe occidentale. Les presses moscovite et occidentale fourmillaient de prévisions d'exportation de l'islam révolutionnaire en Azerbaïdjan et dans les pays de l'Asie centrale. La logique de ce raisonnement s'appuyait sur des conclusions superficielles : « *La révolution islamique s'est produite en Iran ; en Azerbaïdjan qui est aussi chiite et lié historiquement à l'Iran, le système communiste s'écroule et l'on atteste un accroissement religieux. Par conséquent, probablement, la révolution islamique sera exportée en Azerbaïdjan* ». <sup>247</sup> En voyant la tournure que prenaient ces événements, les autorités iraniennes affirmaient régulièrement lors des rencontres de haut niveau, officielles ou informelles, que l'Iran ne poursuivait pas le but d'exporter l'islam révolutionnaire dans les nouveaux pays formés après la chute de l'URSS (en 1992, Kamal Kharrazi en sa qualité de représentant de la RII à l'ONU affirma que les peuples de la région avaient le droit de choisir leur propre chemin et que l'Iran ne leur imposerait pas son amitié. Il misait plutôt sur les bonnes relations de voisinage). <sup>248</sup> Une explication objective tient dans le fait que, malgré l'activité de l'Iran dans le domaine de l'alphabétisation religieuse de la population de l'Azerbaïdjan, le soutien de « l'islamisme », les idées de gouvernance basées sur la charia islamique et sur le « modèle iranien » restaient insignifiantes dans la société azérie. Par ailleurs, l'élite politique et culturelle azérie éprouvait des sympathies minimales envers l'Iran (la laïcité de la société azérie se ressentait ; celle-ci vécut 70 ans sous dominance soviétique). Enfin, le modèle iranien n'avait pas de prise dans la société azérie et, dans sa globalité, l'influence turque s'était avérée plus prégnante.

Après la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan en octobre 1991, un travail substantiel fut fait dans le domaine de la religion. Pourtant, des réformes primordiales furent réalisées dans la législation de l'époque de la gouvernance du Front national. Ainsi, la loi du 18 août 1992 « De la liberté de croyance » décrétait la séparation de la religion de l'État, la non-ingérence réciproque dans les affaires d'autrui, l'égalité devant la loi de toutes les religions », et

---

<sup>247</sup> ABBASSOV Ali. *Op. cit.*, p. 231.

<sup>248</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 234.



stipulait l'agencement de l'activité des organisations religieuses et de leurs représentants.<sup>249</sup> Cela étant, les sympathies du FNA positionnées sur les principes démocratiques laïques étaient, sans aucun doute, pro-turques et l'islam vers lequel tendaient les démocrates-nationaux était vraisemblablement un islam démocratique et national-azéri.

## 2. Le rôle de médiateur de l'Iran dans le règlement du conflit du Karabakh

Il faut examiner le rôle de l'Iran en tant que médiateur dans la crise du Haut Karabakh comme faisant partie de sa conception de la politique étrangère. L'Iran soulignait l'inviolabilité des frontières internationales reconnues. Il ne reconnaissait la légitimité des revendications territoriales que si elles étaient basées sur des arguments historiques. Ces prétentions et arguments auraient conduit à d'interminables conflits dans la région.<sup>250</sup> L'intérêt du gouvernement iranien dans la résolution du problème du Haut Karabakh fut suscité pour trois raisons : d'une part, son désir de prévenir un éventuel débordement du conflit sur son territoire, ce qui aurait créé une menace potentielle pour la sécurité de la partie nord du pays ; d'autre part, son aspiration à prouver, en sa qualité de puissance régionale, sa capacité de mener une politique étrangère dépassant avec succès les nouvelles menaces et défis ; enfin, par la préservation de l'équilibre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en conflit et en raison de la fragilisation de l'influence de la Turquie en Transcaucasie et en Asie centrale.<sup>251</sup> Par ailleurs, les opérations militaires se déroulant le long de ses frontières représentaient aussi une menace directe pour la sécurité de l'Iran. Leurs escalades postérieures étaient susceptibles de provoquer un très vaste afflux de réfugiés des territoires voisins du pays du nord alors que l'Iran comptait déjà un nombre très important de réfugiés venus d'Afghanistan et d'Irak.

Pour la première fois, la réaction directe de l'Iran sur le différend du Haut Karabakh fut exprimée en automne de 1991, lorsque le Nakhitchevan, l'enclave azerbaïdjanaise située à la frontière entre l'Arménie et l'Iran, se retrouva dans une situation délicate. Les Arméniens bloquèrent complètement la circulation sur le segment de la ligne du chemin de fer azerbaïdjanais passant par la région Megri de l'Arménie, ainsi que le trajet aérien reliant Nakhitchevan à Bakou, de telle manière que l'unique route réunissant la République autonome

---

<sup>249</sup> ABBASSOV Ali. *Op. cit.*, p. 232.

<sup>250</sup> Cette opinion résulte du fait qu'étant un pays multinational dont la plus grande partie était composée d'Azerbaïdjanais ethniques qui, dans une perspective à long terme, et surtout, avec la chute de popularité du régime islamique de la RII et en cas du développement réussi d'un État souverain azerbaïdjanais aux frontières de l'Iran, pouvait menacer l'intégrité territoriale de ce dernier en contribuant à faire progresser des humeurs nationalistes en Azerbaïdjan et, au-delà même, en Iran.

<sup>251</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. « Iran's Role as mediator in the Nagorno Karabakh crisis » in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in the Caucasus. Op. cit.*, Chapter VII, p.123-124.

au reste du territoire de l'Azerbaïdjan, fonctionnait à la limite de ses possibilités. Des coupures importantes dans l'approvisionnement en pain, en électricité et en carburant commencèrent. Le président du Soviet suprême de la République autonome de Nakhitchevan Heydar Aliyev sollicita l'aide des Iraniens qui approvisionnèrent le pays en denrées alimentaires et en mazout.<sup>252</sup>

En février 1992 lors de la rencontre au sommet des pays participants à l'Organisation de la Coopération Economique<sup>253</sup> qui s'était tenue à Téhéran et à laquelle avait participé le président Mutalibov, l'Iran proposa sa médiation. Mutalibov accepta cette proposition, mais sa peur pathologique de la Russie ne lui avait guère laissé de choix. Malgré la complexité de la situation, Mutalibov n'était cependant pas encore prêt à demander ouvertement une aide à ses voisins, craignant une réaction forte de la Russie par l'intermédiaire de ses généraux. Avant son départ pour Téhéran, il avait mis en garde les journalistes réunis dans un club de presse pour qu'ils ne donnent pas à cette visite une coloration politique.

Malgré le fait que, lors de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères de l'Arménie Raffi Hovannisian, le président Hachemi-Rafsandjani exprima son opinion sur la recherche mutuelle des voies du règlement du litige, leurs échanges n'aboutirent pas à un accord sur le cessez-le-feu. Dix jours après la conférence de Téhéran et en dépit de la trêve décidée entre les parties grâce à la médiation du ministre des Affaires étrangères iranien Velayati qui se trouvait alors dans la zone des actions militaires, la ville azérie de Khodjali fut annexée par des formations de guérillas arméniennes, et sa population massacrée.<sup>254</sup>

L'insuccès de cette tentative de régler le problème ne diminua pas le désir de la partie iranienne d'en tenter encore une autre, juste après la démission de Mutalibov de son poste de président. En mars 1992, à Téhéran eut lieu une nouvelle rencontre entre les deux parties (le gouvernement de l'Azerbaïdjan a été présenté par Yagub Mammadov) qui aboutit à la signature d'un mémorandum. Bien que, selon les déclarations de R. Agayev l'Azerbaïdjan était submergé par des problèmes intérieurs, Y. Mammadov avait ses propres visions sur le règlement du litige : *« Il voulait se servir de la médiation de l'Iran et ainsi influencer l'Arménie. On prenait appui sur le fait qu'en Iran existait une importante diaspora arménienne. L'Iran était historiquement une plateforme de la diaspora arménienne ainsi qu'un milieu propice des services extérieurs de*

---

<sup>252</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 67.

<sup>253</sup> « Tegeranskaja vstrecha v verkhah » (La rencontre à Téhéran), *Nezavisimaja gazeta*, 17 février 1992.

<sup>254</sup> « V Azerbajdzhane nazrevaet krizis vlasti » (La crise du pouvoir en Azerbaïdjan), *Nezavisimaja gazeta*, 28 février 1992.

*renseignement. Il fallait prendre en considération toutes ces opportunités. Malheureusement, nos politiciens néophytes ne s'emparèrent pas de cette approche et accusèrent Mammadov d'arménophilie ».*<sup>255</sup>

En avril 1992, l'adjoint du ministre iranien des Affaires étrangères Vayazi arriva en visite à Bakou et à Erevan afin d'organiser le cessez-le-feu. Les 7 et 8 mai à Téhéran, avec la médiation du président Hachemi-Rafsandjani, le président de l'Arménie Levon Ter-Petrossian et le président du Soviet suprême de l'Azerbaïdjan Yagub Mammadov signèrent un accord sur le cessez-le-feu et sur le commencement de la trêve.<sup>256</sup> Pourtant, l'encre n'était pas encore totalement séchée que les forces militaires arméniennes occupèrent le dernier bastion azéri au Karabakh. Le 8 mai, la ville de Choucha tombait entre leurs mains suivies, quelques jours plus tard (17 mai) par celle de Latchine.<sup>257</sup>

Cette tentative de médiation par l'Iran fut donc un désastre total. L'image et l'autorité de l'Iran subirent un contrecoup colossal. Après cet évènement, l'Iran reconsidéra sa politique de médiation en raison du fait que l'Azerbaïdjan et l'Iran ne vivaient pas leurs relations sous les auspices les plus favorables. C'est après cet évènement que, dans la conscience collective des Azéris, s'encre le soupçon de la politique pro-arménienne de l'Iran.

### 3. Des relations économiques favorables

Bien avant l'effondrement officiel de l'URSS, lorsqu'en mars 1991 Gorbatchev entreprit des changements constitutionnels qui accordaient une certaine liberté aux Républiques dans le développement d'une politique économique étrangère avec ses plus proches voisins, l'Iran exprima son opinion sur l'institution de ses contacts avec l'Azerbaïdjan.

Le 17 août 1991, répondant à l'invitation du dirigeant d'État de la RII, Aïaz Mutalibov effectua pour la première fois une visite en Iran. Celle-ci fut semi-officielle compte tenu du fait que l'Azerbaïdjan était encore une République soviétique et qu'il était lui-même le président du Comité central de son Parti communiste. Selon ses propres affirmations, cette visite avait un

---

<sup>255</sup> Entrevue de l'auteur avec Rassim Agayev, Bakou, 02/05/2012, voir aussi KURTOV A.A. « Iransko-armjanskije otnoshenija » (Les relations arméno-iraniennes), dans KOZHOKINA E.M. *Armenija-problemy nezavisimogo razvitiya* (L'Arménie – les problèmes de développement indépendant), recueil de textes, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 1998, p. 400, et GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 162.

<sup>256</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potentsial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 66.

<sup>257</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Elçhibey). *Op. cit.*, p. 114.

caractère économique et culturel plutôt que politique.<sup>258</sup> Durant cette rencontre, les parties discutèrent de propositions concrètes concernant l'élargissement d'une coopération réciproquement avantageuse et de l'approfondissement de relations fraternelles de voisinage.<sup>259</sup>

Le discours équilibré du président Mutalibov, qui évitait délibérément les discussions sur les problèmes interétatique et religieux, préférant construire les relations avec Téhéran sur une base positive, eut une certaine influence sur le changement de direction du Téhéran officiel.<sup>260</sup> La tension dans leurs relations bilatérales diminua considérablement ce qui permettra, dès décembre 1991, d'organiser la visite du ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati à Bakou puis, à l'issue du même mois, celle d'Aïaz Mutalibov en Iran.<sup>261</sup> Dès lors, les deux parties développèrent leurs premières relations diplomatiques et signèrent un grand nombre d'accords de collaborations politique, économique et culturelle. L'accent fut mis sur la création d'une succursale de l'une des plus grandes banques iraniennes (la Banque Melli Iran) et sur la décision de construire conjointement avec l'Azerbaïdjan un chemin de fer traversant le territoire iranien pour réunir l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan et créer sur ce territoire une zone économique de libre-échange. De plus, les deux parties décidèrent de poursuivre l'intégration des moyens de communication dans le domaine du transport de l'Azerbaïdjan et de l'Iran.<sup>262</sup> Suite à l'initiative iranienne la question de l'entrée de l'Azerbaïdjan dans la composition de l'Organisation de coopération économique,<sup>263</sup> dont étaient déjà membres l'Iran, la Turquie, le Pakistan et l'Organisation de la Conférence islamique, fut prise en considération et adoptée.

Afin de soutenir le statu quo à leurs frontières du nord après la désintégration de l'URSS et la création de la zone tampon des nouvelles Républiques de la Transcaucasie et de l'Asie centrale, les autorités iraniennes proposèrent un certain nombre d'initiatives destinées à soutenir leur souveraineté politique et économique. Plus précisément, sur l'initiative de l'Iran et avec l'accord de deux autres membres (la Turquie et le Pakistan), l'Organisation de la coopération

---

<sup>258</sup> MUTALIBOV Aïaz. *Op. cit.*, p. 185.

<sup>259</sup> KURTOV A.A. *Op. cit.*, p. 193.

<sup>260</sup> Afin que la question de la séparation interétatique et de l'activité ethno scissionniste ne s'enflammât pas à nouveau pendant la visite de Mutalibov, le ministre de l'Information Sabir Rustamkhanly pris la parole lors d'une conférence de presse et soutint que les Azéris du nord considéraient impossible la réunification de deux Azerbaïdjan et qu'ils n'avanceraient jamais leurs prétentions à l'Iran. Entrevue de l'auteur avec Nazim Cafersoy, Bakou, 07/05/2012.

<sup>261</sup> Le Téhéran officiel reconnut l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan le 25 décembre 1991. Au mois de janvier 1992, l'ambassade de l'Iran fut ouverte à Bakou qui jusque-là ne possédait que le statut d'une simple représentation. Parallèlement, le consulat général de l'Iran fut ouvert au Nakhitchevan, alors que le consulat de l'Azerbaïdjan à Tabriz n'ouvrira ses portes qu'en 2004.

<sup>262</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 113

<sup>263</sup> GURBANOV Turab. *Le Pétrole de la Caspienne et la politique extérieure de l'Azerbaïdjan*, Harmattan. Vol. II, 2006, p. 209.

économique (ECO) fut élargie. À l'origine, une délégation du ministre des Affaires étrangères de l'Iran effectua une visite en Azerbaïdjan avec comme objectif de discuter d'une éventuelle exploitation des ressources énergétiques de la mer Caspienne ainsi que sur la modernisation de l'outillage technique d'exploitation nécessitée par ce projet. Dans son prolongement, le 12 février 1992, accompagné par une délégation officielle, Mutalibov participa au premier Sommet de l'ECO à Téhéran où l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan et le Tadjikistan furent officiellement reçus dans les rangs de ses membres. La création du groupe des États de la mer Caspienne fut encore une initiative de l'Iran mise en avant pour venir en soutien de ses visées politiques extérieures. Le Groupe fut fondé en 1992 et eut comme but la mise en place d'une coopération régionale active dans les domaines du commerce et du transport maritime.<sup>264</sup> Tout ce changement permettait à l'économie iranienne l'accès à un marché plus large. A. Maleki, le directeur de l'Institut international iranien de recherche de la région Caspienne et directeur du département des relations internationales du Centre de recherches stratégiques de la RII considère que les intérêts stratégiques de l'Iran dans les pays de l'Asie centrale et de la Transcaucasie sont définis, non seulement par le désir du développement des relations politiques et l'acquisition des profits économiques, mais aussi par l'espoir de sortie de l'isolement international et la nécessité de préserver de bonnes relations avec la Russie.<sup>265</sup>

Malgré toutes ses tentatives de réaliser une expansion économique et religieuse en Azerbaïdjan, l'Iran n'a pas réussi à rediriger sa politique étrangère en sa faveur. Économiquement, l'Iran a réussi d'une certaine manière à réorienter l'Azerbaïdjan vers lui grâce au développement d'un commerce transfrontalier et par l'approvisionnement du Nakhitchevan en produits alimentaires et combustibles. Mais l'échec du rôle de pacificateur qu'il entendait jouer a fait basculer l'Iran dans les coulisses de la lutte politique en Transcaucasie.

En conclusion, on pourrait résumer brièvement la politique étrangère de l'Iran envers l'Azerbaïdjan pour la période allant de janvier 1990 à mai 1992 de la façon suivante :

- L'Iran a réussi à s'assurer une place et une large manœuvre politique en Azerbaïdjan du nord ;
- Il a accordé l'aide humanitaire et économique indispensable ;
- Il a tenté de jouer un rôle de pacificateur dans la région, mais sans succès ;

---

<sup>264</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. *Op. cit.*, p.121.

<sup>265</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 231.

- Il a réussi, d'une certaine façon, à repousser au second plan le problème national de la communauté ethno nationale des Azéris du nord et du sud.<sup>266</sup>

---

<sup>266</sup> Malgré la participation, d'élites d'origine azéris à la vie économique et politique du pays, le désir des Azerbaïdjanais de se séparer aurait pu se produire soit, suite à un mécontentement social, soit en raison de soutiens extérieurs. Cette séparation aurait eu de nombreuses conséquences dramatiques pour l'Iran — pays multinational où la centralisation fut assez difficilement atteinte. Si les Azéris s'étaient séparés, cela aurait signifié la perte d'une riche province et d'un nombre important de cadres et d'intellectuels. Cette tournure des événements aurait affecté les autres provinces iraniennes et la stabilité commune dans le pays en aurait été menacée. Pour Téhéran, la réunification de l'Azerbaïdjan avec l'Iran aurait constitué le même facteur de déstabilisation que la désintégration de l'Azerbaïdjan iranien de l'Iran qui aurait provoqué un déséquilibre démographique en faisant des Azéris l'un de plus grands groupes ethniques en Iran (aujourd'hui, sur un nombre d'environ cinquante-cinq millions d'habitants, l'Iran compte de l'ordre de vingt-trois à vingt-cinq millions d'Azéris, alors que la population de la République d'Azerbaïdjan est de 9 millions d'habitants).

## *Section 2 : Les relations sous Aboulfaz Eltchibey*

### **A. La méfiance mutuelle dans les relations bilatérales azerbaïdjano-iraniennes sous Aboulfaz Eltchibey**

Dans notre première partie, nous avons analysé de façon plus spécifique la politique étrangère de l'Iran par rapport à l'Azerbaïdjan gouvernée par Mutalibov lorsque celle-ci n'était pas encore réellement dynamique. Dans la présente section, nous allons procéder à l'analyse de la politique étrangère plus ou moins élaborée de l'Azerbaïdjan vis-à-vis de l'Iran.

Les relations mutuelles entre le Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA) et l'Iran existaient dès 1989 quand le mouvement de libération nationale qui se mettait en place, exprimait son vœu sur des bannières du type « Tabriz, Tabriz » ou « l'Azerbaïdjan réuni » que l'on retrouva plus tard dans le programme du Front populaire prônant l'élargissement des relations politiques, économiques et culturelles avec l'Iran.<sup>267</sup>

On peut distinguer deux courants dans la conception de politique étrangère du président Eltchibey vis-à-vis de l'Iran. Un premier courant ayant à sa tête le président lui-même et auquel on pourrait associer Nassib Nassibli, l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en Iran. Ces deux hommes considéraient la confrontation avec la Russie et l'Iran comme la cause des insuccès de l'Azerbaïdjan et la scission du peuple en deux parties, celle du nord et celle du sud. Ils étaient aussi adeptes d'un Azerbaïdjan réunifié et utilisaient souvent les slogans tel que « *le chemin du Karabakh passe par Tabriz* », ville iranienne habitée massivement par des Azerbaïdjanais et considérée comme capitale culturelle. De leur côté, Tofik Gassymov, ministre des Affaires étrangères, et Issa Gambarov, président du parlement se proclamaient partisans du deuxième courant. Ils se prononçaient surtout en faveur de l'amélioration des relations avec l'Iran, allant jusqu'à planifier une visite officielle à Téhéran. Évidemment, A. Eltchibey imposa certaines conditions avant cette visite : celle-ci commencerait par Tabriz et suivant par Téhéran ; par ailleurs, les Azéris vivant en Iran devraient avoir accès à un enseignement dans leur langue

---

<sup>267</sup> La question de l'existence de compatriotes azerbaïdjanais habitant sur le territoire de l'Iran fut incluse dans le programme du FNA en janvier 1992 et ultérieurement, le candidat à la présidence A. Eltchibey effleurait dans ses allocutions le sujet « de la nature impériale » de l'Iran en faisant de prophéties que dans quelques années l'Iran se désintégrerait et les deux Azerbaïdjan pourraient se réunifier. Ainsi dès le début, la détérioration des relations avec l'Iran fut proférée par le leader du Front populaire de l'Azerbaïdjan. CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 117, pour plus d'info voir aussi les ouvrages de ELÇİBƏY Əbülfəz. *Bütöv Azərbaycan yolunda* (Pour l'Azerbaïdjan uni), Bakou, « Nurlar », 2004, ELÇİBƏY Əbülfəz. *Bu mənim taleyimdir* (C'est mon destin), Bakou, « Gənclik », 1992, ELÇİBƏY Əbülfəz. *Deyirdim ki, bu güruluş dağılacag* (J'avais prévu l'écroulement de ce système), Bakou, « Gənclik », 1992.

maternelle ; enfin, il faudrait libérer les prisonniers politiques qui luttèrent pour leur droit d'apprendre dans leur langue maternelle (il faut reconnaître que la partie iranienne avait agréé la mise en place de facilités pour l'apprentissage en langue maternelle dans les institutions d'enseignement supérieur).<sup>268</sup>

La nouvelle du rapprochement avec l'Occident et les États-Unis ainsi qu'avec l'OTAN choisie par la nouvelle administration de l'Azerbaïdjan fut accueillie à Téhéran avec irritation. On écrivait dans le journal officiel «Teheran times» : « *Ce n'est pas une bonne nouvelle pour Téhéran... A. Eltchibey aura du mal à contourner les difficultés de l'Azerbaïdjan s'il s'attend seulement au « miracle » de la part de la Turquie et de l'Occident pour résoudre ses problèmes* ». <sup>269</sup> Dans sa politique étrangère, l'Iran contrecarrait la Turquie, l'Arabie saoudite dans la région du Caucase du sud et sur l'arène internationale et l'Occident représentée par les États-Unis et Israël. Mais l'Iran préférait défendre ses intérêts par des moyens pacifiques dans le but d'accroître sa stabilité dans la région. Il profita de certaines nouvelles opportunités comme, par exemple :

1. Le soutien de l'indépendance de l'Arménie même si les Arméniens étaient les ennemis traditionnels de la Turquie et que, dans l'histoire contemporaine, celle-ci n'eut jamais aucun différend sérieux avec les Iraniens ;
2. La renaissance de bonnes relations avec les sujets de la région qui ont beaucoup de liens historiques et culturels avec l'Iran. Avant que l'Azerbaïdjan n'acquiert son indépendance, l'Iran fut l'unique État représentant les musulmans chiites. Or, la présence en Azerbaïdjan d'une majorité chiite pouvait assurer à l'Iran le rôle de médiateur dans le règlement pacifique du conflit du Haut Karabakh.<sup>270</sup>

En juin 1992 Rahim Husseynov, Premier ministre de l'Azerbaïdjan, signa la directive concernant la création du Conseil de la coopération dans le domaine commercial Azerbaïdjan-Iran. Son objectif fondamental était de favoriser le développement des liens économiques, commerciaux, scientifiques, techniques et culturels entre les deux pays. C'était un devoir absolu pour les deux pays, car tous les deux faisaient partie de l'Organisation de la coopération économique et avaient pour obligation de mettre en place des projets de coopération dans ce domaine. Cependant, suite à des désaccords politiques leur matérialisation fut rendue difficile.

---

<sup>268</sup> Entrevue de l'auteur avec Nazim Cafersoy, Bakou, 07/05/2012.

<sup>269</sup> MEKHTIYEV Ajdyn. « Izbranie El'chibeja prezidentom - plokhaja novost' dlja Tegerana » (L'élection d'Eltchibey à la présidence est une mauvaise nouvelle pour Téhéran), *Nezavisimaja gazeta*, 20 juin 1992.

<sup>270</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. *Op. cit.*, p. 121-122.



Les divergences politiques portaient surtout sur : 1) la position de l'Iran dans le conflit du Haut Karabakh, 2) la politique de Téhéran vis-à-vis des Azerbaïdjanais peuplant cette région et 3) le rôle de l'islam dans la société azerbaïdjanaise.<sup>271</sup>

#### 1. L'Iran en dehors du processus de négociation du conflit au Karabakh

L'Iran était très sensible à l'évolution du problème au Karabakh en raison première de sa propre sécurité nationale. En effet, l'administration iranienne vivait mal l'élargissement de la zone du conflit. Par conséquent, l'Iran apprit à tirer les leçons de son proche passé lorsque la guerre en Afghanistan obligea plus de deux millions d'habitants à chercher un refuge sur son territoire.<sup>272</sup> L'initiative pacificatrice de l'Iran dans le conflit du Karabakh subira des changements, même si cette politique devait assurer à la République islamique une place stable sur la carte de la région.<sup>273</sup> D'autres événements en Asie centrale contribuèrent également à la modification de cette politique. Ainsi, en avril 1992, le courant islamique pro-iranien sera défait au Tadjikistan et l'Iran n'aura d'autre choix que de continuer sa politique de témoin extrinsèque. Il faut y rajouter la défaite des forces islamiques en Afghanistan quand le régime de Mohammad Najibullah et du Parti pro-iraniens Hizbi Vahdat devinrent la cible des attaques des forces de Gulbuddin Hekmatyar.<sup>274</sup>

Après la victoire du Front populaire de l'Azerbaïdjan (FPA) aux élections présidentielles de juin 1992, les actions de pacification iraniennes furent pratiquement interrompues compte tenu du fait que le nouveau président A. Eltchibey réfutait toute médiation venant de l'Iran. Suite à une pression politique intérieure, le gouvernement iranien adopta apparemment une position plus ferme par rapport à l'Arménie en condamnant son attaque de Nakhitchevan. Les conquêtes militaires arméniennes entravèrent les efforts iraniens de médiation. L'agression arménienne eut lieu parallèlement à la ratification de l'entente du cessez-le-feu en Iran, ce qui fut critiqué véhémentement. Le quotidien iranien « Salam » écrivait : « *Les Arméniens ont prouvé qu'ils ne respectent aucune promesse et ont profité des opportunités (préparées par notre diplomatie) pour le réarmement* ». Il accusait le MAE iranien que les relations avec l'Arménie et les

---

<sup>271</sup> MEKHTIYEV Ajdyn. *Art. Cit.*

<sup>272</sup> SVANTE Cornell. « Iran and the Caucasus : the triumph of pragmatism over ideology », *Global Dialogue*, Vol. III, №2-3, Spring/Summer, 2001, <http://www.worlddialogue.org/content.php?id=150>

<sup>273</sup> FAROUGHY Ahmad. « Affecté par les bouleversements en Afghanistan, l'Iran à la recherche d'une politique régionale », *Le Monde Diplomatique*, mai, 1992.

<sup>274</sup> HALLIDAY Fred. « Condemned to react, unable to influence : Iran and Transcaucasia », in WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD, Richard. *Transcaucasian boundaries*, UCL Press, London, 1996, p. 84.

organisations internationales étaient plus importantes pour l'Iran que le massacre de la population chiite (azerbaïdjanaise).<sup>275</sup>

Nonobstant la critique officielle, la dégradation ultérieure des relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan conduisit à l'établissement d'une compréhension mutuelle avec l'Arménie. Les autorités arméniennes observèrent l'inquiétude de l'Iran à propos de l'élargissement du conflit. Elles déclarèrent apprécier les efforts pacificateurs de l'Iran, ce qui pouvait les aider à gagner du temps pour regrouper leurs forces et soutenir les Arméniens du Karabakh, et facilitèrent même l'installation d'observateurs iraniens à leurs frontières avec le Nakhitchevan (événement qui ne se produisit jamais).<sup>276</sup> L'Iran fut évincé du processus des négociations où il participait en qualité de médiateur. Ce furent la Russie et la CSCE qui le remplacèrent. L'Iran fit cependant usage de ses efforts de médiateur pour favoriser le retour à la stabilité dans la région et pour sauvegarder ses intérêts politiques extérieurs. Aussi, en soutenant l'Arménie dans le différend du Haut Karabakh, l'Iran faisait en même temps pression sur l'Azerbaïdjan, ce qui lui permettait de surfer sur les intérêts des deux pays et de conserver son influence dans la région.<sup>277</sup> Concernant les parties belligérantes, l'Iran s'efforça d'enrayer toute tentative des pays frontaliers du nord de reculer leurs frontières. Il fut donc très difficile dans les conditions susmentionnées de rester dans la neutralité, d'autant plus quand l'une des parties (notamment l'Azerbaïdjan) tardait à réaliser qu'un pays musulman pouvait entretenir de bonnes relations amicales avec un pays chrétien (l'Arménie). Dans sa politique, l'Iran fut obligé de préserver des relations équilibrées avec ses voisins, compte tenu du fait que la minorité arménienne vivant en Iran pouvait permettre de redorer son image aux États-Unis et en l'Occident grâce aux lobbys arméniens présents dans ces pays.<sup>278</sup>

---

<sup>275</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. *Op. cit.*, p. 124.

<sup>276</sup> Levon Ter-Petrossian invita les Iraniens à s'emparer de l'initiative et en leurs qualités de forces de maintien de la paix, à placer à la frontière avec le Nakhitchevan 8 postes-frontières avec 240 observateurs iraniens répartis de façon égalitaire sur les huit postes. Manquant de réponse du Nakhitchevan, les Arméniens contactèrent directement les Iraniens et amorcèrent les négociations. Selon Vladimir Kazimirov, la procédure de ces pourparlers était bien insolite – les appels téléphoniques étant effectués du bureau de Ashot Manutcharian, conseiller du président de l'Arménie de la défense nationale, en présence de l'ambassadeur iranien. Heydar Aliyev se désista ultérieurement de cette idée en exprimant la certitude que les parties étaient aptes de mettre en place le cessez-le-feu et, qu'au cas où on accepterait les initiatives des Iraniens, il serait bien d'ouvrir la porte aux Turcs. KAZIMIROV V.N. *Op. cit.*, p. 50.

<sup>277</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 242.

<sup>278</sup> DJALILI Mohammed-Reza. « L'Iran et la Transcaucasie », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*. *Op. cit.*, p. 188-189.

## 2. La politique de Téhéran envers la minorité azérie d'Iran

La critique acérée d'A. Eltchibey vis-à-vis de la politique intérieure officielle de Téhéran suscita une forte résonance auprès de l'administration iranienne :

- a. Il accusa l'Iran pour sa discrimination envers 25 millions d'Azéris ethniques peuplant son pays. La diffusion de la nouvelle que le président de l'Azerbaïdjan (du nord) avait pris la défense des Azéris d'Iran accrut sa popularité. Afin d'éviter les émeutes dans ses provinces du nord, le gouvernement iranien céda et promit que dans l'année à venir, la langue azerbaïdjanaise serait enseignée dans les institutions d'enseignement supérieur au même titre que l'arabe et le perse.
- b. Il condamna l'Iran de poursuivre son but en appuyant l'Arménie, de propager lors des hostilités,<sup>279</sup> le fondamentalisme islamique aux frontières sud de l'Azerbaïdjan. Dans son entrevue, Vafa Guluzadeh, conseiller du président Eltchibey sur la politique extérieure, témoignait que l'ambassadeur d'Iran lui avait confié que : *« votre président se comporte comme un petit garçon. Tout d'abord, il me fait attendre des heures entières sous sa porte sans même me recevoir. Ensuite, il accuse l'Iran de ne pas accorder aux Azéris le droit à l'enseignement dans leur langue maternelle. Il ferait bien de ne pas oublier que l'Iran est un grand pays et un leader régional »*.<sup>280</sup>

## 3. Le rôle de l'Islam chiite dans la société azerbaïdjanaise

De vives divergences de vision marquèrent les relations entre A. Eltchibey et H. Rafsandjani au sujet de la religion. Eltchibey s'opposait acerbement à l'immixtion fortuite de la religion dans la société, même s'il reconnaissait son rôle dans l'essor de sa spiritualité après 70 ans d'athéisme. Ce fut la raison pour laquelle le gouvernement du Front populaire n'était pas pressé d'ouvrir les frontières, craignant l'exportation du fondamentalisme religieux dans ses zones sud. La suite de cette politique fut le refus du ministre des Affaires étrangères, Tofiq Gassimov, d'annuler le régime des visas entre les deux pays. Le ministre invoquait comme argument que l'Azerbaïdjan

---

<sup>279</sup> En dépit des affirmations d'A. Eltchibey, il ne faut pas prendre au sérieux l'aide militaire accordée par l'Iran à l'Arménie puisque dès les années 1980, le pays était lui-même importateur de l'armement soviétique (pour plus d'information, voir l'article de TALIBLI E. Sübhan. « İran İslam Respublikasının xarici siyasətinin əsas istiqamətləri » (Les lignes directrices de la politique étrangère de la République Islamique d'Iran), [http://www.gunaskam.com/tr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=311&Itemid=44](http://www.gunaskam.com/tr/index.php?option=com_content&task=view&id=311&Itemid=44) et MEKHTIYEV Ajdyn. *Art. cit.*) mais l'Iran accordait cette aide humanitaire et économique suite à deux facteurs : 1) l'animosité des relations avec l'Azerbaïdjan suite à de nombreuses allocutions concernant les Azéris ethniques vivant sur son territoire et 2) l'Arménie était en blocus économique imposé par l'Azerbaïdjan et l'Iran du point de vue économique fut l'unique solution pour l'État arménien.

<sup>280</sup> Entrevue de l'auteur avec Vafa Guluzadeh, Bakou, 22/04/2012.

n'avait pas sa propre devise ni les citoyens leurs propres passeports nationaux. Cette politique des frontières ouvertes contribuerait donc à l'exportation d'un grand nombre de produits et affecterait l'économie affaiblie de l'Azerbaïdjan.

À maintes reprises, l'Iran reçut les activistes du Parti islamique d'Azerbaïdjan, les finançait, les pourvoyait de matériel de propagande et leur organisait des formations dans le domaine des activités politiques et religieuses, ce qui suscita une vive critique de la part de Bakou. Entre 1996 et 1998, presque tous les centres islamiques soupçonnés de propagande des idées de l'islamisme radical furent fermés.<sup>281</sup>

#### 4. Développement des relations économiques malgré les désaccords politiques

En dépit de l'éviction de ces activistes islamiques de la scène politique, les liens entre les deux pays dans les domaines du commerce, des interactions techniques ainsi que des relations culturelles sur le plan logistique poursuivaient leur développement.<sup>282</sup> Au début du mois de janvier 1992, un quotidien iranien proche des milieux d'affaires écrivait : « *Ces nouvelles Républiques musulmanes représentent de grands marchés potentiels. Vu leurs structures économiques et leur niveau de développement technologique, de grandes opportunités se présentent à l'Iran dans l'exportation de ses produits et de sa technologie. Pour le moment, la difficulté majeure réside dans l'instabilité du rouble. Mais il s'agit là d'un obstacle provisoire. Dès la stabilisation de la situation politique dans ces Républiques, le rouble aura une parité fixe. Une invitation au gouvernement de régler prioritairement le conflit politique* ». <sup>283</sup>

Une orientation significative dans l'interaction des pays de l'Organisation de la coopération économique fut la réalisation de projets conjoints bipartites dans les domaines pétrolier et énergétique. En 1992, par exemple, l'Iran signa une série d'ententes bipartites avec l'Arménie, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan pour la construction des stations d'épuration pétrolière et l'approvisionnement en pétrole de ces pays.<sup>284</sup> Il faut dire que l'avancement de la coopération entre l'Iran et l'Azerbaïdjan se faisait dans deux directions :

- a. D'une part, dans l'essor de l'industrie pétrolière. L'Iran s'obligeait à vendre le pétrole azerbaïdjanais et un volume de son gaz naturel sur la base de l'accord qui avait été conclut avec la Russie à l'époque de l'Union soviétique dans le cadre du projet de construction d'un

---

<sup>281</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 235.

<sup>282</sup> DJALILI Mohammed-Reza. « L'Iran et la Transcaucasie ». *Op. cit.*, p. 190.

<sup>283</sup> FAROUGHY Ahmad. *Art. cit.*

<sup>284</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Ibid.*, p. 240.

gazoduc à Nakhitchevan. Avec la mise en place de l'élaboration du plan préliminaire visant la construction d'un oléoduc traversant l'Iran, la Turquie et l'Azerbaïdjan, l'Iran comptait commercialiser son gaz en Ukraine et les premières déclarations d'intentions tripartites furent signées.

- b. D'autre part, l'expansion du transport et des communications favoriserait le développement de leurs logistiques respectives en Azerbaïdjan. Dès le mois de mars 1992, la route aérienne Bakou-Téhéran fut ouverte puis complétée, en 1993 par la ligne de communication maritime reliant les ports de Bakou et d'Enzeli.<sup>285</sup>

Il faut noter que, dans cette période, l'Iran accordait également une aide humanitaire substantielle à l'Azerbaïdjan. À la mi-décembre 1992, cinq mille tonnes de farine et environ deux mille tonnes d'autres produits alimentaires ainsi que des carburants lui furent transmis. L'ambassadeur de l'Iran à Bakou, Ali Asgar Nehavadian, constatait : « *La République islamique de l'Iran ne fait pas de distinction entre les musulmans iraniens et ceux de l'Azerbaïdjan. Dans le différend qui existe entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan il ne reste pas d'observateur extrinsèque pour faire une distinction entre les deux parties antagonistes sauf pour défendre et s'apprêter à accorder toute aide possible à l'Azerbaïdjan en cas d'exposition à une agression de la part de l'Arménie* ». <sup>286</sup>

Dans son allocution portant sur les Azerbaïdjanais iraniens, A. Eltchibey assura que les conditions d'obtention de la citoyenneté de la République d'Azerbaïdjan par les Azéris d'Iran ont été simplifiées. Il rajouta qu'il ne dissociait pas l'Azerbaïdjan en sud et nord et que des postes dans la fonction publique azerbaïdjanaise étaient ouvertes, s'ils le désiraient, aux Azéris iraniens.<sup>287</sup> À la suite de ce discours, l'attitude de l'Iran envers l'administration d'A. Eltchibey empira. Le gouvernement du Front populaire affirma que l'Iran avait contribué à l'émeute armée de juin 1993 dirigée par Alikram Humbatov dans les régions sud de l'Azerbaïdjan.

À l'inverse, au Nakhitchevan, Heydar Aliyev entretenait de très bonnes relations avec l'Iran. Profitant de l'animosité entre Bakou et Téhéran, il se rendait assez souvent en visite en Iran où il était reçu comme un chef d'État sur lequel on misait pour développer de futures relations politiques et économiques entre les deux pays. Malgré son passé communiste et son rapprochement avec la Russie, l'Iran appuyait les efforts d'Aliyev pour sauvegarder la paix dans

---

<sup>285</sup> SAJJADPOUR Seyed Kazem. « Iran, the Caucasus and Central Asia », in BANUAZIZI, Ali, WEINER, Myron. *The new geopolitics of Central Asia and its borderlands*, I.B. Tauris, London-New York, 1994, p. 205.

<sup>286</sup> KURTOV A.A. *Op. cit.*, p. 415-416.

<sup>287</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 120.

la République autonome. Cet appui se traduisait notamment par une aide financière accordée au Nakhitchevan et la pression exercée sur l'Arménie. En juin 1993, l'administration du FPA fut renversée et H. Aliyev prit la place d'Eltchibey avec une popularité retentissante grâce à sa capacité de maintenir la paix au Nakhitchevan. Il était considéré comme suffisamment intelligent et subtil pour percevoir les inquiétudes de l'Iran dans la région et pour ne pas défier les intérêts de ce dernier.

À la fin du mois de juillet 1993, l'ayatollah Ali Khamenei, dirigeant suprême de l'Iran, visita Tabriz dans le but de démontrer clairement son soutien à la nouvelle administration azerbaïdjanaise. Lors de cette visite, il réitéra la position active de l'Iran à propos de tout empiètement ultérieur des territoires azerbaïdjanaïses et condamna fortement la politique arménienne.<sup>288</sup>

Les conclusions que l'on peut tirer des relations mutuelles entre l'administration d'Eltchibey et l'Iran peuvent se résumer de la façon suivante :

- a) À la différence du président Mutalibov, le gouvernement du Front populaire mena une politique radicale vis-à-vis de l'Iran, à savoir qu'il tenta de changer le rapport des forces dans la région pour restreindre l'influence de l'Iran sur la vie politique et sociale de la communauté.
- b) Par rapport à l'Iran, la politique étrangère de A. Eltchibey avait un caractère d'offensive politique et psychologique qui donna des résultats : la création en Iran d'un Comité national d'aide aux musulmans du Karabakh ; l'organisation de conférences dans les universités de Téhéran avec la participation d'étudiants azéris, ainsi que des symposiums scientifiques stigmatisant l'agressivité de la politique étrangère de l'Arménie par rapport à l'Azerbaïdjan ; et la préparation de manifestations de masse des Azerbaïdjanais en signe de protestation contre la prise de Kalbadjar par les Arméniens, dont l'attaque de l'ambassade arménienne à Tabriz. Cette politique active donna un coup de pouce aux combats des Azéris en Iran pour l'obtention de leurs droits culturels et les stimula sur les plans politique, organisationnel et moral.
- c) En dépit de ses discours qui contenaient le plus souvent des propos idéologiques populistes et même si, sur le plan politique, il ne réussit pas à visiter l'Iran, les démarches entreprises par A. Eltchibey atteignirent leur but. À titre d'exemple, rappelons que le deuxième diplomate qui fut reçu par A. Eltchibey après celui de Turquie fut l'ambassadeur iranien. Par ailleurs, il convient de ne pas oublier que, lors de la visite du secrétaire d'État Panah Husseynov en Iran au

---

<sup>288</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. *Op. cit.*, p. 124-125.

mois d'avril 1993, Eltchibey adressa une lettre au président Hachemi-Rafsandjani dans laquelle il déclarait l'Iran comme un ami proche de l'Azerbaïdjan.

d) Dans le domaine économique, une commission conjointe fut créée et, après la Russie, l'Iran occupa la première place dans les échanges commerciaux de l'Azerbaïdjan.<sup>289</sup>

---

<sup>289</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 669-670.

### *Section 3 : Les relations sous Heydar Aliyev*

#### **A. L'amélioration des relations entre l'Azerbaïdjan et l'Iran sous Heydar Aliyev**

La politique extérieure de la République d'Azerbaïdjan vis-à-vis de l'Iran changea diamétralement après la chute de A. Eltcibey et l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev. Les autorités iraniennes apprécièrent ce changement comme une réelle opportunité pour améliorer les relations entre les deux pays. La position inflexible de A. Eltchibey vis-à-vis de l'Iran considéré « axe du mal » perdura jusqu'à sa destitution en juin 1993. Des rumeurs circulaient même au sujet de l'implication éventuelle de l'Iran dans le coup d'État organisé par S. Husseynov. Cornell Svante apporte dans son livre le témoignage suivant : « *Les adeptes azerbaïdjanais de la théorie du complot voyaient la main conjointe de la Russie et de l'Iran dans la réalisation du coup d'État. Il est intéressant que certains chercheurs turcs parlent également du rôle de la Turquie dans cette affaire. La déclaration selon laquelle la chute d'Eltchibey a été ressentie comme une défaite pour la Turquie dans tout le Caucase pourrait être illogique. Mais le fait est que la Turquie a saisi l'impuissance totale d'Eltchibey à garder le pouvoir et a misé sur son remplacement pour prévenir des pertes beaucoup plus importantes que l'Azerbaïdjan aurait dû affronter* ». <sup>290</sup>

##### 1. Coopération politique après l'accession au pouvoir de Heydar Aliyev

H. Aliyev se rendit rapidement compte de la complexité de la situation et se mit à redonner un équilibre manifeste à la politique étrangère de la République d'Azerbaïdjan. Au début de sa présidence, il observa une distance évidente dans ses rapports avec la Turquie comme le fit l'administration de son prédécesseur. Il se pourrait qu'Aliyev n'ait pas accordé son soutien absolu à la politique régionale de l'Iran puisque, dans les années 1980, lorsqu'il dirigeait le Comité central du Parti communiste de l'Azerbaïdjan, il s'était exprimé à plusieurs reprises pour la réunification de l'Azerbaïdjan du nord et celui du sud. <sup>291</sup> Mais les réalités l'ont obligé à reconsidérer sa vision politique vis-à-vis de l'Iran qu'il définira bientôt à travers une déclaration de son ministre des Affaires étrangères H. Hassanov. Dans cette déclaration portant sur les priorités de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan indépendant, Hassanov soulignera

---

<sup>290</sup> SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethno-political conflict in the Caucasus*. Op. cit., p. 324 et 445, Turgut Er, ancien attaché de presse de l'ambassade de Turquie en Azerbaïdjan, parlait également dans son livre de la participation de la Turquie dans la déchéance d'Eltchibey. ER Turgut. *Azadlıktan tiranlığa : sanki Stalin ve Berya hortlamıştı* (De la liberté à la tyrannie : comme à l'époque de Staline et Beria), Ankara, « Sarkac », 2010, p. 158-161.

<sup>291</sup> RUBINSTEIN Z. Alvin, SMOLANSKY M. Oles. *Regional power rivalries in the New Eurasia : Russia, Turkey and Iran*, « M.E.Sharpe », London, England, p. 97.



l'existence de relations assez sinueuses avec la République islamique de l'Iran, tout en faisant remarquer que le temps viendrait où les intérêts économiques de l'Azerbaïdjan l'amèneraient dans le Golfe arabo-persique et qu'alors, les artères terrestres reliant les deux États voisins finiraient par revêtir une importance décisive.<sup>292</sup>

H. Aliyev commença à bâtir des relations favorables avec l'administration de la RII alors qu'il occupait encore à l'époque le poste de président du Parlement de Nakhitchevan. Ayant poursuivi la préparation de ce rapprochement grâce à ses visites d'août 1992 et de mars 1993, Aliyev obtiendra de l'Iran, à l'exception d'un soutien financier, une aide humanitaire sous forme de denrées, pétrole et électricité pour le Nakhitchevan. Par conséquent, dès qu'Aliyev accédera à son nouveau poste de président du Parlement de la République d'Azerbaïdjan, les journaux iraniens en feront l'écho et souligneront son attitude complaisante vis-à-vis de l'Iran, qui aura pour prolongements une invitation à se rendre dans la ville sainte de Mashad (où se trouve la tombe de l'Imam Rza vénéré par tous les Iraniens) et l'édification de plus de 200 mosquées au Nakhitchevan.<sup>293</sup>

Dans la politique de l'Iran vis-à-vis du Caucase du sud les orientations changèrent à plusieurs reprises à partir de la deuxième moitié de 1993. Ces changements découlent de la signature de l'accord pétrolier de l'Azerbaïdjan avec les pays occidentaux y compris avec les États-Unis, ce qui fit affluer plus d'investissements occidentaux et favorisa le changement de sa politique étrangère régionale suivie par l'élection du nouveau président de l'Iran Mohammad Khatami en 1997. Sans vouloir entrer dans trop de détails, nous essayerons de présenter la politique étrangère de l'Azerbaïdjan par rapport l'Iran en quelques lignes générales, en nous focalisant sur quatre axes directeurs : **a)** le rôle de l'Iran en tant que médiateur dans le règlement du conflit du Karabakh ; **b)** l'évolution de la politique étrangère de l'Iran dans la région après l'engagement des États-Unis dans les problèmes des pays du bassin de la mer Noire ; **c)** la question des Azéris ethniques en Iran comme facteur déstabilisateur dans les relations des deux pays ; **d)** les relations économiques.

Par opposition à la politique régionale menée par l'Iran pendant les premières années après l'effondrement de l'URSS, on présentait dès 1993 un certain changement d'orientation en direction de l'instauration de relations économiques plus étroites. Cette approche ne signifiait cependant nullement que l'Iran allait renoncer à ses principes idéologiques concernant

---

<sup>292</sup> KURTOV A.A. *Op. cit.*, p. 199.

<sup>293</sup> RUBINSTEIN Z. Alvin, SMOLANSKY M. Oles. *Op. cit.*, p. 97.

l'exportation de la révolution islamique dans les régions du Caucase du sud et de l'Asie centrale, mais qu'il s'était avéré que la stabilité régionale et les rapports économiques réciproquement avantageux représentaient bien plus pour l'Iran. Ainsi, lors de sa visite en 1993 des pays de l'Asie centrale, le président de la RII Hachemi-Rafsandjani souligna que son but fondamental était les contacts d'affaires et exprima sa volonté de mettre plutôt l'accent sur les relations commerciales que sur les présupposés idéologiques.<sup>294</sup> Hachemi-Rafsandjani visita l'Azerbaïdjan peu après l'élection de H. Aliyev à la présidence de l'Azerbaïdjan. Lors de cette rencontre, quatorze accords furent signés, y compris un Mémorandum portant sur les principes d'amitié et de coopération entre les deux pays. La visite du président de l'Azerbaïdjan à Téhéran fut programmée pour juin 1994. Lors des négociations, de nombreuses décisions furent prises dont, notamment : la création d'une commission frontalière conjointe ; l'exportation de gaz au Nakhitchevan ; le développement de coopérations réciproques dans les domaines de la culture, de l'énergie, de la médecine, de l'audio-visuel, des investissements économiques, de la finalisation de la construction du pont de Khudaferin, de la coopération dans la mer Caspienne, etc.<sup>295</sup> Mais, malgré des commentaires contradictoires et des changements dans les politiques régionales des deux pays, H. Aliyev tenta de maintenir des relations étroites avec l'Iran. Dans la phase initiale de sa présidence, le pilier fondamental des relations bilatérales fut la participation de l'Iran dans le règlement pacifique du différend du Karabakh.

## 2. La reprise par l'Iran de ses fonctions de médiateur dans le règlement du conflit du Karabakh

L'Iran appuya les efforts de H. Aliyev pour maintenir la paix au Nakhitchevan par l'allocation d'une aide financière et en exerçant une pression sur l'Arménie. La reprise par l'Iran de ses services de médiation dans le règlement du conflit coïncida avec l'avènement de H. Aliyev au pouvoir. Juste à ce moment-là les forces armées arméniennes au Karabakh déployèrent une attaque massive des régions sud-est, au voisinage du Haut Karabakh. À la fin du mois de juillet 1993, le chef suprême de l'Iran l'ayatollah Khamenei visita Tabriz la plus grande et la plus importante ville de l'Azerbaïdjan iranien. Afin de manifester un appui indubitable de la part de l'Iran à la nouvelle administration de l'Azerbaïdjan, il déclara que l'Iran ne resterait pas impassible à toute éventuelle convoitise des territoires azerbaïdjanais dans le futur et condamna de façon catégorique la politique arménienne : « *Le gouvernement de l'Arménie et les Arméniens du Karabakh chassent les musulmans de la région et nous condamnons les dernières actions des*

---

<sup>294</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 234.

<sup>295</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p. 233.

*Arméniens du Karabakh soutenus par le gouvernement de l'Arménie. Nous espérons aussi que les Arméniens de notre pays banniront ces actions* ». <sup>296</sup> L'Iran fit comprendre distinctement qu'il ne tolérerait pas le moindre changement d'équilibre dans la région. Mais la situation resta immuable. Ainsi, à la fin du mois d'août et le début du mois de septembre 1993, après l'occupation par des militaires arméniens du relais ferroviaire de Goradiz, les régions azerbaïdjanaises de Zenghilan et Kubatly situées en dehors du Karabakh et ayant une population de plus de 85 mille personnes, furent envahies. Vers le mois de novembre 1993 plus de 60 milles personnes se virent obligées de passer la rivière Araxe à la nage afin de parvenir sur le territoire iranien. <sup>297</sup> Le conflit se déplaça lentement vers les frontières de l'Iran. Dans cette situation, une grande quantité de matériel militaire et des forces armées de l'Iran furent concentrés à la frontière entre l'Iran, l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Des rumeurs étaient véhiculées qu'une partie de l'armée iranienne avait passé la frontière pour défendre les barrages de la rivière Araxe et édifier quelques camps pour les réfugiés azerbaïdjanais, ce qui provoqua un fort mécontentement de la part de la Russie qui prévint l'Iran de ne pas se mêler au conflit. Le représentant du MAE russe Grigori Karassine déclara dans l'entrevue que « *les opérations spéciales de l'Iran, quel que soit leur but, ne seront pas agréées par la Russie* ». <sup>298</sup> L'intervention iranienne fut suivie par l'élargissement de la présence russe au Caucase.

Selon Cornell Svante, en cas d'incapacité de bloquer l'évolution du conflit au Karabakh, la politique de l'Iran dans la région aurait d'autres conséquences. Notamment, le risque d'une escalade du conflit sur son territoire. Il est quasiment impossible de faire des pronostics sur l'enchaînement des événements des litiges armés. Donc, parmi les trois pays susceptibles d'être impliqués dans le conflit – la Russie, la Turquie et l'Iran – c'était l'Iran qui était le plus proche de la zone de conflit et, par conséquent, le pays qui risquait d'être le plus réellement touché par la situation. Non seulement, parce qu'il côtoyait les deux pays du conflit, mais aussi parce que la population azérie de l'Iran ne serait pas indifférente au devenir de ses co-nationaux en Azerbaïdjan. <sup>299</sup> C'est pourquoi l'Iran choisit de restreindre ses relations avec l'Arménie en exerçant sur elle des pressions, afin de mieux pouvoir apporter son soutien à l'Azerbaïdjan ; s'allia à la Turquie pour soutenir la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU <sup>300</sup> condamnant l'occupation des territoires azerbaïdjanais au-delà du Haut Karabakh ; et s'adressa pour la

---

<sup>296</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. *Op. cit.*, p. 125.

<sup>297</sup> ZAPATER Josep. « Réfugiés et personnes déplacées en Azerbaïdjan », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°20, juillet-décembre 1995, p. 293-294.

<sup>298</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. *Ibid.*, p. 126.

<sup>299</sup> SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus. Op. cit.*, p. 329.

<sup>300</sup> HALLIDAY Fred. *Op. cit.*, p. 85.

première fois à la communauté internationale pour lui demander d'accorder de l'aide humanitaire à l'Azerbaïdjan.

La première forme d'aide humanitaire de la part de l'Iran fut la construction de sept camps de réfugiés sur le territoire de l'Azerbaïdjan où plus de 35 mille personnes furent accueillies. Vers le début du mois de janvier 1994, le nombre de camps passa à neuf, abritant 50 mille réfugiés.<sup>301</sup> Il existe deux opinions concernant l'aide humanitaire accordée à l'Azerbaïdjan et la construction de camps de réfugiés sur son territoire et non pas sur celui de l'Iran. L'une est soutenue par la chercheuse L. Kulagina et l'autre par Cornell Svante. Selon Kulagina, l'aide humanitaire fournie par l'Iran était plutôt dictée par la nécessité d'assurer sa sécurité nationale. C'est-à-dire, que la prise de conscience de l'horreur de la situation pousserait promptement les Azéris d'Iran à exercer une pression sur leur gouvernement en réclamant le soutien de l'Azerbaïdjan dans la guerre pour le Karabakh. Par ailleurs, une pareille situation contribuerait à une rapide mobilisation et à la cohésion des Azéris d'Iran solidarisés dans la guerre contre les Arméniens. Des manifestations d'azerbaïdjanais devant l'ambassade arménienne eurent déjà lieu dans certaines villes iraniennes et, dans les villes dans lesquelles se concentrent les habitations arméniennes et leurs populations, des détachements militarisés furent mobilisés afin d'éviter des heurts entre les Arméniens et les Azéris d'Iran. À cela Cornell Svante rajoute les facteurs économiques. En dépit de la situation économique complexe en Iran qui accueille déjà deux millions de réfugiés afghans et irakiens et vient de construire en un temps record, mais pour un coût fort cher sur son territoire un grand nombre de camps pour les réfugiés azerbaïdjanais, il aurait été bien préférable d'accueillir ces derniers en Iran pour leur assurer la sécurité contre les attaques des Arméniens.<sup>302</sup>

Pour L. Kulagina, l'Iran n'aspirait pas à une escalade du conflit, mais était intéressé par sa prolongation à faible intensité. L'Iran percevait l'Azerbaïdjan comme un rival et craignait de sa part la réalisation de projets se rapportant à l'exploitation de pétrole et son essor appuyé par l'Occident. En cas de réussite, l'Azerbaïdjan aurait alors pu devenir un exemple pour les Azéris en Iran et ressusciter leurs humeurs nationalistes et séparatistes. De cette façon, en accordant une aide à l'Arménie dans le conflit du Karabakh, l'Iran veillait à ce que l'Azerbaïdjan ne devienne pas un facteur déstabilisateur pour la population de l'Azerbaïdjan iranien. L'extension des relations de la RII avec l'Arménie prouva une fois de plus la désidéologisation de la politique

---

<sup>301</sup> JALILI Mohammad-Reza. *Op. cit.*, p. 190-191.

<sup>302</sup> SVANTE Cornell. *Ibid.*, p. 322-323.

extérieure iranienne. Malgré les affirmations de sa neutralité dans le conflit du Haut Karabakh, l'Iran collabora étroitement avec l'Arménie.<sup>303</sup>

Pour démêler le vrai du faux il aurait suffi de considérer les événements ultérieurs qui se sont développés entre les deux pays après la signature du cessez-le-feu dans le conflit du Haut Karabakh. Donc, malgré tous les discours stériles du gouvernement iranien et ses efforts pour affaiblir l'intensité du conflit, l'Iran n'a pas réussi à atteindre les résultats qu'il s'était fixés. Même du point de vue géopolitique l'Iran a cédé devant la Russie et son rôle de médiateur ne fut jamais pris au sérieux, ni par les Arméniens du Karabakh ni par les Azerbaïdjanais.

### 3. La sécurité régionale d'Iran et la création d'une nouvelle alliance géopolitique Moscou-Téhéran-Erevan

Le gouvernement iranien réalisa la limite de ses capacités dans le règlement du conflit ce qui explique son dynamisme pour coordonner ses efforts avec d'autres puissances régionales ou autres régions. Sa priorité fondamentale s'avéra être celle de sa coopération avec la Russie en vue d'anticiper la propagation de l'influence de la Turquie (et indirectement de celle de l'OTAN) dans la région.<sup>304</sup> L'Iran prenait parfaitement conscience du rôle actuel et éventuel de la Russie dans la CEI et menait une politique très prudente pour ne pas porter préjudice à ses relations avec le Kremlin. De façon générale, on peut caractériser de bon voisinage les rapports entre l'Iran et la Russie depuis les années 1990, suite à la communion de leurs visions concernant l'évolution de la situation dans la région de l'Asie centrale et du Caucase, qui s'élevaient parfois au niveau d'un réel partenariat stratégique. Les deux pays coopéraient surtout dans le domaine de l'armement. Ainsi, de 1989 à 1992, la Russie vendit à l'Iran 64% de tous les armements importés de la République islamique parmi lesquels on comptait les avions de chasse MIG-29, SU-24, des sous-marins et des armes lourdes.<sup>305</sup> Une orientation commune de la coopération fut la construction de la centrale nucléaire à Busher ainsi que l'acheminement des pièces nécessaires pour cette centrale. Le partenariat dans le domaine du commerce et de l'économie se chiffrait à 15 milliards de dollars. De cette manière, l'Iran était parvenu à contrebalancer d'une certaine façon l'influence américaine dans la région.<sup>306</sup>

---

<sup>303</sup> KULAGINA L.M. « Rossija, Iran i gosudarstva Central'noj Azii » (La Russie, l'Iran et les états de l'Asie centrale), dans MAMEDOVA N.M. *Iran i SNG* (L'Iran et la CEI), recueil de textes, Moscou, 2003, p. 27.

<sup>304</sup> RAMEZANZADEH Abdollah. *Op. cit.*, p. 128.

<sup>305</sup> WINROW M. Gareth. « Azerbaijan and Iran », in RUBINSTEIN Z. Alvin, SMOLANSKY M. Oles. *Regional power rivalries in the New Eurasia : Russia, Turkey and Iran*. *Op. cit.*, p. 106.

<sup>306</sup> MITJAEV V.G. « Karabakhskij konflikt v kontekste mezhdunarodnykh otnoshenij » (Le conflit du Karabakh dans le contexte des relations internationales), dans KOZHOKINA E.M. *Armenija-problemy nezavisimogo razvitija* (L'Arménie – les problèmes de développement indépendant). *Op. cit.*, p. 538.

Dès le milieu de l'année 1994, une certaine tension fut observée dans les relations entre l'Azerbaïdjan et ces deux pays. Un facteur majeur contribua au rapprochement de l'Iran et de la Russie : l'intérêt commun d'anticiper l'expansion des États-Unis et de la Turquie et la croissance de leur emprise tant au Caucase du sud qu'en Asie centrale. Pour l'Iran, la présence de la Russie dans la région servait d'obstacle à l'affermissement de la domination américaine. Un facteur supplémentaire de leur rapprochement servit aussi le conflit en Tchétchénie. En effet, pour la Russie il était d'une importance majeure que l'Iran s'abstienne de critiquer Moscou pour sa politique tchétchène et qu'il renonce à appuyer les guérillas tchétchènes. La désidéologisation de la politique extérieure de l'Iran fut perçue tout au long du conflit. La position officielle iranienne suivait le principe que le conflit tchétchène était l'affaire intérieure de la Russie et se déclarait pour l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie. D'une part, l'Iran invoqua la justification que les Tchétchènes firent appel aux talibans d'Afghanistan pour obtenir leur soutien officiel, ce qui aurait pu porter préjudice à l'Iran compte tenu de son opposition à ce mouvement. D'autre part, les Tchétchènes reçurent une aide financière des pays occidentaux, ce qui n'était pas dans les intérêts de la RII. Enfin, le soutien des Tchétchènes et les risques d'écroulement de la Fédération russe auraient conduit au renforcement des États-Unis et des pays occidentaux dans la région ce qui aurait été une menace directe pour l'intégrité de la RII.

L'Arménie fut un autre pays de la région qui, par suite de raisons tant objectives que subjectives, devint un partenaire stratégique de l'Iran. Durant les années de la guerre au Karabakh c'est l'Iran qui sauva l'Arménie de la crise économique. Après la chute de l'URSS et dans la période précédant la guerre au Karabakh, l'Arménie, se trouvait bloquée entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, le chaos et l'anarchie dominaient en Géorgie et il était très difficile d'obtenir de l'aide économique de la part de la Russie. L'Iran mettait à la disposition de l'Arménie du gaz<sup>307</sup> et des denrées de première nécessité. Ultérieurement, les parties se rapprochèrent davantage et l'Iran finit par devenir le deuxième partenaire de l'Arménie, après la Russie. L'élargissement des contacts avec l'Iran sera dicté, entre autres, par une brusque réduction de la production industrielle arménienne. Son industrie nationale sombra dans le déclin vers le milieu des années 1990. La rupture des liens administratifs entre les ex-Républiques soviétiques qui composaient auparavant un complexe administratif unique se répercuta pathologiquement sur l'Arménie. L'élargissement des relations avec la République islamique de l'Iran sera vital pour l'Arménie confrontée à une crise économique aiguë.

---

<sup>307</sup> FARASSATI Ali. *L'Iran et la crise du Caucase du sud*, thèse de Doctorat préparée sous la direction de Professeur Yves LACOSTE, soutenue en février 1998, Paris, p. 243.

Le partenariat économique se transforma rapidement en partenariat politique. Aussi, l'Arménie devint pour l'Iran une vraie « ouverture vers le Caucase du sud », garantissant une présence dans cette région. On pourrait dire qu'à ce moment-là dans la région, une union officieuse, mais factuelle entre la Russie, l'Arménie et l'Iran s'était formée. Selon Cornell Svante, l'Azerbaïdjan accusait le gouvernement iranien de superviser l'entraînement des terroristes arméniens d'ASALA (l'armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, l'organisation terroriste considérée par la communauté internationale).<sup>308</sup> Mais une telle nouvelle fut accueillie par les Azerbaïdjanais assez défavorablement ce qui contribua à leur opposition au pouvoir central dans beaucoup de villes iraniennes.

#### 4. La minorité azérie comme facteur de désaccord entre les deux pays

Bien que le président de l'Azerbaïdjan avait déclaré à maintes reprises dans ses allocutions que l'intégrité territoriale de l'Iran était inviolable, l'attitude des autorités iraniennes envers de telles déclarations a toujours suscité le plus grand scepticisme. Le fait que pendant la visite de H. Aliyev en Iran en 1994 il n'a pas été autorisé à se rendre à Tabriz, la capitale historique de l'Azerbaïdjan, en fut la preuve la plus irréfutable.<sup>309</sup>

À vrai dire, les opinions de nombreux chercheurs divergent en ce qui concerne les manifestations nationalistes « des Azéris du sud » pour une scission de l'Iran. Les uns considèrent que les Azéris d'Iran se sont intégrés fortement dans cette société et y ont occupé des positions fortes : ils sont présents dans la hiérarchie de l'administration d'État (tel l'exemple du leader spirituel de la RII Khamenei) et ne sont aucunement intéressés par les perdre. Les autres estiment que l'esprit national des Azéris s'est fortifié et s'est renforcé suite à l'obtention de l'indépendance par l'Azerbaïdjan (du nord). On pourrait donc interpréter les manifestations intermittentes des nationalistes dans les lieux d'habitation concentrés des Azéris comme une manifestation politique de non-soumission aux autorités locales et d'expression de la volonté de scission de l'Iran. Ainsi, en août 1994 après un match de football, de fortes émeutes commencèrent à Tabriz. L'administration locale fut saccagée, la photo du président Hachemi-Rafsandjani et celle du leader spirituel Ayatollah Khamenei furent brûlées.<sup>310</sup>

---

<sup>308</sup> KURTOV A.A. *Op. cit.*, p. 383-449.

<sup>309</sup> WINROW M. Gareth. *Op. cit.*, p. 103.

<sup>310</sup> Un cas analogique eut aussi lieu dans la ville iranienne de Qazvin. Les Perses furent irrités par le fait qu'ils étaient gouvernés par des Azéris ethniques et exigeaient un statut différent pour cette ville. Pour éviter les altercations ultérieures, le gouvernement iranien décida de révoquer la juridiction de Zanjan et de transmettre la gouvernance aux Iraniens ethniques locaux.

Dans les années 1995-1996, l'exacerbation des passions des Azéris d'Iran s'est calmée. Il est tout à fait possible que cette situation était dictée par le regain des relations économiques entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Il faut savoir qu'après le début de la première guerre tchéchène, les frontières entre l'Azerbaïdjan et la Russie ont été fermées. Faute de frontière terrestre avec la Turquie, il est tout à fait probable que l'Iran soit devenu le premier partenaire commercial étranger de l'Azerbaïdjan. Ce fait porta ombrage, d'une certaine façon, au mécontentement des Azéris du sud.

Dès 1996, ce problème émergea à nouveau dans les relations des deux pays. Mais le mécontentement se manifesta par rapport au fait que la compagnie pétrolière iranienne se trouva exclue du consortium d'extraction du pétrole dans le secteur azerbaïdjanais de la Caspienne et, bien sûr, du statut juridique indéfini de la mer Caspienne. Cette fois-ci, le conflit se profila à cause de la personnalité de Mahmudali Chehragani, Professeur de l'université de Tabriz et philologue de formation, qui se prononçait pour un enseignement et un apprentissage de la langue azérie et se porta candidat à la fonction de député parlementaire. Les Iraniens furent provoqués par le fait que, bien avant les élections, Chehragani faisait allusion dans ses discours à la perpétuation de la cause de Sattarkhan. Son slogan électoral était « *les enfants courageux, les patriotes du Sheikh Mohammad Khiabani et de Sattarkhan* »<sup>311</sup> qui le rendit immédiatement populaire sur les deux rives de l'Araxe, mais alarma le Téhéran officiel. Il faut reconnaître qu'à ses débuts les visions de Chehragani étaient plus modérées. Sa personnalité même suscitait à cette époque-là des considérations contradictoires parmi les activistes de l'Azerbaïdjan (du sud). Dans l'entrevue qu'il avait accordée à la station de radio BBC en avril 1999, il déclara péremptoirement qu'en tant qu'azéri il était fier d'être en même temps citoyen d'Iran et se considérait donc également iranien et ne voyait aucune ligne de démarcation entre « l'Azerbaïdjan du Sud » et l'Iran. Lui et ses adeptes luttaient uniquement pour le droit du peuple azéri de parler et d'apprendre dans sa langue maternelle, mais en tant que partie intégrante de l'Iran.<sup>312</sup>

---

<sup>311</sup> Sattarkhan et Khiabani, deux leaders des Azerbaïdjanais de l'Iran, qui se soulevèrent en 1908 et en 1920 contre le pouvoir central. Les deux mouvements furent cruellement réprimés par les autorités iraniennes. On pourrait citer également le mouvement de Sayyed Jafar Pishevari dans les années 1940-1946. Après l'entrée de l'armée soviétique dans l'Iran du nord une formation étatique fut constituée avec son centre à Tabriz. Pourtant, après le départ des forces armées soviétiques, l'éphémère République fut supprimée. RIAUX Gilles. « La radicalisation des nationalistes azéris en Iran », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №37, janvier-juin 2004, p.27.

<sup>312</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 73.



Avec le temps, les idées de Chehragani se radicalisèrent et il avança même l'idée de la fédéralisation de l'Iran ce qui le mena à son emprisonnement et à sa déportation ultérieure. Il arriva illégalement en Azerbaïdjan où le Comité pour la défense des droits de M. Chehragani fut créé sous la direction du leader du FPA A. Eltchibey. Par le biais de cet organe, il déploya une activité zélée de lutte des Azéris du sud pour leurs droits qu'il exporta aisément à l'étranger. Dès 1997 le problème de l'Azerbaïdjan iranien deviendra l'un des problèmes centraux lors des congrès internationaux des Azéris qui se tiendront à Los Angeles (novembre 1997) et à Washington (30-31 mai 1998). Lors du premier congrès, l'Iran réussit à anéantir dans la mesure du possible la progression des discussions saugrenues sur la situation des Azéris sur son territoire. Il est nécessaire de souligner que seuls les représentants des forces d'opposition de l'Azerbaïdjan prirent part à ses travaux. Lors du deuxième congrès durant lequel la question des Azéris sera centrale, sur les 250 délégués qui y participaient 27 d'entre eux représentaient différents partis politiques de l'Azerbaïdjan (Parti « Ana Vatan » - Mère patrie ; Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan ; Parti de la souveraineté nationale et Parti « Nouvel Azerbaïdjan »), mais aussi des députés du Parlement, des collaborateurs de l'équipe présidentielle, etc.<sup>313</sup>

La question de la destinée des deux Azerbaïdjan sera également discutée lors des congrès des Azéris, cependant que d'autres discussions porteront régulièrement sur les différentes visions de l'avenir de l'Azerbaïdjan (du sud). Nous avons eu nous-même la possibilité de participer aux congrès des Azerbaïdjanais qui s'étaient déroulés en 2001 à Bakou et en 2004 à Strasbourg (France) où nous avons pu nous imprégner en direct de la politique menée par les Azéris du monde entier.

La situation entre les deux pays se détériora de plus en plus après que la partie iranienne accorda l'asile politique à Mahir Djavadov, frère du commandant des forces de police anti-émeutes Rovshan Djavadov qui avait été assassiné. Arrivé d'Autriche, Mahir Djavadov eut l'idée de fonder en Iran un parti politique et, par la suite, de s'installer en Azerbaïdjan pour participer au combat politique.<sup>314</sup> Cette évolution des événements commença à inquiéter H. Aliyev malgré le fait que, suite à l'arrivée de Djavadov en Iran, il donna des directives pour conférer la citoyenneté azerbaïdjanaise aux nombreux Azéris du sud faisant l'objet de poursuites

---

<sup>313</sup> KURTOV A.A. « Azerbajdzhan - Iran : poka problem v otnoshenijakh sosedej bol'she, chem reshenij » (Azerbaïdjan-Iran : plus de problèmes dans les relations bilatérales que les solutions), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement). *Op. cit.*, p. 232-233.

<sup>314</sup> *Ibid.*, p. 248-250.

judiciaires par les autorités iraniennes, et autorisera M. Chehragani à s'exprimer sur les ondes télévisées.

Mais très rapidement, contraint par l'Iran, H. Aliyev se verra obligé d'expulser M. Chehragani de l'Azerbaïdjan ; il s'envola pour les États-Unis où il y vit toujours et depuis, les congrès des Azéris du monde entier se tiennent toujours loin des frontières du pays. En contrepartie, afin de ne pas compromettre ses relations avec Aliyev, la partie iranienne expulsa M. Djavadov d'Iran. Ce dernier vit aujourd'hui en Autriche.

Ce retournement de situation joua en faveur de H. Aliyev et lui permit de réduire l'impact de l'Iran sur l'Azerbaïdjan. La force d'influence politique principale de l'Iran était représentée par le Parti islamique de l'Azerbaïdjan. Une autre preuve de la réduction de l'influence iranienne dans le pays est illustrée par la suppression du Parti islamique de l'Azerbaïdjan créé en 1992 et interdit en 1995 pour des accusations d'espionnage en faveur de l'Iran. Dans son doctorat, Ali Farassati consigna également l'activité des émissaires iraniens en Azerbaïdjan en y décrivant minutieusement les actions déployées dans les camps des réfugiés où l'on apprenait à la population à lire le Coran écrit en lettres cyrilliques et latines.<sup>315</sup>

Le politologue Vafa Guluzadeh avoua : qu'« *Après l'effondrement de l'URSS en profitant de la situation créée en Azerbaïdjan, les forces religieuses de l'Iran se sont mises à tisser un réseau religieux. Si des mesures contrecarrant ce processus n'avaient pas été entreprises, alors l'Azerbaïdjan du nord aurait pu être annexé à l'Iran. Juste après son arrivée au pouvoir, H. Aliyev s'est prononcé contre ce plan d'évolution des évènements. Il a réalisé le mal que ce plan pouvait causer à son gouvernement. Et dans un délai de temps relativement court, les adeptes du développement iranien ont été mis hors jeu. Ainsi a été dissout le Parti islamique de l'Azerbaïdjan et beaucoup de ses adeptes ont été incarcérés suite à des accusations d'espionnage en faveur de l'Iran. Un grand nombre de citoyens iraniens ont été également écroués* ». <sup>316</sup>

En Azerbaïdjan, un nombre considérable de forces politiques exprimait une attitude conciliante à l'idée d'une possible réunification de l'Azerbaïdjan (du nord) avec l'Azerbaïdjan (du sud). À un niveau plus officiel, cette idée suivait également son cours dans l'attente de conditions propices à sa réactualisation, et malgré le fait que soit affirmée la nécessité préalable d'une volonté d'unité nationale, spirituelle et morale de tous les Azéris. Avec le temps et les

---

<sup>315</sup> FARASSATI Ali. *Op. cit.*, p. 183-191.

<sup>316</sup> GULUZADƏ Vəfa. *Yol ayrıcında* (Dans le croisée des chemins), Bakou, « Elm və təhsil », 2012, p. 203-204.

changements qui seront induits par l'évolution de la situation politique dans la région, le problème de l'Azerbaïdjan (du sud) sera une nouvelle fois à l'ordre du jour.

En dépit de son expansion idéologique, l'Iran n'a pas obtenu le résultat qu'il avait escompté. Selon l'opinion de la spécialiste russe des études sur le Proche-Orient, Nina Mamedova, le danger des tendances de l'évolution du régime islamique iranien dans la diffusion du fondamentalisme dans les pays de la région ne se concrétisa pas. De nos jours, la menace du fondamentalisme chiite iranien est plus hypothétique que réelle. Tout d'abord, il faut prendre en considération le haut niveau d'urbanisation de l'Azerbaïdjan, le caractère international de sa capitale et l'europanisation de la partie majoritaire de l'élite intellectuelle du pays. Ensuite, tout renforcement de l'influence de Téhéran sur Bakou est associé, dans la société azerbaïdjanaise, à la croissance de la menace iranienne ce qui limite délibérément les perspectives de la diffusion dans cette République post-soviétique du fondamentalisme chiite.<sup>317</sup>

## 5. Les relations économiques

Sur le plan économique, les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Iran furent, en revanche, couronnées de succès. Par ordre d'importance, ces relations économiques peuvent être considérées à trois niveaux : 1) les liens dans le domaine énergétique supposaient une participation de l'Iran dans les consortiums de l'Azerbaïdjan ; 2) les liens commerciaux et 3) les liens dans le domaine des transports.

En ce qui concerne la participation des compagnies pétrolières iraniennes aux contrats pétroliers, ce sujet était fortement politisé sauf en ce qui concernait le domaine économique. En 1994, après la signature du contrat pétrolier, la partie azerbaïdjanaise proposa aux Iraniens une participation de 5% dans les consortiums pétroliers, ce que Téhéran refusa. Alors, sous la pression des États-Unis, l'Iran se trouva exclu du consortium. Mécontent de cette décision, Téhéran viendra soutenir la Russie qui se déclarait opposée à l'exploitation du pétrole dans la mer Caspienne avant que ne soit adopté son statut juridique. Aussi, sans répit, l'Iran présenta immédiatement à l'Azerbaïdjan la note de paiement des dettes pour l'énergie que son pays avait vendue au Nakhitchevan, au risque de suspendre ses livraisons d'énergie à la République autonome bloquée.<sup>318</sup> En 1996, le règlement du différend autorisera les Iraniens à participer à un

---

<sup>317</sup> SAZHIN Vladimir. « K voprosu ob irano-azerbajdzhanskikh otnoshenijakh » (À propos de la question des relations irano-azerbaïdjanaises), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4(34), 2004, p. 99.

<sup>318</sup> L'approvisionnement en énergie électrique du Nakhitchevan était effectué grâce à la Turquie et à l'Iran. L'Azerbaïdjan reçut en 6 ans de l'Iran de l'énergie pour le montant d'environ 50 millions de dollars. Faute de moyens financiers, une certaine partie de ce montant fut remboursé par le gouvernement azerbaïdjanais à la partie

nouveau consortium, moyennant une participation de 10%. Dans les années 1994-1996, l'Iran occupa la première place dans le domaine des échanges commerciaux. On peut énumérer brièvement les marchandises d'exportation et d'importation qui, dans leur majorité, étaient des produits pétroliers tels que le carburant diesel, l'essence pour les automobiles, les polymères d'éthylène, etc. Une place à part dans l'importation des marchandises revenait au ciment, aux peintures, aux pneus et au caoutchouc, à l'outillage, aux appareils électroménagers, etc. Dans la sphère commerciale, l'Azerbaïdjan importait de l'Iran des pommes de terre, de l'huile de soja, d'autres huiles végétales et du sucre. Malgré le caractère agricole de l'économie azerbaïdjanaise, la production agricole iranienne permettait de faire face à la production locale. Il devenait même plus avantageux de commercialiser des produits iraniens.

En ce qui concerne le transport, on peut constater un haut niveau de développement dans ce domaine grâce à la situation géographique propice de l'Azerbaïdjan au carrefour des voies commerciales importantes du Nord au Sud et d'Est en Ouest. Mais, même dans ce domaine tout n'était pas si simple. En fait, on ne pouvait acheminer l'aide de l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan bloqué qu'en transitant par le territoire iranien. Mais l'Iran dicta ses conditions. Par exemple, pour permettre aux caravanes de camions de traverser son territoire, l'Iran exigea l'exemption d'impôts pour le transport de ses marchandises transitant par le territoire de l'Azerbaïdjan. De plus, les caravanes azerbaïdjanaises devaient être nécessairement accompagnées par des représentants des forces de l'ordre, car toutes les marchandises devaient être transmises aux compagnies iraniennes privées spécialisées dans les transports intérieurs et extérieurs. Il est tout à fait probable que, de cette manière, l'Iran réduisait au minimum les contacts des Azéris avec leurs « confrères » du nord de l'Iran.

Malgré le poids de leurs relations commerciales, l'Iran ne réussira pas à évincer son ancien et évident concurrent dans le combat pour un nouveau marché, la Turquie. Même si les entreprises turques en Azerbaïdjan cédaient en volume commercial leur place aux entreprises iraniennes, elles allaient recevoir une priorité absolue. Aussi, le capital turc pénétra activement dans le domaine des services de l'Azerbaïdjan en investissant dans l'industrie, dans la création d'entreprises mixtes, les Iraniens restant loin derrière la Turquie.

En analysant les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, on peut tirer comme conclusion que, malgré des relations économiques existantes et stabilisées, certaines difficultés d'ordre

---

iranienne sous forme de carburant diesel et d'autres produits industriels. Le début du remboursement de la totalité du prêt devait commencer par l'année 2000. KURTOV A.A. *Op. cit.*, p. 2.

géopolitique continueront de dominer les relations entre les deux pays. La première et sans doute la plus essentielle concerne l'existence d'une population de plusieurs millions d'Azerbaïdjanais en Iran. L'Iran guettera toujours l'évolution des événements dans ses régions du nord afin de ne faciliter aucune division ethno-territoriale ni de tendance séparatiste, et de préserver l'intégrité et l'unité de ses territoires.

Les Azerbaïdjanais sont inquiets par la situation de leurs « confrères » vivant sur l'autre rive de l'Araxe. En dépit de leurs différences qu'on pourrait qualifier de « civilisationnelles » - les Azerbaïdjanais du nord ont choisi l'intégration aux structures européennes et un régime de gouvernance laïque, tandis que ceux du sud appartiennent pleinement à la civilisation orientale avec une forte nuance islamique chiite - il est bien difficile de prévoir les perspectives d'une future évolution de leur situation. En effet, des modifications conjoncturelles de leur situation engageraient une rectification de la stratégie des figurines sur l'échiquier géopolitique. Ainsi, en 2012, lorsque la question d'une éventuelle intervention des États-Unis sur le territoire iranien pour lutter contre « l'axe du mal » se posa au Parlement de la République d'Azerbaïdjan, la question d'un éventuel changement du nom du pays en Azerbaïdjan (du Nord) était déjà soulevée. La formation de deux Azerbaïdjan ou de leur réunification reste une question toujours présente. Mais dans un proche avenir cette question ne sera plus à l'ordre du jour en raison d'une logique bien simple : la réunification des deux Azerbaïdjan changerait radicalement la carte géopolitique du Proche-Orient dans sa globalité, ce qui ne répondrait pas aux aspirations des super - puissances comme les États-Unis et la Russie. Par conséquent, afin d'éviter toute collision irrémédiable, le principe de la coexistence harmonieuse entre les deux pays, en faisant usage d'une large panoplie de compromis dans leurs relations mutuelles, devrait être mis en application.

## Chapitre 3 : La Conférence (Organisation) pour la Sécurité et la Coopération en Europe (C(O)SCE)

### *Section 1 : Les pourparlers sous Aboulfaz Eltchibey*

#### **A. L'implication de la CSCE au sein de l'ONU dans le règlement du conflit en Haut Karabakh**

À partir de janvier 1992 la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) au sein de l'Organisation de Nations Unies (ONU) se chargea, simultanément avec la Russie, de la solution du différend du Haut Karabakh. En dépit d'un certain nombre de conférences, tables rondes et débats, leurs conclusions restèrent relativement modestes.

Après cinq tours de négociations qui se sont déroulées à Rome de juin à septembre 1992, les tentatives pour convoquer la conférence de Minsk<sup>319</sup> débouchèrent sur une impasse dans les délibérations portant sur le statut officiel des représentants de la communauté arménienne du Haut Karabakh, et la responsabilité du gouvernement arménien pour les actions menées par des milices populaires. La convention signée par les différentes parties à propos de l'emplacement potentiel des forces de maintien de la paix fut l'unique aboutissement important de ces négociations, même si la question de la gestion de ces forces (CSCE ou ONU) resta sans réponse.<sup>320</sup> L'insuccès de l'appel de la CSCE à un cessez-le-feu entre les parties belligérantes pourrait s'expliquer par le manque de disponibilité au compromis de la part de chacune d'entre elles. Pour l'Azerbaïdjan, les raisons étaient liées à son succès sur le front du Karabakh qui provoqua une sorte d'euphorie en vue d'un règlement rapide du conflit. La position de l'Arménie se fondait sur l'espoir d'un revers éventuel de la situation en sa faveur, dans l'espoir d'une intervention de la part du Conseil de sécurité de l'ONU désavouant les actes de l'Azerbaïdjan.

Les réunions suivantes du groupe de Minsk en juillet, août et septembre 1992 ne donnèrent aucun résultat positif. Le manque total de coopération entre les parties arménienne et

---

<sup>319</sup> La conférence se tiendrait dans le capital de la Biélorussie, à Minsk (appelée plus tard « le Groupe de Minsk ») et serait composée de onze États : l'Azerbaïdjan et l'Arménie en tant qu'États concernés ; le pays hôte (Biélorussie) ainsi qu'un nombre limité des États intéressés (États-Unis, Russie, Turquie, France et Italie) ; des représentants du Haut Karabakh (les minorités arménienne et azerbaïdjanaise) invités par le président de la Conférence, après la consultation avec les États participants. GURBANOV Turab. *Op. cit.*, Vol. I, p. 196.

<sup>320</sup> Cette ambiguïté reflétait l'embarras de la jonction de l'appartenance plus profonde du Conseil de sécurité de l'ONU à l'affaire du règlement de la crise à partir du mai 1992 avec la disposition de la CSCE à agir en conformité avec le Chapitre VIII de la Charte de l'ONU pour le maintien de la paix comme elle a été proclamée lors du sommet de Helsinki en 1992. PAYE Olivier, REMACLE Eric. « UN and OSCE policies in Transcaucasia », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus. Op. cit.*, p. 84-85.

azerbaïdjanaise paralysa effectivement son activité. Les tentatives de la Russie d'enrayer les opérations militaires n'eurent pas les résultats escomptés.<sup>321</sup> Les États-Unis s'y associèrent. Le 6 novembre 1992 à l'initiative de ce pays, la rencontre de Mario Raffaelli (chef du Groupe de Minsk) avec les représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, des États-Unis, de la Russie et de la Turquie (le groupe des cinq) eut lieu, avec pour objectif la « réanimation » du « processus de Minsk ». La question du cessez-le-feu fut débattue par le groupe des « cinq » les 7 et 8 décembre 1992 à Genève, mais son activité finit par une impasse en raison de divergences entre les participants sur le statut des représentants du Karabakh. L'Arménie proposait de les considérer comme participants de plein droit dans la concertation, ce que la partie azerbaïdjanaise refusa.<sup>322</sup>

La période allant de mai à décembre 1992 prouva que le rôle de la CSCE et celui de l'ONU n'était pas encore délimité distinctement pour trois raisons :

- la poursuite ascendante de l'escalade du litige annula les efforts pour faire progresser le processus pacifique ;
- les deux organisations manquaient d'expérience sur des actions conjointes de cette taille ;<sup>323</sup>
- l'Arménie soutenait visiblement l'intervention du Conseil de sécurité de l'ONU alors que l'Azerbaïdjan préférait l'entremise de la CSCE :<sup>324</sup> la présence ou l'absence de la France, la Russie, l'Iran ou la Turquie dans leurs discussions influença vraisemblablement leurs choix politiques.<sup>325</sup>

Entre octobre et novembre 1992, les démarches diplomatiques du président Eltchibey dynamisèrent la situation : sa visite en Russie, la ratification d'un accord sur la préservation des frontières ouvertes au libre déplacement des capitaux et produits de première nécessité ; la nomination de nouveaux ambassadeurs aux États-Unis, en Belgique, au Japon et dans d'autres

---

<sup>321</sup> Le mémorandum sur la volonté des participants au conflit de trouver une solution pacifique du problème, signé le 27 août 1992 à Almaty par les représentants des présidents de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et du Karabakh, la Convention sur le cessez-le-feu à partir du 25 septembre et le moratoire de deux mois des opérations militaires signé le 19 septembre à Sotchi ne furent pas mis en application. Pour plus d'information voir l'ouvrage de KAZIMIROV V.N. *Op. cit.*, p. 55-59.

<sup>322</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 117.

<sup>323</sup> Pour plus d'information, voir l'ouvrage de KAZIMIROV V.N. *Mir Karabakhu* (De la paix au Karabakh).

<sup>324</sup> Dans le programme électoral de A. Eltchibey, on peut trouver l'expression de sa préférence pour mener des négociations dans le cadre de la CSCE. Il en est de même dans ses allocutions publiques, où le poids principal des pourparlers devait revenir à la CSCE. Tofik Gassymov le confirmait. Par conséquent, l'Azerbaïdjan participait aux négociations en se basant sur deux principes : 1) l'inviolabilité des frontières de l'Azerbaïdjan et 2) la minorité arménienne du Haut Karabakh peut seulement obtenir une autonomie culturelle comme toute autre minorité vivant sur le territoire de la République d'Azerbaïdjan. « Azərbaycan ATƏM-in səylərinə üstünlük verir » (L'Azerbaïdjan apprécie les efforts de la CSCE), *Azadlıq*, 25 juin 1992.

<sup>325</sup> PAYE Olivier, REMACLE Eric. *Op. cit.*, p. 84-85.

pays. Sur proposition de John Maresca, l'ambassadeur américain auprès de la CSCE, les États-Unis, la Russie, la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie se réunirent en décembre 1992 à Genève pour discuter les conditions de la trêve. La position du ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan Tofik Gassymov se fondait sur : le caractère impératif de cesser des opérations militaires dans un délai de 4 mois ; l'introduction des forces de maintien de la paix dans les régions de Choucha et de Latchine ; l'évacuation de toutes les forces armées du corps expéditionnaire arménien et la proclamation du Karabakh du nord en tant que zone démilitarisée. Selon lui, la phase suivante pourrait être celle de la discussion sur le statut de région autonome du Haut Karabakh.<sup>326</sup>

Les ministres des Affaires étrangères de la Russie et de la Turquie, Andreï Kozyrev et Hikmet Çetin, se rencontrèrent au mois de mars 1993 à Moscou. Lors de l'entrevue, H. Çetin proposa à son homologue d'institutionnaliser la coopération et la responsabilité des deux pays pour la sécurité dans la région du Caucase du sud. Se montrant sceptiques à propos des efforts déployés par des experts dans le règlement du conflit du Karabakh, ils se tinrent à la décision d'entreprendre à haut niveau des démarches conjointes et, en s'appuyant sur l'autorité politique des dirigeants des deux pays, d'obtenir au niveau politique le cessez-le-feu par une visite dans les capitales des parties belligérantes.<sup>327</sup> Les Turcs avaient l'intention d'associer les Américains à cette initiative. Mais ceux-ci exprimèrent leur doute concernant son opportunité en affirmant qu'elle allait à l'encontre des efforts diplomatiques de la CSCE et risquait de casser le format de la concertation.

Pendant qu'on débattait sur les détails techniques de la visite dans la région, les forces armées arméniennes encerclèrent Kalbadjar entre la fin du mois de mars et le 1er avril 1993, et l'occupèrent. Cette défaite sur le plan diplomatique provoqua des accusations réciproques d'inactivité et d'inefficacité des mesures politiques entreprises. L'initiative pacificatrice turco-russe fut par conséquent réduite à zéro.

L'occupation de Kalbadjar suscita de nombreuses condamnations diplomatiques, dont celles du MAE turc représenté par H. Çetin, et du Département d'État chargé des Affaires étrangères de la Maison-Blanche (USA). Toutes ces notes diplomatiques exprimaient la volonté que les forces armées arméniennes quittent la ville de Kalbadjar et les territoires occupés dans les

---

<sup>326</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 87.

<sup>327</sup> Pour des détails sur l'initiative turco-russe dans le règlement du conflit du Karabakh, voir l'ouvrage de KAZIMIROV V.N. *Op. cit.*, p. 66-71.



plus proches délais. Concomitamment à la réaction internationale, la partie azerbaïdjanaise prit des mesures urgentes pour résoudre le problème. Ainsi, au début du mois d'avril 1993, le secrétaire d'État Panah Husseynov se déplaça à Moscou pour un entretien avec le ministre de la Défense P. Gratchev. Une rencontre entre Panah Husseynov et Vazghen Sarkissian, ministre de la Défense arménienne fut fixée pour le 8 avril 1993, grâce à la médiation de P. Gratchev. Un accord fut conclut pour un délai de 3 jours, mais ne fut pas respecté.<sup>328</sup> Le 30 avril 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU adopta la résolution №822 condamnant l'occupation des territoires azerbaïdjanais.

Cette résolution eut pour l'Azerbaïdjan des effets à la fois positifs et négatifs. Le côté positif fut :

- 1) la réaction de la communauté internationale et l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU ;
- 2) le respect des frontières territoriales des Républiques indépendantes et signal fort de l'inviolabilité de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan ;
- 3) la revendication de la libération immédiate de Kalbadjar et des territoires qui avaient été occupés antérieurement.

Le côté négatif fut :

- 1) le fait que l'Arménie n'était pas considérée par l'ONU, comme étant liée au conflit ni désignée comme puissance d'« occupation », car « les forces armées arméniennes » auraient simplement été mentionnées ;
- 2) il fut précisé que l'Arménie devait libérer immédiatement Kalbadjar et les territoires occupés peu avant les hostilités, c'est-à-dire en fait qu'une partie des territoires qui avaient été annexés au tout début de l'intervention, ce qui provoqua l'indignation de la part du MAE azerbaïdjanais représenté par Tofik Gassymov.

En parallèle, un groupe *ad hoc* de la CSCE œuvrait pour la mise en place de la « mission d'observation », pour laquelle, à Vienne, dans le cadre du Centre de prévention des conflits, le Groupe de planification rapide (opérationnelle) fut créé. L'opération devait se dérouler en cinq étapes : l'étape d'expertise (la vérification du cessez-le-feu et le départ de tout effectif militaire

---

<sup>328</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous A. Eltchibey). *Op. cit.*, p. 87.

de la région de Kalbadjar) et quatre étapes de monitoring (observation). Pour l'étape finale, le Groupe de planification devait être composé de 600 personnes (militaires, en grande majorité).<sup>329</sup>

Suite à la résolution adoptée en mai 1993, les États-Unis, la Russie et la Turquie élaborèrent conjointement et remirent à l'Azerbaïdjan et à l'Arménie pour examen « le planning des mesures urgentes » : 1) repli des forces armées arméniennes de Kalbadjar avant le 14 mai, 2) confirmation de l'état des choses par les observateurs de la CSCE et 3) cessation des actions militaires.<sup>330</sup>

Ce « planning » ne convint cependant pas à l'Arménie qui avança une contre-proposition : l'arrivée des observateurs de la CSCE sur le terrain avant le repli des formations militaires. En plus, la présence de la Turquie ne fut pas du tout agréée par l'Arménie. Les parachèvements du « planning » par les parties belligérantes se prolongèrent jusqu'au 26 mai 1993 quand, finalement, une entente entre les deux parties fut conclue pour sa mise en application. Elle supposait un cessez-le-feu pour une durée de 60 jours à partir du 1er juin ; le repli des forces armées arméniennes de Kalbadjar entre le 29 mai et le 3 juin et enfin, l'organisation à Rome d'une rencontre du groupe de Minsk de la CSCE entre le 4 et le 15 juillet.<sup>331</sup>

Les Arméniens du Karabakh ne s'empressèrent cependant pas de retirer les forces armées, puisqu'un nouveau scandale politique qui se solda par la déchéance du président Eltchibey éclata à Bakou. En profitant de cette situation confuse, la partie arménienne passa à l'offensive pour occuper de nouveaux territoires en Azerbaïdjan, renversant ainsi la situation et en provoquant la perte, par la CSCE, de sa première position dans le règlement du conflit.

---

<sup>329</sup> PAYE Olivier, REMACLE Eric. *Op. cit.*, p. 84-87.

<sup>330</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 113.

<sup>331</sup> « ABŞ, Türkiyə və Rusiyanın üçtərəfli təşəbbüsü gercəkləşəcəkmi? » (Les initiatives des États-Unis, de la Turquie et de la Russie vont-elles se réaliser ?), *Azadlıq*, 25 mai 1993.

## *Section 2 : Les pourparlers sous Heydar Aliyev*

### A. Le Karabakh comme facteur décisif dans la politique intérieure et extérieure de Heydar Aliyev

L'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration à Bakou permit de stabiliser pour une certaine durée la situation politique interne du pays. Comme il fallait nécessairement du temps pour y arriver, la mise en place d'une gouvernance fiable se répercuta par des défaites sur le front du Haut Karabakh. Après une pause relativement longue dans les opérations militaires due à la dynamisation des efforts internationaux de règlement du litige, les Arméniens profitèrent de la crise politique qui sévissait à Bakou pour dépouiller le front du Haut Karabakh. Le danger pesa en particulier sur la ville qui se trouvait en dehors de la région autonome du Haut Karabakh et avait pour l'Azerbaïdjan une importance stratégique. Jusqu'à cet événement, l'Arménie tâchait de se distancier des Arméniens du Karabakh en leur attribuant toute la responsabilité dans la situation créée. Le 24 juillet 1993, après un long siège, la ville d'Aghdam capitula. Cinq jours plus tard, le Conseil de sécurité de l'ONU adopta la résolution №853 qui imposait le retrait immédiat de toutes les forces armées arméniennes des territoires occupés. À première vue, on pouvait constater que les actions menées par les Arméniens du Karabakh et de l'Arménie n'étaient pas toujours coordonnées. En réalité, officiellement, Bakou s'efforçait toujours de maintenir le lien avec Erevan, mais pas avec les Arméniens du Karabakh, compte tenu du fait qu'ils n'étaient pas reconnus comme parties prenantes dans le conflit. Mais, en dépit de tous ses efforts pour garder sa « neutralité » l'Arménie, ne pouvait pas se dédouaner de ses responsabilités.

Suite à la résolution portant sur le retrait des forces armées des territoires occupés, une concertation sur la sécurité nationale se tint à Goris (Arménie) avec la participation des leaders des Arméniens du Karabakh représentés par Robert Kotcharian, Arkadi Ghukasian et quelques autres. Malgré les vœux du président de l'Arménie Levon Ter-Petrossian, les Arméniens du Karabakh ignorèrent ses conseils et ses revendications. Vladimir Kazimirov écrivait dans son livre : *« Levon Ter-Petrossian m'a informé que les leaders des Arméniens du Karabakh ont le même vertige de nouvelles conquêtes qu'à Choucha et Latchine. Il a exprimé son inquiétude d'être mis devant le fait accompli de nouvelles conquêtes de territoires. Selon lui, ils refusent de se conformer à Erevan en espérant l'appui de certaines forces en Russie (personnellement, il estime qu'il s'agit de Routskoï et de Volski). Il est préférable, pour eux, que la Russie soit médiateur et non pas la CSCE. De même, ils veulent anéantir le plan de la CSCE, obtenir leur reconnaissance de la part de Bakou en tant que partie du conflit et s'entendre sur la restriction*

*des actions militaires* ». <sup>332</sup> On pourrait donc conclure que les séparatistes du Karabakh ne coordonnaient pas toujours leurs actions avec Erevan et préféraient s'appuyer sur certains milieux du pouvoir russe. Cette affirmation semble être justifiée par le fait qu'en 1998 Levon Ter-Petrossian démissionna sous la pression du leader des séparatistes Robert Kotcharian, ce qui permit à ce dernier de devenir président de l'Arménie. <sup>333</sup>

Au début du mois de septembre 1993, les armées arméniennes s'approchèrent jusqu'à une distance de 4-5 km de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Plus de 200 km de l'ancienne frontière entre ces deux pays se retrouvèrent placés sous le contrôle des Arméniens. Ainsi apparurent les prémices de l'internationalisation du conflit. Le commandement militaire turc déploya de nombreux effectifs (armée et véhicules blindés) le long de la frontière avec l'Arménie et exigea un haut niveau de préparation militaire de ses forces aériennes. En parallèle, la base militaire russe située en Arménie (à Gumri) effectua des manœuvres pour entraîner ses militaires à des opérations de riposte à l'offensive turque. L'Iran qui ne resta pas neutre <sup>334</sup> déploya et mit en œuvre un important groupement armé sur le secteur nord de sa frontière avec l'Azerbaïdjan, compte tenu des opérations militaires qui s'y déroulaient. <sup>335</sup>

Les processus politiques se déroulant en Azerbaïdjan se répercutèrent d'une façon très négative sur sa capacité de défense et l'intégrité psychologique et morale de l'armée. Finalement, en quatre mois de combat pendant lesquels un changement de pouvoir s'effectua à Bakou, les Azerbaïdjanais perdirent cinq régions et toute la partie nord du Haut Karabakh. L'Azerbaïdjan

---

<sup>332</sup> KAZIMIROV V.N. *Op. cit.*, p. 91-92.

<sup>333</sup> Pour distraire une fois de plus l'attention de la communauté internationale de la responsabilité de l'Arménie dans l'appui soutenu des Arméniens au Karabakh, le 21 août 1993, Serge Sarkissian, l'un des leaders des forces arméniennes au Karabakh fut nommé ministre de la Défense de l'Arménie, ce qui signifiait, selon la logique, que dans la politique de l'Arménie sur le Haut Karabakh dominaient les décisions d'Erevan. De cette façon, l'espace politique de manœuvre de Levon Ter-Petrossian se restreignit visiblement. Exerçant la fonction de ministre de la Défense de l'Arménie, Serge Sarkissian profitait de toute occasion pour fournir aux Arméniens du Karabakh l'armement nécessaire et des denrées. Il s'agit là d'une conclusion logique, du moment c'étaient les forces armées du Karabakh qui phagocytèrent celles de l'Arménie, mais qui ne laissèrent plus aucune marge de manœuvre à Ter-Petrossian. Désormais la stratégie de la tension triomphe va se servir dans un premier temps pour ramener l'Azerbaïdjan au bercail. YERASIMOS Stéphane. « Caucase – le retour de la Russie », *Politique étrangère*, N°1, 59<sup>e</sup> année, Printemps, 1994, p. 80.

<sup>334</sup> Tout ce que fit la partie iranienne ce fut l'accueil à sa frontière d'un grand nombre de citoyens azerbaïdjanais (réfugiés) civils qui traversaient la rivière Araks. Les unités militaires azerbaïdjanaises furent désarmées par les forces militaires iraniennes et renvoyées par la suite en Azerbaïdjan. Selon l'avis de Cornell Svante, presque 1000 militaires iraniens traversèrent l'Araxe, en démarquant leur présence dans la zone tampon nominale contrôlée par l'Azerbaïdjan, après quoi ils revinrent en Iran. SVANTE Cornell. « Konflikt v Nagornom Karabakhe dinamika i perspektivy reshenija » (Le conflit en Haut Karabakh : dynamique et perspectives de solution), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, p. 355.

<sup>335</sup> SVANTE Cornell. *A small nations and great powers : a study of ethno-political conflict in the Caucasus*. *Op. cit.*, p. 105.

fut privé des territoires se répartissant sur une surface totale d'environ 5 mille kilomètres carrés.<sup>336</sup>

Cette offensive des Arméniens provoqua l'un des exodes de réfugiés les plus massifs en Azerbaïdjan. Presque 350 mille personnes prirent le chemin de cet exode. Le journaliste américain Thomas Goltz fut témoin de cette tragédie humaine : « *De loin on pouvait les prendre pour une tribu tzigane se déplaçant vers le marché aux puces ou à la fête foraine villageoise. Des voitures aux disques cassés, bourrées de tapis, bouilloires et casseroles produisant un bruit assourdissant. Asphyxiés dans la nuée des gaz d'échappement et courbés sous le poids des matelas et des lits en fer, les gens tentaient de dépasser les tracteurs aux attaches destinées au transport du coton ou parmi les tas de fringues on pouvait voir des gosses encrassés et des canards cancanant. La colonne était bouclée par les hommes, qui soit étaient à dos d'ânes soit menaient les mules attelées aux charrues, et les bergers, pieds nus, regroupant au bord de la route les moutons, les vaches, les veaux affolés qui s'acharnaient à se jeter sous les roues des camions passant* ». <sup>337</sup>

En réalisant que sans la création d'une armée tangible il serait impossible de renverser la situation dans la zone du litige, le gouvernement finança presque tous les projets de défense. L'armée nationale fut réarmée dans un temps limite.<sup>338</sup> L'une des lignes directrices de la politique de Heydar Aliyev fut sa lutte contre le volontariat incontrôlable. Les recrues du FPA en postes au ministère de la Défense furent « délogées » méthodiquement. Pour établir une certaine discipline, la lutte était également menée contre les forces bénévoles que Heydar Aliyev rassemblait sous les drapeaux d'une armée régulière. Le pays sentit « la main ferme » de Heydar Aliyev.

À la fin de l'automne 1993, l'administration politique et militaire de la République élaborait des plans de contre-offensive en vue de libérer une partie des territoires occupés. Cependant, malgré tous ses efforts, l'armée azerbaïdjanaise ne fut pas en mesure de confirmer

---

<sup>336</sup> DE VAAL Thomas. *Op. cit.*, p. 186.

<sup>337</sup> GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 399.

<sup>338</sup> On opéra à l'étranger des achats de génie militaire et d'armement, et la coopération militaire avec d'autres états fut mise en place. En septembre-octobre 1993 environ 40 chars militaires T-55 furent acheminés d'Ukraine par voie aérienne dans des avions de transport An-124 « Ruslan », avec plus de 200 instructeurs militaires russes. L'entraînement des cadres militaires nationaux dans les établissements d'études militaires turcs s'accrut. L'état psychologique et moral de l'effectif des forces aériennes s'améliora, la discipline militaire se consolida. Les questions des constructions défensives étaient au cœur de l'attention des représentants de la haute administration de l'Azerbaïdjan qui visitaient constamment la zone du conflit et les unités d'avant-garde de l'armée. Suite à toutes les mesures, les forces armées de l'Azerbaïdjan, même en présence de certains problèmes de nature objective, devinrent régulières et combattives. ARASLY Djangir. *Armjano Azerbajdzhanskij konflikt : Voennyj aspekt* (Le conflit arméno-azerbaïdjanais : l'aspect militaire), Bakou, « Munterdzhim », 1995, p. 26.

ses avancées militaires de décembre-janvier 1994 pour remporter une victoire significative sur les Arméniens. Dès la fin du mois de janvier de cette même année, des combats « d'importance locale » étaient menés sur différents fronts, et vers la mi-février le potentiel offensif des forces azerbaïdjanaises s'essouffla.<sup>339</sup>

En mars 1994 avec l'arrivée du printemps, les opérations militaires reprirent grâce à l'utilisation de tous les moyens militaires dont disposaient les deux États belligérants. Le but principal des Arméniens fut la prise de Gandja, point stratégique et deuxième ville d'Azerbaïdjan par le nombre de ses habitants.<sup>340</sup> Cette opération aurait permis aux Arméniens d'assurer une zone tampon et d'assiéger toute la partie ouest de l'Azerbaïdjan, en occupant la principale voie de communication terrestre. Mais ce plan ne fut pas appliqué, car ils furent arrêtés par les forces armées azerbaïdjanaises. Suite à ces heurts, les deux parties souffrirent de lourdes pertes humaines et matérielles.<sup>341</sup> H. Aliyev se rendit assez vite compte que la poursuite de cette guerre serait dépourvue de sens et n'amènerait le pays nulle part. Bien au contraire, que l'Azerbaïdjan et l'Arménie seraient considérablement affaiblis et pourraient facilement perdre leur indépendance et revenir dans le giron de la Russie.<sup>342</sup>

La société azerbaïdjanaise concevait différemment l'idée d'une signature d'un accord concernant le Haut Karabakh. Pour la majorité de sa population, y compris les partis politiques d'opposition, faire trêve n'aurait eu aucun résultat plausible pour la partie azerbaïdjanaise puisque 1/6 de la République serait resté sous contrôle arménien : à savoir, début 1994, le

---

<sup>339</sup> Des contradictions dans l'administration politique et militaire de l'Arménie contribuèrent à cette situation, elles amenèrent à certaines démissions dans le haut échelon des structures des forces armées. Les postes libérés (celui d'adjoint du président pour la sécurité nationale, du ministre de la Défense, du chef d'état-major de l'armée) furent occupés par les représentants du Haut Karabakh, les chefs militaires actifs, qui étaient disposés plus fermement à continuer la guerre, en vue de s'avancer ultérieurement dans les territoires de l'Azerbaïdjan.

<sup>340</sup> GUSEINOV Elmar. « Vojna, kotoruju my proigrali » (La guerre que nous avons perdue), *Monitor*, 1996, (page manquante).

<sup>341</sup> La perte des marchés traditionnels dus à l'effondrement de l'URSS et au blocus commercial et énergétique imposé par l'Azerbaïdjan ont fait chuter de 45 % la production nationale de l'Arménie en 1992. Pour éviter la « banqueroute totale », le rêve d'une indépendance totale à l'égard de Moscou, elle a rétabli avec la nouvelle Russie des rapports économiques prioritaires. 70 % des transactions commerciales étaient faites avec la seule Russie et les prêts consentis par la Banque centrale de Moscou (68 milliards de roubles) constituaient 60 % des recettes du dernier budget arménien. GUEYRAS Jean. « Entre crise économique et surenchères nationalistes : l'Arménie piégée par la guerre du Haut Karabakh », *Le Monde Diplomatique*, février 1994, et TER-MINASSIAN Anahide. « L'Arménie et le conflit du Haut-Karabagh », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*. *Op. cit.*, p. 67-99.

<sup>342</sup> Pendant la discussion de l'auteur avec l'ancien chef du service de presse du président H. Aliyev Eldar Namazov, celui-ci avoua que H. Aliyev suivait de près l'avancement de l'armée azerbaïdjanaise, et qu'il analysait minutieusement les causes des défaites de l'armée. Il conclua que l'armée arménienne était très bien équipée, et malgré une économie affaiblie, elle ne manquait pas d'équipement militaire. Ce constat était logique, parce que derrière l'Arménie se trouvait la Russie qui l'approvisionnait en génie militaire. Par conséquent, il fut décidé de conclure une trêve avec l'Arménie sous l'égide de la Russie. Entrevue de l'auteur avec Eldar Namazov, Bakou, 13/05/2012

territoire de l'ancienne région autonome du Haut Karabakh ainsi que 7 districts et une partie des villages frontaliers, cumulant globalement une superficie de 12 mille kilomètres carrés, soit 14% de son territoire. Pour le gouvernement, cette situation lui offrait la possibilité de renforcer son pouvoir d'État plutôt que de regagner les terres annexées. Et dans cette perspective, les autorités auraient pu après le cessez-le-feu, renforcer le pouvoir dans le pays, abolir l'opposition et reconstituer la verticale administrative du pouvoir.<sup>343</sup>

Entre avril et mai 1994, les parties belligérantes entreprirent une dernière tentative pour changer le cours de leurs actions militaires en leur faveur. En mai, les parties signèrent un accord du cessez-le-feu sur le champ de bataille et la résolution du différend du Karabakh fut confiée aux diplomates. Les points fondamentaux des négociations se poursuivraient, comme sous Eltchibey, au Haut Karabakh dans le cadre du groupe de Minsk de la CSCE, sans contacts directs entre Bakou et Stepanakert et avec l'assurance de la neutralité « déclarative » de l'Arménie.<sup>344</sup>

L'administration azerbaïdjanaise entrait parfois en contact avec les leaders des Arméniens du Haut Karabakh en cas de confrontation militaire croissante sur le front, mais, sous H. Aliyev, elle se mit en contact direct avec eux en contournant le MAE de la Russie. Les communications se faisaient essentiellement par téléphone ou par télécopie en raison du réseau de communication de l'ex-Union soviétique regroupant les capitales des anciennes Républiques soviétiques et d'autres villes, y compris Stepanakert. Dans la deuxième moitié de l'année 1993, la partie azérie se montra plus intéressée dans des cessez-le-feu temporaires et de courte durée.

---

<sup>343</sup> ISAEV I. « Peremirie nuzhno bylo nam, chtoby ukrepit' azerbajdzhanskuju gosudarstvennost', govorit Ministr Inostrannykh Del Gasan Gasanov » (Nous avons besoin de la trêve pour consolider l'État azerbaïdjanais, prononça Hassan Hassanov, le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan), *Zerkalo*, 25 mai 1996.

<sup>344</sup> Malgré le fait que pendant toutes les phases du conflit et de la situation post-conflictuelle, tangentielles aux processus des négociations, les tentatives de l'Arménie de s'afficher en partie neutre provoquaient de plus en plus un effet inverse. Ainsi, le politologue Sergej Minassian écrivait dans son article : « *Pour l'Arménie, la conceptualisation du conflit du Karabakh n'a pas la même importance politique intérieure que pour l'Azerbaïdjan ni sur le plan de l'influence du problème du Karabakh sur la formation des élites politiques à Erevan et à Stepanakert, ni même en raison d'une importance beaucoup plus grande du système des valeurs. Une partie importante de l'actuelle élite politique de l'Arménie, et d'autant plus du Haut Karabakh, constituent les activistes du mouvement du Karabakh, les anciens combattants et participants aux événements militaires, ou tout simplement des ressortissants du Karabakh et des régions peuplées par des Arméniens de l'Azerbaïdjan soviétique. La problématique du Karabakh présente, sous tous ses aspects, l'une des composantes des plateformes idéologiques de la quasi-totalité des partis politiques au pouvoir et de ceux de l'opposition. C'est la biographie de tous les trois présidents de l'Arménie indépendante qui prouve, à titre d'exemple, l'influence hypertrophiée du facteur du Karabakh sur le système politique et sur le développement de l'Arménie. Tous les trois – Levon Ter-Petrossian, Robert Kocharian, Serge Sarkissian – jouaient un rôle très important dans le mouvement socio-politique même du Karabakh, et après furent à la tête de l'Arménie et du Haut Karabakh pendant la guerre ou dirigèrent personnellement les opérations militaires* ». MINASSIAN Sergej. *Armenija v Karabakhe, Karabakh v Armenii (Karabakhskij faktor vo vnutrennej i vneshnej politike Armenii)* » (L'Arménie en Karabakh, le Karabakh en Arménie (Le facteur du Karabakh dans la politique intérieure et extérieure de l'Arménie)), dans *Kavkazskoe sosedstvo : Turcija i Juzhnyj Kavkaz* (La voisinage caucasienne : la Turquie et le Caucase du sud), Institut du Caucase, Erevan, 2008, p. 68.

Cette préférence s'expliquait par le fait que, au début de la campagne d'automne de la marche en avant des armées dans la partie sud-ouest du Haut Karabakh et des territoires adjacents azerbaïdjanais, l'initiative passa entre les mains des Arméniens.

La rencontre entre le président H. Aliyev et le chef du Comité de Défense du Haut Karabakh de l'époque, Robert Kotcharian, eut lieu pour la première fois le 25 septembre 1993 dans le manoir du MAE de Russie à Spiridonovka. Selon le témoignage de Vladimir Kazimirov, chargé de mission du président russe pour la mise en œuvre des pourparlers entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, contrairement au lien qui s'était établi, sur sa demande, entre H. Aliyev et le président d'Arménie Levon Ter-Petrossian, sa rencontre avec Kotcharian devait garder un caractère strictement privé. Cette rencontre officieuse – lorsqu'il deviendra ultérieurement président de l'Arménie, il n'aura pas moins de vingt et un tête-à-tête officiels avec H. Aliyev – marqua le point culminant et la fin des contacts directs entre Bakou et Stepanakert. En effet, après l'avancée des forces arméniennes et craignant les prétentions du Haut Karabakh à l'étatisation et au statut de sujet de droit international, Bakou interrompit tout contact avec Stepanakert sans même le considérer comme faisant partie du conflit, évita les contacts directs avec les dirigeants du Haut Karabakh et préféra mener spécifiquement des négociations avec Erevan.<sup>345</sup>

Heydar Aliyev s'efforça autant que possible d'influencer le processus de résolution du litige par la voie diplomatique malgré le fait que, lors de la première période de son ascendance, il lui était quasiment impossible d'établir des contacts directs avec la haute administration russe, ce qui fragilisa à l'époque sa politique étrangère. Aussi, en septembre 1993 l'Azerbaïdjan ratifia son adhésion à la CEI. Du point de vue des intérêts de défense et géopolitique de la Russie, la réalisation d'ententes avec l'Azerbaïdjan dans ces domaines était fort désirable.<sup>346</sup>

L'un des sujets concernant le règlement du conflit fut l'introduction des forces de maintien de la paix russes dans la zone du différend. Sauf en ce qui concernait le départage des parties belligérantes, elles avaient pour fonction de défendre la frontière située entre l'Azerbaïdjan et l'Iran ce qui fut, visiblement, accepté par H. Aliyev au début des négociations.

---

<sup>345</sup> Dans les discussions ultérieures, H. Aliyev ne se montrait pas hostile à la renaissance des contacts directs avec les représentants de Karabakh, mais seulement à condition qu'ils revêtent une discrétion totale. Ayant reçu par l'intermédiaire de Kazimirov des garanties de mise en place des négociations il lui promit huit fois de renouer des contacts officieux, mais il trouvait toujours des excuses pour justifier ses reports, en faisant référence aux difficultés liées au choix de son représentant à ces pourparlers ou à une conjoncture incongrue. KAZIMIROV Vladimir. *Op. cit.*, p. 100-101.

<sup>346</sup> MITJAYEV V.G. « Karabakhsij konflikt v kontekste mezhdunarodnykh otnoshenij » (Le conflit du Karabakh dans le contexte des relations internationales). *Op. cit.*, p. 509.



Ayant accepté la médiation de la Russie, H. Aliyev était à la recherche d'autres opportunités diplomatiques pour enrayer l'entrée des forces de maintien de la paix dans la zone du conflit. Afin de résister à la pression russe qui poussait le président Aliyev à donner son accord à la patrouille des frontières sud avec l'Iran, le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan Hassan Hassanov se rendit à Téhéran le 29 décembre 1993 pour y conduire des pourparlers avec le président Hachemi-Rafsandjani et son ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati. Le 30 décembre il fut reçu à Ankara par le président Süleyman Demirel et se concerta avec le Chef d'état-major turque sur le projet d'un accord de patrouille commune de la frontière au Nakhitchevan. Le 3 janvier 1994, Aliyev accueillit à Bakou A. Nikolayev, le chef des gardes-frontières russes.

Le 18 février 1994, suite à la médiation du ministre de la Défense russe Pavel Gratchev, les parties s'obligèrent à signer l'entente du cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur le 1er mars suivant. Concomitamment, H. Aliyev effectua une visite à Londres pour des rencontres importantes visant à associer des pays occidentaux à la résolution du conflit. En s'appuyant sur un argument principal : le pétrole. Suite à ces démarches diplomatiques, le président réussit à signer quelques contrats d'importance avec la compagnie anglaise BP qui devait jouer un rôle majeur dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne. L'autre objectif d'Aliyev fut celui d'inviter l'OTAN à participer au règlement du litige pour faire jouer des garanties de la part des pays occidentaux.

Le 4 mai 1994, la délégation de l'assemblée interparlementaire de la CEI obtint l'approbation des parties belligérantes pour l'organisation d'une rencontre à Bichkek, la capitale de Kirghizistan. Le cessez-le-feu prit effet le 9 mai avec injonction de l'entériner dans les plus brefs délais grâce à la signature d'un document prévoyant le mécanisme du cessez-le-feu, le retrait des forces armées des territoires occupés, la restauration du fonctionnement des moyens de communication, le retour des réfugiés et la poursuite des pourparlers. Aliyev partit la veille à Bruxelles pour des négociations avec l'administration de l'OTAN et, le jour de la rencontre de Bichkek, signa l'accord officialisant l'adhésion de l'Azerbaïdjan au programme « Partenariat pour la paix ». De Bruxelles, Aliyev partit pour Ankara dans le cadre de la concertation avec le gouvernement turc. Selon les aveux de Vafa Guluzadeh, l'Azerbaïdjan pouvait se passer des accords de défense avec la Russie et les États-Unis, et qu'il était souhaitable de mettre en place une coopération dans le cadre du programme « Partenariat pour la paix », en ayant l'OTAN pour

garant de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan aussi bien que de l'Arménie, de la Turquie et d'autres pays.<sup>347</sup>

Au sommet de la CEI à Bichkek en mai 1994, la République du Haut Karabakh fut reconnue de fait, pour la première fois, en tant que partie belligérante.<sup>348</sup> Dans cette situation, H. Aliyev s'investit beaucoup dans une affaire risquée. Il délégua Afiyaddin Djalilov, vice président du Parlement de l'Azerbaïdjan pour la signature de l'accord du cessez-le-feu et, concomitamment, il prévint, voire menaça même ses partenaires occidentaux d'une possibilité d'un retour définitif de l'Azerbaïdjan au sein de la Russie après la signature de l'accord, dont les conséquences pouvaient être la perte par les pays occidentaux de nouvelles sources de pétrole et, avant tout, la défaite dans le combat géopolitique avec la Russie, qui conduirait à la perte définitive de leur influence au Caucase du sud. Sa ruse fonctionna.<sup>349</sup> Ayant reçu l'accord des pays occidentaux de se relancer plus intensément dans le règlement du conflit, H. Aliyev signa le cessez-le-feu le 12 mai 1994.<sup>350</sup>

Dans l'une des sections du document signé furent intégrées ultérieurement les forces de maintien de la paix de la zone de litige, mais l'accord sur la dislocation des forces armées russes en tant que forces de maintien de la paix signé à Bichkek à partir du 24 mai 1994 par les délégations russe et azerbaïdjanaise ne fut pas paraphée par le gouvernement de l'Azerbaïdjan.

## **B. La domination de l'OSCE dans les négociations sur le conflit du Haut Karabakh**

Au cours des mois de juillet et d'août 1994, tous les efforts de la Russie pour convaincre H. Aliyev de donner son accord à l'introduction des forces de maintien de la paix de la CEI dans la zone du différend, sans attendre les effectifs de la CSCE, furent oiseux. Il faut remarquer que jusqu'à ce moment-là, la CSCE ne possédait pas de forces armées et n'avait pas élaboré de mécanisme efficace pour l'envoi d'un contingent militaire international dans la zone du litige, ce qui permettait à la Russie de détenir l'initiative. Dans son entrevue au journal « Les nouvelles

---

<sup>347</sup> NURANI. « « Podvodnye techenija » v karabakhskom konflikte » (« Les courants sous-marins » dans le conflit du Karabakh), *Zerkalo*, 26 juin 1996.

<sup>348</sup> En dépit du fait que la partie azerbaïdjanaise s'opposait à la participation du Haut Karabakh en tant que partie du conflit, la signature du HK fut apposée sous le texte de l'entente. Un autre facteur en faveur de la légitimation du Haut Karabakh fut le fait qu'après la signature du protocole de Bichkek, les intermédiaires arrivaient au Karabakh par un tiers état ou par l'Arménie. Ils se voyaient assez souvent avec Kotcharian à Erevan même et la rencontre avec Nizami Bahmanov était considérée facultative.

<sup>349</sup> Pour plus d'information voir ƏLİYEV Heydər. *Op. cit.*, Vol. I, p. 548-558.

<sup>350</sup> Les paraphes apposés sous le texte étaient en pleine conformité avec le règlement de la CSCE : à l'exception celles de Rassul Guliyev et de Babken Araktsian (chef du Parlement de l'Arménie), le texte fut signé par le représentant du Haut Karabakh Robert Kotcharian de la part de la communauté arménienne et par Nizami Bahmanov – de la part de la communauté azérie.

russes », Aliyev déclara qu'il était tout à fait clair pour lui qu'on « allait recourir » aux forces multinationales, mais que les forces armées russes ne pouvaient participer à l'action des forces de maintien de la paix que sous mandat de la CSCE et pas « en tant qu'armée purement russe ». <sup>351</sup> Le chef du MAE d'Azerbaïdjan H. Hassanov se prononça d'une façon beaucoup plus claire à propos de cette question. Il souligna qu'au cas où l'introduction des armées dans la région serait autorisée, celles-ci devraient être constituées de contingents de tous les pays participants au groupe de Minsk de la CSCE et, en même temps, aucun des contingents ne devait dépasser 30 % du nombre total des forces de maintien de la paix. <sup>352</sup>

Ayant préparé à la hâte les nouvelles clauses du traité portant sur l'exploitation des puits pétroliers dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne, H. Aliyev signa en septembre une entente pétrolière durable avec les compagnies occidentales. Il leur offrit ainsi la possibilité de fixer officiellement Bakou sous leur tutelle géopolitique, mais les rendit encore, au même titre que la Russie, co-présidents de la CSCE. De cette façon il priva la Russie du monopole sur les intérêts « vitaux » dans la région du Caucase du sud. Dès la fin de l'année 1994, le règlement du conflit avait déjà eu lieu dans le cadre de la CSCE qui, en décembre, changea son nom de « Conférence » (CSCE) en celui d'« Organisation » pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Après la signature du protocole du cessez-le-feu du 12 mai 1994 à Bichkek, le processus du règlement du litige passa par plusieurs phases. Les deux premières années, l'accent principal fut mis sur les négociations directes dans le cadre du groupe de Minsk en session plénière, à savoir avec la participation de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, du Haut Karabakh et de la communauté azérie de ce territoire. Cependant, les participants à ces rencontres exprimaient de profondes divergences sur les aspects-clés du règlement et, en refusant une recherche sérieuse de compromis réels, limitaient leurs interventions à des rhétoriques stériles.

Le remplacement du président A. Eltchibey le 24 juin 1993 par le président Aliyev changea radicalement le rôle de l'OSCE. L'expert de l'OSCE Yves Ghebali a expliqué les raisons de l'inefficacité du monitoring de l'OSCE dans la région ainsi que son impuissance à convaincre les parties belligérantes de cesser le feu en l'absence d'un mécanisme de pression par la force :

---

<sup>351</sup> L'entrevue avec Heydar Aliyev dans *Rossijskie vesti*, 27 juillet 1994.

<sup>352</sup> MITJAEV V.G. « Karabakhskiy konflikt v kontekste mezhdunarodnykh otnoshenij » (Le conflit du Karabakh dans le contexte des relations internationales). *Op. cit.*, p. 528-529.

- le décalage entre Erevan et Stepanakert sur les plans maximaliste (militaire) et minimaliste (diplomatique) ;
- l'existence de certains groupes militarisés intéressés par la poursuite du conflit, notamment, de structures militaires (certains chefs guérillas) et de la mafia de clans qui s'enrichissaient sur les malheurs et les souffrances des peuples ;
- enfin, les exigences superflues de l'Azerbaïdjan qui espérait que la mission de l'OSCE contribuerait à l'instauration d'un *statu quo ante*.

Il reproche aussi à l'Azerbaïdjan de ne pas avoir été prêt à envisager un compromis, en exigeant de l'OSCE l'instauration du principe d'équité et la restitution de ses territoires perdus. Mais pour l'Azerbaïdjan, conduire des négociations pacifiques avec ceux qui avaient occupé 20% de son territoire signifiait la reconnaissance de leur perte ce qui aurait menacé directement la souveraineté nationale de la République.<sup>353</sup> Il convient d'ajouter que, par sa composition, le groupe de Minsk (GM) de l'OSCE était dominé par des petits pays peu intéressés, qui comme l'Italie, la Suède et la Finlande ne possédaient pas d'intérêts vitaux dans la région du Caucase du sud. Malgré une assez forte organisation, ce groupe ne disposait que de très restreintes possibilités pour mener des négociations sérieuses et pour donner des garanties de maintien de la paix dans la région.

Dans ce contexte il ne restait à l'OSCE qu'à prendre connaissance des efforts de médiation de Moscou entre l'Azerbaïdjan et les Arméniens du Haut Karabakh, et de confirmer le rôle fondamental du processus de Minsk<sup>354</sup> qui pouvait dépendre en grande partie des positions politiques de la Russie et de la CEI. En effet, la domination de la CEI dans le processus de règlement des conflits dans l'espace post-soviétique était susceptible de limiter les actions et l'importance de l'OSCE elle-même dans la diplomatie préventive.<sup>355</sup> Par conséquent, en septembre 1994, le groupe de Minsk se vit contraint d'entreprendre de nouveaux efforts diplomatiques et de trouver le difficile consensus visant l'opération de maintien de la paix par l'OSCE, ce qui fut fait trois mois plus tard lors du sommet de Budapest.<sup>356</sup>

---

<sup>353</sup> GHEBALI Victor-Yves. « L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase (Haut Karabakh, Osétie du Sud, Abkhazie) », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit. Op. cit.*, p. 229-230.

<sup>354</sup> Lors de la signature du « protocole de Bichkek », l'Azerbaïdjan insistait sur la participation aux négociations de Jan Eliasson, président du GM de l'OSCE qui était en visite dans la région. Mais la Russie s'y opposa et Eliasson ne fut pas invité. Cette humiliation défia l'autorité de cette organisation et porta un coup à son prestige dans le monde entier.

<sup>355</sup> Lors des pourparlers des ministres de la Défense de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et du Haut Karabakh organisés à Moscou, H. Aliyev insista sur la participation aux négociations du colonel suédois Berg représentant l'OSCE.

<sup>356</sup> PAYE Olivier, REMACLE Eric. *Op. cit.*, p. 87-88.

Suite aux travaux de ce sommet une structuration du processus de règlement en deux étapes fut proposée : 1) supprimer les conséquences des hostilités en appliquant l'accord, ce qui impliquait la libération totale des territoires occupés et la garantie du retour des réfugiés dans leurs lieux d'habitation et, 2) acquiescer un règlement pacifique définitif.<sup>357</sup>

On confia à l'OSCE le mandat de créer le premier contingent des forces internationales de maintien de la paix, en particulier pour le Haut Karabakh, auquel participeraient, sans dominer, les forces armées russes. Le contingent devait compter trois mille personnes, mais chaque pays participant ne pouvait y être représenté que par 30% de l'effectif total. Par ailleurs, suite au règlement politique du conflit<sup>358</sup> les forces de maintien de la paix ne pouvaient être remplacées qu'à la suite d'une sanction prononcée à leur encontre par l'ONU. Le sommet coïncida avec le moment crucial où le président de la Russie était confronté au dilemme de l'introduction de ses forces armées en Tchétchénie. Cette situation a eu pour effet d'affaiblir l'intérêt de la Russie pour le conflit du Haut Karabakh, compte tenu du fait qu'à partir de décembre 1994 jusqu'à mai 1996, la Tchétchénie fut entraînée dans une guerre féroce.

Malgré le dynamisme de l'OSCE et de la Russie dans la recherche de compromis pour la résolution du conflit, les parties furent incapables d'adopter un point de vue commun. À partir de décembre 1995 jusqu'à novembre 1996 des négociations à caractère confidentiel se développèrent essentiellement entre les représentants spéciaux des présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Des rencontres mensuelles officieuses autour des questions portant sur le statut du Haut Karabakh furent programmées jusqu'à novembre 1996.

Le 2 et 3 décembre 1996, à Lisbonne (Portugal), se tint une session de haut niveau de l'OSCE, lors de laquelle l'Azerbaïdjan y confirma son accord avec les principes de règlement du conflit du Karabakh élaborés par les co-présidents et insista sur le souhait de leur introduction dans le texte de la déclaration finale.<sup>359</sup>

Cornell Svante, chercheur suédois, considère le sommet de Lisbonne comme réel tournant de l'histoire du conflit. Selon lui, si la tendance générale de la communauté

---

<sup>357</sup> GUSEINOV Vagif. *Op. cit.*, p. 357.

<sup>358</sup> DE VAAL Thomas. *Op. cit.*, p. 218-219.

<sup>359</sup> Le document prévoyait le règlement du différend du Haut Karabakh dans les limites de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan avec une garantie de sécurité pour la population de cette région et une mise à disposition de larges pouvoirs au Karabakh dans la composition de l'Azerbaïdjan.

internationale se rangeait du côté de l'Arménie, le sommet redirigea l'intérêt des puissances mondiales vers l'Azerbaïdjan grâce à la signature des contrats pétroliers.<sup>360</sup>

À la fin de l'année 1996, l'Allemagne posa sa candidature pour la co-présidence du groupe de Minsk qui se libérait, mais l'Arménie et la Russie s'y opposèrent. Soutenus par l'Azerbaïdjan, les États-Unis tentèrent alors leur chance, mais sans plus de succès. Mais à la fin du mois de décembre, le président de l'OSCE F. Coty (Suisse), en fonction à cette époque, nomma la France co-présidente du groupe de Minsk,<sup>361</sup> qui manifesta aussi son intérêt pour une participation plus active au processus de règlement du conflit du Karabakh. Sa candidature fut soutenue par certains participants européens du groupe et par l'Arménie, mais pas par l'Azerbaïdjan qui continua à militer pour la co-présidence des États-Unis. Élu depuis le 1er janvier 1997, le nouveau président de l'OSCE N. Helveg (Danemark) proposa une co-présidence tricéphale - Russie, États-Unis et France – pour le « groupe de Minsk » qui fut retenue et mise en place à partir de février 1997.<sup>362</sup>

La présence de trois puissances politiques dans le « groupe de Minsk » donna un coup de pouce aux négociations. L'impasse dans les pourparlers donna naissance à la « diplomatie de la navette » des intermédiaires qui, vers le printemps de 1997, élaborèrent un vaste plan de règlement du conflit exprimé dans des projets d'entente. La première version de ces projets s'intitulait « entente de paquet » qui supposait la solution concomitante de tous les problèmes. Elle était composée de deux parties : « Accord I » sur la cessation du différend comprenant le retrait des forces militaires, le retour des personnes déplacées et l'emplacement des forces de maintien de la paix ; « Accord II » sur le statut définitif du Haut Karabakh.<sup>363</sup> Bakou accepta le plan compte tenu de la réalisation de ces projets dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. La réaction de l'Arménie fut positive dans ses grandes lignes, mais les autorités du Haut Karabakh se prononcèrent contre un pareil règlement du conflit. De plus, en mars 1997,

---

<sup>360</sup> SVANTE Cornell. *A small nations and great powers : a study of ethno-political conflict in the Caucasus*, *Op. cit.*, p. 114-115.

<sup>361</sup> Le choix de la France en qualité de co-président de l'OSCE provoqua la déception des États-Unis et suscita le mécontentement de l'Azerbaïdjan qui considérait la France comme un pays pro-arménien (du à une nombreuse diaspora fortement influente). L'Azerbaïdjan, en même temps, occupait une position très prudente vis-à-vis des États-Unis. Il entretenait des relations d'affaires très proches avec le Département d'État des États-Unis, pourtant ce n'était pas le cas avec le Congrès à cause de l'amendement 907 de l'acte de la Liberté adopté par celui-ci qui interdisait toute aide humanitaire à l'Azerbaïdjan. Mais grâce à sa diplomatie pétrolière, ce dernier visait à neutraliser de cette façon le lobby arménien ainsi que le Congrès qui n'avait pas de forte emprise sur la politique extérieure du Département d'État. En plus, les lobbys turc et juif s'y associèrent en soutenant l'Azerbaïdjan et en prenant la défense de ses intérêts aux États-Unis.

<sup>362</sup> MITJAEV V.G. « Karabakhskiy konflikt v kontekste mezhdunarodnykh otnoshenij » (Le conflit du Karabakh dans le contexte des relations internationales). *Op. cit.*, p. 541.

<sup>363</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potentsial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 18.

le président du Haut Karabakh Robert Kotcharian fut nommé Premier ministre d'Arménie ce qui fortifia énormément les positions arméniennes du Karabakh et la prise en compte de leurs intérêts dans leur politique étrangère.

En septembre 1997 lors d'une nouvelle visite dans la région du différend azerbaïdjano-arménien, les co-présidents du GM présentèrent des propositions conceptuellement nouvelles basées sur l'approche « par étapes » de règlement du conflit, qui supposait que le Haut Karabakh pouvait avoir un statut « intermédiaire » reconnu internationalement jusqu'à la validation de son statut définitif.<sup>364</sup>

Levon Ter-Petrossian se montra très enthousiasmé par ce plan et donna son accord pour ce règlement du conflit tout en respectant les intérêts de l'Arménie et non pas ceux du Karabakh. Le pragmatique L. Ter-Petrossian comprenait qu'il était utopique de défendre la séparation unilatérale du Haut Karabakh de l'Azerbaïdjan. Au fond de toutes les réflexions du président arménien reposaient les capacités économiques de l'Azerbaïdjan tout en tenant compte du fait que, suite à la signature des accords pétroliers, il commençait déjà à exporter son premier pétrole et d'engranger son premier profit.<sup>365</sup>

Les discussions atteignirent leur apogée en 1998. Le 7 et 8 janvier de cette année, A. Ghukasian (président du Haut Karabakh) participa à la session du Conseil de sécurité de l'Arménie ou Kotcharian ainsi que le ministre de l'Intérieur Serge Sarkissian et celui de la Défense Vazghen Sarkissian se prononcèrent contre le plan qui avait été proposé par le « groupe de Minsk ». La tentative de L. Ter-Petrossian de convaincre les leaders du Karabakh d'accepter la « variante par étapes » ne se solda pas par un succès. De plus, certains membres de l'administration arménienne se prononcèrent ouvertement contre l'orientation de L. Ter-Petrossian ce qui attisa la critique de l'opposition de la ligne présidentielle accompagnée par les exigences de démission immédiate. Ayant affaire à une éventuelle « révolution de palais » auquel se prêtaient ses adeptes les plus proches, Ter-Petrossian décida de se soumettre et annonça sa démission le 3 février 1998.<sup>366</sup>

---

<sup>364</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III. p. 144.

<sup>365</sup> Le potentiel économique général de l'Arménie était, au contraire, assez fragile malgré l'aide financière importante accordée par la diaspora arménienne qui comptait en 1991-1996 presque 350 millions de dollars par an d'une part et par celle du Département d'État des États-Unis qui comptait 908 millions de dollars en 1991-2002, de l'autre. KING David, POMPER Miles. « The U.S. Congress and the contingent influence of diaspora lobbies : lessons from U.S. policy toward Armenia and Azerbaijan », *Journal of Armenian studies*, Vol. VII, №1, Summer, 2004, <http://www.hks.harvard.edu/fs/dking/Section907v2.pdf>

<sup>366</sup> DE VAAL Thomas. *Op. cit.*, p. 223 ; et KAHN Michèle. « Le Haut Karabakh au cœur du nouvel État », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/3, №1067, p. 40-43,

Les évènements qui se déroulaient en Arménie causèrent des difficultés supplémentaires dans le processus des négociations et après l'arrivée au pouvoir du nouveau président R. Kotcharian, la situation dans la région se dégrada brusquement.<sup>367</sup> Cette fois-ci, les deux parties arméniennes – Erevan et Stepanakert – firent connaître leur position maximaliste conjointe. Ils réfutaient l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et acceptaient la libération des districts azerbaïdjanais occupés, uniquement en échange de l'acceptation de leur version du statut du Haut Karabakh. Si, à Erevan, on admettait la nécessité de consolider dans ce statut le principe de « sujet de droits égaux » avec l'Azerbaïdjan, à Stepanakert on acceptait uniquement de limiter le « sujet à droits égaux » en contrepartie de la création d'une « *association libre de deux États indépendants* ».

Dans l'éventualité de pouvoir diminuer la tension dans la région et afin de ne pas « rompre » le processus de négociation, les co-présidents élaborèrent et proposèrent, le 7 novembre 1998, des suggestions basées sur le concept « d'État commun ».<sup>368</sup> Cette variante prenait au maximum en considération la critique des Arméniens proposant de donner un statut juridique plus élevé au Haut Karabakh (proposée par le ministre des Affaires étrangères de Russie Evgueni Primakov et par son adjoint Boris Pastukhov) mais, qu'à-priori, Bakou n'accepterait pas. Le projet de « l'État commun » fut presque immédiatement soutenu par Erevan et Stepanakert qui se déclarèrent prêts pour l'examiner en tant que projet de base pour les négociations. Mais cette fois-ci, la proposition fut réfutée par l'administration azerbaïdjanaise qui se déclara en faveur de la nouvelle variante du règlement soulignant la « mise en danger de la souveraineté » du pays.<sup>369</sup>

Après l'insuccès des trois précédentes variantes du règlement du conflit, une nouvelle version fut mise sur la table des négociations vers l'été de l'année 1999. Elle prévoyait un échange de terres libellé à travers le titre de « Plan de Goble ».<sup>370</sup> En conformité avec ce plan,

---

<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-3-page-40.htm>

<sup>367</sup> En comparaison avec l'administration de Ter-Petrossian qui manifestait sa sympathie pour l'orientation occidentale dans le développement du pays, le gouvernement de Kotcharian occupa une position pro-russe dans sa politique intérieure et extérieure. Il agréa un nationalisme plus traditionnel amalgamé de l'aide de la diaspora arménienne à l'extérieur et des autorités des Arméniens du Karabakh. Parallèlement au conflit au Karabakh, le sujet historique concernant le génocide des Arméniens sous l'Empire ottoman ressurgit dans le quotidien de l'Arménie en l'écartant de grands projets régionaux. SUNY Ronald Grigor. « Southern tears : dangerous opportunities in the Caucasus and Central Asia », in MENON Rajan, FEDOROV E. Yuri, NODIA Ghia. *Russia, the Caucasus, and Central Asia : the XXI century security environment. Op. cit.*, p. 159.

<sup>368</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p. 78.

<sup>369</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Azerbajdzhan - vybor novogo puti* (Azerbaïdjan : le choix de la nouvelle orientation), Monographie, Moscou, 2004, p. 163-164.

<sup>370</sup> Paul Goble – collaborateur du Département d'État des États-Unis qui proposa en 1992 l'idée d'échange de territoires.



l'Arménie recevait une partie du Karabakh et l'Azerbaïdjan, en contrepartie, recevait la région Megri (Zenghezur en azérie) en Arménie qui devait relier l'enclave du Nakhitchevan avec l'Azerbaïdjan. En outre, l'Azerbaïdjan obtenait la frontière terrestre avec le Nakhitchevan. Au tout début, R. Kotcharian se rallia à ce plan, mais modifia par la suite sa décision en retenant exclusivement le droit de passage par le territoire de l'Arménie.

En Azerbaïdjan, le président H. Aliyev se trouva dans une situation extrêmement compliquée puisque ce plan fut accueilli avec hostilité. Même en Arménie, cet échange de terres fut accueilli négativement. Le 27 octobre 1999, l'adjoint du secrétaire d'État des États-Unis Strobe Talbott vint à Erevan où il eut une entrevue avec Kotcharian et Vazghen Sarkissian, avant de se rendre à Istanbul. Le jour même, dans l'enceinte du Parlement arménien, des coups de feu furent tirés par un commando meurtrier, faisant huit morts, dont deux des adversaires les plus virulents de R. Kotcharian : le Premier ministre Vazghen Sarkissian et le porte-parole du Parlement Karen Demirtchian.<sup>371</sup> Les parties belligérantes n'ont pas trouvé les moyens de conclure un accord. Donc, un fragile cessez-le-feu règne entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan jusqu'à maintenant, susceptible de se transformer, à nouveau, en une guerre sanglante.

---

<sup>371</sup> Alexandre Litvinenko, ancien collaborateur du Service fédéral de sécurité (FSB) de la Russie qui s'évada de ce pays au début de l'année 2000 pour se réfugier à Londres témoignait sur le rôle des services de renseignements russes dans la mise en application des assassinats qui ont été perpétrés au sein du Parlement arménien. En 2007 suite à son empoisonnement au plutonium par les services de renseignements russes il décéda à l'hôpital. Pour plus d'information, voir l'article LITVINENKO Alexandre. « Rasstrel armjanskogo parlamenta byl organizovan GRU (Glavnoe Razvedyvatel'noe Upravlenie) » (L'assassinat des parlementaires arméniens fut organisé par le service de renseignement russe), <http://realcaucasus.org/11657>, voir aussi l'article de LISSINA Marina. « Le Haut Karabakh à l'origine du carnage du 27 octobre ? », *Courrier International*, №471, 17 novembre 1999, p. 36.

## Chapitre 4 : Les compagnies pétrolières étrangères attirées par les ressources naturelles de l'Azerbaïdjan

### *Section 1 : Les négociations menées par Aiaz Mutalibov*

#### **A. AMOCO en tête des compagnies impliquées dans les négociations**

À l'époque de l'Union soviétique ainsi qu'après la proclamation de l'indépendance, le pétrole resta l'un des pivots fondamentaux de la vie politique et économique de l'Azerbaïdjan, et aussi bizarre que cela puisse paraître, il conserve encore cette position de nos jours. Dès les années 1980, suite à l'affaiblissement du contrôle étatique de l'industrie pétrolière, la politique énergétique évolua d'une simple coopération régionale vers une dimension à caractère international. En mai 1989, la compagnie écossaise Ramco Energy fut la première compagnie pétrolière occidentale qui désira s'installer dans le Caucase du sud. Cependant, à son grand étonnement, elle découvrit une région assez instable à haut niveau de corruption, une Union soviétique qui se désintégraît et des heurts interethniques.<sup>372</sup> Vers la fin des années 1980, d'autres compagnies étrangères commencèrent à manifester leur intérêt pour l'industrie pétrolière et gazière azerbaïdjanaise. Aussi, convient-il de souligner que les négociations avec la compagnie Ramco Energy se soldèrent par un échec.

Pour la première fois, la question de la transmission complète des droits d'exploitation des gisements pétroliers et gaziers en Azerbaïdjan fut soulevée par Aiaz Mutalibov, le 20 janvier 1990, lors de sa rencontre avec Gorbatchev au Kremlin. À cette époque, il était encore le président du Conseil des ministres de la République Soviétique Socialiste de l'Azerbaïdjan.<sup>373</sup> En expliquant à M. Gorbatchev et à N. Ryjkov sa vision de l'exploitation des gisements sur terre ferme, il réussit à obtenir pour la République les droits à l'exploitation y compris la création d'entreprises communes avec des compagnies étrangères.

Ainsi, le 8 janvier 1991 après la rencontre du président Mutalibov avec les représentants de la compagnie britannique British Petroleum (BP), dont Tom Hamilton, chef du Département de l'exploration pétrolière en personne,<sup>374</sup> BP devint l'un des acteurs économiques et régionaux principaux, non seulement dans la vie politique de l'Azerbaïdjan, mais aussi dans la coopération

---

<sup>372</sup> LUSSAC Samuel. *Géopolitique du Caucase : au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*. Op. cit., p. 25.

<sup>373</sup> MÛTƏLLİBOV Ayaz. *70 ilin, 70 anı* (70 moments de 70 ans), Moscou, 2000, p. 114.

<sup>374</sup> « Vstrecha u prezidenta respubliki » (La rencontre auprès du président de la République), *Bakinskij rabochij*, 09 janvier 1991.

régionale entre ce pays, la Géorgie et la Turquie. Pourtant, dans les années 1980 BP avait vécu des moments critiques à la suite desquels Margaret Thatcher, profitant du fait que la compagnie était déjà subordonnée à l'État, promulgua une directive qui incombait à sa direction de rechercher de nouveaux eldorados. Et, dans cette quête, la mer Caspienne pouvait servir à BP de bouée de sauvetage pour sortir de la crise. Aussi, John Brown, président de BP, entama-t-il des négociations avec Noursoultan Nazarbaïev, alors dirigeant du Parti communiste de Kazakhstan, à propos d'une éventuelle exploitation au nord de la mer Caspienne du gisement pétrolier Kashagan. Dans le même temps eurent lieu à propos du même gisement marin, des négociations entre la compagnie Chevron, deuxième compagnie pétrolière des États-Unis et le ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS.

Nazarbaïev perdit de cette façon le combat des intérêts économiques, à la suite de quoi le ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS donna son accord officiel pour des négociations avec Mutalibov. En 1989, S. Remp – président et directeur de la compagnie pétrolière écossaise Remko fut l'un des premiers hommes d'affaires à se rendre en Azerbaïdjan, car il comprit dès cette époque, que de grands changements politiques y surviendraient et que l'économie de l'Azerbaïdjan pourrait avoir besoin d'investissements occidentaux. Ayant fait la connaissance de K. Abbassov, l'un des plus connus des dirigeants de compagnies pétrolières, il déploya avec lui une activité intense. Sur la demande de K. Abbassov et une fois revenu en Angleterre, S. Remp partagea les données géologiques avec les spécialistes de BP. Se montrant intéressés, ces derniers associèrent Remp aux négociations avec les personnalités officielles de l'Azerbaïdjan et, sollicité par celles-ci, il entreprit la recherche de compagnies intéressées dans la participation à l'appel d'offre d'exploitation des gisements pétroliers marins (offshore) de la partie azérie de la mer Caspienne.<sup>375</sup> Pourtant, obtenir l'accord de Mutalibov pour ce type de tractation ne fut pas une chose facile. BP associa alors aux pourparlers Terry Adams, son nouveau et meilleur négociateur qui fit une bonne partie de sa carrière en Iran. T. Adams négocia avec Mutalibov et, apparemment, rencontra parallèlement l'ex-dirigeant de l'Azerbaïdjan Heydar Alyev.<sup>376</sup>

Le 8 janvier 1991, le ministère de l'Industrie des carburants et du gaz de l'URSS lança, d'un commun accord avec le Conseil des ministres de l'Azerbaïdjan un appel d'offre de recherche géologique et d'exploitation de trois gisements pétroliers : « Azéri », « Chirag » et « Guneshli ». Une commission spécifique auprès du Conseil des ministres de l'URSS fut créée et représentée en son sein par trois compagnies étrangères, dont les deux américaines AMOCO,

---

<sup>375</sup> ALIYEV Ilham. *Kaspijskaja neft' Azerbajdzhana* (Le pétrole caspien de l'Azerbaïdjan), Moscou, « Izvestija », p. 145-146.

<sup>376</sup> LUSSAC Samuel. *Géopolitique du Caucase : au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*. Op. cit., p. 26.

UNOCAL et la britannique BP qui furent admises à participer à l'appel d'offre diffusée en juin 1991.<sup>377</sup> Pour compenser le succès remporté par AMOCO il fut décidé de créer une compagnie conjointe d'exploitation des puits pétroliers.<sup>378</sup>

Comme la création de la compagnie conjointe coïncida avec la chute des Soviétiques, l'Azerbaïdjan resta en lien avec AMOCO sous la nouvelle présidence de Mutalibov qui resta à la tête de l'Azerbaïdjan indépendant. Un contrat en trois points au terme duquel tous les préparatifs techniques et tous les frais incombèrent à AMOCO fut conclu. La part d'AMOCO dans les sondages des fonds marins représentait 40%, celle de l'URSS aussi 40% et celle de l'Azerbaïdjan 20%. Lors des négociations quadripartites (Russie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Oman) la décision fut prise de créer un consortium de tracé d'oléoduc partant du Kazakhstan (« Tenguiz ») en passant par Astrakhan (Russie) puis Novorossiysk en contournant la Tchétchénie. Ce projet prévoyait également l'édification d'une branche à part de l'oléoduc pour le transport du pétrole azerbaïdjanais sur une distance de 1500 kilomètres, dont la moitié était encore équipée de bons vieux oléoducs encore fonctionnels, avec une capacité de passage de 40 millions de tonnes de pétrole puis, ultérieurement, de 75 millions de tonnes par année au prix de 1,5-2 milliards de dollars au bout de 3 ans d'exploitation. Cette ligne fonctionnait déjà depuis 20 ans avec une puissance de 6-10 millions de tonnes par année en direction opposée pour alimenter par le pétrole de Grozny (Tchéchénie), les raffineries pétrolières de Bakou. La reconstruction de l'oléoduc et l'augmentation de sa capacité en vue de l'exportation du pétrole azerbaïdjanais furent donc planifiées. Cependant, l'exécution de ce trajet aurait conduit à l'accumulation à Novorossiysk de volumes énormes de pétrole du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan ce qui aurait exigé une modernisation considérable de ses terminaux pétroliers. Actuellement, Novorossiysk assume de fait tout le poids du transport de la Russie sur la mer Noire ; c'est le point de départ du pétrole brut par les détroits de la mer Noire d'environ 800 mille barils par jour.<sup>379</sup>

Lorsqu'on considère la première période des négociations avec les compagnies étrangères à propos de l'exploitation des puits pétroliers, on peut en tirer les conclusions suivantes :

---

<sup>377</sup> Entrevue de l'auteur avec Sabit Baghirov, Bakou, 11/05/2012.

<sup>378</sup> Le choix d'Amoco ne fut pas fortuit, Mutalibov commente dans son livre cet événement ainsi : « *A la prise de connaissance des copies des lettres envoyées par les sénateurs et les membres du congrès au président des États-Unis George H.W. Bush on mit en relief l'appel à faire pression sur Gorbatchev à propos du conflit du Karabakh, pour soutenir les Arméniens. C'est pourquoi j'étais positivement prédisposé aux compagnies américaines intéressées dans l'extraction du pétrole en Azerbaïdjan. De ce point de vue Amoco nous convenait plus que la britannique « British Petroleum »* ». MÜTƏLLİBOV Ayaz. *70 ilin, 70 anı* (70 moments de 70 ans). *Op. cit.*, p. 116.

<sup>379</sup> SHOROKHOV Vladislav. « *Energoresursy Azerbajdzhana : politicheskaja stabil'nost' i regional'nye otnoshenija* » (Les ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan : la stabilité politique et les relations régionales), *Kavkazskie regional'nye issledovanija*, Moscou, №1, 1996, <http://poli.vub.ac.be/publi/crs/caucasus/shorokhov.htm>

1) Le rôle de Moscou dans le développement du secteur pétrolier de l'Azerbaïdjan durant la période de l'écroulement de l'URSS explique que les premiers pourparlers furent menés à Moscou où furent décidés les résultats des appels d'offres ;

2) Une trop grande importance a été accordée aux compagnies qui participaient aux appels d'offres avec pour objectif la poursuite d'une future coopération. Suite à ce principe et après la prise de décision par le gouvernement de l'Azerbaïdjan à propos de l'exploitation conjointe des gisements « Chirag », « Azéri » et « Guneshli », c'est AMOCO qui remporta l'appel d'offre ;

3) La possibilité pour le gagnant d'un appel d'offre de créer conjointement des Consortiums avec les autres participants (octobre 1992). Cette tournure des événements fournissait la preuve de l'existence d'énormes gisements pétroliers, de même qu'elle témoignait de l'affaiblissement du contrôle de la part de l'Union soviétique et de la détermination des investisseurs étrangers ;

4) Suite à un accord, la Compagnie Pétrolière de l'Azerbaïdjan et AMOCO créèrent une corporation conjointe avec partage de parts participatives : 85-88% pour l'Azerbaïdjan, 12-15% pour AMOCO ; l'exclusion de la participation de l'Azerbaïdjan dans les études géologiques, en prenant en compte les anciennes études pétrolières, réalisées à l'époque de l'URSS (environ 1.5-1.7 milliards de dollars étaient prévus) ; l'investissement de 650 millions de dollars dans l'économie du pays sans prendre en considération la qualité des contrats et ses justifications techniques et économiques, qui étaient du ressort de la compagnie AMOCO elle-même.<sup>380</sup>

Pourtant, en raison des situations compliquées au Karabakh et de la lutte politique intérieure à Bakou, les investissements occidentaux tardèrent. Ces pays ne voulaient pas investir de l'argent dans de nouvelles Républiques instables. Suite à ses objectifs stratégiques et politiques, l'Occident préféra être lié à la CEI en tant qu'espace unique. Mais, dans la prise de décision concernant l'octroi des crédits ainsi que dans les investissements de capitaux, les pronostics pouvaient s'avérer ou tout à fait perdants, ou ne pas donner les résultats escomptés, puisqu'ils auraient frappé violemment les mécanismes économiques des Républiques. Les participants au forum discutèrent également, sans grand enthousiasme, sur la proposition d'aider les nouveaux pays de la CEI. La raison en est qu'il fallait tout d'abord, observer en aparté le système économique de chaque pays (par exemple, la Russie comptait sur une aide de 15 milliards de

---

<sup>380</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 268-269.

dollars pour stabiliser son économie), puis, en canalisant l'afflux des ressources vers l'est, exposer la question des pays se trouvant à ses frontières sud où émergeaient des conflits locaux et interétatiques. En refusant des injections directes de capitaux dans les économies de ces pays, les organisateurs du forum, représentants majoritaires de l'Europe occidentale décidèrent de poursuivre leur coopération en privilégiant des échanges commerciaux. Cette stratégie servait de signal aux pays qui voulaient résoudre leurs problèmes intérieurs au prix d'un blocage des produits d'exportation-importation, de l'augmentation de leurs prix tarifaires et de l'affaiblissement de la taxation douanière et des barrières économiques entre les Républiques.<sup>381</sup>

Mutalibov tentait par tous les moyens possibles d'utiliser l'arme pétrolière pour la stabilisation de la situation économique dans la République afin de prévenir le collapsus socio-économique et de s'échapper habilement du conflit du Karabakh, tout en gardant les intérêts et les frontières de l'Azerbaïdjan.

Le 10 février 1991, les négociations avec H. Fuller, président de la direction d'AMOCO commencèrent à Bakou. Lors de ces discussions, l'administration azérie exprima son espoir que les accords des spécialistes américains et soviétiques concernant les sondages marins, que nous avons déjà évoqués, et dont les pourparlers avaient été engagés deux ans plus tôt, deviendraient une sorte de pont destiné à nouer des relations entre l'Azerbaïdjan et les États-Unis. Pour sa part, Fuller fit savoir que la corporation avait déjà octroyé un million de dollars pour l'acquisition de médicaments pour l'Azerbaïdjan et se montrait prête à accorder une aide pour la formation de spécialistes et pour soutenir l'apprentissage chez les étudiants.<sup>382</sup>

Cependant, à l'automne 1991 A. Mutalibov prit la décision d'évincer la Russie du contrat ce qui eut apparemment une certaine influence sur le développement du conflit arméno-azerbaïdjanais avec la perte de la ville de Khodjali, mais aussi dans la crise gouvernementale du printemps 1992 et dans le remplacement de A. Mutalibov par A. Eltchibey. La question de l'acheminement du pétrole du gisement de Tenghiz ne fut pas non plus réglée : les négociations entre Chevron et le consortium d'oléoduc « Caspian pipeline » furent gelées et la compagnie américaine préféra ne plus investir temporairement. À la suite de l'arrivée au pouvoir de

---

<sup>381</sup> « Chleny SNG vedut skhvatku za kredity, a Zapad ne zhelaet im pomogat' poodinochke » (Les États-membres de la CEI mènent un combat pour les crédits, mais l'Occident n'a pas la volonté de les financer séparément), *Izvestija*, 06 février 1992.

<sup>382</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 68-69.

A. Elitchibey, en juin 1992, les travaux sur le projet de l'oléoduc de Novorossiysk furent conduits sans le concours de l'Azerbaïdjan.<sup>383</sup>

---

<sup>383</sup> SHOROKHOV Vladislav. *Op. cit.*, <http://poli.vub.ac.be/publi/crs/caucasus/shorokhov.htm>

## *Section 2 : Les négociations menées par Aboulfaz Eltchibey*

### **A. BP remplace AMOCO sous le nouveau gouvernement du Front populaire**

La situation politique intérieure en Azerbaïdjan se développa de façon expéditive. Mutalibov démissionna sans toucher au processus de négociation avec les compagnies pétrolières. Ces pourparlers concernant l'extraction et le transport du pétrole caspien continuèrent plus intensément sous la nouvelle administration du Front populaire à partir du mois de juin 1992. Compte tenu du fait que Moscou contrôlait les différends ethniques dans la région et prétendait aux ressources énergétiques de la mer Caspienne tout en bâillonnant les pays frontaliers pour les rendre prisonniers de sa diplomatie, l'infiltration de l'Occident, en grande partie à travers ses compagnies pétrolières fut une partie du nouveau jeu géopolitique basé sur la question pétrolière. C'est pour cette raison que l'Azerbaïdjan essaya d'intéresser à son pétrole les organisations internationales pour résoudre ses problèmes intérieurs.<sup>384</sup> Une convergence de diplomatie pacificatrice et pétrolière se mit en place avec l'accès au pouvoir du Front populaire orienté fondamentalement vers l'intégration à l'Occident, et qui devait aider Bakou à se débarrasser de la dépendance économique russe et trouver des moyens réels pour résoudre ses problèmes intérieurs.

Le gouvernement du Front populaire se rendait compte de l'importance du pétrole. Il entama des remaniements au niveau des cadres, en écartant ou, du moins, en diminuer l'influence des personnes qui avaient modelé jusqu'à présent la politique pétrolière du pays. Le principe fondamental reposait sur le contrat du partage de la production. Il convenait aux géants pétroliers suite à un profit suffisamment grand et par une franchise des risques économiques dans une conjoncture changeante, y compris par l'exploitation du sous-sol. Ces ententes devinrent force de loi suite à leur ratification par le parlement de l'Azerbaïdjan. Le président de la compagnie pétrolière nationale d'Azerbaïdjan (SOCAR - State Oil Company of Azerbaijan Republic) était, à cette époque, Sabit Baghirov, conseiller d'État du président A. Eltchibey pour les questions stratégiques. Pourtant, Rassul Guliyev, personnalité influente à gros capital dans l'industrie pétrolière et vice-président de la compagnie pétrolière, fut nommé au poste de vice-Premier ministre sans même que la raison de sa nomination en soit cachée : l'écartier des questions pétrolières, mais à condition de préserver la structure administrative de la compagnie

---

<sup>384</sup> KULIYEV Gasan. « Geopoliticheskie kollizii Kavkaza » (Les collisions géopolitiques du Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4, 1999, [http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_05\\_kuliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_05_kuliev.shtml)



sans restructuration profonde et sans se délester des anciens employés qui y travaillaient sous le gouvernement de Mutalibov<sup>385</sup>.

La britannique BP et l'américaine AMOCO restaient les prétendantes de base au pétrole caspien. Cependant, tout au début, le gouvernement préféra collaborer avec les Américains, laissant de côté les compagnies russes et iraniennes. Inquiets de l'accroissement du rôle des Américains dans le partage du pétrole, la BP délégua en septembre 1992 l'ancien Premier ministre du pays Margaret Thatcher aux pourparlers avec le gouvernement de A. Eltchibey.<sup>386</sup> Il est essentiel de souligner que le choix de Margaret Thatcher en tant qu'envoyée aux négociations des contrats pétroliers ne fut pas le fait du hasard. Trois mois plus tôt, David Simon, l'un des dirigeants de BP rencontra le Premier ministre de la Grande-Bretagne John Major et lui demanda son appui à l'étranger. Ceci s'expliquait par le fait que les pays post-soviétiques qui venaient d'acquiescer leur indépendance faisaient surtout confiance aux compagnies représentant plutôt l'État que le secteur privé. Malgré l'existence de relations diplomatiques, l'ambassade britannique n'était pourtant pas encore ouverte en Azerbaïdjan. La BP mit alors à la disposition de l'ambassade un bureau dans sa résidence à Bakou.<sup>387</sup> Ainsi, par l'intermédiaire de la compagnie BP, le gouvernement britannique prit une part active dans la promotion des intérêts de ses compagnies pétrolières nationales basées dans la région, et mena un jeu géopolitique de lobbying des administrations nationales en optimisant le placement de leurs investissements. Dans son livre « Le pique-nique du vautour » Greg Palast présente le témoignage de John Brown, l'un des chefs de la BP à l'époque : « *Nous étions certains du choix de Margaret Thatcher. C'était une visite d'un invité de très haut niveau pour une si jeune République comme l'Azerbaïdjan, même si en ce temps-là, Thatcher n'était plus Premier ministre ni même membre du parlement britannique. Le ministre des Affaires étrangères nous a proposé de déléguer aux négociations le ministre du Commerce Michael Heseltine, mais il n'aurait pas impressionné les Azerbaïdjanais. Délibérément, cet envoyé ne pouvait être que Margaret Thatcher ayant le statut*

---

<sup>385</sup> DZHUVARLY Togrul. « Azerbajdzhanskaja neft' : poiski ravnodejstvujushhej » (Le pétrole azerbaïdjanais : quête de l'équidistance), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, p. 303.

<sup>386</sup> CABBARLI Hatem, ABDULLAYEVA Vüsale. *Art. cit.*,

<http://atsam.org/region-dovletleri/azerbaycan/184-azerbaycan-dis-politikasinin-temel-ozellikleri-1991-2009.html>

<sup>387</sup> « Thatcher in Baku : How BP broke into Azerbaijan », *Foreign Office for Internal Memo*, 24 septembre 1992, <http://platformlondon.org/2012/09/13/thatcher-in-baku-how-bp-broke-into-azerbaijan/>

de « Dame de fer », comme on l'appelait en Union soviétique et à propos duquel elle parlait avec fierté ». <sup>388</sup>

Le 7 septembre 1992, le contrat alliant deux compagnies européennes BP/Statoil fut signé, selon lequel on lui transmettait le droit exclusif sur la recherche du gisement « Dostlug » et l'exploitation de la plateforme pétrolière « Shahdeniz ». La distribution des parts dans la nouvelle entreprise conjointe était de 50/50 %. <sup>389</sup> Outre cette répartition, BP/Statoil donna son accord pour payer 30 millions de dollars pour le droit exclusif à l'exploitation de ces gisements. Cette somme d'argent fut transmise personnellement au président A. Eltchibey par Margaret Thatcher, <sup>390</sup> par l'intermédiaire de John Brown. À la grande surprise des Anglais, A. Eltchibey ne s'approprias pas cet argent, mais le transmit à la compagnie pétrolière nationale d'Azerbaïdjan en devenir pour la restauration de son infrastructure énergétique. Au cours des six mois suivants, les compagnies présentèrent leurs propositions d'étude et d'exploitation des gisements et le plan de recherche fut programmé pour deux ans. À l'intérieur même de l'alliance, les intérêts se répartissaient comme suit : 2/3 pour BP et 1/3 pour Statoil.

Au début du mois d'octobre 1992, un troisième accord fut signé avec Pennzoil, l'une des plus grandes compagnies pétrolières internationales, qui l'autorisait à participer à l'exploitation du gisement « Guneshli ». On proposa aux investisseurs étrangers les quatre plus grands gisements pétroliers offshore (extraterritoriaux) : « Azeri », « Shahdeniz », « Chirag », dont uniquement « Guneshli » était exploitée. La BP et la compagnie norvégienne Statoil procédèrent à l'étude géologique des gisements « Azeri », en réalité « Shahdeniz » et « Guneshli » suite à laquelle on découvrit que les supposés trois gisements n'en formaient peut être qu'un seul. <sup>391</sup> Le projet proposé par la compagnie américaine « Unocal », en vue de l'union des travaux de recherches dans les trois gisements, fut approuvé par la SOCAR. Cette alliance permit d'épargner des moyens et de revoir la répartition des parts dans le nouveau format du projet. Il était même projeté d'augmenter le nombre de futurs participants au marchandage. En novembre 1992, tous les contractants signèrent « cinq mémorandums d'entente visant la base unique d'approvisionnement, le système unique d'oléoduc et les terminaux marins ». Quelques mois

---

<sup>388</sup> L'article à [http://www.newleftproject.org/index.php/site/blog\\_comments/beyond\\_business](http://www.newleftproject.org/index.php/site/blog_comments/beyond_business), de l'ouvrage de BROWNE, John *Beyond the business*, mentionné dans l'ouvrage de PALAST, Greg *Vultures' picnic : in pursuit of petroleum pigs, power pirates, and high-finance carnivores*, « Plume », England, 2012.

<sup>389</sup> TAHIRZADƏ Ədalət. *Prezident Elçibəy* (Le président Eltchibey), Bakou, « Yeni Müsavat », 2001, p. 100

<sup>390</sup> Au travers de l'article, il devient très clair que Eltchibey a été agréablement surpris par la visite de Margaret Thatcher et que la plus grande partie de leur conversation a porté sur la liberté et sur la lutte contre le communisme. « Thatcher in Baku : How BP broke into Azerbaijan », *Foreign Office internal memo*, 24 septembre 1992, <http://platformlondon.org/2012/09/13/thatcher-in-baku-how-bp-broke-into-azerbaijan/>

<sup>391</sup> LUSSAC Samuel. *Op. cit.*, p. 27

plus tard, l'Azerbaïdjan informa BP, AMOCO et Pennzoil de sa volonté de réunification des trois projets en un seul, avec une administration unique.<sup>392</sup> L'un des évènements marquants du mémorandum fut l'introduction, dans la composition du consortium, de la compagnie pétrolière turque TPAO, à laquelle la BP céda une partie de ses parts. En même temps, l'Azerbaïdjan refusa la participation au consortium à des compagnies telles que la française Total, la russe LUKoil et ainsi qu'à une compagnie iranienne. Cette démarche était étroitement liée à la politique pro-turque de l'administration d'Eltchibey, qui se manifesta lors du choix de l'itinéraire de la conduite des produits pétroliers de la mer Caspienne.<sup>393</sup>

Compte tenu de l'éloignement géographique de la région des marchés internationaux, le choix de l'itinéraire de transit du pétrole revêtait pour Bakou une importance primordiale. La compagnie JP Kelly étudia quatre trajets éventuels pour l'acheminement du pétrole caspien : Bakou-Novorossiysk (Russie), Bakou-Poti (Géorgie), Bakou-Ceyhan (Turquie) et Bakou-Golfe persique (Iran). Les recherches s'intensifièrent à la mi-novembre 1992 suite à la signature des mémorandums concernant les gisements « Azeri-Chirag-Guneshli » avec les compagnies pétrolières étrangères, dont l'un des documents concernait l'élaboration du trajet de l'oléoduc principal d'exportation. À la fin de février 1993, les recherches furent achevées. De tous les itinéraires théoriquement possibles et prescrits (celui du nord – par la Russie, celui du sud – par l'Iran et de l'Ouest – par la Géorgie, l'Arménie ou l'Iran) ce fut le projet Bakou-Poti qui répondit au mieux aux aspirations de Bakou. Du point de vue technique il fut le plus simple et le plus évident – son étendue était bien plus petite par comparaison avec d'autres projets - la région et le couloir du trajet bien plus appropriés. De plus, il était aussi le plus économique. Sauf pour ce qui concernait le problème de l'instabilité politique en Géorgie, la proximité de la ligne du cessez-le-feu du différend arménien-azerbaïdjanais au Karabakh et l'augmentation de charge des détroits de la mer Noire.

En effet, par cet itinéraire occidental, Bakou supposait pouvoir se distancer de Moscou et mettre en place un partenariat stratégique plus fiable sur la ligne de façade États-Unis-Turquie. Dans son article « *Les collisions géopolitiques du Caucase* », Gasan Guliyev affirme que jusqu'en 1994, les États-Unis et la Russie respectèrent le « gentleman agreement » : les conflits étaient supervisés par Moscou et Washington détenait la sinécure du pétrole. En parallèle, de façon cachée, la Russie essayait de sauvegarder les revendications impériales du pétrole et

---

<sup>392</sup> ALIYEV Ilham. *Kaspijskaja neft' Azerbajdzhana* (Le pétrole caspien de l'Azerbaïdjan). *Op. cit.*, p.147-148.

<sup>393</sup> İSMAYI Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 270.

l'Occident s'emparait de l'initiative de la mission pacificatrice. Cette situation dura jusqu'au milieu de l'année 1994.<sup>394</sup>

La variante iranienne du pipeline supposait sa connexion à l'oléoduc déjà existant Tabriz-Hark mais, composant la majeure partie du consortium suite à des décisions politiques, les compagnies américaine et anglaise n'approuvèrent pas cette traversée par l'Iran. Les relations « froides » entre l'Azerbaïdjan et l'Iran, les affirmations acérées de A. Eltchibey et son orientation résolument pro-turque ne favorisaient pas le développement de ces projets. Du point de vue technique, la variante turque fut la plus difficile à réaliser puisque l'oléoduc devait passer par une région montagneuse, mais elle avait pour atout principal l'accès direct à la mer Méditerranée pour la charge des tankers (les terminaux pétroliers Dertyol et Yumurtalik). La difficulté principale de cet itinéraire résidait dans le fait que l'oléoduc de l'Azerbaïdjan vers la Turquie aurait dû traverser inévitablement soit l'Arménie,<sup>395</sup> soit l'Iran, soit la Géorgie, chacune d'entre elles étant considérées comme politiquement inconvenables.<sup>396</sup>

Parmi les mémorandums sur les gisements « Azeri-Chirag-Guneshli » signés avec les compagnies pétrolières internationales, l'un des documents concernait l'élaboration de l'itinéraire de la conduite principale d'exportation. C'est le projet de l'oléoduc Bakou-Ceyhan, économiquement moins rentable que les autres, qui fut examiné en tant que variante de base, et des pourparlers intergouvernementaux furent amorcés. La Turquie signa même une entente préalable visant le projet Bakou-Ceyhan. Après Ankara, des négociations furent entamées avec Téhéran, puisque l'itinéraire d'exportation du pétrole traversait l'Iran, et un accord de principe fut conclut avec le ministre iranien de l'Énergie Agazadeh pour le commencement des exploitations sur le trajet de la ligne Bakou-Iran-Ceyhan. Il faut avouer que l'itinéraire passant par l'Iran avait également quelques incidences politiques. Tout d'abord, il éliminait le problème de l'alimentation en énergie de Nakhitchevan (le trajet passait par l'Azerbaïdjan) ; ensuite, les autorités azerbaïdjanaises estimaient cet itinéraire opportun pour établir des liens économiques entre l'Azerbaïdjan du sud et celui du nord (Iran).<sup>397</sup>

---

<sup>394</sup> KULIYEV Gasan. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_05\\_kuliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_05_kuliev.shtml)

<sup>395</sup> Ayant démissionné, A. Eltchibey reconnaissait dans son entrevue au journal *Nouvelles de Moscou* que la participation de l'Arménie au projet de l'oléoduc signifierait la fin de la guerre au Karabakh et des profits de plusieurs millions pour Erevan, ce qui aurait, de même conduit à l'affaiblissement de l'influence politique russe en Arménie. De cette façon l'Azerbaïdjan (mais peut être aussi l'Arménie) se serait éloigné de plus en plus de la Russie. SHOROKHOV Vladislav. *Op. cit.*, <http://poli.vub.ac.be/publi/crs/caucasus/shorokhov.htm>, p. 38.

<sup>396</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>397</sup> ISMAILOVA Khadija. « Saga o truboprovode : ob istorii OET Baku Dzhejkhan, politicheskikh processakh i dosele neizvestnykh aferakh vokrug proekta » (La saga du pipeline : de l'histoire de l'oléoduc Bakou-Ceyhan et ses escroqueries inconnues autour du projet), *Ekho*, 21 septembre 2002.

Le mois de mars 1993 marqua la conclusion de l'accord avec la compagnie turque TPAO (Turk Petrolleri Anonim Ortaklığı) choisie pour la construction de l'oléoduc traversant la Turquie vers l'Europe. Selon cet accord, le nouveau tronçon aurait dû rejoindre par le sud-est de la Turquie le pipeline déjà existant en Irak. Si ce projet avait été réalisé, une base énorme à milliards de barils de pétrole brut aurait alors pu être créée à Alexandrie qui se serait transformée en véritable Rotterdam méditerranéen. Quelque temps après la signature de l'accord, la compagnie franco-kazakh KPC (Kazakhstan Pipe-Line Company) exprima son intérêt pour le transport de son pétrole par cet oléoduc, à la place même d'un itinéraire séparé passant par le Golfe persique.<sup>398</sup> En avril de la même année, en raison de la complexité des situations politique et sociale dans le pays, le président Eltchibey exprima, lors de sa rencontre avec l'administration de la compagnie AMOCO, son inquiétude concernant le retard pris dans la signature des traités et manifesta sa volonté d'accélérer l'amorce des travaux d'exploitation des puits pétroliers.<sup>399</sup>

En mai 1993, les autorités turques organisèrent une visite du trajet supposé. Cette visite devait contribuer à la prise des mesures concrètes pour la réalisation du projet, mais des processus politiques qui se déroulaient dans la région entravèrent ce dessein. L'information concernant la visite du groupe de travail et des représentants officiels des trois pays filtra dans la presse turque, qui accordait une attention particulière aux négociations autour de l'oléoduc responsable de l'exportation du pétrole.

Immédiatement après la publication de cette information des hostilités induites par l'organisation terroriste kurde PKK (Partiya Karkerên Kurdistan) commencèrent en Anatolie de l'est. Le 5 juin 1993, le Conseil des directeurs de SOCAR adopta une déclaration de réunification de tous les travaux menés dans les gisements « Azéri », « Chirag » et « Guneshli ». Suivant les nouvelles conditions la SOCAR conservait 70% des parts et les 30% restantes étaient partagées entre les membres du consortium. De toutes les compagnies étrangères, seule la TPAO n'accepta pas le plan proposé par la SOCAR, mais s'associa par la suite à la signature du communiqué commun. Le 12 juillet, à Londres, l'administration de la Compagnie pétrolière d'État « Azerneft » signa, d'un commun accord avec les leaders du consortium, une déclaration d'exploitation conjointe des gisements.<sup>400</sup>

---

<sup>398</sup> DOLAY Nur. *Op. cit.*

<sup>399</sup> « « Amoko » ilə əməkdaşlıq hər iki tərəf üçün faydalı olacaq » (La coopération avec AMOCO aura le bénéfice mutuel), *Azərbaycan*, avril 1993.

<sup>400</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 270-271.

La date de la signature finale du contrat fut établie en septembre 1993<sup>401</sup>, ses parachèvements ayant été régis dans deux villes : à Huston où travaillaient prioritairement les compagnies étrangères et à Londres où était basée la délégation azerbaïdjanaise. Mais le changement de gouvernement freina la signature. En outre, la nouvelle étape des négociations entre le gouvernement de H. Aliyev et les compagnies pétrolières fut entamée quelques mois plus tard.<sup>402</sup>

### 1. Pourquoi le contrat ne fut-il pas signé plus tôt ?

Parmi les critiques formulées au sujet du contrat élaboré par le gouvernement du Front populaire figurait celle qu'il fut préparé à la hâte et ne répondait aucunement aux besoins du « peuple », slogan véhiculé à cette époque-là, ce qui conduisit à sa résiliation. La vérité formelle de cette critique pourrait être admise. Mais cette raison n'empêchait en aucun cas la signature du contrat dans les conditions susmentionnées. L'ancien adjoint du Premier ministre Ali Massimov proposait l'analyse suivante de la situation : *« Selon les accords signés, l'Azerbaïdjan devait toucher 60-70% du profit, mais 10% représentaient les biens d'investissement de l'Azerbaïdjan. Bien sûr, une si maigre participation dans le projet n'était pas en faveur de notre pays ce qui a été pris en considération lors de la signature du « contrat du siècle ». Nous pensions que, de cette façon, nous allions pouvoir développer des relations de marché. Puisque l'avènement du grand capital contribue à l'affluence du petit capital, le grand capital pénètre dans le pays comme employeur pendant que le petit capital devient déjà partenaire à part égale. Ceci favorise la passation à l'économie de marché et à la formation de la classe moyenne, ce qui représente déjà la locomotive de l'issue de la situation de crise. Mais nous considérons le fait que dans sa participation aux investissements capitaux le pays est passé de la première à la troisième position, comme un phénomène négatif ».*<sup>403</sup>

D'autres raisons semblent cependant pouvoir être évoquées. Selon les affirmations de Sabit Baghirov, ancien président de la SOCAR, il y eut aussi l'article 907 de l'acte « De la défense de la liberté » adopté par le congrès des États-Unis en octobre 1992, qui interdisait d'accorder toute aide au gouvernement azerbaïdjanais tant que les droits de l'homme étaient profanés dans la République, c'est-à-dire tant que le blocage de l'Arménie se poursuivait et que des opérations militaires étaient menées contre le Haut Karabakh. L'Azerbaïdjan était le seul

---

<sup>401</sup> ABBASSOV Shahin. « V moment gosperevorota v rjadakh zapadnykh neftekompanij carila nerazberikha » (Au moment du coup d'État, la confusion dominait dans les compagnies pétrolières), *Zerkalo*, 20 avril 2000.

<sup>402</sup> ALIYEV Ilham. *Op. cit.*, p.150.

<sup>403</sup> De l'entrevue d'Ali Massimov au journal *Büyük gelecek*, Ankara, №3, novembre-décembre 1996, pp. 9-11.

pays parmi les ex-Républiques soviétiques à ne pas recevoir d'aide humanitaire du gouvernement américain. Tous ces aspects se superposaient aux hostilités grandissantes dans le Haut Karabakh et à la crise économique et sociale qui s'approfondissait.<sup>404</sup>

Le faible niveau de compétence des experts azerbaïdjanais travaillant à l'élaboration du projet sur les questions d'analyse économique, ainsi que la participation aux négociations de D. Jons (du Sultanat d'Oman) représentant la SOCAR, constituèrent une raison complémentaire. L'Azerbaïdjan avait une entente avec Oman et le Kazakhstan pour la création d'un Consortium pétrolier caspien. D. Jons faisait avancer activement l'idée pour un traçage de l'oléoduc vers Novorossiysk pendant que l'administration de A. Eltchibey se penchait vers la variante turque, ce qui créa une tension dans les pourparlers entre la SOCAR et les compagnies occidentales. De plus, le consultant financier de la SOCAR – la banque « Morgan – Greenfield » dépista de nombreuses erreurs dans les projets proposés par les compagnies,<sup>405</sup> que le gouvernement d'Eltchibey n'avait malheureusement pas eu le temps de rectifier.

Un autre point de litige porta sur les « affaires » des compagnies pétrolières étrangères en Azerbaïdjan, qui n'étaient pas spécifiquement pétrolières. Assez fréquemment on pouvait lire dans les journaux nationaux des articles sur le rôle de l'une ou de l'autre compagnie pétrolière dans la vie politique de l'Azerbaïdjan. En parcourant les archives des journaux de l'époque, nous avons découvert une information essentielle sur la présidence d'Eltchibey, bien qu'un doute sur sa véracité demeurera tant qu'elles n'auront pas été rendues publiques. Il s'agit du rôle qu'à joué la compagnie pétrolière BP dans son limogeage. Cette version était fondée sur les affirmations d'un officier du Service des renseignements turc (Milli Istihbarat Teşkilatı) dont le nom n'était pas dévoilé. Mais l'information fut rapidement démentie par ce Service ainsi que par Sabit Baghirov, ancien président de la SOCAR.<sup>406</sup>

---

<sup>404</sup> Entrevue de l'auteur avec Sabit Baghirov, Bakou, 11/05/2012.

<sup>405</sup> ALIYEV Ilham. *Op. cit.*, p.151.

<sup>406</sup> Pour plus d'information, voir NURANI. « « Neftjanoy sled » v ijun'skom perevorote : sensaciya, utka ili prodolzhenie « neftjanoy igry »? » (La trace pétrolière dans le coup d'État de juin : surprise, désinformation ou la suite du « jeu pétrolier » ?), *Zerkalo*, 30 mars 2000, concernant MEGA oil, voir les ouvrages de GOLTZ Thomas. *Azerbaijan diary* ; CONSTANT Antoin. *L'Azerbaïdjan*, et l'article de SCOTT Peter Dale. « Al-Qaeda, US Oil companies, and Central Asia », *Global Research journal*, July 2005.

## **Partie II : Établissement des relations politiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie après la chute de l'URSS**



La deuxième partie de notre recherche développe de façon détaillée les relations politiques qui se sont établies entre l'Azerbaïdjan indépendant et la Turquie qui sera le premier à reconnaître le pays comme sujet de la communauté internationale. Le développement de leurs relations bilatérales que nous analyserons à travers le prisme des mandats des trois présidents azerbaïdjanais qui se sont succédés à la tête du pouvoir montrera à quel point ces relations présentaient des intérêts mutuels pour chacun des partenaires. Mais, dans ce travail, nous nous sommes principalement basés sur la vision azerbaïdjanaise de ces relations bilatérales, pour chercher à mieux comprendre comment les présidents azerbaïdjanais conduisaient leurs politiques de rapprochement avec la Turquie.

Nous avons cependant tenu à consacrer dans un chapitre spécifique (cf. chap. II) la politique menée par H. Aliyev envers la Turquie, motivés essentiellement par les cinq années de son premier mandat présidentiel et par la durée et l'importance des échanges politiques et économiques qui se sont tissées entre l'Azerbaïdjan et la Turquie durant cette période.

## Chapitre 1 : L'expansion politique de la Turquie entre 1991 et 1993

Les premiers contacts diplomatiques entre les deux pays débutèrent sous la présidence d'Aïaz Mutalibov, en dépit de sa politique pro-russe. Comme cela avait été le cas pour la proclamation de la première République azerbaïdjanaise en 1918, la Turquie a été le premier État au monde à avoir reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991 à la suite de la dissolution de l'URSS. La Turquie effectua son insertion en Asie centrale et dans le Caucase du sud dans des directions à la fois idéologique et économique<sup>407</sup> et en élaborant sa politique étrangère autour d'une stratégie en cinq étapes qui prévoyait : une plateforme alternative d'éducation et de culture, de commerce et d'échanges économiques, mais aussi de nouvelles opportunités d'investissement ainsi qu'une méthode de coopération dans le domaine énergétique.<sup>408</sup> En complément, le gouvernement turc se proposait également de mettre à disposition les moyens de son appareil administratif d'État et comptait associer fortement les potentiels des milieux d'affaires turcs ainsi que les ressources de diverses organisations publiques, religieuses et politiques.

Dès le début, l'Azerbaïdjan a tenu une place prépondérante dans la liste des pays avec lesquels, depuis la fin de la Guerre froide, la Turquie prévoyait d'établir des relations étroites. Les contacts entre Ankara et Bakou se développaient de manière assez intensive en s'étendant sur des rapports culturels, linguistiques, historiques aussi bien qu'économiques, politiques et stratégiques. Plus tardivement, la Turquie devint l'unique pays à soutenir l'Azerbaïdjan dans sa lutte pour le Karabakh en fragilisant par des menaces ses relations avec l'Arménie et la Russie.<sup>409</sup>

La Turquie nourrissait de grands espoirs liés à l'indépendance des anciennes Républiques soviétiques. Les hommes politiques et la société turcs qui, suite aux réalités politiques établies, ne pouvaient se représenter que théoriquement l'existence réelle du « Touran »<sup>410</sup> (patrie de tous les turcs) de jadis, venaient de découvrir un nouveau monde. L'écroulement de l'URSS et l'apparition de nouvelles Républiques indépendantes comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan allaient offrir une réelle opportunité de

---

<sup>407</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 222.

<sup>408</sup> ŞEN Yunus. *Hazarın kanı : Orta Asya'nın petrolle yazılan tarihi* (Le sang de la Caspienne : l'histoire de l'Asie centrale écrite à travers son pétrole), Istanbul, « DK-Doğan Kitap », 2009, p. 42.

<sup>409</sup> AYDYN Mustafa. « Turcija i gosudarstva Kavkaza » (La Turquie et les États du Caucase), *Kavkaz & Globalizacija*, №1, 2006, [http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal\\_rus/c-g-1/06.aidinru.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal_rus/c-g-1/06.aidinru.shtml)

<sup>410</sup> DE PAUW Freddy. « Turkey's policies in Transcaucasia », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus. Op. cit.*, p.132.

rassembler tous les peuples turcophones de la région, y compris la minorité turco-tatare de la Fédération de Russie. Lors du IX<sup>e</sup> Congrès des peuples turcophones, qui se déroula en Turquie en 2001, le président Süleyman Demirel rappelait dans son discours les évènements qui s'étaient déroulés 10 ans auparavant : « *L'écroulement imminent de l'une des parties belligérantes de la Guerre froide, en particulier l'explosion de l'URSS, contribua à la constitution du Monde turc, dont nous célébrons maintenant le IX<sup>e</sup> congrès. C'est une immense étendue géographique à partir de la mer Adriatique jusqu'à grande muraille de Chine, où vivent plus de 200 millions de personnes partageant la même langue, les racines ethniques, la religion, les traditions* ». <sup>411</sup>

---

<sup>411</sup> « Cumhurbaşkanı sayın Süleyman Demirel'in 9. Türk devlet ve toplukları dostluk kardeşlik ve işbirliği kurultayı'nda yaptığı konuşma » (Le discours du président turc Süleyman Demirel au IX<sup>e</sup> Sommet des pays turcophones), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, №340, janvier-février 2002, 9-12 p., [www.azerder.org](http://www.azerder.org)

*Section 1 :Établissement des relations politiques sous Aiaz Mutalibov par l'ouverture des missions diplomatiques représentatives (1991-1992)*

**A. Premiers contacts au niveau gouvernemental entre l'Azerbaïdjan soviétique et la Turquie avant l'effondrement de l'URSS**

Sur le plan politique et en dehors de coopérations culturelle et économique ponctuelles, les premiers contacts entre l'Azerbaïdjan et la Turquie sont à situer vers la fin des années 1980. Les sociétés turque et russe avaient leur opinion sur ces « confrères » azerbaïdjanais par les informations qui étaient véhiculées par leurs médias respectifs. Sans aucun doute, contrairement aux médias russes qui tentaient de préserver une certaine neutralité et paraissaient relativement objectifs - du fait que les deux Républiques belligérantes faisaient partie de l'Union soviétique et que leurs populations étaient considérées comme des citoyens soviétiques à part entière - la presse turque se rangeait plus ouvertement du côté des Azerbaïdjanais. Ces attitudes peuvent historiquement trouver leur explication par les relations hostiles qui existaient à l'époque entre les Turcs et les Arméniens et par la déportation des Arméniens de l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale. Dans les années 1980, cette hostilité sera ressuscitée à l'étranger par la diaspora arménienne au moyen d'actes terroristes dont des dizaines de diplomates turcs seront les victimes. L'attitude que les Turcs manifesteront envers les Azerbaïdjanais, qui partagent en commun une même langue et les mêmes racines et traditions culturelles, sera bien plus compassionnelle que celle qu'ils manifesteront vis-à-vis des Arméniens.

1. La perception de l'Azerbaïdjan par les Turcs en tant que partie intégrante de l'URSS

Si l'on comparait les réactions des sociétés et des médias russes et turcs par rapport aux événements du Karabakh, on remarquerait facilement que les Turcs soutenaient de façon unilatérale les Azerbaïdjanais. Les journalistes turcs qui couvraient les événements essayaient d'accéder aux sources fiables provenant du Caucase ainsi qu'à celles qu'ils avaient réussi à établir sur le terrain. Les observations, réflexions et l'analyse de la situation en Azerbaïdjan évoluèrent considérablement au cours des premières semaines du mois de janvier 1990, ce qui nous autorise à diviser les réactions des partis politiques et des personnalités publiques turcs en trois périodes distinctes :

La première phase couvre la période allant de la fin de l'année 1987 au début de 1988 marquée par les prétentions territoriales des Arméniens dans le Haut Karabakh. Pendant cette période la tension entre les deux pays commença à croître pour déboucher sur un conflit interethnique.

Ainsi, l'article qui était paru dans le journal « Cumhuriyet » en date du 19 octobre 1987 informait sur les émeutes anti-azerbaïdjanaises qui se déroulaient dans différentes villes de l'Arménie y compris à Erevan, sa capitale. Dans le même journal, le journaliste Hasan Cemal soulignait les heurts sanglants au Caucase du sud qui duraient déjà depuis plusieurs mois après que les Arméniens se soient prononcés en faveur de l'annexion du Haut Karabakh : « *Ankara suit très attentivement les évènements, sans cependant entreprendre des mesures concrètes. Personne ne parle, ni en Turquie ni en Russie, de l'accord signé entre Ankara et Moscou en 1921 qui garantissait le statu quo dans la région. Selon cet accord, le changement volontariste de ce statu quo au Haut Karabakh ne peut pas mener à des résultats, quels qu'ils soient sans l'approbation de la Turquie* ». <sup>412</sup> De nombreux journaux et revues turcs parlaient d'interminables queues de réfugiés azerbaïdjanais ayant quitté le territoire de l'Arménie et se dirigeant vers l'Azerbaïdjan qui, à son tour, n'était pas prêt à les accueillir, en raison de ses problèmes économiques et sociaux.

La deuxième période se situe au début de janvier 1990, après l'incursion de l'armée rouge à Bakou afin d'y « instaurer l'ordre ». Les appels au secours adressés par les Azerbaïdjanais à la Turquie secouèrent profondément l'opinion publique turque malgré la tentative de leurs dirigeants politiques et de la presse de considérer la situation d'un regard critique, mais sans l'électrifier.

La troisième phase débuta après le retour au calme de la situation dans la République, en 1992, ce qui créa les conditions pour réfléchir à l'avenir des Azerbaïdjanais et celle des populations turcophones du Caucase du sud et de l'Asie centrale. C'est à partir de cette période que la Turquie deviendra le leader des pays turcophones grâce aux valeurs du kémalisme, de la laïcité, de la démocratie qu'elle portait en elle et qui étaient susceptibles de servir de modèles de développement pour d'autres États.

Le 5 janvier 1990, A. Mutalibov effectua sa première visite en Turquie en sa qualité de Chef du Conseil des ministres de la RSS d'Azerbaïdjan. <sup>413</sup> Mais comme l'Azerbaïdjan n'était pas encore une République indépendante, à côté du drapeau soviétique de l'Azerbaïdjan flottait aussi celui de l'URSS. Pendant ce voyage, Mutalibov réussit à rencontrer de nombreux

---

<sup>412</sup> BENUSIGLIO Yvette. *Op. cit.*, p. 57.

<sup>413</sup> Avant son voyage en Turquie, Mutalibov rencontra l'adjoint du ministre des Affaires étrangères de l'URSS A.A. Bessmertnykh pour une consultation préalable, durant laquelle il aborda la question de l'ouverture du consulat de la Turquie en URSS (notamment à Bakou) et demanda de nommer au poste de consul à Trabzon le représentant permanent de la RSS d'Azerbaïdjan à Moscou Z. Ibrahimov. Ses propositions furent réalisées avec un certain retard lorsque Bessmertnykh présida le MAE de l'URSS. MUTALIBOV Aïaz. *Op. cit.*, p. 100.

dirigeants de l'administration turque. Parmi eux figuraient le président Turgut Özal, le Premier ministre Yıldırım Akbulut,<sup>414</sup> le ministre des Affaires étrangères Mesut Yılmaz, le ministre des Finances Ekrem Pakdemirli, entre autres. Ces rencontres déboucheront sur plusieurs accords, dont : l'accord de coopération culturelle et d'échange économique de produits industriels ; la question de l'ouverture mutuelle des consulats ; la construction du pont sur la rivière Araxe reliant le Nakhitchevan à la Turquie (le Nakhitchevan est l'unique point de contact avec la frontière turque sur une longueur de 11 km) ; la consolidation de la base juridique concernant la mise en place des vols entre Istanbul et Bakou<sup>415</sup> et enfin, l'accord sur la création d'un conseil des affaires azerbaïdjano-turc.<sup>416</sup>

Dans son livre « *Karabakh – jardin noir* » Mutalibov évoqua sa rencontre avec le président Özal dans son bureau présidentiel. Ce qui capta son attention c'était le fait que lors de leurs discussions, Özal cherchait, à chaque instant, à impressionner son visiteur en lui vantant les derniers succès des progrès techniques de l'économie turque. À titre d'exemple, lors de leurs échanges, le président Özal zappait souvent les chaînes de télévision à l'aide d'une télécommande ou se vantait d'avoir accès à tous les ministères, non seulement de celui de la Turquie, mais aussi de ceux du monde entier par le biais d'un seul téléphone, ce qui n'était pas le cas en URSS où chaque ministre disposait de plusieurs appareils téléphoniques pour se mettre en liaison avec les ministères ou comités requis. C'est pourquoi, lors de cette rencontre, Mutalibov se plaignit des problèmes de connexion téléphonique qu'il rencontrait et Özal lui promit de lui apporter son aide pour les résoudre. Quelque temps plus tard, Bakou bénéficia d'une connexion

---

<sup>414</sup> Mutalibov visita la capitale Ankara dans l'avion personnel du ministre Y. Akbulut ce qui dénotait l'importance majeure attribuée aux milieux administratifs azerbaïdjanais de la part de l'administration d'Özal. En plus, durant la visite Mutalibov s'exprima seulement en azerbaïdjanais sans faire appel aux services des interprètes. Par ce geste il a voulu délibérément montrer aux Turcs qu'en Azerbaïdjan on parlait dans la langue maternelle malgré les rumeurs d'utilisation exclusive de la langue russe. *Ibid.*, p. 102.

<sup>415</sup> Dès les années 1970-1980, les relations économiques entre la RSS d'Azerbaïdjan et la Turquie s'élargirent. L'une des directions fut la coopération dans le domaine du transport. Ainsi, suite à l'accord entre la Direction de l'aviation civile de l'Azerbaïdjan et la compagnie turque « Nesu », des vols réguliers entre Bakou et Istanbul devaient être programmés dès le mois de septembre 1989. ƏHMƏDOV Ərrəhman, *Azərbaycan Beynəlxalq Münasibətlərdə (Türkdilli dövlətlərlə əlaqələr. XX əsrin 90-cı illəri)* (L'Azerbaïdjan dans les relations internationales : les relations avec les États turcophones dans les années 1990), Bakou, « Elm və Təhsil », 2009, p. 25.

<sup>416</sup> À titre d'information, en décembre 1991 la dernière réunion du Conseil des affaires turco-soviétique fut organisée à Moscou. Lors de cette réunion, il fut décidé de remplacer le Conseil turco-soviétique par un Conseil des affaires de la Turquie et de la Communauté des États indépendants avec les représentations de chaque République. En février 1992, à côté de celui de l'Azerbaïdjan, d'autres Conseils de même nature furent également créés en Ukraine, en Géorgie, au Turkménistan, en Russie et dans d'autres Républiques de la CEI. KIREEV N.G. « Turcija mezhdu Zapadom i Vostokom » (La Turquie entre l'Occident et l'Orient), *Blizhnij Vostok i sovremennost'*, Moscou, №2, 1996, p. 57.

téléphonique électronique moderne grâce aux concours des compagnies turques Netaş et Teletaş.<sup>417</sup>

Pendant la visite, la question de la situation du Haut Karabakh n'a pas été abordée. Si la position que défend l'Azerbaïdjan peut être traduite par le principe « *laver son linge sale en famille* », la politique étrangère de la Turquie de l'époque se fonda sur « l'interdiction de tout amateurisme ». En sa qualité d'allié est de l'OTAN, la Turquie ne pouvait donc pas se permettre de conduire une politique extérieure offensive indépendante vis-à-vis des Républiques soviétiques qui aurait pu être interprétée comme une forme d'ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS, et craindre l'éventualité d'une offensive communiste sur son territoire.<sup>418</sup> Lors de son voyage aux États-Unis en fin 1989, le discours du président Turgut Özal ne manqua pas d'éloquence. À la question concernant l'attitude de la Turquie vis-à-vis du problème du Haut Karabakh, Özal déclina : « *Autant que je sache, les Azerbaïdjanais, selon leur confession religieuse, sont des chiïtes, mais nous, les Turcs, nous sommes des sunnites en majorité. J'estime que les Azerbaïdjanais sont plus proches des Iraniens par leur culture, que de nous* ». <sup>419</sup> Ces propos suscitèrent une réaction virulente dans la société turque et les journaux et revues politiques critiquèrent vigoureusement le président pour le contenu de son discours.

Malgré le fait qu'elle n'avait pas été organisée au titre d'une visite officielle d'un chef d'État indépendant, la venue de Mutalibov en Turquie projeta les bases des relations officielles entre les deux États. Formellement, elle posa le fondement juridique du développement de leurs relations bilatérales. Dans son livre, Bilâl Şimşir, directeur à l'époque du département des relations extérieures auprès du MAE de la Turquie, résuma la visite de Mutalibov : « *A l'époque actuelle, Mutalibov est devenu le pionnier de l'instauration des relations entre les deux États.*

---

<sup>417</sup> Au début du septembre 1991, la compagnie turque Netaş installa à Bakou la première station téléphonique, grâce à laquelle l'administration présidentielle contactait directement les pays étrangers contournant Moscou. Le premier appel a été fait par le président Mutalibov lors de l'inauguration de l'ouverture de la station. Par une connexion téléphonique directe, le président azerbaïdjanais remercia le Premier ministre turc Mesut Yılmaz pour l'aide qui lui a été accordée. « Na provode - vsja Turcija » (Au bout du fil – toute la Turquie), *Bakinskij rabochij*, 06 septembre 1991.

<sup>418</sup> L'approche équilibrée du gouvernement turc fut dictée par la nécessité de ne pas donner l'impression que les relations avec l'Azerbaïdjan étaient en contrepoint par rapport à celles de l'Union soviétique, car la Turquie chercha à éviter à tout prix de contrer les intérêts de l'URSS dans la région. Mais c'était juste à l'inverse de cette situation que conduisait la réaction de l'Arménie et des députés arméniens au Soviet suprême de l'URSS qui voulaient monter l'administration soviétique contre Bakou en prétendant que les Turcs approvisionnaient les Azerbaïdjanais en armement au Haut Karabakh. Dans son livre, Cornell Svante écrit à ce sujet : « *Malgré le soutien des Azerbaïdjanais dans le règlement du problème du Haut Karabakh, la Turquie déclina catégoriquement l'éventualité d'une aide en approvisionnement en armement et l'octroi d'importantes subventions pour l'acquisition de cet armement auprès d'autres pays. De même, le gouvernement turc ne mûrit jamais l'idée d'effectuer une intervention militaire quelconque sur le territoire de l'Arménie* ». SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*. Op. cit., p. 289.

<sup>419</sup> *Cumhuriyet*, 19 janvier 1990, cité dans SVANTE Cornell. *Ibid.*, p. 289.

*Après 70 ans d'ostracisme, deux pays frères, dès ce moment, ont pu conclure des traités officiels ».*<sup>420</sup>

En septembre 1990, H. Hassanov, Premier ministre du gouvernement azerbaïdjanais, se rendit en Turquie sur invitation du ministre des Finances et des Affaires douanières Adnan Kahveci. Il signa, à son tour, plusieurs accords visant l'instauration de relations bilatérales dans le domaine des transports (marchandises) incluant l'aviation civile, du commerce frontalier et de l'exploitation conjointe de la rivière Araxe. Son voyage en Turquie coïncida d'ailleurs avec l'acquisition par l'Azerbaïdjan de sa souveraineté (23 septembre 1990), dont les documents paraphés débouchaient automatiquement sur l'opportunité d'élargir sa coopération économique avec la Turquie. Dans son entrevue du 4 octobre au journal turc « Milliyet » H. Hassanov soulignait : *« Pendant ma visite en Turquie j'étais convaincu du succès de la signature des accords et j'étais certain de l'élargissement de nos relations. Cette foi était conditionnée par la grande fraternité existant entre les « confrères » azerbaïdjanais et turcs. J'ai rencontré en Turquie plus de solidarité et de fraternité que je m'y attendais. Nous avons diffusé en Azerbaïdjan les documents signés. Le peuple azerbaïdjanais se montre très favorable à un élargissement des relations avec la Turquie ».*<sup>421</sup>

À son tour, le président Turgut Özal effectua en mars 1991<sup>422</sup> une visite officielle en URSS, durant laquelle il passa également par l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Ce voyage d'Özal en URSS faisait suite à des visites qui avaient été effectuées en 1969 par le Premier ministre turc Cevdet Sunay, et en 1971, par l'un des dirigeants soviétiques Nikolai Podgorny, scellant la toute première relation bilatérale entre les deux pays. Il faut souligner qu'on associa à la visite de T. Özal à Bakou l'ouverture de plusieurs agences de presse turques, telles que « Tercuman », « Milliyet », « Zaman ». Globalement, avant la dissolution de l'URSS et la proclamation de l'indépendance de nouvelles Républiques, la Turquie organisa vingt et une visites officielles<sup>423</sup> et signa vingt accords qui constituèrent les bases juridiques et normatives de l'élargissement de la coopération avec l'Azerbaïdjan (en retour l'Azerbaïdjan proposa à la Turquie vingt-six projets à

---

<sup>420</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Azerbaycan : Azerbaycan'ın yeniden doğuş sürecinde Türkiye-Azerbaycan ilişkileri* (L'Azerbaïdjan : les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie à la veille de la renaissance de l'Azerbaïdjan), Ankara, « Bilgi yayınevi », 2011, p. 84.

<sup>421</sup> *Milliyet*, 04 octobre 1990, cité dans ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 213-214.

<sup>422</sup> « Vizit prezidenta Turcii » (La visite du président turc), *Bakinskij rabochij*, 12 mars 1991.

<sup>423</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 222.



caractère essentiellement économique), le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan<sup>424</sup>.

Pour clore sa visite à Almaty, T. Özal se rendit à Bakou pour s'entretenir avec Mutalibov alors que ce dernier se préparait aux élections présidentielles, et s'apprêtait, après Gorbatchev, à institutionnaliser une présidence de la République. Özal souhaitait faire adhérer l'Azerbaïdjan à l'Organisation de coopération économique de la mer Noire,<sup>425</sup> qui venait de se former.<sup>426</sup> Rassim Agayev décrit ces événements de la façon suivante : « *La première phrase qu'il a prononcée au pied du Musée des Arts à Bakou fut « Le monde va changer et jamais il ne sera plus comme avant ». Dans ses discussions il insistait sur l'établissement des relations avec l'Azerbaïdjan en faisant allusion que bientôt l'URSS s'écroulerait et pour l'Azerbaïdjan qu'il serait souhaitable de définir ses nouvelles orientations de la politique extérieure ainsi que de trouver sa place dans la conjoncture géopolitique réelle de la région. Sans aucun doute, Özal, en tant que représentant du pays (Turquie) au sein de l'OTAN, savait ce qui allait arriver. Mutalibov n'était pas au courant de tout cela, il pouvait seulement le deviner. Indubitablement, Özal, sur le plan de l'information, en savait beaucoup plus* ».<sup>427</sup>

L'un des moments cruciaux de la signature des accords fut le protocole de mise en place des passages frontaliers (douaniers) entre l'URSS et la Turquie, qui prévoyait l'ouverture rapide d'un pont sur la rivière Araxe<sup>428</sup> et la décision de l'ouverture d'un consulat turc à Bakou,<sup>429</sup> qui ouvrira ses portes le 25 mai 1991.<sup>430</sup>

---

<sup>424</sup> MUSA Ismayil. *Op. cit.*, Vol. III, p. 603.

<sup>425</sup> L'initiative de la création de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire appartient à la Turquie et fut initiée en décembre 1990. Une rencontre des représentants de la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et l'URSS eut lieu à Ankara entre le 19 et le 21 décembre, où la décision d'instaurer la libre circulation des personnes, des marchandises et des services entre les pays membres fut adoptée. Les négociations entre les pays membres continuèrent tout au long de 1991 et bien avant la dislocation de l'URSS fut prise de faire adhérer au sein de ladite organisation la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. HALE William. « Turkey, the Black Sea and Transcaucasia », in WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD Richard. *Transcaucasian boundaries*, 1996, p.59.

<sup>426</sup> Quelques jours après la visite de T. Özal, le 26 mars, l'adjoint du ministre des Affaires étrangères de la Turquie Omar Lütemin discuta, lors de son voyage à Bakou, sur les possibilités de la coopération entre les deux pays à l'issue de nouvelles réalités internationales apparues ainsi que la question de l'adhésion de l'Azerbaïdjan à l'Organisation de coopération économique de la mer Noire.

<sup>427</sup> Entrevue de l'auteur avec Rassim Agayev, Bakou, 02/05/2012.

<sup>428</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 217.

<sup>429</sup> ƏHMƏDOV Ərrəhman. *Op. cit.*, p. 49.

<sup>430</sup> Le représentant de la Turquie à Bakou de l'époque, Altan Karamanoğlu, devint bientôt consul officiel, et après la proclamation de l'indépendance par l'Azerbaïdjan, ambassadeur plénipotentiaire dès janvier 1992 jusqu'au mars 1995.

## 2. La proclamation de l'indépendance par l'Azerbaïdjan et l'attente de la Turquie

Après le « putsch » d'août 1991, les Républiques soviétiques, l'une après l'autre, proclamèrent leur indépendance. Ne pouvant plus rester en tant que simple observatrice des événements, la Turquie fit entendre à cette occasion, sa position principale de reconnaître quand la situation le permettra, l'indépendance des Républiques nouvellement proclamées de l'ex-URSS.

L'une des premières démarches de la République turque envers l'Azerbaïdjan a été la déclaration du porte-parole du MAE Murat Süngar, faite immédiatement après la déclaration d'indépendance (30 août 1991) du pays par le Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan. Elle déclara : « *La Turquie se fait une grande joie de la décision du peuple frère de l'Azerbaïdjan de proclamer son indépendance qui partage avec la Turquie la même histoire et la même culture. Comme cette décision du peuple azerbaïdjanais relève de sa propre volonté, nous espérons énormément la réalisation ultérieure des objectifs par le biais des pourparlers pacificateurs qui se sont développés dans le cadre d'une union renouvelée proclamée par notre voisin du nord* ». <sup>431</sup> La Turquie menait vis-à-vis de Moscou une politique directe qui se heurtait parfois à l'accord sur « *l'amitié, le bon voisinage et la coopération économique* » qui avait été signé en mars 1991 avec l'URSS. D'un côté, Ankara menait une politique de bon voisinage avec l'administration moscovite et, de l'autre, nouait de nouveaux liens avec les Républiques soviétiques. Cette attitude avait suscité l'attention du Kremlin et, sans aucun doute, laissé une certaine empreinte sur ses relations avec la Turquie.

Le 3 septembre 1991, avant son départ pour le Danemark, le ministre des Affaires étrangères turc Sefa Giray répondit de la façon suivante à la question « *Pourquoi la Turquie ne reconnaît-elle pas l'indépendance de l'Azerbaïdjan comme ce fut le cas pour les pays baltes ?* » qui lui avait été posée lors d'une conférence de presse : « *Selon moi, ces pays, y compris l'Azerbaïdjan, se trouvent actuellement dans la phase préparatoire. Il s'agit d'une union renouvelée, et à cette étape-là la reconnaissance de leur indépendance ne répondait pas aux réalités du moment* ». <sup>432</sup> À sa suite, l'ambassadeur de l'URSS en Turquie Albert Tchernychev s'exprima dans l'entrevue au journal « *Cumhuriyet* » : « *Malgré la proclamation, par les Républiques soviétiques, de leur indépendance après le putsch, actuellement elles se trouvent dans une euphorie émotionnelle. Nos Républiques et les gens qui y habitent là-bas sont liés*

---

<sup>431</sup> « *Pervye pozdravlenija iz Turcii* » (Les premières félicitations venant de la Turquie), *Bakinskij rabochij*, 01 septembre 1991.

<sup>432</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 224.

*étroitement les uns aux autres. Et ce lien est d'ailleurs beaucoup plus fort qu'en Europe. Si une République quelconque décide de quitter l'URSS, alors elle se condamnera à se retrouver dans une situation économique et politique difficile* ». <sup>433</sup>

La presse turque de cette époque abondait en articles traitant sur le sujet de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan par la Turquie. Des rumeurs circulaient même parfois sur la tentation du gouvernement azerbaïdjanais de ne pas admettre favorablement la reconnaissance du pays par la Turquie, tant que l'URSS existait encore. Ainsi, le journal « Hürriyet » écrivait que le président du Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan Elmira Gafarova avait exprimé, lors de sa rencontre avec l'ambassadeur de Turquie à Moscou, Volkan Vural, son opinion vis-à-vis de l'envie de la Turquie à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan et appelée à ne pas se presser pour en tirer les conclusions. <sup>434</sup>

De son côté, le Premier ministre turc Mesut Yılmaz exprimera également son avis au sujet de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, en dépit des élections parlementaires qui se déroulaient à ce moment-là en Turquie, et où la situation de son Parti au pouvoir était incertaine et fragilisée. Défait par ces élections, Mesut Yılmaz affirma tout de même la détermination de la Turquie d'être le premier pays à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan. <sup>435</sup> Elle fut aussi le premier pays à reconnaître l'indépendance d'autres pays turcophones de l'Asie centrale (comme, par exemple, le Kazakhstan). <sup>436</sup>

Ayant décidé de ne plus attendre la clarification de la situation avec la reconnaissance des nouveaux pays de l'URSS, le gouvernement turc désigna, le 6 septembre 1991, sur les recommandations de Bilâl Şimşir, deux délégations composées de fonctionnaires du MAE pour visiter les Républiques soviétiques proclamées indépendantes de façon récente. Dirigée par İsmet Birsel, la première délégation devait se rendre dans les Républiques baltes (la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie), la Géorgie et l'Arménie, tandis que la deuxième, animée par Bilâl Şimşir, devait se déplacer dans les Républiques turcophones : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. <sup>437</sup>

---

<sup>433</sup> *Cumhuriyet*, 08 septembre 1991.

<sup>434</sup> *Hürriyet*, 04 octobre 1991.

<sup>435</sup> Entrevue de l'auteur avec Nazim Cafersoy, Bakou, 07/05/2012.

<sup>436</sup> Lors de l'allocution du président de Kazakhstan Noursoultan Nazarbaïev dans une réunion des chefs d'État des pays turcophones à Ankara, il souligna le rôle particulier de la Turquie dans la reconnaissance ultérieure de l'indépendance du Kazakhstan. « Notre parlement a pris la décision de proclamer l'indépendance à 16.00 heures de l'après-midi et deux heures plus tard Turgut Özal m'a téléphoné et annoncé leur décision de reconnaître notre indépendance ». SHUSTOV Aleksandr. « Pantjurkizm protiv Evrazijstva » (Panturquisme contre l'Eurasisme), *Fond Strategicheskoy Kul'tury*, 12 novembre 2012, [www.fondsk.ru](http://www.fondsk.ru)

<sup>437</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 238-239.

La visite de la délégation turque dans les Républiques soviétiques turcophones débuta le 13 septembre 1991 et dura 18 jours durant lesquels les représentants de la délégation rencontrèrent la majorité des courants politiques de l'Azerbaïdjan. Parmi les personnalités rencontrées figuraient le président Aïaz Mutalibov, le Premier ministre Hassan Hassanov, le dirigeant du Front populaire A. Eltchibey, le président du Parti socio-démocrate Araz Alizadeh et quelques autres. Selon Bilâl Şimşir, deux opinions se sont formées à l'issue de cette visite : la première se basait sur l'aspect du futur proche de l'Azerbaïdjan avec Mutalibov en sa qualité de président de la République. Dans leurs discours, les membres du gouvernement de Mutalibov exprimaient leur espoir de voir la Turquie reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Mais ils faisaient preuve d'une grande prudence en se penchant plutôt du côté d'une indépendance économique censée générer par la suite l'indépendance politique. En revanche, la deuxième opinion s'était construite après l'entrevue de la délégation turque avec le leader du Front populaire Aboufaz Eltchibey qui insistait sur la reconnaissance immédiate et imminente de l'indépendance politique de l'Azerbaïdjan par la Turquie. Selon lui cette indépendance politique déboucherait inévitablement sur l'économique et créerait une vive implication de la Turquie dans les événements se déroulant dans la République.

À la suite de ces diverses rencontres, la délégation put se forger une opinion sur la coopération éventuelle susceptible de s'établir avec tous les courants politiques présents en Azerbaïdjan. L'idée d'une coopération étroite avec le Front populaire a été formulée auprès de la délégation turque après la décision du Parti communiste azerbaïdjanais de s'auto-dissoudre, le 14 septembre 1991, pendant sa présence à Bakou.

Au retour de la délégation en Turquie, le président Turgut Özal rencontra Bilâl Şimşir et reçut un compte-rendu de visite de 97 pages (Compte-rendu du voyage en Azerbaïdjan et dans les Républiques turcophones de l'Asie centrale (12-29 septembre)), ce qui attestait l'importance accordée par le président à ce voyage, qui planifiait déjà sa nouvelle politique étrangère offensive vis-à-vis de ces Républiques. Bilâl Şimşir souligna dans son livre que cette visite suscita un grand intérêt non seulement de la part de la société turque, mais aussi de celles des différentes missions diplomatiques étrangères,<sup>438</sup> installées à Ankara, des compagnies du secteur privé et des médias locaux et étrangers.

---

<sup>438</sup> La visite des diplomates étrangers poursuivait le but non seulement de l'obtention de l'information sur l'Azerbaïdjan et les autres Républiques de l'Asie centrale, mais aussi, par le biais de ces visites, de transmettre certains messages à l'administration turque. Les diplomates des pays européens déclaraient qu'ils se limiteraient uniquement à la reconnaissance de l'indépendance des pays baltes (la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie). Pourtant la

Le mois de septembre et la première moitié du mois d'octobre de l'année 1991 en Azerbaïdjan restèrent sans appels ni coups de pouce des pays étrangers et de la communauté internationale pour reconnaître ou soutenir l'indépendance de la République. À partir de la deuxième moitié d'octobre, les événements se précipitèrent, et le 18 octobre la majorité parlementaire décida de proclamer unilatéralement l'indépendance de l'Azerbaïdjan qui fut suivie par un appel à la communauté internationale et aux pays membres de l'ONU à soutenir cette évolution. Cependant, étant à l'avant-veille de ses élections parlementaires la réaction de la Turquie ne fut pas immédiate. En effet, la situation du Parti de la Mère Patrie au pouvoir (ANAP ou Anavatan Partisi) était très instable puisqu'elle se voyait obligée de former un gouvernement de coalition avec le Parti de la Juste voie (Doğru Yol Partisi) dirigé par Süleyman Demirel.<sup>439</sup>

Le 29 octobre 1991 marqua l'inauguration du pont sur la rivière Araxe reliant le Nakhitchevan à la Turquie. D'une longueur de 288 mètres, ce pont sera l'œuvre de la compagnie turque « Matsandış » au prix de 5 millions de dollars, dont la plus grande part des dépenses reviendra à la partie turque. Lors de son inauguration, Süleyman Demirel prit la parole et déclara le rôle majeur que va jouer le pont, non seulement pour relier l'Azerbaïdjan à la Turquie, mais aussi l'Asie centrale à l'Europe.<sup>440</sup> Grâce à ce pont, la sécurité économique du Nakhitchevan pouvait être assurée, car, étant bloqué par l'Arménie, il allait pouvoir recevoir par la Turquie des produits de première nécessité.

Cette fois-ci, l'Azerbaïdjan se devait de faire preuve de dynamisme en prenant l'initiative de diffuser le message concernant la reconnaissance de son indépendance. Pour cette raison, dès le 1er novembre 1991, le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan Vagif Sadykhov accueillit dans son bureau le consul général de la Turquie Altan Karamanoğlu en lui disant que l'Azerbaïdjan attendait de la part de la Turquie le geste « fraternel » de reconnaissance de son indépendance. Il souligna que l'Azerbaïdjan promouvait une politique de non-ingérence dans les affaires de ses voisins et attendait de leur part la décision formelle de la reconnaissance de son indépendance, tout en espérant que la Turquie serait le premier pays à s'en charger. Dans le même temps, l'un des députés le plus virulents du Soviet suprême d'Azerbaïdjan, Etibar

---

reconnaissance d'autres Républiques, ne constituait pas leur priorité. Ils conseillèrent à la Turquie de réagir de la même manière. Pour les Américains, partageant l'opinion des pays occidentaux, les Républiques soviétiques constituaient deux catégories : la première – les pays baltes, qui représentaient la priorité et la deuxième les autres Républiques de l'Union soviétique, dont la reconnaissance de leur indépendance n'était pas prévue auparavant. ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 238-239.

<sup>439</sup> ÜLKÜ İrfan. *Bağımsızlıktan sonra Azerbaycan* (L'Azerbaïdjan après l'indépendance), « Dogan Kitapçılık AS », 2000, p. 19.

<sup>440</sup> CAHANGİRLİ C.X. *Müasir dövrdə Azərbaycan-Türkiyə münasibətləri* (Les relations azerbaïdjano-turques dans la période moderne), Bakou, 2006, p. 30.

Mammadov, se rendit en Turquie pour être reçu par la Grande Assemblée nationale et y rencontrer son président par intérim Ali Rza Septioğlu,<sup>441</sup> auprès duquel il insista sur l'importance que revêtait la reconnaissance par son pays de l'indépendance de l'Azerbaïdjan.<sup>442</sup>

Le 3 novembre 1991, faisant suite à la déclaration du porte-parole du Conseil des ministres turc Yalım Eralp, la décision de reconnaissance de l'Azerbaïdjan sera adoptée, date qui coïncidera avec la visite du Premier ministre de l'Azerbaïdjan Hassan Hassanov en Turquie.<sup>443</sup> Lors de son entretien avec son homologue turc, H. Hassanov affirma : « *Nous voulons être reconnus par la Turquie et par toute la communauté internationale. Je suis sûr que si ni la Turquie ni l'Iran ne nous reconnaissent en qualité d'entité indépendante, alors aucun autre pays ne le fera. Le fait que le Premier ministre d'Italie rencontre son homologue azerbaïdjanais est un signe fort de la volonté du gouvernement italien de reconnaître l'Azerbaïdjan. Si l'Italie est sur le chemin de reconnaître l'Azerbaïdjan, alors pour la Turquie c'est une prédication divine* ». <sup>444</sup>

Hassanov rencontra aussi le chef du Parti de la Juste voie Süleyman Demirel, futur Premier ministre,<sup>445</sup> qui l'assura<sup>446</sup> que sa nouvelle administration établirait des relations étroites avec l'Azerbaïdjan, comme son prédécesseur l'avait fait, mais dans les limites du possible. La prudence de futur Premier ministre turc était évidente, car, contrairement à Özal, il ne partageait pas son opinion par rapport à l'URSS et ne désirait pas aggraver leurs relations, ce qui expliquait son inquiétude face au problème du Karabakh. Dans la lettre qu'il envoya plus tard à Hassanov, S. Demirel écrivait : « *L'Azerbaïdjan devrait éviter les altercations avec l'Arménie et recourir uniquement aux moyens diplomatiques dans le règlement du différend du Karabakh. Autrement, le conflit peut déborder et toucher les pays voisins ce qui amènera à des conséquences*

---

<sup>441</sup> Après les élections parlementaires, la place du président de la Grande Assemblée nationale de la Turquie était vide. On attendait la nomination à ce poste du nouveau représentant Hüsametdin Çindoruk le 16 novembre 1991.

<sup>442</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 263-264.

<sup>443</sup> HƏSƏNOV E. Həsən. *Türkiyənin Azərbaycanın müstəqilliyini tanınması tarixindən* (Histoire de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan par la Turquie), Bakou, 2005, p. 3.

<sup>444</sup> HƏSƏNOV E. Həsən. *Türkiyənin Azərbaycanın müstəqilliyini tanınması tarixindən* (Histoire de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan par la Turquie). *Op. cit.*, p. 4.

<sup>445</sup> Ce fut la deuxième rencontre de Hassanov avec Süleyman Demirel. Pour la première fois, ils s'étaient rencontrés en 1967, lors de la visite de Süleyman Demirel à l'URSS et à l'Azerbaïdjan soviétique en tant que Premier ministre de la Turquie. Ce fut aussi le cas de la première rencontre de Demirel avec Heydar Aliyev. Le dernier dirigeait à l'époque la section républicaine du service de renseignement (KGB).

<sup>446</sup> Lors de discussion avec Demirel, Hassanov parla aussi des questions concernant la coopération économique avec l'Azerbaïdjan. Il se plaignait du manque de moyens financiers ainsi que de la pénurie des produits alimentaires dans la République. Il demanda à Demirel une subvention quelconque et s'adressa aux hommes d'affaires turcs d'investir dans l'économie du pays. Un autre sujet abordé lors de cette conversation fut le probable passage du gaz turkmène vers la Turquie par le territoire de l'Azerbaïdjan.

*imprévisibles* ». <sup>447</sup> Dans sa lettre de réponse à son homologue turc, Hassanov proposa à la Turquie de prendre l'initiative et de jouer un rôle de médiateur dans le conflit. Mais Süleyman Demirel ne donna aucune suite à cette proposition. Entre temps, le 7 novembre 1991, le président Özal signa un décret ordonnant la transmission du pouvoir au nouveau Premier ministre Süleyman Demirel qui devait lui présenter, dans un court délai, la composition de son nouveau gouvernement de coalition formée par le Parti de la Mère Patrie et le Parti de la Juste voie. Le tandem Mesut Yılmaz – Özdemir Giray était donc remplacé par celui de Süleyman Demirel – Erdal İnönü.

Le 9 novembre 1991 lors de la dernière réunion du gouvernement en exercice où la question de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan figurait dans l'ordre du jour, le MAE de la Turquie reçut une lettre de Richard Clark Barkley, ambassadeur des États-Unis à Ankara qui stipulait que, compte tenu de la rencontre des chefs d'État des pays membres de l'OTAN qui devait se tenir à Ankara, il était souhaitable que la Turquie n'entreprene aucune démarche unilatérale volontaire visant à la reconnaissance des nouvelles Républiques indépendantes de l'Union soviétique. <sup>448</sup>

## **B. La Turquie est le premier pays à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan**

Cependant, malgré cette prescription, le gouvernement de Mesut Yılmaz prit finalement, le même jour, la décision d'annoncer la reconnaissance par la Turquie de l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Dans la soirée, le journal turc *Hürriyet* relatait de Bakou : « *La nouvelle de la reconnaissance de l'indépendance de la République azerbaïdjanaise par la Turquie a été reçue à Bakou le soir à 19.00. Suite à la présentation télévisée de l'heureuse nouvelle, toute la ville s'est animée et est sortie dans les rues. Des fêtes ont été organisées sur les places centrales de la République. Les gens se félicitaient et les voitures passantes signalaient et on entendait les cris « Vive la Turquie »* ». <sup>449</sup>

Malgré la réaction négative et les accusations des États-Unis d'avoir pris le risque, en déclarant son indépendance, de susciter une réponse inappropriée de Moscou <sup>450</sup>, Ankara y apporta sa réponse par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères : « *La reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan par la Turquie a eu une influence positive*

---

<sup>447</sup> HALE William. *Op. cit.*, 1996, p.62.

<sup>448</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 266.

<sup>449</sup> « Azerbaycan'ı tanıdık » (La reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan), *Hürriyet*, 10 novembre 1991.

<sup>450</sup> RUIŦTÖN Sevinc. *Azerbaycan türkdilli dövlətlərnən siyasi əlaqələr sistemində* (L'Azerbaïdjan dans le système des relations politiques avec les pays turcophones), Bakou, 2005, p. 31.

*sur l'évolution des relations soviéto-turques. La Turquie a toujours eu une attitude de compréhension et de respect envers ses voisins. Et une démarche pareille d'Ankara ne poursuivait pas l'objectif de semer de la panique ou d'approfondir l'instabilité dans la région. Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie sont particulières et par la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan nous avons exprimé la volonté du peuple turc ».*<sup>451</sup>

Au début de leurs relations, l'influence turque en Azerbaïdjan se concentra surtout dans le domaine de leur coopération culturelle qui s'exprimait par l'activité de divers cercles culturels azerbaïdjano-turques. Grâce à ces cercles, la production turque à caractère culturel s'importait en Azerbaïdjan ce qui approfondissait la découverte de la société azerbaïdjanaise par les Turcs.

Par la suite, après la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan puis celles d'autres Républiques turcophones, leurs relations se sont approfondies aux domaines politique et économique. Par conséquent, la politique de reconnaissance des Républiques proclamées récemment indépendantes appliquait une stratégie à trois échelles : la première par la reconnaissance de son indépendance ; la deuxième par l'instauration des relations diplomatiques ; et, la troisième par l'ouverture mutuelle de missions diplomatiques (ambassades et consulats).

#### 1. L'établissement des relations diplomatiques

À l'issue du processus de reconnaissance, le gouvernement turc décida d'ouvrir des consulats et des ambassades dans des nouvelles Républiques. Dans cet objectif, des débats visant à définir la politique étrangère de la Turquie vis-à-vis des nouvelles Républiques étaient organisés, le 25 décembre 1991, au sein de la Grande Assemblée nationale de la République turque. Bilâl Şimşir qui se trouvait dans la loge de l'Assemblée avec le ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Çetin, décrit comme suit les événements qui s'étaient déroulés dans l'hémicycle : « *Pendant que nous assistions aux débats dans l'hémicycle de l'Assemblée, on m'a transmis un télégramme dans lequel était indiqué que l'un des pays étrangers s'appêtait à ouvrir son ambassade à Bakou. J'ai pensé que si une ambassade quelconque ouvrait ses portes avant nous, alors cette situation ne serait pas en faveur de la Turquie. Et qu'ultérieurement la Turquie serait poussée sur l'arrière-plan, malgré le fait que ces Républiques turcophones aient porté leurs regards vers nous. C'est avec elles que la Turquie a conclu ses premiers accords. C'est pour cette raison que, sur un bout de papier, j'ai écrit à notre ministre des Affaires étrangères de ne pas retarder la décision d'ouvrir des ambassades dans les jeunes*

---

<sup>451</sup> *Zaman*, 11 octobre 1991.



*Républiques* ». Cinq jours plus tard, le gouvernement turc prit une nouvelle décision<sup>452</sup> stipulant qu'il était impératif de remplacer dans les plus brefs délais les consulats, qui avaient auparavant un caractère juridique, par des ambassades incluant un large éventail de domaines de coopération – politiques, économiques, culturels, etc.<sup>453</sup>

Le modèle de développement turc qui fut repris par les Républiques de l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan comme un « véritable chemin » de leurs futures constructions étatiques, rencontra un grand enthousiasme en Turquie. Pour la première fois, après l'écroulement de l'Empire ottoman, les Turcs obtenaient la possibilité d'exercer leur influence en dehors de leur propre État. Cette situation nourrissait sans doute l'espoir de la Turquie de voir la naissance d'une nouvelle occasion de manifester sa grandeur de jadis et la croissance de son importance à l'échelle régionale et mondiale. Une telle perspective était d'autant plus importante, qu'avec l'effondrement de l'URSS, le rôle de la Turquie en tant que flanc sud de l'OTAN avait considérablement diminué, ce qui avait entraîné la réduction de son aide militaire et économique par ses partenaires occidentaux et le refus d'accélérer l'adhésion de la République turque à l'Union européenne.

La pénétration économique dans les régions de l'Asie centrale et du Caucase du sud ouvrait pourtant à la Turquie la possibilité d'exploiter de nouveaux marchés pour une vaste promotion de ses produits et pour approvisionner son économie en matières premières, particulièrement, en ressources énergétiques. C'est pour cette raison que, dès le début du mois de janvier 1992, la diplomatie turque entreprendra des actions concrètes destinées à renforcer ses relations et d'approfondir sa coopération avec les Républiques de ces territoires géographiques.

Le 14 janvier 1992<sup>454</sup> lors des échanges bilatéraux entre Mutalibov et le chef du département politique du ministère des Affaires étrangères turc Bilâl Şimşir, le protocole visant à instaurer de relations diplomatiques entre leurs deux pays était signé. Dans son contenu, des articles stipulaient leur volonté mutuelle d'établir des missions diplomatiques à titre d'ambassades (ouverture d'une ambassade à Bakou et d'un consulat à Nakhitchevan)<sup>455</sup>, ainsi

---

<sup>452</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 279-280.

<sup>453</sup> Le gouvernement de coalition dirigé par Süleyman Demirel prit, le 30 décembre 1991, la décision de substituer le consulat général par une ambassade. De cette manière, le consul général Altan Karamanoğlu devint l'ambassadeur plénipotentiaire de la Turquie en Azerbaïdjan. Le protocole de signature pour l'établissement des relations diplomatiques entre deux pays était prévu pour janvier 1992.

<sup>454</sup> « Azerbajdzhan-Turcija : vosstanovleny diplomaticheskie otnoshenija » (Azerbaïdjan – Turquie : les relations diplomatiques sont rétablies), *Bakinskij rabochij*, 15 janvier 1992.

<sup>455</sup> Bilâl Şimşir souligna ces événements dans son livre : « *Avant mon voyage à Bakou je devais prendre la lettre d'accréditation de l'ambassadeur Altan Karamanoğlu et la transmettre au président Mutalibov. En fait, lors de la soirée d'adieu organisée à l'occasion de sa nouvelle mission diplomatique à Bakou, Karamanoğlu a glissé sur la*

que des coopérations réciproques, sauf dans le domaine militaire. Le lendemain, le président azerbaïdjanais recevait dans sa résidence privée Bülent Ecevit, chef du Parti démocratique de la gauche de Turquie et politicien réputé, qui était en visite dans le pays à l'initiative de l'agence informatique internationale azerbaïdjanaise *Assa-Irada* et du journal turc *Günaydin*. Cette visite pouvait être associée au fait que l'une des démarches actives de la diplomatie turque de l'époque avait été de promouvoir des visites de hauts représentants de l'État turc pour découvrir un pays qu'ils ne connaissaient guère, ainsi que sa situation politique, économique, culturelle et sociale.<sup>456</sup>

Le 24 janvier 1992, lors de la première visite officielle à Ankara de A. Mutalibov en tant que chef d'État indépendant, dans la résidence « Çankaya keşk », les deux dirigeants signaient le Traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage<sup>457</sup> qui fondait le socle de leurs relations bilatérales ([Illustration No3](#)).<sup>458</sup> Composé de onze points, à l'exclusion de tout accord militaire<sup>459</sup>, ce traité stipulait que, dans le but d'assurer le développement de leurs relations, les parties procéderaient régulièrement à un échange d'opinion sur les grands problèmes régionaux et internationaux, l'évolution de leurs relations bilatérales ainsi que de la définition de l'ordre du jour, le lieu et la date de l'organisation de leurs consultations politiques, avec la participation des représentants du MAE de deux pays. En outre, comme la coopération économique constituait une partie importante des relations bilatérales, ils fourniraient des garanties pour la croissance respective de leurs commerces, le développement et la mise en place de projets d'investissements communs, le partage de leurs savoir-faire et leur l'expérience dans les domaines de l'économie, de la technologie et des sciences. Ils créeraient enfin les conditions pour l'extension de leurs relations à tous les niveaux et procéderaient à la préparation d'actes législatifs visant le commerce, les bourses et la citoyenneté.<sup>460</sup>

---

*glace et, en tombant, s'est cassé l'épaule (les fonctions de l'ambassadeur furent provisoirement exercées par le diplomate Ziya Önder). Pour cette raison j'ai dû transmettre au président de l'Azerbaïdjan sa lettre d'accréditation. Mais vu qu'une telle démarche ne fut pas prévue par le protocole diplomatique, tout était gardé en secret ».* ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p.282.

<sup>456</sup> « Priem tureckogo gostja » (L'accueil de l'hôte turc), *Bakinskij rabochij*, 16 janvier 1992.

<sup>457</sup> Le parlement azerbaïdjanais ne ratifia cependant pas ce document suite à des complications de la politique intérieure dans la République (la tension ayant grandi entre le gouvernement et l'opposition à cause du conflit du Haut Karabakh).

<sup>458</sup> « Визит в Турецкую республику » (La visite en République turque), *Bakinskij rabochij*, 24 janvier 1992.

<sup>459</sup> Lors de la conférence de presse, le ministre de la Défense de la Turquie Nevzat Ayaz, suite à une question relative aux relations avec l'Azerbaïdjan dans le domaine militaire, répondit que la partie turque prévoyait une coopération militaire avec l'Azerbaïdjan uniquement dans le cadre de la « formation militaire » dans écoles militaires turques. RUİNTƏN Sevinc. *Op. cit.*, p. 38.

<sup>460</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 68-69.

Lors de sa rencontre avec le président Özal, A. Mutalibov évoqua également la question des relations de son gouvernement avec l'opposition en Azerbaïdjan en espérant pouvoir obtenir le soutien de son homologue turc. Mais dans sa réponse, Özal lui conseilla à ne pas trop réprimer l'opposition politique de son pays.

Durant cette visite, la délégation azerbaïdjanaise était accompagnée par l'ambassadeur de l'URSS à Ankara Albert Tchernychev qui essayait de les convaincre que la Turquie manquait de potentiel pour venir en aide à l'Azerbaïdjan. Selon le porte-parole du gouvernement de Mutalibov Rassim Agayev, on fit comprendre à Tchernychev que la délégation azerbaïdjanaise ne cherchait pas en Turquie un contrepoids à la Russie, mais que, plus simplement, la persistance du conflit dans le Haut Karabakh et le manque d'intérêt de la Russie pour le résoudre contraignait l'Azerbaïdjan à trouver par lui-même des voies de sortie de l'impasse.

Parmi les répercussions importantes de la rencontre de janvier 1992 nous pouvons citer un certain nombre d'accords dont : le stage des diplomates azerbaïdjanais au sein du MAE de la Turquie ; l'approvisionnement de l'Azerbaïdjan par une quantité nécessaire de blé ;<sup>461</sup> la question de l'enseignement avec la possibilité de déléguer en Azerbaïdjan des spécialistes et experts dans certains domaines ; la question du changement de l'alphabet cyrillique par le latin et la signature du protocole de coopération entre les compagnies radiotélévisées turques et azerbaïdjanaises.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, ainsi que l'ouverture de l'ambassade turque à Bakou renforcèrent les liens entre les deux pays et ouvrirent à Bakou les portes du monde diplomatique et de la communauté internationale. La Turquie était devenue une sorte de pionnière pour les autres pays étrangers, qui disposaient de ce fait d'une carte blanche pour établir des relations diplomatiques avec l'Azerbaïdjan.

À la fin du mois de février 1992, le ministre des Affaires étrangères de la Turquie Hikmet Çetin se rendit en Azerbaïdjan en visite de retour, afin d'aborder la question du Haut Karabakh et préparer la venue officielle ultérieure de Süleyman Demirel, prévue en mai 1992. Cette visite fut précédée par des événements sanglants au Karabakh, suite à l'attaque de la ville de Khodjaly par des formations militaires arméniennes.

---

<sup>461</sup> La fin de 1991 et le début de 1992 sont restées gravées dans la mémoire de Mutalibov, non pas par l'euphorie liée à l'indépendance acquise, mais par les lourdes responsabilités semblant être parfois insolubles. Ayant invoqué une mauvaise récolte, la Russie et le Kazakhstan, n'ont pas tenu leurs promesses de livrer les produits alimentaires de première nécessité ni les produits industriels initialement prévus. Ankara arriva à l'aide — suite à la demande de Mutalibov le Premier ministre Demirel ordonna diligemment de livrer à l'Azerbaïdjan un million de tonnes de blé, dont la moitié fut accordée en qualité d'une aide humanitaire et l'autre — sous crédit à long terme.

La réaction au drame à Khodjaly fut extrêmement virulente. Des manifestations stigmatisant le crime contre les habitants pacifiques de Khodjali se développèrent dans de nombreuses villes Turques. Le 20 février 1992, sur une initiative du ministre des Affaires étrangères russe Andreï Kozyrev,<sup>462</sup> les ministres homologues arméniens et azerbaïdjanais parvinrent entre eux à une forme d'entente, que l'offensive arménienne sur Khodjaly raya sans réserve.<sup>463</sup> Dans cette tension grandissante, Andreï Kozyrev adressa une lettre à son homologue turc Hikmet Çetin en l'incitant à s'impliquer activement dans le règlement du différend du Karabakh.<sup>464</sup>

Dans ce contexte, Çetin arriva à Bakou le 28 février 1992 et y rencontra, non seulement les représentants du gouvernement azerbaïdjanais, mais aussi les dirigeants du Front populaire. La guerre dans le Haut Karabakh constituait le sujet majeur de cette rencontre. Pour Hikmet Çetin : « *La Turquie fera tout ce qui est dans ses possibilités pour régler le problème du Karabakh. Nous comptons que les démarches de ce genre soient entreprises par d'autres puissances régionales et internationales. Quant à la Turquie, elle mènera toujours une diplomatie active concernant cette question* ». Lors de la réunion qu'il aura avec Hikmet Çetin, A. Mutalibov, déconcerté, soulèvera la question relative à l'attitude de l'opposition politique qui lui demandait de démissionner de son poste de président de la République : « *Ces derniers temps, nous subissons des grosses pertes dans le Haut Karabakh et, au lieu de s'unir à nous, l'opposition exige ma démission* ». Mais à la différence de Mutalibov, plus émotif et nerveux dans ses prises de position, son Premier ministre H. Hassanov proposa de sang-froid à la Turquie de s'impliquer activement dans le règlement du conflit. Pour lui, seule une conférence quadrilatérale réunissant autour de la table l'Azerbaïdjan, l'Iran, la Turquie et l'Arménie pouvait conduire les parties belligérantes, dans une phase initiale des négociations, à accepter le principe d'une trêve et inviter ultérieurement la Russie et l'Ukraine à prendre part aux discussions sur la sortie de crise. De son côté, le leader du Front populaire Eltchibey ne proposa qu'un règlement à quatre du conflit avec la participation de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Turquie et l'Ukraine, car il

---

<sup>462</sup> KAZIMIROV V.N. *Op. cit.*, p. 29.

<sup>463</sup> Au cœur des négociations un plan à trois étapes était proposé par Mutalibov au Secrétaire d'État américain James Baker lors de sa visite à Bakou. Il prévoyait un cessez-le-feu en phase initiale et la définition des principes du règlement politique du différend qui devait conduire, en phase finale, à la signature de l'accord politique sur le Haut Karabakh. « *Peregovory sostojalis', vojna prodolzhaetsja* » (Les négociations ont eu lieu, la guerre continue), *Nezavisimaja gazeta*, 21 février 1992.

<sup>464</sup> La question du Haut Karabakh fut également l'objet de discussion lors de réunion de la CSCE du 28 février 1992. Grâce à la Turquie, la Conférence a adopté une décision concernant l'inviolabilité des frontières intérieures et extérieures de l'Azerbaïdjan. La CSCE a sommé les belligérants de respecter l'intégrité territoriale des deux pays et trouver un compromis pour signer le cessez-le-feu. « *Telefonnyj razgovor G. Gasanova i S. Demirelja* » (La conversation téléphonique de H. Hassanov avec S. Demirel), *Bakinskij rabochij*, 03 mars 1992.

portait ses soupçons sur l'objectivité de l'Iran et de la Russie de maintenir leurs neutralités respectives sur le sujet.<sup>465</sup>

La visite du ministre turc dans la région qui s'est déroulée après celle du ministre des Affaires étrangères iranien Ali Akbar Velayati faisait partie de la diplomatie turque au Caucase. La politique de l'Iran, qui avait jusque-là gardé sa neutralité, pour ne pas intervenir dans les affaires régionales, espérait pouvoir jouer un rôle de médiation dans le règlement du conflit dans le Haut Karabakh. Cependant, l'occupation de Khodjaly ainsi que l'implication intensive de la diplomatie iranienne ne laissèrent guère de temps de réaction à la Turquie. Pour cette raison, lors de son allocution, Süleyman Demirel, rappela que la non-ingérence de la Turquie dans le conflit ne prouvait pas son impassibilité.<sup>466</sup> Aussi, pouvait-on supposer que la Turquie préférerait que la médiation du conflit soit assurée par la Russie plutôt que par l'Iran ou peut-être même la France, puisqu'en investissant dans l'économie russe, elle espérait obtenir une réaction positive de Moscou pour son implication dans le règlement pacifique du différend du Karabakh.

Parallèlement, au sujet du Karabakh, les parties ont examiné et signé plusieurs documents visant à développer des coopérations dans d'autres domaines. Le 29 février 1992, lors de la rencontre de H. Hassanov avec le ministre de l'Éducation Köksal Toptan et le ministre d'État turc Şerif Ercan, les Turcs ont promis de fournir à l'Azerbaïdjan une grande quantité de littérature pour l'enseignement, à inviter les étudiants azerbaïdjanais à venir faire leurs études en Turquie, à effectuer des échanges d'experts et à favoriser la mise en place de réformes dans le domaine de l'enseignement.<sup>467</sup>

## 2. La réaction de la Turquie au renversement d'Aïaz Mutalibov en mars 1992

Au mois de mars 1992, la situation politique se dégrada considérablement à Bakou. La lutte pour le pouvoir se déploya dans la capitale malgré des pertes territoriales importantes au Karabakh, et A. Mutalibov essaya de garder la stabilité de son gouvernement en signant des lois et décrets qui ne seront jamais exécutés. Dans ce délicat contexte, une délégation du ministère des Affaires étrangères turque se rendra à Bakou sur la demande du Premier ministre azerbaïdjanais. En raison des manifestations dans la capitale de la République et du blocage du Soviet suprême par la foule, la rencontre se déroulera à l'aéroport. En analysant les événements

---

<sup>465</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 303-306.

<sup>466</sup> EGGERT Konstantin. « Baku i Ankara predlagajut chetyrekhstoronnjuju konferenciju » (Bakou et Ankara proposent une conférence quadripartite), *Izvestija*, 28 février 1992.

<sup>467</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 122-123.

qui s'étaient déroulés à cette époque, on peut supposer que H. Hassanov aborda avec Hikmet Çetin le sujet de l'état du Soviet suprême de la République après le départ de Mutalibov de son poste du président, et qu'en raison de ses relations tendues avec le Front populaire, il demanda aussi à Çetin de jouer le rôle de médiateur entre lui et Aboufaz Eltchibey.<sup>468</sup>

Entre temps, dans le discours qu'il prononça lors de la réunion du Parti de la Juste voie, Süleyman Demirel analysa les derniers événements qui avaient prolongé les perturbations politiques en Azerbaïdjan : « *Il ne faut pas aggraver la lutte pour le pouvoir dans le pays. Nous sommes un pays ancien, gorgé de nos propres problèmes. On n'est pas en mesure de débarquer pour résoudre le conflit du Karabakh. Ce n'est pas une solution. En conséquence, il faut chercher des moyens diplomatiques pour sortir de l'impasse. Nous vous serions reconnaissants si vous vous disposiez à ne pas nous appeler « passifs et inutiles »* ».<sup>469</sup>

Après la démission de Mutalibov en mars 1992, le nouveau président par intérim Yagub Mammadov entreprit de nouvelles démarches destinées à approfondir les relations entre les deux pays ce qui déboucha, le 13 mars 1992, sur la signature du protocole de coopération mutuelle dans le domaine de l'énergie.<sup>470</sup>

Pourtant, quelques jours plus tôt, la décision d'accorder une aide humanitaire à l'Azerbaïdjan avait été prise lors d'une session extraordinaire du gouvernement turc, suscitant l'arrivée d'une délégation de parlementaires turcs en Azerbaïdjan, où ils viendront visiter les camps des réfugiés et des personnes déplacées suite à leur fuite en dehors de la zone du conflit<sup>471</sup> Dès leur retour en Turquie, ces parlementaires organisèrent une conférence de presse à laquelle avaient été conviés les ambassadeurs et les représentants diplomatiques des pays étrangers afin de leur montrer la nécessité d'établir des liens étroits entre les structures étatiques, non-gouvernementales et les organisations internationales de protection des droits de l'homme, en vue d'enregistrer officiellement la violation de ces droits dans la zone de conflit du Haut Karabakh.

---

<sup>468</sup> Selon Bilâl Şimşir, Eltchibey refusa catégoriquement à participer au déjeuner en l'honneur de Hikmet Çetin organisé par Hassanov. ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 313.

<sup>469</sup> Par son message, Demirel tentait d'apaiser la tension avec le président Özal avec qu'il maintenait des relations assez tendues. À son tour, Turgut Özal critiquait vivement la politique passive du gouvernement de Demirel dans ses rapports avec l'Azerbaïdjan et appelait à fermer l'espace aérien turc ainsi que les ports maritimes en mer Noire pour les marchandises à destination de l'Arménie. *Hürriyet*, 08 mars 1992.

<sup>470</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 123.

<sup>471</sup> « Priem tureckikh parlamentariev » (L'accueil des parlementaires turcs), *Bakinskij rabochij*, 11 mars 1992.

En même temps que les actions des parlementaires turcs, un autre groupe de partisans du Parti de la Prospérité (Refah Partisi) dirigé par Necmettin Erbakan organisa, dans plusieurs villes turques, des manifestations de soutien en faveur de leurs « confrères » azerbaïdjanais. Dans ses discours, Erbakan lui-même appelait le gouvernement turc à réagir plus vigoureusement et à accorder une aide militaire à l'Azerbaïdjan dans son conflit avec l'Arménie.<sup>472</sup>

Un autre évènement majeur dans leurs relations bilatérales constitua la visite en Turquie de Heydar Aliyev, président du Soviet suprême du Nakhitchevan, qui suscita le mécontentement et l'hostilité de Bakou en raison de ses secrets de coulisse. En effet, dans ses entretiens aux médias turques, H. Aliyev critiquait de manière véhémente le pouvoir central de Bakou et plus particulièrement, le tandem Mutalibov - Hassanov. La colère d'Aliyev était suscitée par une démarche sans précédent de Mutalibov qui, pendant sa présidence, gela l'article 112 de la Constitution de la République qui ne permettait pas à Aliyev d'assister aux sessions du Soviet suprême de l'Azerbaïdjan. Par cette démarche Mutalibov violait la loi, car le chef du Nakhitchevan occupait aussi officiellement le poste d'adjoint du président du Soviet suprême. Selon des rumeurs rapportées par Hassanov, la visite de H. Aliyev en Turquie n'était pas conforme à la Constitution de la République azerbaïdjanaise parce que le Nakhitchevan se trouvant sous la juridiction administrative du pouvoir central de l'Azerbaïdjan ne pouvait pas être considéré comme une République indépendante. Pour les autorités turques, la visite de H. Aliyev était reçue comme une visite officielle du président de l'Azerbaïdjan,<sup>473</sup> suscitant la publication de nombreux articles dans les médias turcs, sous les titres : « L'attente de la Turquie », « Le président de l'Azerbaïdjan indépendant » et bien d'autres.<sup>474</sup>

Parmi les points forts de la visite de H. Aliyev en Turquie on peut relever : la signature des protocoles de coopération entre la Turquie et le Nakhitchevan ; l'envoi annuel dans les universités turques de plus de cent étudiants azerbaïdjanais ; l'invitation d'hommes d'affaires turcs à investir dans l'économie du Nakhitchevan grâce à l'application de la loi dite du « paradis fiscal » ;<sup>475</sup> l'engagement de la Turquie de mettre en exploitation le pont sur la rivière Araxe reliant le Nakhitchevan avec la Turquie ; et enfin, l'octroi de 150 millions de dollars de crédit au Nakhitchevan<sup>476</sup>.

---

<sup>472</sup> « Tureckoe pravitel'stvo za nemedlennoe prekrashhenie ognja v Nagornom Karabakhe » (Le gouvernement turc se prononce pour le cessez-le-feu immédiate dans le Haut Karabakh), *Bakinskij rabochij*, 09 mars 1992.

<sup>473</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 324.

<sup>474</sup> ÜLKÜ İrfan. *Op. cit.*, p. 28.

<sup>475</sup> RUIŦTƏN Sevinc. *Op. cit.*, p. 40.

<sup>476</sup> ƏHMƏDOV Ərrəhman. *Op. cit.*, p. 55.

Au mois de mai de l'année 1992, durant son voyage officiel dans les nouvelles Républiques de l'Asie centrale et du Caucase du sud, Süleyman Demirel se rendit en Azerbaïdjan. Cette visite pouvait être considérée comme l'une des visites stratégiques fondamentales pour la Turquie, car son objectif était de mettre les nouveaux pays turcophones dans l'orbite des intérêts turcs et d'accomplir ainsi son rôle de pont entre eux et l'Europe. Pour arriver à cet objectif, il convenait d'appliquer une politique plus souple de « non-ingérence » en renonçant à l'idée du « frère aîné » dans les relations avec ces Républiques.<sup>477</sup> Plus précisément, une politique qui accorderait une importance primordiale au développement de ces nouveaux pays sans qu'ils aient à recourir à la Turquie, et en les considérant comme des partenaires à droits égaux.

Dans le discours qu'il a prononcé le 2 mai 1992 dans l'Hémicycle du Soviet suprême de l'Azerbaïdjan, Süleyman Demirel déclarait : « *La Turquie n'est pas la même qu'elle a été il y a 6 mois. Un pays qui nourrissait des inquiétudes à propos de Chypre du nord et de l'Irak du nord. Un nouveau monde s'est ouvert devant elle avec 180 millions de population turcophone et la Turquie fera tout pour préserver les liens avec ces nouvelles Républiques turcophones de l'ex-URSS. Bien que nous vivions dans différents espaces géographiques et que nous utilisions différents alphabets, nous pourrons nous rapprocher grâce à la télévision turque. Notre télévision commence à émettre aujourd'hui sur le territoire du Caucase du sud et de l'Asie centrale.*<sup>478</sup> *La Turquie tiendra le rôle de pont réunissant les nouveaux pays turcophones et l'Occident. Nous nous réjouissons que l'écroulement de l'URSS nous ait permis de nous revoir avec nos « frères » que nous n'avions pas vus depuis si longtemps* ». <sup>479</sup>

Après son allocution au Soviet suprême, Süleyman Demirel et l'ensemble de la délégation turque participèrent à l'inauguration de l'ambassade turque<sup>480</sup> à Bakou. Parmi les participants figuraient des représentants du gouvernement azerbaïdjanais et les leaders du Parti nationaliste turc « Loup gris » Alp-Arslan Türkeş et du Front populaire Aboulfaz Eltchibey qui,

---

<sup>477</sup> « Türkün qapıları gündeğana açılır » (La Turquie ouvre ses portes à l'est), *Azadlıq*, 05 mai 1992.

<sup>478</sup> Le 2 mai 1992 dans le bureau central du centre de diffusion à Bakou eut lieu la rencontre avec Hifzi Topuz, membre de la délégation turque connu dans le domaine de la télé et radio diffusion. Ayant inspecté les moyens techniques de la télévision azerbaïdjanaise Topuz proposa de créer une compagnie de diffusion conjointe avec des sièges sociaux basés à Ankara et à Bakou, et les moyens d'y associer des centres télévisés d'autres pays turcophones de l'Asie centrale dans le proche avenir. RUİNTÖN Sevinc. *Op. cit.*, p. 42.

<sup>479</sup> « Turcija pristupila k veshchaniju » (La Turquie a procédé à la diffusion radio-télévisée), *Vyshka*, 03 mai 1992.

<sup>480</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 603.



étant à ce moment-là candidats à la fonction de président de l'Azerbaïdjan, maintenaient entre eux des relations étroites, voire amicales<sup>481</sup>.

À la fin de la visite, des protocoles importants portant sur l'approfondissement de la coopération entre la Turquie et l'Azerbaïdjan furent signés. Demirel promit d'ouvrir les portes des Universités turques à plus de deux mille étudiants azerbaïdjanais, en leur accordant des bourses d'études ;<sup>482</sup> d'élargir des coopérations dans les domaines de la télévision et de la radio-diffusion ; de signer la déclaration sur la non-violence des frontières de l'Azerbaïdjan ; et d'assurer le soutien de la Turquie dans les efforts pacifiques de l'Azerbaïdjan pour régler le conflit du Haut Karabakh dans son cadre territorial.<sup>483</sup>

En plus de son impact positif sur les relations intergouvernementales entre les deux États, la visite du Premier ministre turc à Bakou eut une importance considérable sur le plan de la politique intérieure de l'Azerbaïdjan, notamment, dans la perspective de l'attitude mutuelle du gouvernement et de l'opposition. Poursuivant l'un comme l'autre des buts spécifiques, chacun attendait avec impatience ce moment de rencontre avec Demirel. Le gouvernement qui, suite aux négociations réussies, comptait recevoir une aide financière de la part de la Turquie pour remédier à sa fragilité. L'opposition qui voulait profiter du soutien du Premier ministre et du Chef du Parti nationaliste pour consolider ses propres positions pour la course présidentielle et rassembler tous ses efforts pour organiser les élections malgré la situation difficile sur le front du Karabakh.

Cependant, les résultats de la visite ne répondirent ni aux attentes du gouvernement ni à celles de l'opposition car, dans ses allocutions, Demirel indiqua le manque de moyens financiers pour soutenir directement le budget du pays et que, pour la Turquie, l'investissement de longue durée devait aller prioritairement dans les différents domaines de l'économie des pays turcophones. À titre d'information, il convient de souligner que 400 millions de dollars ont été investis dans l'économie des pays turcophones de l'Asie centrale et du Caucase du sud depuis la courte période (cinq mois) d'accession de ces pays à leur indépendance.<sup>484</sup> Il fit le même discours lors de ses rencontres avec tous les candidats à la présidence de la République, en

---

<sup>481</sup> « Azerbajdzhan-Turcija : Nerastorzhimy uzy bratstva » (Azerbaïdjan – Turquie : les liens indissolubles de fraternité), *Bakinskij rabochij*, 04 mai 1992.

<sup>482</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 122-123.

<sup>483</sup> « Gülüstanda mətbuat konfransı » (La conférence de presse à Gulustan), *Azadlıq*, 05 mai 1992.

<sup>484</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 384.

indiquant que les investisseurs turcs n'étaient pas intéressés pour s'investir en Azerbaïdjan tant que la situation intérieure du pays ne serait pas stabilisée.<sup>485</sup>

Il est nécessaire d'ajouter que les discours enflammés du Premier ministre turc concernant la politique turque de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan se sont plutôt avérés comme une forme d'illusion. Lors de son allocution au Soviet suprême du pays, Süleyman Demirel laissa entendre qu'il voulait voir à la tête de l'Azerbaïdjan une personne qui n'aurait pas eu de passé communiste. Informellement, les milieux d'affaires et politiques de la Turquie exprimaient leur volonté unilatérale de soutenir la candidature de A. Eltchibey, comme l'attestent la visite inattendue du quartier général du FPA par Alp-Arslan Türkeş, la participation d'Eltchibey à l'inauguration de l'ambassade turque et son discours inattendu, ou encore, l'allocution de Türkeş à la manifestation organisée par le FPA devant son quartier général.

La supériorité évidente de A. Eltchibey lors de l'élection présidentielle grâce à son soutien ouvert par la Turquie sema une certaine confusion parmi ses opposants politiques, qui ne désiraient pas voir le Front populaire arriver au pouvoir en Azerbaïdjan.<sup>486</sup> L'un d'entre eux, Etibar Mammadov, candidat à la présidentielle, manifesta ouvertement son mécontentement, car il était en situation de faiblesse par rapport à Eltchibey. D'abord, parce qu'il ne disposait pas du même soutien populaire que le leader du FPA. Ensuite, parce que le fait de manquer de cellules de son Parti dans les régions l'empêcha d'organiser des rencontres avec son électorat potentiel sur le terrain. Enfin, il ne pouvait pas, comme Eltchibey s'appuyer sur un soutien ouvert de l'Occident, et en particulier de la Turquie. Aussi, pour montrer son mécontentement à l'égard du comportement de Süleyman Demirel, E. Mammadov lui retourna démonstrativement le cadeau qu'il lui avait fait lors de leur rencontre politique et l'accusa d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan par son soutien du candidat à la présidentielle Eltchibey.<sup>487</sup>

Mais la situation changea avec la décision, à la majorité des voix, par le Soviet suprême lors de sa session extraordinaire du 14 mai 1992, de rétablir Aïaz Mutalibov dans sa fonction de président de la République. Cette décision sema la confusion parmi les dirigeants du FPA qui se mettront à chercher toute occasion pour faire évoluer la situation en leur faveur. Parce qu'après

---

<sup>485</sup> MIRKADYROV Rauf. « Demirel', vozmozhno ne khotel nakaljat' strasti » (Il se peut que Demirel ne désire pas ranimer les passions), *Zerkalo*, 05 mai 1992.

<sup>486</sup> Le 2 mai, lors de son arrivée à Bakou, Demirel contacta par téléphone Heydar Aliyev au Nakhitchevan. L'un des sujets probables de la conversation, concerna la situation politique dans la capitale, et, certainement, l'opinion de Demirel sur les élections présidentielles du juin 1992 en Azerbaïdjan et la participation de H. Aliyev. On pourrait deviner que la réponse de Demirel à H. Aliyev fut « le temps n'est pas encore arrivé ». *Azərbaycan*, 05 mai 1992.

<sup>487</sup> MIRKADYROV Rauf. « Dorogu osilil idushchij » (Le chemin fut surmonté par celui qui marchait), *Art. cit.*

son retour à la présidence, Mutalibov annulerait la procédure de l'élection présidentielle, ferait cesser l'activité des partis politiques et, dans le pire des cas, arrêterait les leaders du FPA. Selon le politologue Arastun Oruclu l'ambassade de Turquie en Azerbaïdjan distribuait des visas aux membres de FPA dans le cas où ils seraient contraints de devoir quitter l'Azerbaïdjan.<sup>488</sup>

Mais la situation fut maîtrisée par les services de renseignement turcs et américains, d'un côté, et par les agents russes de l'autre. Autrement dit, les agents spéciaux de Turquie sous le masque de diplomates, de journalistes ou de commerçants, parvinrent à convaincre l'opposition de prendre d'assaut le Palais présidentiel et de renverser Mutalibov par la force.<sup>489</sup> De façon plus directe, effectuer un coup d'État avec le soutien de la Turquie et des États-Unis. Le journaliste américain Thomas Goltz décrit les événements qui se déroulaient le jour même : « *Tofik Gassymov a dit qu'il dirigeait le groupe du quartier général qui devrait assurer la communication avec les « forces démocratiques » du monde extérieur. Il a senti un soulagement en voyant Philippe Remmler et Mehmet Ali Bayar<sup>490</sup> dans le quartier général puisqu'ils étaient les représentants de ces « forces démocratiques ». Ces deux diplomates, l'américain et le turc, ont promis d'aider les membres du FPA et que les États-Unis et la Turquie feraient preuve d'une position déterminée si l'attaque du quartier général du FPA devait avoir lieu. Mehmet Ali est allé encore plus loin en promettant d'abriter les familles des leaders du FPA dans le nouveau bâtiment de l'ambassade turque. Il a ajouté que la Turquie était prête, le cas échéant, de leur accorder en urgence l'asile politique* ». <sup>491</sup> Simultanément, les gouvernements des États-Unis et de la Turquie transmirent une note de protestation au gouvernement de Mutalibov dans laquelle ils refusaient de soutenir le président en le condamnant catégoriquement pour sa répression violente vis-à-vis de l'opposition (cette information a été transmise à Thomas Goltz par le conseiller du président A. Mutalibov, Vafa Guluzadeh). <sup>492</sup>

---

<sup>488</sup> Entrevue de l'auteur avec Arastun Oruclu, Bakou, 16/04/2012.

<sup>489</sup> MIRKADYROV Rauf. « Ajaz Mutalibov : prichiny fiasko » (Aïaz Mutalibov : les causes du fiasco), *Zerkalo*, 25 mai 1996.

<sup>490</sup> Philippe Remmler – ancien représentant de l'ambassade des États-Unis en Azerbaïdjan ; Mehmet Ali Bayar – ancien vice-consul et premier conseiller de l'ambassade turque en Azerbaïdjan en 1992.

<sup>491</sup> GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p.188-189.

<sup>492</sup> Lors de l'émission de télévision « *L'histoire contemporaine* », le leader du Parti de l'indépendance nationale Etibar Mammadov, en abordant la question du retour de Mutalibov au pouvoir pour un jour, le 15 mai 1992, affirmait le rôle définitif de la Turquie et des États-Unis dans les événements organisés. Il expliquait ses affirmations par la présence à Bakou, le 3 mai, de deux camions de la télévision turque qui arrivèrent dans la capitale pour diffuser la visite du Premier ministre Süleyman Demirel et de Alp-Arslan Türkeş. Ces camions de la télévision turque restèrent à Bakou jusqu'aux événements du 15 mai, diffusèrent en direct la marche des forces d'opposition vers le Palais présidentiel. De l'archive de la chaîne de télé ANS. De même façon, sur les rôles joués par la Turquie et des États-Unis dans ces événements écrivent aussi Zardusht Alizadeh, le journaliste Rauf Mirkadyrov dans le quotidien *Zerkalo*, ainsi que le journaliste américain Thomas Goltz.

Pour obtenir plus d'espoir d'être soutenu par la Turquie et de la motivation de ses démarches à l'encontre de Mutalibov, un groupe d'enthousiastes panturquistes se munirent d'un immense drapeau turc et le hissèrent sur le toit du quartier général du Front populaire. Ils y installèrent aussi des enceintes qui diffusaient la marche militaire des « janissaires ottomans » de l'époque médiévale, ou autrement dit *mehter*.<sup>493</sup>

Extrait du livre de Thomas Goltz, témoin des événements : « *Mehmet Ali Bayar était assis dans un coin sombre du bureau d'accueil d'Elchibey et était en train de bavarder avec Iskender Hamidov. Il avait l'air fatigué parce qu'il n'avait pas dormi depuis plus de 40 heures. Le soir de la veille, pendant la dernière conférence du FPA quand ses dirigeants furent prêts à reculer devant Mutalibov, c'est Mehmet Ali qui leur a demandé de tenter la dernière chance en bluffant intelligemment, affirmant que le gouvernement turc avait reçu l'assurance de la Russie de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan. Même la dernière déclaration faite par le FPA à la veille de l'assaut a été littéralement dictée par Mehmet Ali.* ».<sup>494</sup>

Après la visite du Premier ministre Süleyman Demirel au Caucase du sud et en Asie centrale, et pour élargir leurs relations avec ces pays, les Turcs mirent en place une stratégie en cinq phases qui intégrait tous les pays de la région, à l'exception de l'Arménie. Pour la réaliser, le gouvernement turc chargea Özdem Sanberk, l'adjoint du ministre turc des Affaires étrangères, de superviser sa mise en place et veiller à sa bonne exécution.

Mais c'est le président Turgut Özal en personne qui sera le premier à exprimer l'idée d'un élargissement des relations de la Turquie et c'est pourquoi le pays devint le premier dans la région qui décida de suivre une ligne politique étrangère constante vis-à-vis de nouvelles Républiques de l'ex-Union soviétique, y compris de la Fédération de Russie elle-même. Les compagnies turques Teletaş et Netaş établirent des connexions téléphoniques à fibre optique, et l'Organisation pour la coopération et le développement organisa la mobilité de centaines d'étudiants azerbaïdjanais en Turquie. En même temps, les compagnies turques commencèrent à construire dans ces Républiques de nouvelles écoles proposant un enseignement approfondi des langues turque et anglaise.<sup>495</sup>

---

<sup>493</sup> GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 189.

<sup>494</sup> Du livre de Thomas Goltz « Azerbaijan Diary », citation du livre ALIZADEH Zardusht, AGAYEV Rassim. *Op. cit.*, p. 566-567.

<sup>495</sup> ŞEN Yunus. *Op. cit.*, p. 47.

## *Section 2 : La politique pro-turque pendant la présidence d'Aboulfaz Eltchibey (1992-1993)*

### **A. La « lune du miel » dans les relations bilatérales**

Contrairement à son prédécesseur Mutalibov, l'attitude du nouveau président A. Eltchibey vis-à-vis du peuple turc et son rapport avec la Turquie étaient très favorables. L'étude de sa biographie révèle qu'il avait été emprisonné durant les années de ses études universitaires en raison de la propagation d'idées concernant la libération du peuple azerbaïdjanais du joug soviétique et son retour aux racines turciques. Durant les derniers mois d'existence de l'URSS, toutes ses idées étaient associées à la Turquie dont il réclamait le soutien dans ses discours.<sup>496</sup> Lors d'une entrevue à la télévision turque il disait : « *Nous applaudissons les efforts des journalistes turcs pour élucider les évènements de janvier 1990 dans la presse turque. Les manifestations publiques organisées en Turquie furent pour nous de même un soutien moral. La déclaration du ministère des Affaires étrangères (MAE) de la Turquie fut extraordinaire. Par contre, l'allocution d'Özal provoqua notre colère. Je n'y ai rien compris. Comme Atatürk le disait : « Nous sommes des Turcs d'abord et des musulmans après ». Nous l'affirmons partout.*<sup>497</sup> *Notre drapeau en est la preuve : la couleur bleue signifie l'unité turque, le rouge - le modernisme, les droits de l'homme, l'état de droit - et le vert - l'islam. Personnellement, je ne réclame pas à la Turquie d'exercer son devoir fraternel. Je veux simplement un soutien sur la question de la protection des droits de l'homme et de la démocratie en Azerbaïdjan* ». <sup>498</sup>

Publié dans le journal turc « Tercuman » le 24 décembre 1989, une partie de son discours résume bien son attitude envers la Turquie : « *Maintenant, nous soutenons la politique économique de Turgut Özal. Nous avons appris que cette politique économique a contribué énormément au redressement économique de la Turquie. Sa politique étrangère je la trouve incorrecte, mais l'économie se développe rapidement. C'est un modèle de développement économique pour nous. La Turquie est en train de construire des usines et des fabriques en Lybie et en Russie. Nous voudrions aussi la même chose ici chez nous. Que nos enseignants, étudiants,*

---

<sup>496</sup> « *Mon plus grand rêve – d'avoir la possibilité de visiter Tabriz. C'est mon point faible. Mais maintenant je ne veux pas y aller dans les conditions où je vais paraître devant les gens, et qu'un persan quelconque dise de me ne pas prendre la parole ou de ne pas rencontrer les gens. Le deuxième rêve – voir la Turquie. Les rêves de ma jeunesse. Voir d'abord Istanbul depuis le Bosphore et puis me rendre sur les tombes d'Atatürk et de Mamed Amin Rassulzadeh* ». BAYATLI Vaqif. « *Əbülfəz Elçibəylə baş-başa, ürək ürəyə* » (En tête-à-tête avec Eltchibey), *Xəzər*, décembre 1991, p. 69 ; voir aussi l'ouvrage de ELÇİBƏY Əbülfəz. *Bu mənim taleyimdir* (C'est mon destin), pour plus d'information sur les relations entre Eltchibey et la Turquie.

<sup>497</sup> Le fait qu'en azerbaïdjanais les mots « turc » et « turcique » ont un seul équivalent « *türk* », crée parfois une confusion chez les étrangers pour distinguer l'un de l'autre, ce qui fait qu'ils n'utilisent souvent que le mot « turc ».

<sup>498</sup> ELÇİBƏY Əbülfəz. *Bu mənim taleyimdir* (C'est mon destin). *Op. cit.*, p. 56-59.

*professeurs puissent visiter la Turquie. À cet effet nous adopterons aussi l'alphabet latin pour lire les livres en turc et afin d'effectuer notre unité avec la Turquie. Tous les peuples turcs doivent avoir leur alphabet commun ».*<sup>499</sup>

Dans un autre extrait de l'entrevue qu'il a accordée au journal Çapraz Kemal, en juin 2000, A. Eltchibey exprimait que : « *Après le départ des bases militaires russes du territoire de l'Azerbaïdjan, j'ai demandé à la Turquie d'installer ses bases militaires dans notre pays. Je leur ai dit d'y installer l'une de ses unités armées, mais ils ont décliné ma proposition. Ils m'ont pris pour un politicien irresponsable. Mais de quelle responsabilité parlons-nous en politique ? On use de son autorité et on trouve la solution au problème, c'est tout. La Russie, qu'est-ce qu'elle aurait pu faire après cela ? Rappelez-vous Bülent Ecevit pendant la crise de Chypre ? L'armée est intervenue et quoi ? L'Occident peut crier autant qu'il veut, ça ne changera rien ».*<sup>500</sup>

### 1. L'attitude de nouveau président envers la Turquie

Dans l'esprit du nouveau président, la Turquie était un pays démocratique occidental parmi les autres pays turcophones et musulmans. Thomas Goltz a décrit dans son livre quelles étaient les préférences d'Eltchibey en matière de politique étrangère : « *La direction vers laquelle Eltchibey portait son regard n'était un secret pour personne. Lui et son entourage du FPA envisageaient une coopération étroite avec Ankara. Mais une telle approche avec la Turquie, qui devait jouer le rôle de modèle politique et culturel pour l'Azerbaïdjan, renvoyait à l'idée que Eltchibey était panturquiste ou un partisan, croyant vivement à l'idée d'un monde «turc» uni, étendu de la mer Égée jusqu'à la Grande muraille de Chine. Pour lui Atatürk, le fondateur de la République turque, était un idéal, car en lui-même, il se considérait comme son disciple à titre exemplaire. Pourtant, Atatürk était considéré comme une personnalité assez contradictoire. L'atout principal des adeptes d'Atatürk s'est fondé sur la création de l'État turc et son identité nationale sur les ruines de l'Empire ottoman. Par ces considérations, afin de consolider l'identité nationale azerbaïdjanaise, Eltchibey aurait dû étudier l'histoire de l'Empire ottoman et la situation des minorités nationales y habitant - des Arméniens, des Kurdes, des Grecs et d'autres. Un autre problème de perception philosophique de l'identité turque par Eltchibey a été le fait que, à l'exception de quelques mois de présence de l'armée ottomane à*

---

<sup>499</sup> ELÇİBƏY Əbülfəz. *Bu mənim taleyimdir* (C'est mon destin). *Op. cit.*, p. 193-194.

<sup>500</sup> BAKİLER Bülent Yavuz. *Elçibey : Azərbaycan'ın unutulmaz lideri* (Eltchibey - le leader inoubliable de l'Azerbaïdjan), « Türk Edebiyyat Vakfı », 2009, p. 60.

*Bakou en 1918, le territoire de l'Azerbaïdjan n'a jamais fait partie intégrante ni de l'Empire ottoman ni de la Turquie contemporaine* ». <sup>501</sup>

Avec l'arrivée au pouvoir en Azerbaïdjan du gouvernement du Front populaire d'Aboufaz Eltchibey, la Turquie occupa une place primordiale dans sa politique étrangère. <sup>502</sup> Sans cacher sa faveur pour le peuple turc et ayant pour idole Atatürk, Eltchibey ne manquait pas non plus de souligner l'attrance qui le portait vers la Turquie : « *La Turquie occupera une place prépondérante dans notre politique étrangère* ».

Cette position résolument pro-turque s'expliquait par sa poursuite d'une ligne de politique étrangère n'allant pas à l'encontre de son partenaire stratégique. Lors de sa visite en Turquie, Eltchibey avait même déclaré que : « *Quoi qu'il arrive à l'Azerbaïdjan, le plus important c'est que la Turquie ne subisse aucun danger* ». La conclusion logique qui peut être tirée de l'ensemble des discours « souvent enflammés » de A. Eltchibey, c'est que la Turquie a trouvé sa place réelle en qualité de partenaire stratégique de l'Azerbaïdjan. <sup>503</sup>

Entre mars et mai 1992, les Arméniens entreprirent plusieurs attaques armées contre Nakhitchevan, malgré la trêve verbale qui avait été conclue entre Heydar Aliyev et le président arménien Levon Ter-Petrossian. En revanche, la Turquie prit la décision de s'impliquer dans la situation se déroulant à proximité de ses frontières, puisque le point d'attaque des Arméniens concernait aussi la ville de Sadarak située au croisement du Nakhitchevan, de l'Arménie et de la Turquie. La déclaration de Mühittin Fisunoğlu, commandant en chef des forces armées terrestres turques, de la préparation de son offensive militaire pour protéger le Nakhitchevan viendra aggraver la situation dans la région et suscitera une réaction immédiate de la Russie. Le maréchal Evgueni Chapochnikov, commandant en chef des forces unifiées de la CEI, menaça la Turquie que si son pays n'ordonnait pas le retrait inconditionnel de son armée il créerait les conditions d'une Troisième Guerre mondiale. <sup>504</sup> Une déclaration qui, sans doute, incita les Turcs à ne pas aggraver la situation.

---

<sup>501</sup> GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 254-255.

<sup>502</sup> Dans son livre « *Caucase post-soviétique* » Semih Vaner, expert français de la Turquie et du Caucase, définit la place et le rôle de la Turquie dans la politique étrangère de l'Azerbaïdjan. En caractérisant la proximité linguistique, ethnique et religieuse des deux pays, il souligna : « *La Turquie est l'allié naturel de l'Azerbaïdjan* », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI Mohammad-Reza. *Op. cit.*, p. 170.

<sup>503</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 123.

<sup>504</sup> La visite de Demirel à Moscou à la fin du mois de mai 1992 se solda un compromis entre la Turquie et la Russie à propos du conflit dans le Haut Karabakh. Les deux pays se prononcèrent conjointement sur l'interdiction du recours à la force pour un changement quelconque des frontières des Républiques et parvinrent à une décision

Le 28 mai 1992, en présence du Premier ministre turc S. Demirel, H. Aliyev<sup>505</sup> inaugura le pont de Sadarak situé à seulement à 5 km du lieu des combats entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens. Construit sur la rivière Araxe et reliant Nakhitchevan (Sadarak) à la Turquie (İğdır), ce pont d'une longueur de 288 m marquera pour S. Demirel, au moment de son inauguration « *Une nouvelle ère dans la coopération entre deux pays frères. Son rôle sera de réunir non seulement la Turquie à l'Azerbaïdjan, mais aussi l'Europe à l'Asie et au Caucase. Il transformera la désolation en espoir.*<sup>506</sup> *L'immense monde turcophone est déjà devenu une réalité. Et l'Azerbaïdjan, en suivant ce chemin, construira un État démocratique. Nous savons très bien le conflit causant la mort de tant d'innocents dans votre pays. Mais sachez que la Turquie ne vous abandonnera jamais. Nous défendrons le territoire et la souveraineté de l'Azerbaïdjan. Tous doivent se rendre compte qu'on ne peut pas s'emparer par la violence des territoires d'autrui* ». <sup>507</sup>

La présence de S. Demirel à la cérémonie d'inauguration du pont peut être interprétée différemment. Le Premier ministre turc a réussi à atteindre deux buts à la fois. Tout d'abord, S. Demirel arriva à l'inauguration du pont peu après avoir séjourné à Moscou. Aussi, en dépit du fait que Moscou considérait le Caucase du sud comme relevant de sa sphère d'intérêts vitaux, la visite de S. Demirel au Nakhitchevan fit comprendre à l'administration russe que la Turquie représentait une force dans la région et qu'elle ne resterait pas un simple observateur en cas d'agression du Nakhitchevan par l'Arménie. Ensuite, grâce à l'inauguration du pont, la Turquie reçut carte blanche pour son implication plus active dans le règlement du conflit au Karabakh ainsi que pour l'élargissement de sa coopération économique avec l'Azerbaïdjan, sachant que des produits alimentaires et des médicaments avaient déjà été acheminés par ce pont. Et enfin, grâce à sa politique plus active au Nakhitchevan, S. Demirel réussit à réduire les pressions

---

commune sur la suite de leur coopération. Le message fut réceptionné à Erevan et dès 28 mai les Arméniens arrêtaient leurs avancées vers Sadarak au Nakhitchevan. Un mois après cette déclaration Chapochnikov démissionna de ses fonctions purement symboliques. HALE William. *Op. cit.*, p. 64-65.

<sup>505</sup> Thomas Goltz, qui participa à la cérémonie d'inauguration du pont, mentionne dans son livre : « *Quand Heydar Aliyev est descendu de sa Volga noire (marque de voiture soviétique), les anciens communistes, qui faisaient maintenant partie de la délégation gouvernementale avec à sa tête Issa Gambarov, formèrent une ligne tout en arborant un large sourire. C'était assez amusant de découvrir leurs visages, comme si Heydar effectuait une inspection. Tous étaient ses anciens adjoints, assistants, mais corrompus, l'ayant trahi au moment du désespoir en faveur de Mutalibov, et pendant tout ce temps-là évitant avec acharnement toute rencontre avec lui. Mais maintenant tout semblait être différent. Apparemment, il était revenu et ils étaient tous venus se plier devant lui* ». (pour une description plus détaillée de l'inauguration du pont de l'Espoir et de la visite de l'administration politique de l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan, voir dans GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 207-214.

<sup>506</sup> D'où vient le nom du pont « Pont de l'espoir » (en traduction en azerbaïdjanais « Həsərət Körpüsü »).

<sup>507</sup> KERIMOV M. « Azerbajdzhan-Turcija : novaja era sotrudnichestva » (Azerbaïdjan – Turquie : une nouvelle ère de coopération), *Vyshka*, 29 mai 1992.



exercées par le président Turgut Özal, le président du Parlement Hüsamettin Çindoruk et celle de l'opposition politique turque.

Sur le plan politique, Süleyman Demirel était un réaliste qui analysait avec lucidité la situation dans la région et déterminait un rôle nouveau pour la Turquie. Il tentait par tous les moyens de ne pas impliquer son pays dans des aventures malencontreuses qui auraient pu causer des dégâts politiques et économiques pour son pays. Le journal *Christians Science Monitor* écrivait à ce sujet : « *Ce ne sont pas que les revendications irrédentistes par rapport à l'Iran que le leader du FPA (il s'agit de Aboulfaz Eltchibey) a réitéré dans son entrevue, mais aussi sa désintégration complète avec la création de cinq nouveaux États sur son territoire. Des déclarations de cette sorte démontrent que la Turquie soutient directement ou indirectement les affirmations de Aboulfaz Eltchibey ce qui suscite l'inquiétude de l'Arménie et des minorités nationales en Azerbaïdjan et en Iran. À leur tour, ils essayeront de manipuler les questions « ethniques » et « religieuses » en Turquie pour « réanimer » les anciennes revendications territoriales* ». <sup>508</sup>

Juste après l'élection de A. Eltchibey dans sa fonction de président de l'Azerbaïdjan en juin 1992, Turgut Özal sera le premier président d'un pays étranger à féliciter le leader du FPA. <sup>509</sup> Dans sa lettre de félicitations, il écrivit : « *Votre élection au poste du président fut la preuve de la volonté du peuple frère azerbaïdjanais de créer un modèle de développement social étatique qui se base sur la liberté, les droits de l'homme, le libéralisme et la laïcité. Je ne doute pas que vous saurez surmonter les difficultés et contribuerez à la prospérité d'une coopération (équitable) avec tous les pays voisins sur un pied d'égalité. Sur cette voie de développement, vous pourrez toujours compter sur l'aide de la Turquie* ». <sup>510</sup> Il paraît d'ailleurs intéressant de souligner la contribution personnelle du président turc à l'élection de A. Eltchibey. Yavuz Bülent Bakiler en témoigne dans son livre <sup>511</sup> : « *En janvier 1992, Turgut Özal a subi une intervention chirurgicale pour son cancer de la prostate aux États-Unis et je suis resté chez lui pendant 25*

---

<sup>508</sup> HUNTER Shireen. « Uregulirovat' Karabakhskij krizis » (Pour résoudre la crise du Karabakh), *Christians Science Monitor*, 02 juin 1992.

<sup>509</sup> Le journaliste de *Christians Science Monitor*, Daniel Shnejder témoignait dans son article : « *La victoire écrasante du leader du FPA Aboulfaz Eltchibey positionne solidement cette ex-République soviétique riche en pétrole au même rang avec la Turquie à laquelle elle est liée par un héritage musulman et ethnique commun. Une pareille perspective a déjà suscité l'inquiétude des milieux officiels de l'Iran, qui concurrence avec la Turquie le droit d'étendre son influence sur les six ex-Républiques soviétiques à population majoritairement musulmane. On observe la même réaction de la part de la Russie qui tend à déclarer ses intérêts stratégiques traditionnels au Caucase et en Asie centrale par le biais de la CEI* ». SHNEJDER, Daniel. « Uluchshenie azerbajdzhanotureckikh otnoshenij - vyzov Iranu i Rossii » (Amélioration des relations turco-azerbaïdjanaises – un défi pour l'Iran et la Russie), *Christians Science Monitor*, 11 juin 1992.

<sup>510</sup> « Turcija shlet svoi pozdravljenija » (La Turquie présente ses félicitations à l'Azerbaïdjan), *Bakinskij rabochij*, 18 juin 1992.

<sup>511</sup> Servet Kabaklı, l'un des journalistes turcs proches de Turgut Özal. De son temps, il fut le coordinateur du département « Le service du monde turc » dans le journal *La Turquie*.

*jours. Un jour, quand je suis entré chez lui, il était attristé et m'a dit que la ville de Choucha avait été annexée par les Arméniens au Karabakh et qu'il voulait, pour cette raison, prendre contact immédiatement avec Eltchibey. Lors de leur conversation téléphonique, il a dit : « Cher Eltchibey, je sais que l'Azerbaïdjan vient d'obtenir son indépendance et je désire énormément vous voir en tête de cet État indépendant. J'insiste que ce soit vous qui présentiez votre candidature pour les élections présidentielles. Dans ce cas-là vous aurez mon soutien personnel. Parlez-en aussi, s'il vous plaît, avec Alp-Arslan Türkeş. Après cette conversation entre Özal et Eltchibey, il m'a demandé d'apporter une aide au FPA pendant la campagne présidentielle en Azerbaïdjan. Suite à mes actions ultérieures nous avons imprimé 16 millions de photos d'Eltchibey et 50 millions d'affiches avec le slogan «Au nom de l'Azerbaïdjan uni votez pour Eltchibey» pour les envoyer à Bakou. En outre, une aide financière ponctuelle fut accordée à Eltchibey de la part des hommes d'affaires turcs, amis de Turgut Özal ».*<sup>512</sup>

Il convient de noter qu'à cette époque, on pouvait mentionner l'existence auprès du gouvernement turc, de trois courants portant leur soutien à tel ou tel candidat lors de la campagne électorale en Azerbaïdjan : Turgut Özal soutenait ouvertement Eltchibey ; les sympathies de Süleyman Demirel allaient plutôt à Heydar Aliyev ; Mesut Yılmaz, le leader du Parti de la Mère Patrie se montrait favorable à Etibar Mammadov. Après la victoire aux élections de A. Eltchibey, Nihat Çetinqaya membre du gouvernement de Süleyman Demirel viendra le rejoindre à Bakou, en qualité de conseiller du président de l'Azerbaïdjan.

## 2. La première visite officielle d'Eltchibey en Turquie en tant que le président de l'Azerbaïdjan indépendant

En juin 1992, nouvellement élu, A. Eltchibey se rendra pour la première fois à Istanbul et à Ankara pour participer au Forum international des chefs d'État du bassin de la mer Noire. En se prêtant à sa première entrevue auprès de journalistes turcs et étrangers, A. Eltchibey exprima son sentiment vis-à-vis de la Turquie : *« Je suis pour la première fois sur le sol anatolien, dont la belle image est restée gravée dans mon esprit après avoir pris connaissance de la littérature turque, de sa langue, de son histoire, de sa culture, du mouvement libérateur kémaliste etc. En étudiant les annales de l'époque, je rêvais toujours de me retrouver parmi les combattants pour l'indépendance de leur patrie. La terre de l'Anatolie est sacrée, car ici reposent de nombreux*

---

<sup>512</sup> Özal aida pour la première fois Eltchibey au début des années 1990, lorsque le FPA passait les moments difficiles de son existence, juste après les événements sanglants du 20 janvier. Lors de la visite de Özal à Bakou en mars 1991, le chef du service de la sécurité du président Feyzi İşbaşaran transmit à Eltchibey une enveloppe contenant de l'argent, malgré le fait que le président turc ne rencontrait pas à titre personnel les représentants du Front populaire. Voir les ouvrages de BAKİLER Bülent Yavuz. *Op. cit.*, p. 117-120 et ŞEN Yunus. *Op. cit.*, p. 86.

*hommes politiques et religieux tel que Mamed Amin Rassulzadeh, Mustafa Kemal Atatürk, Adam Mickiewicz et beaucoup d'autres militants pour l'indépendance* ». <sup>513</sup>

En décembre 1990, lorsque la Turquie proposa l'idée de créer l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEN)<sup>514</sup>, Turgut Özal n'imaginait même pas que, deux ans plus tard, au moment de la mise en place du projet, le nombre des participants doublerait pour réunir jusqu'à onze différents pays.

Cependant, malgré la persistance des problèmes à caractère économique et social, l'intérêt principal de la Turquie était la mise en place d'un projet pacifique, stable et raisonnable avec l'espoir de voir un jour les pays de la région, interdépendants économiquement, intéressés pour régler leurs problèmes existants par la voie pacifique et diplomatique. Suivant la logique turque, la Grèce et l'Arménie étaient associées à ce projet, parce que c'était avec eux que la Turquie avait le plus de problèmes. Le calcul d'Ankara était raisonnable : il était préférable d'inclure ces pays dans le projet et de coopérer avec eux, plutôt que de les rejeter et d'avoir des voisins vraisemblablement hostiles.

Du point de vue économique, la Turquie pouvait s'assurer un profit dans une perspective à long terme, car les pays du bloc socialiste avaient participé faiblement au marché de la production industrielle, ce qui ouvrait des possibilités pour la libre circulation des marchandises et des services. Ces pays possédaient aussi un niveau plus élevé dans l'enseignement technique, une industrie bien développée de produits de consommation, ainsi qu'une infrastructure logistique et des ressources naturelles. En choisissant de développer une agriculture et une industrie de produits de consommation, la Turquie y trouvait l'avantage de pouvoir exporter les produits nécessaires demandés par les nouvelles Républiques de la région et de jouer le rôle d'un carrefour pour les oléoducs et gazoducs en provenance de ces pays. <sup>515</sup>

Selon une déclaration de Süleyman Demirel, la Turquie envisageait de devenir le pays pivot dans la consolidation des relations économiques interrégionales. À cet effet, Ankara exprima sa disponibilité pour assumer la responsabilité d'associer des Républiques de l'Asie

---

<sup>513</sup> « Vstrechi na Anatolijskoj zemle » (Rencontre sur la terre anatolienne), *Bakinskij rabochij*, 30 juin 1992.

<sup>514</sup> OCEN – Organisation de la Coopération Economique de la mer Noire (Organizacija Chernomorskogo Ekonomicheskogo Sotrudnichestva).

<sup>515</sup> Un exemple statistique : le volume du commerce extérieur de la Turquie avec la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce et avec les ex-Républiques soviétiques augmenta de 2 milliards 300 millions de dollars en 1990 à 4 milliards et 100 millions dollars en 1994, ce qui supposait une augmentation du profit général du commerce extérieur de 6.7% à 10% en 4 ans. Parmi les pays de l'ex-Union, la part de la Russie dans le commerce représentait 69%, ainsi que 71% de l'exportation de ce pays vers la Turquie.

centrale et du Caucase du sud au système de l'économie mondiale et d'inciter les investisseurs occidentaux à signer des contrats à long terme avec ces nouveaux états indépendants.

En réponse à ces sollicitations, les pays occidentaux se montrèrent intéressés, dans un premier temps, par l'établissement de relations fiables avec les pays à riches ressources naturelles, y compris énergétiques. Dans ce contexte, le rôle de médiateur de la Turquie s'est révélé essentiel, car il comprenait l'ensemble des mesures destinées à la construction d'un réseau de communication moderne et l'infrastructure nécessaire pour les transports, afin de constituer un environnement juridique favorable. Ces mesures ont été indispensables pour attirer le capital étranger sur les marchés des nouveaux États indépendants. Une raison de plus pour la Turquie de faire avancer la coopération avec les pays du Caucase du sud, et soutenir ses propres intérêts économiques par l'exportation de son capital, de ses marchandises et de ses services.<sup>516</sup>

Pour atteindre ces objectifs, la Turquie et les structures de consultation créées spécialement à cet effet (chambres de commerce, conseils d'affaires, etc.) devaient soutenir les entrepreneurs turcs dans leurs différentes démarches. Notamment, en les aidant à établir des liens commerciaux entre les diverses entités économiques ; en contribuant à la recherche de partenaires fiables ; en réalisant des études de marché et des analyses de compétitivité ; en identifiant les domaines prospectifs de coopération et en organisant des expositions, séminaires, tables rondes et conférences, relatifs aux problèmes actuels auxquels sont confrontées les communautés d'affaires.

Cependant, si les intérêts économiques partagés donnèrent lieu à de vives discussions lors du Forum de l'OCEN (L'Organisation de la coopération économique de la mer Noire), les questions politiques suscitèrent encore bien davantage l'attention des participants. Il convient de noter que l'existence de conflits sanglants entre les pays de l'ex-Union soviétique élargissait l'ordre du jour du Forum pendant lequel les délégations des pays en guerre étaient sensées se rencontrer. Pour cette raison l'attention de toutes les délégations fut canalisée sur deux grands conflits : 1) la Transnistrie qui rassembla les dirigeants de l'Ukraine, de la Russie et de la Moldavie pour déterminer le statut ultérieur de cette région, et 2) le Haut Karabakh avec l'éventuelle rencontre entre les présidents de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Malgré la persistance du président arménien Levon Ter-Petrossian d'organiser ce tête-à-tête avec son homologue azerbaïdjanais, Eltchibey refusa aimablement l'offre de rencontre, car il

---

<sup>516</sup> KOPYLOV O.V. « K voprosu o politike Turcii v Zakavkaz'e » (A propos de la politique de la Turquie en Transcaucasie), recueil de textes *Blizhnij Vostok i sovremennost'*, №13, p. 49-50.

souhaitait qu'elle puisse être préparée en amont par les ministres des Affaires étrangères des deux pays.

L'Azerbaïdjan tira finalement profit de sa participation à une telle rencontre, car elle facilita son intégration dans la communauté politique et économique internationale. Lors de son discours, c'est cet impact positif du Forum qui incita le président azerbaïdjanais, d'avancer l'idée de la création d'une Communauté des États de la mer Caspienne. Dans son entrevue au journal turc « Türkiye », il affirma : « *Et alors, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, la Russie, le Kazakhstan et la Géorgie seront capables de fonder une organisation commune de la mer Caspienne. Cette situation favoriserait l'ouverture des portes du Caucase vers l'Europe via la mer Noire, et via la mer Caspienne les portes des pays turcophones s'ouvriront vers l'Europe* ». <sup>517</sup>

Le lendemain de la signature du document final du Forum économique, le président Eltchibey effectua sa visite officielle à Ankara où l'attendaient le Secrétaire d'État Akin Gönem et Alp-Arslan Türkeş (leader du Parti nationaliste). Il se rendit tout d'abord au mausolée de Mustafa Kemal Atatürk à Anitkabir et il y écrivit dans le livre d'or : « *Le plus grand gouverneur des Turcs. En me rendant sur votre tombe, j'ai senti la fierté pour moi-même et pour le peuple azerbaïdjanais. Ton soldat Eltchibey* ». <sup>518</sup> Il rencontra ensuite S. Demirel à Ankara et confirma l'élargissement des relations bilatérales. Pour l'ancrer dans les faits, l'Azerbaïdjan accueillera le 18 juillet 1992 une délégation turque composée de représentants de plusieurs compagnies pétrolières, telles que TPAO et BOTAŞ, pour entamer les négociations portant sur l'extension des relations économiques. <sup>519</sup>

En prenant la parole dans l'enceinte de la Grande Assemblée nationale de Turquie, sous les applaudissements continus des Parlementaires, excités par un discours enflammé en langue turque d'un dirigeant de pays de l'ex-URSS, Eltchibey affirma qu'en construisant leur propre État sur le modèle turc, les Azerbaïdjanais devaient se rendre compte de leur appartenance à la grande famille turcophone et s'associer aux idées de l'islam : « *Notre chemin principal, c'est le chemin choisi par Mustafa Kemal. Aujourd'hui l'histoire suit son nouveau chemin de*

---

<sup>517</sup> Article paru dans le quotidien *Türkiye*, « Tureckij mir ozhidaet jasnyj zavtrashnij den' » (Un jour ensoleillé attend le monde turc), cité dans TAHİRZADƏ Ədalət. *Prezident Elçibəy* (Le président Eltchibey). *Op. cit.*, p. 33-34.

<sup>518</sup> Pendant la visite du musée de M.K. Atatürk, Eltchibey ne cacha même pas ses larmes. Le journal turc *Hürriyet* décrit cet événement (« Elçibey anitkabir'de agladi ») daté du 27 juin 1992, ainsi que Vafa Guluzadeh (qui accompagnait le président lors de cette visite), dans son entrevue à l'auteur. ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p.446.

<sup>519</sup> *Ibid.*, p. 448-449.

développement. *Et je suis persuadé que bientôt sur la carte du monde, de nouveaux États indépendants turcophones feront leur apparition, aux côtés de la Turquie* »<sup>520</sup>

En août 1992, Tofik Gassymov, ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères entama une visite à Ankara pour préparer la venue officielle du président Eltchibey en Turquie, programmée au courant du mois de septembre ; elle n'eut toutefois pas bien en raison de l'aggravation de la situation politique dans le pays. Cependant, lors de cette réunion où il s'était entretenu avec le ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Çetin et le Premier ministre S. Demirel, Gassymov exprima son désir de voir Ankara devenir un centre d'activité de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan. Cette demande impliquait un accord sur le service protocolaire qui avait été signé le 11 août 1992, suite aux négociations selon lesquelles la Turquie se chargeait de soutenir l'Azerbaïdjan pour organiser et installer le service protocolaire du MAE de l'Azerbaïdjan et l'ouverture de l'ambassade de l'Azerbaïdjan en Turquie,<sup>521</sup> ainsi que quatorze autres projets de développement économique.<sup>522</sup>

Un autre moment, important de la présence de Gassymov à Ankara, concernera la signature de l'accord sur la coopération militaire entre l'Azerbaïdjan et la Turquie qui envisageait, dans une première étape, l'instruction de l'armée azerbaïdjanaise par des experts militaires turcs, ainsi que l'envoi d'un groupe d'officiers azerbaïdjanais pour poursuivre leurs études dans des écoles militaires turques. Le politologue Nazim Cafersoy donna ses explications sur l'accord qui avait été signé : *« Quand j'ai rencontré Tofik Gassymov en juillet 2000 à Ankara, il m'avait parlé des détails de l'accord de coopération militaire qui avait été signé. Selon ses affirmations, il lui coûtait beaucoup d'énergie et de forces pour inclure dans le texte de l'accord deux articles, notamment, une aide mutuelle entre les deux États en cas d'agression militaire de l'un d'entre eux par des États tiers, ainsi que l'aide de la Turquie attribuée gratuitement pour l'instruction de l'armée azerbaïdjanaise. Ces deux articles ont été repris depuis l'accord signé auparavant entre la Russie et l'Arménie sur la coopération dans le domaine militaire. L'objectif principal de cette démarche consistait à contrebalancer l'influence*

---

<sup>520</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Azerbajdzhan - vybor novogo puti* (Azerbaïdjan : le choix de la nouvelle orientation). *Op. cit.*, p. 113-114.

<sup>521</sup> Le premier groupe d'étudiants azerbaïdjanais de 2000 personnes fut reçu par le président Aboulfaz Eltchibey avant leur départ pour la Turquie. « Na uchebu v Turciju » (Aller en Turquie pour les études), *Bakinskij rabochij*, 22 septembre 1992.

<sup>522</sup> « Peregovory v Ankare » (Les négociations à Ankara), *Bakinskij rabochij*, 13 août 1992.

russe dans la région. Cette proposition de Gassymov n'a pourtant pas été approuvée par la partie turque ». <sup>523</sup>

### 3. Le Sommet des « Républiques turcophones post soviétiques » à Ankara à l'automne 1992

Du 29 au 31 octobre 1992 se tiendra à Ankara, sur une initiative du président turc, le Sommet des « Républiques turcophones post-soviétiques » <sup>524</sup>, qui prévoyait la participation des présidents de l'Azerbaïdjan A. Eltchibey, du Kazakhstan N. Nazarbaïev, du Kirghizistan A. Akaïev, du Turkménistan S. Niyazov et de l'Ouzbékistan I. Karimov.

Il faut noter que ce Sommet avait pour but d'élargir l'influence turque dans les nouveaux États turcophones. <sup>525</sup> Mais, à l'étape initiale de cette volonté d'élargissement, la Turquie se heurtait déjà à un obstacle géostratégique en ce sens que, en dehors de quelques kilomètres de frontière commune avec le Nakhitchevan, elle restait coupée du reste du monde turcophone, car même l'Azerbaïdjan, son plus proche État frère, était séparé par l'Arménie. Par conséquent, l'un des objectifs majeurs de la conférence resta celui de promouvoir des convergences de positions sur l'histoire commune, la langue, la religion, et de développer des liens économiques et commerciaux sur le vaste marché ouvert au monde turc et s'étendant de la Chine à l'Europe.

Dans son intervention à ce Sommet, Turgut Özal indiqua la nécessité de créer un marché commun, avec une libre circulation des personnes et des capitaux et l'éventuel passage par la Turquie des oléoducs et gazoducs destinés aux marchés mondiaux. Dans sa conclusion, il assura qu'aucun des pays voisins ne devait s'inquiéter du regroupement des nouvelles Républiques parce que cette union n'avait pas pour but d'entreprendre une quelconque action contre la Russie et l'Iran. <sup>526</sup>

---

<sup>523</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 124-125.

<sup>524</sup> La réunion suivante eut lieu à Istanbul en 1994, puis à Bichkek (Kirghizistan, 1995), à Tachkent (Ouzbékistan, 1996), à Astana (Kazakhstan, 1998), à Bakou (Azerbaïdjan, 2000), à Istanbul (Turquie, 2001), et à Antalya (Turquie, 2006). A partir de 2006, la conférence se déroulera chaque année avec la participation des chefs d'États de l'ensemble des pays membres.

<sup>525</sup> L'idée de la convocation du Sommet des pays turcophones fut lancée pour la première fois après le voyage de Turgut Özal au Kazakhstan et fut évoquée à Bakou en mars 1991. Mais à cette période, ce n'était encore qu'un rêve inimaginable. Süleyman Demirel l'annonça officiellement lors de sa tournée dans les pays turcophones d'avril 1992 et proposa de l'organiser en Turquie à l'automne de la même année. Afin de donner une importance primordiale à cet événement, la décision fut prise de le rapporter à la célébration du 69<sup>ème</sup> anniversaire de création de la République turque par Mustafa Kemal Atatürk. En outre, le Sommet serait également l'occasion de célébrer l'ouverture officielle de l'ambassade des pays turcophones à Ankara.

<sup>526</sup> MƏMMƏDLİ Natiq. *Mərkəzi Asiyanın türk dövlətləri və Türkiyə* (La Turquie et les pays turcophones de l'Asie Centrale), Bakou, « AzAtam », 2005, p. 114-115.

Malgré l'importance de l'évènement, quelques problèmes majeurs opposèrent les représentants des délégations des pays participants. Ainsi, lorsque la question de la langue de communication entre les délégations des pays turcophones se posa, les délégations optèrent dans leur grande majorité pour l'utilisation commune de la langue russe, qui est officiellement parlée dans les pays de l'URSS, obligeant les Turcs à recourir à des traducteurs-interprètes. Par ailleurs, un malentendu opposa le président azerbaïdjanais à son homologue ouzbek Islam Karimov qu'il accusa d'avoir réprimé violemment l'opposition en Ouzbékistan. À l'époque certains membres de l'opposition politique ouzbèke trouvèrent refuge en Azerbaïdjan.

Avec sa proposition de créer une structure internationale supra-étatique, le gouvernement turc suscita des tensions entre les pays turcophones. Pour le président Özal, il s'agissait de construire un espace économique supranational turc incluant un marché commun turc, des systèmes énergétiques régionaux communs, l'acheminement des ressources énergétiques, une banque régionale de développement, la libre circulation des citoyens et des capitaux ainsi que la création d'une langue commune pour les États turcophones. Ces suggestions suscitèrent une grande perplexité auprès de la majorité des dirigeants des Républiques turcophones, qui étaient davantage enclins à une coordination d'activités conjointes en s'appuyant de préférence sur le développement des relations bilatérales.

Mécontent de cette proposition turque, le président kazakhstanais N. Nazarbaïev déclara que la création d'une communauté basée sur des principes ethniques et linguistiques ne rapprochait pas, mais au contraire séparait les peuples. Il se prononça contre le passage des oléoducs et gazoducs par le territoire de la Turquie et refusa de signer la déclaration commune concernant le conflit au Karabakh. Il exprima enfin sa volonté de voir la coopération entre les pays turcophones ne pas nuire aux relations déjà existantes au sein de la Communauté des États indépendants.<sup>527</sup>

Malgré ces contradictions, la Turquie ne modifia pas sa politique de rassemblement sous son égide de tous les peuples turcophones. Des rassemblements seront ainsi organisés par le gouvernement turc lors des rencontres entre les chefs d'État des pays turcophones, et par l'intermédiaire de différentes associations et organisations non-gouvernementales turques comme, par exemple, les communautés turques d'amitié, de fraternité et de coopération (*kurultays*) qui ont été appelées, dans ce contexte, à jouer un rôle essentiel. Ces rassemblements sont organisés régulièrement depuis 1993 en Turquie et dans d'autres Républiques turcophones.

---

<sup>527</sup> ŞEN Yunus. *Op. cit.*, p.61.



Pour étendre son influence dans l'espace de l'ex-Union soviétique, la Turquie ne disposait cependant pas de ressources politiques et économiques suffisantes. Sa lutte contre les insurgés kurdes, qui se battaient pour leur autonomie au sein de la Turquie, a épuisé la confiance que les nations occidentales lui portaient en tant que pays se prétendant être à la fois démocratique et respectueux des droits de l'homme. Malgré son importance pour l'OTAN, l'Occident considérait la Turquie comme un pays potentiellement dangereux, à confession musulmane et désirant, de surcroît, adhérer à l'Union européenne. D'un point de vue économique, avec son niveau élevé d'inflation et son chômage structurel, la Turquie ne semblait pas non plus être en état de faire face à de nouveaux défis<sup>528</sup>.

En analysant dans ses mémoires le Sommet des pays turcophones, le président kazakhstanais Noursoultan Nazarbaïev écrivait : « *La plupart des gens furent tentés par l'idée que la Turquie pourrait résoudre tous nos problèmes... Mais qu'est-ce qui s'est passé en réalité ? Tout ça signifiait renoncer à l'indépendance récemment acquise, rompre les relations traditionnelles avec les voisins, à la place d'un seul « frère aîné » juché sur les épaules d'un autre... Oui, nous avons des racines communes, les mêmes ascendants, culturellement nous avons beaucoup de choses en commun, mais pendant longtemps nous avons vécu séparément. J'ai proposé de rétablir, d'une façon civilisée, des liens perdus, mais à condition de respecter l'indépendance récemment acquise et la souveraineté de chaque État. Mais nous ne pouvions pas rompre les liens avec d'autres peuples et d'autres États, d'établir à nouveau des relations inévitables avec qui ce soit* ». <sup>529</sup>

À la fin du Sommet les dirigeants des États turcs signèrent la Déclaration d'Ankara et furent d'accord pour organiser annuellement des *kurultay* (le sommet), la prochaine devant se tenir à Bakou, en mai 1993.<sup>530</sup> Malheureusement, le décès de Turgut Özal en avril 1993 ainsi que la situation politique difficile en Azerbaïdjan mirent fin à ce projet. En outre, pour signer les contrats dans le domaine énergétique, la Turquie décida de procéder à des pourparlers bilatéraux avec le président A. Eltchibey qui venait d'entamer, le 1<sup>er</sup> novembre 1992, sa visite officielle dans la capitale turque.

---

<sup>528</sup> DE PAUW Freddy. *Op. cit.*, Chapter IX, p.133.

<sup>529</sup> NAZARBAÏEV Noursoultan. *Na poroge XXI veka* (A la veille du XXI<sup>e</sup> siècle), Almaaty, « Atamura », 2003, p. 196-197.

<sup>530</sup> Pendant le premier *kurultay* qui sera organisé à Antalya en mars 1993, et suite à la décision prise par les chefs d'État des pays turcophones lors de la première organisation supra nationale turque, le Haut Conseil des Républiques turcophones fut créé. Par la suite, les *kurultay* prirent un caractère plus représentatif avec la participation des hauts fonctionnaires du gouvernement turc. Le sixième *kurultay* qui a été organisé à Bursa en 1998, et lors duquel S. Demirel sera proclamé « le père du monde turcophone », a été suivi par 550 délégués, alors que, le huitième, organisé en mars 2000 à Samsun, accueillera 900 délégués. DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 225.

L'expert en relations internationales İsmayıl Musa souligna l'importance historique de la rencontre entre les deux États pour la consolidation de leurs relations bilatérales : a) lorsque l'avion du président azerbaïdjanais pénétra dans l'espace aérien de la Turquie, des avions de chasse des Forces aériennes turques l'accompagnèrent jusqu'à son atterrissage à Ankara ; b) un accueil très chaleureux sera réservé à Eltchibey (contrairement à ce qui avait été le cas pour d'autres présidents de Républiques turcophones), et il sera hébergé dans la « suite royale » de l'hôtel « Hilton » ; c) la réception en l'honneur d'Eltchibey sera tenue dans le Palais du Shah, à « Dolmabağça » qui n'a ouvert ses portes que deux fois au cours des dix dernières années, la première, en 1989, pour y accueillir George H.W. Bush, le président des États-Unis ; d) la visite officielle et toutes les autres dépenses des cent quinze membres de la délégation azerbaïdjanaise furent prises en charge sur les fonds personnels du président turc ; e) le président Özal accompagna personnellement Eltchibey pendant son voyage à travers le pays ; f) le titre de « Docteur Honoris Causa » fut attribué au président de l'Azerbaïdjan à l'Université d'Erciyaz où Turgut Özal avait fait ses études universitaires.<sup>531</sup>

Durant la visite d'Eltchibey à Ankara six accords de collaboration<sup>532</sup> allaient être signés, dont les articles les plus importants stipulaient : la prise en charge par la Turquie d'une aide à la construction industrielle et urbaine ; la mise en place du système bancaire, de l'enseignement, de la modernisation du système de communication, de la construction de nouvelles stations téléphoniques, de la création d'entreprises conjointes dans les domaines du transport aérien, de la santé et de l'industrie légère et alimentaire.<sup>533</sup> La partie turque a assuré Eltchibey de toute assistance à l'Azerbaïdjan dans la mise en place des réformes pour passer à l'économie de marché et à la démocratisation. Lors de la conférence de presse organisée au sein de l'aéroport d'Izmir, le président Özal déclara : « *On peut sortir de toute situation même de la plus difficile avec dignité. L'Azerbaïdjan doit développer son économie. Il est important d'effectuer la privatisation des terres, des logements, des entreprises de production et du secteur des services qui seront les premières démarches de l'intégration au marché économique mondial. La mise en œuvre des réformes économiques est compliquée, il ne faut pas précipiter les choses, surtout avec la privatisation des grandes entreprises industrielles. La Turquie aidera l'Azerbaïdjan à*

---

<sup>531</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 605-606.

<sup>532</sup> ŞİMSİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 478-482.

<sup>533</sup> Parmi les accords conclus, le plus important fut le *Traité des relations mutuelles et de coopération*, comportant douze articles, et portant sur une durée de 10 ans, avec une prolongation automatique de cinq ans, si aucune des parties n'exprime sa volonté de le résilier. L'un des articles de l'accord prévoyait l'approfondissement de la coopération économique entre les deux états, ainsi que la baisse des impôts pour les hommes d'affaires turcs, investissant dans l'économie azerbaïdjanaise. ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p. 143.

surmonter les difficultés pendant la période de transition et je ne vois aucun obstacle pour développer des relations normales entre nos pays ». <sup>534</sup>

Suite aux réformes entreprises en Azerbaïdjan, Eltchibey évoqua le perfectionnement du système de gouvernance et de démocratisation de la société : « *Nous pensions construire en Azerbaïdjan un modèle de « petit États-Unis ». Ayant pris connaissance de nos projets visant la construction étatique, Turgut Özal m'a dit à plusieurs reprises : « Vous êtes sur le bon chemin. Il ne faut pas vous détourner de ce chemin. Nous réalisons maintenant avec quelle facilité nous prenons des décisions politiques dans les États ayant ce modèle de gouvernance »* ». <sup>535</sup>

Le 2 novembre 1992, Eltchibey participa à l'inauguration de l'ouverture de l'ambassade de l'Azerbaïdjan à Ankara. <sup>536</sup> Il nomma Mammad Aliyev au poste d'ambassadeur plénipotentiaire et Abbas Acaloğlu à celui de consul général à Istanbul. <sup>537</sup> L'ouverture de l'ambassade avait aussi un caractère symbolique puisque la première ambassade azerbaïdjanaise à Ankara avait été ouverte en 1921 avec Israfil Abilov comme premier ambassadeur et la présence, lors de son inauguration, de Mustafa Kemal Atatürk. Soixante et onze ans plus tard, le drapeau tricolore de l'Azerbaïdjan flottait à nouveau dans le ciel turc. Témoin oculaire de la cérémonie d'ouverture, Bilâl Şimşir écrivit le texte de l'allocution de Turgut Özal qui fut repris du discours prononcé en son temps par Atatürk. Le président Özal lu intégralement le texte tout en accentuant les paroles de Atatürk : « *La joie et le malheur du peuple azerbaïdjanais – ce sont les nôtres. Nous nous réjouissons énormément qu'il vive dans la prospérité* ». Et Özal rajouta : « *Nous avons gardé dans nos cœurs le drapeau azerbaïdjanais flottant dans le ciel. Et voilà qu'aujourd'hui nous arborons à nouveau ce drapeau que nous avons porté si longtemps dans nos cœurs, il ne descendra jamais* ». <sup>538</sup>

Pourtant, *de facto* les résultats de la coopération économique s'avérèrent plus modestes que prévus. Le crédit accordé pour une durée de cinq ans l'était plutôt « sous condition » : en premier lieu, 100 millions de dollars (dont 20 millions pour le Nakhitchevan) étaient prévus

---

<sup>534</sup> KERIMLI M. « Dialog prezidentov » (Le dialogue des présidents), *Vyshka*, 04 novembre 1992.

<sup>535</sup> TAHİRZADƏ Ədalət. *Prezident Elçibəy* (Le président Eltchibey). *Op. cit.*, p. 196.

<sup>536</sup> Ce fut pour la première fois que le chef de la diaspora azerbaïdjanaise en Turquie, Muhammed Kengherli remit à Eltchibey le drapeau qui fut posé sur la tombe de Mamed Amin Rassulzadeh en 1955. En prenant le drapeau dans ses mains, Aboulfaz Eltchibey l'embrassa et le mit sur son front, en signe du respect pour Mamed Amin Rassulzadeh.

<sup>537</sup> « *Le professeur de physique Mammad Aliyev, si je ne me trompe pas, enseignait le français à l'étranger, dans les pays arabes, et collaborait avec le KGB. L'important est qu'il fut l'homme proche de Heydar Aliyev. Après l'arrivée de H. Aliyev au pouvoir, il occupa le poste d'ambassadeur de l'Azerbaïdjan en Turquie pendant six ans* ». Entrevue de l'auteur avec Zardusht Alizadeh, Bakou, 24/04/2012.

<sup>538</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 484.

pour acheter en Turquie des produits alimentaires, des médicaments et d'autres matériaux de première nécessité, et l'autre partie du crédit devait être utilisée pour la mise en place de certains projets dans le domaine de construction industrielle avec la participation obligatoire des compagnies turques.<sup>539</sup>

La déception du gouvernement azerbaïdjanais fut suscitée par l'ajournement par Eximbank (la banque turque dont 50% des actifs appartiennent à l'État) d'accorder à l'Azerbaïdjan les 600 millions de dollars qui étaient prévus pour la finalisation de la modernisation de sa logistique et l'approvisionnement en eau potable de la ville de Bakou. L'historien russe Stanislav Chernyavskiy soulignait à ce sujet : *« Il est évident qu'Ankara n'était pas en mesure de soutenir ses ambitions politiques par les moyens économiques, ses actifs financiers étant plus faibles que les besoins et les demandes de Bakou. La Turquie, accablée par ses propres problèmes intérieurs, ne pouvait pas jouer le rôle de donateur principal de l'économie azerbaïdjanaise. Sans doute, la récession de l'économie turque au début des années 1990 en était la cause. À part cela, « le modèle kémaliste » de modernisation de la société, choisi par Eltchibey comme un modèle à suivre en Turquie, se disloquait sous le poids d'une offensive du fondamentalisme musulman. L'identification volontariste de la nation azerbaïdjanaise à la nation turque, son histoire à celle de la Turquie, proclamée par le nouveau président azerbaïdjanais eurent de sérieuses conséquences négatives. Cette approche offrait aux adversaires de l'Azerbaïdjan des raisons pour transmettre aux Azerbaïdjanais « la culpabilité historique » pour les événements tragiques qui s'étaient déroulés en Turquie en 1915. Autrement dit, les Azerbaïdjanais (comme d'ailleurs les Turcs) étaient accusés de toutes les horreurs commises par l'Empire ottoman contre les peuples dominés. De cette façon, l'image d'un voisin féroce – ennemi avec lequel la coexistence pacifique était impossible, fut enracinée dans la conscience nationale de la diaspora arménienne aux États-Unis et en Europe occidentale. Le panturquisme d'Eltchibey, constamment alimenté par sa démagogie « révolutionnaire », joua objectivement contre l'Azerbaïdjan, instillant le soupçon quant aux racines de l'ethnie azerbaïdjanaise représentée partiellement par un autre peuple. Ce phénomène privait les Azerbaïdjanais du droit historique à leur propre patrie, y compris sur le Karabakh. Suite à cette interprétation, l'Azerbaïdjan indépendant parut devant la communauté internationale en tant que « pays éphémère aux frontières imaginaires » ».*<sup>540</sup>

---

<sup>539</sup> On parvint à des ententes sur l'acheminement en Azerbaïdjan d'une quantité considérable de médicaments déficitaires et des « ambulances » ainsi que sur la formation et les stages des médecins azerbaïdjanais dans les hôpitaux d'Ankara et d'Istanbul. La partie turque a pris à sa charge toutes les dépenses.

<sup>540</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 103-104.

Pourtant, les deux pays nouèrent des relations à grande échelle ce qui incita la compagnie nationale azerbaïdjanaise du pétrole (SOCAR) à annoncer, le 5 décembre 1992, sa décision d'associer les compagnies turques au projet d'exploitation du pétrole de la mer Caspienne. Suite à cette décision, dès le 7 décembre, le vice-Premier ministre turc Erdal İnönü se rendra à Bakou pour une visite officielle afin de voir en détail une série de questions concernant la coopération, ainsi que l'éventualité de pouvoir régler certains problèmes administratifs qui étaient posés aux entreprises turques, du fait que la législation azerbaïdjanaise ne répondait pas pleinement aux standards européens. D'où la déclaration d'Eltchibey à ce sujet : « *Il faut avouer que nous ne disposons pas pour l'instant d'un appareil efficace répondant aux standards européens. Et que, par ailleurs, nous n'avons pas encore réussi à adopter les lois importantes sur cette question. Approuver et signer des papiers est une chose, les mettre en œuvre par le biais des structures exécutives concrètes en est une autre* ». <sup>541</sup>

## **B. L'Arménie provoque une dissension entre Bakou et Ankara**

Malgré le caractère intense du développement de leurs relations mutuelles, un certain refroidissement entre les deux pays commença à se dessiner à partir du mois de novembre 1992. L'une des raisons du changement d'attitude du gouvernement azerbaïdjanais vis-à-vis de la Turquie concernait l'autorisation donnée par ce pays, sous la pression des pays occidentaux et notamment des États-Unis et de la France, de faire transiter par son territoire des cargaisons d'aide humanitaire à destination de l'Arménie. De plus, durant le même mois, un accord prévoyant la vente de 300 millions kwh d'électricités sera signé entre l'Arménie et la Turquie, puis suivi à partir de décembre 1992, par un approvisionnement en blé <sup>542</sup>.

Afin d'améliorer les relations de son pays avec la Turquie, le président arménien Levon Ter-Petrossian entama à partir d'octobre 1992 des pourparlers avec le gouvernement turc avec, pour objet, la question de l'ouverture des frontières entre l'Arménie et la Turquie. Pour prouver sa détermination, le président arménien entreprit quelques mesures concrètes, notamment, le limogeage de Raffi Hovannisian, son ancien ministre des Affaires étrangères réputé pour ses discours anti-turcs, et l'interdiction aux représentants du Parti Dachnak basé en Grèce, d'organiser une manifestation pour son soutien à Erevan, capitale de l'Arménie.

En revanche, la décision de Süleyman Demirel de faire transiter l'aide pour l'Arménie par la Turquie provoqua la colère de Bakou sans que ce mécontentement ne se transforma en

---

<sup>541</sup> « Prebyvanie v Baku Erdala Inonju » (Le séjour de Erdal İnönü à Bakou), *Vyshka*, 08 décembre 1992.

<sup>542</sup> « Turcija peresmotrit soglashenie » (La Turquie révisera l'accord), *Bakinskij rabochij*, 04 décembre 1992.

accusation. Pourtant, pendant les réunions officielles entre les délégations turque et azerbaïdjanaise, elle fut soulevée par cette dernière. Par exemple, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Tofik Gassymov caractérisa cette décision comme un « couteau planté dans le dos ». <sup>543</sup> De son côté, l'ambassadeur de l'Azerbaïdjan à Ankara accusa les Turcs qu'en décidant d'aider l'Arménie, ils contribuaient aux efforts des Arméniens de s'accaparer de nouvelles régions au Karabakh.

Contrairement au gouvernement turc, qui resta silencieux sur le sujet, la réaction de l'opinion publique turque était tellement forte qu'elle obligea Demirel à réviser l'accord sur la vente d'électricité à l'Arménie, <sup>544</sup> malgré le fait qu'il ne voyait aucun rapport entre l'aide qu'il souhaitait accorder et le problème du Haut Karabakh. Dans son entretien avec le représentant du Congrès américain Joseph Kennedy, il affirma : « *En ce qui concerne l'aide à l'Arménie, trois questions ont été discutées avec moi : 1) la Turquie permettra de faire transiter les cargaisons contenant l'aide humanitaire et les soumettra à un contrôle ; 2) elle créera des conditions pour la transmission de blé et de carburant à l'Arménie et 3) elle établira des relations économiques avec l'Arménie dans le cadre du projet de la Coopération en mer Noire* ». <sup>545</sup>

En janvier 1993, la pénurie de blé va aussi être ressentie en Azerbaïdjan. La Turquie prendra la décision de lui envoyer 500 mille tonnes de farine et de lui proposer la gratuité pour les 50 mille premières tonnes. Transaction qui occupa également les discussions du président Eltchibey lors de sa rencontre avec le ministre de l'Agriculture de la Turquie Dancmettin Cövhari.

En janvier 1993, un autre coup viendra bousculer les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Cette fois-ci, ce sera l'article-entrevue de Süleyman Demirel, publié dans la presse turque sous le titre « Le KGB provoque Eltchibey » et qui aura pour effet de plonger les relations entre le Premier ministre turc et le président Eltchibey au niveau d'un véritable malentendu, car il prétendait démontrer la position déterminée de Süleyman Demirel de soutenir l'Arménie. Suite à la diffusion de cet article, S. Demirel se dépêcha d'affirmer que ses paroles avaient été mal interprétées et que cette publication ne pourrait, en aucun cas, interférer dans les relations entre

---

<sup>543</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p. 30.

<sup>544</sup> RUİNTÖN Sevinc. *Op. cit.*, p. 48-49.

<sup>545</sup> Sur l'insistance de la France, la Turquie se chargea de ne pas fouiller les avions sur son territoire. Ce qui signifiait que sous la marque d'aide humanitaire, on pouvait acheminer sur le territoire de l'Arménie l'armement venu de France. À ce propos, Eltchibey reçut l'ambassadeur de la Turquie le 28 janvier et lui fit part de son mécontentement. « *Türkiyə prezidenti Ermənistanı yardım və Garabağ münaqişəsi arasında bağlılıq görmür* » (Le président turc ne voit pas le lien entre le conflit au Karabakh et l'aide turque accordée à l'Arménie), *Azadlıq*, 06 février 1993.

l'Azerbaïdjan et la Turquie. Aussi précisa-t-il sa pensée : « *Si aujourd'hui la Turquie prend une position anti-arménienne, elle se retrouvera dans le camp anti-azerbaïdjanais, parce que l'Arménie est largement soutenue par la communauté internationale. Le Karabakh est en guerre. Il existe un complot contre nos deux pays frères. C'est pourquoi les Azerbaïdjanais ne doivent pas se donner aux émotions et offrir aux ennemis la possibilité d'endommager nos relations. La Turquie suit de près les événements et réagit avec grande prudence. Elle essaye qu'on n'attribue pas au conflit une connotation religieuse comme une confrontation entre les musulmans et les chrétiens* ». <sup>546</sup> Analysant les événements, Vafa Guluzadeh, commenta les propos de Demirel : « *Compte tenu de la situation créée, Demirel avait raison. Avant l'effondrement de l'URSS, les États-Unis avaient eu besoin de la Turquie en tant qu'allié au sein de l'OTAN pour protéger les flancs sud. Cette nécessité a disparu avec l'effondrement de l'Union soviétique. Aujourd'hui, avec les changements géopolitiques dans la région, la diaspora arménienne tente de présenter les Turcs comme des adversaires des États-Unis. Voilà pourquoi l'Azerbaïdjan doit soutenir la Turquie, car ils sont des voisins naturels et alliés très proches* ». <sup>547</sup>

Pourtant, l'hiver de 1993, avec l'affaiblissement de la réussite des forces armées azerbaïdjanaises sur les fronts du Karabakh, s'avérera très difficile pour la vie sociale et politique de la République. À cause de ce contexte, Eltchibey annulera certaines de ses visites à l'étranger, et ne participera pas non plus au Forum de Davos de février 1993 en Suisse. <sup>548</sup>

La déception profonde vis-à-vis de la Turquie se renforcera encore davantage avec le déploiement des attaques militaires arméniennes sur les positions azerbaïdjanaises au Karabakh. Le fait que la Turquie favorisa l'entrée par son territoire de l'aide humanitaire pour l'Arménie, dont une partie, selon le gouvernement, aurait servi à approvisionner en armes les combattants arméniens, porta, aux yeux des Azerbaïdjanais, un fort coup à sa confiance et à son prestige.

Aussi, pour contribuer au soulagement des relations entre leurs deux pays, le MAE turc renforça, en mars 1993, ses efforts pour un cessez-le-feu au Karabakh que la signature en amont de l'accord sur l'exploitation des gisements pétroliers dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne était sensée favoriser. Le passage de l'oléoduc à travers le territoire arménien semblait être essentiel malgré la persistance de la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Pourtant, les

---

<sup>546</sup> « Suleyman Dəmirəl azərbaycanlıları şaiyəyə uymamağa çağırır » (Süleyman Demirel appela les Azerbaïdjanais à ne pas réagir aux provocations), Tribune de Genève, *Azadlıq*, février 1992.

<sup>547</sup> *Ibid.*

<sup>548</sup> TAHİRZADƏ Ədalət. *Prezident Elçibəy* (Le président Eltchibey). *Op. cit.*, p. 212.

efforts déployés par le ministre des Affaires étrangères turc Hikmet Çetin et son homologue russe Andreï Kozyrev pour sortir de l'impasse n'obtinrent pas les résultats escomptés.

Pour tenter de donner un souffle nouveau aux négociations, le leader du Parti nationaliste Alp-Arslan Tūrkeş entama à Paris, des pourparlers informels avec Levon Ter-Petrossian<sup>549</sup>. L'objectif principal de cette initiative était de contribuer à la libération des prisonniers civils et militaires des parties belligérantes, geste de bonne volonté qui aurait pu marquer le début d'un nouvel accord du cessez-le-feu, mais les négociations restèrent malheureusement infructueuses.

#### 1. Les pertes territoriales au Karabakh augmentent la déception du gouvernement d'Eltchibey envers la Turquie

Dès la fin du mois de mars, les Arméniens entreprirent une offensive massive en direction de Kalbadjar, qui tomba entre leurs mains le 1 avril 1993. En analysant ces événements, on peut deviner pourquoi la Russie, en saisissant l'opportunité du dynamisme diplomatique de la Turquie, décida de jouer sa carte contre le rapprochement d'Ankara et d'Erevan. En soutenant l'avancée des Arméniens à Kalbadjar, le président russe Boris Eltsine, le 8 avril 1993, prit l'initiative d'activer les efforts des parties belligérantes pour trouver un règlement pacifique au conflit du Haut Karabakh sous l'égide de la Russie.<sup>550</sup> Cette démarche enterra donc définitivement le plan de la Turquie de faire passer l'oléoduc par le territoire arménien.

Accusant « la main invisible de la Russie » dans le conflit arméno-azerbaïdjanais, le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan Tofik Gassymov exprima dans une entrevue que : « *La Russie est responsable des nouvelles attaques et occupations de nos territoires saisis par l'Arménie. Elle ne veut pas voir la paix s'établir dans la région et dans ce but, les soldats russes déployés en Arménie participent directement à l'occupation de nos territoires. Ceci est dicté par l'envie de maintenir la région dans la sphère des intérêts de la Russie* ». Entre temps, l'occupation de Kalbadjar suscita de nombreuses manifestations de soutien, organisées à Istanbul

---

<sup>549</sup> Samson Özararat, d'origine arménienne né en Turquie, organisa la rencontre de Alp-Arslan Tūrkeş avec le président Ter-Petrossian. Dans les années 1980, il se maria en France et obtint la nationalité française. Assez influent, ayant des connaissances au sein de l'administration politique turque, il organisa également l'aide en approvisionnement en blé à l'Arménie (41 mille tonnes de blé et de farine). Mais en voulant recevoir l'appui des nationalistes turcs (ce furent les nationalistes qui érigèrent, presque toujours, les intérêts de l'Azerbaïdjan en priorité absolue) il organisa la rencontre de Tūrkeş avec Ter-Petrossian dans le but de contribuer à l'évolution du conflit, en poursuivant aussi ses intérêts personnels. ŞEN Yunus. *Op. cit.*, p. 80-82/90-92.

<sup>550</sup> La rencontre eut lieu à Sotchi, entre le secrétaire d'État azerbaïdjanais Panah Husseynov et le ministre d'État pour la défense et la sécurité de l'Arménie Vazghen Sarkissian, sous égide du ministre de la Défense russe Pavel Gratchev. Cependant, on ne parvint à aucune entente écrite du cessez-le-feu compte tenu du caractère informel de rencontre.



et dans d'autres villes de la Turquie. Un bouquet de fleurs noires sera même déposé démonstrativement devant l'ambassade de Russie à Ankara.<sup>551</sup>

Bouleversée par les nouvelles pertes territoriales des Azerbaïdjanais au Karabakh, la société turque exigea de son gouvernement d'entreprendre des mesures décisives afin de soutenir ses « confrères », moralement et financièrement. Les chefs des fractions parlementaires accusaient Demirel de contribuer à l'occupation arménienne au Karabakh, par l'octroi de l'aide humanitaire à l'Arménie.

L'ancien assistant du président Eltchibey, Adalet Tahirzadeh, donne dans son livre son avis sur cette situation : *« Après la prise de Kalbadjar, sous la pression de la société, le gouvernement turc a pris la décision de contrôler les avions effectuant des vols de Syrie à destination de l'Arménie. Au sein du gouvernement turc, on observait une attitude équivoque envers l'Azerbaïdjan. D'un côté, le président Özal se montra favorable à toute aide pour l'Azerbaïdjan, pendant que le gouvernement de Demirel préférait agir avec prudence. Lors de mon séjour en Turquie du 29 mars au 6 avril 1993, je me suis rendu compte à quel point les journaux critiquaient Demirel pour son refus de mettre à la disposition de l'Azerbaïdjan deux hélicoptères, nécessaires pour évacuer les civils de Kalbadjar. Mais la tentative de Demirel de justifier son attitude par le manque des moyens techniques de la Turquie d'envoyer les hélicoptères en Azerbaïdjan, ne tient pas debout, car en 1999, lorsque Heydar Aliyev tomba malade il envoya deux avions pour évacuer le président azerbaïdjanais pour lui apporter une aide médicale immédiate. »*<sup>552</sup>

L'attitude personnelle d'Özal pour l'Azerbaïdjan qui s'exprime par son amour et son inquiétude humaine par rapport aux évènements sanglants du Haut Karabakh, provoqua assez régulièrement des malentendus au sein du Conseil des ministres turc. Ses appels à l'octroi d'une éventuelle aide militaire à l'Azerbaïdjan suscitèrent le mécontentement du ministre des Affaires étrangères Hikmet Çetin qui l'abandonna en pleine réunion à l'ambassade turque de Bichkek (Kirghizistan), en avril 1993, le gouvernement de Demirel n'admettant d'aucune manière cette perspective.<sup>553</sup> Pour Demirel l'invincibilité des Russes s'était gravée dans l'esprit des turcs

---

<sup>551</sup> TAHİRZADƏ Ədalət. *Prezident Elçibəy* (Le président Eltchibey). *Op. cit.*, p. 265.

<sup>552</sup> *Ibid.*, p. 274.

<sup>553</sup> Eltchibey raconta aux médias turcs : *« J'ai demandé à Süleyman Demirel de nous envoyer des militaires turcs. Il a refusé. Alors je lui ai proposé d'envoyer des volontaires, à savoir les Turcs d'origine azerbaïdjanaise effectuant leur service militaire au sein de l'armée turque. J'y ai insisté même lors des négociations avec l'adjoint du Premier ministre Erdal İnönü, et lui, à son tour, a transmis cette information à Hikmet Çetin. Mais le ministre des Affaires étrangères, partisan fervent de Demirel, nous envoya en aide un général retraité »*. ÜLKÜ İrfan. *Op. cit.*, p. 123. Il

depuis la Guerre froide, dont l'implication active de la Turquie dans le règlement du conflit au Caucase du sud pouvait conduire le pays à devoir faire face à « l'Armée rouge ». Dans notre entrevue avec le politologue Araz Aslanlı, celui racontait que lors de ses années d'études en Turquie, ses interlocuteurs turcs faisaient souvent allusion à « l'invincible Armée rouge ».

Contrairement à la réaction de la société turque à l'agression arménienne contre l'Azerbaïdjan, le gouvernement réagira immédiatement, mais se limitera à exprimer une menace verbale à l'encontre de l'Arménie. En avril 1993, le Premier ministre Süleyman Demirel affirma que personne ne devait s'imaginer que son pays abandonnerait l'Azerbaïdjan, mais que la Turquie tenterait de résoudre cette question en gardant la tête froide. Il continua donc à apporter son soutien à l'Azerbaïdjan, mais de manière diplomatique nécessaire au sein de l'ONU et de l'OSCE. Cette attitude était aussi dictée par la volonté de la Turquie de ne pas laisser de place à l'Iran et à la Russie pour jouer les rôles de médiateur, et pour affermir ses positions relatives au Caucase du sud par des moyens militaires, diplomatiques ou autres. Dans cette optique, Ankara, tiendra au courant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner la politique expansionniste de l'Arménie.<sup>554</sup>

Par la suite, le représentant permanent de la Turquie à l'ONU, Mustafa Akşin déclara aux journalistes : « *La Turquie ne tolérera pas le démembrement de l'Azerbaïdjan et ne permettra à personne d'effectuer un changement unilatéral forcé de ses frontières ainsi que d'accaparer le territoire azerbaïdjanais. Si le pays a subi une intervention militaire sur son territoire, alors, selon l'article 51 de la Charte de l'ONU, celui-ci a le droit à la légitime défense individuelle ou collective. À mon avis, de quoi s'agit-il ? Clairement, que l'Arménie doit quitter les territoires occupés, car dans le cas du Haut Karabakh il n'a rien à voir dans cette région* ». <sup>555</sup>

L'implication de la Turquie dans le règlement du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie n'empêcha nullement Turgut Özal de mener une politique étrangère offensive vis-à-vis des pays turcophones. À cette fin, du 4 au 15 avril 1993, le président turc effectua une tournée officielle dans les États turcophones. Sa visite en Azerbaïdjan débuta le 13 avril et dura 3 jours durant lesquels Turgut Özal se proposait de faire savoir à la communauté internationale que la Turquie considérait l'Azerbaïdjan comme un pays-frère, partageant avec lui toute son amertume et défendant ses intérêts de la même manière que les siens.<sup>556</sup>

---

est intéressant d'ajouter que l'un des conseillers militaires du président Eltchibey fut Yaşar Demirbulak, un général d'origine turque, <http://moderator.az/?xeber=36001>

<sup>554</sup> DE PAUW Freddy. *Op. cit.*, Chapter IX, p.134-135.

<sup>555</sup> « Turcija preduprezhdaet » (La Turquie prévient), *Bakinskij rabochij*, 10 avril 1993.

<sup>556</sup> GADZHIEV S. « Sbudutsja li prognozy » (Les pronostics, se réaliseront-ils ?), *Bakinskij rabochij*, 15 avril 1993.

Lorsqu'au moment de son voyage à Tachkent Turgut Özal apprit la nouvelle de l'occupation de Kalbadjar, il accusa l'Arménie d'avoir violé les principes de l'ONU et de la CSCE portant sur l'intégrité territoriale des pays membres et vivement recommandé de ne pas se condamner à l'isolement dans la région par une politique expansive envers l'Azerbaïdjan, dont il serait prêt à mettre fin, le moment venu, par le lancement de quelques missiles.

L'expression de cette menace du président turc sera reprise par tous les médias internationaux et suscitera une certaine confusion, non seulement en Arménie - par crainte d'une guerre et en raison du déploiement de l'armée turque<sup>557</sup>, plusieurs villages arméniens situés à la frontière avec la Turquie furent évacués, mais aussi dans le monde entier. Les États-Unis réagirent immédiatement en appelant la Turquie à faire preuve de prudence dans la résolution du conflit. Cette réaction des Américains était compréhensible puisqu'en s'impliquant plus directement dans le conflit, la Turquie aurait pu mettre la communauté internationale en face de la menace d'une nouvelle guerre. Par ailleurs, une telle implication de la Turquie aurait également pu contribuer à modifier la nature du conflit en lui attribuant une nuance religieuse pouvant dégénérer en confrontation entre chrétiens et musulmans, ce qui aurait été intolérable et impossible de laisser faire. Enfin, les États-Unis incitaient par tous les moyens d'impliquer activement la Turquie dans la région du Caucase du sud, où la Russie et l'Iran entamaient ensemble leur expansion diplomatique.

Mais, à l'exception de la situation délicate liée à l'occupation de Kalbadjar et de la réaction faite par le président Özal, la visite à Bakou porta plus essentiellement sur des aspects économiques et commerciaux. Plus de moitié de la délégation (220 personnes) était composée par des représentants de différentes entreprises industrielles turques, en dépit du fait qu'aucun nouvel accord ne devait être signé. Les partenaires ont donc plutôt concentré leurs travaux sur la mise en œuvre des accords déjà signés. Malheureusement, la demande du gouvernement

---

<sup>557</sup> Le commentateur politique du journal *Milliyet* Nur Batur s'est penché sur l'éventuelle intervention militaire de la Turquie dans le conflit : « Par exemple, suite l'adoption de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, le Koweït reçut de l'aide et se libéra de l'occupation irakienne. Pourtant, cette fois-ci, le Conseil de sécurité n'a pas adopté une décision similaire ce qui complique la situation. En plus, l'Arménie n'est pas considérée comme un pays agresseur, mais la résolution exige uniquement que les Arméniens du Karabakh libèrent le territoire occupé de Kalbadjar. Que se passera-t-il si le Conseil de sécurité adopte une décision pareille ? Il faudrait recevoir l'avis du Parlement de la République turque (il sera, certainement, positif, compte tenu du fait que les négociations préliminaires furent entamées par les députés du parti nationaliste de Türkiye) et effectuer l'intervention. Elle doit supposer, en premier lieu, une intervention militaire au Nakhitchevan, selon l'accord de Qars conclu en 1921, et deuxièmement, une aide militaire à l'Azerbaïdjan ». RUFƏTOĞLU Zülfüqar. « Azərbaycan daha bir narahat aprel yaşamaqdadır » (L'Azerbaïdjan dans un tourbillon d'inquiétude), *Azadlıq*, 14 avril 1993.

azerbaïdjanais de signer un texte d'accord prévoyant une coopération dans le domaine militaire ne recevra pas de réponse favorable de la part de gouvernement turc.<sup>558</sup>

À la suite des déclarations démonstratives de T. Özal, le partenaire turc ne désira aucunement prendre à sa charge une union militaire avec l'Azerbaïdjan et préféra régler le conflit par la voie pacifique dans le cadre de la CSCE.<sup>559</sup> À ce propos, Sevinc Ruinten, la chercheuse du monde turcophone, écrira dans son livre : « *La prétention de Özal que l'implication de la Turquie pourrait créer une situation conflictuelle au Proche-Orient, n'est pas argumentée puisque l'article de l'accord du Traité de sécurité collective (DKB en russe) qui a été signé entre l'Arménie et la Russie prévoit qu'en cas d'agression de l'un des deux pays signataires de l'accord par un pays tiers, le recours mutuel pour la mise en place d'une défense militaire et sécuritaire. Alors, la question qui se pose est la suivante : « qu'est-ce qui a empêché la Turquie de suivre cet exemple ? ».* Apparemment, les analystes ont raison de dire que malgré le soutien moral accordé par la Turquie à l'Azerbaïdjan, elle n'est pas susceptible de monter des liens de coopération militaire ? ».<sup>560</sup> Nous ne partageons pas pleinement les arguments de Ruinten, car ils ne répondent pas intégralement aux réalités de l'époque. Assez souvent, les analystes et les politologues négligent le fait que la Turquie était membre de l'OTAN et que, conformément à son statut dans cette Institution, elle ne pouvait pas agir unilatéralement en envoyant son contingent militaire sans avoir son aval. Et elle ne pouvait pas non plus approvisionner en armement des pays tiers, y compris l'Azerbaïdjan. Pour approvisionner sa propre armée, la Turquie recourait régulièrement à de l'armement venu d'Allemagne avant qu'elle n'établisse elle-même un embargo sur la vente d'armes à des pays tiers. Il faut noter que la présence russe au Caucase mettait toujours la Turquie sous tension. Cependant, en dehors du partage de leurs sphères d'influence au Caucase, les deux pays promouvaient une coopération économique et avaient en commun des projets de plusieurs milliards de dollars.

---

<sup>558</sup> GADZHIEV S. « Sbudutsja li prognozy » (Les pronostics, se réaliseront-ils ?). *Art cit.*

<sup>559</sup> Dès son retour à Ankara, le président Özal aborda lors de sa première conférence le sujet de l'aide militaire turque à l'Azerbaïdjan. Tout en critiquant véhémentement les allocutions pleines d'émotions des dirigeants des départements militaires de la Turquie, il expliqua que l'introduction d'un contingent militaire au Nakhitchevan restait toujours plausible, alors que la situation venait de changer. « *Quand un pays défend sa patrie de ses propres forces, l'introduction des forces armées d'un autre pays n'est pas admissible. Nous ne pouvons que les soutenir moralement et financièrement. Mais n'avons aucun droit d'entrer en guerre* » - déclara-t-il. « Bir daha Türkiyənin hərbi yardımına dair » (Une nouvelle aide militaire de la Turquie à l'Azerbaïdjan), *Azadliq*, 18 avril 1993.

<sup>560</sup> RUIÑTƏN Sevinc. *Op. cit.*, p. 53.

## 2. La mort du président Özal en Turquie et le renversement du président Eltchibey en Azerbaïdjan

Trois jours après le retour du président Turgut Özal à Ankara, il décéda subitement le 17 avril 1993 des suites d'une attaque cardiaque.<sup>561</sup> Sa disparition sera durement ressentie en Turquie, mais aussi en Azerbaïdjan. Aussi, la politique turque plus émotionnelle menée par Özal vis-à-vis de l'Azerbaïdjan sera progressivement remplacée par la politique plus pragmatique de Süleyman Demirel qui apportera plus de soutien à H. Aliyev qu'à A. Eltchibey. À leur retour d'Ankara, Özal avait confié à Servet Kabaklı : *« Nous devons soutenir Eltchibey. C'est un homme qui aime la Turquie. En plus, il est démocrate, courageux et intelligent. Les portes du monde turc se trouvent en Azerbaïdjan. Mais la clé de ces portes - c'est Eltchibey lui-même. Les dirigeants des pays turcophones ne l'aiment pas parce qu'il est différent. C'est un président élu par la voie démocratique, et il n'a pas de passé communiste. La Russie, d'une part, l'Iran et l'Arménie, de l'autre, suivent de près les événements se déroulant dans la région. Notre Premier ministre n'apprécie pas non plus Eltchibey. Voilà pourquoi, si nous ne le soutenons pas, alors les affirmations de Demirel concernant le « monde turc de l'Adriatique jusqu'à la Grande Muraille de Chine », et mon rêve de voir le XXI<sup>e</sup> siècle devenir « le siècle des Turcs » seront suspendus en l'air, autrement cela n'aurait aucun sens ».*<sup>562</sup>

Eltchibey se rendit à Ankara pour participer aux funérailles de Özal. Grâce aux relations étroites qu'il avait entretenues avec la famille du président turc, on lui proposa de rester en tête de la colonne composée par les présidents et d'hommes d'État étrangers qui participaient à la cérémonie des funérailles.

Après les obsèques, Eltchibey rencontra son homologue arménien Levon Ter-Petrossian. L'initiative de cette rencontre était à mettre au crédit des Arméniens, car, trois jours après l'occupation de Kalbadjar, la Turquie avait officiellement décidé de fermer ses frontières avec l'Arménie. Lors de leurs échanges, A. Eltchibey et L. Ter-Petrossian discutèrent de la possibilité de signer un cessez-le-feu et de trouver les moyens pour libérer Kalbadjar de la présence des formations militaires arméniennes. Le 20 avril 1993, Gérard Libaridian représentant du président arménien en matière de politique étrangère exprima devant les fonctionnaires du MAE sa volonté de « briser la glace »<sup>563</sup> entre l'Arménie et la Turquie. En retour, le gouvernement turc répondra

---

<sup>562</sup> BAKİLER Bülent Yavuz. *Op. cit.*, p. 130.

<sup>563</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 540.

favorablement à l'idée de donner une suite aux négociations, mais à condition que le sujet du règlement du conflit du Haut Karabakh puisse être au cœur de leurs préoccupations.

Suite à cette rencontre, il fut convenu de déclarer que les parties belligérantes s'étaient accordées sur le principe d'un règlement du conflit dans le cadre de la CSCE et impliquant le retrait de toutes les unités militaires arméniennes de Kalbadjar et, la création d'une commission des représentants de cinq pays (États-Unis, Russie, France, Turquie, Ukraine) pour la mise en œuvre du mécanisme de retrait des forces armées de la zone de conflit et l'élaboration du projet final visant le cessez-le-feu. Dans cette commission, les États-Unis étaient représentés par James Baker, secrétaire d'État et Clifton Wharton, l'adjoint du vice-président des États-Unis, alors que la Russie était représentée par Albert Tchernychev, ambassadeur à Ankara et par Vladimir Kazimirov, conseiller du ministre des Affaires étrangères russe sur le Karabakh. De son côté, exprimant son intention de poursuivre les négociations, A. Eltchibey, proposa à L. Ter-Petrossian d'utiliser la « diplomatie téléphonique » entre les présidents et de confier aux ministres des Affaires étrangères la mission de se réunir entre eux jusqu'à l'élaboration des mécanismes principaux visant le règlement du conflit.

Ancien membre du service de sécurité du président Eltchibey (mais aussi son neveu), Ilgar Gadirguluoğlu évoqua les faits suivants dans ses mémoires : « *Dans la Grande Assemblée nationale de la Turquie, le président Eltchibey s'entretint avec le général afghan Abdul Rachid Dostom en compagnie de Heydar Aliyev. Le président géorgien Édouard Chevardnadze s'approcha d'Eltchibey et lui communiqua le message de L.Ter-Petrossian. S'approchant du président azerbaïdjanais ce dernier le salua en parfait azerbaïdjanais : « Bonjour, Monsieur le président, comment allez-vous ? ».* Surpris par sa connaissance de la langue azerbaïdjanaise H. Aliyev qui se trouva à côté d'Eltchibey demanda à Ter-Petrossian jusqu'à quel point il connaissait l'azerbaïdjanais. Petrossian lui répondit qu'il le comprenait un peu, car il fit ses études à la faculté des langues orientales, comme le président Eltchibey ».<sup>564</sup>

À la suite de son entretien avec L. Ter-Petrossian, Eltchibey expliqua : « *Ter-Petrossian fut déterminé dans sa décision de sortir de la confrontation militaire et de passer au règlement pacifique du conflit par la voie diplomatique. Notamment, avec l'implication plus active des États-Unis, de la Russie, de la France et d'autres pays étrangers il poursuivait le but de mettre fin à cette guerre pour ouvrir les frontières de l'Arménie avec la Turquie, l'Iran et toute l'Europe. Par ces moyens, il parviendrait à sauver l'Arménie de l'effondrement social et de sa*

---

<sup>564</sup> TAHİRZADƏ Ədalət. *Prezident Elçibəy* (Le président Eltchibey). *Op. cit.*, p. 286.

*crise économique. Plus tard, j'ai reçu des suggestions de la part de la Turquie, de la Russie, des États-Unis et même de l'ONU d'un tête-à-tête avec le président Levon Ter-Petrosian, afin de discuter ensemble et trouver les moyens pour arrêter le conflit. Suite à l'accord verbal avec mon homologue arménien, les unités militaires arméniennes devraient quitter Kalbadjar le 18 juin 1993, et les réfugiés devraient pouvoir revenir dans leurs maisons. Mais, la situation changea en Azerbaïdjan ce qui joua en faveur des Arméniens qui se plaignaient de la dualité du pouvoir existant en Azerbaïdjan (d'un côté le gouvernement d'Eltchibey et de l'autre les rebelles du colonel Suret Husseynov) qui décidèrent de poursuivre les négociations lorsque la situation se clarifierait. Mais c'était déjà trop tard, car la Russie poursuivait l'objectif de me renverser et elle a réussi son pari ».*<sup>565</sup>

Au mois de mai 1993, Süleyman Demirel deviendra le nouveau président de la Turquie et une délégation des Parlementaires turcs se rendra en Azerbaïdjan peu de temps après son élection à la tête du pays. Malgré les attentes de la partie azerbaïdjanaise de signer un accord de coopération militaire avec le nouveau gouvernement turc, le chef de la délégation Bülent Akarçali n'y donnera pas suite en expliquant que la Turquie n'envisageait aucun accord dans le domaine militaire, ni avec l'Azerbaïdjan, ni avec les autres pays turcophones de l'Asie centrale.<sup>566</sup> Son argument s'appuyait sur le manque de moyens économiques et politiques d'Ankara, compte tenu de fait que la politique pragmatique du nouveau président turque se focalisait plutôt sur l'expansion culturelle vers le nouveau monde turcophone.

Après l'élection du nouveau président, le centre analytique « Touran » caractérisait comme suit, l'évolution des relations turco-azerbaïdjanaises : *« Que signifient pour l'Azerbaïdjan les changements récents dans les structures gouvernementales de la Turquie ? Il est clair qu'ils n'influenceront pas profondément leurs relations bilatérales. Certaines nuances existent cependant. Jusqu'au dernier moment, Bakou a jonglé en sa faveur sur la contradiction existant entre Turgut Özal et Süleyman Demirel pour attirer leur attention sur un règlement pacifique du conflit du Haut Karabakh. Mais maintenant, l'approche plus pragmatique de la part de la Turquie va dominer l'approche émotionnelle de l'époque d'Özal. Espérons qu'avec le temps, les relations entre les deux États atteindront leur plus haut niveau, et que la Turquie nous traitera comme un pays à droits égaux et un partenaire stratégique avec son économie développée et une politique étrangère indépendante ».*<sup>567</sup>

---

<sup>565</sup> *Ibid.*, p. 286-287.

<sup>566</sup> RUIŦTÖN Sevinc. *Op. cit.*, p. 54.

<sup>567</sup> « Azərbaycan-Türkiyə münasibətlərində euforiya əhval-ruhiyyəsi səngiməkdədir » (L'euphorie dans les relations azerbaïdjano-turques diminue considérablement), *Ayın*, 26 mai 1993.

En juin 1993, l'Azerbaïdjan sera confronté à des perturbations politiques et militaires. Le changement d'attitude de la politique turque vis-à-vis de l'Azerbaïdjan se fera jour lors du coup d'État dirigé contre le gouvernement de A. Eltchibey et son renversement par le colonel rebelle Suret Husseynov. Il faut noter que la Turquie apporta son soutien à Eltchibey, mais seulement dans le cadre des déclarations diplomatiques de son MAE. Selon Bilâl Şimşir, la réunion extraordinaire à laquelle participa le ministre Hikmet Çetin se tiendra quatre jours après les événements sanglants qui s'étaient déroulés en Azerbaïdjan et où la plupart des participants se prononceront contre l'ingérence de la Turquie dans les affaires intérieures du pays.<sup>568</sup>

Le 9 juin 1993, à la veille de son voyage à Athènes, Hikmet Çetin fit cette déclaration lors d'une conférence de presse : « *La menace d'une guerre civile a généré l'agitation et l'inquiétude en Turquie. La révolte militaire contre le système démocratique ne peut pas être appréciée ni par la Turquie ni par la communauté internationale. Pour cela, nous souhaitons que ce problème soit résolu par un consensus susceptible d'assurer l'unité du peuple azerbaïdjanais et la victoire de la démocratie* ». <sup>569</sup> Quelques jours plus tard, une délégation conduite par Ali Naci Tuncer et Özdem Sanberk, respectivement adjoints du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur turcs se rendirent à Bakou, mais cette mesure tardive ne changea rien à l'évolution des événements. Ce sera la dernière délégation qu'Eltchibey pourra accueillir avant de quitter Bakou le 17 juin 1993.

La réaction assez froide de Demirel envers Eltchibey provoqua une tempête de critiques à l'adresse du président turc à qui l'on reprocha son inaction en faveur de l'Azerbaïdjan. Installé à Keleki (Nakhitchevan), Eltchibey se plaindra dans un entretien accordé à des journalistes turcs, du manque d'attention et de soutien de la part de Demirel. « *Où est Süleyman Demirel? Pourquoi ne dit-il rien ? Quand Heydar Aliyev a été nommé président du Soviet suprême de l'Azerbaïdjan, il l'a appelé immédiatement et l'a félicité. Il évite de me parler directement et ne communique uniquement avec moi qu'à travers de tierces personnes. Moi, je suis président, comme lui d'ailleurs. Je le considérais comme mon ami et attendais une déclaration de sa part, une réaction quelconque à mon endroit* ».

Le 21 juin 1993, après la vive critique des médias turcs à son encontre, Süleyman Demirel adressa une lettre de soutien à Eltchibey en le remerciant pour tout ce qu'il avait fait

---

<sup>568</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 556.

<sup>569</sup> « Zayavlenie Ministerstva Inostrannykh Del Turcii » (Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la Turquie), *Bakinskij rabochij*, 10 juin 1993.



pour le monde turc et pour l'Azerbaïdjan.<sup>570</sup> Le lendemain, un émissaire du MAE se rendra à Keleki afin de remettre à Eltchibey un téléphone portable destiné à lui permettre d'entretenir des relations avec le gouvernement turc.<sup>571</sup>

À son niveau, la Turquie redoubla ses efforts pour associer la CSCE dans le mécanisme de soutien d'Eltchibey par la communauté internationale. Cependant, le 24 juin 1993, malgré le soutien qu'apportera le président azerbaïdjanais pour tenter de résoudre la crise politique intérieure du pays par des voies pacifiques, le Parlement national votera une motion de censure contre Eltchibey et l'écartera de ses fonctions présidentielles.

Dans son livre, Turgut Er, ancien représentant de l'ambassade turque en Azerbaïdjan, rapporte l'information concernant le soutien de la Turquie à H.Alyev lors de son arrivée à Bakou en juin 1993 à travers son entrevue de Ertuğrul Güven, ancien membre du service de renseignement turc (MIT), et l'un des représentants de l'ambassade de Turquie à Bakou : « *Des rumeurs circulaient sur la volonté d'Eltchibey de réunir les Azerbaïdjanais du nord et du sud (la minorité azérie vivant actuellement en Iran) qui suscita des craintes chez Demirel, qui furent aussi partagées par la Russie et l'Iran. Parce que la réunification des Azerbaïdjanais supposait le démembrement de l'Iran et pouvait aussi entraîner des perturbations au Turkménistan et dans d'autres Républiques turcophones de l'Asie centrale. Ce qui pouvait menacer la Turquie de s'impliquer dans une politique régionale potentiellement dangereuse et menaçante, non seulement pour les pays du Caucase du sud mais pour la région dans son ensemble. Compte tenu de cette tendance dangereuse, Süleyman Demirel prit la décision de soutenir Aliyev (qui avait gardé de bonnes relations avec les généraux du service de la Sécurité fédérale (FSB) à Moscou et maintenait des liens politiques et économiques avec l'Iran)* ». <sup>572</sup>

La politique asthénique de la Turquie vis-à-vis du gouvernement d'Eltchibey peut s'expliquer pour trois raisons. Tout d'abord, l'administration du nouveau président Demirel était consciente que la Russie était responsable du coup d'État en Azerbaïdjan et n'a pas osé lui faire face, car la Turquie maintenait des relations économiques bilatérales avec l'administration de Boris Eltsine. Ensuite, après les événements de Chypre qui avaient terni l'image internationale

---

<sup>570</sup> Dans le film documentaire de Andreï Kontchalovski « Le fardeau du pouvoir », dédié à Heydar Aliyev, Süleyman Demirel témoignait : « *Eltchibey n'a pas coltiné ce fardeau. Il m'a téléphoné un jour et m'a annoncé que les rebelles étaient à 50 km de Bakou en me demandant « qu'est-ce que nous allons faire? ». Je lui ai dit de trouver Heydar Aliyev immédiatement. Il a répondu que Heydar Aliyev était assis à ses côtés. Alors je lui ai dit : réfléchissez ensemble et ne laissez pas l'Azerbaïdjan tomber entre les mains des rebelles* ». KONTCHALOVSKI Andreï. « *Bremja vlasti* » (Le fardeau du pouvoir), film documentaire, 2005, <https://www.youtube.com/watch?v=064pWje1NaM>

<sup>571</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 586-587.

<sup>572</sup> ER Turgut. *Op. cit.*, p. 116-119.

de la Turquie, Demirel évita à tout prix de soutenir ouvertement les déclarations d'Eltchibey pour ne pas subir les critiques des pays occidentaux. À cette époque, l'objectif principal de la Turquie était de devenir membre de l'Union européenne. Enfin, une coopération stratégique avec l'Azerbaïdjan aboutirait tôt ou tard à la confrontation des intérêts de la Turquie avec la Russie.<sup>573</sup>

---

<sup>573</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 133.

## Chapitre 2 : L'établissement de l'équilibre (1993-1998)

### *Section 1 : De la politique pro-turque au partenariat privilégié entre les deux pays après l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev (1993-1998)*

Avant de procéder à l'analyse détaillée du développement de la situation après l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev, il nous paraît intéressant de découvrir le rôle qu'à joué la Turquie, d'une façon ou d'une autre, dans le coup d'État fomenté en Azerbaïdjan. Nous avons déjà souligné les raisons de l'évolution de l'attitude du gouvernement turc vis-à-vis du président Eltchibey. Mais pour prouver cette implication de la Turquie, il nous paraissait nécessaire de pouvoir nous appuyer sur les témoignages des participants à ces événements. Nous avons trouvé ces témoignages, dont l'objectivité semble difficilement pouvoir être remise en cause, dans les livres de Turgut Er et de Thomas Goltz qui présentent, à notre avis, un intérêt certain pour mieux comprendre la situation dans la République à cette époque.

Dans son ouvrage, Turgut Er compare le témoignage de trois personnes : 1) Atila Gaya, le chef d'un groupe de jeunes Turcs dans le camp militaire près de Bakou : « *Cette nuit, quand Eltchibey quittait la capitale de la République, nous étions au bureau du ministre azerbaïdjanais de la Défense Dadash Rzayev. Il se plaignait de la situation désespérée et de l'impossibilité d'entreprendre quoi que ce soit pour résoudre le problème, car l'armée n'obéissait à personne. Alors, nous avons proposé au ministre d'autoriser à une centaine d'officiers turcs de la base militaire située près de Bakou, d'agir immédiatement en vue de prévenir le coup d'État. Mais ceci nécessitait un coup de fil de l'administration présidentielle azerbaïdjanaise, pour contacter directement l'ambassadeur turc Altan Karamanoğlu, mais il ne nous a pas répondu. Peu de temps après, nous avons eu Kâşif Kozinoğlu (d'origine turque) au téléphone, le chef du Service de la sécurité d'Eltchibey, qui nous a demandé de quitter immédiatement le bureau du ministre et de rentrer à l'hôtel* » ; 2) Irfan Sapmaz, un journaliste turc : « *Suret Husseynov, avec une colonne de chars avança de Gandja vers Bakou. Une délégation avec, à sa tête, le colonel Levent Ersöz (d'origine turque), a barré la route pour stopper l'avancement de S. Husseynov. Pendant leur conversation Ersöz essaya, à tout prix, d'empêcher Husseynov d'arrêter sa marche militaire, en le menaçant de subir par la suite des conséquences négatives. Suret Husseynov, à son tour, menaçait Ersöz de téléphoner directement à A. Demirel. Devant cette menace de Husseynov, Ersöz recula devant lui et laissa passer le convoi militaire* » ; 3) Ridvan Sapmaz, journaliste turc (Ridvan et Irfan sont des frères, l'un représentait le journal turc « Günaydin », l'autre « Hürriyet » à Bakou) : « *J'ai contacté Mustafa Görürılmaz, le journaliste de la chaîne*

télé TRT, le 17 juin vers une heure du matin, et lui ai transmis l'information selon laquelle Eltchibey allait quitter la capitale à destination du Nakhitchevan d'où il se dirigerait vers la Turquie. Personnellement je ne pouvais pas m'imaginer qu'Eltchibey pouvait partir en Turquie sans ignorer le risque qu'il pourrait prendre pour lui-même et pour son entourage. Il fallait prendre des mesures d'urgence pour prévenir une telle évolution de la situation. Görüryılmaz a transmis mes propos à Alp-Arslan Türkeş qui lui avait répondu qu'Eltchibey resterait en Azerbaïdjan et que les mesures de sécurité pour protéger le président avaient été prises ».<sup>574</sup>

Contrairement à Turgut Er, Thomas Goltz révèle l'implication directe de la Turquie dans les événements de juin 1993. Vérité ou erreur de sa part, il nous est difficile d'en décider, car manquant de sources suffisamment fiables. Mais, d'un autre côté, nous pensons tout de même qu'il est utile de prendre en compte son analyse du fait des relations étroites, voire amicales qui s'étaient développées entre lui et Mehmet Ali Bayar, le conseiller politique de l'ambassadeur de Turquie en Azerbaïdjan. Ainsi, pour Goltz, c'est S. Demirel qui insista trois fois auprès de H. Aliyev pour qu'il revienne à Bakou pour occuper un poste clé au sein du gouvernement d'Eltchibey. La première fois remonte à février 1993 lorsque, après son entretien à Bakou avec H. Aliyev, Eltchibey lui proposa d'accepter le poste de Premier ministre. Une deuxième, lors des funérailles du président turc Turgut Özal où Demirel réussira néanmoins à convaincre H. Aliyev, malgré l'incertitude de ce dernier, de monter dans l'avion en partance pour Bakou. Alerté durant la nuit, Mehmet Ali Bayar reçut l'ordre d'accueillir H. Aliyev à l'aéroport de Bakou lors de son arrivée. Mais son avion n'atterrira jamais à Bakou. Sans entrer dans l'espace aérien de l'Azerbaïdjan, l'avion dévia son trajet pour se poser à Qars (Turquie) d'où H. Aliyev se rendra directement au Nakhitchevan. La troisième proposition lui avait été faite en juin 1993 lorsque la situation à Bakou devint critique. Cette fois-là, sur l'insistance de Demirel, H. Aliyev décida de se rendre à Bakou pour y prendre le pouvoir.<sup>575</sup>

#### **A. Recul de la politique pro-turque de H. Aliyev au début de sa présidence (Juin 1993-Février 1994)**

Depuis son élection au poste du président du Soviet suprême du Nakhitchevan, en 1991, Heydar Aliyev maintenait des relations étroites avec la Turquie. Il n'est d'ailleurs pas inutile de lister quelques éléments importants de ces relations bilatérales entre la Turquie et le Nakhitchevan qui, juridiquement, dépend de la République d'Azerbaïdjan. Notamment, en mars

---

<sup>574</sup> ER Turgut. *Op. cit.*, p. 158-161.

<sup>575</sup> GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 366-368.

1992, le dirigeant de Nakhitchevan s'était rendu à Ankara. À côté de sa demande à la Turquie de bien vouloir accorder une aide financière au Nakhitchevan, H. Aliyev s'était entretenu avec Süleyman Demirel pour discuter de son probable retour à Bakou. Une simple comparaison des événements qui se déroulaient à cette époque nous conduit à rapprocher les faits suivants : 1) le 24 mars 1992, le président par intérim de l'Azerbaïdjan Yagub Mammadov annonça le début de la campagne électorale présidentielle qui coïncida, par un heureux hasard sans doute, avec la visite de H. Aliyev à Ankara, qui cherchait un soutien de l'étranger et particulièrement de la Turquie à sa candidature ; 2) la visite officielle de Demirel à Bakou en mai 1992 et sa conversation téléphonique avec Aliyev d'où proviendra le conseil du Premier ministre turc qu'il n'était pas encore temps de venir à Bakou et 3) les déclarations de H. Aliyev en juin 1993 « *qu'il était arrivé à Bakou sur invitation de Süleyman Demirel* », juste après le coup d'État de S. Husseynov, alors qu'il poursuivait le but de renforcer ses positions par l'implication directe de la Turquie dans les événements se déroulant en Azerbaïdjan.

Comme nous l'avons déjà souligné antérieurement, le renversement d'Elchibey et l'accession au pouvoir de Heydar Aliyev ne suscita qu'une faible réaction de la part du gouvernement turc, et cela pour deux raisons : d'une part, la Turquie voulait se montrer partisane du président Elchibey, élu par la voie démocratique, et des déclarations de soutien au président sortant de l'Azerbaïdjan étaient souvent exprimées par de hauts fonctionnaires du gouvernement turc. Pour cette raison d'ailleurs, certains d'entre eux furent dépêchés à Bakou pour manifester sur place leur soutien au président Elchibey et condamner fermement les actions anticonstitutionnelles de rébellion de S. Husseynov ; d'autre part, malgré le caractère déclaratif de ce soutien, le gouvernement de Demirel préféra se maintenir dans un rôle de simple observateur des événements sans oser s'ingérer dans la vie politique azerbaïdjanaise, et apporter définitivement son appui à H. Aliyev.

Il est important de souligner que l'une des raisons de cette incertitude du gouvernement turc réside sur l'instabilité de la coalition gouvernementale formée par Tansu Çiller, le nouveau Premier ministre et, notamment, de l'inconstance de la nouvelle composition du Conseil des ministres turc elle-même. Ainsi, lorsqu'il présenta son nouveau cabinet, certains membres de son propre Parti de la Juste voie en démissionnèrent et d'autres ministres nouvellement nommés refusèrent d'exercer leurs nouvelles fonctions en signe de protestation.<sup>576</sup> Alors, ayant déjà du mal à sortir de l'impasse de sa crise intérieure, le gouvernement turc n'était pas encore en mesure

---

<sup>576</sup> « Turcija : bespokojstvo v pravitel'stve » (Turquie : de l'inquiétude dans le gouvernement), *Bakinskij rabochij*, 30 juin 1993.

non plus d'intervenir efficacement sur les questions de politique extérieure, et en particulier celles posées par ses relations avec l'Azerbaïdjan.

Peu de temps après, la politique étrangère vis-à-vis de la Turquie du nouveau gouvernement de Bakou changea, ce qui engendra une vive réaction de la diplomatie turque. Il est vrai que, jusqu'au milieu du mois de juillet 1993 des idées contradictoires par rapport au changement d'attitude politique de H. Aliyev vis-à-vis de la Turquie suscitérent de vifs débats au sein du gouvernement de S. Demirel ainsi que dans les médias turcs, qui caractérisaient la politique extérieure de l'Azerbaïdjan comme étant portée vers la Russie. Cette orientation de la nouvelle politique étrangère de Bakou déclencha également des commentaires critiques vis-à-vis de la nouvelle administration de H. Aliyev, surtout en ce qui concerne la restriction de la démocratie et les abus des droits de l'homme. La décision de la commission d'enquête diligentée par le Parlement national pour étudier les événements de juin 1993, accuser l'administration du gouvernement d'Eltchibey d'être responsable des interventions sanglantes de Gandja, et d'avoir supprimé l'immunité parlementaire de certains députés du FPA puis procédé à leurs arrestations ultérieures, en furent les preuves manifestes.

Le ministère des Affaires étrangères turques y réagit immédiatement et envoya une note au nouveau gouvernement azerbaïdjanais, dans laquelle il exprimait son inquiétude face aux actions de la nouvelle administration azerbaïdjanaise, non conforme selon lui aux valeurs de démocratie (poursuite de personnes pour leurs opinions politiques), de légalité, de pluralité, et de respect des droits de l'homme, en se référant en particulier aux décisions arbitraires auxquelles avaient été soumis les partisans et les anciens hauts fonctionnaires de gouvernement du FPA. Mais, cette réaction de MAE turc poursuivait un objectif qui était lié à un autre événement majeur : celui de la décision de H. Aliyev, exerçant ses fonctions de président par intérim, d'ajourner la signature du contrat pétrolier suite à l'accord de principe qui avait été conclu en mars 1993, lors des négociations d'Eltchibey avec les compagnies pétrolières turques. À cet effet, l'adjoint du ministre des Affaires étrangères turc Özdem Sanberk se rendra à Bakou pour entamer des négociations avec H. Aliyev,<sup>577</sup> sur deux questions importantes qui avait été soulevées dans la lettre qu'avait adressé Süleyman Demirel à son homologue azerbaïdjanais : l'acheminement du pétrole azerbaïdjanais de la Caspienne via la Turquie vers les marchés internationaux, et l'envie de voir l'Azerbaïdjan se développer par la voie démocratique.<sup>578</sup> Il faut

---

<sup>577</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 599.

<sup>578</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Ibid.*, p. 600-602. Voir aussi « Za razvitie i ukreplenie svjazej s Turciej » (Pour le développement et renforcement des relations avec la Turquie), *Vyshka*, 22 juillet 1993, « L.S. Gadzhieva prinjala predstavitelej Ministerstva Inostrannykh del Turcii » (L.Ch. Gadjiyeva a reçu les représentants du ministère des

remarquer que la question de l'acheminement du pétrole concerna la majeure partie de la visite officielle de Sanberk, car elle supposait également la possibilité de joindre à cet oléoduc ceux de l'Asie centrale (Kazakhstan et Turkménistan).

Pendant sa rencontre avec Sanberk, et son entretien téléphonique avec Demirel, Aliyev a convaincu ses interlocuteurs de sa décision d'assurer une participation de 2,5% dans le consortium pétrolier et que le nouvel oléoduc passerait par le territoire turc. En retour, le président turc promit d'apporter une aide économique à l'Azerbaïdjan, ce qui favorisait l'amélioration des relations entre les deux pays, et de dépasser la période de leurs soupçons mutuels tout en déplaçant progressivement leurs échanges du domaine politique vers l'économie et, plus particulièrement, la « diplomatie pétrolière ».

La visite de Sanberk et la promesse de H. Aliyev restaurèrent d'une certaine façon la diplomatie turque. Faisant confiance aux engagements de H. Aliyev, S. Demirel activa ses efforts pour inciter son réseau diplomatique à l'étranger d'apporter le soutien des pays occidentaux à l'Azerbaïdjan.

Pour atteindre cet objectif, la diplomatie turque s'appuyait essentiellement sur les pays membres de la CSCE et agissait conformément aux règles de l'ONU. Dans ce but, le président turc rencontra tout d'abord le président français François Mitterrand et lui demanda d'utiliser son autorité pour forcer l'Arménie à libérer les territoires azerbaïdjanais occupés. Il entama ensuite des pourparlers avec le président russe Boris Eltsine et avec son homologue arménien Levon Ter-Petrossian. De son côté, le Premier ministre Tansu Çiller engagea des conversations téléphoniques avec le président américain Bill Clinton et avec le chancelier allemand Helmut Kohl.<sup>579</sup> Suite à ces intenses démarches diplomatiques, le Conseil de sécurité de l'ONU adopta les deuxième (N°853 après l'occupation de Aghdam), troisième (N°874 après l'occupation de Fizuli) et quatrième (N°884 après l'occupation de Goubatly) résolutions condamnant l'occupation des nouvelles régions azerbaïdjanaises se trouvant au-delà du Haut Karabakh, et exigeant le départ immédiat des forces d'occupation arménienne de ces territoires.

Cependant, les divergences d'opinions au sein de gouvernement turc sur les relations avec H. Aliyev et A. Eltchibey compliquèrent la tâche du président Demirel à prendre une

---

Affaires étrangères de la Turquie), *Vyshka*, 22 juillet 1993, « Uglublenie sotrudnichestva mezhdou Azerbajdzhanom i Turciej sootvetstvuet interesam obeikh stran » (L'approfondissement de la coopération entre l'Azerbaïdjan et la Turquie correspond aux intérêts des deux pays), *Bakinskij rabochij*, 24 juillet 1993, « Turkiyə demokratik prinsiplər uğrunda cıxış edir » (La Turquie milite pour les principes démocratiques), *Ayna*, 24 juillet 1993.

<sup>579</sup> « Türkiyə Ermənistanına qarşı sanksiyalara çağırır » (La Turquie appelle à des sanctions contre l'Arménie), *Ayna*, 30 juillet 1993.

décision concrète. Le 29 août 1993, le référendum destiné à limoger le président Aboufaz Eltchibey de ses fonctions présidentielles marqua une nouvelle épreuve dans les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Le but poursuivi par la Turquie dans cette affaire était celui de trouver les points communs entre les deux hommes politiques pour promouvoir un gouvernement de coalition. C'est pour cette raison que Özdem Sanberk se rendit à Nakhitchevan et à Bakou, pour favoriser le rapprochement entre les positions de H. Aliyev et A. Eltchibey. Se trouvant dans une impasse A. Eltchibey donna initialement son accord pour envisager l'organisation d'un éventuel gouvernement de coalition avec H. Aliyev. Mais, la tentative de la Turquie de former une coalition gouvernementale autour de deux leaders échoua au profit de H. Aliyev qui savait très bien que la situation en Azerbaïdjan s'aggravait de jour en jour avec de grosses pertes territoriales dans le Haut Karabakh, et qu'il n'était pas le moment de jouer à la démocratie alors que le nombre de réfugiés et personnes déplacées dépassait le million de personnes, à savoir un habitant de la République sur sept. De plus, son Premier ministre S. Husseynov, qui avait renversé Eltchibey, n'aurait jamais donné son accord pour que le président sortant puisse retourner à Bakou.

Selon Ali Kerimli, représentant d'Eltchibey à Ankara, et à la suite de sa rencontre avec Hikmet Çetin, ministre turc des AE, la volonté des Turcs de revoir Eltchibey à Bakou se limitait à des promesses verbales. Malgré le caractère irréversible du référendum, les partisans d'Eltchibey dans l'administration turque s'étaient plutôt prononcés pour le report de sa date, en argumentant de l'impossibilité d'assurer un vote démocratique au référendum, puisque leur leader n'aurait pas pu retourner à Bakou pour participer aux éventuelles rencontres avec le peuple.

Cependant, l'organisation du référendum était pour H. Aliyev une question de principe, car, d'une part, il voulait se débarrasser d'Eltchibey pour consolider son pouvoir et, de l'autre, il voulait montrer que les principes de la démocratie étaient respectés dans la République. Aussi, invita-t-il des délégations de différents pays étrangers, y compris la Turquie, en tant qu'observateurs de la régularité du vote. Par cette stratégie, H. Aliyev voulait démontrer que la défaite d'Eltchibey était totale, et gagner la confiance de la communauté internationale à travers la médiation de la Turquie.<sup>580</sup>

---

<sup>580</sup> HƏSƏNLİ Mahir. « Heydər Əliyev : Biz güclü dövlət yaratmaq yolu ilə gedirik » (Heydar Aliyev : nous suivons le chemin pour construire un État fort), *Azərbaycan*, 31 août 1993.



Les résultats des élections firent naître une large discussion dans les médias turcs, en particulier grâce aux articles qui traitaient du « référendum » en Azerbaïdjan comme mettant « fin à l'époque romantique dans les relations des deux pays frères », et que la déchéance d'Eltchibey signifiait la fin de l'influence turque au Caucase du sud et en Asie centrale. Pourtant, ce sera par le président Süleyman Demirel qu'une mise au point sera faite sur ce sujet : « *On dit que la Turquie devrait intervenir. C'est une idée qu'on peut exprimer. Je n'ai rien contre. Pourtant le problème est beaucoup plus profond. Si nous intervenions dans le conflit, nous aurions « l'Armée rouge » en face de nous. Ils sont tous des membres de la Communauté des États indépendants. Si un pays membre entre en conflit quelconque, alors les autres s'y impliqueront selon l'accord de Tachkent. La Turquie ne peut pas s'aventurer dans un conflit similaire. Ce n'est pas dans nos intérêts nationaux... Nous ne pouvons pas affirmer aujourd'hui au Karabakh que l'Armée rouge se bat à la place de l'Arménie. Mais il est vrai que cette armée a aidé l'Arménie en l'approvisionnant en armement. Mais elle a aussi approvisionné l'Azerbaïdjan. La question qui se pose est « dans quelle mesure pourrions-nous profiter de cette situation ? ».* Pour être honnête, pour l'instant l'Azerbaïdjan n'a pas pu profiter de tout cela... Et pour nous, le résultat du référendum est définitif. Nous accepterons la voie de développement choisie par le peuple azerbaïdjanais, quelle qu'elle soit. Le principal, c'est que nous sachions avec qui nous entretenir pour construire un dialogue. Il est très important que la stabilité soit instaurée dans le pays. Et peu importe qui gagnera le référendum, la Turquie reconnaîtra la légitimité de cette personne ».<sup>581</sup>

Le politologue Ismayıl Musa est d'avis que dans le tandem des relations Aliyev-Demirel il n'y avait pas de nouvelle approche fondamentale. C'est-à-dire, que les nouvelles relations furent construites sur la base de celles qui avaient été fondées par Eltchibey. Plus concrètement, que la politique de H. Aliyev ne se distinguait pas de celle de son prédécesseur, à l'exception de quelques aspects comme « *la Turquie ne peut pas se permettre tout par rapport à l'Azerbaïdjan* », prévus pour écarter la Turquie de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan.<sup>582</sup>

---

<sup>581</sup> « *Türkiye Bakü için savasha giremez* » (La Turquie ne s'aventurera pas dans la guerre pour l'Azerbaïdjan), *Milliyet*, 31 août 1993, cité dans ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 609-610.

<sup>582</sup> Cornell Svante, expert suédois sur le Caucase partage l'opinion que dans une étape initiale, malgré ses affirmations de maintenir la ligne directe de développement des relations avec la Turquie, H. Aliyev pencha plutôt vers une politique pro-russe. Ainsi, en septembre 1993, il annula une série d'accords avec la Turquie qui avaient été signés par son prédécesseur Eltchibey : la question de l'acheminement du pétrole fut suspendue ; un grand nombre d'experts et officiers militaires turcs fut expulsé du pays et, pour se rendre en Azerbaïdjan, les Turcs devaient obtenir un visa. Par cette politique de recul, H. Aliyev voulait prouver que ce n'était pas uniquement l'Azerbaïdjan qui avait besoin des services et du soutien de la Turquie, mais la Turquie qui, à son tour, avait besoin de l'Azerbaïdjan. La logique qui en découle prouve que les efforts principaux du président azerbaïdjanais étaient

Or, la Turquie poursuivait une « politique pro-azerbaïdjanaise ». À cette époque, l'orientation principale de la politique étrangère azerbaïdjanaise consistait dans l'instauration d'un équilibre entre les puissances régionales grâce à une politique plus souple et flexible, afin de ne pas irriter ses voisins du nord et du sud - la Russie et l'Iran (la même orientation était envisagée par Eltchibey : contrebalancer l'axe géopolitique établi entre l'axe Moscou-Téhéran-Erevan par un axe Occident-Azerbaïdjan-Turquie, auquel pourraient aussi être inclus la Géorgie et l'Ukraine).

Pour Aliyev la Turquie était un allié incontestable ayant un impact puissant dans la politique régionale et internationale. Cette orientation était déterminée par la caractéristique générale de la politique extérieure azerbaïdjanaise : le besoin de renforcer l'unité des deux pays, ainsi que l'appartenance à la même famille linguistique. (Pourtant, dans la Constitution qui avait été adoptée en 1995, l'Azerbaïdjan abandonna l'idée de remplacer la langue officielle azerbaïdjanaise par la langue turque).

En septembre 1993, durant son voyage à Moscou, Aliyev s'entretiendra avec le Premier ministre turc Tansu Çiller<sup>583</sup> sur une gamme des questions concernant les relations bilatérales, à travers lesquelles la Turquie confirmera sa détermination d'accorder une aide substantielle à l'Azerbaïdjan dans les situations difficiles. Parmi les principaux sujets évoqués lors de cet entretien figuraient l'introduction des forces armées russes pour maintenir la paix dans la zone de conflit (Haut Karabakh) jusqu'à l'accord définitif, et l'éventuelle réaction de la Turquie face à l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la Communauté des États indépendants (CEI). Il faut noter que H. Aliyev poursuivait plusieurs buts, le principal étant de satisfaire à tout prix les caprices du gouvernement russe par les objectifs suivants : adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI ; suspension de la signature des anciens accords pétroliers et engagement de nouvelles négociations avec la participation des compagnies pétrolières russes qu'il soutiendra également pour la construction de l'oléoduc Bakou-Novorossiysk via la Russie ; l'acquisition de grandes quantités d'armements en invitant des officiers et experts militaires russes pour entraîner l'armée nationale azerbaïdjanaise. Dans le domaine diplomatique, H. Aliyev mènera activement des pourparlers avec les pays occidentaux par l'intermédiaire de la Turquie, en informant Tansu Çiller que l'Azerbaïdjan accepterait plutôt des contingents militaires à composition internationale pour le

---

dirigés vers l'instauration de relations à droits égaux et non pas sur des relations du « frère cadet » avec son « frère aîné ». SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*. Op. cit., p. 292-293.

<sup>583</sup> « Vstrecha Gejdara Alieva s Tansu Chiller » (La rencontre de Heydar Aliyev avec Tansu Çiller), *Bakinskij rabochij*, 11 septembre 1993, « Heydər Əliyevin Tansu Çillərlə görüşü » (La rencontre de Heydar Aliyev avec Tansu Çiller), *Azərbaycan*, 10 septembre 1993.

maintien de la paix dans le Haut Karabakh. Le 17 septembre 1993, il abordera aussi ce sujet avec l'ancien Premier ministre turc Hikmet Çetin, avec la possibilité d'une aide économique à l'Azerbaïdjan en provenance de la Turquie.<sup>584</sup> Finalement, il effectuera le « nettoyage » de l'armée nationale afin de la réformer et se préparer à une marche offensive sur le front du Haut Karabakh.

Il serait cependant erroné de croire que, dans son penchant pour la Russie en matière de politique étrangère H. Aliyev pensait naïvement obtenir ses faveurs dans le règlement du conflit du Haut Karabakh. Il serait bien faux de le croire. Mais par ce rapprochement, il essaya simplement de régler le différend avec des pertes minimales pour la partie azerbaïdjanaise, tout en sachant que cette démarche stratégique pro-russe ne serait pas appréciée par les pays occidentaux.

De toute façon, l'espoir que nourrissait le dirigeant azerbaïdjanais d'une contribution de l'administration de la Fédération de Russie pour mettre fin à la guerre au Karabakh (ou, tout au plus, permettre la libération des régions azerbaïdjanaises se trouvant au-delà de la région autonome, occupées par les Arméniens), s'est très vite volatilisé.<sup>585</sup> Bien au contraire, la Russie n'entreprit aucun effort particulier pour empêcher l'administration autoproclamée de la « République du Haut Karabakh » d'annexer de nouvelles régions entre juin et octobre 1993. Ayant tenté de modifier la situation par une opération militaire offensive qui se déroulera de décembre 1993 à janvier 1994, causant de lourdes pertes humaines, le nouveau président azerbaïdjanais procédera à un changement de sa politique étrangère en choisissant de se rapprocher des pays occidentaux, et par conséquent, de la Turquie.<sup>586</sup>

Cette démarche du président Aliyev sollicita l'implication active de la diplomatie turque dans les couloirs des organisations internationales et des gouvernements des pays occidentaux. Suite à cette activité diplomatique turque qu'on doit surtout à l'engagement de Süleyman Demirel, H. Aliyev effectua en décembre 1993 un séjour en France qui définira le caractère

---

<sup>584</sup> UYSAL Bekir. *Cinq ans d'un partenariat : Turquie-aire turcophone, Cinq ans de partenariat : Turquie- aire turcophone*, Thèse de Doctorat en Géopolitique, soutenue en 1998 à la Sorbonne, Paris, Vol. I, 1998, p. 461-463.

<sup>585</sup> Le 2 novembre 1993, suite à l'offensive des Arméniens causant l'occupation de quelques régions de l'Azerbaïdjan se trouvant dans la frontière avec l'Iran, le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan H. Hassanov sera délégué à Ankara pour transmettre au président Demirel un message personnel d'Aliyev insistant sur la nécessité d'une présence de forces militaires turques au sein de contingent pour le maintien de la paix prévues pour être déployées sur le territoire de la République. Dans son message Aliyev informa que cette démarche du président turc pourrait favoriser la décision d'acheminement du pétrole via son territoire. CHERNYAVSKIY Stanislav. *Azerbajdzhan - vybor novogo puti* (Azerbaïdjan : le choix de la nouvelle orientation). *Op. cit.*, p. 332.

<sup>586</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 280.

résolument pro-occidental de sa politique extérieure et contribuera à écarter le « problème du Haut Karabakh » par la « diplomatie pétrolière » du nouveau président.<sup>587</sup>

### **B. L'étape de la détermination de l'orientation de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan : l'Occident, représenté par les États-Unis, via la Turquie ou la Russie (Février 1994-Mars 1995)**

Du 8 au 11 février 1994, H. Aliyev entreprit sa première visite officielle en Turquie, dans sa fonction de président de la République d'Azerbaïdjan. Il faut dire que la visite avait été préparée minutieusement et qu'elle comptait dans son ordre du jour une large palette de questions économiques, culturelles et politiques. Comme il s'agissait de la première visite dans le pays frère, il était primordial pour le nouveau président de parvenir à gagner la confiance des milieux nationalistes turcs, plutôt favorables à Eltchibey. À cette fin l'ambassadeur de l'Azerbaïdjan à Ankara sera chargé de contacter le Centre culturel des Azéris (ils sont appelés Azéris et non pas azerbaïdjanais) en Turquie, l'organisation de la diaspora, pour préparer une rencontre avec H. Aliyev).

La visite de H. Aliyev en Turquie marqua le début de nouvelles tendances dans les relations entre les deux pays. Tout d'abord, le président azerbaïdjanais effectua cette visite à un moment où il traversait des relations difficiles avec la Russie qui le pressait pour qu'il accepte les conditions russes destinées à mettre fin à la guerre au Karabakh, et pour introduire les forces armées de la CEI dans la zone de conflit. Ensuite, en constatant l'échec des opérations militaires de l'armée nationale azerbaïdjanaise sur le front du Haut Karabakh, H. Aliyev décida de mettre fin à la guerre et d'utiliser son unique atout, le pétrole, pour attirer les compagnies étrangères en Azerbaïdjan et créer, de cette manière, un certain « équilibre des forces » entre les puissances régionales. Enfin, Aliyev multiplia ses efforts pour que sa visite en Turquie soit largement discutée dans les médias, témoignant du changement d'orientation de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan en faveur de la Turquie et, par son intermédiaire, son ouverture à l'Occident.

Durant la période de cette visite en Turquie, les deux pays signèrent dix-sept accords de coopération sur une durée de dix ans dans les domaines politique, économique, culturel et social, trois d'entre eux ayant une importance majeure.

---

<sup>587</sup> CAFERSOY Nazim. « Azerbaycan-Türkiye ilişkileri (1993-2000) » (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie en 1993-2000), *Türksam*, 01 janvier 2001, [www.turksam.org/tr/yazdir200.html](http://www.turksam.org/tr/yazdir200.html)

Le premier : « *L'accord d'amitié et de coopération multilatérale entre la Turquie et l'Azerbaïdjan* », prévoyait qu'en cas de menace de la souveraineté de l'un des pays, le deuxième entreprendrait tous les efforts pour lui venir en aide et l'écarter du danger. Sans doute, sous le concept de « menace » sous-entendait-on le conflit au Karabakh. Toutefois, bien que l'idée ait été soutenue verbalement par de nombreux courants politiques en Turquie, dans les faits, l'administration du président Demirel n'envisagea aucune aide militaire sous forme de mise à disposition d'armement ou d'unités militaires. La Turquie se tenait à l'idée d'utiliser essentiellement ses forces armées en qualité de contingents de maintien de la paix et placés sous le mandat de l'ONU. Comprenant cette situation H. Aliyev affirma, lors d'une conférence de presse, que l'Azerbaïdjan n'attendait nullement une aide militaire quelconque directe avec l'approvisionnement en armement, mais plutôt un engagement de l'État turc à permettre aux officiers azerbaïdjanais de suivre leurs formations dans les écoles militaires turques, afin de construire l'armée nationale azerbaïdjanaise selon les standards de l'OTAN.<sup>588</sup>

Le deuxième : « *L'accord sur le plan économique* » prévoyait l'engagement à long terme des investissements dans l'économie de l'Azerbaïdjan. Pour autant dire, l'économie azerbaïdjanaise était au bout du gouffre à cause de la guerre. La plus grande partie du budget était dépensée pour réarmer l'armée nationale et pour le déploiement de nouvelles campagnes militaires. C'est la raison pour laquelle, outre la demande d'accorder à l'Azerbaïdjan un crédit à long terme, H. Aliyev sollicita aussi la Turquie pour l'approvisionnement de la République en blé (comme cela avait déjà été le cas à l'époque d'Eltchibey), dont la livraison de 100 mille tonnes de blé et de farine sera accordée à l'Azerbaïdjan sur l'ordre du président S. Demirel.

Le troisième : « *L'accord sur la coopération transfrontalière* », supposait la prolongation de l'accord de Qars entre la Turquie et la Russie datant de 1921 et visant le statut du Nakhitchevan, dont l'article 3 stipulait que la Turquie garantissait la sécurité de cette région en cas de menace de la part d'États tiers.<sup>589</sup> Il était donc vital pour l'Azerbaïdjan de renouveler cet accord avec la Turquie pour assurer d'une façon ou d'une autre la sécurité du Nakhitchevan. Aussi, la visite de H. Aliyev en Turquie dissipa-t-elle totalement la méfiance entre les deux pays.

---

<sup>588</sup> ALLAHVERDİYEV Q., QURBANLI M. *Heydər Əliyev və Şərg*, (Heydar Aliyev et le Proche-Orient), Bakou, « Çarşıoğlu », Vol. I, 2003, p. 81, voir aussi « Heydər Əliyevin İstanbulda mətbuat konfransı » (La conférence de presse de Heydar Aliyev à Istanbul), *Azərbaycan*, 18 février 1994.

<sup>589</sup> GASANLY, Dzamil. « Vopros territorial'noj celostnosti Azerbajdzhana na Turecko-Rossijskikh peregovorakh 1921 goda (Moskovskaja i Karskaja konferencii) » (La question de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan aux pourparlers turco-russes en 1921 (les Conférences de Moscou et de Qars)), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1(2), 2014, [http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal\\_rus/c-g-1-2/14.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal_rus/c-g-1-2/14.shtml) et UYSAL Bekir. *Op. cit.*, p. 479.

Les mois de mars et d'avril 1994 furent marqués par des actions militaires très violentes au Karabakh et par une diplomatie active entre la Russie et la Turquie dans la région. La Russie possédait de larges possibilités de pression sur les parties belligérantes, mais voulait faire évoluer la situation en sa faveur en gardant les leviers de pression sur les pays caucasiens pour élargir son influence dans la région. La Turquie, en revanche, possédait moins d'atouts pour s'y impliquer. Elle était le seul pays qui soutenait toutes les démarches de l'Azerbaïdjan dans le domaine de ses politiques intérieure et extérieure. Mais, parmi les autres pays membres de la CSCE, elle était la seule à porter l'attention sur le problème du Karabakh. La plupart des pays d'Europe étaient intéressés par le développement de leurs relations économiques avec la Russie et considéraient impossible de devoir s'affronter à elle. En revanche, l'Azerbaïdjan utilisa tous ses moyens pour attirer l'attention des pays européens sur le règlement du conflit. Aussi, en mars 1994, le ministre des Affaires étrangères azerbaïdjanais Hassan Hassanov confirma le soutien de l'Azerbaïdjan à la politique étrangère de la Turquie qui, de son avis, était un pays ami de l'Azerbaïdjan.<sup>590</sup> Un discours similaire sera repris par Hikmet Çetin qui, lors de sa visite à Bakou, fit appel à toutes les organisations internationales et pays membres de la CSCE pour s'impliquer immédiatement en vue de mettre fin à la guerre au Karabakh.

D'autres séjours du président azerbaïdjanais en Turquie seront réalisés en mai puis en juin 1994, période durant laquelle les deux pays exprimeront leur volonté commune d'approfondir leurs relations stratégiques et signeront 74 accords intergouvernementaux et environ 130 accords dans différents autres domaines de coopération.

En analysant les événements qui se sont déroulés durant les mois de mai et de juin 1994, on pourrait conclure que cette période se caractérisa par une lutte acharnée entre les puissances régionales pour exercer leur influence sur le Caucase. Au début de mai, H. Aliyev recevra l'approbation des autorités turques pour participer au Sommet de l'OTAN à Bruxelles, durant lequel il s'entretiendra avec le secrétaire d'État des États-Unis Warren Christopher et avec d'autres hauts fonctionnaires de pays européens. Lors de ces rencontres, le président azerbaïdjanais leur proposa l'exploitation conjointe des gisements pétroliers de l'Azerbaïdjan ainsi que la possibilité de mettre la station de radar de Gabala à la disposition des Américains.<sup>591</sup> Invité par H. Aliyev, le ministre turc de la Défense Doğan Güreş se rendra ensuite à Bakou ce

---

<sup>590</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p.149-150.

<sup>591</sup> À cette période, la décision concernant l'utilisation de la SRL Gabala par les Russes ne fut pas encore prise, ce qui incita Aliyev d'utiliser cette opportunité pour la proposer aux États-Unis, mais ces derniers refusèrent. Comme la tendance de gouvernement azerbaïdjanais était celle d'écarter la Russie de l'Azerbaïdjan et la remplacer par la présence de pays occidentaux, le ministre de Défense russe Pavel Gratchev se rendit immédiatement à Bakou pour exprimer son souhait que le sujet de l'exploitation ultérieure de la SRL soit discuté uniquement avec la Russie.

qui sera interprété comme une tentative des pays européens ainsi que des États-Unis, de créer, par l'intermédiaire de la Turquie, un certain équilibre des forces dans la région.<sup>592</sup>

Cette participation d'Aliyev au Sommet de Bruxelles sera suivie par la signature d'un cessez-le-feu dans le Haut Karabakh sous l'égide de la Russie. Par cette démarche Moscou insistera sur le déploiement rapide de son contingent militaire de maintien de la paix, afin d'anticiper l'envoi des contingents militaires des pays européens membres de la CSCE. Mais malgré l'insistance de la Russie, H. Aliyev ne donnera pas son accord pour le déploiement unilatéral du contingent militaire russe.

Nous considérons que le président H. Aliyev a réussi son pari d'empêcher les tentatives du voisin du nord (la Russie) d'envoyer son contingent militaire de la CEI (c'est-à-dire russe), grâce à son arme pétrolière. En profitant de la présence dans l'administration présidentielle russe de personnes ne partageant pas la politique conservatrice de Boris Eltsine vis-à-vis des anciennes Républiques soviétiques, Aliyev impliqua dans son projet pétrolier les représentants de l'industrie pétrolière, dont le Premier ministre de la Russie Viktor Tchernomyrdine. Ayant promis la participation des entreprises russes dans le consortium pétrolier, il obtiendra en retour un certain assouplissement de la politique de la Russie vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. Sa démarche suivante consistera à relancer au plus vite le processus de la préparation du nouveau contrat pétrolier avant que la Russie ne se mette à appliquer une politique plus rigide afin de pouvoir introduire ses contingents militaires dans la zone du conflit. En contournant les deux géants de la politique mondiale, et en prenant périodiquement position pour l'un ou l'autre, H. Aliyev réussira à faire signer le contrat pétrolier en septembre 1994. Dès lors l'Azerbaïdjan gagnera le nouveau statut de pays ayant une importance stratégique et entrant dans l'orbite des intérêts des pays occidentaux.

En outre, la diplomatie turque prit position pour le gouvernement d'Aliyev et joua un rôle important en sa faveur, au moment où le Premier ministre Suret Husseynov, tenta un coup d'État contre le pouvoir central, qui échoua. De son côté, l'ambassadeur turc Altan Karamanoğlu invita Rovshan Djavadov (à l'époque, chef de l'unité des forces spéciales de la milice (OMON) et adjoint du ministre de l'Intérieur accusé de soutenir le coup d'État par l'intermédiaire d'un homme d'affaires turc Kenan Gürel), à se rendre avec lui chez le président H. Aliyev, dans le but

---

<sup>592</sup> ER Turgut. *Op. cit.*, p. 77, voir aussi HƏSƏNLİ, Məzahir. « Prezident Türkiyənin ali sərkərdəsini qəbul etdi » (L'accueil du chef d'état-major de l'armée turque par le président), *Azərbaycan*, 08 juillet 1994.

de parvenir à l'éloigner de l'auteur principal du coup d'État. Suite à cette rencontre avec Aliyev, R. Djavadov lui exprimera son entier soutien.<sup>593</sup>

En octobre 1994, le Forum des pays turcophones se déroula à Istanbul (ce Forum aurait dû se tenir à Bakou au début de l'année 1993, mais en raison des difficultés que traversait la République à l'époque, il fut annulé. Plus tard, pour ne pas irriter son voisin du nord, H. Aliyev refusa l'idée d'organiser le Forum en Azerbaïdjan). Il est vrai que l'idée de rassembler tous les pays turcophones du Caucase du sud et de l'Asie centrale pouvait se justifier dans une perspective à long terme et, dans certaine mesure aussi, pouvait concurrencer la Russie, voire affaiblir son influence sur les États de la région, ce qui aurait présenté un danger au niveau des frontières sud de la Fédération de Russie. Cependant, malgré les tentatives du gouvernement turc d'éviter toute interprétation de l'évènement susceptible de menacer la sécurité nationale de la Russie, les médias véhiculèrent l'idée de la formation d'une nouvelle union stratégique turcophone.

Au fil des années l'histoire nous démontrera l'inverse, à savoir que la création d'un centre politique et économique des pays turcophones n'était pas prévue. En rapprochant les évènements de la situation réelle existante, on se rendit compte que ranimer l'idée historique du « Touranisme », même à caractère plutôt culturel aurait été très compliquée. L'échange culturel existe aujourd'hui, 20 ans après, mais à cette époque, aucun rapprochement politico-économique ne se serait avéré possible en raison de la situation géopolitique vulnérable des pays du Caucase du sud et de l'Asie centrale.

À la fin du Forum, dans la déclaration commune, certains articles stipulaient qu'il convenait de : soutenir les efforts des pays turcophones dans le règlement du conflit du Haut Karabakh dans le cadre de l'ONU ; déterminer le trajet d'acheminement du pétrole azerbaïdjanais par le territoire de la Turquie avec l'implication, à terme, du Kazakhstan et du Turkménistan ; et, rapprocher ultérieurement les positions des pays turcophones sur les plans politique, économique, culturel et social.

Pourtant, la question de l'acheminement du pétrole azerbaïdjanais par le territoire de la Turquie, ainsi que la part des entreprises turques dans le consortium pétrolier, révéla un certain mécontentement de l'administration de S. Demirel qui essaya d'obtenir une augmentation de la participation de la Turquie dans le consortium qui n'était que de 1,75% en volume total.

---

<sup>593</sup> Pour plus d'information, voir les ouvrages de ER Turgut. *Op. cit.*, p. 197-203 ; et ÜLKÜ İrfan. *Op. cit.*, p. 230.



Comparant la faible implication des entreprises turques dans le consortium pétrolier par rapport aux compagnies russe et iranienne, les médias turcs avançaient certaines hypothèses. Selon eux, cette situation était à mettre sur le compte du faible soutien politique et économique que le gouvernement turc avait accordé à l'Azerbaïdjan pendant la guerre du Haut Karabakh, et surtout au moment de l'effondrement total de son économie et de l'accueil de plus d'un million de réfugiés. Venait en plus s'y rajouter, le soutien par la Turquie du « plan Goble » qui prévoyait l'échange territorial (couloir de Latchine par celui de Meghri, le chemin de fer reliant l'Azerbaïdjan avec le Nakhitchevan) entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et dont Bakou se montra opposé.

Lors de sa visite officielle de février 1994 en Turquie H. Aliyev invita les hommes d'affaires turcs à investir massivement dans l'économie de l'Azerbaïdjan, en se proposant de jouer le rôle de garant pour leurs investissements.<sup>594</sup> À cette fin, la compagnie pétrolière turque TPAO décida d'augmenter sa participation dans le « contrat du siècle » en impliquant le président Süleyman Demirel dans des négociations avec Heydar Aliyev, comptant que leurs relations amicales étaient susceptibles de faciliter une augmentation du titre participatif de la Turquie dans le projet pétrolier. Pour appuyer cet objectif, le président du Parlement turc fut même délégué à Bakou à la fin de l'année 1994.<sup>595</sup>

Suite à cet entretien avec Hüsametdin Çindoruk, H. Aliyev donna son accord pour augmenter la participation des compagnies pétrolières turques de 1,75% à 5%, mais en y mettant certaines conditions. Comme la visite de H. Çindoruk coïncida avec le début de la guerre en Tchétchénie qui entraîna la fermeture des frontières entre la Russie et l'Azerbaïdjan et l'aggravation de la situation économique de la République, H. Aliyev demanda au MAE de la Turquie d'intervenir auprès de son homologue russe afin de négocier l'impossibilité de fermer complètement les frontières russo-azerbaïdjanaises et d'empêcher la libre circulation des biens entre les deux pays.

Dans le même temps, H. Aliyev demanda des garanties auprès du gouvernement de S. Demirel qu'il n'ouvrira pas ses frontières avec l'Arménie, malgré la pression exercée par les États-Unis et les pays européens. Il paraît important de souligner qu'au sein du gouvernement turc un groupe de représentants du milieu industriel et du monde des affaires étaient fortement

---

<sup>594</sup> À propos de la rencontre de H. Aliyev avec les entrepreneurs turcs voir ALLAHVERDİYEV Q., QURBANLI M. *Heydər Əliyev və Şərg*, (Heydar Aliyev et le Proche-Orient). *Op. cit.*, Vol. II, p. 62-64; voir aussi « Azərbaycan Respublikasının prezidenti Heydər Əliyevin Türkiyənin iş adamları ilə görüşü » (La rencontre du président azerbaïdjanais Heydar Aliyev avec les hommes d'affaires turcs), *Azərbaycan*, 18 février 1994.

<sup>595</sup> ƏHMƏDOV Ərrəhman. *Op. cit.*, p. 152-154.

intéressés par l'ouverture des frontières avec l'Arménie, car ce pays offrait un nouveau marché, une nouvelle possibilité de mise en vente de marchandises, des profits et, bien évidemment, des revenus pour le budget de l'État turc. Mais c'est surtout la question pétrolière qui prévalait dans les échanges, avec la prise de décision du passage de l'oléoduc par le territoire de la Turquie. La fin de la visite de H. Çindoruk à Bakou fut l'occasion de signer un protocole de coopération entre les Parlements des deux pays, qui prévoyait de déléguer dans la capitale azerbaïdjanaise un groupe d'experts turcs ayant pour mission d'élaborer la loi électorale.<sup>596</sup>

### **C. Tentative de coup d'État avec la participation des fonctionnaires de haut niveau du gouvernement turc : refroidissement des relations (Mars 1995)**

L'évènement que nous avons déjà évoqué dans le chapitre introductif et qui a laissé une trace négative dans les relations diplomatiques entre les deux pays se déroula entre le 13 et le 17 mars 1995. Nous avons choisi de le réexaminer dans la perspective des relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Il s'agit de la tentative de coup d'État effectué par l'unité des forces spéciales de la milice (OMON) pour réinstaller Eltchibey et dont Rovshan Djavadov avait été le maître d'œuvre. Il nous a en effet paru intéressant de savoir comment cet évènement avait été préparé dans les coulisses et de nous focaliser sur les principaux acteurs du service des renseignements turc, véritables auteurs de ce projet.

Ces furent en effet les agents du service des renseignements turc qui, profitant de la situation, ont préparé et orienté le colonel Rovshan Djavadov, une personne tout à fait incompétente politiquement, pour entreprendre ce coup d'État. Il est facile de porter un jugement sur des évènements qui se sont déroulés il y a vingt ans, mais comme il s'agit tout de même d'une histoire récente, il est par contre difficile de savoir qui avait raison et qui avait tort. Nous partageons cependant l'avis qu'il était important de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, et soutenons fortement les efforts du pouvoir central pour maintenir l'ordre dans la République. Selon nous, les tentatives pour faire s'effondrer les fondements étatiques du pays en se masquant derrière des slogans politiques et populistes étaient inadmissibles, et le coup d'État n'était qu'une tentative traduisant des conflits d'intérêts dans la lutte pour des sphères d'influence.

---

<sup>596</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. « Azerbajdzhan i Turcija : strategicheskoe partnerstvo » (Azerbaïdjan et Turquie : le partenariat stratégique), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement). *Op. cit.*, Vol. II, p. 182.

Le manque de documents d'archives nous a obligé de recourir au service des matériaux accessibles dans les médias et dans les bibliothèques pour pouvoir reconstituer le tableau des événements qui s'étaient déroulés en Azerbaïdjan en mars de l'année 1995. « *Il est vrai que, dans toutes les tentatives de coup d'État, la Russie jouait le rôle de la bête noire avec l'accusation à son adresse par les Républiques du Caucase* », – soulignait dans son livre Cornell Svante. Mais cette fois-ci le « vent souffla » du côté de la Turquie.

Parmi les principaux figurants de cette tentative furent des citoyens turcs, notamment, le représentant de l'organisation TİKA (Türkiye İnkişaf ve Kalkınma Ajansı) en Azerbaïdjan Ferman Demirkol et l'homme d'affaire Kenan Gürel. Ferman Demirkol qui exerçait les fonctions de conseiller dans le département juridique du Parlement de l'Azerbaïdjan en 1994, rencontra Rovshan Djavadov lors du mariage de Kenan Gürel.<sup>597598</sup> Ils étaient tous les deux originaires de İğdir, ville située à l'est de la Turquie à la frontière avec le Nakhitchevan, et appartenant à la minorité azérie habitant en Turquie. En avril 1993, Gürel accompagna Djavadov dans sa visite en Turquie, en tant que personne de confiance, puis en juin 1994 l'aida à fonder une organisation de jeunesse « l'Union de la jeunesse démocratique d'Azerbaïdjan », dont l'objectif final était de devenir ultérieurement une organisation politique.

Selon le journaliste turc Ülkü İrfan, la première rencontre de R. Djavadov avec les représentants du service des renseignements turc eut lieu après l'accord verbal informel du président de l'Azerbaïdjan avec son homologue turc Süleyman Demirel, qui lui proposait de confier à la Turquie la possibilité d'assurer sa sécurité personnelle. Dans ce but, une délégation d'experts ayant à sa tête Ibrahim Şahin, le représentant du Département de la sécurité du ministère de l'Intérieur, arriva en Azerbaïdjan. Ce fut aussi le moment de la rencontre de R. Djavadov avec Ibrahim Şahin par l'intermédiaire d'Ertuğrul Güven, chef du Département de la sécurité de l'ambassade turque à Bakou.

---

<sup>597</sup> Ferman Demirkol arriva en Azerbaïdjan en 1989 sur l'invitation de l'organisation « Vətən » (la Patrie). Parmi les tâches principales de cette organisation, après la dislocation de l'URSS, fut la question de l'organisation des communautés des diasporas azerbaïdjanaises dans le monde, y compris en Turquie. Durant sa deuxième visite il établit des liens avec l'Université d'État de Bakou et bientôt se mit aux recherches scientifiques dans le domaine du droit. En 1992 il devint expert du Parlement national de l'Azerbaïdjan sur l'ordre du président par intérim İssa Gambarov. En mai 1993 il obtint la citoyenneté azerbaïdjanaise et travailla comme conseiller dans le département juridique du Parlement dans le domaine du droit constitutionnel.

<sup>598</sup> Kenan Gürel arriva aussi, pour la première fois en Azerbaïdjan en 1989 sur l'invitation de l'organisation « la Patrie ». À Bakou, il s'inscrivit à la faculté des sciences politiques et ouvrit sa compagnie « Traza ». Pour se rapprocher avec Rovshan Djavadov, il épousa la secrétaire de son frère Mahir Djavadov et peu de temps après devint l'une des personnes de confiance des frères Djavadov.

Peu de temps après, R. Djavadov se rendra souvent en Turquie sur invitation d'Ibrahim Şahin. Était-ce dans des buts purement professionnels ? Il est bien difficile d'y voir clair. Pourtant, après avoir analysé les événements passés, nous sommes arrivés à la conclusion que ces visites régulières n'étaient pas à inscrire sur le registre des seules rencontres professionnelles, mais allaient bien au-delà, dans un contexte bien différent. Parmi les collègues turcs de R. Djavadov, on trouve quelques hauts fonctionnaires du Parti du Premier ministre Tansu Çiller, du Parti des nationalistes de Alp-Arslan Türkeş, ainsi que l'adjoint du Premier ministre Ayvaz Gökdemir.<sup>599</sup> L'un des sujets clés des discussions de Djavadov avec Ibrahim Şahin concernait la question des séparatistes kurdes et leur soutien par l'Azerbaïdjan. Djavadov demanda cependant à Şahin de garder le secret de leur conversation et de ne pas en parler avec le ministre de l'Intérieur, ce qui signifiait que Şahin ne partageait pas avec son ministre de tutelle la même orientation politique sur la question de la lutte contre les séparatistes kurdes.<sup>600</sup>

La deuxième moitié de l'année 1994 sera marquée par une situation politique et sociale difficile dans le pays. Pour les Turcs qui observaient de près l'évolution des événements, Rovshan Djavadov était perçu comme une personne susceptible d'influencer la conjoncture politique de la République. Ils appréciaient énormément son héroïsme sur le champ de bataille dans le Haut Karabakh, et voulaient le pousser à solliciter une fonction ministérielle (défense ou intérieur). Afin de réduire la tension politique à la veille de la signature du contrat pétrolier, Altan Karamanoğlu s'entretiendra avec le président H. Aliyev en lui transmettant son souhait de confier à R. Djavadov une fonction plus adaptée à son potentiel. Dans son entrevue Ferman Demirkol, l'un des acteurs principaux des événements affirma, qu'à cette période les forces de l'opposition politique avaient tendance à vouloir déstabiliser le pouvoir politique dans le pays. Se rendant compte de leur incapacité à mener une lutte politique contre le régime de H. Aliyev, ils tentèrent de profiter des incompréhensions entre Aliyev et Djavadov pour orienter les unités des forces spéciales de la milice contre le président. Les Turcs, à leur tour, procédèrent de la même manière pour rétablir leur influence affaiblie en Azerbaïdjan.<sup>601</sup>

Dans son livre, le journaliste Ülkü İrfan souligna que la rencontre de H. Aliyev avec R. Djavadov et Altan Karamanoğlu (représentant des membres de l'ambassade turque, lors de coup d'État d'octobre 1994) dans sa résidence présidentielle, était prévue au moment même où le

---

<sup>599</sup> ÜLKÜ İrfan. *Op. cit.*, p. 236-237.

<sup>600</sup> BOZALQANLI Hasan Novruz. *Şah-mat : bir yarbayın kaleminden azerbaycan gerçeği* (Échec et mat : les réalités azerbaïdjanaises vues par un officier), Ankara, « Altınküre », 2<sup>e</sup> édition, 2002, p. 203-204.

<sup>601</sup> « 15 mart qiyamının pərdəarxası qəhrəmanı ilə müsahibə » (L'entretien avec le héros des coulisses du coup d'État du 15 mars de 1995), 07 mars 2010, <http://www.azadliq.org/content/article/1986191.html>

président azerbaïdjanais s'entretenait téléphoniquement avec son homologue turc. Il est tout à fait possible que Süleyman Demirel persuade H. Aliyev de recevoir Djavadov, car les Turcs avaient réussi à l'écarter de l'idée de soutenir Suret Husseynov.<sup>602</sup>

L'échec de coup d'État et la démission de Suret Husseynov de son poste de Premier ministre apaisèrent pour un moment la tension entre H. Aliyev et R. Djavadov. Entre-temps, R. Djavadov continuait à exprimer son mécontentement vis-à-vis du président de la République, tenait des réunions ouvertes avec les dirigeants des partis politiques en s'appuyant sur ses unités des forces spéciales de la milice (OMON) et disposait du soutien des hauts fonctionnaires du service des renseignements turc.

Selon l'avocat Eltchin Gambarov, en novembre 1994, l'adjoint du responsable du service des renseignements turc (MIT) Yalçın Ertan arriva à Bakou sous un faux nom pour mener des consultations avec R. Djavadov<sup>603</sup> dont le sujet principal portait sur la possibilité d'une prise de position contre H. Aliyev.

Selon les mémoires laissés par F. Demirkol, le plan prévoyait plutôt en Azerbaïdjan la destitution du président par un vote au sein du Parlement (renversement par la voie constitutionnelle), qu'à travers un coup d'État militaire. Le choix de destituer le président par le Parlement n'était pas le fait du hasard, car, à son arrivée au pouvoir en 1993, H. Aliyev ne changea pas la composition du Parlement et que seuls 50 parlementaires prenaient part aux travaux sur les 341 députés qui avaient été élus en 1990. Il faut se rappeler que les premier et deuxième présidents du pays furent démis de leurs fonctions par une motion de censure du Parlement avec la majorité de 2/3 des votes des députés (34 élus). Suite à ces calculs, F. Demirkol envisagea de préparer une liste de 51 députés, qui par le vote des 2/3, pourraient exprimer leur volonté de destituer le président H. Aliyev et de rétablir dans cette fonction l'ancien président Eltchibey. La stratégie choisie par F. Demirkol, expert en Droit constitutionnel et conseiller principal du département de Droit constitutionnel au Parlement de l'Azerbaïdjan, pour destituer le président Aliyev par la voie constitutionnelle ne lui donnera cependant pas raison.

Yalçın Ertan, à l'époque adjoint du directeur du MIT coordonnait le déroulement de l'action par le biais de deux personnes : Kenan Gürel qui s'occupait de la mise en place de la

---

<sup>602</sup> ÜLKÜ İrfan. *Ibid.*, p. 230.

<sup>603</sup> QƏMBƏROV Elçin. « 1995-ci ilin mart hadisələrinin pərdəarxası » (Les coulisses des événements du mars 1995), série d'articles, *Baki-Xeber*, 2010, <http://www.baki-xeber.com/new/2010/12/29/get=53986>

partie militaro-technique et Ferman Demirkrol chargé des questions politiques et juridiques du coup d'État ([Schéma №1](#)).

Pour conserver ce plan secret et éviter tout soupçon, F. Demirkrol fonda en décembre 1994 le « Centre de recherches stratégiques »<sup>604</sup> réunissant des groupes de scientifiques et d'hommes politiques de la République. Ce centre poursuivait pour but de collecter, analyser l'information et préparer des conseils pour l'administration présidentielle et les autres organes de l'État. Mais, quelques temps après son inauguration, R. Djavadov, qui n'avait aucun lien avec le centre, se présenta assez souvent pour prendre part aux discussions qui y étaient menées. Le siège social du Centre se trouvait dans le bâtiment de l'Encyclopédie nationale, mais la plupart de ses réunions se déroulaient dans le bâtiment du Département des affaires religieuses turques au sein de l'ambassade de Turquie et sous les auspices de Ebdulkader Sezgin (directeur dudit département), ce qui permettait de penser à une éventuelle conspiration.

Selon le plan fomenté par F. Demirkrol, le coup d'État serait suivi par la création d'un « Conseil d'État » composé de cinq membres : les deux anciens présidents Aïaz Mutalibov et Aboufaz Eltchibey, Rovshan Djavadov au poste de conseiller du Premier ministre, les quatrième et cinquième membres devant être nommés sur décision des trois précédents. En se référant sur les témoignages de Ülkü İrfan, qui le souligna d'ailleurs dans son livre sans pourtant indiquant la date exacte, une réunion secrète du Conseil des ministres turcs avec la participation de l'ancien ambassadeur de la Turquie en Russie Volkan Vural s'était tenue à Ankara. Lors de la discussion à propos de la candidature « alternative » de l'ancien président A. Eltchibey pour remplacer H. Aliyev, V. Voral refusa fermement de soutenir cette candidature et proposa celle de l'autre ancien président de l'Azerbaïdjan A. Mutalibov.<sup>605</sup>

Le scénario du coup d'État planifié se présentait alors comme suit : occupation des institutions étatiques d'importance vitale (Palais présidentiel, Parlement et télévision centrale) ; arrivée de Aboufaz Eltchibey à Bakou dans un avion turc et, par la suite, d'Aïaz Mutalibov en provenance de Russie. Et ce scénario impliquant deux anciens présidents qui n'avaient en commun que leurs prétentions de s'opposer l'un contre l'autre, devaient ensuite être capables de diriger le pays au sein d'un « conseil d'État » ! De plus, dans son entretien avec A. Eltchibey à Keleki (Nakhitchevan) ou il s'exila après son départ de Bakou, Demirkrol confirmait qu'en cas de

---

<sup>604</sup> Le politologue Rassim Musabekov s'occupait des questions de préparation des textes fondateurs de ce Centre, cependant, dans son entrevue à l'auteur il ne désira pas s'entretenir avec lui sur ce sujet ni à lui apporter une quelconque information.

<sup>605</sup> ÜLKÜ İrfan. *Op. cit.*, p. 240.

coup d'État réussi, l'augmentation de la participation de la Turquie dans le consortium pétrolier passerait de 1,75% à 10%, mais, qu'en revanche, la Turquie devrait accepter la venue en Azerbaïdjan de 500 officiers d'origine azérie pour former l'armée nationale.<sup>606</sup>

L'opération du coup d'État devait être réalisée au moment de la visite du président H. Aliyev à Copenhague, puis sa participation à l'assemblée de l'Organisation de Coopération économique (ECO) au Pakistan. Mais grâce à l'intervention de S. Demirel et de ses agents du service des renseignements turc (MIT) Aliyev sera prévenu du coup d'État qui avait été fomenté contre lui afin de le destituer. Dans l'entrevue que nous avons eu avec Eldar Namazov, qui accompagnait le président H. Aliyev dans ces voyages, il indiqua que S. Demirel informa Aliyev du coup d'État en cours de préparation et lui conseilla de rentrer à Bakou le plus rapidement possible. Puisque le voyage à Karachi (Pakistan) n'avait pas d'importance majeure, S. Demirel lui promit aussi de le représenter durant l'assemblée de l'ECO. Finalement H. Aliyev se retrouva à Bakou quelques heures avant le coup d'État et dirigea l'opération de l'armée nationale contre l'OMON, la faisant échouer.

Le rôle de l'ambassadeur turc Altan Karamanoğlu dans cet événement suscita de vives discussions. Selon le ministère de l'Intérieur azerbaïdjanais, il avait pris une part active dans l'organisation du coup d'État et soutenu fortement Djavadov, comme en attestaient les discussions téléphoniques qu'il avait eues dans un premier temps avec H. Aliyev puis, de l'autre, avec Djavadov dans le quartier général de l'OMON. Grâce au téléphone portable, un cadeau de Tansu Çiller, Djavadov gardait des contacts permanents non seulement avec A. Karamanoğlu mais aussi avec d'autres représentants de gouvernement turc à Ankara.

D'autres opinions affirmèrent que l'ambassadeur n'avait joué qu'un rôle de simple intermédiaire dans la construction des événements. Ainsi, lors de sa conversation avec F. Demirkol il avait exprimé son souhait de pouvoir « laisser son empreinte » dans les annales de l'histoire, en tant qu'ambassadeur qui aurait réussi à augmenter jusqu'à 5% la participation de la Turquie dans le consortium pétrolier. Si, dans une étape initiale F. Demirkol informait périodiquement A. Karamanoğlu de l'évolution du projet, quelques temps après, suite à des fuites sur la préparation du coup d'État, il choisit de ne plus le faire pour rester dans le plus grand secret. La même attitude de défiance vis-à-vis de l'ambassadeur fut appliquée par Ertuğrul Güven, le chef du département des services spéciaux de l'ambassade de Turquie. Pour sa part,

---

<sup>606</sup> DEMİRKOL Ferman. *Diktatörleri uyku tutmaz* (Les dictateurs ne s'endorment jamais), Istanbul, « DER », 2002, p. 130.

selon Yunus Şen et Cornell Svante, Altan Karamanoğlu tenta de maintenir l'équilibre dans les relations entre les deux pays, car les instructions venues d'Ankara l'obligeaient à soutenir la ligne directrice du président H. Aliyev.<sup>607</sup> Finalement, suite à l'échec du coup d'État, A. Karamanoğlu perdra la confiance du gouvernement azerbaïdjanais et deviendra « persona non grata » que S. Demirel décidera de remplacer pour ne pas aggraver les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

L'analyse des relations entre les acteurs du coup d'État à l'intérieur de l'ambassade turque nous conduit à la conclusion qu'un jeu subtil à plusieurs facettes y était mené ou chaque participant tentait d'en tirer des bénéfices personnels.

Dans son livre, Yunus Şen mentionnait que, grâce à l'ambassadeur A. Karamanoğlu, les informations sur la préparation du coup d'État étaient transmises en urgence à S. Demirel qui, à son tour, joignait Sönmez Göksel, adjoint du directeur du service de sécurité pour confirmer les révélations faites par Karamanoğlu. Ce cheminement des informations avait alors incité S. Demirel à prévenir H. Aliyev lors de son séjour à Copenhague (Danemark).<sup>608</sup> Mais nous estimons qu'il aurait été un peu naïf de la part de H. Aliyev, ancien général du KGB, de se baser uniquement sur les informations concernant la préparation d'un coup d'État qui lui étaient transmises par le président turc. Il était en réalité tout à fait au courant des ambitions politiques de R. Djavadov qui ne les cachait d'ailleurs nullement. De plus, son nom figurait d'ailleurs déjà sur liste des auteurs présumés de coup d'État d'octobre 1994. Djavadov était donc une personne dont le gouvernement de H. Aliyev s'était toujours méfié. Aussi, toutes les visites effectuées au quartier général de l'OMON, ainsi que les appels téléphoniques avaient été placés sous surveillance par le service des renseignements azerbaïdjanais.

À la suite de l'échec par l'armée nationale de la tentative de coup d'État, Kenan Gürel, l'homme de confiance de Djavadov fut arrêté. Quelques temps plus tard, Ali Nacı Tuncer et Yalçın Ertan, représentants du MIT, arrivèrent dans la capitale azerbaïdjanaise et, suite à leur rencontre avec le président H. Aliyev, emmenèrent F. Demikrol et E. Güven dans l'avion affrété par le gouvernement turc. Cet arrangement qui avait fait l'objet d'une demande personnelle de

---

<sup>607</sup> Selon Cornell Svante, l'information sur l'organisation d'un éventuel coup d'État fut transmise à titre individuel au président azerbaïdjanais par l'ambassadeur Altan Karamanoğlu. La décision d'en informer Aliyev fut prise au plus haut niveau du gouvernement turc. Selon Murat Karayalçın, à l'époque ministre des Affaires étrangères de la Turquie, dans une conversation téléphonique qu'il avait eue deux mois avant l'évènement, Karamanoğlu avait reçu l'instruction du gouvernement turc de soutenir le président H. Aliyev. SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*. *Op. cit.*, p. 300-302.

<sup>608</sup> ŞEN, Yunus. *Op. cit.*, p.151-153.



S. Demirel à H. Aliyev était destiné à ne pas aggraver la tension entre les deux états. En retour S. Demirel, T. Çiller et H. Çindoruk exprimeront leur soutien officiel envers le président azerbaïdjanais.

Dans son livre, Thomas Goltz nous fait partager sa propre analyse : « *Même si les preuves de cet évènement manquent et on ne sait pas si elles seront connues un jour ou non, l'image du coup d'État « turc » présentait l'aspect suivant : les éléments criminels du service des renseignements turc qui ont tissé des liens étroits avec le mouvement turc des « loups gris » ont perdu leurs positions commerciales en Azerbaïdjan. Particulièrement, dans le trafic du pétrole et des stupéfiants. Pour regagner leurs positions antérieures, la meilleure solution fut de réunir leurs forces avec celles des « loups gris » azerbaïdjanais et de renverser Aliyev. Il n'est pas exclu qu'à sa place ils entendaient rétablir l'ancien président Eltchibey. Cependant le Front populaire ne les a pas soutenu. Malgré les appels à sortir dans la rue, les partisans d'Eltchibey ont demandé de n'entreprendre aucune démarche et de rester chez eux. Un autre évènement important fut le message que le président tchéchène Djokhar Doudaïev a adressé à ses concitoyens habitant à Bakou (Djavadov s'était adressé aux Tchétchènes en les appelant à les soutenir dans leur combat contre le président Aliyev) et dans lequel il exprima qu'aucun soutien de l'État ne serait accordé par le gouvernement de la Tchétchénie aux rebelles (dans ce temps-là le gouvernement de Doudaïev avait établi des relations de bon voisinage avec H. Aliyev ; Bakou accueillit des réfugiés tchéchènes et, pendant la guerre en Tchétchénie, des rebelles étaient soignés dans des hôpitaux de l'Azerbaïdjan). Finalement les Tchétchènes ne participèrent pas à la mutinerie ».*<sup>609</sup>

Il faut souligner qu'on ne peut pas accuser délibérément la Turquie dans cette tentative de coup d'État. Dans le gouvernement de coalition turque figuraient différents groupes de soutien du gouvernement de l'ancien président Eltchibey, dont beaucoup d'anciens fonctionnaires s'installèrent en Turquie et établirent des liens, non seulement avec les représentants de l'administration turque, mais aussi avec les milieux d'affaires et plus particulièrement, le milieu industriel pétrolier. Aussi, pour rétablir leur influence précédente en Azerbaïdjan, des groupes ont voulu profiter de la possibilité qui leur était donnée de pouvoir retrouver leurs statuts antérieurs.

L'absence de cohérence entre les organisateurs du coup d'État, la fuite d'informations, la non-participation de toutes les forces impliquées dans son étape initiale, le charisme et le génie

---

<sup>609</sup> GOLTZ Thomas. *Op. cit.*, p. 451-452.

politique de H. Aliyev pour conduire l'armée nationale azerbaïdjanaise à l'état d'urgence à la veille de son départ pour Copenhague, son accord verbal de non-agression avec le président de l'Arménie (l'opération militaire contre l'OMON se déroulait à 5 km de la frontière arménienne, dans les régions de Kazakh, d'Akhstafa et de Tovuz), ainsi que l'infiltration d'un réseau d'agents dans le camp de l'OMON, contribuèrent à l'échec du coup d'État. Durant six mois le président H. Aliyev aura dû faire face à deux tentatives de coup d'État infructueux. Écrasant dans le sang la police anti-émeute il mettra fin à l'opposition militaire à l'intérieur de son pays.

Dans ces moments difficiles, où le régime politique en Azerbaïdjan ne pouvait compter ni sur le soutien de la Russie ni sur celui de la Turquie, le président H. Aliyev s'est beaucoup interrogé sur le fait de savoir à qui il pouvait faire confiance. Il limita ainsi la médiation de la Turquie pour ses contacts avec l'étranger et chercha à contacter directement les États-Unis et les pays occidentaux. Par le contrat pétrolier, il réussit à impliquer les pays occidentaux en leur demandant leurs concours pour chercher à trouver une solution dans le conflit du Haut Karabakh, affaiblissant ainsi l'influence de la Turquie et de la Russie dans les affaires politiques intérieures de l'Azerbaïdjan.

#### **D. Renforcement des liens politiques entre les deux pays : lutte diplomatique commune pour définir la route principale d'exportation du pétrole azerbaïdjanais (1996-1998)**

En avril 1995, un mois après le coup d'État échoué, la première ministre turque Tansu Çiller se rendra en visite officielle en Azerbaïdjan. L'un des principaux sujets de discussion était l'augmentation de la part des entreprises turques dans le consortium pétrolier pour l'exploitation des gisements pétroliers de la mer Caspienne, et l'acheminement du pétrole brut vers les marchés européens et mondiaux via le territoire de la Turquie. Dans son tête-à-tête avec la Première ministre turque, parlant de la part de la Turquie dans le consortium pétrolier, H. Aliyev déclarera sa volonté d'augmenter de 1,75 % à 6,75 %, cette part<sup>610</sup> mais à condition de ne plus revenir sur cette question au niveau des négociations bilatérales officielles. C'est par cette démarche que le président azerbaïdjanais s'est positionné sur le fait que la question énergétique ne devait pas devenir une pierre angulaire, afin de ne plus mettre de tension dans les relations entre les deux États. Un autre aspect important de la rencontre concernait Ayvaz Gökdemir, l'adjoint de la première ministre, soupçonnée d'avoir participé au coup d'État de mars 1995 en Azerbaïdjan, et qui a été déclaré *persona non grata* au pays. Dans son entretien avec Tansu Çiller, H. Aliyev a

---

<sup>610</sup> Selon l'accord, la part pétrolière de la TPAO serait estimée par le consortium de 35 millions de tonnes, sur un total de 524 millions de tonnes. UYSAL Bekir. *Op. cit.*, p. 503.

rappelé la phrase qu'avait prononcée Atatürk en 1922, pour l'ouverture de l'ambassade de l'Azerbaïdjan socialiste, afin de montrer que son pays était, depuis lors, indépendant et souverain et qu'il était inadmissible d'interférer dans ses affaires intérieures : « *Aujourd'hui, je tiens à vous rappeler les paroles du grand Mustafa Kemal Atatürk. Il a dit que, si l'Azerbaïdjan riait, la Turquie rirait aussi. Si l'Azerbaïdjan pleurait, la Turquie pleurerait aussi. Moi, en tant que président de l'Azerbaïdjan exprimant la volonté du peuple azerbaïdjanais, je veux dire que le jour où la Turquie se sentira mal, l'Azerbaïdjan sera de son côté. Si la Turquie a de la joie, l'Azerbaïdjan partagera ses sentiments heureux* ». <sup>611</sup>

Lors de la visite de Tansu Çiller à Bakou, H. Aliyev a aussi souligné le besoin azerbaïdjanais de crédits étrangers, indispensables tant pour l'achèvement des investissements infrastructureux, que pétroliers. Selon la première ministre turque, l'accord signé ferait évoluer les relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Il convient aussi d'ajouter qu'elle a confirmé que la politique turque envers l'Arménie ne changerait pas pour modifier les frontières azerbaïdjanaises en recourant à la force. Et, qu'à l'issue de la cérémonie de signature de l'accord pétrolier, Tansu Çiller a affirmé que le gouvernement turc avait été soutenu par les États-Unis, sur au moins trois sujets importants : 1) l'augmentation de la part de la Turquie dans le consortium pétrolier ; 2) le tracé de l'oléoduc Bakou-Ceyhan et, 3) la signature de l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, en mars 1995. <sup>612</sup>

Le sujet des négociations pétrolières présentait un vif intérêt pour la Turquie, notamment pour Tansu Çiller. Selon une information non confirmée, son mari était un homme d'affaires et possédait avec Roger Tamraz, son homologue libanais, un gisement pétrolier et gazier au Turkménistan dont les réserves ont été estimées à 358 millions de barils de pétrole et à 3,7 trillions de mètres cubes de gaz. La personnalité de Roger Tamraz est très intéressante, vu son origine arménienne qui, le moment venu, avait promu l'idée de faire passer l'oléoduc de la Caspienne vers la Turquie en traversant l'Arménie. Il maintenait également des relations étroites avec Tansu Çiller et Alp-Arslan Türkeş, le dirigeant du Parti nationaliste « Le loup gris ». Ces relations ont fait l'objet d'une étude de l'ancien agent de la CIA Robert Baer, auteur de livre « *See no evil* » paru en 2003. Dans ce livre, Baer avait écrit sur la rencontre de Tansu Çiller avec Roger Tamraz organisée par les nationalistes de Alp-Arslan Türkeş. De plus, Baer rajoutait que « *Oil Capital Limited* », la compagnie pétrolière de R. Tamraz était responsable du blanchiment d'argent de Omar Lütfi Topal, un homme d'affaires turc spécialisé dans le domaine des salles de

---

<sup>611</sup> ÜLKÜ İrfan. *Bağımsızlıktan sonra Azerbaycan* (L'Azerbaïdjan après l'indépendance), « Dogan Kitapçılık AS », 2000, p. 252.

<sup>612</sup> UYSAL, Bekir. *Ibid.*, p. 504-505.

jeux. En Azerbaïdjan, Omar Lütfi Topal entretenait son business de casino illégal qui était au service des hauts fonctionnaires du gouvernement de H. Aliyev, y compris de son fils, le président actuel de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev. Tansu Çiller maintenait également des relations familiales avec Roger Tamraz grâce aux contacts étroits que ce dernier entretenait avec son mari. Il est intéressant de noter que, selon Baer, Roger Tamraz était lié à la tentative de coup d'État de mars 1995 en Azerbaïdjan : « *Alors que Tamraz rendait visite en Arménie et en Turquie, H. Aliyev a subi une tentative de coup d'État qu'il a réprimé par la force... Deux semaines après ces événements, deux agents du service secret de la Turquie (MIT) ont été arrêtés. Plus tard il s'est avéré que ces deux personnes étaient venues en Azerbaïdjan pour accomplir l'ordre donné directement par Tansu Çiller, et avaient été financées par une caisse secrète du gouvernement* ». <sup>613</sup>

#### *Visite de Mesut Yılmaz à Bakou en 1996*

Dès 1995, le caractère des relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Turquie a changé sa direction de l'axe politique vers l'axe économique. Le « Contrat du siècle », signé en septembre 1994 exigeait la transition vers un autre niveau de coopération, à savoir, la question de l'éventuelle distribution du pétrole brut vers les marchés européens et mondiaux. Cette question occupait la plupart du temps, l'ordre du jour des négociations entre les gouvernements des deux pays. Vers 1996, ayant reçu la garantie ferme de sa participation dans le consortium pétrolier, la Turquie s'est mise à proposer les possibles moyens d'acheminement du pétrole caspien, voire, la construction de l'oléoduc Bakou-Soupsa qui était devenu le sujet principal des négociations bilatérales lors de la visite en Azerbaïdjan du nouveau Premier ministre turc Mesut Yılmaz pour des pourparlers portant essentiellement sur des projets à caractères commercial et économique. Malgré l'évolution croissante de leurs relations bilatérales, qui comprenait l'ouverture de la banque turque « Bay Bank », le centre commercial « Ramstore » et le terminal de l'aéroport construit par l'entreprise turque « ZAIMLER », les deux parties n'étaient pas satisfaites du niveau de leurs coopérations qu'ils préféraient encore pouvoir accroître dans un avenir rapproché. La présence du ministre turc de l'Énergie dans la délégation présente en Azerbaïdjan rendait évidente la discussion sur la question de la voie d'acheminement du pétrole brut azerbaïdjanais par l'oléoduc Bakou-Soupsa, que la partie turque avait promis de financer. Pour information, il convient de noter que, contrairement à son prédécesseur, Mesut Yılmaz n'était pas un partisan farouche de l'idée de financer la construction de l'oléoduc liant Bakou à

---

<sup>613</sup> ISMAILOVA Khadija. *Op. cit.*, et BAER Robert. *See no evil*, « Maps », Santa-Barbara, C.A. USA, 2001, p.136-141.

Soupsa. La Turquie était plutôt favorable à l'idée de considérer l'acheminement du pétrole brut via Bakou-Soupsa comme la première étape de la construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan, par lequel devait s'écouler la grande majorité de la production pétrolière.<sup>614</sup>

Une autre question en discussion était celle du règlement du conflit dans le Haut Karabakh, à la lumière des nouvelles négociations entre la Turquie et l'Arménie portant sur l'ouverture des frontières entre les deux États.<sup>615</sup> À la veille de la visite de Yılmaz à Bakou, l'envoyé spécial du président arménien Gérard Libaridian, instruit par son gouvernement, se rendra à Ankara afin d'avoir des entretiens concertés avec le Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères Emre Gönensay. Lors de ces entretiens, G. Libaridian transmettra le message de Levon Ter-Petrossian, portant sur « la demande d'établir une amélioration immédiate dans les relations turco-arméniennes », réponse à celui que Süleyman Demirel avait adressé antérieurement à son homologue arménien, et dans lequel il avait exprimé les vœux turcs pour que l'Arménie prenne des mesures concrètes pour la paix.<sup>616</sup> Cependant, la Turquie déclarera qu'elle ne donnerait son feu vert à une amélioration de ses relations avec l'Arménie et à l'ouverture prioritaire du passage frontalier turco-arménien d'« Aïçan », qu'à la condition que l'Azerbaïdjan et l'Arménie signent un *mémoire* de compromis au sujet du statut du Haut Karabakh, voire même sans attendre un éventuel accord de paix entre ces deux belligérants, les Azerbaïdjanais craignant qu'une amélioration des relations turco-arméniennes puisse constituer un élément susceptible d'affaiblir leur poids dans les négociations du processus de paix.

Quant aux entretiens Yılmaz-Aliyev, le Premier ministre turc donnera des garanties à son interlocuteur pour le prolongement de la fermeture du passage frontalier d'Aïçan, pomme de discorde entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à moins que les Arméniens ne se retirent des territoires qu'ils ont occupés.

Une telle approche a de profondes raisons : la récession économique de la Russie ; le rapprochement de la Géorgie avec l'axe Bakou-Ankara ; mais aussi, les menaces constantes de sanctions économiques contre l'Iran qui pouvaient plonger l'Arménie dans un blocus

---

<sup>614</sup> L'ambassadeur de la Fédération de Russie en Turquie Albert Tchernychev a déclaré que son pays n'était pas contre la construction de l'oléoduc Bakou-Soupsa à condition qu'il y aurait plusieurs oléoducs (supposé Bakou-Novorossiysk via la Russie).

<sup>615</sup> ALIYEVA S. « V Baku pribyvaet prem'er-ministr Turcii Masud Yilmaz. Chto mozhno ozhidat' ot etogo vizita ? » (L'arrivée de Mesut Yilmaz, le Premier ministre de la Turquie à Bakou. Que ce qu'on attend de cette visite ?), *Zerkalo*, 10 avril 1996.

<sup>616</sup> ÇAĞLAYAN Selin. « L'envoyé spécial de Ter-Petrossian à Ankara », *Hürriyet*, le 13 avril 1996, cité dans UYSAL Bekir. *Op. cit.*, p. 514.

économique réel. Dans de telles circonstances, l'Arménie cherchait unilatéralement à développer ses relations avec la Turquie.

Mesut Yılmaz soulignera cependant quatre conditions susceptibles de favoriser l'ouverture des frontières entre la Turquie et l'Arménie : 1) la libération des territoires occupés de l'Azerbaïdjan ; 2) la non-accessibilité du Haut Karabakh au statut d'autonomie politique (uniquement culturelle) ; 3) l'établissement d'une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui permettra au Caucase, qui a un grand potentiel économique, d'assurer la prospérité de tous les pays de la région ; et, 4) la Turquie prête à contribuer à la prospérité économique de ces deux pays en entamant des négociations destinées à conclure une paix à long terme.<sup>617</sup>

*La visite de H. Aliyev en Turquie en mai 1997*

Au cours de ce mois de l'année 1997, le président azerbaïdjanais entreprendra une visite officielle en Turquie, suite à laquelle les deux pays signeront une déclaration d'approfondissement de leur coopération stratégique, prévoyant notamment une assistance mutuelle et le soutien nécessaires au maintien de leur indépendance, leur souveraineté, leur intégrité territoriale et l'inviolabilité de leurs frontières respectives.

Dans le discours qu'il prononcera à Ankara, H. Aliyev appellera le gouvernement turc à faire pression sur l'Arménie pour qu'elle libère les territoires occupés en Azerbaïdjan. Dans ce contexte, le président de l'Azerbaïdjan adressera des reproches à l'encontre des Turcs en les accusant d'avoir souhaité établir un commerce frontalier avec l'Arménie : « *J'ai exprimé mon opinion aux chefs d'État et de gouvernement turcs, en leur rappelant que l'Arménie avait agressé l'Azerbaïdjan. Ce pays n'a donc aucune excuse et il est hors de question d'entrer dans une relation commerciale avec lui. Je pense que si quelqu'un en Turquie réagissait de cette manière pour avoir seulement quelques avantages économiques, le peuple et la société turcs ne se laisseraient pas faire* ». <sup>618</sup>

L'autre sujet qui a été abordé durant la visite du président azerbaïdjanais en Turquie fut celui de la question concernant la prise de décision définitive relative au passage de l'oléoduc par le territoire de la Turquie. La question d'un l'oléoduc traversant la Turquie était bien évidente, son sujet abordable dès la signature du « Contrat de siècle » en septembre 1994, mais la réponse décisive n'a été donnée par H. Aliyev qu'en mai 1997 lors de sa présence officielle à Ankara.

---

<sup>617</sup> NURANI. « Vizit M.Yilmaza v Azerbaidjan : pozicii konkretiziruyutsya », (La visite de M.Yilmaz en Azerbaïdjan : les positions se concrétisent), *Zerkalo*, 20 avril 1996.

<sup>618</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 302-303.

Cette déclaration de H. Aliyev poursuivait cependant un autre objectif, à savoir, inciter la Turquie à investir dans l'économie azerbaïdjanaise plus de 11 milliards de dollars. Cette démarche du président azerbaïdjanais était liée à la proposition de la Turquie d'effacer la dette de l'Azerbaïdjan (250 millions de dollars prêtés par la Turquie, qui ont été prolongés pour deux ans supplémentaires, de 1995 à 1997) à condition d'accepter que l'oléoduc transite par le territoire turc.

Le montant d'investissement de 11 milliards de dollars déclaré par H. Aliyev s'établissait sur trois importants facteurs : a) le coût total de la construction de BTC était estimé à 3,2 milliards de dollars alors que son coût réel s'élèvera à 4,7 milliards de dollars ; b) selon la longueur de l'oléoduc, il fallait compter 10 dollars supplémentaires par kilomètre, ce qui revenait à 400 millions de dollars annuels et compte tenu du fait que la phase active de l'exportation du pétrole aurait duré de 3 à 5 ans, cette somme se serait élevée à 2 milliards de dollars et ; c) les dettes azerbaïdjanaises auprès de l'Eximbank turc.

Lorsqu'on additionne tous ces facteurs, on constate que les investissements azerbaïdjanais à l'économie de la Turquie dépasseront les 7 milliards de dollars, alors que l'Azerbaïdjan ne recevra de la Turquie que 4 milliards de dollars d'investissements, dont une partie sera reprise par les entreprises turques<sup>619</sup> elles-mêmes pour la reconstruction des travaux d'infrastructure.

#### *Les négociations pour la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan*

Au début de l'année 1995, lorsque Tansu Çiller annonça la formation de son nouveau gouvernement, le ministère de l'Énergie et la compagnie pétrolière Botaş perdaient leur influence au sein de nouveau Conseil des ministres. Tansu Çiller nommera Emre Gönensay, ancien porte-parole du président Süleyman Demirel, en tant que coordinateur pour la construction des pipelines de pétrole et de gaz. Il était également responsable de la construction de BTC (main oil exportation) via le territoire de la Turquie.

Il faut noter que la Turquie ne soutenait pas le choix de faire transiter le pétrole brut azerbaïdjanais via l'oléoduc Bakou-Novorossiysk du fait de la guerre en Tchétchénie (160 km de cet oléoduc traversaient la République rebelle), et a donc proposé de faire transiter le transport

---

<sup>619</sup> MOKIN S. « Vopros eksporta nefi reshén politicheski ? » (La question de l'acheminement du pétrole est-elle réglée politiquement ?), *Zerkalo*, 09 mai 1997.

du pétrole via la Géorgie (Batoumi). Mais les compagnies pétrolières américaines se sont montrées hostiles à ce choix et ont proposé un autre chemin de transit via la Géorgie (Soupsa).

En août 1995, suite aux négociations qui se sont déroulées aux États-Unis, la Turquie s'engagera à financer la construction de l'oléoduc Bakou-Soupsa et en informera le président de l'AOIC (Compagnie internationale pétrolière de l'Azerbaïdjan) Terry Adams. À son tour, ce dernier fera savoir au partenaire turc la volonté du président H. Aliyev de faire transiter le pétrole brut par la voie Bakou-Novorossiysk pour ne pas irriter la Russie, car, en raison de la fermeture de ses frontières avec ce pays, l'Azerbaïdjan se trouvait dans une situation économique gravissime, la pénurie alimentaire étant ressentie à grande échelle dans toute la République. Aussi, pour ne pas offenser la Turquie, la décision de construire simultanément deux oléoducs, Bakou-Soupsa et Bakou-Tbilissi-Ceyhan sera retenue. Pour parapher l'accord signé concernant l'exportation du pétrole brut via l'oléoduc Bakou-Soupsa, une délégation turque sera dépêchée en Géorgie pour obtenir la signature du président Édouard Chevardnadze. Mais, à la suite d'un attentat perpétré à l'encontre du président géorgien, durant lequel il sera légèrement blessé, les travaux de construction de l'oléoduc seront retardés.

À la fin de l'année 1997, le ministre turc des Affaires étrangères se rendra en visite officielle en Azerbaïdjan afin d'examiner la possibilité de prendre une décision définitive concernant l'exportation de la majeure partie du pétrole de la Caspienne. Suite à cette démarche, les présidents azerbaïdjanais et turc se rencontreront pour donner leur avis sur le projet et, en avril 1998, l'accord définitif sera signé à Istanbul entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.<sup>620</sup>

Il faut souligner que les compagnies pétrolières américaines, ainsi que la Turquie auront délibérément tenté d'écarter la Russie du jeu géopolitique, pour augmenter leur influence dans la région du Caucase du sud.<sup>621</sup>

Le pétrole brut passera par l'oléoduc Bakou-Novorossiysk en 1998 (continue aussi dans les années 2000) et par Bakou-Soupsa une année plus tard. Il faut noter qu'en raison du changement fréquent de gouvernement en Turquie (entre 1992 et 1997, le gouvernement a été changé sept fois et le ministre des Affaires étrangères à dix reprises), le processus de construction des oléoducs reliant la Caspienne à la Turquie a été souvent retardé, car, d'un

---

<sup>620</sup> ŞEN Yunus. *Op. cit.*, p. 216-217.

<sup>621</sup> MIRKADYROV R., GULUZADEH K. « Turciya otkazalas' finansirovat' zapadnyy marshrut eksporta ranney nefti » (La Turquie a refusé de financer la construction de l'oléoduc pour l'exportation du premier pétrole), *Zerkalo*, 18 mai 1996.



gouvernement à l'autre, la question du transit du pétrole de la Caspienne présentait un intérêt plus ou moins prioritaire.

En évoquant les relations bilatérales entre Ankara et Bakou il faut noter que, de 1995 à 1998, leur caractère s'est porté essentiellement sur l'économie, parce qu'après le coup d'État manqué contre le gouvernement de H. Aliyev, auquel avaient participé de hauts fonctionnaires du gouvernement et du ministère de la Sécurité nationale turcs, l'influence politique de la Turquie en Azerbaïdjan avait été réduite. De plus, le changement constant de gouvernement influencera grandement la nature de ces relations, notamment la crise gouvernementale qui s'étendra de 1994 à 1997, lorsque Mesut Yılmaz parviendra à la tête du gouvernement turc. Avant lui, Tansu Çiller sera accusée de corruption et d'espionnage en faveur des États-Unis, puis ce sera Necmettin Erbakan, leader du Parti Riphah (Prosperité) à être accusé d'avoir financé sa campagne électorale avec le soutien de l'Arabie saoudite, et pour sa propagation de l'Islam en dehors de la Turquie, y compris en Azerbaïdjan.<sup>622</sup>

De même, entre 1995 et 1998, la Turquie changera à trois reprises ses ambassadeurs en Azerbaïdjan. À l'ambassadeur turc Altan Karamanoğlu, accusé d'avoir participé au coup d'État contre le gouvernement de H. Aliyev, succédera à partir d'avril 1995 Omar Orhun. Cependant, ce dernier n'occupera la fonction d'ambassadeur plénipotentiaire que pendant une période d'un an et, suite à la visite officielle de Mesut Yılmaz, il sera remplacé par Osman Faruk Loğoğlu à partir d'octobre 1996. Après deux années de mission diplomatique à Bakou, Osman Faruk Loğoğlu sera rappelé à Ankara et cèdera sa place à Kadri Ecvet Tezcan.<sup>623</sup>

En conclusion de la partie de notre travail que nous venons de consacrer aux relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, il faut souligner que, malgré les difficultés et les mécontentements qui ont été exprimés par le gouvernement azerbaïdjanais, le président H. Aliyev, restera favorable au développement des relations bilatérales entre les deux pays. Lors de sa rencontre avec le président turc Süleyman Demirel à Antalya, où il se rendra pour se faire soigner d'une intervention chirurgicale réalisée aux États-Unis, H. Aliyev exprima : « *ma vie, ma santé je la confie à la Turquie* ». <sup>624</sup>

---

<sup>622</sup> NABIOGLY Ibragim. « Turciyu sotrijasayut razoblachenija » (La Turquie secouée par des révélations), *Zerkalo*, 19 juillet 1997.

<sup>623</sup> GABIBOGLY R. « Turciya menjaet svoego posla v Azerbaidzhane » (La Turquie remplace son ambassadeur en Azerbaïdjan), *Zerkalo*, 22 juin 1996.

<sup>624</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 301.

**Partie III – L’Affrontement des intérêts géopolitiques  
de la Russie et de la Turquie au Caucase dans les  
années 1990**

Dans la troisième partie de notre travail de recherche, nous avons choisi de décrire la théorie de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan et son rôle du point de vue de sa sécurité nationale. Cette approche va donc nous permettre de situer la politique extérieure de l'Azerbaïdjan par rapport aux théories des relations internationales existantes - car il n'existe pas qu'une seule théorie générale, mais une pluralité d'approches théoriques, mais aussi de clarifier la vision de la sécurité nationale en Azerbaïdjan à la lumière de ses relations avec l'Arménie qui restent très conflictuelles.

Étudiant la politique extérieure de la jeune République, un chapitre est consacré à l'étude de création du premier service diplomatique de l'Azerbaïdjan indépendant. Parallèlement, cette partie de notre thèse tente d'expliquer les relations extérieures avec les autres pays avoisinants, et notamment la Turquie et la Russie, à la fois en raison de la confrontation des intérêts de ces deux puissances dans la région du Caucase du sud, mais aussi de leurs conflits ouverts intérieurs (séparatisme kurde pour la Turquie et Tchétchénie pour la Russie) qui fragilisent la position de l'Azerbaïdjan dans le contexte de leur quête pour une domination géopolitique. À son tour, l'Azerbaïdjan maintient l'équilibre dans ses relations entre la Turquie et la Russie, pour ne pas subir de lourdes pertes politiques et économiques, et tente de construire un axe géopolitique liant l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Israël.

## Chapitre 1 : Les vecteurs de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan entre 1992 et 1998

L'historien athénien Thucydide disait que, si l'on paraphrase son aphorisme : « le grand pays a un grand destin, le petit est condamné à en avoir un petit ». Admettons que les paroles de Thucydide sont anciennes et ne concernaient que de grandes puissances. Mais aujourd'hui, quand le nombre d'États sur la planète avoisine les deux cents, cette théorie ne s'applique pas. Sans doute, les aphorismes de Thucydide, comme à l'époque des Grecs et des Romains antiques, sont d'actualité, car les grandes puissances agissent comme des catalyseurs de grands événements.

Cependant, à côté de grands pays, existent des pays, petits par leurs dimensions géographiques, mais qui, grâce à leur essor technologique et au développement de l'économie, occupent une place respectable dans l'ordre mondial. L'Azerbaïdjan figure parmi ces petits pays qui, grâce à ses ressources naturelles et à sa situation géographique avantageuse,<sup>625</sup> trouvent sa place dans les processus mondiaux.

La question qui se pose est celle de savoir : comment définir un « grand » ou un « petit » pays ? Les « petits » pays possèdent-ils leur propre politique extérieure ? Quel est le rôle des « petits » pays dans la politique internationale aujourd'hui ?

Deux approches peuvent être évoquées pour identifier la définition de « petit pays ». La première d'entre elles utilise les moyens quantitatifs pour mesurer leurs capacités absolues. Les États sont classés selon les critères suivants : la superficie territoriale, la population, le PIB national, le PIB par habitant, les dépenses militaires, la réserve en énergie, la production industrielle, la part dans le commerce international, la consommation en énergie, etc.

Le deuxième critère est qualitatif : les ressources matérielles des États à travers le prisme psychologique de la motivation à les employer, afin de mieux mesurer la politique étrangère. La qualité de leadership, sa capacité à rassembler les masses pour une cause nationale, la nature du

---

<sup>625</sup> Selon Jean-Baptiste Duroselle et Pierre Renouvin, la situation géographique d'un État qui contrôle les matières premières (pétrole et gaz) et est en même temps une voie naturelle de passage (la grande route de la soie, par exemple) peut devenir un point d'attraction, un centre de fixation qui consolide l'État. Mais cette ligne de circulation commerciale peut aussi être une voie d'invasion : si l'État est faible et s'il a des voisins puissants, il risque de devenir la victime de sa situation géographique favorable. RENOUVIN Pierre, DUROSELLE Jean-Baptiste. *Introduction à l'histoire des relations internationales*, « Armand Colin », 1991, p. 18.

caractère national, le moral de la nation, sa confiance en elle, toutes ces caractéristiques peuvent être incluses dans cette perspective.<sup>626</sup>

La plupart des petits États sont en effet dotés de capacités économiques particulières qui déterminent leur faculté de demeurer viables et à se développer. La vulnérabilité et l'instabilité ainsi engendrées importent d'autant plus qu'elles prédisposent ces petites sociétés à la pauvreté et aux perturbations sociales, outre les efforts mis en œuvre par les politiques. Que des circonstances difficiles surviennent, ce qui est souvent le cas, ils sont plongés dans une incertitude durable, voire pérenne. À l'opposé des plus grands États, leur pouvoir d'influencer le cadre dans lequel ils évoluent ou de fixer les conditions de leurs succès est extrêmement réduit.<sup>627</sup>

Mais les menaces politiques les plus immédiates, pour les petits États, demeurent le plus souvent inhérentes à leur nature et à leur structure mêmes. Elles proviennent en effet de leurs transitions politiques et économiques difficiles, de la configuration de minorités ethniques appelées à coexister, de la fragilité des institutions démocratiques établies sur le fondement léger d'un nationalisme civique récent. Pour autant, les menaces extérieures existent également. Elles proviennent de deux sources : a) d'une part, des éventuelles nostalgies de grandeur développées par les anciennes puissances impériales, et d'autre part b) par la remise en cause du principe même de souveraineté qui émane des processus d'intégration régionale, et des forces plus globales à l'œuvre des processus de mondialisation.<sup>628</sup>

---

<sup>626</sup> CHARILLON Frédéric. *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, « Presse de Science Po », 2002, p. 334-335.

<sup>627</sup> CHARILLON Frédéric. *Op.cit.*, p. 336-337, voir aussi KALLAS Siim. « The Foreign policy of a small state », Estonian foreign and security policy Journal *Diplomaatia*, №42, february 2007, <http://www.diplomaatia.ee/en/article/the-foreign-policy-of-a-small-state/> et BIBO Istvan. *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, « Albin Michel », 1993.

<sup>628</sup> CHARILLON Frédéric. *Ibid.*, p. 342.

## *Section 1 : Théorie de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan*

Selon la classification théorique des pays, conformément au politologue Marcel Merle, expert dans le domaine des relations internationales, si l'on combine les caractéristiques extrinsèques, on pourrait essayer d'établir une classification hiérarchique entre ces différents acteurs :

1. En premier lieu, ce sont les acteurs étatiques qui sont en mesure de jouer un rôle mondial, c'est-à-dire d'intervenir dans toutes les parties du monde.
2. En second lieu, les États qui seraient susceptibles de jouer un rôle mondial, mais dont la capacité réduit leur influence à un secteur particulier de leurs relations internationales.
3. En troisième lieu arrivent les pays qui n'ont aucune ambition ni aucune chance d'exercer un rôle mondial, mais qui disposent tout de même de la capacité nécessaire pour jouer le rôle de leaders régionaux.
4. En dernier lieu, on trouve tous les pays qui ne peuvent prétendre, du fait de leur exigüité ou de leur faiblesse, qu'à jouer un rôle local, c'est-à-dire préserver leur indépendance et protéger leur territoire contre les ambitions de leurs voisins. Tel est, à l'heure actuelle, le cas de la majeure partie des États du monde qui sont beaucoup plus objets que sujets des relations internationales.<sup>629</sup>

Les premières années d'existence de l'Azerbaïdjan indépendant peuvent être rangées dans la quatrième catégorie de la classification de Marcel Merle.

Avant de penser à élaborer sa propre politique extérieure, l'Azerbaïdjan devait, tout d'abord, définir son statut en tant que nouvel État ayant récemment acquis sa fragile indépendance. Quel chemin de développement faut-il choisir ? Est-il utile de continuer son chemin de développement établi au sein de l'Union soviétique en se cachant derrière le phénomène de « l'État démocratique » ? Ou bien, entreprendre des démarches concrètes pour construire une société démocratique, pluraliste, avec la protection efficace des droits de l'homme ainsi que la garantie des droits fondamentaux et des libertés des citoyens ?

En faisant référence à Marcel Merle, on constate que l'étude de l'élaboration de la politique extérieure soulève, au moins pour les États pluralistes et démocratiques, un problème

---

<sup>629</sup> MERLE Marcel. *Sociologie des relations internationales*, Paris, « Dalloz », 4<sup>e</sup> édition, 1988, p. 322-330.

capital, celui des rapports entre la politique intérieure et extérieure. Certes, il ne faut jamais oublier que la seconde est soumise à des contraintes particulières puisqu'elle met en présence des acteurs réputés souverains avec lesquels il faut procéder, par négociation ou, en cas de besoin, par force, à un ajustement toujours difficile et souvent précaire. Parce que suite au changement des règles de la démocratie, la continuité de la politique extérieure serait sans cesse menacée. Pourtant l'expérience prouve que la pérennisation tend à prévaloir sur le changement quand certains aspects de la politique extérieure sont en cause. Dans ce domaine, il faut tenir compte non seulement de la nécessité de respecter les engagements pris par les prédécesseurs, mais de la permanence des contraintes et des menaces qui proviennent de l'environnement externe.<sup>630</sup>

Pour les pays autocratiques, le fait de contrôler étroitement les mouvements d'opinion publique interne et d'étouffer les manifestations de l'opposition semble leur confier un avantage appréciable par rapport à la lourdeur du fonctionnement des régimes démocratiques. Les gouvernements ont certainement les mains plus libres pour conduire la politique étrangère qu'il s'agisse d'en assurer la continuité ou de procéder à des revirements spectaculaires. Autoritarisme et stabilité dans la politique extérieure ne sont pas forcément synonymes. Quel que soit le régime au pouvoir, la politique extérieure est un exercice difficile. Son étude ne peut jamais se réduire à ses manifestations internationales, mais doit inclure celles des structures et des tendances de la vie politique interne qui constituent en quelque sorte la « face cachée » de la politique extérieure.<sup>631</sup>

*« Il n'existe aucun acte de politique étrangère qui n'ait un aspect de politique intérieure... Tout acte qui vise l'étranger a un aspect intérieur ne serait-ce qu'en fonction de ce simple fait que l'autorité responsable émane d'un processus interne »,* écrit Jean-Baptiste Duroselle qui en a apporté la démonstration dans ses ouvrages.<sup>632</sup>

On peut schématiquement distinguer deux sortes de politiques extérieures : les politiques « offensives », d'affirmation nationale et d'expansion, et les politiques « défensives » de repliement, ce qui reflète la théorie des deux bons modèles selon Palmer Glenn : celles de « *change* » (changement) et de « *maintenance* » (préservation du statu quo).<sup>633</sup>

La politique « défensive » est très souvent caractérisée par l'idéologie nationaliste. Elle s'est développée et a été instrumentalisée dans les grands États européens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

---

<sup>630</sup> MERLE Marcel. *Op. cit.*, p. 348-353.

<sup>631</sup> *Ibid.*, p. 356-357.

<sup>632</sup> FRANK Robert. *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, édition « PUF », 2012, p.217.

<sup>633</sup> PALMER Glenn, T. Clifton Morgan. *A theory of foreign policy*, Princeton University Press, 2006, p. 26-27.

et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Les dirigeants politiques, suivis activement ou passivement par la majorité de la population, apparaissent animés par la volonté de développer la puissance de la nation, imposant aux nations une compétition permanente, une sorte de lutte pour la vie, ou la survie ; s'abstenir conduirait à la décadence. Il y a là un phénomène culturel, touchant la formation des milieux dirigeants et l'état d'esprit des classes moyennes.

L'impact de la politique extérieure conduite par le gouvernement revêt plusieurs formes :

- a) Une décision de politique extérieure peut amener à infléchir, voire, à modifier la politique intérieure prévue.
- b) La politique intérieure subit les effets de succès ou d'échecs en politique extérieure, les premiers consolidant, les seconds affaiblissant la majorité gouvernementale, ou même provoquant la chute du régime.
- c) La mise en cause de la politique extérieure suivie peut miner un gouvernement et provoquer sa chute. Ce fut le cas du gouvernement d'Eltchibey.
- d) La politique extérieure menée suscite des controverses et des divisions soit dans la majorité, soit dans l'opposition.

Il existe d'autres influences conjoncturelles de la politique intérieure qui s'exercent sur la politique extérieure. L'une d'elles, analysée par Jean-Baptiste Duroselle, est-ce qu'il appelle « la stratégie de dérivation », c'est-à-dire l'utilisation de la politique extérieure pour détourner l'opinion de revendications intérieures et pour affaiblir l'opposition, une initiative en politique extérieure devant imposer une trêve aux discordes internes et rehausser le prestige du gouvernement (la politique de Heydar Aliyev).<sup>634</sup>

#### **A. La politique extérieure définie par la situation géographique de l'Azerbaïdjan**

La situation géographique de l'Azerbaïdjan conditionne son gouvernement à une tactique spéciale dans l'élaboration du concept de la politique étrangère de l'État. La « *Déclaration d'indépendance* » et le renforcement de la base étatique de l'Azerbaïdjan, suite à sa reconnaissance en tant que sujet du droit international, ont marqué le début de l'époque de formation de sa politique étrangère. Celle-ci a commencé avec la formation de la structure du ministère des Affaires étrangères (MAE) de la République répondant aux nouvelles exigences et

---

<sup>634</sup> Cité dans FRANK Robert. *Op. cit.*, p.219-222.



réalités, conformément à l'article de la « Convention de Vienne sur les relations diplomatiques » de 1961, ainsi que par la ratification des lois « *Sur la nomination en rang diplomatique* », adoptées le 25 juin 1992 et « *Sur le service diplomatique* » du 21 mai 1994. On a également procédé à la mise en place des services diplomatiques à l'étranger par l'ouverture d'ambassades et de consulats dans beaucoup de pays du monde, et des représentations permanentes auprès des organisations internationales. Actuellement, la République d'Azerbaïdjan possède des ambassades dans plus de 70 pays du monde pour un budget annuel de 100 millions de dollars, ce qui leur offre la possibilité de mener les activités politique et juridique dans les pays concernés.

Il faut noter qu'à la suite de l'écroulement de l'URSS, la République d'Azerbaïdjan acquit très vite sa reconnaissance de la part de la communauté internationale. Dans la période de novembre 1991 à janvier 1992, soixante-trois pays étrangers reconnurent l'indépendance de l'Azerbaïdjan pour des raisons objectives et subjectives. Parmi des raisons objectives on pourrait citer : **a) la création d'un nouveau système unipolaire suivi par le renforcement des intérêts de l'Occident représentés par les États-Unis et les puissances européennes, b) la situation géopolitique de l'Azerbaïdjan, c) les riches ressources naturelles présentes dans le sous-sol de la République.**

Parmi les circonstances subjectives, liées à la difficulté de la reconnaissance de l'indépendance : **1) la situation politique interne complexe générée par le conflit du Haut Karabakh, 2) la réaction négative de la Russie (elle ne reconnut l'indépendance de l'Azerbaïdjan qu'en mars 1992, suivi par l'ouverture de sa représentation en avril de la même année).**<sup>635</sup>

Après la restauration de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, la question de la définition de son nouveau programme et de l'orientation de sa politique extérieure posèrent certains problèmes. Le pays qui n'avait pas sa propre politique indépendante durant la période de son existence au sein de la Russie tsariste puis de l'URSS suivait toujours les prescriptions venant de Moscou. Voilà pourquoi la préparation de documents pour les négociations bilatérales et multilatérales représentait un travail éprouvant et laborieux, compliqué encore par l'insuffisance de cadres de haute qualité.

Les difficultés rencontrées par la diplomatie de la jeune République furent : *en premier lieu*, le manque du personnel dans les structures du MAE ; *en deuxième lieu*, la guerre avec l'Arménie

---

<sup>635</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 19.

qui obligea le gouvernement à se focaliser sur le règlement du conflit ; *en troisième lieu*, l'absence d'expérience de travail du personnel du MAE ; *en quatrième lieu*, le manque d'analyse pragmatique sur les réalités géopolitiques et globales actuelles ; *en cinquième lieu*, le renforcement de certaines forces centrifuges après la chute de l'URSS ; *enfin*, l'absence d'une doctrine de politique étrangère.<sup>636</sup>

L'Azerbaïdjan s'orienta vers des valeurs de la civilisation universelle – la démocratie, la liberté individuelle et l'État de droit dont le concept de politique extérieure est axé sur la construction des relations mutuelles à droits égaux avec tous les pays du monde et une implication active à la diplomatie multilatérale. Les indices principaux d'une telle politique sont : l'ouverture, ou, autrement dit « la transparence », la politique de « bon voisinage », le partenariat et le refus des stéréotypes du passé.<sup>637</sup>

Il est important de noter que, durant des décennies, le ministère des Affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan se limitait aux missions confiées par le MAE de l'Union soviétique, le plus souvent liées à l'accueil d'invités étrangers dans la République et à la rédaction des comptes rendus et d'autres documents formels. En ce qui concerne les représentations étrangères à Bakou, il y avait seulement celles de l'Iran et de l'Irak. L'Azerbaïdjan servait de pont dans les relations avec l'Iran pendant la Deuxième Guerre mondiale, quand les troupes soviétiques entrèrent sur le territoire iranien en 1941. Dans les relations avec l'Irak, grâce aux universités azerbaïdjanaises, les spécialistes connaissant la langue arabe y furent formés pour maintenir des contacts avec les pays du Proche-Orient.

Néanmoins, une politique étrangère plus ou moins indépendante s'est développée dans l'histoire de l'Azerbaïdjan, notamment après la création de la première République démocratique (RDA) en 1918-1920, et après son occupation par la XI<sup>e</sup> armée rouge, lorsque le MAE de la République participa aux pourparlers entre la Russie et la Turquie dans diverses conférences internationales.

Parmi les objectifs principaux en matière de politique extérieure de la République d'Azerbaïdjan dans les années 1992-1998 nous pouvons mentionner :

1) le renforcement de l'indépendance de l'État ;

---

<sup>636</sup> *Azərbaycan tarixi XIX – XXI əsrin əvvəli* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan au XIX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles), Bakou, « Bakı Universiteti », 2010, p. 477.

<sup>637</sup> GASANOV Gasan. « Azerbajdzhan : novaja diplomatija » (L'Azerbaïdjan : la nouvelle diplomatie), *Mezhdunarodnaja zhizn'*, №4, 1994, pp. 17-23.

- 2) le renforcement de la place de l'Azerbaïdjan sur la scène internationale ;
- 3) l'élimination des conséquences de l'occupation des territoires azerbaïdjanais par l'Arménie et l'assurance de son intégrité territoriale ;
- 4) l'assurance de la sécurité économique et énergétique de la République et la poursuite efficace de la diplomatie pétrolière

Les axes directeurs de la politique extérieure de la République d'Azerbaïdjan sont :

- a) la participation à la création des systèmes régionaux de sécurité ;
- b) l'affiliation aux processus d'intégration aux niveaux régional et international ;
- c) la création des relations normales, équitables et de coopération étroite avec les pays du monde ;
- d) la participation à la résolution de problèmes s'inscrivant dans le cadre de projets globaux (la lutte contre le terrorisme, la protection de l'environnement, etc).

Les principes fondateurs de la construction des relations internationales par la République d'Azerbaïdjan se traduisent par :

- 1) le respect des règles du droit international ;
- 2) le respect de la souveraineté des pays et de leur intégrité territoriale ;
- 3) le développement équitable et mutuellement avantageux de la coopération avec les pays du monde.

Les facteurs contribuant à l'intégration de l'Azerbaïdjan dans le système mondial sont :

- suivre les processus d'intégration mondiale et prévenir l'auto-isolation de la République ;
- garantir la souveraineté du pays ;
- obtenir la possibilité de participer à la création de systèmes de sécurité aux échelles

régionale et mondiale ;

- obtenir le soutien de la communauté internationale pour régler le conflit du Haut-Karabakh ;

- mettre en œuvre l'idée de la « Maison du Caucase » ;

- résoudre avec l'assistance des organisations internationales les problèmes

sociaux et économiques intérieurs du pays ;

- protéger des droits de l'homme.<sup>638</sup>

Parlant des particularités de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, il est indispensable de prendre en compte des facteurs importants comme : la mise en place d'une politique flexible, pragmatique et équilibrée répondant à l'évolution des relations, régionales, intergouvernementales et internationales, la priorité étant de créer de bonnes relations avec les pays voisins ; favoriser l'établissement de relations de partenariat avec les grands pays ayant une influence sur la politique internationale et d'aligner sur elles les intérêts de l'Azerbaïdjan.<sup>639</sup> Un autre facteur majeur de l'impératif de la politique extérieure est la question de l'élaboration d'une approche effective et globale de la sécurité internationale, qui nécessite les efforts conjoints de tous les acteurs qui y sont impliqués dans différents domaines parmi lesquels ceux : du désarmement, du règlement pacifique des conflits, du développement et de la coopération économique, de la protection de l'environnement, de l'encouragement et de la protection des libertés humaines et des droits fondamentaux.

L'un des problèmes auquel est confrontée la diplomatie azerbaïdjanaise est celui de la menace de son isolement international. Pendant longtemps, la République se heurta à l'incompréhension de sa situation par la communauté internationale. En raison des intérêts politiques et économiques de grandes puissances, l'Azerbaïdjan a perdu son équilibre et subi des épreuves de survie pour résister au mouvement séparatiste, des « réactionnaires radicaux » et aux régimes militaristes.

---

<sup>638</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 17-20.

<sup>639</sup> GASANOV Ali. *Sovremennye mezhdunarodnye otnoshenija i vneshnjaja politika Azerbajdzhana* (Les relations internationales contemporaines et la politique étrangère de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Şərq-Qərb », 2007, p. 263.

## 1. La politique extérieure sous Aïaz Mutalibov

Pendant la gouvernance de A. Mutalibov, la « clé » pour résoudre le différend au Karabakh se trouvait, à son avis, entre les mains de Moscou ce que suscita l'alignement à la politique moscovite, concrétisé par la signature de l'accord sur la création de la CEI avec l'adhésion ultérieure de l'Azerbaïdjan en son sein. Pourtant, le Parlement national refusa de la ratifier et l'Azerbaïdjan ne fit donc pas partie de la CEI. Simultanément, A. Mutalibov tentait de maintenir de bonnes relations avec les pays voisins – la Turquie et l'Iran, signant avec eux des traités d'amitié et de coopération.

Cependant, malgré son échec à régler le conflit du Haut Karabakh, toute une époque de la souveraineté de la République azerbaïdjanaise est liée à A. Mutalibov. C'est sous sa direction que la loi du « président de la République d'Azerbaïdjan » fut établie en mai 1990, à la suite des modifications et amendements apportés à la Constitution de la RSS d'Azerbaïdjan. Cette loi donna au président des pouvoirs pour représenter la République au sein de l'URSS, dans les Républiques soviétiques, ainsi qu'à l'extérieur, dans d'autres États de la communauté internationale : mener des pourparlers et signer des traités internationaux au nom de la RSS d'Azerbaïdjan ; recevoir des lettres de créance des représentants diplomatiques des États étrangers accrédités dans la République ; nommer des représentants diplomatiques et consulaires de la RSS d'Azerbaïdjan dans les États étrangers et auprès des organisations internationales (art. 109). Les amendements effectués dans le domaine de la politique étrangère ont élargi considérablement les compétences de la République. L'article 72 prévoyait la compétence des organes suprêmes du gouvernement pour gérer des relations économiques, scientifiques et culturelles avec les pays étrangers. Le même article prévoyait également des représentations de la République à l'étranger. Du domaine de compétence exclusive du Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan figuraient : la question de l'ouverture des ambassades, des consulats, des missions diplomatiques auprès des Organisations internationales, des Missions commerciales de la RSS d'Azerbaïdjan ; la ratification et la dénonciation des traités internationaux de la RSS d'Azerbaïdjan ; la mise à la disposition de la RSS d'Azerbaïdjan de prêts financiers (notamment bancaires) ou l'aide économique provenant des États étrangers, etc.<sup>640</sup>

Pendant sa courte présidence A. Mutalibov chercha activement, d'une part, la reconnaissance de l'Azerbaïdjan par les États étrangers de la Communauté internationale et, d'autre part, des alliés pour mettre fin à la guerre au Karabakh, pour assurer la sécurité nationale

---

<sup>640</sup> Cité dans CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 51-53.

et établir une coopération militaire avec les pays de la région : l'adhésion éventuelle au Traité de sécurité collective (TSC) de la CEI ou l'alliance militaire avec la Turquie (la première ne sera pas ratifiée par le Parlement et la deuxième ne sera jamais mise en œuvre).

Il tenta de résoudre le conflit au Karabakh en déclarant la guerre au séparatisme à l'intérieur du pays, sans faire référence à l'Arménie en tant que partie belligérante du conflit (ce qui lui évita de déclarer une guerre interétatique pour ne pas compliquer le sort de l'Azerbaïdjan au sein de l'URSS). Cette position généra le nettoyage des régions du Karabakh des formations paramilitaires arméniennes par l'unité des forces spéciales de la milice (OMON) et du ministère de l'Intérieur de l'URSS. Mais l'écroulement de l'URSS contribua à l'élargissement de la géographie du conflit et à sa transformation en guerre interétatique impliquant les parties dans une confrontation militaire.

Cette situation entraîna la nécessité de présenter à la Communauté internationale une vision pour résoudre le conflit du Karabakh en faveur de l'Azerbaïdjan. Ce fut le but principal des premières visites du président azerbaïdjanais à l'étranger – en Turquie, en Iran, en Suisse (participation au Forum de Davos). Par ces démarches, il continua à associer les États-Unis, les pays de la Communauté européenne, la Turquie, ainsi que l'ONU et la CSCE dans le règlement du conflit arméno-azerbaïdjanais.<sup>641</sup>

Pourtant, sa définition du pouvoir « *plus la politique extérieure sera réussie, plus il sera facile de résoudre les problèmes intérieurs* » s'avéra sans succès. A. Mutalibov sous-estima la complexité de la situation politique interne qui s'aggravait de jour en jour par les défaites militaires sur le front du Karabakh et l'effondrement économique du pays. Finalement, le chaos généré par la chute de l'URSS secoua profondément le fondement étatique causant l'écroulement de la structure étatique en Azerbaïdjan en enterrant le président sous ses décombres.

Après la destitution de A. Mutalibov par le Parlement national, Yagub Mammadov, qui exerça ses fonctions par intérim militait pour une politique plus prudente vis-à-vis de Moscou, et mettait ses efforts pour que le conflit soit résolu dans le cadre de la CSCE avec l'implication active en qualité de médiateurs des puissances régionales (comme l'Iran, par exemple).

---

<sup>641</sup> Pour plus d'information, concernant la politique menée par des États voisins voir l'ouvrage de SƏFƏROV P.Ş. *90-cü illərdə Azərbaycanın beynəlxalq vəziyyəti və xarici siyasəti* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan et la situation internationale dans les années 1990), Bakou, 1999, et QASIMOV Musa. *Azərbaycanın xarici siyasəti : konsepsiya məsələləri* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan : le concept de cette politique), Bakou, « Mütərcim », 1997.

Au niveau international, avant l'accession de Aboulfaz Eltchibey au pouvoir avec le Front populaire, l'Azerbaïdjan devint membre de l'Organisation de la Conférence islamique (le 8 décembre 1991), la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (le 20 janvier 1992), et de l'Organisation des Nations Unies (le 2 mars 1992). Cette période fut caractérisée par les efforts de l'Azerbaïdjan pour rompre son isolement grâce à la reconnaissance de son indépendance par la Communauté internationale, ce qui constitua une victoire dans la lutte pour sa légitimation.<sup>642</sup> En Europe, l'adhésion à l'une des nombreuses organisations internationales de sécurité intégrées ou concurrentes qui existent sur le continent représente pour certains le retour dans le concert des États après la longue tutelle communiste, pour d'autres, des garanties en matière de droit et de sécurité, et pour d'autres encore, les deux à la fois.<sup>643</sup>

## 2. La courte gouvernance d'Aboulfaz Eltchibey

Sous A. Eltchibey, la politique étrangère menée par son gouvernement est devenue plus concrète, même si elle ne s'adaptait guère pour plusieurs raisons aux réalités du moment : le conflit dans le Haut Karabakh ; la situation politique et économique difficile de la République avec l'ingérence de l'Iran et de la Russie dans ses affaires intérieures ; le manque d'expérience professionnelle de gouvernance ; la rupture des relations économiques avec les anciennes Républiques de l'URSS ; l'absence d'un marché économique, etc. La complexité de cette situation influença, d'une façon ou d'une autre, la conceptualisation de la politique étrangère du gouvernement de A. Eltchibey qui n'avait pas de doctrine bien définie et cohérente, malgré son orientation résolument pro-occidentale.<sup>644</sup>

Les principes de la politique extérieure de A. Eltchibey furent pourtant énoncés pour la première fois dans un mémorandum du Front populaire et repris au cours de sa campagne électorale. Sa direction principale resta basée sur le règlement dans les plus brefs délais du conflit du Haut Karabakh. Le deuxième axe de cette politique se résumait dans sa volonté de mettre fin aux soixante-dix années de servitude au sein de l'URSS et de se libérer du joug de la Russie. Le troisième axe consistait à vouloir favoriser le rapprochement des Azerbaïdjanais avec leurs « confrères » vivant en Iran (la minorité azérie). Enfin, une politique d'ouverture en direction fut la Turquie figurait également dans ce programme.

---

<sup>642</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p. 17-25.

<sup>643</sup> CHARILLON Frédéric. *Op. cit.*, p. 341.

<sup>644</sup> Entrevue de l'auteur avec Arastun Oruclu, Bakou, 16/04/2012.

En janvier de l'année 1992, de vifs débats sur le choix de la politique extérieure du pays ont été organisés au sein du Front populaire. En son sein, on pouvait distinguer deux courants : le premier, celui des « libéraux » soutenait la ligne de la « neutralité armée ». Le deuxième, à savoir, le camp des « nationalistes » et des « conservateurs » insistait plutôt sur une orientation plus concrète de la politique extérieure. À cette fin, dans le texte du Mémorandum du FPA (Front populaire d'Azerbaïdjan) était indiqué que l'Azerbaïdjan se prononçait pour une coexistence pacifique avec les pays de la Communauté internationale, la neutralité armée ;<sup>645</sup> l'établissement de relations économiques, politiques et culturelles équitables et l'instauration de relations diplomatiques et d'adhésion aux valeurs universelles fondamentales reconnues par les organisations internationales.

La restauration de l'indépendance et la construction d'un État démocratique caractérisèrent les objectifs majeurs des orientations « pro-occidentales » de la politique étrangère de A. Eltchibey. Cette doctrine politique qu'il présenta en juin 1992 après les élections présidentielles, stipulait la nécessité :

- d'entreprendre des mesures nécessaires en vue de régler le conflit du Karabakh comme ligne prioritaire ;
- d'établir des relations mutuelles à droits égaux avec tous les pays membres de la Communauté des États indépendants (CEI) et surtout avec la Russie ; et,
- d'établir des liens politiques, économiques, scientifiques, techniques et culturels avec la Turquie et l'Iran, les États-Unis et l'Europe, sans faire partie d'une quelconque union militaire.<sup>646</sup>

Le rôle et la place majeurs de la Turquie dans la politique étrangère de A. Eltchibey se sont dessinés dès son arrivée au pouvoir. Un tel changement d'orientation vers la Turquie s'expliquait par le fait que le président élu de l'Azerbaïdjan était un fervent partisan de M.K. Atatürk et qu'il mentionnait dans ses discours sa volonté de construire en Azerbaïdjan le modèle de la démocratie turque. Pour lui, l'orientation principale de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan devait s'aligner avec celle de la Turquie qui, en retour, devait conduire à la construction d'une politique stratégique commune.

---

<sup>645</sup> Le point principal était la possibilité de déploiement des bases militaires de pays tiers dans le territoire de la République sur décision du gouvernement. CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 77-84.

<sup>646</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 92.



Contrairement à sa politique vis-à-vis de la Turquie, celle que le nouveau président azerbaïdjanais manifestait vis-à-vis de l'Iran restait empreinte d'un grand scepticisme. Elle était fondée sur la mémoire historique de scission du peuple azerbaïdjanais en deux parties suite aux deux guerres russo-persanes du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ses discours, A. Eltchibey indiquait même la nécessité d'un effondrement de l'Iran pour permettre la réunification des deux Azerbaïdjan, celui du Nord et du Sud pour créer le « Grand Azerbaïdjan ». Cette approche de A. Eltchibey obligera l'Iran, afin d'assurer sa sécurité nationale et sauvegarder son intégrité territoriale, d'apporter son soutien modéré à l'Arménie (économiquement) pendant le conflit du Haut Karabakh, et à renoncer à son idéologie officielle basée sur la solidarité religieuse des musulmans du monde.

Concernant la politique du Front populaire envers la Russie, elle peut se dessiner à travers les étapes suivantes : a) *le départ de l'armée russe de l'Azerbaïdjan* ; b) *les moyens de se libérer du monopole russe dans le règlement du conflit au Karabakh et le soumettre à la CSCE* ; c) *malgré la pression exercée de la part de la Russie, rejet de l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI* ; d) *l'instauration de relations équitables avec la Russie dans les domaines politique, économique, culturel, etc.*<sup>647</sup>

Par conséquent, A. Eltchibey réussit à expulser l'armée russe qui stationnait dans la République alors que des bases militaires russes se trouvaient encore en Allemagne de l'Est. Cet événement contribua à la consolidation de la souveraineté de l'Azerbaïdjan, mais la pression extérieure permanente, voire l'ingérence de la Russie dans la politique intérieure de l'Azerbaïdjan, contribua au renversement de son régime.

Nous pouvons confirmer que « la politique étrangère équilibrée » de Heydar Aliyev était, dans une certaine mesure, un complément de la politique extérieure de son prédécesseur A. Eltchibey. Ceci nous conduit à penser que si H. Aliyev avait succédé immédiatement à A. Mutalibov, sa politique étrangère aurait été très largement pro-russe.<sup>648</sup>

Entre temps, les puissances régionales et mondiales convoitaient les réserves de gaz et de pétrole de l'Azerbaïdjan et rivalisaient pour leur possession. Cette évolution de la situation pouvait contribuer au développement du pays sur le plan économique, mais aussi du bien-être social, renforcer son indépendance et assurer sa sécurité intérieure. En juin 1992, malgré la situation socio-économique déplorable dans laquelle se trouvait la République, le Front populaire procéda

---

<sup>647</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p. 25-33.

<sup>648</sup> Entrevue de l'auteur avec Araz Aslanlı, Bakou, 08/05/2012.

à la création d'un Consortium pétrolier et entama des négociations avec les compagnies étrangères. Contrairement au gouvernement de A. Mutalibov, qui penchait plutôt vers les compagnies américaines, le gouvernement du FPA opta pour la compagnie anglaise British Petroleum (BP) sans avoir autorisé aux compagnies pétrolières russes et iraniennes d'y prendre part.<sup>649</sup>

### 3. La politique extérieure équilibrée sous Heydar Aliyev

Après l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev le 15 juin 1993, le règlement du conflit du Karabakh prédominait dans le domaine de la politique intérieure et extérieure, héritage de ses prédécesseurs A. Vezirov, A. Mutalibov et A. Eltchibey. Sa politique étrangère portait particulièrement sur : 1) le respect de la souveraineté des pays qui bâtissent une société démocratique et tentent d'établir des liens politiques, économiques et sociaux équitables entre eux ; 2) au niveau international, la création et le développement de rapports politiques, économiques, sociaux et culturels avec les autres pays de la Communauté internationale ; 3) le respect des principes du droit international dans les relations bilatérales ; 4) le respect du droit des peuples à l'autodétermination et la protection des droits de l'homme ; et, 5) la lutte contre le terrorisme et le soutien de l'intégrité territoriale des États.<sup>650</sup>

Selon le ministre des Affaires étrangères d'alors, Hassan Hassanov, la politique du nouveau président se basait en la matière sur le principe des « portes ouvertes ». Autrement dit, l'Azerbaïdjan déclara au monde entier son ouverture à la coopération dans les domaines politique, économique et d'autres, à condition de ne pas adhérer à une organisation supranationale quelconque. L'Azerbaïdjan en effet, n'était pas intéressé par une coopération exigeant la délégation d'une partie de ses droits souverains à une organisation supranationale. Ceci tenait à l'expérience négative vécue à l'époque de l'URSS qui laissa une trace indélébile dans la conscience des Azerbaïdjanais.<sup>651</sup>

Malgré le fait que, vers la fin du premier mandat présidentiel aucun document officiel déclaré comme « concept de la politique étrangère » n'avait été publié, la base juridique régissant l'activité du ministère compétent dans le domaine de la politique extérieure (la constitution du pays, les lois et les normes juridiques appropriées, les accords internationaux) et

---

<sup>649</sup> CABBARLI Hatem, ABDULLAYEVA Vüsale. *Art. cit.*,

<http://atsam.org/region-dovletleri/azerbaycan/184-azerbaycan-dis-politikasinin-temel-ozellikleri-1991-2009.html>

<sup>650</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Op. cit.*, p. 33-43.

<sup>651</sup> ABDULLAYEVA Sevindzh, SHULMAN Viktor. « Gasan Gasanov : « Vneshnjaja politika Azerbajdzhana - politika otkrytykh dverej » » (Hassan Hassanov : « La politique étrangère de l'Azerbaïdjan – la politique des portes ouvertes »), recueil de textes ITAR-TASS, *Dipkur'er*, juillet 1996.

les actions de la diplomatie azerbaïdjanaise, nous révèlent le contenu et les axes directeurs de cette politique.

En recoupant les discours du président, on peut dire que la protection des droits de l'homme, de la société laïque, démocratique et de l'État de droit figuraient parmi les priorités du nouveau gouvernement en Azerbaïdjan. Dans ce cadre, les efforts principaux étaient dirigés vers les objectifs de politique extérieure suivants :

- la solution équitable du conflit arméno-azerbaïdjanais dans le Haut Karabakh, la restauration de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, la libération des régions occupées et le retour des réfugiés de la zone de guerre ;
- l'accélération de l'intégration à la Communauté internationale et, avant tout, aux structures euro-atlantiques ;
- le déploiement actif de « la diplomatie énergétique » pour l'évolution constante du pays, la croissance de son économie, l'amélioration du niveau de vie de la population, les réformes démocratiques et la consolidation de l'État laïque et constitutionnel ;
- la mise en place d'une politique de bon voisinage avec les pays proches et une contribution à la politique préventive de l'émergence de nouvelles zones de tension et de conflit dans le Caucase du sud ;
- la contribution aux processus régionaux afin de construire une société stable, équitable et démocratique, basée sur les normes générales reconnues par le droit international, y compris les principes de base de l'ONU ;
- la défense multilatérale des droits et des intérêts des citoyens azerbaïdjanais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.<sup>652</sup>

Il est essentiel de noter que sous l'administration du président H. Aliyev, la politique extérieure de son prédécesseur a été poursuivie, mais sans oblitérer quelques nouvelles priorités. Ainsi, H. Aliyev réussira à signer le cessez-le-feu au Karabakh sous l'égide de la Russie et grâce à l'intermédiaire de contrats pétroliers. Avec l'apparition d'une nouvelle « diplomatie pétrolière » due à l'existence de gisements importants d'hydrocarbures, dont l'exploitation était convoitée par les géants internationaux de l'industrie pétrolière, H. Aliyev repoussa au second

---

<sup>652</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 168-178.

plan le règlement du conflit au Karabakh auquel il mit fin en échange de pétrole. De ce fait, ayant signé le contrat et ayant lié les intérêts et l'attention des pays occidentaux à la région, y compris ceux des États-Unis, H. Aliyev mit en œuvre une politique étrangère d'« équilibre » entre les acteurs internationaux et régionaux.

Comme nous l'avons déjà mentionné, jusqu'à l'arrivée de H. Aliyev au pouvoir, les intérêts de la Russie dominaient dans la région. Il était indispensable, en premier lieu, de neutraliser cette domination et la première démarche du nouveau président azerbaïdjanais sera celle de négocier un accord permettant à l'Azerbaïdjan d'adhérer à la CEI. Par la suite, malgré la position officielle de la Russie de ne pas admettre un accord unilatéral quelconque sur l'exploitation des gisements pétroliers sans avoir défini le statut juridique de la mer Caspienne, H. Aliyev réussira à impliquer dans les négociations des représentants de l'industrie pétrolière russe tels que le Premier ministre Viktor Tchernomyrdine et le ministre russe des Affaires étrangères Andreï Kozyrev, et à repousser la prétention de l'Iran de pouvoir exploiter des gisements pétroliers et gaziers sans avoir défini le statut juridique de la mer Caspienne. Grâce à sa position déterminée, H. Aliyev réussira à convaincre ses interlocuteurs de se concerter sur la question du statut de la Caspienne à partir de négociations bilatérales et non multilatérales entre les cinq pays riverains : la Russie, l'Iran, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan.

Il semble opportun de préciser le caractère autocratique du pouvoir de H. Aliyev grâce auxquelles il obtiendra, non seulement la stabilité dans la République, mais renforcera aussi son pouvoir en favorisant le caractère clanique du fonctionnement de son gouvernement par l'attribution des postes clés aux membres de sa propre famille.

Heydar Aliyev, grâce à un certain génie politique, réussira à instaurer la stabilité dans son pays et à fortifier ses structures étatiques. Si l'on tente de comparer les quatre présidents qui se sont succédés en Azerbaïdjan, en y incluant Ilham Aliyev, l'actuel président, on prend conscience qu'aucun d'eux ne posséda le charisme et les qualités de H. Aliyev. Bien qu'en appliquant la théorie du « *decision making* »<sup>653</sup>, il devient évident que les présidents ne prennent guère de décision importante individuellement, car le processus de prise de décision prévoit une interaction permanente avec des conseillers et des assistants.

La deuxième caractéristique de la personnalité de H. Aliyev qui influença négativement le développement de la société azerbaïdjanaise est à relier au caractère clanique de son pouvoir.

---

<sup>653</sup> RENSHON Jonathan, RENSHON A. Stanley. « The theory and practice of foreign policy : decision making », *Political Psychology*, Vol. 29, №4, 2008.

La dualité du comportement politique des élites postsoviétiques, y compris en Azerbaïdjan, se manifestait, d'une part, par l'euphorie de leur pouvoir illimité et, d'autre part, par leur attachement au principe clanique soviétique, tout en gardant en mémoire le milieu de la nomenclature, qui ne leur était pas étranger. Ils avaient beaucoup de choses en commun : l'éducation, la carrière politique, le conservatisme, le rejet de la démocratie, ce qui leur permettait d'atténuer leurs contradictions et de trouver une langue commune dans les situations difficiles. En outre, pendant les années de travail dans le système soviétique, certaines sympathies et liens interpersonnels s'étaient établis entre eux, dont l'absence parfois pouvait impacter leurs relations intergouvernementales. Par exemple, l'antipathie passée entre Boris Eltsine et Heydar Aliyev eut un impact négatif sur les relations russo-azerbaïdjanaises.<sup>654</sup>

Les leaders politiques qui, dans ces circonstances, sont inquiets pour surmonter l'instabilité intérieure et pour sauvegarder leur pouvoir, cherchent alors à conduire une politique extérieure qui renforcera leur capacité à y faire face et à leur permettre de conserver leur statut dans la hiérarchie étatique. Dans ce but, la politique extérieure et les stratégies sécuritaires de ces pays sont construites de façon à maintenir leur indépendance et obtenir des leviers d'influence sur les puissances régionales et mondiales, et de « contrebalancer les positions de toutes les parties intéressées » pour trouver le soutien extérieur (politique ou militaire, l'union militaire ou la contribution au maintien de la sécurité) auprès des grandes puissances pour se protéger de la pression et des menaces de la part des forces politiques internes.<sup>655</sup>

Pour conclure cette section que nous avons consacrée à l'orientation de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, nous pouvons mentionner quatre impératifs qui caractérisèrent le premier quinquennat du président H. Aliyev. Prenant en compte le fait que la Russie et les États-Unis restaient des superpuissances nucléaires, le premier impératif consista à préserver et à assurer le développement constant des relations du pays avec les États-Unis et la Fédération de Russie. Autrement dit, l'importance de préserver le niveau de coopération financière et économique entre l'Azerbaïdjan et les États-Unis s'impose, à condition de sauvegarder les intérêts de la sécurité nationale de la République. De même qu'il est essentiel d'accroître le bilan positif des relations russo-azerbaïdjanaises générées par l'ancienneté des relations politiques, économiques, et culturelles entre les deux pays.

---

<sup>654</sup> MALASHENKO Aleksej. « Postsovetskie gosudarstva Juga i interesy Rossii » (Les États postsoviétiques du Sud et les intérêts de la Russie), *Pro et Contra*, №3, 2000, page manquante.

<sup>655</sup> STRAKES E. Jason. « Ierarkhicheskie global'nye struktury i ikh vozdejstvija na vneshnepoliticheskie predstavlenija Azerbajdzhana » (Les structures hiérarchiques globales et leur impact sur les visions de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №2-3(4), 2009, p. 51, [http://www.ca-c.org/c-g/2009/journal\\_rus/c-g-2-3/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2009/journal_rus/c-g-2-3/04.shtml)

Le deuxième impératif concernait la réorientation « pro-européenne » de l'Azerbaïdjan vers les pays occidentaux représentés par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe. Il devenait en effet essentiel de prouver que l'Azerbaïdjan appartenait à la civilisation et la culture européenne et exprimait la volonté de faire partie d'une même Organisation et de s'intégrer dans une même entité civilisationnelle.

L'impératif suivant est qu'à travers le partage d'une même culture, d'une même appartenance ethnique et d'une même religion, de construire des relations étroites avec les puissances régionales comme la Turquie et l'Iran. Il est incontestable que l'Iran et la Turquie ne possédaient pas les avantages militaires et politiques suffisants pour créer leur propre ligne géostratégique dans la région. Pourtant, la proximité ethnique, culturelle et linguistique de l'Azerbaïdjan avec ces deux pays crée l'opportunité de renforcer leurs relations compte tenu des intérêts communs pour leur sécurité nationale et leur développement démocratique. Et si des relations avec la Turquie se situent au niveau d'une coopération sur un plan stratégique, celles qu'il convient de développer avec l'Iran, dont une grande minorité azérie habite sur son sol, exigent impérativement que soit appliquée une politique étrangère plus pragmatique et plus dynamique.

Le quatrième et dernier impératif pourrait être celui de former l'opinion publique et de stimuler l'activité sociopolitique de la société azerbaïdjanaise, qui fonctionne efficacement dans un monde démocratique. Malheureusement, vers la fin du premier quinquennat de H. Aliyev, l'opposition politique restait très morcelée, et l'opposition militaire complètement anéantie. La communication entre le gouvernement et la société sortait affaiblie. La société s'était transformée en un observateur passif des événements et se trouvait dans un état d'inhibition latente caractérisée par la perte de l'espoir de pouvoir influencer les processus politiques internes de l'État.<sup>656</sup>

## **B. La création du Service diplomatique**

Si la politique extérieure est « l'art de diriger les relations d'un État avec les autres », la diplomatie est, selon l'ancien ambassadeur français Léon Noël : « *l'art d'assurer l'exécution et s'il est possible l'heureuse application du programme ainsi tracé, en application méthodique et*

---

<sup>656</sup> GADZHIEV Ajdyn, SULTANZADEH Vakhdad. « Eshche raz o proektakh vneshnepoliticheskikh « vysotok » » (Une nouvelle fois à propos des projets de la politique étrangère), *Ekho*, 02 octobre 2003.

*quotidienne, par le moyen de négociations ou tout au moins de conversations soit entre diplomates, soit entre diplomates et ministres des Affaires étrangères ».*<sup>657</sup>

Les principaux objectifs de la politique extérieure d'un État démocratique est d'assurer sa sécurité nationale, de créer des conditions favorables au développement économique, social et culturel du pays, de garantir et de protéger les droits et des libertés de l'homme et du citoyen. Le moyen fondamental de mise en place de la politique extérieure de l'État est la diplomatie dont on sous-entend l'activité officielle des chefs d'État, des gouvernements, des ministères, des délégations spéciales et des représentations diplomatiques à l'étranger. Les principaux outils de la diplomatie sont : les négociations diplomatiques ; la correspondance diplomatique ; la participation aux travaux des organisations et des conférences internationales ; la préparation et la signature des accords internationaux ; l'activité des représentations permanentes des États à l'étranger et la publication des documents officiels.<sup>658</sup>

Il est connu que la forme traditionnelle de mise en place d'une politique étrangère est représentée par : l'établissement des relations diplomatiques entre les États ; l'ouverture des représentations de l'État auprès des organisations internationales et régionales ou son adhésion en leur sein ; la coopération avec les partis politiques ou d'autres organismes (institutions) des pays partenaires ; et enfin, la mise en place et le maintien des contacts réguliers à différents niveaux avec les représentants des États, des partis et des mouvements politiques étrangers avec lesquels l'État n'a pas de liens d'amitié, mais, pour d'autres raisons, fortement intéressés dans le maintien du dialogue.

Pendant l'ère soviétique, les relations extérieures relevaient de la prérogative du Kremlin. C'est pourquoi le ministère des Affaires étrangères de la RSS d'Azerbaïdjan était composé, outre le ministre lui-même, de son adjoint, de ses assistants, d'un secrétariat et d'un bureau du protocole. La ministre azerbaïdjanaise la plus réputée pendant la période soviétique, Taïra Taïrova, a exercé les fonctions de ministre AE par intérim de 1957 jusqu'à 1968, mais elle dirigeait parallèlement le Comité d'État de la science et la technologie. De 1968 à 1984, elle sera ministre des Affaires étrangères. Sous T. Taïrova, l'appareil du MAE ne comptait qu'une dizaine de fonctionnaires, en dépit du fait qu'un certain nombre des diplomates azerbaïdjanais étaient déployés à l'étranger au sein des différentes représentations diplomatiques de l'URSS, et en particulier auprès des pays du Proche Orient. Durant cette période, T. Taïrova exerça en même

---

<sup>657</sup> MERLE Marcel. *Op. cit.*, p. 334-335.

<sup>658</sup> BEKYASHEV K.A. *Mezhdunarodnoe publichnoe pravo* (Le droit international public), Moscou, « Prospekt », 2004, p. 313.

temps les fonctions de Chef de la délégation soviétique du Troisième Comité permanent du développement social auprès de l'Assemblée Générale de l'ONU. Les tâches principales des diplomates azerbaïdjanais étaient de défendre l'information et la propagande de la politique étrangère de l'URSS au Proche et au Moyen-Orient. Pendant la guerre irano-irakienne (1980-1988), Bakou assurait le rôle de médiateur de l'URSS entre les parties belligérantes. Deux représentations étrangères se trouvaient à Bakou, le consulat général de l'Iran, qui était resté ouvert pendant la Deuxième Guerre mondiale et, à partir de 1973, celui de l'Irak.<sup>659</sup>

#### 1. Les premières démarches pour créer le nouveau ministère des Affaires étrangères

La proclamation de l'indépendance favorisa l'élargissement du MAE républicain avec le retour au pays des diplomates azerbaïdjanais qui avaient travaillé au sein du MAE de l'URSS. Une nouvelle structure répondant aux nouveaux défis de la nouvelle République se mettait en place. Cependant, l'Azerbaïdjan ne possédait ni les moyens matériels ni les fonctionnaires compétents pour réformer l'appareil de la politique étrangère, ce qui causait des difficultés considérables pour l'établissement de relations avec le monde extérieur. L'ancien conseiller d'État pour la politique extérieure V. Guluzadeh affirmait ouvertement que le MAE de l'Azerbaïdjan ne possédait ni l'expérience ni les traditions de mise en œuvre de ses fonctions de politique étrangère, y compris l'absence d'une structure appropriée avec des départements spécialisés sur les problématiques des régions et des pays. Autrement dit, « *Le ministère des Affaires étrangères était un sujet nominatif, une fiction, inutile, ayant pour but de tromper son propre peuple* ». <sup>660</sup>

L'Azerbaïdjan ne possédait pas non plus ni ambassade ni mission diplomatique auprès d'une quelconque organisation internationale, malgré son implication dans le processus de coopération internationale active après la reconnaissance diplomatique de son indépendance. La résolution de cette question primordiale pour le fonctionnement du MAE de la République fut confiée aux anciens diplomates d'origine azerbaïdjanaise travaillant dans les ambassades et représentations diplomatiques de l'URSS à l'étranger. Dès le début des années 1990, des diplomates azerbaïdjanais travaillaient dans les missions diplomatiques de la Turquie à Bruxelles, New York, Washington et d'autres villes européennes et américaines.

---

<sup>659</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 70-73.

<sup>660</sup> Entrevue de l'auteur avec Vafa Guluzadeh, Bakou, 22/04/2012.



Dans le cadre du renforcement et du perfectionnement de son appareil exécutif, le président par intérim Y. Mammadov adopta, le 9 avril 1992, une circulaire portant sur « le ministère des Affaires étrangères de la République d’Azerbaïdjan ». <sup>661</sup> Selon ce document, le MAE était défini comme une institution étatique chargée de gérer des relations de la République d’Azerbaïdjan avec les autres États et organisations internationales. Il lui incombait donc, la responsabilité de la mise en place de la politique étrangère. L’adoption de cette circulaire fut un évènement important dans la vie diplomatique de la jeune République azerbaïdjanaise, mais son importance, fut diminuée par le chaos régnant au sein du gouvernement de Y. Mammadov du fait de l’absence totale de coordination entre les différents départements au sein du ministère des Affaires étrangères, ce qui diminua fortement l’efficacité des efforts diplomatiques entrepris par le jeune État. Aussi, pour renforcer les compétences du ministre des Affaires étrangères, on nomma le 23 mai 1992 Vafa Guluzadeh au poste de conseiller du président pour les questions de politique étrangère. Diplomate de formation V. Guluzadeh avait été l’ancien conseiller de A. Mutalibov pour les affaires internationales. <sup>662</sup>

Sous la présidence d’Aboulfaz Eltchibey, les problèmes majeurs du MAE tenaient à son incapacité à élaborer un concept de la politique étrangère en raison du manque de spécialistes, d’incohérences entre les fonctionnaires du Parlement national et du MAE, de l’ingérence d’autres structures étatiques dans les affaires du MAE et de l’inaptitude à maintenir sous son contrôle les activités de ses ambassadeurs-délégués dans des pays comme les États-Unis et la Russie. L’inefficacité de la diplomatie azerbaïdjanaise, son incapacité à montrer la justesse de son combat pour le Haut Karabakh contribua d’une certaine mesure à son isolement. La résolution 907 adoptée par le Congrès américain et visant la cessation de l’aide humanitaire à l’Azerbaïdjan en fut la preuve manifeste. Autrement dit, l’Azerbaïdjan menait « une politique défensive » sans accorder l’attention nécessaire aux changements conjoncturels de sa situation géopolitique régionale et de sa diplomatie internationale. <sup>663</sup>

Ministre des AE sous Eltchibey, Tofik Gassymov, « repoussait » toute proposition des diplomates professionnels de renouveler la vieille structure du MAE qui ne correspondait ni à la nouvelle circulaire ni aux objectifs de la diplomatie azerbaïdjanaise. Il se montra hostile aux observations critiques formulées à l’adresse du MAE à propos de l’absence de départements

---

<sup>661</sup> HÜSEYNOV Lətif. *Beynəlxalq hüquq* (Le Droit International), Bakou, « Hüquq ədəbiyyatı », 2000, p. 155.

<sup>662</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l’Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 88 ; voir aussi l’article de ALI K. « Sovetnik trekh prezidentov » (Le conseiller de trois présidents), *Zerkalo*, 27 mai 2000.

<sup>663</sup> MUSTAFAYEV Rəhman. « Azərbaycan xarici siyasət burulğanında » (L’Azerbaïdjan dans le tourbillon de la politique étrangère), *Azadlıq*, février 1993.

d'analyse et d'information chargés de fournir au gouvernement central ainsi qu'aux institutions républicaines et aux missions diplomatiques à l'étranger les informations pertinentes dont elles auraient eu besoin. De son côté, V. Guluzadeh insistait pour que les services stratégiques de la politique étrangère azerbaïdjanaise suivent les tendances et les changements globaux dans la vie politique mondiale tels que la modification de l'équilibre des forces établies après l'effondrement de l'URSS, et les nouvelles réalités dans les relations États-Unis — Russie, États-Unis — Europe, Chine — Japon — Asie. Dans notre entrevue avec lui, il estimait que : « *L'Azerbaïdjan n'a jamais été indépendant et voilà pourquoi nous n'avons pas de tradition diplomatique. Je ne pense pas qu'on puisse parler d'une activité bien coordonnée de notre corps diplomatique. Le travail était effectué occasionnellement, d'un voyage à l'autre. J'ai travaillé au sein du MAE soviétique, et j'ai apprécié le remarquable travail sur la collecte et l'analyse de l'information. L'ambassade, à part l'envoi des télégrammes secrets comprenant l'enregistrement des conversations avec les « personnes utiles », devait présenter le portrait politique du président du pays, et puis y ajouter de nouveaux éléments, puis informer sur la situation politique et économique du pays. D'après ce que je sais, tout cela n'existait toujours pas aujourd'hui entre le ministère des AE et ses ambassades. Il est évident que nous avons de grandes difficultés au niveau des cadres diplomatiques. Pourtant, aucun effort sérieux n'est entrepris pour permettre à nos diplomates nationaux de se rendre à l'étranger pour des motifs d'étude et de formation* ». <sup>664</sup>

En outre, le fait que le MAE fonctionnait administrativement dans deux bâtiments séparés rendait plus difficile le travail des fonctionnaires, étant obligés de courir d'un bâtiment à l'autre pour avoir une confirmation d'un document ou pour envoyer une télécopie, etc. Dans ses entrevues, A. Eltchibey se plaignait de la mauvaise gestion et de l'inefficacité de l'administration publique de l'État, concernant surtout l'octroi d'un bâtiment à une ambassade étrangère qui n'avait pu être résolu qu'après l'approbation du président de la République. Cette situation signifiait qu'au lieu de s'occuper de ses fonctions directes, le président devait également résoudre les problèmes des ambassades et des représentations étrangères. L'organisation technique même du MAE azerbaïdjanais était moins efficace que celui de l'Arménie puisqu'il ne comptait en son sein qu'une centaine des fonctionnaires dont trente-six étaient issus de l'école diplomatique de l'URSS et dix autres, des diplomates professionnels, alors que le nombre de fonctionnaires du MAE arménien représentait plus de quatre cents personnes. <sup>665</sup>

---

<sup>664</sup> Entrevue de l'auteur avec Vafa Guluzadeh, Bakou, 22/04/2012.

<sup>665</sup> Pour plus d'information voir : SƏLİMOĞLU G. « Əbülfəz Elçibəy tarazlaşdırılmış xarici siyasəti bəyənilir » (Le président Aboulfaz Eltchibey se milite pour une politique étrangère équilibrée), *Azadlıq*, 09 février 1993 ; BƏKİR

## 2. Les réformes structurelles du ministère des Affaires étrangères sous H. Aliyev

Contrairement à son prédécesseur qui n'exerçait que de façon intérimaire sa fonction de président, Heydar Aliyev souligna, lors de la présentation au personnel du MAE de Hassan Hassanov, nouveau ministre des Affaires étrangères, la nécessité de moderniser les structures du MAE et l'importance d'une formation de haute qualité des cadres de son administration afin d'améliorer les relations avec les pays étrangers. Selon lui, en respectant ces conditions, la diplomatie azerbaïdjanaise pourrait devenir l'un des attributs majeurs de la République souveraine.

Avec H. Hassanov, les efforts pour rendre le MAE azerbaïdjanais plus fort et plus efficace ont été entrepris, notamment l'établissement des premières représentations des ambassades à l'étranger dans des pays clefs, comme les États-Unis, la Turquie, la France, le Royaume-Uni, etc., de nouvelles missions auprès de l'ONU ainsi que d'autres institutions internationales, comme l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et autres. Le ministère acquit le rôle de coordinateur des activités de la politique étrangère, l'administration du président ainsi que les autres institutions étatiques qui commencèrent à prendre en compte ses avis et propositions. Si le ministre ne disposait au début que d'un seul adjoint (Albert Salamov), en mai 1994 deux autres postes d'adjoints seront créés pour Araz Azimov et Tofik Zulfugarov.

Le MAE de la République d'Azerbaïdjan était divisé en trois Départements dont chacun était placé sous la responsabilité d'un adjoint du ministre. L'un d'eux supervisait les relations avec la Russie et les pays de la CEI, le Proche-Orient ainsi que les questions juridiques concernant le statut de la mer Caspienne. Le deuxième, qu'on surnommait « l'orientation occidentale » traitait les sujets en lien avec l'ONU et d'autres organisations internationales, supervisait les relations avec les États-Unis et les pays membres de l'OTAN ainsi que le processus des négociations sur le règlement du conflit dans le Haut Karabakh. Et finalement, dans les compétences du troisième adjoint figuraient les questions juridiques et consulaires, les dispositions administratives et budgétaires, etc.

Dans son article « *La diplomatie de l'étranger proche* », publié en avril 1994 dans la revue « La vie internationale », H. Hassanov mentionnait le plein essor du ministère des

---

Babek. « Xarici İşlər nazirliyimiz Azərbaycanın özü kimi ikiyə bölünüb » (Le bâtiment du ministère des Affaires étrangères est divisé en deux parties comme l'est aussi l'Azerbaïdjan), *Azadlıq*, mars 1993 ; UMUDLU İsmayil. « Tofiq Qasımov : « Siyasətdə ədalət prinsipi yoxdur, mənafe prinsipi var » » (Tofik Gassymov : dans la politique il y a le principe de profit, pas celui de justice), *Ayna*, 06 février 1993.

Affaires étrangères comme faisant suite aux « réformes dynamiques » grâce auxquelles l’Azerbaïdjan poursuivait une politique étrangère « multi-vectorielle » dont le pivot principal, était la création des mécanismes de prévention et de règlement des différends interétatiques et internationaux. Par ailleurs, H. Hassanov considérait que cette politique étrangère pouvait contribuer à augmenter les activités de l’Azerbaïdjan dans les organisations internationales à caractères politique, économique et scientifique, grâce à son adhésion ultérieure à certains projets et programmes de coopération de l’Union européenne et du Conseil de l’Europe.<sup>666</sup>

Cependant, ces efforts pour améliorer l’efficacité du travail du MAE et des missions diplomatiques ne répondaient pas aux exigences voulues par le président de la République. Et cela d’autant plus qu’il devait assumer, non seulement les fonctions représentatives en tant que chef d’État, mais aussi une grande partie de l’activité de ce ministère. Pendant la période allant de 1993 à 1998, H. Aliyev effectua soixante-dix-neuf visites dans trente-trois pays, dont vingt-cinq visites officielles. Il participa également à deux mille trois cents vingt-six manifestations associées à des questions touchant à la politique étrangère. Pendant ces cinq années, l’Azerbaïdjan signa quatre cent trente et un documents (accords, ententes, protocoles, déclarations et mémorandums) avec les États étrangers. On peut donc considérer que le plus grand ministre des Affaires étrangères avait été H. Aliyev lui-même, délaissant aux membres de son gouvernement des fonctions subalternes. Son appareil présidentiel s’était donc transformé en une Olympe diplomatique.<sup>667</sup>

Selon la Constitution de la République d’Azerbaïdjan, la politique étrangère du pays est définie et dirigée personnellement par le président (art.109).<sup>668</sup> Les fonctions du service diplomatique consistent donc en : l’élaboration et la présentation de propositions portant sur les axes directeurs de la politique étrangère de la République d’Azerbaïdjan ; la mise en œuvre de la ligne politique extérieure ; assurer la garantie de la souveraineté, de la sécurité, de l’intégrité territoriale et de l’inviolabilité des frontières de l’État, ses intérêts politiques, économiques, etc. ; l’utilisation de moyens et de méthodes diplomatiques pour maintenir la paix et la sécurité internationale ; la défense des droits et des intérêts de la République, et celle de ses citoyens à l’étranger ; et, la mise en place des liens diplomatiques et consulaires avec d’autres États et

---

<sup>666</sup> GASANOV Gasan. *Op. cit.*, p. 17-23.

<sup>667</sup> EMINOGLU E. « Ministerstvo strannykh del » (Le ministère des Affaires bizarres), *Monitor*, №2(10), mai 2002, p. 29.

<sup>668</sup> « *Konstitucija Azerbajdzhanskoj Respubliki* (La Constitution de la République d’Azerbaïdjan). *Op. cit.*, p. 111-112 ; XƏLİLOV Yunis. *Azərbaycan Respublikası konstitusiyasının preambulu və ümumi müddələrin şərhı* (Les commentaires du préambule et des articles de la Constitution de l’Azerbaïdjan), Bakou, « Qanun », 2007, p. 120-126 ; DƏMİROV A.H., İSMAYILOV Ş.N., HÜSEYNOV Q.F. *Azərbaycan Respublikası konstitusiyası və hüququn əsasları* (La Constitution de la République d’Azerbaïdjan et la loi), Bakou, « Mütərcim », 2010, p. 30-33.

organisations internationales. Le MAE est également chargé de coordonner l'exécution de l'activité des autres institutions étatiques, afin d'assurer une ligne politique générale dans les relations avec d'autres États et organisations internationales.

Le service diplomatique assure les directions d'activités suivantes :

- la représentation de la République d'Azerbaïdjan dans les relations avec d'autres États et organisations internationales ainsi que la signature des accords internationaux ;
- l'encouragement du développement de la coopération avec d'autres États et organisations internationales dans les domaines économique, social, scientifique, technique, culturel et autre ;
- la diffusion à l'étranger de l'information visant la politique intérieure et extérieure de la République d'Azerbaïdjan, sa vie économique, politique, culturelle, etc. ;
- l'assistance à l'activité des missions diplomatiques et des consulats étrangers sur le territoire de l'Azerbaïdjan, la supervision de l'activité des organismes les desservant, à la mise en œuvre des privilèges et immunités diplomatiques et consulaires ;
- la mise en place d'un système étatique unifié (une sorte de dépositaire des accords internationaux) pour l'enregistrement, le stockage et l'exécution des accords internationaux signés par la République d'Azerbaïdjan ;
- l'élaboration des propositions en vue de perfectionner la législation interne dans le domaine de la politique étrangère pour sa conformité avec les engagements d'obligation juridique internationale de l'Azerbaïdjan ;
- tenir informées les institutions étatiques du pays et les médias concernant la situation internationale et la politique étrangère de la République d'Azerbaïdjan ;
- Promouvoir le développement des liens avec les compatriotes vivant à l'étranger.

Les droits et les obligations des diplomates sont fixés par la loi, ainsi que leur sécurité financière dont la loi « Sur le service public » est régie par le Code du travail et par d'autres actes législatifs et normatifs de la République d'Azerbaïdjan.<sup>669</sup>

En dépit du fait que le MAE se métamorphosa sous la présidence de H. Aliyev et fit de même un effort énorme pour briser le blocage de l'information sur l'Azerbaïdjan, on ne saurait parler d'un mécanisme parfait et harmonieux du fonctionnement de cette institution. L'une des raisons tient au système de recrutement du service diplomatique qui ignore les principes démocratiques et de transparence. Assez régulièrement, H. Aliyev choisissait les membres du MAE parmi des personnes n'ayant pas de formation diplomatique. Entre 1992 et 1999, des cinq ministres des Affaires étrangères que se sont succédés un seul était diplomate de formation, les autres provenant de milieux industriel, éducatif, etc. Et bien évidemment, chaque ministre eut sa manière propre de mettre en œuvre sa politique de recrutement en nommant aux postes clefs les membres de leurs propres familles au sein du ministère. Le politologue Zafar Guliyev écrivait à ce sujet : « *La situation actuelle en Azerbaïdjan – c'est le résultat de son histoire turque, musulmane et à la fois soviétique complexe et contradictoire qui, dans son intégralité, a formé un type d'élite politique avec ses cultures, réflexion, modèle de comportement, système des valeurs et mode de vie* ». <sup>670</sup>

La stratégie de la politique extérieure de H. Aliyev reposait sur la pratique de nomination aux postes d'ambassadeurs, des fonctionnaires indésirables de son point de vue, ce qui était considéré comme une espèce d'« exil ». Une telle politique est d'ailleurs menée dans beaucoup d'autres pays. Elle fut pratiquée pour la première fois en Azerbaïdjan par Y. Mammadov. Il nomma H. Hassanov, son Premier ministre de l'époque, en qualité d'ambassadeur de l'Azerbaïdjan auprès de l'ONU. Sans doute, par cette politique, Y. Mammadov poursuivait-il le but d'empêcher H. Hassanov de participer aux élections présidentielles. Plus tard, sous la présidence de H. Aliyev cette politique prit une ampleur encore bien plus large. Il nomma à des postes d'ambassadeurs des personnes occupant des postes clefs au sein de son gouvernement et possédant certaines informations à caractère secret. Comme à l'intérieur de l'État ces personnes pouvaient menacer la sécurité de son gouvernement, elles étaient exilées le plus loin possible,

---

<sup>669</sup> Bakinskij rabochij, 14 septembre 2001, cité dans CHERNYAVSKIY Stanislav. Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 174-176 ; SADYKHOV Fikret. Diplomaticeskaja sluzhba Azerbajdzhana : politicheskie prioritety. Etapy formirovanija (Service diplomatique de l'Azerbaïdjan : priorités politiques. Étapes de formation), Bakou, « Adilogly », 2004, p. 167-172 ; GASANOV Ali. *Op. cit.*, p. 259-280 ; HÜSEYNOV Lətif. *Op. cit.*, p. 153-171.

<sup>670</sup> GULIYEV Zafar. « K demokratii - na plechakh avtoritarizma » (Vers la démocratie – sur les épaules de l'autoritarisme), 29 juillet 2014, <http://minval.az/author/612/>

sans que le protocole diplomatique qui prévoyait leur remplacement au bout de trois années de service leur soit appliqué. On changeait le lieu de leur mission de façon automatique, sans leur laisser le choix de retourner au pays ou occupaient le même poste d'ambassadeur pendant dix ans.<sup>671</sup> Parmi ces derniers nous pouvons évoquer : Tamerlan Karayev, vice-président du Parlement national qui resta, depuis 1993, ambassadeur dans différents pays d'Asie et l'est encore aujourd'hui en Indonésie ; Hassan Hassanov qui, après avoir été ministre des Affaires étrangères, fut limogé de son poste et envoyé en Europe où il exerce toujours la fonction d'ambassadeur en Pologne ; Husseyinaga Sadykhov, ancien MAE sous Mutalibov, ambassadeur en Italie ; mais aussi, Eldar Hassanov, ancien Procureur général de l'Azerbaïdjan, ambassadeur en Serbie ; Tofik Zulfugarov ancien MAE, ambassadeur en Lituanie ; et, Vilayet Guliyev, ancien MAE, ambassadeur de Hongrie.<sup>672</sup> Il convient d'y rajouter aussi le dernier scandale concernant Arif Mammadov, l'ancien ambassadeur de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation de la conférence islamique : après avoir manifesté son mécontentement sur des réseaux sociaux, il fut limogé de son poste d'ambassadeur à titre extraordinaire, privé de son immunité diplomatique et recherché par Interpol.

---

<sup>671</sup> Voir aussi l'article de MUSABEKOV Rassim. « Nasha vneshnjaja politika nuzhdaetsja v usilenii effektivnosti vsego dipkorpusa » (Notre politique étrangère a besoin du renforcement de l'efficacité du corps diplomatique entier), *Zerkalo*, mai 2002.

<sup>672</sup> Site officiel du Ministère des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, [http://mfa.gov.az/files/file/The\\_Diplomatic\\_Missions\\_of\\_the\\_Republic\\_of\\_Azerbaijan\\_-\\_17.09.15.pdf](http://mfa.gov.az/files/file/The_Diplomatic_Missions_of_the_Republic_of_Azerbaijan_-_17.09.15.pdf)

## *Section 2 : La politique étrangère de point de vue de sécurité nationale de l'Azerbaïdjan*

Si, avant la dissolution de l'Union soviétique, la composition géographique, culturelle, multiconfessionnelle et religieuse de la région, établie au sein de la Russie pendant des siècles, était représentée par le Caucase du nord et la Transcaucasie (le Caucase du sud), alors, au début des années 1990, avec la proclamation de l'indépendance par les trois Républiques transcaucasiennes, le tableau géopolitique changea de façon spectaculaire. L'apparition dans la région sud de l'ancienne Union soviétique des trois Républiques indépendantes, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie, déclencha le début d'un processus de manifestation d'un intérêt géopolitique pour cette zone, non seulement de la part des anciennes puissances régionales traditionnelles comme la Russie, l'Iran et la Turquie, mais aussi de la part de l'Europe occidentale et de l'Amérique représentées par les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et plusieurs autres pays.

L'Azerbaïdjan se trouve dans une région du Caucase ayant une importance géopolitique, géoéconomique et géostratégique du bassin de la mer Caspienne et de l'Eurasie.<sup>673</sup> C'est pourquoi ses intérêts nationaux, sa sécurité nationale et sa politique étrangère ne peuvent pas être garantis de façon isolée, des intérêts régionaux et mondiaux. Selon Glenn Palmer, chercheur en sciences politiques, « *Le principe fondamental du néoréalisme dans la politique étrangère est d'assurer et d'améliorer la sécurité de l'État, la notion de « sécurité » étant prise tout d'abord, en tant qu'une entité militaire. Autrement dit, le problème majeur de la politique étrangère est la défense de l'intégrité territoriale de l'État face à des pays tiers potentiellement agressifs* ». <sup>674</sup> Parlant du rôle de la géographie grâce à laquelle des États garantissent leur sécurité, le chercheur se confronte au problème qui découle de l'évolution historique des États et, par conséquent, de leur perception du concept de sécurité.<sup>675</sup> Ce concept est polysémique puisqu'il peut qualifier la sécurité de citoyens à l'étranger, la défense de leurs intérêts économiques et même la défense ou

---

<sup>673</sup> Selon les affirmations du politologue américain Zbigniew Brzezinski, « *L'Azerbaïdjan est un bouchon vital réglant l'accès à la bouteille avec les richesses de la mer Caspienne et de l'Asie centrale. L'Azerbaïdjan, comme un pays indépendant et turcophone, sillonné par les oléoducs, qui traversent le territoire de la Turquie lui accordant une aide politique pourrait empêcher la Russie de réaliser son monopole dans la région et de cette façon la priver de son principal levier politique pour influencer les États de l'Asie centrale* », BRZEZINSKI Zbigniew. *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris, « Éditions Bayard », 1997, p. 155 ; MARKEDONOV Sergey. « Azerbajdzhan : « bez druzej i bez vragov » » (L'Azerbaïdjan « sans amis ni ennemis »), *Rossija v global'noj politike*, Vol. V, №4, juillet-août 2007, p. 219.

<sup>674</sup> PALMER Glenn, T. Clifton Morgan. *Op. cit.*, p. 26-27.

<sup>675</sup> Le professeur de l'Université de Haïfa en Israël Brenda Shaffer met en évidence trois facteurs géographiques déterminants la sécurité nationale de l'Azerbaïdjan : 1) l'accès à la mer, 2) sa position stratégique qui forme un pont naturel reliant l'Europe à l'Asie, 3) se trouve à proximité immédiate des puissances régionales comme la Russie, l'Iran et la Turquie. SHAFFER Brenda. « Permanent factors in Azerbaijan's foreign policy », in PETERSEN Alexandros, ISMAILZADE Fariz. *Azerbaijan in global politics : grafting foreign policy*, Azerbaijan Diplomatic Academy, 2009, p. 69-70.



l'expansion d'une idéologie.<sup>676</sup> Il peut donc servir d'outil pour analyser l'impact de ces approches sur la perception d'une situation par les élites politiques azerbaïdjanaises, lors de la définition des intérêts nationaux de leur politique étrangère et sécuritaire.

En effet, dans les pays ex-soviétiques comme l'Azerbaïdjan, les services diplomatiques responsables de l'élaboration de la politique étrangère perçoivent assez souvent le système mondial non pas comme une structure anarchique où les États luttent pour leurs intérêts selon le principe du « chacun pour soi », mais aussi comme une structure bien hiérarchisée ayant à sa tête des puissances mondiales, ce qui impose des restrictions considérables de leur capacité de poursuivre leurs propres intérêts nationaux indépendants.<sup>677</sup> Il y a également des opposants à cette idée d'une anarchisation de l'ordre international. Pascal Chaigneau, directeur scientifique à HEC-Paris, essaie de promouvoir l'idée « *qu'en dépit de l'inexistence d'un pouvoir centralisé, la société internationale est loin d'être complètement anarchique. Les normes juridiques, malgré leurs lacunes, ont profondément imprégné le fonctionnement des relations internationales. Nous assistons à une timide évolution vers ce qui serait une véritable « communauté internationale ». Celle-ci reposerait sur l'enchevêtrement des intérêts communs, l'institutionnalisation grandissante de la vie internationale et, enfin, l'émergence d'une « conscience universelle* ». <sup>678</sup>

#### **A. La politique étrangère de point de vue de la sécurité nationale**

Il est évident que l'effondrement de l'URSS laissa les gouvernements de beaucoup d'anciennes Républiques soviétiques sans aucune tradition nationale de construction étatique et administrative efficaces, y compris au niveau des ministères des Affaires étrangères et des services diplomatiques compétents. C'est pourquoi la perception de l'ordre mondial sous la norme d'une structure hiérarchique contribue à l'acceptation d'un certain paradigme responsable pour former la politique étrangère et de défense.<sup>679</sup>

On pourrait dire que les élites politiques des trois Républiques caucasiennes furent guidées par ces principes. Ce sont des pays qu'on peut qualifier de « modernes » qui se penchent plutôt vers la géo-sécurisation (la sauvegarde de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, etc.)

---

<sup>676</sup> Pour plus d'information, sur le phénomène de « sécurité » voir également l'ouvrage de CHAIGNEAU Pascal. *Dictionnaire des relations internationales*, « Economica », 1998, p. 348-349.

<sup>677</sup> Marie-Claude Smouts suggère que les États ne sont pas ces atomes qui agissent exclusivement en fonction d'une rivalité de puissance sans fin, mais aussi des unités interdépendantes, non seulement d'un système international, mais aussi de sous-systèmes d'intégration plus ou moins marquée, pouvant forger notamment des communautés de sécurité. SMOUTS Marie-Claude. *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, « Presses de Sciences Po », 1998, p. 38.

<sup>678</sup> CHAIGNEAU Pascal. *Ibid.*, p.117-118.

<sup>679</sup> STRAKES E. Jason. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/c-g/2009/journal\\_rus/c-g-2-3/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2009/journal_rus/c-g-2-3/04.shtml)

qui représente pour eux une valeur importante, d'autant plus qu'ils ont des priorités de développement identiques et sont déterminés à atteindre leurs objectifs. Toutefois, selon le Dr. Dzhannatkhani Eyvazov, suivre de tels principes dans la région explosive du Caucase du sud pourrait conduire théoriquement aux scénarios suivants :

a) Afin de consolider l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale, ces États multiplieront leurs efforts pour se fortifier (y compris au niveau militaire), ce qui, sans doute, contribuera au développement ou à l'exacerbation du dilemme de la notion de défense dans leurs relations mutuelles. Leur contribution à maintenir leurs sociétés en isolation permanente favorisera la méfiance et augmentera le poids des menaces dans leurs relations.

b) Le choix de la stratégie mercantiliste de sécurité économique affaiblira le développement économique entre les États de la région, ce qui engendrera l'absence du mécanisme d'« interdépendance complexe » qui favorise la prévention de la menace de guerre dans les relations interétatiques.

c) Le renforcement de l'identité nationale, l'isolement ethnique et culturel, la restriction de la mobilité ethnoculturelle dans les conditions d'une hétérogénéité ethnique et/ou religieuse de la région contribueront à la croissance de la situation conflictuelle — non seulement à l'intérieur de l'État, mais aussi entre eux ».<sup>680</sup>

Le problème principal de la politique étrangère et de la sécurité nationale de l'Azerbaïdjan est pré-dicté en grande partie par le fait que le pays se trouve toujours en état de guerre avec l'Arménie. Le conflit du Haut Karabakh qui a connu deux phases, le mouvement séparatiste d'abord (1988-1991), puis la guerre interétatique (1992-1994) est, à ce jour, la priorité absolue non seulement de la politique étrangère, mais aussi de la politique de sécurité nationale azerbaïdjanaise.<sup>681</sup> La situation géopolitique des Azerbaïdjanais après le conflit armé lui est tout à fait défavorable, puisque l'Arménie ayant établi le contrôle militaire dans le Haut Karabakh, rend vulnérable l'immense région du Karabakh avec ses territoires avoisinants, mais

---

<sup>680</sup> EYVAZOV Dzhannatkhani. « Ot tradicionnogo gosudarstva k postindustrial'nomu : o vzaimosvjazi geopolitiki i bezopasnosti v epokhu globalizacii » (De l'État traditionnel vers l'État postindustriel : de la relation entre la géopolitique et la sécurité à l'époque de globalisation *Kavkaz i Central'naja Azija*, №3(01), 2007, [http://www.ca-c.org/c-g/2007/journal\\_rus/c-g-3/01.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2007/journal_rus/c-g-3/01.shtml)

<sup>681</sup> Voir également les articles de KURBANOV Erjan. « Azerbaijan security concerns : conflict with Armenia over Nagorno-Karabakh and potentials for others internal discords », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №4, Winter, 1996-1997, et de MUSABEKOV Rassim. « Karabahskij faktor vo vneshnej i vnutrennej politike Azerbajdzhana » (Le Karabakh dans la politique intérieure et extérieure de l'Azerbaïdjan), dans *Kavkazskoe Sosedstvo : Turcija i Juzhnyj Kavkaz* (Voisinage caucasien : la Turquie et le Caucase du sud), Erevan, Institut du Caucase, 2008, p. 84-100.

aussi ses importants objectifs administratifs et économiques grâce à ses réseaux de transports routier et énergétique. Dans ces conditions, lorsqu'une partie du territoire du pays est soustrait aux juridictions de la République d'Azerbaïdjan et se trouve en état de guerre avec elle, les questions de sécurité nationale prévalent sur les autres composantes de la politique étrangère.

Une autre question ayant un caractère vital dans la politique étrangère et de sécurité nationale est celle de l'exploitation des gisements naturels d'hydrocarbures conjointement avec les partenaires économiques intérieurs et étrangers choisis par l'Azerbaïdjan, et sans ingérence extérieure, en vue de leur livraison sur les marchés internationaux par des voies sûres et sécurisées.<sup>682</sup>

Bien que l'Azerbaïdjan soit une République indépendante et souveraine depuis presque vingt-quatre ans, sa « doctrine de sécurité nationale » n'a été adoptée qu'en 2007 et s'en tient à une *neutralité armée* vis-à-vis des États de la région, poursuivant la politique de non-adhésion à une quelconque organisation militaire. La perte de l'intégrité territoriale du pays - presque 20% des territoires - du fait de la guerre contre l'Arménie occupe une place centrale dans la doctrine azerbaïdjanaise, dans laquelle ce pays figure en tant qu'État ennemi.

Un autre aspect important de cette doctrine concerne le choix de développement du pays et le fait que, contrairement à la Géorgie qui déclare une coopération étroite en vue d'une adhésion complète aux structures euro-atlantiques, Bakou milite pour une coopération mutuelle avec celles-ci, mais sans vouloir les intégrer effectivement.

Enfin, le concept de menace contre la sécurité intègre également des menaces non militaires, comme l'extrémisme, le terrorisme, la pénurie du capital humain, l'asservissement à l'aide extérieure, la pression politique sur l'infrastructure énergétique, la déstabilisation de l'économie et la pollution de l'environnement.<sup>683</sup>

La doctrine « d'une politique étrangère équilibrée » promue initialement par Heydar Aliyev est considérée comme la pierre angulaire de l'orientation de la politique étrangère de Bakou. Se basant sur le concept de maintien de l'Azerbaïdjan à équidistance entre les puissances régionales et mondiales, le pays a réussi à préserver son indépendance, à signer le cessez-le-feu

---

<sup>682</sup> GASANOV Ali. *Op. cit.*, p. 850-851 ; voir également l'ouvrage de NOVRUZOĞLU V. Rovşən. *XXI əsr. Azərbaycan dövlətçiliyinə təhlükə mənbələri ; Milli təhlükəsizlik kontekstində*, (XXI siècle. Les menaces potentielles à l'État azerbaïdjanais ; dans le contexte de la sécurité nationale), en 5 volumes, Bakou, 2002.

<sup>683</sup> STRAKES E. Jason. « Anarchy, hierarchy or neither : An indigenous Azerbaijani concept of national security », Vol. II, №10, 15 may 2009, [http://biweekly.ada.edu.az/vol\\_2\\_no\\_10/Anarchy\\_hierarchy\\_or\\_neither.htm](http://biweekly.ada.edu.az/vol_2_no_10/Anarchy_hierarchy_or_neither.htm)

avec l'Arménie, à déceler les cataclysmes politiques intérieurs, et à établir la « verticale du pouvoir » centralisé. Toutefois, pour préserver et développer ce concept multi- vectoriel, l'Azerbaïdjan doit prendre en considération les comportements des États régionaux à la suite des changements conjoncturels extérieurs, et faire avancer sa propre idée de créer un pacte de stabilité et de développement dans la petite région sud-caucasienne (considérée même parfois comme une *sous-région*). En effet, entouré par la Turquie, l'Iran et la Fédération de Russie, donc d'anciens empires, mais demeurant aujourd'hui de grandes puissances régionales, l'Azerbaïdjan fait l'objet de pressions extérieures de la part de ces dernières qui sont en concurrence permanente pour établir leurs sphères d'influence dans cette région. C'est la raison pour laquelle, il nous paraît maintenant opportun de déterminer les intérêts qui sont en jeu pour les puissances régionales et d'analyser les initiatives que compte prendre l'Azerbaïdjan pour contrôler les incidences de leurs pressions extérieures.<sup>684</sup>

### 1. La Fédération de Russie

Selon l'historien azerbaïdjanais Nassib Nassibli, la situation géopolitique de la République d'Azerbaïdjan attire l'attention de la Russie pour plusieurs raisons : 1) en établissant son contrôle sur l'Azerbaïdjan, la Russie serait en mesure d'étendre son influence au Proche et Moyen-Orient, ce que lui ouvrirait la possibilité d'utiliser le territoire de l'Azerbaïdjan pour son aviation stratégique ; 2) soumis aux intérêts économiques de la Russie, les riches gisements de ressources naturelles et leur exploitation élimineraient la nécessité d'importer une matière première coûteuse ; 3) lorsque l'Azerbaïdjan serait entré dans la sphère d'influence de son voisin du nord, le monde turc s'affaiblirait, diminuant l'impact de l'influence de la Turquie (et des États-Unis) sur la population turcophone de l'Asie centrale, du Caucase du nord et des régions de la Volga (Russie) ; 4) le contrôle exercé sur l'Azerbaïdjan permettrait de réduire l'influence de l'Iran sur les anciennes Républiques soviétiques musulmanes ; et, 5) la création d'un espace politico-économique commun incluant en son sein l'Azerbaïdjan est l'une des conditions préalables pour « la sécurisation de la population russophone » habitant sur ce territoire. En outre, en acceptant de mettre l'Azerbaïdjan dans l'orbite de ses intérêts, la Russie remplirait « le

---

<sup>684</sup> Voir les articles de BLANK Stephen. « New trends in Caucasian security », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №3, Spring, 1998, p. 2-17 ; YUNUSOV Arif. « Les questions et les politiques de sécurité de l'Azerbaïdjan », *Le Sud Caucase : un défi pour l'UE*, p.145-159 ; MINASSIAN, Gaïdz. « Caucase du sud : les enjeux de la coopération », *La Politique Étrangère*, №3, 2002, p. 715-733 ; GULUZADƏ Vəfa. *Yol ayrıcında*, (Dans le croisement de chemins). *Op. cit.* ; GULUZADƏ Vəfa. *Azərbaycan dostlar və düşmənlər arasında*, (L'Azerbaïdjan - entre des amis et des ennemis), Bakou, « Azərbaycan », 1999, 128 p.

vide » de ses frontières méridionales et disposerait d'un accès direct pour communiquer avec l'Iran.<sup>685</sup>

Parmi les trois Républiques transcaucasiennes, seule l'Arménie est considérée comme un allié stratégique fiable pour la Russie. Elle se trouve écartée des tous les projets régionaux (les projets énergétiques, en particulier) et continue de suivre la politique imposée par la Russie. Aujourd'hui, pour Erevan, le Kremlin est l'unique garant de son indépendance et de sa sécurité, et il détient le monopole intégral de plusieurs domaines économiques du pays, y compris le champ militaire.

La coopération militaire entre la Russie et l'Arménie est basée sur les accords de 1992 et de 1995 signés pour une période de vingt-cinq ans, et concernant le statut juridique des forces armées russes stationnées en Arménie et celui de leur base militaire.<sup>686</sup> Mais lors de la visite du président russe Dmitri Medvedev à Erevan en 2009, cet accord fut encore prolongé pour une période de quarante-neuf années. Selon cet accord renouvelé, ces forces armées russes devront, non seulement assurer la sécurité de l'Arménie, mais également protéger ses frontières sud et ouest avec la Turquie et l'Iran.

Cette stratégie de la Russie vis-à-vis des pays de la région, où elle soutient les mouvements séparatistes sur les territoires de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, oblige ces pays à s'associer à de nouveaux acteurs géopolitiques pour permettre le maintien d'un certain équilibre des forces. C'est l'une des raisons du renforcement des positions de l'Occident dans la région.

## 2. L'Iran

L'Iran possède sa propre approche historique des problèmes de sécurité dans la région et sa position reste inchangée malgré l'implication de nouvelles forces extérieures (États-Unis et Union européenne, notamment) qui présentent un danger réel pour sa sécurité nationale. C'est pour cette raison que l'Iran a proposé aux pays du bassin de la mer Caspienne et aux Républiques du Caucase du sud d'entreprendre des mesures conjointes afin d'assurer leur sécurité dans la région.<sup>687</sup>

---

<sup>685</sup> POLUKHOV Elkhan. Osnovnye napravlenija vneshnej politiki Azerbajdzhanskoj respubliki » (Les directions générales de la politique étrangère de la République d'Azerbaïdjan), *Kavkaz i Central'naja Azija*, 1999, [http://www.ca-c.org/journal/cac-05-1999/st\\_26\\_poluhov.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-05-1999/st_26_poluhov.shtml)

<sup>686</sup> BOGATUROV A.D., AVERKOV V.V. *Istorija mezhdunarodnykh otnoshenij (1945-2008)* (L'histoire des relations internationales (1945-2008), Moscou, « MGIMO-Universitet », 2009, p. 410.

<sup>687</sup> GASANOV Ali. *Op. cit.*, p. 861.

L'objectif géostratégique de l'Iran dans la région est motivé par la volonté de réduire au maximum la présence des forces étrangères (États-Unis et Union européenne) dans le Caucase du sud, de ne pas admettre leur rapprochement de ses frontières et de résoudre les problèmes régionaux exclusivement par des efforts conjoints des pays se trouvant dans la région en instaurant avec eux des relations privilégiées, en définissant les mécanismes d'impact pour ceux qui mènent une politique pro-occidentale et en renforçant la coopération avec les pays de la région dont les intérêts coïncident avec ceux de l'Iran.

Pourtant, malgré tous les efforts de l'Iran pour prévenir l'avancée de l'Occident dans la région, les États-Unis se sont rapprochés de ses frontières, installant ses bases militaires dans la majorité des pays voisins, notamment en Turquie, au Pakistan, en Afghanistan et en Irak, ainsi que dans les pays riverains du Golfe arabo-persique. Les seuls États frontaliers de l'Iran où la présence militaire américaine est absente sont l'Azerbaïdjan et le Turkménistan.

### 3. La Turquie

Dans la politique régionale de la Turquie, l'idée de réunir autour d'elle les peuples turcophones du Caucase du sud et de l'Asie centrale présente une importance particulière. La création d'une mission spéciale auprès du ministère des Affaires étrangères de Turquie chargée de construire un nouvel espace géopolitique impliquant les peuples turcophones des pays des mers Noire et Caspienne dénote l'intérêt que porte Ankara pour un tel projet.

La Turquie, qui à l'époque de l'Union soviétique surveillait la région en tant qu'alliée de l'OTAN, a modifié aujourd'hui sa position et commencé à développer ses propres intérêts géopolitiques.<sup>688</sup> Depuis le début, Ankara occupa une place prépondérante dans la stratégie de politique étrangère de l'Azerbaïdjan, dont la situation géographique déterminait les affinités sélectives de ses relations avec Bakou (pays fraternels et partenaires stratégiques) plutôt qu'avec les pays d'Asie centrale.

Un autre moyen de renforcer son influence dans la région était celui de son appartenance à l'OTAN. Ankara se rend bien compte que l'importance de son rôle à l'intérieur de l'Alliance atlantique peut avoir un impact positif sur son image dans la région. C'est pourquoi, la direction politique du pays a pris l'initiative de créer un état-major des forces de l'OTAN dont la zone d'action devait couvrir toute la région du Proche-Orient, des Balkans, du Caucase et de l'Asie

---

<sup>688</sup> GASANOV Ali. *Op. cit.*, p. 869-870.

centrale. En plus, grâce à la Turquie, l'OTAN et à sa tête les États-Unis, pouvaient réaliser leurs politiques régionales dans les domaines énergétique et sécuritaire.

#### 4. L'Arménie

L'idée d'être entouré par des pays ennemis, l'Azerbaïdjan à l'est et la Turquie à l'ouest, est profondément enracinée dans la conscience des Arméniens qui considèrent que la Russie est leur unique garant de survie. De plus, avec ses prétentions territoriales sur l'Azerbaïdjan dans le Haut Karabakh, le sujet du « génocide des Arméniens » de 1915 ainsi que ses prétentions territoriales sur les régions de l'est de la Turquie restent toujours d'actualité. Lorsque dans les années 1990, les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie furent tissées sur des liens plus politiques, Ankara entreprit parallèlement des démarches pour améliorer ses relations avec l'Arménie. Mais aujourd'hui, alors que les relations économiques prévalent entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, le passage d'oléoducs par le territoire turc pour contourner l'Arménie a créé de fortes tensions entre les deux pays qui ne s'amélioreront sans doute pas dans un proche avenir. Le rapprochement de Bakou avec Ankara a donc conduit à une plus grande tension dans les relations turco-arméniennes. En ce qui concerne les questions de sécurité et d'approvisionnement énergétique de l'Arménie, compte tenu de sa mise à l'écart des projets pétroliers de la Caspienne, Erevan s'oriente vers Moscou au nord et Téhéran au sud. Malgré la présence militaire russe dans la région l'étroite alliance géopolitique entre la Turquie et l'Azerbaïdjan assure un équilibre des forces au Caucase du sud, assez fragile certes, mais vitale, tout en empêchant l'isolement géopolitique de cette région, riche en hydrocarbures.<sup>689</sup>

#### 5. La Géorgie

La ligne politique pro-occidentale de la Géorgie a été adoptée immédiatement après la chute de l'URSS, puis renforcée par l'adoption du « Concept de la souveraineté et de la sécurité » du pays en 1997, dont le pivot principal était l'adhésion aux valeurs européennes. Les auteurs du concept, appréciant le rôle de l'OTAN en tant que garant de la sécurité en Europe, estimaient que l'élargissement de l'alliance à l'Est était en conformité avec les intérêts nationaux de la Géorgie. Ultérieurement, la coopération de la Géorgie avec l'Occident, et plus particulièrement avec les États-Unis et l'OTAN, s'élargit encore, invitant la Géorgie à participer en tant que membre partenaire de l'OTAN à plusieurs événements au sein de l'alliance, ce qui suscita le mécontentement de la Russie.<sup>690</sup>

---

<sup>689</sup> KULIYEV Gasan. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_05\\_kuliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_05_kuliev.shtml)

<sup>690</sup> GASANOV Ali. *Op. cit.*, p. 856-857.

Aujourd'hui, la Géorgie est un allié stratégique de l'Azerbaïdjan dont des oléoducs et gazoducs de la Caspienne transitent par son territoire, constituant un axe stratégique Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie venant en contrepoids avec l'axe géopolitique Russie-Arménie-Iran dans la région.

Nous pouvons confirmer que le concept de sécurité nationale et de politique étrangère géorgien ressemble beaucoup à celui de l'Azerbaïdjanais. La Géorgie s'est heurtée au même mouvement sécessionniste et a aussi été privée d'une partie de ses territoires. Le but ultime de la Géorgie est le règlement le plus rapide des conflits ethniques au Caucase, la restauration de la juridiction de l'État sur tout le territoire géorgien, l'intégration aux structures politiques et économiques euro-atlantiques pour diminuer sa dépendance vis-à-vis de la Russie, afin de devenir un carrefour principal dans la région caucasienne pour faire transiter les oléoducs et gazoducs importants par son territoire avec son implication dans les futurs projets énergétiques et de leur transport.

#### 6. Le Pacte de stabilité et de sécurité dans la région

Il faut noter que chaque question relevant de la sécurité dans la région eurasiatique déclenche une vive réaction des États-Unis et des pays européens en tant qu'alliés de l'OTAN, ainsi que des puissances comme la Russie, l'Iran, la Turquie, la Chine, sans oublier bien sûr d'autres États plus petits, mais ayant une importance majeure pour la région comme l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et quelques autres.

L'idée de créer un Pacte de stabilité au Caucase est née en 1996, à la fin de la première guerre en Tchétchénie lorsque les présidents azerbaïdjanais et géorgien ont signé le Pacte « Pour un Caucase pacifique ».<sup>691</sup> Mais comme ce projet ne répondait pas aux intérêts de la Russie de l'époque, lors de la rencontre ultérieure des Chefs d'État des pays du Caucase du sud et des dirigeants des régions du Caucase du nord, qui s'était tenue le 3 juin 1996, à Kislovodsk (Russie), elle a maintenu la proposition de la délégation tchétchène pour créer au Caucase un organe permanent pour la sécurité et la coopération (une sorte d'OSCE à la russe) en lui attribuant un statut international.<sup>692</sup> Pourtant, ni le projet « Pour un Caucase pacifique » ni le

---

<sup>691</sup> À propos des organisations régionales en Transcaucasie voir le livre de GADZHIEV K.S. *Geopolitika Kavkaza* (La géopolitique du Caucase), Moscou, « M.O. », 2001, p. 359-367.

<sup>692</sup> MALYSHEVA Dina. « Problemy bezopasnosti na Kavkaze » (Les problèmes de sécurité au Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1 (05), 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-01/05.malishr.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-01/05.malishr.shtml)



processus de Kislovodsk n'eurent de suite en raison des contradictions politiques qu'ils contenaient.<sup>693</sup>

La proposition du président tchéchène de l'époque, Aslan Maskhadov, de créer un « Marché commun caucasien » fut néanmoins soutenue par H. Aliyev et É. Chevardnadze compte tenu du fait que la Géorgie et l'Azerbaïdjan associaient directement la solution de leurs problèmes - le règlement des différends par des voies pacifiques et l'achèvement des négociations sur l'acheminement du pétrole de la Caspienne - au règlement du conflit tchéchène.

En 1999, une idée similaire de création d'un « Pacte pour stabilité et de coopération » sera proposée par le président azerbaïdjanais pendant le Sommet de l'OSCE à Istanbul. D'après lui, le Pacte prévoyait l'interdiction de toute présence militaire étrangère dans la région et excluait l'éventualité du terrorisme, du séparatisme, des nettoyages ethniques en créant simultanément les conditions favorables pour une coopération économique régionale.<sup>694</sup>

Une autre initiative de l'Azerbaïdjan visant la sécurité régionale fera l'objet de discussions trois ans plus tard, en 2002, suite à l'Accord de Trabzon, signé entre l'Azerbaïdjan, la Turquie et la Géorgie. Ce document, qui envisageait d'assurer la sécurité énergétique et l'indépendance de la région, comprenait une gamme de questions partant de la lutte conjointe contre le terrorisme et le séparatisme militaire jusqu'au blanchiment d'argent et la protection militaire des oléoducs. De plus, cet accord était considéré comme établissant un partenariat stratégique entre les trois pays.<sup>695</sup>

En outre, les États du Caucase du sud avancèrent l'idée de la création d'un groupe régional réunissant quatre anciennes Républiques soviétiques traversant les mêmes problèmes sécessionnistes. En 1997, lors de la réunion des chefs d'État et des gouvernements de l'Union européenne à Strasbourg, les présidents de la Géorgie, de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan et de Moldova fondèrent le groupe régional GUAM (l'abréviation de premières lettres capitales des pays le composant) qui, selon eux, pouvait constituer une véritable alternative à la CEI et à ses structures sécuritaires. Le 25 avril 1999, à Washington, lors de la réunion des chefs d'État de la CEI à l'occasion du sommet de l'alliance nord-atlantique, l'Ouzbékistan rejoignit le groupe

---

<sup>693</sup> NADZHAFOV E. *Juzhnyj Kavkaz : ternistyj put' k bezopasnosti* (Le Caucase de Sud : le chemin épineux de la sécurité), 2005, p. 60-61.

<sup>694</sup> ALLISON Roy. Strategic security dilemmas in the Caucasus and Central Asia : the limits of Multilateralism », *NBR Analysis*, Vol. 14, №3, october 2003, <http://old.silkroadstudies.org/new/docs/publications/NBR.pdf>

<sup>695</sup> GASANOV Ali. *Op. cit.*, p. 851-853.

GUAM, qui sera rebaptisé GUUAM. Il convient de prendre en considération le fait qu'en dépit d'une certaine similitude de leurs idées concernant la formation du système de sécurité au Caucase, les pays du Caucase du sud, la Russie et les autres pays de la région, veillaient avant tout à leurs propres intérêts qui ne coïncidaient pas avec les objectifs politiques et économiques d'autres acteurs régionaux.<sup>696</sup>

## 7. La coopération régionale dans le cadre de l'OTAN et le TSC

Entre-temps, avec la formation de GUUAM, les trois Républiques transcaucasiennes coopèrent également dans le cadre des blocs militaires régionaux : l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord) et le TSC (Traité de sécurité collective). Pourtant, la coopération de l'Arménie en tant que membre du TSC et le partenariat de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan avec l'OTAN comportaient un caractère multilatéral. Malgré le fait qu'à ses débuts, l'Azerbaïdjan réfutait son adhésion au TSC, il y adhéra ultérieurement en qualité d'observateur, mais sans avoir développé une coopération dans le domaine militaire. Selon Bakou, il était inadmissible de se retrouver dans la même organisation à côté d'un pays - l'Arménie – qui occupait une partie de ses territoires. L'Azerbaïdjan interrompra sa mission d'observateur en 1999, mais poursuivra sa coopération avec l'OTAN au sein du projet « Partenariat pour la paix » (PpP) que le pays avait signé en 1994.<sup>697</sup> Bakou considérait en effet qu'une coopération plus étroite avec l'OTAN ainsi que le développement d'une infrastructure liée à l'exportation du pétrole pouvaient favoriser le renforcement de sa stabilité intérieure. De nos jours, l'Azerbaïdjan prépare ses forces armées sur le modèle de l'OTAN, ce qui lui permettra d'interagir plus efficacement dans les opérations communes de maintien de la paix dans les régions de conflit. Bakou considère l'OTAN comme un facteur stabilisateur, soutient son élargissement, et estime que la mise en place de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan ainsi que le couloir de transport Est-Ouest lui présentera une nouvelle opportunité pour consolider sa coopération avec l'OTAN dans le cadre du programme « Partenariat pour la paix ».<sup>698</sup>

## 8. La définition du statut juridique de la mer Caspienne

La définition du statut juridique de la mer Caspienne est devenue la pierre angulaire entre les États riverains pour le partage des gisements pétroliers du fond marin. Cette question sera

---

<sup>696</sup> MALYSHEVA Dina. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-01/05.malishr.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-01/05.malishr.shtml)

<sup>697</sup> Pour plus d'information, voir l'ouvrage de MURINSON Alexander. *Turkey's entente with Israel and Azerbaijan : state identity and security in the Middle East and Caucasus*, « Routledge », 2009, p. 57-61.

<sup>698</sup> NURIEV Elkhan. « Ni mira, ni vojny : geopoliticheskaja igra na Kavkaze prodolzhaetsja » (Ni paix, ni guerre : le jeu géopolitique au Caucase continue), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №6(12), 2000, [http://www.ca-c.org/journal/2000/journal\\_rus/cac6-2000/01.nur.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2000/journal_rus/cac6-2000/01.nur.shtml)

d'actualité après la signature, le 20 septembre 1994, du « Contrat du siècle » qui prévoyait l'arrivée dans le bassin de la Caspienne de nombreuses technologies et investissements occidentaux qui suscita les réactions hostiles de la Russie et de l'Iran. Moscou réagira même avec hostilité avant la signature du contrat dans une note de protestation (le 27 avril 1994) concernant le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne mentionné dans le mémorandum « De la coopération dans le domaine de l'énergétique », signé entre Bakou et Londres en février de la même année, que le MAE de la Russie adressera à Brian Fall, ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou. Cette note stipulait que tous les projets concernant l'exploitation des gisements pétroliers de la mer Caspienne et son acheminement vers les pays de l'Europe n'auraient pas de pouvoir juridique sans un accord préalable de tous les États riverains, car la mer Caspienne avait une portée écologique commune, et que le manque d'actes juridiques ne permettait pas d'inclure une telle annotation dans le mémorandum.<sup>699</sup> Dans le même temps, une lettre officielle était aussi adressée au Secrétaire Général de l'ONU).<sup>700</sup> De son côté, l'Iran insista sur le partage de la Caspienne en secteurs égaux. Mais, dans le cadre d'un tel partage, la part de l'Iran dans le projet pétrolier serait passée de 12% à 20 %, ce qui aurait désavantagé les autres États riverains, notamment le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, contraints de concéder une partie de leurs gisements à l'Iran.

La recherche d'un compromis acceptable dure depuis plus de vingt ans, et le statut juridique de la mer Caspienne n'est toujours pas défini. Vers la fin des années 1990 et le début des années 2000, un compromis a été trouvé grâce à un consensus sur l'exploitation du pétrole dans les secteurs nationaux de la mer Caspienne, sur la base d'accords bilatéraux entre la Russie et l'Azerbaïdjan, la Russie et le Kazakhstan, et l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan.

#### 9. Les principaux axes de transport routier à travers la région du Caucase

Le Caucase a toujours été impliqué dans le réseau mondial des communications. Mais en raison de son isolement au sein de l'URSS qui vivait selon les canons d'une société « fermée », cette région a été privée de la possibilité d'exercer pleinement ses fonctions de carrefour de transport reliant l'Occident à l'Orient, le Nord au Sud.<sup>701</sup>

---

<sup>699</sup> ISMAILOV Eldar, POLUKHOV Elkan. « Protivostojanie « starykh » i « novykh » igrokov na politicheskoy karte Kavkaza » (L'antagonisme des « anciens » et des « nouveaux » acteurs sur la carte politique du Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4(06), 2004, [http://www.ca-c.org/journal/2004/journal\\_rus/cac-04/06.ismrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2004/journal_rus/cac-04/06.ismrus.shtml)

<sup>700</sup> Lettre adressée au secrétariat de l'ONU par l'ambassadeur de la Fédération de Russie, A/49/475, 05/10/1994, [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A%2F49%2F475&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A%2F49%2F475&Submit=Recherche&Lang=F)

<sup>701</sup> Au temps du Moyen Âge, la région était sillonnée par la grande voie de la Soie qui réunissait l'Asie à l'Europe.

L'effondrement de l'URSS a permis de soulever une nouvelle fois les questions relatives aux transports qui étaient tombées dans l'oubli depuis un certain temps. Sur le plan du transit, le Caucase présente une importance majeure pour le continent eurasiatique et il n'est pas surprenant que l'Europe ait initié la restauration de cette fonction grâce aux projets TACIS, TRACECA, de grande importance commerciale culturelle et historique, qui sont en voie de réalisation dans le cadre des programmes de l'Union européenne :

Le programme TACIS (*Technical assistance to Commonwealth of Independent States - Assistance technique à la Communauté des États indépendants*), a été le premier instrument de coopération entre l'UE et les pays de la région depuis 1992. Reposant sur différents volets, il a eu pour objet de soutenir les réformes institutionnelles, juridiques et administratives des États issus de la dislocation de l'URSS, et de favoriser l'extension du secteur privé et le développement des régions rurales, de façon à encourager la transition vers l'économie de marché et la croissance. Présenté par la Commission européenne comme un programme « d'échanges d'expériences et de transfert de compétences », TACIS finance essentiellement des prestations intellectuelles et s'adresse, en premier lieu, aux sociétés d'ingénierie ou de conseil. Il repose sur une double approche : l'approche sectorielle, prédominante, se conjugue avec des actions transversales répondant à certains impératifs géographiques ou aux besoins de certaines catégories de population.

Lancé en 1993 par la Commission Européenne dans la conférence de Bruxelles, TRACECA (*Transport Corridor Europe Caucasus and Asia*) est un programme ambitieux qui prévoit le soutien des développements économiques et politiques des régions de la mer Noire, du Caucase du sud et de l'Asie centrale par la construction de la route de transport eurasien par des voies ferroviaires, de grandes routes, des oléoducs et gazoducs et l'expansion des portes maritimes. Cette route est courte et économiquement moins chère par comparaison aux routes existantes comme Transsib, et Turksib assurant la circulation des marchandises en provenance de la Chine et de l'Asie centrale via le Kazakhstan et la Russie et, de là, vers la Scandinavie et l'Europe occidentale.

En 1996, TACIS a élaboré le programme Oléoducs et Gazoducs interétatiques vers l'Europe (*Interstate Oil and Gaz Transport to Europe - INOGATE*) pour soutenir les réformes des systèmes de transport des hydrocarbures depuis les régions de la mer Caspienne et de l'Asie centrale afin de promouvoir le développement économique et l'indépendance politique. Ces initiatives de l'UE représentent une politique visant à instaurer un équilibre des forces dans la

région. Un autre objectif de cette stratégie est celui d'encourager le développement démocratique de ces pays avec les autres organisations Euro Atlantique.

En lançant ce programme de réhabilitation, de modernisation et de rationalisation des oléoducs et gazoducs interétatiques dans les nouveaux États indépendants, l'UE avait pour but de contribuer à la mise en place d'un corridor euro-asiatique transcaucasien qui permettrait l'acheminement du pétrole caspien vers Batoumi, puis vers Burgas et Alexandroupolis, et ensuite éventuellement jusqu'à Odessa et Constanta, d'où l'or noir serait acheminé vers l'Europe occidentale.<sup>702</sup>

D'autres projets internationaux seront parallèlement mis en place, notamment la pose du câble optique TAE (Transcaucasie-Europe), ayant pour but de consolider le rôle connecteur du Caucase entre l'Occident et l'Orient. Parallèlement, le projet Nord-Sud impliqua d'autres acteurs régionaux comme la Russie et l'Iran avec l'objectif de restaurer et d'augmenter les capacités logistiques reliant ces pays en transitant par le territoire de l'Azerbaïdjan. Chaque jour des centaines de poids lourds iraniens achemineront des marchandises en Russie en traversant l'Azerbaïdjan. Le partenaire russe s'engagera également à améliorer les conditions du passage en douane, afin de faciliter la procédure pour des camions azerbaïdjanais et iraniens. Comme ces projets ont été réalisés le long de la côte caspienne, ils permettront aussi d'utiliser l'espace maritime pour consolider les liens entre le Nord et le Sud en faisant bénéficier l'Azerbaïdjan pour son espace territorial de transit.<sup>703</sup>

---

<sup>702</sup> YUSIFOV Shahin. *Le rôle et la place de la mer Caspienne dans la sécurité des approvisionnements énergétiques en Europe : Le cas de l'Azerbaïdjan*, mémoire de Master, soutenu en septembre 2008, Université Marc Bloch, Strasbourg, p. 47-53.

<sup>703</sup> ISMAILOV Eldar, POLUKHOV Elkhan. *Art. cit.*,  
[http://www.ca-c.org/journal/2004/journal\\_rus/cac-04/06.ismrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2004/journal_rus/cac-04/06.ismrus.shtml)

## Chapitre 2 : Début des années 1990 – forte confrontation des intérêts russes et turcs dans les conflits caucasiens

L'effondrement de l'Union soviétique déclencha des forces tectoniques sans précédent, prêtes à transformer toute la configuration du paysage politique dans la région caucasienne. Les dernières années de l'existence de l'URSS seront marquées par des mutations intenses dans sa politique internationale, particulièrement au Proche-Orient où l'Union soviétique menait une politique étrangère plus ou moins active. La désintégration de l'URSS conduira des acteurs régionaux à établir des relations avec les Républiques qui venaient de faire leur apparition à la périphérie de l'ex-URSS. L'un des protagonistes clefs dans la région sera la Turquie.

*Section 1 : Définition des paradigmes de la politique étrangère et sécuritaire de la Turquie et de la Fédération de Russie.*

### A. La politique étrangère de la Turquie dans l'après-guerre froide

#### 1. Historique de la politique étrangère de la Turquie après 1923

Avant de procéder à l'analyse de la politique régionale de la Turquie, il nous paraît intéressant de faire un bref retour historique en le situant à partir de 1923 lorsque, sur les ruines du jadis majestueux Empire ottoman, Mustafa Kemal Pacha annonça la création de la République turque. À la naissance de cette jeune République, Mustafa Kemal se heurta à deux difficultés : le fondamentalisme religieux et le séparatisme ethnique. De plus, l'intégrité territoriale et la sécurité nationale étaient menacées par les Soviétiques, le mouvement des bolcheviks. Mais Mustafa Kemal réussit à s'entendre avec eux en sacrifiant l'Azerbaïdjan et une partie d'autres territoires présentant une importance particulière pour l'Empire ottoman après le renversement du tsar en Russie.

Dans les années 1930, la politique étrangère turque, avait un caractère plus défensif, qu'offensif. Il s'agissait surtout de mettre en place une politique défensive dans la perspective de l'émergence de menaces provenant de grandes puissances régionales et mondiales. C'est pour cette raison qu'après l'accord de Lausanne (1923) et la convention de Montreux (1936), la Turquie a établi ses frontières terrestres et maritimes, défini ses relations avec les grandes puissances, acquis sa souveraineté et s'est identifiée en tant qu'État laïque et moderne.<sup>704</sup>

---

<sup>704</sup> ERGÜVENÇ Sadi. « Turkey's security perception », *Perceptions New global perspectives at the turn of the century*, Ankara, Vol. III, №2, juin-août 1998, p. 33 ; voir aussi l'article de BILMAN Levent. « The regional

Compte tenu de la situation assez fragile de la jeune République, il faut rappeler que lorsque les forces armées de l'Entente débarquèrent sur son territoire, Mustafa Kemal, qui prit plus tard le pseudonyme d'Atatürk (le père de tous les Turcs), adopta le principe de « non-ingérence » dans les affaires intérieures de ses voisins. La ligne fondamentale de sa politique étrangère étant le slogan « paix dans le pays, paix dans le monde » (« yurtta sülh, cahanda sülh »). Grâce à cette démarche et à son génie de politicien, Atatürk réussit à neutraliser la pression des bolcheviks, et d'une certaine façon, de coopérer avec eux, en bénéficiant de leur aide matérielle et militaire dans la lutte contre les forces de l'Entente, relations de partenariat entre les deux pays qui resteront maintenues jusqu'à sa mort. Nous ne reviendrons pas ici sur les relations de la Turquie avec l'Union soviétique dont nous avons déjà parlé dans la partie introductive de notre travail.<sup>705</sup>

Après la mort d'Atatürk, le 10 novembre 1938, la politique turque deviendra plus prudente et ambivalente. Ankara signera une entente avec l'URSS et conserva une certaine neutralité. Cependant, la conférence de Casablanca (12-23 janvier 1943), pendant la Deuxième Guerre mondiale, marqua un tournant de la politique étrangère turque lié aux efforts de Winston Churchill pour impliquer la Turquie dans la guerre des Balkans, avant l'arrivée des troupes soviétiques.

En 1939, après la signature du Pacte entre l'URSS et l'Allemagne, les relations de la Turquie avec Moscou se refroidirent tout en restant dans la limite de correction. Staline suggérera à plusieurs reprises à la Turquie de procéder à la révision de la Convention de Montreux de 1936, en échange de la défense de ses frontières turques, mais cette proposition ne trouva jamais grâce auprès des autorités turques.<sup>706</sup>

Après la Deuxième Guerre mondiale, la politique étrangère turque changea radicalement ce qui entraîna le passage dans sa politique intérieure du monopartisme au multipartisme. Les partis – républicain et démocratique – partageaient la conviction qu'il était essentiel de favoriser d'importants investissements de capitaux étrangers afin de relancer l'économie et d'encourager la croissance. À ce moment-là, seuls les États-Unis étaient capables d'investir dans l'économie turque ce que signifiait l'implication de la Turquie dans la Guerre froide du côté de l'Occident,

---

cooperation initiatives in Southeast Europe and the Turkish foreign policy », *Perceptions New global perspectives at the turn of the century*, Ankara, Vol. III, №3, september-november 1998, p. 58-81.

<sup>705</sup> KAZANTSEV A.A. « *Bol'shaja igra* » s neizvestnymi pravilami : mirovaja politika i central'naja Azija (« Le grand jeu » aux règles inconnues : la politique mondiale et l'Asie centrale), Moscou, 2008, p. 199.

<sup>706</sup> SAFRONOV Rustam. « Tureckaja vneshnjaja politika i gosudarstva Central'noj Azii i Kavkaza » (La politique étrangère turque et les États de l'Asie centrale et du Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1, 1998, p. 18-19, [http://www.ca-c.org/journal/cac-01-1998/st\\_04\\_safron.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-01-1998/st_04_safron.shtml)

avec les États-Unis en tête. À cela s'ajoutaient les revendications territoriales de l'Union soviétique. Staline proposait à la Turquie la création d'une base navale dans le bassin de la mer Noire et exprimait certaines revendications territoriales au niveau des régions situées à l'est de l'Anatolie.<sup>707</sup> Le chercheur turc Kona Gamze Güngörmüş souligne cinq raisons qui motivèrent la Turquie à considérer les actions de l'Union soviétique comme une menace directe pour sa sécurité nationale :

1) La Turquie affirmait qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS refusa de prolonger l'Accord de non-agression et de neutralité avec la Turquie qui avait été signé le 17 décembre 1925, et proposa la création commune des bases militaires dans les détroits de la mer Noire.

2) Le Parti communiste qui intensifia son influence dans les nouveaux territoires de l'Europe de l'Est s'appêtait à élargir sa sphère d'influence à la Bulgarie et à d'autres pays des Balkans, stratégie expansionniste que la Turquie considérait comme une manifestation de l'impérialisme soviétique.

3) La Russie n'a jamais renoncé à l'idée de progresser territorialement vers les détroits turcs en vue de se rapprocher des mers chaudes, ce qui signifiait un défi ouvert aux intérêts de la Turquie et à sa sécurité.

4) L'URSS soutenait par tous moyens, y compris par l'approvisionnement en armement, des pays de la région adversaires de la Turquie, comme l'Iran et la Syrie.

5) En profitant de l'instabilité politique et de la faiblesse économique de la Turquie, le gouvernement soviétique maintenait des relations étroites avec ses pays ennemis, comme la Grèce.<sup>708</sup>

---

<sup>707</sup> *Istorija Vostoka* (L'histoire de l'Orient), Vol. VI, sous la direction de RYBAKOV R.B., Moscou, « Vostochnaja Literatura RAN », 2008, p. 332 ; voir également les ouvrages de UZER Umut. *Identity and Turkish foreign policy : the kemalist influence in Cyprus and the Caucasus*, London - New-York, I.B.Tauris, 2011 ; GASANLY Dzhamil. *SSSR-Turcija : ot nejtraliteta k kholodnoj vojne (1939-1953 gg.)* (URSS – Turquie : de la neutralité à la Guerre froide), « Centr propagandy », Moscou, 2008 ; HƏSƏNLİ Cəmil. *Sovet dövründə Azərbaycanın xarici siyaseti (1920-1939)* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan à l'époque soviétique (1920-1939)), Vol. II, Bakou, « Adiloğlu », 2012 ; KARPAT H. Kemal. *Türkiye ve Orta Asya* (La Turquie et l'Asie centrale), « IMGE », 2003, p. 179-227.

<sup>708</sup> KONA Gamze Güngörmüş. « Security concerns of Turkey - cold war and post-cold war periods », Foundation for Middle East and Balkan studies, *The Turkish review of European studies*, Istanbul, « Doğan », annual 2004(4), p. 220-222 ; voir également les ouvrages de KIREEV G.N. *Istorija Turcii – XX vek* (L'histoire de la Turquie – XX<sup>e</sup> siècle), Moscou, « Kraft + IV RAN », 2007, p. 235-270 et POTSKHVERIA B.M. *Vneshnjaja politika Turcii posle Vtoroj Mirovoj vojny* (La politique étrangère de la Turquie après la Deuxième Guerre mondiale), Moscou, « Nauka », 1976, p. 11-59.



Depuis 1945, suite à la revendication par les Soviétiques des régions est de la Turquie, Qars et Erdağān, les États-Unis lui ont accordé une aide économique dans le cadre du plan Marshall (1947) suivi par l'adhésion de la Turquie au Conseil de l'Europe en 1949 et à l'OTAN en 1952. Afin de stopper l'avancée des troupes soviétiques vers ses frontières et garantir sa survie, la Turquie deviendra un allié fidèle des États-Unis dans la région. Par ailleurs, la Turquie engagera ses soldats dans la guerre de Corée de 1950 à 1953 et, en 1963, elle rejoindra en tant que membre associé la Communauté économique européenne.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la politique sécuritaire de la Turquie s'appuiera sur deux principes : 1) la défense de son intégrité territoriale et nationale, et 2) la sauvegarde de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination. Dans les années 1960, après l'instauration du nouvel ordre mondial qui faisait suite à la défaite allemande de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique, puis la Grèce et Chypre représentaient la cause principale de la définition de la politique étrangère et sécuritaire de la Turquie. En s'alignant sur la politique de ses alliés occidentaux, elle n'a pas réussi à créer son propre espace pour développer une politique régionale et étrangère plus indépendante, ce qui attisa son mécontentement envers ses alliés, particulièrement lors de la crise de Chypre en 1973-1974, lorsque le président américain Lyndon B. Johnson dans une lettre qu'il avait adressée au gouvernement turc menaçait la Turquie d'interrompre toute aide financière et militaire, en l'accusant de mener une politique expansionniste en Chypre.

Ces événements ont alors incité la Turquie à créer sa propre ligne de politique étrangère, que les nouvelles situations géopolitiques établies au Proche et Moyen-Orient empêcheront de réaliser, notamment : la révolution islamiste iranienne qui renversera le Shah et installera le régime des mollahs ; la guerre entre l'Iran et l'Irak ; l'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan, etc. Il faudrait y rajouter l'instabilité du régime politique à l'intérieur du pays, accompagnée par des coups d'État réguliers et violents, et suivie par la chute considérable de l'économie turque.<sup>709</sup> Dans cette nouvelle configuration géopolitique, la Turquie a retrouvé son statut « d'allié irremplaçable » de l'Occident dans la région, qui se poursuivra jusqu'à la fin des années 1980.

---

<sup>709</sup> SÖZEN Ahmet. « Changing fundamental principles in Turkish foreign policy making », Annual conference of the *International Studies Association*, San Diego, USA, March 2006, p. 22-25, [http://www.academia.edu/275015/Changing\\_Fundamental\\_Principles\\_In\\_Turkish\\_Foreign\\_Policy\\_Making](http://www.academia.edu/275015/Changing_Fundamental_Principles_In_Turkish_Foreign_Policy_Making). Sur le rôle de l'armée dans la société turque voir également le livre de HALE William. *Turkish politics and the military*, Routledge, New-York & London, 1994, et les articles de ÜNSALDI Levent. « Le système de valeurs de l'armée turque », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°37, janvier-juin 2004, p. 177-208 et celui de VINOT François. « Armée, laïcité et démocratie en Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°37, janvier-juin 2004, p. 71-93.

Du point de vue militaire, la situation géographique de la Turquie est stratégique pour les raisons suivantes : tout d'abord, elle peut jouer un rôle de pont pour effectuer les transports terrestre et naval ; ensuite, parce que son territoire assure un accès rapide aux ressources naturelles du Proche-Orient, de la mer Caspienne et de l'Asie centrale (oléoducs et gazoducs) ; enfin, elle peut servir de base militaire dans le cas d'une intervention rapide à des situations complexes se déroulant dans les régions du Proche-Orient, de la Méditerranéenne ou des Balkans.

Avec l'effondrement de l'URSS, la Turquie a perdu son importance en tant qu'allié de l'OTAN, puisqu'aux yeux des occidentaux la nécessité de renforcer la Turquie sur le plan militaire pour la transformer en leader régional avait disparu. C'est pourquoi, dès la fin de la Guerre froide, les pays occidentaux menèrent une politique de rééquilibrage par rapport à la Turquie, car, d'une part, il n'était pas logique de bouleverser l'équilibre qui existait déjà dans la région et que, d'autre part, ils souhaitaient maintenir la Turquie à distance sans lui accorder le statut de membre à part entière de la Communauté européenne, mais en avaient besoin en tant qu'allié fiable capable de jouer un rôle tampon dans la région. À titre d'information, la Turquie signa un accord d'association avec la Communauté Economique Européenne en 1983 et, depuis 1987 elle est officiellement candidate à l'adhésion à l'Union européenne.

Il faut remarquer que la disparition du bloc socialiste (représenté par le Pacte de Varsovie) en Europe de l'Est, la dislocation de l'URSS et l'apparition de nouvelles Républiques indépendantes à ses frontières immédiates ont contraint la Turquie à entreprendre une nouvelle dynamique offensive de sa politique étrangère. Ce dynamisme sera surtout observé au début des années 1991-1992 lorsque la Turquie abandonnera sa politique traditionnelle de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses voisins pour prendre l'initiative de devenir l'acteur-clef de la région. Ce changement sera particulièrement visible lors de la première guerre du Golfe où la Turquie viendra se joindre aux opérations militaires des alliés contre l'Irak.<sup>710</sup> Peu de temps après cet événement, Turgut Özal, principal architecte d'une politique étrangère renouvelée confirmera le nouveau statut de la Turquie dans la région avec, comme premier pas, la création

---

<sup>710</sup> Durant cette guerre, la Turquie a fourni une aide cruciale à la coalition anti-Saddam Hussein en fermant sur son territoire l'oléoduc par lequel l'Irak faisait transiter son pétrole vers la Méditerranée et en permettant aux avions de chasse américains de bombarder l'Irak depuis les bases aériennes situées sur son sol. Dues à l'initiative du président Özal, ces décisions ont cependant suscité de fortes critiques en Turquie et provoqué les démissions des ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense et chef d'état-major. D'autres grandes manifestations se sont déroulées contre les liens de coopération entretenus par Özal avec les États-Unis, à la suite de quoi, le président Demirel et le Premier ministre Çiller ont exigé la fin des sanctions des Nations Unies contre l'Irak, parce qu'elles représentaient un fardeau pour la Turquie. HUNTINGTON P. Samuel. *Le choc des civilisations*, « Poche Odile Jacob », 2000, p. 208-209.

de l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire ayant pour objectif de promouvoir le commerce, les services dans le secteur bancaire et la création de l'infrastructure logistique dans la région. Parallèlement, la diplomatie turque soutiendra les Bosniaques pendant la guerre en Yougoslavie et, grâce à son lobbying auprès de l'ONU, de l'OTAN et de l'OCI, cherchera à réunir tous les moyens pour stopper les nettoyages ethniques.<sup>711</sup>

## 2. La politique étrangère turque après la Guerre froide

Avec l'effondrement de l'ennemi principal de la Guerre froide, la Turquie a trouvé l'occasion d'accroître son importance en tant que puissance émergente régionale, particulièrement dans les régions du Caucase et de l'Asie centrale.

La Turquie comptait recevoir un soutien unilatéral à sa politique étrangère grâce à la proximité ethnique, linguistique et culturelle de la population vivant dans la région. Un autre facteur important pour consolider son influence, la Turquie comptait également sur l'importante diaspora caucasienne de son territoire. Celle-ci était principalement composée de ressortissants du Caucase du nord ainsi que de Turcs de Géorgie et d'Azerbaïdjan. De 1800 à 1875, à la suite d'une série de guerres victorieuses de la Russie tsariste contre la Turquie, plus d'un million de personnes furent déportées vers l'Empire ottoman. L'attitude loyale des autorités ottomanes envers la migration des peuples caucasiens favorisa une nouvelle vague d'immigration, même après la guerre qui opposa, entre 1876 et 1878, l'Empire ottoman à l'Empire russe. Il y avait tellement d'ethnies caucasiennes parmi ces migrants qu'on les appelait toutes des Tcherkesses (le peuple du nord-ouest du Caucase, qui vit dans les régions de l'Adyguée et de la Karatchaïévo-Tcherkessie). Au fur et à mesure des années passées dans l'Empire ottoman puis en Turquie contemporaine, les immigrants caucasiens s'assimilèrent et s'intégrèrent pleinement à la société turque en conservant leurs traditions, leurs coutumes et leurs langues. Grâce à cette assimilation, les représentants des communautés caucasiennes ont développé des relations de bonne entente avec les autorités étatiques, ce qui leur permet de détenir des fonctions importantes dans les différents ministères de la Turquie, comme ceux de l'Intérieur et de la Défense. Ainsi, Doğan Güreş, ancien chef du quartier général du ministère de la Défense est d'origine tchéchène.<sup>712</sup>

---

<sup>711</sup> SAYARI Sabri. Turkey, the Caucasus and Central Asia », in BANUAZIZI Ali, WEINER Myron. *The new geopolitics of Central Asia and its borderlands*, I.B. Tauris, London - New-York, 1994, p. 176.

<sup>712</sup> ARAZ Bulent. « Turcija : nekotorye osobennosti otnoshenij s gosudarstvami Zakavkaz'ja » (Turquie : certaines particularités des relations avec les États de la Transcaucasie), *Kavkaz & Globalizacija*, №5, 2001, <http://www.ca->

Le début des années 1990 marqua une nouvelle étape dans la réanimation de la diaspora caucasienne qui sera accompagnée par la création de plusieurs associations et organisations non gouvernementales par les Azéris, les Lazes, les Géorgiens, les Abkhazes et d'autres, dans le but de soutenir leurs compatriotes par tous les moyens possibles.

L'atmosphère de l'époque favorisait l'activité politique de la diaspora caucasienne, parce que la politique turque était fortement influencée par le nationalisme accru et la montée des sentiments pro-islamistes. Les médias turcs s'impliquaient activement dans la promotion des événements se déroulant au Caucase, en appelant les représentants de la diaspora à partager leurs visions sur la région caucasienne par le biais des journaux et télévisions turcs. D'un autre côté, ces associations et organisations non gouvernementales influençaient d'une certaine façon la politique étrangère turque grâce à l'appui de quelques élus caucasiens au Parlement.

Parmi les représentants de la diaspora caucasienne, les Azerbaïdjanais exerceront une influence particulière qui sera renforcée avec le début du conflit dans le Haut Karabakh. Ce n'était pas uniquement le gouvernement turc, mais aussi toute son opinion publique qui sympathisaient avec l'Azerbaïdjan. La Turquie soutiendra également les Abkhazes dans leur lutte pour leur séparation de la Géorgie sans se mêler dans les affaires intérieures des nouvelles Républiques et en s'appuyant uniquement sur des leviers d'influence diplomatiques.

Le contexte idéologique et les motivations de la relation entre la Turquie et le Caucase du sud sont assez complexes et contradictoires. D'un côté, les Turcs et les Azerbaïdjanais reconnaissaient leurs communautés ethnique et religieuse qui s'étaient approfondies au travers de la guerre au Karabakh, mais d'un autre, dès la création de la République turque en 1923, « le panturquisme » dans sa signification politique n'avait jamais été soutenu par les autorités officielles ni en Turquie, ni au Caucase, ni en Asie centrale. Dans ses discours, Atatürk proclamait que « l'Islam politique », et le « Touranisme » ne pouvaient pas empêcher la Turquie d'assurer sa souveraineté et son indépendance malgré le fait qu'après la chute de l'Union soviétique « le panturquisme » s'était avéré réalisable assez rapidement auprès des nationalistes du Parti d'Alp-Arslan Türkeş qui se prononçaient pour une réunification politique de tous les peuples turcophones du Caucase et de l'Asie centrale. Cette vision était aussi partagée par tous les grands partis de la Turquie qui militaient pour l'instauration de liens étroits avec les pays

---

[c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/10.bulru.shtml](http://c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/10.bulru.shtml) ; voir également l'ouvrage de GADZHIEV K.S. *Geopolitika Kavkaza* (La géopolitique du Caucase), p. 348.

turcophones, mais plutôt dans le sens d'une union culturelle et économique, soutenue par le gouvernement turc.<sup>713</sup>

Durant les premières années de la décennie 1990, la Turquie effectuera une expansion culturelle et économique dans la région. En 1991 et 1992, elle mènera de nombreuses actions pour renforcer ses liens avec les nouvelles Républiques et y accroître son influence. Elle leur prêtera ainsi 1,5 milliard de dollars à de faibles taux d'intérêts à long terme. Elle leur accordera 79 millions de dollars d'aide directe pour la création de la télévision par satellite (en remplacement de la chaîne russophone), le développement des communications téléphoniques, l'ouverture de nouvelles lignes aériennes ou sous forme de bourses d'études en Turquie et d'actions de formation pour des banquiers, des cadres, des diplomates et d'officiers issus d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan. Des professeurs seront envoyés dans ces nouvelles Républiques pour enseigner la langue turque, et près de deux mille sociétés en participation seront nées durant cette période. Il faut souligner que les affinités culturelles auront grandement facilité le développement de ces relations économiques. Lorsque, par manque de moyens, l'élan turc vers les Républiques voisines se réduira à partir de 1993, l'arrivée au pouvoir de Süleyman Demirel et le changement radical de l'attitude russe envers ses anciennes Républiques fédérées, conduiront les Turcs à se servir de leurs affinités culturelles pour développer de nouveaux liens économiques et politiques. C'est ainsi qu'ils garantiront les accords passés entre les gouvernements concernés et des compagnies pétrolières pour la construction d'un oléoduc transportant le pétrole d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan vers la Méditerranée à travers le territoire turc.<sup>714</sup>

Pendant que la Turquie s'efforçait d'établir par tous moyens des liens étroits avec les nouveaux pays du Caucase du sud et de l'Asie centrale, le kéralisme, considéré toujours comme un bastion de l'identité turque se mit à s'affaiblir. Samuel Huntington propose trois explications de la victoire de la religion sur la laïcité en Turquie :

1) La religion, visiblement, fut l'unique solution pour résoudre les problèmes sociaux et économiques au pays, ce qui provoqua l'islamisation de l'opinion publique turque (à partir de 1993, le nombre d'hommes barbus et de femmes voilées s'accrut considérablement). Les bibliothèques et les librairies se remplirent de nouveaux livres exaltant le pouvoir de l'Empire ottoman et prêchant la doctrine du Prophète Mohamed. Le nombre de maisons d'édition dépassa

---

<sup>713</sup> HALE William. *Op. cit.*, p. 61.

<sup>714</sup> HUNTINGTON P. Samuel. *Op. cit.*, p. 210-213.

le chiffre de 300, en même temps que furent publiés de nouveaux journaux ainsi qu'un grand nombre de nouvelles radios et chaînes de télévision.

2) L'islamisation de la société influença la politique du pays, et l'armée, dernier bastion de la laïcité, prit en considération les aspirations religieuses se révélant en son sein tout en faisant l'effort de se présenter en garant de la sauvegarde de la laïcité de la République turque. Par ailleurs, le fait religieux sera exploité par les partis politiques dans leurs propres intérêts. En 1994, lors des élections municipales, le Parti social des fondamentalistes obtiendra un résultat inespéré et deviendra le troisième Parti représenté au Parlement après celui du président et celui du Premier ministre dont le score était lié aux votes des électeurs des couches sociales inférieures et peu cultivées peuplant majoritairement la région sud-est de la Turquie. Mais, dès 1995, les fondamentalistes constitueront la deuxième force politique du Parlement et formeront un gouvernement de coalition avec le Parti du Premier ministre Tansu Çiller.<sup>715</sup>

3) Il ne faut pas négliger l'influence de la religion dans la formation de la politique étrangère de la Turquie. S'appuyant sur le fait que ses alliés de l'OTAN ne soutiendraient pas les efforts de la Turquie pour adhérer à l'Union européenne, elle renforça la coopération avec Israël dans le domaine militaire, malgré des appels insistants de la société civile à cesser ses relations avec « l'ennemi de l'Islam ». Parallèlement, la Turquie dynamisera ses relations avec le monde arabe.<sup>716</sup>

L'option d'un modèle turc de « démocratie » et de « laïcité » était-elle considérée comme accidentelle pour les Républiques de l'ex-URSS, récemment proclamées indépendantes ? Et pourquoi cette option avait-elle été soutenue par les pays occidentaux, en dépit de leur vive critique à l'adresse de la Turquie pour les brèches ouvertes qui caractérisaient le développement

---

<sup>715</sup> En Turquie actuelle, le nouveau Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan réduisit à zéro le rôle des forces armées dans la mise en place des coups d'État et celui de garant de la laïcité de la République turque. Il transforma également la République parlementaire en République présidentielle, en devenant son nouveau président. Concernant les partis politiques voir également les ouvrages de RUBIN Barry, HEPER Metin. *Political parties in Turkey*, London, « Frank Cass », England ; ULCHENKO N.Y., URAZOVA E.I. *Turcija v uslovijakh novykh vnutrennikh i vneshnikh realij* (La Turquie dans les conditions de nouvelles réalités intérieures et extérieures), Moscou, recueil de textes, 2010, p. 8-14, et les articles : « Novyj pravitel'stvennyj krizis v Turcii » (La nouvelle crise gouvernementale en Turquie), *Zerkalo*, 27 avril 1996 ; MANCO, Ural. « Islam et laïcité », Colloque international à l'Université de Galatasaray, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), №19, janvier-juin 1995, p. 473-484 ; KENTEL Ferhat. « L'islam, carrefour des identités sociales et culturelles en Turquie : le cas du Parti de la prospérité », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), №19, janvier-juin 1995, p. 211-227 ; ÜSTEL Fügen. « Les partis politiques turcs, l'islamisme et la laïcité », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), №19, janvier-juin 1995, p. 255-264, et CIZRE-SAKALLIOGLU Ümit. « The ideology and politics of the nationalist action party of Turkey », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), №13, 1992, p. 141-164.

<sup>716</sup> HUNTINGTON P. Samuel. *Op. cit.*, p. 236.

de sa démocratie ? Pouvait-on vraiment considérer la Turquie comme un pays à démocratie assurée, si l'on prend en compte les trois coups d'État instaurant l'armée à sa tête, la faiblesse de sa situation économique par rapport à ses alliés occidentaux, et les problèmes liés à ses conflits ethniques (question kurde non résolue et malveillance vis-à-vis de la minorité Alevi) ?

### 3. La montée en puissance de l'influence régionale de la Turquie et sa politique étrangère dans la région Caucasienne

En janvier 1992, le Premier ministre turc S. Demirel rencontra le président George H.W. Bush et lui annonça le changement du statut régional de la Turquie en raison de sa capacité croissante de déterminer l'avenir politique des Républiques musulmanes de la CEI.<sup>717</sup> De plus, selon S. Demirel, la Turquie, était en mesure de favoriser, d'une part, l'approfondissement des relations des pays occidentaux avec ces Républiques et, d'autre part, de convaincre les dirigeants des pays musulmans de la CEI en sa capacité de défendre leurs intérêts en Occident. À la suite de cette rencontre, un accord stipulant que la Turquie devra fournir une aide matérielle et financière aux Républiques turcophones de la CEI, en contrepartie de « récompenses » à venir de la part des États-Unis et des pays européens, y compris l'octroi à la Turquie de leurs préférences commerciales, sera signé. À son retour des États-Unis, l'Agence turque de la Coopération et du Développement (TIKA) auprès du ministère des Affaires étrangères sera créée afin de coordonner toutes ses activités avec les pays turcophones de la CEI, et un poste de ministre chargé de maintenir les liens avec ces Républiques y sera affecté au sein du gouvernement turc<sup>718</sup>

De façon générale, pratiquement toutes les Républiques de l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan ont choisi d'adopter le modèle turc de développement, mais sous une forme de gouvernance habituellement plus autoritaire par des régimes politiques laissant une large place au pouvoir personnel qui pensaient fermement que le facteur religieux pouvait constituer une barrière au développement de leurs relations avec le monde occidental, à l'exemple de la République Islamique d'Iran. Mais l'Iran faisait partie de « l'axe du mal » et était soumis en

---

<sup>717</sup> Demirel souleva 2 questions fondamentales, lors de sa rencontre avec le président George H.W. Bush et le chef de la CIA Robert Gates : 1) il incita les États-Unis à prendre une attitude neutre dans le conflit du Haut Karabakh. Il rajouta : « *N'intervenez pas dans le conflit arméno-azerbaïdjanais et ne transformez pas l'Arménie en « deuxième État » israélien. Si vous soutenez l'Arménie, alors vous risquez d'avoir un deuxième Proche-Orient dans la région, avec l'implication d'un plus grand nombre de pays régionaux* ». 2) il expliqua la situation concernant le terrorisme kurde effectué par le RPK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), en la considérant comme une affaire intérieure de la Turquie, mais demanda le soutien des États-Unis dans sa lutte contre le terrorisme de façon plus générale. Demirel reprendra également le même discours lors de sa rencontre avec le Secrétaire Général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali et devant la Grande Assemblée nationale de la Turquie. ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 298.

<sup>718</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 223.

permanence à divers embargos en provenance des États-Unis et de leurs alliés occidentaux, ce qui explique que, dans la majorité de ces pays, ces mouvements pro-islamiques furent réprimés ou déclarés hors-la-loi.<sup>719</sup> Dans ces conditions, grâce à Israël, son allié lobbyiste, le gouvernement de S. Demirel parviendra à convaincre les États-Unis de soutenir la Turquie, notamment en raison de sa laïcité et de son islam séculaire.<sup>720</sup> Pour les Républiques récemment créées, ce modèle turc leur sembla plus attractif pour quatre raisons : a) en prenant en considération le fait qu'elles avaient vécu pendant 70 ans dans les conditions d'un athéisme quasiment total, b) en s'appuyant sur leur passé historique commun, leur langue, leurs traditions, bien que la Turquie pratiquait l'Islam de confession sunnite (l'Azerbaïdjan et le Turkménistan pratiquaient l'islam chiite, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan l'islam sunnite), c) par la démonstration de son passage réussi vers l'économie de marché, et, d) le rôle et l'aspiration de la Turquie en tant que le pont reliant l'Occident et l'Orient.<sup>721</sup>

Mais, au début des années 1990, l'envie de la Turquie de s'installer dans les nouvelles Républiques turcophones était encore illusoire. En plus, afin de consolider son influence dans ces Républiques, elle avait besoin d'un fort potentiel économique et d'une stabilité politique à l'intérieur du pays. Du point de vue économique, la nouvelle politique du président Turgut Özal apportait déjà ses premiers fruits, mais sur le plan politique il régnait encore une instabilité accompagnée de démissions répétitives de ministres et d'autres troubles politiques.

Assez rapidement, les politiciens turcs se sont rendus compte que l'influence turque en Asie centrale était très éloignée de ce qu'ils prévoyaient initialement. Avec l'absence de frontières communes et les différences dans les systèmes de développement politique, économique et culturel, la Turquie n'était pas en mesure de pouvoir s'installer en Asie centrale dans un bref délai. Aussi, a-t-il été décidé de focaliser l'attention sur le Caucase, région

---

<sup>719</sup> *Ibid.*, p. 221 ; voir aussi les articles de DE PAUW Freddy. *Op. cit.*, p. 132 et FAROUGHY Ahmad. *Art. cit.*

<sup>720</sup> Initialement, le président turc Süleyman Demirel lors de sa rencontre avec George H.W. Bush définissait la Turquie comme « modèle » séculaire et démocratique pour les États de l'Asie centrale. Un peu plus tard, la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Catherine Lalumière, lors de sa visite en Asie centrale, en 1992, déclara que la Turquie présentait un modèle exemplaire pour les nouvelles Républiques indépendantes du Caucase du sud et de l'Asie centrale. BAL Idris. « The Turkish model and the Turkic republics », *Perceptions, New global perspectives at the turn of the century*, Ankara, Vol. III, №3, september-november 1998, p. 116, <http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/02/IdrisBal.pdf> ; voir également les ouvrages de ATMACA Tayfun. *Küreselleşme çağında Türkiye ve Azerbaycan* (La Turquie et l'Azerbaïdjan à l'époque de la globalisation), Ankara, Uluslararası Stratejik Araştırmalar Merkezi, 2003 ; DEMİR Ali Faik. *Türk dış politikası perspektifinden Güney Kafkasya* (Le Caucase du sud du point de vue de la politique étrangère turque), İstanbul, « Bağlam », 2003 ; et MƏMMƏDLİ Natiq. *Mərkəzi Asiyanın türk dövlətləri və Türkiyə* (La Turquie et les pays turcophones de l'Asie Centrale).

<sup>721</sup> GADZHIEV K.S. *Op. cit.*, p. 347 ; voir aussi les articles de BALCI Bayram, ELAL Serpil. « Le rôle géostratégique de la Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), №19, janvier-juin 1995, p. 485-496 et GRESH Alain. « La Turquie dans le grand jeu : du Caucase à l'Asie Centrale », *Le Monde Diplomatique*, avril 1992.



promettant plus d'opportunités en matière de développements partenariaux que l'Asie centrale et qui, le moment venu, pouvait jouer le rôle de pont reliant la Turquie à l'Asie centrale. Une motivation supplémentaire pour une implication plus active dans le Caucase était, en dehors de sa proximité géographique, les ressources énergétiques de la Caspienne qu'il fallait acheminer sur les marchés européens. Mais, le Caucase présentait aussi pour la Turquie un défi particulier, en raison de l'existence de conflits ethniques.

Cependant, l'implantation de la Turquie dans le Caucase débuta par un conflit d'intérêts avec la Russie. Il faut dire qu'après la chute de l'URSS, le Caucase était une zone explosive de confrontations interethniques débouchant sur des guerres cruelles dans presque tous les pays du Caucase du sud (Haut Karabakh, Abkhazie, Ossétie du Sud) et du Caucase du nord (Tchéchénie, Ingouchie, Daghestan).

Au début, la Turquie suivait une politique de confrontation avec Moscou en essayant de poursuivre difficilement sa politique d'apaisement des conflits dans la région tout en effectuant son expansion économique. Il lui manquait pourtant un atout : l'absence de forces armées déployées dans la région caucasienne. Moscou, en revanche, possédait cette arme tout en appuyant de temps à autre les parties belligérantes. En outre, les élites locales au pouvoir dans les nouvelles Républiques étaient souvent issues de la nomenclature soviétique, ce qui rendaient leurs communications avec Ankara bien moins aisées qu'avec Moscou.

La confrontation des deux pays au Caucase et en Asie centrale s'exprima dans deux directions : a) politique et idéologique et b) énergétique et économique.

a) Sur le terrain politique et idéologique, l'accent était mis sur l'existence de la langue, l'appartenance ethnique, la tradition et la religion communes. Dans le même temps, la Turquie essayait de mettre en place, non seulement une communauté des peuples turcophones, mais aussi de poursuivre le but d'affaiblir la Russie. Cette attitude se manifesta particulièrement pendant la première guerre tchéchène entre 1994 et 1996. Mais la confrontation entre la Russie et la Turquie se manifestait non seulement au Caucase et en Asie centrale, mais également aux Balkans. Lors de la guerre en Yougoslavie, les Turcs soutenaient les Bosniaques, tandis que la Russie soutenait les Serbes. En outre, lors du Sommet de l'OSCE organisée à Istanbul en novembre 1999, la décision du retrait des bases militaires russes de la Géorgie et de la Moldova fut prise, suivie par un accord envisageant la construction d'oléoducs contournant la Russie par les territoires de la Géorgie et de la Turquie.

b) La direction énergétique était plutôt liée à l'intérêt croissant de la Turquie pour les nouveaux gisements de pétrole et de gaz de la mer Caspienne prévus pour être acheminés par la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan qui menait à une confrontation d'intérêts avec la Russie.<sup>722</sup>

L'Azerbaïdjan figurait en tête de liste des pays prioritaires avec lesquels la Turquie construisait ses relations dans le Caucase. Au niveau idéologique des relations bilatérales dominait le concept « un peuple – deux États ». Plus tard, la Turquie sera l'unique pays à soutenir l'Azerbaïdjan dans sa lutte pour le Karabakh et de mettre en cause ses relations avec l'Arménie et la Russie.

Le chercheur turc Suha Bolukbası énonça les raisons principales de l'installation de la Turquie au Caucase : a) soutenir l'indépendance de l'Azerbaïdjan ; b) appuyer la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Haut Karabakh ; c) anticiper ou limiter le retour de l'influence de la Russie dans la région ; d) participer à l'exploitation du pétrole azerbaïdjanais et à son évacuation par le territoire de la Turquie ; e) maintenir des relations amicales avec Bakou.<sup>723</sup>

Pourtant, même si avec l'accession au pouvoir de Heydar Aliyev en Azerbaïdjan, les relations cordiales entre les deux pays établies sous Eltchibey subirent un certain refroidissement, leur coopération se poursuivit tous azimuts. Parallèlement à la coopération stratégique orientée vers la résistance aux tentatives de la Russie de rétablir son hégémonie au Caucase, l'Azerbaïdjan et la Turquie coopérèrent dans le cadre du projet pétrolier Bakou-Tbilissi-Ceyhan, à l'élaboration du projet de transport du gaz naturel azerbaïdjanais vers la Turquie, aux différents programmes culturels, commerciaux ainsi qu'à l'organisation de l'armée nationale azerbaïdjanaise par la formation de leurs officiers.<sup>724</sup> En outre, la politique de H. Aliyev, qui tentait d'éviter l'isolement de la Russie et de l'Iran dans la région, ciblait dans le

---

<sup>722</sup> Il s'agit des questions de définition juridique visant le passage des bateaux de transport par le détroit du Bosphore et des Dardanelles. En 1994, après l'écoulement d'un bateau chypriote de grand tonnage qui causa la mort de trente-deux personnes et qui faillit détruire toute la faune de la région d'Istanbul, la Turquie introduisit unilatéralement des restrictions au passage de bateaux pétroliers de grand tonnage. KAZANTSEV A.A. *Op. cit.*, p. 202-205 ; voir aussi l'article de KOPYLOV O.V. *Op. cit.*, p.53-55.

<sup>723</sup> BOLUKBASI Suha. « Ankara's Baku-centered Transcaucasia policy : has it failed? », *Middle East Journal*, Vol. 51, №1, Winter, 1997 et SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*. *Op. cit.*, p. 291.

<sup>724</sup> La Turquie était l'un des pays à avoir investi en Azerbaïdjan plus de 1,5 milliard de dollars. La plus grande compagnie était TPAO ayant un taux d'investissement de 600 millions de dollars avec sa part dans les projets énergétiques Azeri-Çirag-Guneshli (6,75%), Alov (10%) et Shahdeniz (9%). La présence de grandes compagnies turques comme KOÇ-Ram, Turkcell ainsi que les projets communs : l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, les gazoducs Bakou-Akhalkalaki-Qars et d'Anatolie de sud confirment le caractère stratégique du partenariat entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. CELIKPALA Mitat. « Turkey and the Caucasus : a regional « Giant » or a neglected actor? », in CAGLA Cengiz. « The Caucasian challenge : interests, conflicts, identities », *Foundation for Middle East and Balkan studies*, « Üsküdar », Istanbul, 2008.

même temps la coopération avec l'Occident, et aida Ankara à atténuer ses confrontations avec Moscou, Téhéran et Erevan.<sup>725</sup>

En général, la Turquie visait la création dans la région du Caucase du sud d'un milieu favorable à la coopération dans plusieurs domaines, en espérant trouver une solution pour régler les conflits, dont l'existence n'aurait jamais abouti à la mise en place d'institutions politiques stables et de l'économie de marché. À cette fin, elle militait pour maintenir des relations étroites avec les trois Républiques de la Transcaucasie. Cependant, vu l'incapacité de régler le conflit au Karabakh et préférant ne pas affaiblir ses relations avec l'Azerbaïdjan, la Turquie se concentra davantage sur des projets régionaux transitant par la Géorgie.

Malheureusement, en dépit de sa participation active aux projets économiques régionaux, l'impact de la Turquie sur le plan de l'intégration politique fut assez limité, et ceci, pour les raisons suivantes : le modèle turc était traditionnellement fondé sur les principes démocratique, séculaire et sur l'économie de marché ce qui n'attirait pas vraiment les dirigeants autocratiques des nouvelles Républiques ; l'influence suffisamment forte de la Russie dans la région ; les problèmes intérieurs ne permettaient pas non plus à la Turquie de s'impliquer pleinement dans les processus d'intégration ; le dysfonctionnement de l'État turc suite à la crise économique, l'instabilité politique et le terrorisme ; et, l'inflation de la monnaie nationale (liré) en 1990 menaçait sérieusement l'économie du pays, la lutte contre le séparatisme kurde constituant une partie importante du budget de l'État.<sup>726</sup>

La politique économique du président Özal avait du mal à être suivie malgré sa promesse d'augmenter le potentiel économique du pays. Les grandes entreprises et les banques restaient la propriété de l'État et subissaient finalement des pertes colossales. La banque centrale camouflait des lacunes financières ce qui conduisait à la croissance de la masse monétaire et augmentait l'inflation. En même temps, le déficit de la balance commerciale contribuait à diminuer les réserves financières. Puisque la majorité des entreprises turques fonctionnaient conformément aux normes européennes, cela augmentait automatiquement la qualité de leurs produits. Or, les pays turcophones du Caucase et de l'Asie centrale n'avaient pas les moyens financiers de les acheter, même si la Turquie avait décidé de baisser la qualité de ses produits manufacturés. L'Azerbaïdjan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan n'étaient pas en possession de fonds suffisants, et ils proposaient donc uniquement un échange de produits. Le commerce d'échange à un

---

<sup>725</sup> AYDYN Mustafa. « Turcija i gosudarstva Kavkaza » (La Turquie et les États du Caucase), *Kavkaz & Globalizacija*, №1, 2006, [http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal\\_rus/c-g-1/06.aidinru.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal_rus/c-g-1/06.aidinru.shtml)

<sup>726</sup> SÖZEN Ahmet. *Op. cit.*

volume important était possible, à condition que les nouveaux pays indépendants attribuent à la Turquie la mission d'acheminer leurs ressources naturelles vers le marché international. Mais c'était une situation accablante, car la Turquie devait obtenir le soutien de l'Occident, et démontrer son « rôle en tant que pont entre l'Orient et l'Occident ». <sup>727</sup>

## **B. Définition de la politique de l'« étranger proche » de la Russie et son retour au Caucase**

L'effondrement de l'Union soviétique créa un vide de pouvoir au cœur de l'Eurasie. La faiblesse et la confusion étaient caractéristiques non seulement aux pays ayant acquis l'indépendance, mais aussi en Russie elle-même. Le choc généra une crise du système dans son ensemble, suivie par la tentative de détruire l'ancien modèle socio-économique de la société soviétique. L'autorité de la Russie sur la scène internationale était fortement endommagée, l'une des deux superpuissances mondiales étant désormais considérée, dans les milieux politiques, comme une puissance régionale du « tiers monde », ayant en sa possession un arsenal nucléaire important. <sup>728</sup>

Vers la fin des années 1990, la participation de la Russie dans l'économie mondiale représentait seulement 2 % du PIB mondial et 1 % du commerce mondial, tandis que la celle des États-Unis s'élevait à 23 % du PIB mondial. Ce décalage a conduit à la dévaluation de l'importance de la Russie dans la politique globale américaine. Les pays occidentaux devinrent, à cette période, les principaux investisseurs de l'économie de la Russie ce qui suscita la création d'une situation tout à fait paradoxale, le pays qui prétendait aux relations à droits égaux avec les États-Unis étant devenu le bénéficiaire des investissements occidentaux, portant ainsi un coup à sa grandeur traditionnelle. <sup>729</sup>

### **1. L'orientation historique de la politique étrangère russe**

Au cours de l'histoire, la Russie servit comme un mécanisme d'expansion territoriale et fut une entité qui ne se concevait pas en tant qu'organisme purement national comme dans la tradition occidentale, mais se définissait en tant que porteur d'une mission supranationale avec « l'idée russe » du point de vue religieux, géopolitique ou idéologique. Elle n'a presque jamais

---

<sup>727</sup> « Evropa ili Azija? » (L'Europe ou l'Asie ?), *Zerkalo*, 23 août 1992, et « Şərg ilə Qərb arasında Türkiyə » (La Turquie entre l'orient et l'occident), *Azərbaycan*, 17 janvier 1993.

<sup>728</sup> BRZEZINSKI Zbigniew. *Op. cit.*, p. 109-111.

<sup>729</sup> BEZBORODOV A.B. *Istoriya Rossii v 1992-2005 godakh* (L'histoire de la Russie dans les années 1992-2005), travail collectif, Moscou, Université Humanitaire d'État de la Russie, 2007, et *Seminar on Russia and the NIS*, SAM Paper, №1/96, 29-31 march 1996, Antalya, Turkey.

été exposée aux phénomènes historiques qui avaient défini la civilisation occidentale : le catholicisme romain, le féodalisme, la Renaissance, l'expansion maritime et le colonialisme, les lumières et l'émergence de l'État-nation. Sept des huit caractéristiques de la civilisation occidentale identifiées plus haut sont restées totalement étrangères à l'expérience russe. Elle était aussi très en retard par rapport à elle-même, ce que Pierre le Grand n'avait pas manqué de remarquer lors de son voyage en Europe en 1697-1698.<sup>730</sup> John MacKinder présenta devant la Royal Geographic Society, en 1904, l'essentiel de sa doctrine. À cet égard, rien n'est plus frappant que la place considérable tenue dans l'Europe moderne par l'État russe, d'abord constitué dans une zone frontalière et qui s'est étendu vers les steppes qui avaient été la voie de passage des grandes invasions ; il avait réussi à organiser « l'espace eurasiatique ». Or cet espace est, dans le monde, la « région pivot » (Heartland). La puissance continentale est toujours la plus forte, surtout, lorsqu'elle occupe une « position stratégique centrale » qui lui permet d'agir dans toutes les directions. Le jour où cette Russie s'étendra vers les régions « marginales » de l'Asie - la Chine, l'Inde - et disposera d'une flotte, elle aura la maîtrise du monde. À vrai dire, MacKinder se borne à des affirmations massives, sans essayer d'établir une démonstration.<sup>731</sup> Si on se réfère à un ordre idéologique plus ancien, la constitution de la sphère d'influence soviétique peut également être perçue comme le fruit du vieux concept panslaviste qui érige la Russie en protecteur naturel de tous les peuples slaves et assimilés. Staline ne faisait rien d'autre que de poursuivre la politique de Pierre le Grand, Catherine, Alexandre ou Nicolas.

Et après de longues années de guerres de conquête et d'élargissement territorial qui avaient été commencées aux XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, et furent poursuivies par les dirigeants de l'Union soviétique, surtout, par Staline après la Deuxième Guerre mondiale, la Russie fut brusquement privée de son rôle de missionnaire impérial et se retrouva sous la pression de ses propres modernisateurs, qui, afin de diminuer le décalage grandissant entre la Russie et les pays européens les plus développés, exigeaient que la Russie refusât son rôle économique traditionnel de distributeur des biens sociaux.<sup>732</sup>

---

<sup>730</sup> HUNTINGTON P. Samuel. *Op. cit.*, p. 200.

<sup>731</sup> Le géographe Petr Savitski (1895-1968), l'un des principaux théoriciens de l'école « eurasiste », estimait ainsi au début des années 1920 que « *La Russie serait beaucoup plus fondée que la Chine à s'appeler « Empire du milieu »* », (p. 6) Spykman estimait que « *Celui qui domine l'Eurasie tient le destin du monde entre ses mains* » (page 18). RENOUVIN Pierre, DUROSELLE Jean-Baptiste. *Op. cit.*, p. 24.

<sup>732</sup> BRZEZINSKI Zbigniew. *Op. cit.*, p. 120-121 ; voir également les ouvrages de MESBAHI Mohiaddin. *Russia and the third world in the Post-Soviet era*, « University Press of Florida », 1994 ; LEVESQUE Jacques, BREAUULT Yann, JOLICOEUR Pierre. *Op. cit.* ; ROMER Jean-Christophe. *Géopolitique de la Russie*, Paris, « Economica », Collection Géopolitique-poche, 1999, et COLAS Dominique. *L'Europe post-communiste*, « PUF », 2002.

## 2. Désintégration de l'URSS et la période d'incertitude sur son successeur

La désintégration de l'URSS a entraîné une crise politique et économique profonde en Russie qui peut être résumé de façon suivante : 1) L'Union soviétique se désintégra, ce qui signifiait non seulement le rétrécissement de ses paramètres géopolitiques, mais aussi l'établissement d'un nouvel environnement stratégique ; 2) La Russie vivait une crise économique et sociale profonde qui s'exprima par la chute de la production, un énorme déficit budgétaire, une inflation galopante, la croissance de la dette extérieure, la décadence générale du pays. Tous ces facteurs plongeaient la Russie dans une profonde dépendance à l'égard des pays industrialisés (le G7), du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ;<sup>733</sup> 3) Le processus de formation de la nouvelle élite politique en Russie avançait avec grande difficulté en raison d'un manque de professionnels susceptibles de diriger le pays.

La fin du monde bipolaire provoqua aussi une lutte entre les courants politiques au sein de l'Union soviétique. Au début des années 1990, un combat acharné fut mené entre Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev. Afin d'évincer Gorbatchev, du jeu politique, B. Eltsine, érigea toute sa carrière politique sur la plateforme de la RSFS de Russie (République socialiste fédérative soviétique de Russie) en affaiblissant d'une façon intentionnelle les institutions politiques de l'Union soviétique supervisant les républiques soviétiques. Selon lui, le partage des rôles dans la politique extérieure entre la Russie et les Républiques fédérées amènerait à l'affaiblissement de l'URSS, en tant qu'une entité politique avec sa dislocation attendue. C'est pourquoi, juste après la chute de l'URSS, la Russie se mit à construire sa politique extérieure à partir de zéro, en mettant l'accent sur ses propres priorités.

La politique étrangère de la Fédération de Russie au début des années 1990 fut dominée par deux écoles politiques : 1) « les atlantistes », ou comme on les appelait autrement, des « libéraux modérés » et 2) « les eurasistes », ou les « conservateurs modérés ».<sup>734</sup> On pourrait affilier à la première école le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev qui bénéficiait du soutien inconditionnel du président Eltsine et de ses assistants les plus proches – Guennadi Bourboulis, Iegor Gaïdar et Mikhaïl Poltoranine. Selon Mohiaddin Mesbahi de l'université de Florida (Miami, les États-Unis) les « atlantistes » préféraient construire la politique étrangère en

---

<sup>733</sup> Dans la perspective à long terme, les pays occidentaux, et plus particulièrement les États-Unis envisageaient d'accorder un soutien aux réformes démocratiques en Russie et contribuer à son redressement économique, mais empêcher à tout prix la renaissance de l'empire eurasiatique susceptible d'entraver la mise en place de l'objectif géostratégique américain d'instaurer le système euroatlantique plus large, avec l'implication ultérieure de la Russie en son sein.

<sup>734</sup> TRENIN, Dmitri. *Op. cit.*, p. 66.

la fondant sur des facteurs intérieurs. Pour eux, la prospérité économique de la Russie jouait un rôle déterminant dans la formation de sa politique étrangère. Ils considéraient également que le bien-être du pays était déterminé non seulement par les dimensions territoriales, mais aussi par le bien-être de son peuple. La priorité de la Russie, selon les « atlantistes », fut l'adhésion aux institutions politiques et économiques des pays européens occidentaux, notamment l'entrée de la Fédération de Russie au sein du groupe G7, qui à son tour, pourrait permettre à la Russie de regagner sa position antérieure d'une grande puissance régionale et mondiale.

Par contre, la nouvelle politique des « atlantistes » ne fut pas partagée par les dirigeants locaux des Républiques soviétiques en Asie centrale et au Caucase qui la considéraient comme un changement radical de priorités contribuant à l'apparition d'un vide de pouvoir dans les régions. Elles étaient considérées comme le fardeau économique et social de la Russie, et les « atlantistes » étaient prêts à se libérer de leurs anciennes Républiques fédérées.<sup>735</sup> De façon générale, les positions des « atlantistes » peuvent être résumées comme suit :

- La priorité était accordée à la sécurité avec comme tâche première essentielle l'établissement de relations avec les anciennes Républiques soviétiques, compte tenu du choix du modèle occidental de développement économique et politique.
- Les priorités de la politique extérieure et les objectifs de la sécurité devaient se baser sur la situation géopolitique avantageuse de la Russie, ainsi que sur le caractère transitoire de la situation intérieure du pays.
- L'instabilité croissante à l'intérieur de l'État, les conflits ethniques et la vague de violence, qui balaya l'espace postsoviétique, menaçant le processus d'intégration de la Russie et entravant les réformes économiques et démocratiques, l'accord d'Helsinki sur l'inviolabilité des frontières devait servir de fondement pour les relations entre les anciennes Républiques soviétiques. Tout mouvement ethno-séparatiste qui contribuerait à la révision des frontières devrait être rejeté.<sup>736</sup>
- Les intérêts économiques, humanitaires, culturels des anciennes Républiques soviétiques favoriseront l'émergence de forces centrifuges. Dans cette situation, la meilleure façon de

---

<sup>735</sup> SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethno-political conflict in the Caucasus*. *Op. cit.*, p. 326-327 ; voir également l'ouvrage de MESBAHI Mohiaddin. *Central Asia and the Caucasus after the Soviet Union : domestic and international dynamics*, « University Press of Florida ».

<sup>736</sup> Selon Margo Light, l'éventualité d'un changement des frontières d'État ou du statut d'une région susceptible de déclencher des réactions en chaîne, était l'une des raisons pour laquelle la Russie n'a pas laissé aux Arméniens du Karabakh la possibilité de remporter la victoire sur l'Azerbaïdjan. Le gouvernement russe craignait qu'un mouvement séparatiste réussi aurait pu inspirer des forces centrifuges au sein même de la Russie. En effet, certaines Républiques autonomes avancèrent leur volonté d'acquiescer leur souveraineté, et l'une d'entre-elles, la Tchétchénie, proclama son indépendance de la Russie. LIGHT Margo. « Russia and Transcaucasia », in WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD Richard. *Op. cit.*, p. 47-48.

les contrôler sera d'appliquer une politique équilibrée et cohérente du respect, de la reconnaissance de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, et d'établir des relations équitables et de partenariat dans différents domaines. Comme étant la plus grande et la plus puissante parmi les ex-Républiques, la Russie devrait faire preuve d'une certaine flexibilité et souplesse dans la résolution de leurs problèmes.

- L'instauration de la paix ou l'organisation d'actions pacificatrices devront être réalisées sur la base de décisions et d'actions multilatérales s'appuyant sur l'assistance de l'ONU, de la CSCE et de la CEI. Dans le règlement des situations conflictuelles sur le territoire d'autres pays, la Russie devrait toujours jouer le rôle de médiateur, d'arbitre objectif et impartial, etc.

Les centristes et les conservateurs modérés étaient véritablement accablés par la dislocation de l'URSS. Au début des années 1990, les personnalités les plus influentes de ce groupe furent le vice-président Alexandre Routskoï, le président du Soviet suprême Rouslan Khasboulatov, le membre du Parlement Nikolaï Travkine (également président du Parti démocratique de Russie), le chef de l'Union des industriels Arkady Volski, le président du comité constitutionnel du Parlement et leader du Parti social-démocrate Oleg Roumiantsev, et le président du comité parlementaire pour la politique étrangère Eugène Ambartsoumov.

Les conservateurs supposaient qu'en dépit des affirmations de A. Kozyrev, l'Occident dans sa politique envers la Russie poursuivrait ses propres intérêts et qu'il était donc inutile de le considérer en tant qu'ami. Une idée similaire était déjà véhiculée à l'époque par l'école néoréaliste, qui considérait que l'Occident n'était pas intéressé par l'existence d'une Russie forte, mais voyait plutôt la Russie selon un modèle fédératif de type suisse, à savoir, ayant des états fédératifs séparés indépendants. Pour l'école des conservateurs, l'Occident poursuivait le but de créer un monde unipolaire dirigé par les États-Unis, grâce auquel la Russie serait privée de ses anciens territoires comme les pays baltes, le Caucase du sud et l'Asie centrale.

Ils considéraient également que la période transitoire en Russie dépendrait du rétablissement de son rôle antérieur dans la politique mondiale. Ils ignoraient en même temps la « westernisation » de la Russie et militaient plutôt pour la réinstauration des relations avec les anciens pays soviétiques dans le cadre de la CEI. Par ailleurs, ils exprimaient leur désaccord total avec l'affirmation des atlantistes d'une domination de la politique intérieure sur la politique extérieure. Pour eux, ces deux politiques étaient interdépendantes et aucune d'entre-elles ne pouvait prédominer sur l'autre. Aussi, les principes de base des conservateurs étaient-ils les suivants :



- L'amélioration des relations avec l'Occident, en gardant la Russie en qualité de grande puissance indépendante ayant ses propres « domaines d'influence » ;
- L'élargissement du cercle des partenaires politiques et économiques tels que la Chine, l'Iran, la Turquie et l'Inde en mettant surtout l'accent sur la sauvegarde de son potentiel nucléaire et l'augmentation de l'exportation des technologies nucléaires comme moyen de redresser son statut économique plutôt que de compter sur les crédits accordés par l'Occident ;
- Les conservateurs étaient convaincus qu'un « rôle particulier » était réservé à la Russie compte tenu de sa superficie géographique et de ses avantages historiques sur les autres Républiques de l'ancienne URSS ;
- Ils ont enfin milité pour rétablir le rôle dominant de la Russie sur l'espace postcommuniste, à condition d'utiliser des facteurs comme la dépendance économique des ressources russes, la présence de la population russophone et des forces armées russes sur les territoires des anciennes Républiques fédérées.<sup>737</sup>

### 3. La victoire des conservateurs et l'adoption de la doctrine de l'« étranger proche »

Vers la fin de l'année 1992, la politique étrangère de la Russie subira des changements radicaux. De vives critiques de la « doctrine euroatlantique » à l'intérieur du pays et la déception de la politique de l'Occident vis-à-vis de la Russie imposèrent à l'administration de B. Eltsine de concentrer son attention sur les partisans de la « doctrine eurasiennne » d'effectuer une correction de sa politique étrangère en orientant son attention vers les pays de la CEI. Ce changement de la politique étrangère de la Russie sera développé par le président B. Eltsine lors du discours qu'il adressera au peuple russe, à l'occasion du Nouvel An où, en parlant de l'« étranger proche » de la Russie, il mentionna l'impérativité de dynamiser la politique étrangère russe afin de défendre plus efficacement les droits de la population russophone habitant dans les anciennes Républiques soviétiques.<sup>738</sup> Mais, de manière générale, l'idée de la « zone de responsabilité exclusive » qui se présentait au gouvernement russe comme « l'étranger proche », fit pour la première fois son apparition pendant l'été 1992 dans le rapport de l'adjoint du ministre des Affaires étrangères

---

<sup>737</sup> Dans son livre, Alexandre Douguine se prononce sur le développement de la Russie selon le modèle turc d'Atatürk ayant un fort pouvoir centralisé et un leader charismatique. C'est vrai que, contrairement à la Turquie, la Russie était un pays multinational et multiconfessionnel ce qui créait des problèmes réels d'identification en tant qu'État-nation multinational. Pour cela, il existait deux moyens : soit de faire des révolutions ce qui aurait pu conduire au démembrement de la Russie avec la création ultérieure de petites formations étatiques, soit de demander à la Fédération de Russie de prendre l'initiative de réunir les anciens pays de l'URSS sous son patronage. DOUGUINE Alexandre. *Osnovy geopolitiki* (L'introduction à la géopolitique), Moscou, « ARKTOGEJA – Centr », 2007, p. 137-145.

<sup>738</sup> CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azərbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey). *Op. cit.*, p. 105.

Fiodor Tchavel-Kovediaïev qui supervisait le département des pays de l'ex-Union soviétique, et fut utilisée ultérieurement dans le concept de politique étrangère de décembre 1992, entré en vigueur en 1993.<sup>739</sup>

En décembre 1992, l'atlantiste Iegor Gaïdar succéda au centriste Viktor Tchernomyrdine à la direction du Conseil des ministres, ce qui suscita un changement de la politique étrangère de la Russie. Dans son discours à la conférence de la CSCE à Stockholm, A. Kozyrev appela les pays occidentaux à ne pas intervenir dans les régions relevant des intérêts vitaux de la Fédération de Russie, autrement dit, l'espace de l'ex-Union soviétique. Parallèlement, il exigea de l'ONU de stopper les sanctions contre la Serbie en s'appuyant sur la volonté de la Russie de livrer de l'armement aux Serbes. Les mêmes discours furent repris au début de l'année 1993, par B. Eltsine et A. Kozyrev contre les bombardements de l'Irak par les Américains. En même temps, ils approfondirent leur coopération militaire avec l'Iran et exigèrent de l'ONU d'octroyer à la Russie le mandat pour maintenir la paix sur le vaste espace ex-soviétique.

Murat Gül, chercheur de l'Université Cincinnati aux États-Unis, expliqua la réaction négative de l'administration du président russe à l'encontre de la politique libérale démocratique de A. Kozyrev par de nombreux problèmes accumulés et par les échecs dans sa politique étrangère qui pourraient être regroupés de façon suivante : a) les illusions perdues de la Russie visant une intégration politique et économique dans les Institutions Européennes, ainsi que l'aide économique insuffisante de la part de l'Occident et ses conséquences contreproductives ; b) des problèmes réels et vitaux de la lutte pour l'instauration de nouvelles relations avec les quatorze pays de l'ancienne URSS dans le contexte des nouvelles circonstances internationales (après l'obtention de l'indépendance) ; c) la compréhension du fait que ni les États-Unis ni l'Occident ne viendraient à son aide, mais n'empêcheraient pas non plus la Russie d'élaborer de nouveaux mécanismes de prévention et de règlement des situations conflictuelles dans les régions frontalières de la Fédération de Russie.<sup>740</sup>

En novembre 1993, la Russie adoptera sa doctrine militaire considérée comme le début de la troisième étape de définition des priorités de sa politique étrangère qui se prolongera jusqu'en 1996. Cette période sera caractérisée par l'abandon de nombreuses idées libérales occidentales et par le passage à des priorités plus conservatrices. A. Kozyrev appela le concept de la politique étrangère et de la doctrine militaire adoptés la « doctrine Eltsine », dont le

---

<sup>739</sup> DE TINGUY Anne. *Op. cit.*, p.152.

<sup>740</sup> GÜL Murat. « Russia and Azerbaijan : relations after 1989 », *Alternatives, Turkish Studies on International relations*, Vol. VII, №2-3, Summer-Fall, 2008, p. 50.

principe fondamental était de préserver le rôle de la Russie en tant que garant et pacificateur dans l'espace postsoviétique. A. Kozyrev réaffirma alors que les principes de la diplomatie tournaient autour de « trois cercles » : le premier cercle concernant « l'étranger proche » ; le second, les approches européennes de la Russie et le troisième, le reste du monde. Les États du premier cercle, en effet, sont devenus pour la Russie des pays étrangers, avec lesquels les Russes considèrent cependant partager des proximités culturelle, politique, historique, sociale et économique particulièrement étroites. La réciprocité n'est, en revanche, pas nécessairement vraie, car les Républiques ex-soviétiques craignent que le caractère opérationnel de ce concept « d'étranger proche » ne signifie la résurgence d'une volonté impériale de la part de Moscou qui chercherait à reconquérir son espace perdu.

Le concept de « l'étranger proche » deviendra une brève formulation de défense d'une politique dont l'accent principal sera axé sur la nécessité de restaurer une certaine structure viable ayant Moscou pour centre, dans l'espace géopolitique autrefois occupé par l'Union soviétique. Le concept de « l'étranger proche » servira cependant comme un grand « parapluie » regroupant, d'une part, les adeptes du fonctionnalisme économique et ceux du déterminisme (y compris certains « pro-occidentaux ») et, d'autre part, ceux qui croyaient que la CEI pourrait évoluer et devenir une sorte d'Union européenne sous les auspices de Moscou, et ceux qui ne voyaient dans l'intégration économique qu'un outil de réanimation de l'empire susceptible d'exister soit sous la forme de la CEI, soit en se basant sur des ententes particulières, formulées en 1996, entre la Russie et la Biélorussie ou entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan.

En septembre 1995, le président B. Eltsine promulgua un document officiel concernant la politique de la Russie vis-à-vis de la CEI dans lequel les objectifs de la Russie étaient qualifiés : *« La tâche principale de la politique de la Russie vis-à-vis la CEI est la création d'une communauté des États économiquement et politiquement intégrés susceptible de prétendre à sa place respective au sein de la communauté internationale... la consolidation de la Russie dans le rôle du pouvoir principal dans la formation du nouveau système de relations politiques et économiques intergouvernementales dans l'espace postsoviétique ».*<sup>741</sup> En conséquence, Moscou

---

<sup>741</sup> La même opinion était partagée : en juillet 1992, le président de la Commission des relations internationales du Soviet suprême (Parlement) russe, Eugène Ambartsoumov, affirmait, dans un rapport de cette commission que « la Fédération de Russie devait fonder sa politique étrangère sur le principe (à l'instar de la doctrine Monroe pour l'Amérique latine) selon lequel tout l'espace géopolitique de l'ex-URSS faisait partie de sa sphère d'intérêt ; et en janvier 1994, Andranik Migranjan, Conseiller du président russe, reprenait à son compte cette idée de « Doctrine Monroe », en affirmant que « tout l'espace géopolitique de l'ex-URSS constituait la sphère des intérêts vitaux de la

insistait sur le renforcement des liens politiques et militaires entre la Russie et la CEI récemment créés : la création d'un commandement militaire commun ; la liaison des forces armées des États de la CEI par un accord officiel ; le contrôle centralisé des frontières « extérieures » de la CEI (voire, sous le contrôle de Moscou) ; le rôle décisif des forces armées russes dans toutes les opérations du maintien de la paix au sein de la CEI ; l'élaboration d'une politique étrangère conjointe des États de la CEI dont les institutions politiques devaient se trouver à Moscou (et non pas à Minsk, comme cela avait été décidé en 1991) ; et, l'assistance du président de la Russie à toutes les rencontres de haut niveau de la CEI.<sup>742</sup>

La CEI constituait désormais un espace géographique parfaitement délimité qui, dans une certaine mesure, se substituait à l'URSS, même si la nature de l'intégration variait d'un État à l'autre. Les sommets successifs de la CEI eurent en effet pour objet d'organiser le développement de cette nouvelle institution avec des bonheurs variables, à tel point que pratiquement, à chaque sommet, sa disparition était annoncée. En réalité, la CEI a toujours survécu, même si l'on peut considérer qu'elle constituait une « structure molle à géométrie variable » ayant un double objectif : pour Moscou, il s'agissait de conserver un certain droit de regard sur les Républiques de son ex-empire. Pour tous les membres de la CEI, il s'agissait aussi de préserver, dans la mesure du possible, les liens économiques et industriels issus de la très forte interdépendance entre les Républiques qui s'étaient tissés du temps de l'URSS.

La nouvelle politique de la Fédération de Russie se renforcera après les élections parlementaires de 1995 avec la victoire des conservateurs et le remplacement du ministre des Affaires étrangères A. Kozyrev par Evgueni Primakov, représentant d'une vision plutôt orthodoxe et l'un des anciens chefs du service du renseignement extérieur (Sluzhba Vneshney Razvedki) de la Sécurité nationale.

E. Primakov était académicien et orientaliste de formation. Pour cette raison on supposait qu'il pourrait accélérer les tentatives de créer une nouvelle coalition géopolitique « anti-hégémonique », formée par la Russie, l'Iran et la Chine afin de restreindre l'influence prédominante des États-Unis en Eurasie. Mais c'est aussi un « réaliste » revendiquant l'héritage de Gorbatchev.

---

Russie » et reprochant même les critiques qui avaient été faites, en leur temps, à l'encontre d'E. Ambartsoumov. ROMER Jean-Christophe. « La recomposition de l'ordre international », dans COLAS D. *Op. cit.*, p. 575.

<sup>742</sup> BRZEZINSKI Zbigniew. *Op. cit.*, p. 129-132.

À son tour, dans son article intitulé « *La Russie, développement de la coopération sur la mer Caspienne* », A. Shumikhin partagea l'opinion de Mohiaddin Meshabi, tout en associant une nouvelle direction à la politique étrangère russe qui se dessina en 1996, pendant la période où E. Primakov était ministre. Il appela cette direction « asiatique » ou « orientale ». <sup>743</sup> La définition de cette orientation était basée sur la reconnaissance de la tendance asiatique de la Russie, et préconisait l'établissement de liens prédominants avec les pays du tiers monde se trouvant particulièrement à l'Est et au Sud de la Russie, pour contrebalancer l'Occident. Ainsi, les régions Caspienne et Caucasienne se voyaient attribuer le rôle de « passage vers l'Asie », dans la continuité de la fameuse route de la Soie. <sup>744</sup>

Certains voyages entrepris par la suite par E. Primakov en Iran et en Chine renforcèrent l'impression de rapprochement de la Russie avec ces pays. En outre, les liens existants entre la Chine et l'Iran dans le domaine des ventes d'armes, ainsi que la tendance de la Russie à accorder de l'aide à l'Iran en vue d'obtenir l'accès à l'énergie nucléaire semblaient offrir une excellente opportunité pour un dialogue politique plus étroit et pour la mise en place d'une alliance stratégique, ainsi que pour la création éventuelle d'une puissante coalition réunissant un grand État slave, l'État islamique le plus guerrier et le plus grand pays en nombre d'habitants.

Concernant les relations avec l'Occident, la politique étrangère conduite par E. Primakov réfutait l'idée d'un « internationalisme libéral » axé sur l'intégration rapide du pays à la communauté occidentale, et décidait de choisir pour nouvelle cible – la restauration du statut mondial perdu antérieurement. E. Primakov affirmait lui-même : « *...sans une politique étrangère plus active, la Russie aura des difficultés à réaliser les transformations intérieures, à sauvegarder son intégrité territoriale. Il est primordial pour la Russie de savoir comment elle entrera dans l'économie mondiale — comme simple exportateur de matière première ou comme un pays à droits égaux. La même chose concerne aussi la politique étrangère* ». <sup>745</sup> Pourtant, la plus grande réussite de E. Primakov, dans sa fonction de ministre des Affaires étrangères sera la croissance de l'autorité de la politique intérieure et de la sécurité nationale qui prirent le pas sur la politique internationale, et dont le « réalisme » de ses fondements théoriques lui permit

---

<sup>743</sup> SHUMIKHIN A. « Russia : developing cooperation on the Caspian », p. 145, in CROISSANT Michael P., BÜLENT Aras (eds). *Oil and Geopolitics in the Caspian Sea Region*. Greenwood Publishing Group, 1999, p. 145, et KODZHAMAN Omer. *Yuzhniy Kavkaz v politike Turcii i Rossii v postsovetkiy period* (Le Caucase du sud dans la politique de la Turquie et de la Russie dans la période postsoviétique), Thèse de Doctorat, Moscou, 2004, p. 146-149.

<sup>744</sup> GURBANOV Turab. *Op. cit.*, Vol. I, p. 60.

<sup>745</sup> POKHLEBKIN William. *Op. cit.*, p. 193.

cependant de rallier les partisans de l'école « euroatlantiste » à une version plus « modérée » d'eurasianisme.

Cependant, en 1998, au fur et à mesure que les « variations géométriques » de la CEI se développaient, avec une diversification des niveaux d'intégration de ses membres, et des tendances centrifuges chez certains d'entre eux, le concept « d'étranger proche » disparu du discours politique tant dans les sphères du pouvoir que dans celles de l'opposition.<sup>746</sup>

Nous pouvons conclure en disant que l'activité de la politique étrangère de la Fédération de Russie dans l'espace postsoviétique était, d'une certaine manière, en continuité de l'« équilibre stratégique », qui avait été formulé par le Prince A.M. Gortchakov, ministre des Affaires étrangères russe de 1856 à 1882, dans un mémorandum destiné à justifier, auprès des puissances occidentales, l'expansion de l'empire dans ses démarches asiatiques, mais aussi, indirectement, caucasiennes, dans lequel il écrivait : « *La situation de la Russie en Asie centrale est semblable à celle de tous les États civilisés qui entrent en contact avec des tribus nomades à moitié sauvages, dépourvues de toute solide organisation sociale... En conséquence, l'État est contraint à un choix : mettre un terme à ses efforts continus et condamner ses frontières à des troubles permanents, ce qui rendrait impossible la prospérité, la sécurité et le progrès culturel ; ou bien avancer de plus en plus loin au cœur des terres sauvages, où les grandes distances augmentent à chaque pas les difficultés et les épreuves...* »<sup>747</sup>

#### 4. Restauration de l'influence perdue dans les pays postsoviétiques

La politique russe au Caucase dans les années 1991-1994 était plutôt incohérente et contradictoire. Occupée par le « ménage » à l'intérieur de la Fédération, les premières années après la chute de l'URSS, Moscou n'eut pas d'activité politique notoire au Caucase du sud, car l'influence russe dans cette région était considérée immuable et les déclarations politiques des leaders locaux visant la réorientation vers les États-Unis et d'autres pays européens étaient accueillis par l'administration russe comme la « maladie de croissance de la conscience démocratique ». La présence militaire russe en Géorgie et en Arménie, comme suite aux accords intergouvernementaux, donnait l'espoir que Tbilissi et surtout Erevan suivraient docilement la ligne de la politique russe. Pourtant, la configuration politique au Caucase du sud évoluait

---

<sup>746</sup> La nouvelle élite russe de la fin des années 1990 adopta cette stratégie devenue à nouveau nécessaire après l'adoption de la doctrine de 1993. Le nouveau ministre des Affaires étrangères I.S. Ivanov, nommé à ce poste en 1998, fit à plusieurs reprises dans ses rapports et discours, référence à Gortchakov et à la tradition séculaire de la diplomatie russe. À partir de 2000, l'objectif principal de la politique étrangère de la Fédération de Russie consistait à ne pas diminuer le dynamisme de la politique étrangère et à agir en conformité avec les moyens réels de l'État.

<sup>747</sup> Cité dans ROMER Jean-Christophe. *La pensée stratégique russe au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, « Economica », 1997, p. 9.

rapidement. La nouvelle élite au pouvoir déclarait d'autres priorités de développement et entérinait son choix par des documents intergouvernementaux concrets qui décrivaient les bases juridiques pour combler « le vide russe ». <sup>748</sup>

Dans ses relations avec le Caucase : 1) la perception des intérêts de sécurité nationale ne permettait pas d'établir de liens entre le Caucase du nord et du sud, sans prendre en compte les intérêts de la Russie ; 2) une population russe habitait au Caucase et ses problèmes de sécurité ne pouvaient pas être examinés en dehors des intérêts de la sécurité nationale de la Russie - la question de la défense de la population d'origine russe à l'étranger, et tout d'abord dans les pays de « l'étranger proche », avait été incluse dans des documents officiels russes importants tels que la Doctrine militaire de 1993 et de 2000 soutenue par le Décret du président B. Eltsine du 14 septembre 1995 portant « Sur les relations avec la Communauté des États indépendants », ainsi que dans le concept de la sécurité nationale et de la politique étrangère de l'année 2000 ; et, 3) deux cents ans d'hégémonie de la Russie dans la région favorisèrent la formation, au sein de l'administration russe, d'une perception des « intérêts et du rôle particulier de la Russie dans « l'étranger proche ». <sup>749</sup>

En vertu de ses particularités ethno-religieuses et géographiques, le Caucase a toujours été considéré comme l'une des périphéries précaires de l'empire. La région était un lieu de passage privilégié de l'expansion et était traditionnellement utilisée par les puissances régionales pour affaiblir politiquement la Russie, une tendance qui reste toujours très sensible aujourd'hui. Le Caucase reste l'une des régions fragiles, où les périodes d'affaiblissement du pouvoir central étaient accompagnées par des révoltes de la population locale et par la dégradation fulgurante du contrôle russe. Selon la théorie de la définition de l'État du point de vue de « sa puissance et sa faiblesse », la Russie était un État assez vulnérable malgré la projection extérieure de son influence à l'échelle régionale. Elle présentait une certaine vulnérabilité au Caucase, ce qui

---

<sup>748</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoy strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 418 ; voir aussi les ouvrages de MENON Rajan, FEDOROV E. Yuri, NODIA Ghia. *Op. cit.* ; MESBAHI Mohiaddin. *Op. cit.*, et RUBINSTEIN Z. Alvin, SMOLANSKY M. Oles. *Op. cit.*

<sup>749</sup> EYVAZOV Dzhannatkhan. *Bezopnost' Kavkaza i stabil'nost' razvitiya Azerbajdzhanskoj respubliky* (La sécurité du Caucase et la stabilité du développement de la République d'Azerbaïdjan), Bakou, « Nurlan », 2004, p. 191-192 ; CHERNYAVSKIY Stanislav. *Politika Rossii v Central'noj Azii i Zakavkaz'e v 1992-2002 godakh* « (La politique de la Russie en Asie centrale et en Transcaucasie dans les années 1992-2002). *Op. cit.*, p. 35-36 ; VANER Semih, DE TINGUY Anne. « Caucase : Indépendance, crises et conflits », *Chroniques scientifiques, Cahier d'étude sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), №18, juillet-décembre 1994, p. 379-380.

stimulait ses activités axées sur la prévention de l'éventuelle aggravation de la situation ou d'une manipulation extérieure dans cette zone fragile.<sup>750</sup>

La région caucasienne occupait donc une place stratégique importante en ce qu'elle représentait :

- une zone stratégique située entre deux bassins, les mers Noire et Caspienne ;
- du point de vue militaire et stratégique, l'un des lieux le plus importants pour mener une politique expansive dans plusieurs directions ;
- un plateau qui permettait de contrôler des voies de communication ;
- et, du point de vue économique, un carrefour international des voies reliant l'Est à l'Ouest, et le Nord au Sud dans une région aux énormes ressources naturelles d'hydrocarbures.<sup>751</sup>

Dans le même temps, la Russie poursuivait d'autres priorités géopolitiques, comme la prévention de la pénétration dans la région de puissances tierces, sous forme d'aide militaire ou d'approvisionnement en armement. Cet objectif sera mis en place pour la première fois en 1993 en guise d'avertissement à l'adresse de la Turquie, après la déclaration de l'état-major de son armée d'envisager d'intervenir dans le conflit du Haut Karabakh. Il était en outre primordial pour la Russie de remplir « le vide sécuritaire » dans cette région vulnérable, afin de créer une « ceinture d'États amis »<sup>752</sup> acceptant une présence militaire russe sur leur territoire.

Tous les événements se déroulant dans la région viendront se répercuter sur les relations diplomatiques entre Moscou et Ankara, entraînant le refroidissement des relations entre la Turquie et la Russie avec, comme point de départ, la demande de la Russie de pouvoir réviser le Traité sur les forces conventionnelles en Europe afin d'accroître le déploiement de ses forces armées au Caucase, ce qu'elle avait déjà entrepris *de facto*. Cette démarche de la part de l'administration de B. Eltsine montre bien la détermination de la Russie d'éliminer la présence militaire de tout autre État au Caucase et de réduire au minimum l'implication d'un État tiers dans le règlement des conflits entre les pays caucasiens.<sup>753</sup>

---

<sup>750</sup> EYVAZOV Dzhannatkhon. *Bezopanost' Kavkaza i stabil'nost' razvitija Azerbajdzhanskoj respubliky* (La sécurité du Caucase et la stabilité du développement de la République d'Azerbaïdjan). *Op. cit.*, p. 190.

<sup>751</sup> HALE William. *Op. cit.*, p. 69.

<sup>752</sup> Si l'on prend en considération que toute la région du sud de la Russie est composée de peuples musulmans, alors la vulnérabilité du Caucase du nord, avec le point de vue religieux en perspective, pourrait menacer toute la région, se transformant en force centrifuge ayant la volonté de se séparer de la Fédération de Russie. C'est sur la base de cette analyse que la Russie a pris la décision de renforcer le contrôle dans la région et de restaurer son pouvoir sur les anciennes Républiques soviétiques du Caucase du sud. EYVAZOV Dzhannatkhon. *Op. cit.*, p. 193.

<sup>753</sup> HALE William. *Op. cit.*, p. 69.



Les guerres en Tchétchénie de 1994 et de 1999 obligèrent la Russie à accorder une attention particulière aux questions sécuritaires au Caucase, et plus particulièrement en Géorgie et en Azerbaïdjan, pays qui furent accusés par la Russie d'avoir formé sur leurs territoires des bases arrières d'entraînement pour des rebelles tchétchènes, qui profitèrent des régions frontalières comme un couloir d'approvisionnement du Caucase du nord en mercenaires, armements et financements en provenance de l'Arabie saoudite.

## *Section 2 : Champs de confrontation des intérêts russes et turcs dans la région Caucasienne*

### **A. La guerre en Tchétchénie : facteur de tension entre deux puissances régionales**

La première guerre en Tchétchénie commença en décembre 1994 par l'opération militaire baptisée « restauration de l'ordre constitutionnel ». Un petit parcours historique sur ce peuple courageux révéla que les tentatives de la Russie pour occuper cette région remontent à l'époque de Pierre le Grand. Des combats violents eurent surtout lieu dans cette région au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, quand l'Imam Chamil dirigeait les rebelles contre l'Empire tsariste durant une période de trente-cinq années (1824-1859). Dans cette lutte pour la conquête du Caucase, les montagnards furent soutenus par l'Empire ottoman, qui obligea beaucoup d'entre eux à s'enfuir après leur défaite. Après le renversement du tsar par les bolcheviks, les montagnards, grâce à un commun accord avec les trois Républiques du Caucase du sud, et profitant du désordre régnant à Petrograd, déclarèrent leur indépendance, mais elles furent réprimées par les bolcheviks peu de temps après, en même temps qu'était créée la région autonome Tchétchène-Ingouche. En 1944, pendant la Deuxième Guerre mondiale, Staline ordonna l'expulsion au Kazakhstan des Tchétchènes accusés de collaborer avec les nazis, et annula le statut autonome de la Tchétchénie. Des milliers de Tchétchènes se retrouvèrent alors dans les déserts du Kazakhstan jusqu'en 1957, année à partir de laquelle N. Khrouchtchev les réhabilita et procéda au rétablissement de la région autonome Tchétchène-Ingouche.

#### 1. L'indépendance proclamée de la Tchétchénie implique la Russie à agir par voie militaire

La chute de l'URSS contribua à la proclamation par la Tchétchénie de son indépendance et sa séparation de la Russie, mais aussi de la partie Ingouche de la République autonome. Après le putsch d'août 1991, l'opposition politique représentée par le Comité exécutif du congrès national du peuple tchétchène dirigé par le Général Djokhar Doudaïev, occupa le Soviet suprême et renversa son président Doku Zavgayev.

Au début, Moscou décida d'agir par la voie diplomatique en déléguant chez D. Doudaïev plusieurs négociateurs avec, à leur tête, Khasboulatov (d'origine tchétchène), Bourboulis, Barannikov, Routskoï et quelques autres.<sup>754</sup> N'ayant pas obtenu les résultats attendus, B. Eltsine prit la décision d'agir plus catégoriquement par une intervention militaire et envoya, en novembre 1991, plus de mille cinq cents soldats de son armée aux frontières de la République

---

<sup>754</sup> MILOVA L.V. *Istorija Rossii s drevnejshikh vremen do nachala XXI veka* (L'histoire de la Russie depuis les temps anciens jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle), Moscou, « Eksmo », 2006, p. 830-834.

insurgée pour destituer Doudaïev.<sup>755</sup> Malgré ce déploiement de charge militaire, D. Doudaïev procéda tout de même à des élections parlementaires, puis présidentielles, qui le hissèrent dans la fonction de président de la Tchétchénie. En décembre 1991, le président D. Doudaïev soumit à ses ordres les formations armées tchétchènes sur le territoire et devint commandant en chef de la République non reconnue. Il occupera ce poste jusqu'en avril 1996.

Vers la fin de l'année 1994, avec le renforcement du pouvoir de B. Eltsine, la question de restauration de l'ordre dans la République rebelle devenait primordiale, et le président ordonna par décret d'effectuer une nouvelle intervention militaire contre Djokhar Doudaïev. Le 11 décembre 1994, l'armée russe entra dans Grozny, capitale de la Tchétchénie causant la mort de plusieurs milliers de personnes. Cette invasion provoqua une inquiétude particulière auprès des pays frontaliers situés dans la proximité immédiate de cette région. Une des raisons d'un tel scénario meurtrier pour résoudre le problème du séparatisme à l'intérieur de pays fut celle de donner un avertissement aux autres Républiques autonomes tentées par l'indépendance. Cependant, l'opération militaire programmée pour devoir se terminer au bout de deux semaines, selon le ministre russe de la Défense de l'époque, Pavel Gratchev, se transformera en une guerre sanglante qui durera près de deux années.<sup>756</sup>

Avec le passage des opérations militaires au stade de guerre des tranchées, et suite à l'augmentation du nombre des victimes parmi la population civile, le conflit déborda du cadre purement intérieur de la Fédération de Russie en provoquant une crise humanitaire qui toucha même les intérêts des puissances régionales et mondiales. La télévision russe et l'agence de presse officielle *Itar-Tass* firent état, depuis le 8 décembre, de concentrations de groupes « terroristes » sur le territoire tchétchène. D'après ces informations, fournies par le service du contre-espionnage russe, il s'agirait, entre autres, de membres du parti turc d'extrême droite, les « Loups gris » et de moudjahidines afghans, qui auraient bénéficié de la complicité « d'un pays membre de la Communauté des États indépendants » (CEI), en fait l'Azerbaïdjan, dont les rapports avec Moscou étaient à l'époque au plus bas. Aucun des journalistes étrangers présents à Grozny ne put, pour autant, confirmer cette présence « terroriste ». Malgré la complaisance des puissances occidentales, qui avaient donné tacitement leur accord au Kremlin pour régler à sa façon ses « problèmes intérieurs », cette guerre dans le Caucase allait avoir des retombées

---

<sup>755</sup> Le premier échec de l'opération militaire en novembre 1991 s'explique par l'existence de la dualité du pouvoir établie en Russie après l'effondrement de l'URSS. Eltsine n'avait pas encore la possibilité de s'appuyer pleinement sur l'armée qui était soumise au président de l'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev qui, à son tour, se prononçait contre l'intervention militaire.

<sup>756</sup> SHISHOV Alekseï. *Dvuglavyj orel nad Kavkazom (1804-2008)* (L'aigle bicéphale au Caucase), Moscou, « Veche », 2008, p. 385-386.

internationales. Les premières réactions de l'Arabie saoudite, de la Turquie ou d'autres membres de l'Organisation de la conférence islamique montrèrent, au récent Sommet de Casablanca (13-15 décembre 1994), que le monde musulman ne resterait pas indifférent à l'étranglement d'un petit peuple musulman par une puissance orthodoxe : à cette occasion l'expérience de l'Afghanistan et le front uni des pays islamiques contre l'URSS persistaient dans les mémoires.<sup>757</sup>

Les réactions négatives se firent entendre dans les pays de la CEI, historiquement allergiques à l'expansionnisme russe. M. Kasymjomart Tokaiev, ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan, mit publiquement en doute le bien-fondé de la démarche de Moscou ; il s'attira une cinglante réponse de son homologue russe Andreï Kozyrev : « *Je ne conseillerais à personne de se mêler des affaires internes de la Russie... Cela pourrait, pour ces pays, devenir une source de graves problèmes* ». Cette nervosité était compréhensible, car A. Kozyrev était conscient qu'après le bain de sang en Tchétchénie, il lui serait difficile de défendre les intérêts des minorités russes dans les pays postsoviétiques ou de continuer à plaider avec succès la cause de la minorité serbe en Bosnie.<sup>758</sup>

2. La diaspora caucasienne met la pression sur le gouvernement turc pour réagir en faveur de la Tchétchénie.

La Turquie fut l'un des pays de la région touchée émotionnellement par le conflit en Tchétchénie. À cette époque, environ 7 % de citoyens turcs d'origine caucasienne habitaient en Turquie. La diaspora tchéchène était peu nombreuse et ses représentants vivaient majoritairement dans les régions de Konya (partie centrale du pays), de Sivas (dans l'est) et de Maracha (au sud).

La diaspora caucasienne comptait une centaine d'organisations en Turquie qui attirait l'attention des politiciens turcs pour les engager dans différentes manifestations nationalistes liées à leur patrie historique. L'accent était mis sur le facteur islamique et sur la rivalité ancienne avec la Russie. La majorité des structures ethniques caucasiennes partageait les idées nationalistes de l'organisation les « Loups gris » et soutenait leurs projets de création du « Grand Touran », la patrie de tous les peuples turcophones. En même temps, Ankara accorda plus d'attention aux Républiques du Caucase du nord au sein de la Fédération de Russie. Avec un certain soutien de la part des autorités turques, les structures ethniques caucasiennes réussirent à

---

<sup>757</sup> BARTAL Karel. « Sanglants paris de Boris Eltsine en Tchétchénie », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1995.

<sup>758</sup> *Ibid.*

établir des liens avec leur patrie historique. À titre d'exemple, la diaspora daghestanaise en Turquie compte quatre cent mille personnes qui sont en majorité des membres des organisations publiques « Chamil » et « Caucase du nord », avec l'implication de hauts officiers de l'armée turque, de parlementaires et d'autres personnalités politiques. Ankara établit un lien étroit avec les organisations religieuses daghestanaises, les mouvements publics, et participait aux conférences et débats sur la construction politique et religieuse du Daghestan, dans le cas de sa séparation d'avec la Russie.<sup>759</sup>

Le gouvernement turc suivait méticuleusement les événements se déroulant au Caucase en exprimant sa crainte du risque que l'intervention militaire russe en Tchétchénie débordât au-delà des frontières de la Fédération de Russie : « *Nous craignons que l'extension ultérieure du conflit bouleversant déjà le Caucase puisse transformer toute la région en une nouvelle Yougoslavie... Tout ce qui se passe au Caucase génère une réaction immédiate et sérieuse en Turquie* ». <sup>760</sup> Les membres de la diaspora caucasienne représentés dans la Grande Assemblée nationale de la Turquie et dans d'autres structures étatiques constitueront un lobby qui incitera le gouvernement à apporter son aide aux rebelles tchétchènes.

La réaction du gouvernement turc aux événements se déroulant en Tchétchénie peut être analysée dans deux périodes précises : à l'époque où le Parti de la Juste voie (Doğru Yol Partisi) de Tansu Çiller était au pouvoir ; et après le changement de gouvernement en 1996, avec l'entrée du leader du Parti de la Prospérité (Refah Partisi) Necmettin Erbakan dans la fonction de Premier ministre de la Turquie.

Dans la première période de la guerre, le gouvernement turc sera confronté à un dilemme : soit il appuyait le lobby caucasien ce qui pouvait mettre en danger ses relations équilibrées avec Moscou et que, par ailleurs, la Turquie militait pour l'intégrité territoriale d'autres pays compte tenu de l'existence du mouvement séparatiste kurde au sud-est du pays ; soit il s'abstenait de s'ingérer dans les affaires de la Fédération de Russie, et risquait de s'exposer à une critique tenace de la part de la société civile turque (masses populaires).

L'opinion publique turque condamnait l'intervention russe en Tchétchénie et attendait de la part de gouvernement une réaction adéquate qui, lors des premiers temps, s'abstint de prononcer des déclarations catégoriques. Ainsi, trois jours avant l'opération militaire de

---

<sup>759</sup> GUDIASHVILI David. « Turcija i rossijsko-chechnskaja vojna 1994-1996 godov » (La Turquie et la guerre russo-tchétchène de 1994-1996), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №9(5), 2002,

[http://www.ca-c.org/journal/2002/journal\\_rus/cac-05/09.gudrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2002/journal_rus/cac-05/09.gudrus.shtml)

<sup>760</sup> ER Turgut. *Op. cit.*, p. 153.

« maintien de l'ordre constitutionnel » dans la République rebelle, des pourparlers entre la Turquie et la Russie furent entrepris à Ankara dans le cadre du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, qui avait été signé à Paris le 19 novembre 1990. Conformément aux conditions de ce Traité, la question des plafonds d'armement conventionnel des deux parties fut examinée suite à laquelle le chef de la délégation russe, l'adjoint du ministre des Affaires étrangères G. Mammadov, déclara que la Russie n'insisterait plus sur sa revendication de se voir octroyer le droit de déployer davantage de contingents militaires au Caucase.<sup>761</sup>

Après le 11 décembre 1994, début de l'opération militaire en Tchétchénie, le ministère des Affaires étrangères turc déclara qu'il appelait les parties belligérantes à régler leur conflit par les voies pacifiques à condition de sauvegarder l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie. Cette prise de position suscita des réactions négatives de la part des représentants des associations caucasiennes en Turquie, qui condamnèrent vivement l'invasion russe et critiquèrent Ankara et Washington pour leur réaction excessivement cotonneuse aux événements tragiques qui se déroulaient en Tchétchénie. Mais, avec la détérioration de la situation et le passage à la phase plus ouverte de la guerre, la ministre des Affaires étrangères turques Tansu Çiller exprima, le 21 décembre 1994, sa préoccupation au sujet des bombardements sur la capitale Grozny et pour les très nombreuses victimes de sa population civile.<sup>762</sup>

De son côté, Moscou manifesta à son tour son mécontentement au sujet des visites fréquentes du président tchétchène D. Doudaïev à Ankara et de ses relations étroites avec les dirigeants de la République turque de Chypre du nord. Bien évidemment, Ankara considéra ces déclarations comme un avertissement de la Russie. Ne désirant pas être impliquée dans le conflit au Caucase du nord, elle ne donna pas suite à la demande de D. Doudaïev de devenir le médiateur dans le différend russo-tchétchène. En revanche, laissant sans réponse la demande de médiation sollicitée par D. Doudaïev, S. Demirel et T. Çiller envoyèrent tout de même, mais sans grand succès au président B. Eltsine et à son Premier ministre V. Tchernomyrdine des lettres dans lesquelles étaient exprimés leurs soucis concernant les événements sanglants du Caucase du

---

<sup>761</sup> GUDIASHVILI David. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2002/journal\\_rus/cac-05/09.gudrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2002/journal_rus/cac-05/09.gudrus.shtml)

<sup>762</sup> Les États-Unis exprimèrent leur avis par le biais de l'adjoint du Secrétaire d'État R. Holbrook, lors de sa rencontre avec les journalistes à Nicosie : « *La Turquie a beaucoup de problèmes...et l'un d'entre-eux est celui qui concerne la Tchétchénie. Actuellement, cinquante mille Tchétchènes habitent en Turquie et des millions de citoyens turcs ont leurs racines caucasiennes. Mais la chose principale est que, parmi ces cinquante mille Tchétchènes actifs en Turquie il y a beaucoup qui sont prêts à se rendre au Caucase et lutter pour l'indépendance du peuple tchétchène* ». À cet égard, le 5 janvier 1995, l'administration russe adressa une lettre au gouvernement turc en lui enjoignant de prendre les mesures nécessaires pour ne pas admettre aux volontaires turcs de prendre part à la guerre à côté de Doudaïev.

nord. Mais, grâce à la pression publique qui s'était exercée sur son gouvernement, la Turquie invitera la Russie à participer à l'aide humanitaire aux Tchétchènes.<sup>763</sup>

Dans ce contexte tendu, le gouvernement turc s'abstiendra d'avoir des contacts directs avec les responsables administratifs tchétchènes. En janvier 1995, lorsque le ministre des Affaires étrangères de la Tchétchénie Chemseddin Youssouf se rendra informellement en Turquie, il ne rencontrera exclusivement que les responsables d'institutions non gouvernementales : les dirigeants des associations et des organisations caucasiennes, ainsi que les représentants des organisations humanitaires.

Entre-temps, la première guerre russo-tchétchène coïncida avec certains changements dans la vie politique intérieure de la Turquie, caractérisés en particulier par l'activisme des forces islamiques fondamentalistes dans le pays. Parmi les forces les plus actives figurait le Parti de la Prospérité, fondé en 1987 et présidé par Necmettin Erbakan. Son premier succès en tant que leader de ce Parti fut sa victoire aux élections municipales de mars 1994. Le 24 décembre 1995, lors des élections législatives le Parti avec cent cinquante-huit députés au sein de la Grande Assemblée nationale de la Turquie, a obtenu la deuxième place pour former un gouvernement de coalition avec le Parti de la Juste voie.<sup>764</sup>

Ce changement de gouvernement influença également la révision de ses positions antérieures vis-à-vis du conflit tchétchène. Suite à sa réorientation vers des valeurs islamiques, le nouveau gouvernement Erbakan-Çiller favorisera différentes initiatives destinées à venir en aide au peuple tchétchène, notamment, en envoyant des volontaires de la nombreuse diaspora caucasienne se battre aux côtés de D. Doudaïev.

L'attitude du gouvernement de coalition en Turquie vis-à-vis des rebelles tchétchènes déboucha sur de nouveaux conflits d'intérêts avec la Fédération de Russie. Le point culminant de cette nouvelle tension entre les deux pays interviendra en janvier 1996 à Trabzon, lors de la prise d'otages effectuée dans le paquebot turc « Avrasiya », par Muhamed Toktçan et huit autres membres de la diaspora caucasienne. Assez rapidement les ravisseurs posèrent leurs armes sans résistance et quelques jours plus tard un grand rassemblement populaire sera organisé en leur faveur à Ankara. Les autorités russes protestèrent vivement contre cette attitude du

---

<sup>763</sup> À propos du soutien accordé par la société turque aux rebelles tchétchènes ainsi que sur le rôle de l'assistance de l'ambassade turque à Bakou, voir le livre de l'ancien secrétaire de presse de l'ambassade de Turquie en Azerbaïdjan ER Turgut. *Op. cit.*, p. 279-289.

<sup>764</sup> « Novyj pravitel'stvennyj krizis v Turcii » (La nouvelle crise gouvernementale en Turquie), *Zerkalo*, 27 avril 1996 ; MANCO Ural. *Art. cit.*, p. 473-484 ; KENTEL Ferhat. *Art. cit.*, p. 211-227.

gouvernement turc et l'accusèrent de tenter d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le conflit tchéchène en « favorisant des actes terroristes ». <sup>765</sup>

Un autre exemple de l'ingérence du gouvernement Erbakan-Çiller dans les affaires tchéchènes fut la nomination de Berkan Yaşar, citoyen turc d'origine tchéchène, au poste de ministre d'État et de secrétaire de presse du gouvernement de la République Tchétchène, sur recommandation de T. Çiller. B. Yaşar était un ancien membre du comité de la direction du Parti de la Juste voie à Istanbul, et exerçait en même temps la fonction d'ambassadeur plénipotentiaire de la Tchétchénie en Turquie. De sa lettre, Berkan Yaşar écrit : « À l'été 1992, nous avons pris l'avion pour Bakou ensemble avec le commandant en chef des forces armées turques Doğan Güreş pour une rencontre confidentielle avec A. Eltchibey, le nouveau président de l'Azerbaïdjan, afin d'envisager les moyens de l'aide à la République tchéchène. Abbas Abbassov, le Vice-Premier ministre du gouvernement d'Eltchibey participa à la rencontre et proposa d'organiser des vols Grozny-Bakou-Istanbul. Dans le même temps, j'ai organisé la rencontre entre Djokhar Doudaïev et Üzeyir Garih, le propriétaire de la compagnie turque Alarko. Cette entreprise s'occupait d'industrie de construction en Russie dans les années 1990, mais se portait volontaire pour mettre en place chez nous (Tchéchénie) le business des diamants (en provenance de Sakha (Iakoutie), la région située au nord de la Russie), avec l'élaboration ultérieure d'un schéma de transit par lequel les diamants devaient être acheminés vers les marchés européens. En 1992, l'exportation des diamants par l'aéroport de Grozny vers la Turquie s'est mise en place. Pour chaque part de diamant exporté, Djokhar Doudaïev, obtenait 25 % de profit pour pouvoir financer la guerre contre la Russie ». <sup>766</sup>

Au début de l'année 1996, deux hauts fonctionnaires tchéchènes Aslan Maskhadov et Zelimkhan Iandarbiev se rendront en Turquie pour mener des négociations, non seulement avec les dirigeants des organisations publiques, mais également avec les représentants des autorités turques qu'ils remercièrent pour leurs soutiens moral, matériel et financier.

Le gouvernement de la Turquie accueillera avec une grande satisfaction la fin des opérations militaires au Caucase du nord et le retrait partiel des forces armées fédérales de la

---

<sup>765</sup> KODZHAMAN Omer. *Op. cit.*, p. 113-114 ; et HUNTINGTON Samuel. *Op. cit.*, p. 418.

<sup>766</sup> Après que Berkan Yaşar s'éloigna des affaires et écrivit une lettre d'excuse diffusée à la télé russe, il devint l'objet d'attaque de la part des membres de la diaspora caucasienne en Turquie. « Ja, Merif Berkan Jashar, zajavljaju sledujushchee... » (Moi, Merif Berkan Yashar, je déclare que...), *Kommersant*, 21 juillet 2008, <http://www.kommersant.ru/doc/913793>, voir également le film documentaire de Anton Vernitskii « *Aboubakar : le plan Caucase* ».



Tchéchénie. Il s'abstiendra cependant de reconnaître l'indépendance de la Tchétchénie et d'instaurer des relations diplomatiques.

## **B. La carte kurde dans les relations entre Moscou et Ankara**

Le territoire habité principalement par la population kurde (appelé informellement Kurdistan) est divisé entre quatre pays du Proche-Orient : la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran. Leur nombre précis n'étant pas connu, les territoires peuplés principalement par les Kurdes s'étendent au sud-est de la Turquie (6,5 millions d'habitants), au nord-ouest de l'Iran (5,5 millions d'habitants), au nord de l'Irak (4 millions d'habitants) et de la Syrie (1 million d'habitants). Par ailleurs, presque un million de ressortissants de ce groupe ethnique sont dispersés dans différents pays du monde, principalement en Europe et dans les Républiques de l'ancienne Union soviétique. En URSS leur nombre représentait 152,7 mille habitants répartis entre l'Arménie (56,1 mille), la Géorgie (33,3 mille), le Kazakhstan (25,4 mille), l'Azerbaïdjan (12,2 mille), le Kirghizstan (14,3 mille), et l'Ouzbékistan (1,8 mille).<sup>767</sup> Les Kurdes sont majoritairement musulmans sunnites (on compte aussi parmi eux des chiites) et chrétiens, mais certains sont des adeptes de différentes sectes : yézidis, ali-illahis etc. La langue kurde appartient au sous-groupe de la branche iranienne de la famille des langues indo-européennes. Elle se distingue radicalement de l'arabe sémite et du turc d'Altai qui se décompose en une dizaine de dialectes.

La question du « Kurdistan » en tant qu'unité administrative étatique a pris de l'importance à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand le territoire de Mossoul (la ville en Irak), riche en ressources naturelles, acquit une importance géopolitique et stratégique considérable. Ce territoire suscita une lutte entre grandes puissances, dont la Grande-Bretagne, la France, la Russie, etc., qui le transformeront en centre de rivalités géostratégiques pour la possession de ses ressources naturelles.

Pendant la Première Guerre mondiale, quand l'Empire ottoman affaiblit perdait l'un après l'autre ses provinces se trouvant au sud-est de l'Empire, les pays européens marchandèrent le partage de « l'héritage ottoman ». En 1916, suite aux accords secrets Sykes-Picot signés entre l'Angleterre et la France, et auxquels s'associa ultérieurement la Russie, le schéma de partage des territoires turcs peuplés majoritairement de Kurdes fut élaboré. Reprenant certains articles

---

<sup>767</sup> VELIEV Anar. « Kurdskaja problema v Azerbajdzhane : ugroza bezopasnosti ili ocherednaja igra? » (Le problème kurde en Azerbaïdjan : menace-t-il à la sécurité ou un nouveau jeu ?), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №2, 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-02/13.velievru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-02/13.velievru.shtml)

des accords de Sykes-Picot qui envisageaient le droit à l'autodétermination des Kurdes, le Traité de Sèvres du 20 août 1920 marqua le début du partage international du « Kurdistan » turc. Il faut souligner que l'accord ne prévoyait pas le « Kurdistan » en tant qu'unité administrative, mais plutôt la population kurde habitant ce territoire, lui accordant une autonomie locale avec le droit de se séparer de la Turquie un an plus tard. Mais ces perspectives échouèrent avec la défaite de la Grèce et de la Grande-Bretagne dans leur guerre contre la Turquie. Suite à plusieurs lacunes dans le contenu de ce Traité et en l'absence d'une définition claire de l'avenir du « Kurdistan », après des pourparlers bilatéraux entre la Turquie, la France, l'Angleterre, et l'Iran, le territoire peuplé par les Kurdes fut partagé entre la Turquie, l'Irak (sous mandat anglais), la Syrie (sous mandat français) et l'Iran.<sup>768</sup>

Le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 reconnut le droit des Grecs, des Arméniens et des Juifs (non musulmans) d'être considérés comme des minorités nationales habitant sur le territoire de la République turque, tandis que les Kurdes en étaient exclus. Ils obtiendront cependant la garantie d'avoir les mêmes droits que les citoyens de la nouvelle République turque. Mais comme le nouveau gouvernement de M.K. Atatürk menait plutôt une politique d'assimilation des Kurdes, en vue d'éliminer les problèmes des minorités nationales sur son territoire, cette orientation politique déboucha sur deux immenses rébellions des Kurdes en 1925 et 1937, que les autorités turques réprimeront.<sup>769</sup>

Les combats s'intensifieront une nouvelle fois en 1978, après la fondation par les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiye Karakere Kurdistan, PKK),<sup>770</sup> dirigé par son leader Abdullah Öcalan.<sup>771</sup> En 1985, fut créé le Front national de libération du Kurdistan et, en 1994, l'unique parti légal kurde, le Parti démocratique, fut interdit,<sup>772</sup> malgré les tentatives du président Turgut Özal de résoudre le « problème kurde » par des voies pacifiques.<sup>773</sup>

---

<sup>768</sup> MOSAKI N.Z. « Kurdistan : k istorii formirovaniya geopoliticheskikh interesov » (Kurdistan : vers l'histoire de la formation des intérêts géopolitiques), *Vostokovednyj sbornik* (recueil de textes sur l'Orient), №2, 2001, p. 56-59.

<sup>769</sup> KONA Gamze Güngörmüş. *Art. cit.*, p. 227.

<sup>770</sup> ERSEVER Ahmet Cem. *Kürtler, PKK ve A. Öcalan* (Des Kurdes, PKK et A. Öcalan), Ankara, 1993.

<sup>771</sup> Plus d'informations sur le combat mené par Öcalan à voir dans son livre : ODZHALAN Abdulla. *Problema lichnosti v Kurdistane, osobennosti revoljucionnogo borca i partijnaja zhizn'* (Le problème de l'identité au Kurdistan, les particularités du combattant révolutionnaire et sa vie au sein du parti politique), Erevan, « Parujr Sevak », 1994.

<sup>772</sup> GUDIASHVILI David. *Op. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2002/journal\\_rus/cac-05/09.gudrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2002/journal_rus/cac-05/09.gudrus.shtml)

<sup>773</sup> En 1993, des représentants nationalistes kurdes ont fondé le Parti du Travail qui, ayant franchi la barrière électorale, forma sa formation en se coalisant avec le Parti social-démocrate, présidé par Erdal İnönü et représenta les intérêts des Kurdes au sein du Parlement du pays. Il faut noter que la présence des Kurdes au Parlement portait plutôt un caractère psychologique et démonstratif que les Kurdes voulaient utiliser pour attirer l'attention de gouvernement et la société turque sur les problèmes auxquels était confrontée la minorité kurde en Turquie. ULCHENKO N.Y., URAZOVA E.I. *Op. cit.*, p. 120-121 et l'article de BOZARSLAN Hamit. « Turkey's elections and the kurds », *Middle East Report*, avril-june 1996, p. 16.

La guerre déclarée par des rebelles kurdes aux autorités turques entraîna une vague de terreur et de violence contre les militaires et les civils causant, entre 1980 et 1990, la mort de trente mille personnes et le déplacement à l'intérieur du pays de vingt mille autres. Quant aux opérations militaires, elles ont creusé le budget du pays de plusieurs milliards de dollars.<sup>774</sup> C'est pour cette raison que le gouvernement turc tâcha de résoudre le conflit, non seulement par des moyens militaires, mais aussi par l'adoption de textes législatifs destinés à prévenir toute manifestation du particularisme kurde visant à détruire l'intégrité territoriale du pays. L'expérience d'insurrection kurde causa des dommages moraux et politiques considérables au mouvement kurde, puisqu'Ankara réussit à obtenir de la part de la communauté internationale la reconnaissance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) comme étant un Parti terroriste et d'emprisonner son leader Abdullah Öcalan. Ayant perdu leur chef, les guérillas kurdes furent obligées de s'installer dans les régions nord de l'Irak, d'où ils effectuèrent des intrusions terroristes régulières sur le territoire de la Turquie.<sup>775</sup>

Kona Gamze Güngörmüş met en évidence trois facteurs de renforcement des actions du PKK à l'encontre de l'État turc : a) l'implication de pays étrangers, b) l'insuffisance de développement économique et, c) une grande lacune dans la définition des droits fondamentaux des minorités nationales (notamment des Kurdes).

Le problème kurde ne pouvait évidemment pas être examiné à travers le seul contexte national, sans prendre en considération les intérêts des puissances étrangères. Puisque ces pays (Russie, pays de l'Europe Occidentale, Arménie, etc.) étaient intéressés par le renforcement du mouvement du PKK, ils pouvaient, d'une part, influencer la politique intérieure de la Turquie en poursuivant leurs propres intérêts et, d'autre part, par leur soutien au mouvement de résistance kurde, affaiblir la Turquie ce qui, en sa qualité de puissance régionale aurait présenté une menace pour les pays limitrophes et pour les autres puissances régionales.

Par ailleurs, le développement économique tardif de la région de l'Anatolie du Sud-est, peuplée de Kurdes, avait un lien direct avec le renforcement des humeurs séparatistes de sa population locale. La crise économique puis politique dans le pays au cours des années 1980 renforça l'hostilité des Kurdes vis-à-vis du gouvernement turc. Le partage inégal des richesses et

---

<sup>774</sup> KIRISCI Kemal. « Post cold-war turkish security and the middle East », *Journal of International Affairs* « Perception », Vol. I, №2, july 1997, <http://www.rubincenter.org/1997/07/kirisci-1997-07-06/>

<sup>775</sup> AGAYEV Rassim. « Kurdscoe gosudarstvo : mif, mechta ili geopoliticheskij proekt? » (L'État kurde : mythe, rêve ou projet géopolitique ?), *Vestnik analitiki*, №1, 2008, p. 85.

des subventions du budget de l'État gênait la volonté des jeunes kurdes de s'enrôler dans le mouvement de résistance armée.

Enfin, la politique du gouvernement turc (appelée habituellement « question kurde », « problème du terrorisme », ou encore « problème du Sud-Est »), garantissant les droits politiques, culturels et linguistiques à une minorité aurait aussi pu inciter les autres minorités à revendiquer le droit à une certaine autonomie, ce qui aurait contribué à l'accélération de forces centrifuges conduisant à la désintégration totale de l'État turc.<sup>776</sup>

#### 1. Le problème kurde comme moyen de pression dans la rivalité entre la Turquie et la Russie

Au cours des années 1990, la question kurde constituait l'un des sujets majeurs des négociations entre la Turquie et les pays voisins comme la Syrie, l'Iran et l'Irak. À partir de 1994, à la liste de ses pays s'ajouta la Fédération de Russie, peu après le début de la guerre en Tchétchénie en 1994. Dans le but d'anticiper l'intervention turque dans les affaires tchétchènes, les autorités russes décidèrent de jouer la carte kurde.

Avant que la « question kurde » ne devienne l'un des sujets principaux dans les relations entre les deux États, la Russie déclara, en octobre 1994, son inquiétude face à l'organisation par la Turquie du sommet des pays turcophones qui, selon l'opinion de ses autorités, provoquerait une tension au niveau de ses frontières sud et menacerait directement sa sécurité nationale. Le 26 décembre 1994, après la condamnation ouverte par le gouvernement turc de l'intervention de l'armée russe en Tchétchénie, la conférence des représentants des associations kurdes habitant dans les Républiques de la CEI fut organisée à Moscou avec, à son ordre du jour, le soutien du PKK et de son leader A. Öcalan.<sup>777</sup> Ensemble avec les représentants des associations kurdes de la CEI, les membres du Parti démocratique des Kurdes de la Turquie, accusé par le gouvernement de T. Çiller d'entretenir des relations avec le PKK, participèrent aux travaux de cette conférence.

*« Les Kurdes ont l'intention d'obtenir de la communauté internationale la reconnaissance de leur entité étatique comme une confédération dans les quatre pays de leur habitation compacte, à savoir la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, exigeant un territoire d'environ 500 mille km<sup>2</sup> »*, – déclara Merab Shamoiev, président de l'Union internationale des formations publiques kurdes et

---

<sup>776</sup> KONA Gamze Güngörmüş. *Art. cit.*, p. 227-228.

<sup>777</sup> GUDIASHVILI David. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2002/journal\\_rus/cac-05/09.gudrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2002/journal_rus/cac-05/09.gudrus.shtml)

premier vice-président de l'Union des diasporas de la Fédération de Russie.<sup>778</sup> La « Maison kurde » comptait en son sein certaines organisations kurdes, comme le « Front du sauvetage national du Kurdistan » (très proche du PKK), l'Agence d'information du comité du Kurdistan, le Centre culturel public kurde, etc.<sup>779</sup>

Le conflit en Tchétchénie créa une forte tension dans les relations entre Moscou et Ankara qui nécessita un échange de visites diplomatiques entre les deux pays. En janvier 1995, ce seront tout d'abord le ministre des Affaires étrangères de la Turquie et quelques hauts représentants du service turc de la sécurité nationale qui se rendront à Moscou. Puis ce sera au tour de Evgueni Primakov, chef du service des renseignements extérieurs (SVR) de la Fédération de Russie de l'époque, et de Sergueï Stepachine, le chef de la sécurité fédérale (FSB) accompagnés de cinq généraux russes de se rendre à Ankara. La raison de cette visite inattendue était liée à l'arrivée à Moscou de deux anciens députés kurdes du Parlement turc, Eli Yiğit et Necat Buldan, pour prendre l'avis de l'administration présidentielle russe sur la possibilité d'établir le Parlement kurde en exil à Moscou. À la fin de ces négociations, la Russie et la Turquie signèrent un « Protocole sur la prévention du terrorisme », qui envisageait un échange d'informations entre les services de renseignements des deux pays<sup>780</sup> et l'éventuelle interdiction de la présence légale du PKK sur le territoire de la Russie.

La visite de E. Primakov était, par contre, liée aux événements en Tchétchénie. En réponse à l'interdiction de l'activité de la « Maison kurde » en Russie, Moscou proposa à la Turquie de ne pas soulever la « question tchéchène » au niveau international, de ne pas accorder d'aide financière et matérielle à la Tchétchénie, de ne pas envoyer de volontaires au Caucase afin de lutter contre l'armée russe, ni de persuader le président tchéchène D. Doudaïev d'entamer des négociations avec Moscou.

La situation restait pourtant tendue. Le 24 avril 1995, deux membres du Parlement kurde (KRE) en émigration Rostam Broyev et Aziri Serif, suite au refus du Kremlin d'ouvrir à Moscou un bureau kurde, se mirent à chercher des soutiens auprès des députés du Parlement national (Douma). Deux membres du Parti libéral-démocrate de la Russie (PLDR) de sensibilité extrême-

---

<sup>778</sup> La fédéralisation fulgurante de l'Irak et la constitution *de facto* d'une formation étatique kurde dans le Kurdistan irakien, avec le démembrement de la Syrie, rendent ses projets plutôt réalisables dans un proche avenir. AGAYEV Rassim. « Kurdscoe gosudarstvo : mif, mehta ili geopoliticheskij proekt? » (L'État kurde : mythe, rêve ou projet géopolitique ?). *Art. cit.*, p. 85.

<sup>779</sup> BEKAR Olğan, AYDIN Turan. *Türkiye'nin orta ve uzun vadeli çıkarıları açısından Türk-Rus ilişkileri*, TESEV, Istanbul, 1997, p. 256, analyse de l'ouvrage dans l'article de KIREEV, N.G. *Srednesrochnye i dolgosrochnye interesy Turcii v otnoshenijax s Rossiej* (Les intérêts de la Turquie dans les relations avec la Russie à moyen et à long terme), Moscou, recueil de textes « Proche-Orient et la modernité », №4, 1997.

<sup>780</sup> KODZHAMAN Omer. *Op. cit.*, p. 112.

droitiste M. Bourlakov et V.I. Oustinov, président du Comité sur la géopolitique de la Douma déclarèrent leur solidarité avec les Kurdes et organisèrent, en novembre 1995, la troisième Conférence internationale du Parlement kurde en exil à Moscou. La réaction d'Ankara ne tarda pas à se faire entendre, accusant l'administration du président B. Eltsine d'être associée à l'organisation de cette manifestation.<sup>781</sup> De plus, lors d'une conférence de presse, Erol Ozkaspak, Secrétaire général des Forces armées turques, accusa la Russie d'approvisionner les Kurdes en armement. Selon E. Ozkaspak, l'Arménie, la Grèce, la Syrie et la partie grecque de Chypre approvisionnaient les combattants du PKK en armement russe, organisaient l'entraînement de ses membres et leur avaient transmis des missiles portables pour abattre les hélicoptères turcs.<sup>782</sup>

La guerre des nerfs se perpétua durant les années 1995 et 1996, amenant les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Tansu Çiller et Evgeni Primakov à signer en décembre 1996, le « Protocole de coopération dans le domaine de terrorisme ». Selon le protocole, les parties se sont engagées à ne pas soutenir les organisations terroristes dans leurs pays respectifs.

Cependant, jusqu'à la fin de l'année 1998, tant que Abdullah Öcalan était en liberté et maintenait des liens étroits avec les hommes politiques russes de haut niveau, la tension restait palpable dans les relations entre Ankara et Moscou. Le député A. Mitrofanov du PLDR organisa le Congrès des Kurdes à Moscou et aida personnellement Abdullah Öcalan, afin qu'il obtienne son asile politique en Russie. Devant la fin de non-recevoir de cette demande par le gouvernement russe A. Öcalan fut expulsé du pays quelques temps plus tard, ce qui conduisit Ankara à déclarer sa politique de non-ingérence dans le problème tchéchène en Russie. Cette tendance dans la politique étrangère de la Turquie fut renforcée par le geste du nouveau Premier ministre turc Bülent Ecevit, lors de sa visite officielle à Moscou, en novembre 1999. Dans son discours, B. Ecevit souligna que le conflit tchéchène était une affaire intérieure russe qui devait être réglée dans le cadre de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie. B. Ecevit promit également d'entreprendre toutes les actions nécessaires pour restreindre l'activité des organisations et des associations non gouvernementales caucasiennes en Turquie. Pour le politologue Sinan Oğan, Ankara entreprit effectivement certaines mesures importantes, dont l'interdiction à ces organisations de collecter de l'argent pour la guerre en Tchétchénie et le gel de leurs comptes bancaires. La visite de B. Ecevit à Moscou eut une portée significative parce

---

<sup>781</sup> *Ibid.*, p.114.

<sup>782</sup> NURANI. « « Kurdscoe » ekho rossijsko-armjanskikh oruzhejnykh sdelok » (L'écho « kurde » des marchandages d'armement russo-arméniens), *Zerkalo*, 14 juin 1997.

qu'elle prouva, non seulement l'attention que l'administration turque vouait au dialogue entre Ankara et Moscou, mais aussi sa détermination à supprimer toute source de soutien au PKK.<sup>783</sup>

Après avoir appris le refus des autorités russes de lui accorder l'asile politique, Abdullah Öcalan, s'exila en Italie. Il est cependant fort probable que, suite à l'entente entre la Turquie et la Russie, les services de renseignements russes aient été tenus informés par la Turquie du lieu de résidence de A. Öcalan.<sup>784</sup> Mais, les autorités italiennes ne l'extradèrent pas. Se sentant néanmoins poursuivi, il émigra au Kenya où il fut intercepté par les services spéciaux israéliens et américains en février 1999, puis extradé vers la Turquie où il se trouve toujours emprisonné.

## 2. Les Kurdes et le PKK en Azerbaïdjan

La création de l'autonomie kurde sur le territoire de l'Azerbaïdjan remonte au début du XX<sup>e</sup> siècle. En juillet 1923, une unité administrative « Kurdistan » fut créée par les autorités azerbaïdjanaïses autour des régions de Kalbadjar, Latchine, Qoubatli et de Zanghilan, où les Kurdes étaient majoritaires dans leurs populations. Après la répression de l'insurrection kurde en Turquie sous le commandement du Sheikh Saïd (1925), une partie des rebelles s'installa en Azerbaïdjan. Staline, alors Commissaire pour les affaires des nationalités, était déjà au courant du projet britannique de créer le « Kurdistan ».<sup>785</sup> Pour lui, la création de l'État « Kurdistan » par les Anglais aurait généré l'opportunité de le proclamer en tant que République soviétique et de le rattacher par la suite à l'Azerbaïdjan soviétique avec, ultérieurement, la possibilité d'annexer au Kurdistan les provinces iraniennes peuplées majoritairement par des Kurdes. Il est tout à fait probable que la menace de l'apparition d'un « Kurdistan rouge » fut l'une des raisons pour laquelle la Grande-Bretagne n'insista pas trop sur l'instauration du « Kurdistan » qui avait été prévue antérieurement dans le Traité de Sèvres en 1920.

L'unité administrative ayant pour chef-lieu Latchine sera désignée informellement le « Kurdistan rouge », puis abolie après sept ans d'existence du fait de la mise en place des nouvelles divisions administratives soviétiques. Autour des années 1930, l'unité administrative « Kurdistan de l'Azerbaïdjan » sera transformée en circonscription Kurdistan et composée des

---

<sup>783</sup> KODZHAMAN Omer. *Op. cit.*, p. 115.

<sup>784</sup> MOSAKI N.Z. *Kurdistan i kurdskej vopros v politike Zapada i Rossii (90-e gody XIX-nachalo XX veka)* (Le Kurdistan et le problème kurde dans la politique de l'Occident et de la Russie (fin de XIXe – début du XXe siècle)), Moscou, Institut russe de Proche-Orient, 2011, p. 185-207 ; voir également l'article de SHERMATOVA, Sanobar. « Kurdskaia karta v neftnoj igre » (*La carte kurde dans le jeu pétrolier*), *Moskovskie novosti*, 11 novembre 1998, <http://www.pressarchive.ru/moskovskie-novosti/1998/11/17/166959.html>

<sup>785</sup> Il n'est pas exclu que les Soviétiques jouèrent la carte kurde selon la théorie de la « révolution permanente », transformée avec le temps en doctrine officielle du PCUS et selon laquelle l'URSS accordait un soutien multilatéral aux mouvements anticoloniaux.

régions de Keldadjar, Qoubatli, Kotourline, Zanghilan et, plus partiellement, Djabraïl. Le projet de création de cette entité territoriale autonome suscita des objections catégoriques de la part du Comité populaire des affaires étrangères de l'URSS, qui craignait que le soutien au mouvement kurde puisse aggraver les relations du gouvernement soviétique avec la Turquie et l'Iran, qui étaient engagés solidairement dans la lutte contre le séparatisme kurde. Finalement, le district Kurdistan sera supprimé en tant qu'unité administrative, mais son Journal « Le Kurdistan rouge » restera édité jusqu'en 1962.<sup>786</sup>

Après la Deuxième Guerre mondiale, Staline entreprit à nouveau de jouer la carte kurde. Après le retrait de l'armée soviétique de l'Iran du Nord, des contestations populaires se firent jour en Iran. Ces révoltes conduisirent à la création de l'État d'Azerbaïdjan du sud avec Sayyed Jafar Pishevari à sa tête, de la République de Mehâbâd à l'ouest de l'Iran avec Kazi-Mahomed comme leader et au soulèvement de Kurdes sous le commandement de Moustafa Barzani en Irak. N'étant pas en mesure de faire face aux intérêts des États-Unis et de la Grande-Bretagne dans la région, Staline choisit de ne pas soutenir les Républiques éphémères en Iran. À la fin de l'année 1947, les détachements armés des Kurdes dirigés par M. Barzani furent repoussés par l'armée iranienne, traversèrent la frontière soviéto-iranienne pour se retrouver sur le territoire de l'Azerbaïdjan. Les héritages principaux de la République de Mehâbâd et du soulèvement de M. Barzani furent la création de deux organisations : le Parti démocratique du Kurdistan iranien et le Parti démocratique du Kurdistan irakien.<sup>787</sup>

La question kurde se réactualisera dans les années 1970-1980 lorsque les autorités soviétiques manifesteront leur intention d'organiser le changement du gouvernement turc à l'aide des Kurdes, favorisant les forces politiques « de gauche » d'arriver au pouvoir et compte tenu du fait que le PKK était une organisation marxiste de gauche. Pour cette raison, la création du PKK est liée au nom de Heydar Aliyev, général du Comité de la sécurité nationale (KGB) et chef du Parti communiste de l'Azerbaïdjan (1969-1982).<sup>788</sup> En effet, le « problème kurde » ne présente guère d'intérêt dans les milieux scientifiques en Azerbaïdjan, ce qui constitue une difficulté pour trouver l'information crédible reposant sur des sources fiables.

---

<sup>786</sup> AGAYEV Rassim. « Kurdkoe gosudarstvo: mif, mechta ili geopoliticheskij proekt? » (L'État kurde : mythe, rêve ou projet géopolitique ?). *Art. cit.*, p. 85 ; voir également l'ouvrage de PRIMAKOV, Evgueni. « *Mir bez Rossii. K chemu vedet politicheskaja blizorukost' ?* (Le monde sans Russie. À quoi amène le dilettantisme politique ?), Moscou, « Rossijskaja gazeta », 2009, p. 72-76.

<sup>787</sup> VELIEV Anar. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-02/13.velievru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-02/13.velievru.shtml)

<sup>788</sup> FATULLAYEV Ejnnulla. « Kurdam na smekh » (Aux Kurdes pour rire), *Monitor*, №5(32), 2002, p. 29-31.



Au stade actuel, le « problème kurde » est redevenu à l'ordre du jour en Azerbaïdjan juste après l'écroulement de l'URSS. Occupé par le conflit arméno-azerbaïdjanais, les autorités ne prêtèrent pas assez d'attention à la situation des minorités ethniques dans le pays ce qui suscita leur mécontentement, et le passage, de temps à autre, à des actions anti-étatiques comme l'exemplifient les problèmes « lezguien » (organisations « Sadval » et « Samour »), « talish » et le « facteur kurde ».

Deux points d'évolution de la situation doivent cependant être soulignés :

1) Après l'occupation du Haut Karabakh, régions peuplées majoritairement de Kurdes, les Arméniens ont réanimé la vieille idée de l'instauration de l'autonomie d'un Kurdistan sur le territoire azerbaïdjanais.<sup>789</sup> En accaparant les régions de Latchine et de Kelbadjar, les Arméniens ont chassé la minorité kurde, en même temps que les Azerbaïdjanais.

2) La mise en évidence de la question kurde est survenue à la suite des cataclysmes politiques internes. Avec l'arrivée au pouvoir de H. Eltchibey, le nouveau gouvernement nationaliste commit plusieurs erreurs par rapport aux minorités ethniques habitant en Azerbaïdjan. Avec la déclaration que les Azerbaïdjanais étaient des « Turcs » (majorité privilégiée) par leur appartenance ethnique, la situation des minorités lezguienne au nord de l'Azerbaïdjan, des talishs au sud et des Kurdes s'aggrava.<sup>790</sup>

L'affaire « kurde » atteindra son apogée lors des élections présidentielles de 1998, lorsque Ashraf Mehtiyev, l'un des candidats à la présidentielle, accusera publiquement H. Aliyev d'être lié à la « question kurde ». Plus tard, une accusation similaire sera reprise par l'ancien président A. Eltchibey, qui déclara publiquement que H. Aliyev avait exercé la fonction de dirigeant du KGB dans les années 1960, et était impliqué dans la création des structures du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré en Turquie comme une organisation terroriste. En revanche, le ministère de la Justice inventa un dossier pénal accusant A. Eltchibey d'atteinte à l'honneur et à la dignité de H. Aliyev à travers l'article 188-6 de la 2<sup>ème</sup> partie du Code pénal de la République d'Azerbaïdjan, qui aurait pu lui valoir une peine d'emprisonnement pour une durée de six ans. Mais A. Eltchibey ne sera finalement jamais emprisonné grâce à la pression de l'opposition politique et celle des États-Unis sur le gouvernement de H. Aliyev.<sup>791</sup>

---

<sup>789</sup> NURANI. « Azerbajdzhan vtjagivajut v « kurdskuju problematiku »? » (L'Azerbaïdjan s'implique dans « l'affaire kurde »), *Zerkalo*, 11 avril 1998.

<sup>790</sup> VELIEV Anar. *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-02/13.velievru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-02/13.velievru.shtml)

<sup>791</sup> En 1998, l'armée turque de quarante mille soldats, soutenue massivement par l'aviation, mena la plus vaste, durant les 14 ans de guerre non déclarée contre le PKK, opération militaire « Murat » afin de détruire les bases

Ce thème réapparut pourtant six mois plus tard et perturba une nouvelle fois la situation politique en Azerbaïdjan, après l'arrestation du leader du PKK Abdullah Öcalan. Selon les premiers témoignages de A. Öcalan, le PKK possédait son bureau en Azerbaïdjan et obtenait de l'aide financière de la part de hauts fonctionnaires du gouvernement de H. Aliyev. Cette situation incita l'opposition politique du pays à effectuer des pressions sur le gouvernement, obligeant H. Aliyev à ordonner la création d'une commission d'enquête conjointe avec ses homologues turcs afin de contribuer à remédier à certaines « lacunes » existantes dans la juridiction des deux pays dans le domaine de la « lutte contre le terrorisme ».<sup>792</sup>

Samir Askerkhanov était un journaliste étroitement impliqué dans le suivi de la « question kurde ». En 1994, il tourna un film documentaire concernant les activités des organisations terroristes à l'exemple d'ASALA, organisation terroriste arménienne et du PKK. Turgut Er, le porte-parole de l'ambassade de Turquie à Bakou, évoquait dans son livre que, grâce à son aide, S. Askerkhanov rencontra Burhan Basgün et Aydın Güler, deux représentants du service des renseignements turc (MIT) à Bakou, qui financèrent son enquête journalistique et organisèrent son voyage dans plusieurs pays où se trouvaient des cellules du PKK. Après la diffusion de quelques séries de ses films documentaires, S. Askerkhanov fut victime d'un attentat et blessé à la jambe. Quelques temps plus tard, Askherkhanov mourut des suites d'un arrêt cardiaque et ses films seront interdits de diffusion à la télévision azerbaïdjanaise. La question « kurde » sera longtemps véhiculée dans les médias azerbaïdjanaïses, mais sans attention quelconque accordée de la part du gouvernement.<sup>793</sup>

L'autre personnalité dont le nom est mentionné en tant que le « père » des Kurdes en Azerbaïdjan est Beyler Eyyubov,<sup>794</sup> chef du service de protection du président H. Aliyev et ensuite de son fils Ilham Aliyev, actuel président de l'Azerbaïdjan, autrement dit, « l'ombre du

---

kurdes en Turquie et au nord de l'Irak. La motivation principale d'Ankara étant d'assurer la sécurité dans la région du passage de l'oléoduc, destiné à transporter le pétrole caspien. C'est juste à ce moment-là qu'Abdullah Öcalan fut capturé et extradé vers la Turquie.

<sup>792</sup> SHERMATOVA Sanobar. « Gejdar Aliev (Nabroski k portretu cheloveka i « portretu rezhima ») » (Heydar Aliyev : esquisse du portrait de l'homme et du régime au pouvoir), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, p. 167 ; voir aussi l'article de SHERMATOVA Sanobar. « Kurdskaia karta v neftjanoj igre » (*La carte kurde dans le jeu pétrolier*), *Art. cit.*, <http://www.pressarchive.ru/moskovskie-novosti/1998/11/17/166959.html>

<sup>793</sup> ER Turgut. *Op. cit.*, p. 299-322.

<sup>794</sup> Beyler Eyyubov fut interpellé par le procureur général en septembre 2003, un mois avant les élections présidentielles en Azerbaïdjan à l'issue du travail de la commission d'experts azerbaïdjanaïses et Turcs afin d'enquêter les activités du PKK en Azerbaïdjan. Selon les rumeurs qui circulaient, ce fut le résultat de « gentlemen agreement » entre Ilham Aliyev (le candidat aux élections présidentielles) et le Premier ministre turc de l'époque Recep Tayyip Erdoğan qui promit de soutenir la candidature de I. Aliyev au poste du président de l'Azerbaïdjan à la place de Heydar Aliyev (il était inconscient et s'est trouvé à l'hôpital de Cleveland aux États-Unis). Malgré les rumeurs, Beyler Eyyubov continue son service aujourd'hui et accompagne le président I. Aliyev dans toutes ses visites.

président ». La « question kurde » reste d'ailleurs l'une des préoccupations les plus importantes actuellement en Azerbaïdjan. Aujourd'hui, la famille Eyyubov est l'une des plus influentes parmi l'ensemble des clans oligarchiques. Elle a sous son contrôle le système énergétique de la partie ouest de l'Azerbaïdjan et exerce une certaine influence sur les remaniements des cadres dans la hiérarchie gouvernementale de Ilham Aliyev.

La structure du réseau du PKK en Azerbaïdjan est divisée en trois branches : 1) l'aile politique sous la direction de Beyler Eyyubov ; 2) la direction économique supervisée par Abdulbari Ghezal<sup>795</sup> et 3) la direction étrangère contrôlée par Rza Veziri.<sup>796</sup> Pendant le deuxième mandat présidentiel de H. Aliyev, la région du Khanlar (au sud-ouest de la République) était peuplée par des familles kurdes, en particulier, dans les villages de Garakeshish, Üçbulag et Veïslı.

En général, la présence des combattants kurdes en Azerbaïdjan aida les autorités à réprimer les manifestations de l'opposition et favorisa le maintien du pouvoir par H. Aliyev. À titre d'exemple, la participation de la légion kurde (formation militaire composée de Kurdes d'origine au sein de l'armée nationale azerbaïdjanaise) pour réprimer l'unité des forces spéciales de la milice (OMON) sous le commandement de R. Djavadov en mars 1995. Le bataillon kurde de cent personnes d'origine kurde dirigé par Khosrov Moustafayev (alias « Musto ») reçut l'ordre de B. Eyyubov de se mettre à côté du Palais présidentiel pour protéger son éminent hôte.<sup>797</sup>

Pourtant, malgré sa politisation, la « question kurde », influençait négativement la minorité kurde vivant en Azerbaïdjan. Celle-ci n'avait sans doute aucun lien avec les activistes du PKK, mais elle était protégée par le décret gouvernemental portant « sur la protection des droits des minorités ethniques et nationales », adopté en 1992. En même temps, la section kurde au sein de la radio « Araz » fut ouverte en 1992, diffusant, deux fois par semaine en langue kurde, des nouvelles politiques, économiques, culturelles, etc. L'un des problèmes majeurs des

---

<sup>795</sup> A. Ghezal – kurde d'origine, de la ville iranienne Maku, grandi en Turquie. Dans les années 1970 quitta la Turquie et obtint sa naturalisation en Azerbaïdjan, où il a fondé la compagnie « Azersun ». Par la suite, des filières de cette compagnie furent ouvertes à Dubaï, en Russie, et dans d'autres pays.

<sup>796</sup> R. Veziri — kurde, originaire d'Iran, détenait en Azerbaïdjan le monopole de l'exploitation des métaux précieux.

<sup>797</sup> Mais, Khosrov Moustafayev qui auparavant se battait côte à côte avec les frères Djavadov dans les champs de bataille au Karabakh refusa d'aller à l'encontre de ses « frères d'armes » et aida Mahir Djavadov à s'enfuir après la mort de Rovshan Djavadov. « Musto », suite à son refus d'obéir aux ordres du président fut arrêté, mais réussit à s'échapper de la prison (sans doute avec l'aide de son protecteur Beyler Eyyubov). Il quitta le pays et séjourna un certain temps au Kazakhstan. Après la mort de H. Aliyev, Khosrov Moustafayev revint en Azerbaïdjan, mais il fut emprisonné et mourut en 2013. EMINOGLU E. « Adjutant ego prevoskhoditel'stva » (L'adjoint de son excellence), *Monitor*, №4(12), juillet 2002, p. 27-29.

Kurdes dans les années 1990 aura été la situation économique difficile du pays, obligeant la fermeture du Centre culturel kurde « Ronai » et l'arrêt, en raison de difficultés financières, de la publication du journal « Henghé kurd » (« La voix du kurde »).

*Section 3 : La situation géopolitique de Bakou face à la rivalité et à la coopération entre Ankara et Moscou.*

**A. Stratégie pétrolière de Heydar Aliyev, l'importance géopolitique de l'oléoduc dans le proche avenir du Caucase du sud**

L'une des premières démarches de Heydar Aliyev, en tant que le président du Parlement national fut l'ajournement de la signature de l'accord pétrolier avec les pays occidentaux, par la décision №296 du Conseil des ministres, adopté le 23 juin 1993.<sup>798</sup> H. Aliyev justifiait cette décision par les conditions inadmissibles du contrat qui allaient à l'encontre des « intérêts nationaux » de l'Azerbaïdjan. Il est évident que cet accord, en dehors de son caractère économique, poursuivait aussi un but politique : d'une part, il offrait la possibilité de faire sortir le pays de sa crise économique profonde et persistante depuis des années et, de l'autre, il contribuait à attirer l'attention des compagnies étrangères vers l'Azerbaïdjan dans le but de régler le problème du Karabakh selon la formule « le pétrole en échange de Karabakh ».

Conscient de l'impossibilité d'attirer les investisseurs étrangers en Azerbaïdjan tant que la guerre au Karabakh se poursuivait, H. Aliyev décida de se rapprocher de la Russie. Sa première démarche consista à ajourner la signature du contrat pétrolier et à faire participer la compagnie pétrolière russe LUKOIL dans le projet pétrolier Azeri-Çirag-Guneshli avec une rentabilité de 10 %.<sup>799</sup>

Mais malgré un certain soutien accordé de la part de la Fédération de Russie, cette stratégie n'a pas apporté les résultats qu'escomptait H. Aliyev. Au contraire, à l'automne 1994, les formations armées arméniennes réussirent à occuper les régions sud du Haut Karabakh

---

<sup>798</sup> KULIYEV Gasan. « Truboprovodnaja strategija Azerbajdzhana : geopoliticheskaja real'nost' « truby » » (La stratégie de l'oléoduc de l'Azerbaïdjan : la réalité géopolitique du « tuyau »), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №3, 1999, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-03/03.kulru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-03/03.kulru.shtml)

<sup>799</sup> CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoi strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003). *Op. cit.*, p. 321 ; voir aussi l'ouvrage de YAKEMTCHOUK Romain. *Les hydrocarbures de la Caspienne. La compétition des puissances dans le Caucase et en Asie Centrale*, Bruxelles, 1999, p. 41 ; et l'article de FEDOROV Y. « Kaspijskij uzel » (Le nœud caucasien), *Mezhdunarodnye otnoshenija*, №4, 1996, p. 83.

prévues initialement pour le passage de l'oléoduc par ce territoire vers l'Arménie, puis par celui de la Turquie.<sup>800</sup>

Convaincu de l'impossibilité de briser la résistance des Arméniens au Karabakh, et déçu par le fait que la Russie ne le soutiendrait jamais pour conduire le Karabakh sous la juridiction de l'Azerbaïdjan, H. Aliyev, entama quelque temps plus tard de nouvelles négociations avec des compagnies étrangères pour les associer au contrat pétrolier.

En août 1994, parallèlement aux pourparlers intenses concernant le grand accord politique (GAP) entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le Haut Karabakh qui se déroulaient à Moscou, se poursuivait à Houston (États-Unis) la préparation des détails du futur contrat pétrolier. Malheureusement, vers la fin du mois d'août il s'avéra que la signature du GAP prendrait du retard (il ne sera d'ailleurs jamais signé !) ce qui mit l'Azerbaïdjan devant le dilemme d'ajourner la signature du « Contrat du siècle » dans l'attente du Grand Accord Politique.

En suspendant le contrat pétrolier, l'Azerbaïdjan aurait pu perdre définitivement la confiance de l'Occident et revenir sous le joug de Moscou. Avec la signature du GAP sous l'égide de la Russie, l'Azerbaïdjan serait obligé de suivre la politique de la Russie, ce qui aurait suscité la perte de son indépendance. H. Aliyev opta finalement pour la signature du contrat pétrolier « Contrat du siècle » qui se concrétisa le 20 septembre 1994 avec la participation de nombreuses compagnies pétrolières étrangères. En outre, le contrat signé reçut le statut de loi après sa ratification par le Parlement national de l'Azerbaïdjan.<sup>801</sup>

Le processus des négociations comporta quatre phases. Les deux premières phases seront organisées à Bakou, jusqu'au mois de mars 1994. La troisième phase des négociations se poursuivra en mai et juin à Istanbul, la capitale économique de la Turquie. La dernière étape du processus se déroulera entre août et septembre 1994 dans la ville américaine de Houston.<sup>802</sup> La somme totale des investissements prévus représentait plus de 8 milliards de dollars pour

---

<sup>800</sup> Initialement, l'oléoduc devait passer le long de la frontière irano-azerbaïdjanaise (se trouvant sous l'occupation arménienne), par le « couloir de Meghri » vers l'Arménie – pour le secteur nord, ou via Tabriz en contournant l'Arménie – pour le secteur sud et, après le point de contrôle de Sadarak au Nakhitchevan par le territoire de la Turquie.

<sup>801</sup> Il faut noter que le président a pris cette décision sous la pression des compagnies pétrolières, qui essayèrent d'obtenir plus de garanties de la part du gouvernement de H. Aliyev pour une exploitation des gisements pétroliers à longue durée. Selon la loi adoptée, en cas de changement de gouvernement, la nouvelle administration ne pouvait aucunement réviser le contrat. BAYULGEN Oksan. *Foreign investment and political regimes : the oil sector in Azerbaijan, Russia and Norway*, « Cambridge University Press », 2010, p. 94-96.

<sup>802</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 276.

l'exploitation de 510 millions de tonnes de pétrole et d'une grande quantité de gaz pendant 30 ans, dont 258 (deux cent cinquante-huit) millions de tonnes devaient être distribuées par l'Azerbaïdjan. Les quotas de participation entre les compagnies pétrolières ont été répartis comme suit : AMOCO (États-Unis)-17,01 %, Unokal-10,04 %, Exxon-8 %, Penzoil-4,81 %, BP (Grande-Bretagne)-17,12 %, Ramko-2,08 %, Lukoil (Russie)-10 %, SOCAR (Azerbaïdjan)-10 %, Statoil (Norvège)-8,56 %, TPAO (Turquie)-6,75 %, Itochu (Japon)-3,92 %, et Delta (Arabie saoudite)-1,68 %, soit au total onze compagnies issues de sept pays du monde.<sup>803</sup> Parmi les principales compagnies du Consortium figuraient la Britannique BP et l'Américaine AMOCO qui, en 1998 après de longues négociations, fusionneront (BP racheta AMOCO au prix de 50 (cinquante) milliards de dollars et augmenta son quota de participation dans le « Contrat du siècle » jusqu'à 60 %) <sup>804</sup>

### *Le choix d'un itinéraire*

Après la signature du contrat pétrolier, la nouvelle question porta sur le choix de l'itinéraire pour l'acheminement ultérieur du pétrole. Au départ cinq possibilités pouvaient être envisagées : 1) l'axe nord : Bakou-Novorossiysk, par le territoire de la Russie vers la mer Noire ; 2) l'axe ouest : Bakou-Soupsa, par le territoire de la Géorgie vers la mer Noire ; 3) l'axe sud : Bakou-Iran, vers le Golfe arabo-persique ; 4) l'axe est : via l'Afghanistan et le Pakistan et, 5) l'axe Bakou-Ceyhan, via la Turquie vers la Méditerranée.

Cependant, la situation précaire en Afghanistan et l'impossibilité du passage d'un pipeline par le territoire de l'Iran limitèrent les possibilités à trois options potentielles et conduisirent au final à la décision d'exporter le pétrole brut par le territoire de la Russie. Économiquement, ce choix apparaissait le plus réaliste du point de vue de l'exportation rapide du

---

<sup>803</sup> ASLANLI Aras, HÜSEYNOV, İlham. *Op. cit.*, p. 89-90 ; voir également les ouvrages de GURBANOV Turab. *Op. cit.*, p. 79-109 ; YAKEMTCHOUK Romain. *Op. cit.*, p. 44 ; ALIYEV İlham. *Op. cit.*, et les articles de PROKOFYEV I.V. « Neftegazovyj kompleks Azerbajdzhana » (L'industrie pétrolière et gazière de l'Azerbaïdjan), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), Vol. I, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 283-331 et GÖKAY Bülent. « Caspian uncertainties : regional rivalries and pipelines », *Turkish Journal of International Affairs*, « Perceptions », Vol. III, №1, march-may 1998, <http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/02/BulentGokay.pdf>

<sup>804</sup> Dans le « Contrat de siècle » pour les gisements Azeri-Chirag-Guneshli (ACG) il y a trois phases de calcul du partage des revenus pétroliers : la première octroie 30 % des revenus à l'Azerbaïdjan (au SOCAR plus précisément), et 70 % à l'AIOC (Azerbaijan International Operation Company) ; la deuxième octroie 55 % à l'Azerbaïdjan et 45 % à l'AIOC et, enfin, la troisième et dernière étape voit le versement de 80 % des revenus à l'Azerbaïdjan, le reste allant à l'AIOC. Au total, l'AIOC a investi 20 milliards de dollars dans les gisements ACG. Ces investissements ont été officiellement récupérés à l'été 2008. Les compagnies pétrolières ne pensaient pas récupérer aussi vite leurs investissements, personne n'ayant misé sur un baril de pétrole à plus de 140 dollars en juin 2008. Finalement, le « camp » azerbaïdjanais l'a emporté et l'AIOC a dû se résoudre à passer à la troisième phase de partage des revenus pétroliers. LUSSAC Samuel. *Op. cit.*, p. 28-29 ; voir également PIANELLI Dominique, SOKOLOFF Georges. *Groupe d'échanges et de réflexion sur la Caspienne : recueil de comptes-rendus de réunion*, CEPII (Dentre d'études prospectives et d'information internationale), 1999, p. 82.

pétrole brut vers les marchés européens. Mais comme une partie de l'oléoduc Bakou-Novorossiysk devait traverser le territoire de la Tchétchénie qui était en guerre, l'axe ouest (Bakou-Soupsa) contournant la Tchétchénie semblait bien plus rentable, ce que son manque d'infrastructure rendait impossible, tout au moins dans un premier temps.

Le pétrole ne transitera par Novorossiysk qu'en novembre 1997, soit après la signature de l'accord de Khassaviourt entre la Russie et la Tchétchénie.<sup>805</sup> L'oléoduc Bakou-Soupsa ne sera fonctionnel qu'à partir de 1999,<sup>806</sup> rendant cependant les capacités des deux pipelines insuffisantes pour l'exportation du pétrole principal. Cette situation nécessita de ce fait la construction d'un nouvel oléoduc sur l'axe Bakou-Ceyhan transitant par la Turquie, en dépit de son coût élevé se situant de l'ordre de quatre milliards de dollars. Le choix de cet itinéraire turc était sans doute le plus compliqué du point de vue de sa réalisation technique, car l'oléoduc devait traverser une région montagneuse et aux limites du « Kurdistan » turc, mais avec l'avantage d'un accès direct à la mer Méditerranée (les terminaux pétroliers Dertyol et Yumurtalik).

Mais, pour l'Azerbaïdjan et la Turquie, le problème majeur de cet itinéraire était le passage inévitable de l'oléoduc par l'Arménie, l'Iran et la Géorgie qui étaient considérés comme des pays politiquement vulnérables. Le coût de l'oléoduc Bakou-Ceyhan dépendait aussi de la possibilité de connecter le pipeline à celui qui existait déjà entre la Turquie et l'Irak et qui avait été fermé pour cause d'embargo pétrolier vis-à-vis de ce dernier lié à la guerre. La compagnie pétrolière turque « BOTAŞ » proposa alors au Consortium occidental l'accès à cet oléoduc qui pourrait diminuer considérablement son coût total, tout en lui évitant de devoir construire un oléoduc supplémentaire d'une longueur de 600 (six cents) kilomètres. À cela, il convenait cependant d'ajouter des doutes juridiques concernant le droit de la Turquie de mettre à la disposition d'autres consortiums sa ligne pétrolière, car elle avait signé un accord juridique obligatoire avec l'Irak, dont des humeurs en faveur de la suppression de l'embargo qui lui avait été imposé, se faisaient entendre de plus en plus fortement au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

---

<sup>805</sup> RADVANYI Jean. « Transport et géostratégie au sud de la Russie », *Le Monde Diplomatique*, juin 1998.

<sup>806</sup> À propos du choix de l'itinéraire Bakou-Soupsa ainsi que la prise des décisions sur la cessation du pompage du pétrole par l'itinéraire de Novorossiysk voir l'article de SHERMATOVA Sanobar. « Rol' nefljanogo faktora v chechenskom konflikte » (Le rôle du facteur pétrolier dans le conflit tchétchène), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №9(5), 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/09.sheru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/09.sheru.shtml)

En 1997, la Maison-Blanche agréa l'idée de la mise en place de la voie alternative capable d'exporter annuellement plus de 30 millions de tonnes de pétrole,<sup>807</sup> alors que les deux oléoducs Bakou-Novorossiysk et Bakou-Soupsa combinés ne possédaient ensemble qu'une capacité d'exportation de 18 millions de tonnes de pétrole.

Le 29 octobre 1998, la déclaration d'Ankara concernant la réalisation du nouvel oléoduc fut signée, sans participation de la Russie et, en novembre 1999, au Sommet de l'OSCE à Istanbul, les États-Unis, la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan signèrent la déclaration de principe sur le projet Bakou-Tbilissi-Ceyhan, et l'idée d'un gazoduc transcaspéen (BTC).<sup>808</sup> L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan commença à fonctionner en mai 2005 ([Carte №7](#)).

Le choix de l'axe Bakou-Ceyhan pour l'Azerbaïdjan peut s'expliquer pour des raisons suivantes : les ruptures fréquentes de l'approvisionnement sur le territoire de la Russie, suite à l'instabilité dans la région du Caucase du nord (Tchéchénie et Daguestan) et les explosions ciblées sur les lignes pétrolières ; le mixage du pétrole azerbaïdjanais de marque « Brent » avec le pétrole de basse qualité en provenance de Sibérie, qui baissait considérablement la valeur du pétrole azerbaïdjanais sur les marchés mondiaux, les fréquentes et violentes tempêtes dans la mer Noire perturbant régulièrement l'approvisionnement des tankers, ce qui ne serait pas le cas de la mer Méditerranée.

## **B. Israël, un partenaire fiable et un allié de la Turquie et de l'Azerbaïdjan dans les années 1990**

### **1. Un bref historique des relations entre les Juifs et les Azerbaïdjanais**

L'histoire des juifs en Azerbaïdjan remonte au Moyen Âge, quand, chassés de l'Europe, ils s'installèrent d'abord sur le territoire de l'Empire ottoman et plus tard, s'infiltrèrent sur le territoire de l'Azerbaïdjan contemporain. Dans certaines éditions israéliennes, l'Azerbaïdjan est parfois nommé comme un « refuge pour la communauté juive ».

---

<sup>807</sup> Pour plus d'information, sur l'implication des États-Unis dans la région Caucasienne voir les ouvrages de SVANTE Cornell. *Op. cit.*, p. 357-382 ; ZHILTSOV S.S., ZONN I.S., USHKOV A.M. *Geopolitika Kaspijskogo regiona*, (La géopolitique de la région caspienne), Moscou, « M.O. », 2003, p. 201-268 et CHUFRIN Genadiy. *The security of the Caspian sea region*, Sipry, « Oxword University Press », 2001, p. 136-151.

<sup>808</sup> NESIBLI Nesib. « Azerbaijan's geopolitics and oil pipeline issue », *Turkish journal of International Affairs*, « Perceptions », №4, Vol. IV, december 1999-february 2000, <http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/01/NASIB-NASSIBLI.pdf>



Sur le territoire de l'Azerbaïdjan contemporain vivent trois communautés juives : les juifs montagnards, les juifs ashkénazes et les juifs géorgiens. Parmi elles, la plus importante en nombre est celle des juifs montagnards, dont le village « Sloboda rouge » à Quba situé à deux cents kilomètres de Bakou, compte presque vingt mille juifs disposant de trois synagogues et de plusieurs centres culturels et d'enseignement pour des juifs locaux.

L'afflux migratoire des juifs ashkénazes à Bakou augmenta après les « pogroms » de Chisinau (1903) et de Kiev (1904), et on y dénombrait en 1913, le nombre total de 9 689 personnes, soit 4,5 % de la population de la ville. Parmi les nouveaux arrivés figuraient de nombreux entrepreneurs spécialisés dans l'industrie pétrolière. Parallèlement, les juifs participaient aussi activement à la vie politique de l'Azerbaïdjan en tant que membres de mouvements sionistes, etc.<sup>809</sup> Après la proclamation de la première République démocratique de l'Azerbaïdjan le 28 mai 1918, certains fonctionnaires du nouveau gouvernement étaient d'origine juive, comme K. Lisgar, ministre de l'Alimentation, R. Kaplan, ministre des Affaires religieuses, E. Ghindes, ministre de la Santé, et M. Abezghauz, adjoint du ministre des Finances. L'activiste du mouvement sioniste A. Bushman était, quant à lui, membre du Parlement national. Trois éditions juives étaient diffusées en Azerbaïdjan en langue russe : « Messenger juif caucasien », « Palestine » et « Jeunesse du Sion ».

Dans les années 1920, plusieurs publications juives en langue « tat » (dialecte persique) ainsi que le journal édité à Bakou « Tobushi sabahi » (L'aube) virent le jour. Cependant, vers 1922, l'activité sioniste sera réprimée par le pouvoir soviétique et la majorité des juifs montagnards seront soumis à la collectivisation et devront participer à la création de plusieurs « kolkhozes », dont l'occupation principale fut la viticulture. Cette même année, le premier journal soviétique « Korzoh » (L'ouvrier) verra le jour, mais, suite à des campagnes antireligieuses et antisémites se répandant sur la période allant de 1948 à 1953, l'enseignement dans les écoles en langue « tat » et le journal seront interdits. En 1959, le nombre total de juifs vivant en Azerbaïdjan était de 29 716 personnes, dont les 13 000 juifs montagnards<sup>810</sup> constituaient une partie de l'élite intellectuelle et technocratique du pays.

---

<sup>809</sup> MURINSON Alexander. « Azerbajdzhan-Evrejskie otnoshenija : Realpolitik, ukorenennaja v istoriju » (Les relations azerbaïdjanaises-juives : realpolitik, ancrée dans l'histoire), *Kavkaz i Central'naja Azija*, Vol. II, №2, 2008, p. 181-186, [http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-2/15.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-2/15.shtml)

<sup>810</sup> GUSEINOV Rashad. « Azerbajdzhan-Izrail' : osnovnye tendencii razvitija dvustoronnikh otnoshenij » (Azerbaïdjan-Israël : les tendances de développement des relations bilatérales), *Kavkaz & Globalizacija*, 2008, p. 46-51, [http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-1/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-1/04.shtml)

La fin des années 1980 sera marquée par le départ massif des juifs de l'Azerbaïdjan. Entre 1989-2002, la plupart des juifs émigrèrent en Israël et une partie s'installa en Russie. Il est malheureusement très difficile de déterminer le nombre exact de juifs habitant actuellement en Azerbaïdjan, compte tenu du fait que l'appartenance nationale est déterminée à travers la lignée maternelle ce qui complique le calcul. L'ambassade d'Israël en Azerbaïdjan dispose seulement de données approximatives pour l'année 1999, qui attestent la résidence de quarante mille juifs sur le sol azerbaïdjanais.<sup>811</sup>

L'époque de la « perestroïka » favorisa la création des organisations juives (le club pour la jeunesse « Alef » et le centre culturel) à Bakou, suivie par la mise en place, dans les années 1990, de nombreux programmes initiés par : l'agence juive pour l'Israël « Sokhnut », le Comité américain des juifs « Joint », « Vaad lé-Atsala », la Fondation « Hessed-Hershon », le Centre culturel juif, le club pour la jeunesse « Hilel ». « Sokhnut » forma vingt-deux groupes de programmes éducatifs à Bakou et dans d'autres villes de l'Azerbaïdjan avec la minorité juive : à Soumgaït, Ganja, Quba, Oghuz, etc. Quatre journaux et bulletins d'information mensuels paraissaient à Bakou : « Notre Israël » (publication du centre culturel juif auprès de l'ambassade d'Israël en Azerbaïdjan), « Or-Shelianu » (publication du centre culturel juif « Joint »), « La tour » (publication du club pour la jeunesse « Hilel ») et « Hessed Hershon ».<sup>812</sup>

Dans cette même période, Israël sera l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan. En décembre 1991, les deux pays concluront un accord de coopération dans le domaine de l'aviation civile qui sera suivi, le 7 avril 1992, par l'ouverture de l'ambassade d'Israël à Bakou,

De 1992 à 1995, la coopération israélo-azerbaïdjanaise porta un caractère plutôt équilibré et informel, puisque les deux pays se trouvaient dans un « vide diplomatique ». Durant la guerre du Haut Karabakh (1991-1993), l'Azerbaïdjan se retrouva isolé diplomatiquement de l'Occident et chercha à établir de nouvelles alliances pour contrebalancer les pressions politiques et militaires exercées par la Russie et l'Iran. À ce moment, Tel-Aviv lui proposa son « know how » militaire et un soutien diplomatique modéré car, entretenant de bonnes relations avec l'Iran, qui influençait largement la situation politique interne de l'Azerbaïdjan, elle ne pouvait pas se permettre d'élargir cette coopération entre leurs deux pays.

---

<sup>811</sup> La différence de base de données entre l'information officielle et celle des responsables des communautés religieuses confirme le nombre actuel des juifs en Azerbaïdjan à environ seize mille personnes.

<sup>812</sup> GUSEINOV Rashad. *Art.cit.*, p. 46-51, [http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-1/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-1/04.shtml)

Initialement, les relations officielles bilatérales se limitaient à une coopération dans le domaine agricole, car les entreprises privées israéliennes participaient activement aux projets agricoles azerbaïdjanais financés par l'USAID (United States Agency for International Development). À partir de 1995, les relations bilatérales s'élargiront et changeront de caractère. En 1995, lors de sa rencontre avec le Premier ministre Yitzak Rabin, H. Aliyev invita Israël à soutenir l'Azerbaïdjan afin de changer l'attitude des États-Unis envers son pays. En même temps, le président azerbaïdjanais proposa à Y. Rabin de coopérer dans le domaine de l'armement avec la possibilité de créer une alliance militaire stratégique entre l'Azerbaïdjan et Israël.<sup>813</sup> L'évolution des relations entre les deux pays sera déterminée à travers des considérations politique, économique et militaire.

## 2. Coopération politique dans la période post-soviétique

Le début d'une large coopération politique de l'Azerbaïdjan avec Israël correspondra avec la visite officielle à Bakou, en 1998, du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, suivie par la visite d'une délégation du ministère des Affaires étrangères d'Israël conduite par Shimon Stein. Mais, afin de ne pas irriter l'Iran, ces relations entre les deux pays ne furent pas diffusées dans les médias. Le gouvernement iranien déclara cependant à plusieurs reprises que l'Azerbaïdjan encourait un risque en développant des relations étroites avec Israël, l'ennemi maudit du monde islamique.<sup>814</sup>

Une autre direction importante de leur coopération fut le lobbying des intérêts azerbaïdjanais par la diaspora juive. Selon Alexander Murinson, un chercheur indépendant de l'Université de Londres, quelque temps après les négociations de H. Aliyev avec le Premier ministre israélien, la diaspora juive s'associa activement au lobbying des intérêts de l'Azerbaïdjan aux États-Unis, les organisations les plus représentatives étant les suivantes : Institut Juif des Affaires Stratégiques Nationales (JINSA), Institut de Washington de la politique en Proche-Orient (WINEP), Comité d'Affaires Publiques Americano-Juives, (AIPAC) B'nai B'rith (BB), Comité Americano-Juif (AJC), et quelques autres.<sup>815</sup> Mais, les efforts infructueux entrepris par le lobby juif américain afin d'annuler l'article 907 de l'amendement de l'acte sur

---

<sup>813</sup> MURINSON Alexander. *Turkey's entente with Israel and Azerbaijan : state identity and security in the Middle East and Caucasus. Op. cit.*, p. 65.

<sup>814</sup> Bakou, n'ayant aucune envie d'irriter le monde islamique représentée par l'Arabie saoudite, le Koweït, les Émirats arabes, qui ont largement investi dans l'économie de l'Azerbaïdjan (le volume des crédits constitue quarante-cinq millions de dollars), a décidé de ne pas ouvrir son ambassade à Tel-Aviv. VELIEV Anar. « Treugol'nik Izrail'-Turcija-Azerbajdzhan : real'nost' i perspektivy » (Le triangle Israël-Turquie-Azerbaïdjan : réalités et perspectives), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №8, 2000, [http://www.ca-c.org/journal/2000/journal\\_rus/cac08\\_2000/11.veliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2000/journal_rus/cac08_2000/11.veliev.shtml).

<sup>815</sup> MURINSON Alexander. *Op. cit.*, p. 65.

« la protection de la liberté » adopté en 1992 et interdisant à l'Azerbaïdjan de bénéficier d'une quelconque aide humanitaire de la part des États-Unis, affaiblirent la confiance que lui avait accordé le gouvernement de H. Aliyev, qui choisit de poursuivre sur un terrain plus économique l'évolution de sa coopération avec Israël.

### 3. L'aspect économique

Dans le domaine économique, de nombreux contrats entre les entrepreneurs azerbaïdjanais et israéliens furent signés, mais sans déclaration officielle pour ne pas fragiliser les liens professionnels que, de part et d'autre, ces hommes d'affaires entretenaient déjà entre eux. Des investissements israéliens importants en Azerbaïdjan seront développés dans les domaines de l'utilisation de l'eau, de la connexion mobile et de l'agriculture, pour un montant total de un milliard et six cent quarante millions de dollars, etc. Par exemple, dans le seul domaine de l'agriculture de la République d'Azerbaïdjan, les investissements israéliens représentent environ dix millions de dollars. En outre, les compagnies israéliennes sont présentes dans le secteur énergétique azerbaïdjanais et ont créé un laboratoire pour effectuer une analyse industrielle du gaz au terminal de Sangacal, situé non loin de Bakou. En juillet 2004, Israël a également pris une décision importante en vue de développer davantage de relations commerciales entre les deux pays : l'exemption de l'obtention d'une licence pour importer des marchandises en Israël, notamment dans le secteur des produits pétroliers.<sup>816</sup>

En revanche, Israël exporte vers l'Azerbaïdjan de l'équipement de télécommunication. Ainsi, la compagnie de téléphonie mobile Bakcell qui est présente depuis quelques années sur le marché azerbaïdjanais y investit pour un montant d'environ soixante millions de dollars. Parmi les autres compagnies israéliennes présentes en Azerbaïdjan, nous pouvons aussi citer Merhav, Magal, Bateman Litwin, etc. Par ailleurs, la situation géographique d'Israël rendant difficile son approvisionnement en ressources énergétiques, son approvisionnement en pétrole provenant des pays arabes était quasiment impossible depuis l'embargo qu'ils avaient décidé d'exercer contre l'État israélien, et l'achat par le biais d'États-tiers était bien trop coûteux. Pour cette raison, le lobby israélien soutenait vivement la construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan, qui permettait d'approvisionner son pays sans avoir à tenir compte de la situation politique et économique turbulente dans la région du Proche-Orient.

---

<sup>816</sup> GUSEINOV Rashad. *Art.cit.*, p. 46-51, [http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-1/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-1/04.shtml)

Un autre projet, véhiculé depuis longtemps par Iossif Mayman, le président de la compagnie israélienne Merhav, fut celui de la mise en œuvre du gazoduc transcaspéen (partant du Turkménistan en passant sous la mer Caspienne, puis à travers l'Azerbaïdjan et la Géorgie avant d'arriver en Turquie) dont l'élaboration, estimée à un montant de trois milliards de dollars avec financement d'un tiers par l'Eximbank américain, sera présentée au président H. Aliyev en février 1999. Selon I. Mayman, le projet sera approuvé par les présidents du Turkménistan et de la Géorgie, ainsi que par les gouvernements turc et américain, et aura une importance majeure pour l'Azerbaïdjan non seulement en tant que pays de transit, mais également en tant qu'exportateur potentiel de gaz.<sup>817</sup>

#### 4. L'aspect militaire

Il est enfin important de noter la coopération entre Israël et l'Azerbaïdjan dans le domaine militaire qui se renforcera après la visite de B. Netanyahou à Bakou en 1997. Selon l'accord qui avait été conclu à cette époque entre les deux partenaires, les forces spéciales israéliennes devaient organiser des entraînements pour les représentants des services spéciaux, de renseignement et de sécurité accompagnant le président azerbaïdjanais lors de ses déplacements à l'étranger.<sup>818</sup> Par ailleurs, les compagnies israéliennes d'armement apportèrent leur contribution pour installer au sein de l'aéroport international de Bakou, un équipement spécial destiné à assurer et à renforcer les conditions de sécurité.<sup>819</sup>

Les relations entre les deux pays montèrent d'un cran en 1999, avec les rumeurs d'une éventuelle alliance Israël-Turquie-Azerbaïdjan, sous l'égide des États-Unis. L'idée d'une telle alliance était née après la visite du ministre de la Défense d'Israël, le général Efraïm Sney en décembre 1998.<sup>820</sup> Pendant sa visite, le général rencontra le président H. Aliyev, les membres du Parlement et d'autres personnalités officielles, en dépit d'un résultat plutôt négatif. Finalement, aucune alliance militaire entre l'Azerbaïdjan et l'Israël ne sera signée.

---

<sup>817</sup> VELIYEV Anar. *Art.cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2000/journal\\_rus/cac08\\_2000/11.veliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2000/journal_rus/cac08_2000/11.veliev.shtml) ; voir également l'article de MURINSON Alexander. « Azerbaijan-Turkey-Israel relations : the energy factor », *Middle East Review of International Affairs (MERIA)*, Vol. XII, №3, september 2008, p. 47-64.

<sup>818</sup> CAGAPTAY Soner, MURINSON Alexander. « Good relations between Azerbaijan and Israel : a model for other muslim states in Eurasia? », *Policy Watch*, №982, 30 march 2005, <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/good-relations-between-azerbaijan-and-israel-a-model-for-other-muslim-state>

<sup>819</sup> MURINSON Alexander. *Op.cit.*, p. 20.

<sup>820</sup> Il fut également le membre du groupe d'amitié interparlementaire azerbaïdjanais – américain – israélien, institué à l'initiative du fils du président Ilham Aliyev lors de sa visite aux États-Unis en 1998.

## 5. Création d'un nouvel axe géopolitique de l'Est-Ouest (Relations entre l'Azerbaïdjan et l'Israël via la Turquie)

L'une des directions de la coopération militaire entre l'Azerbaïdjan et Israël fut l'établissement de l'axe stratégique Bakou-Ankara-Tel-Aviv. L'Azerbaïdjan tenta d'instaurer cet axe à l'aide de la Turquie et d'Israël. Le politologue Dzhannatkhan Eyvazov définit la politique de sécurité de l'Azerbaïdjan dans le cadre de l'axe stratégique Azerbaïdjan-Turquie-Israël de la manière suivante :

En premier lieu, l'une des menaces à la sécurité nationale de l'Azerbaïdjan et d'Israël est l'Iran dont ils sont intéressés à affaiblir le régime fondamentaliste radical (Iran). La coopération militaire entre la Russie (qui transmet à l'Iran des technologies nucléaires civiles) et l'Iran générerait une menace permanente non seulement pour Israël (l'Iran menaçait de détruire l'État sioniste), mais aussi pour la région entière.

En deuxième lieu, l'équilibre militaire existant en ce temps-là dans la région caucasienne n'était pas en faveur de l'Azerbaïdjan. Sans moyen financier nécessaire pour bien équiper son armée nationale et n'ayant aucune garantie d'une alliance stratégique quelconque avec l'une des grandes puissances régionales, l'Azerbaïdjan est apparu assez vulnérable du point de vue de la sécurité nationale. En plus, il a signé le Traité sur les forces conventionnelles en Europe, ce qui ne lui autorisait pas de se doter de l'armement nécessaire.<sup>821</sup>

En troisième lieu, tant que le conflit du Haut Karabakh n'est pas réglé, l'Arménie constituera la menace principale pour la sécurité nationale de l'Azerbaïdjan. Dans ce but, l'industrie de défense moderne d'Israël pourrait améliorer l'équipement militaire obsolète de l'Azerbaïdjan (la plupart de l'armement de la République était composé par les chars soviétiques T55 des années 1970) par un équipement plus performant et moderne, des munitions, des systèmes électroniques, etc.

En quatrième lieu, Israël est l'allié stratégique de la Turquie dans la région.<sup>822</sup> Ils coopèrent activement dans le domaine militaire à partir de 1996. La participation d'Israël renforça le

---

<sup>821</sup> Selon l'accord, l'armement de l'Azerbaïdjan ne devait pas dépasser 220 chars, 220 voitures blindées, 285 unités d'artillerie, 10 avions de combat, 50 hélicoptères, etc. C'est vrai qu'à partir de 2006, avec les revenus pétroliers, le gouvernement achète de l'armement et les restrictions ne sont plus respectées aujourd'hui. L'Azerbaïdjan achète également une grande quantité d'armement en Russie, l'Ukraine, la Biélorussie. L'Israël, à son tour, s'occupe de l'approvisionnement de l'équipement technique ainsi que de la livraison de « drones » militaires au prix de 1,6 milliard de dollars.

<sup>822</sup> Voir également SHAKED Eli. « Concluding remarks on Turkish-Israeli relations », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°28, juin-décembre 1999, p. 181-183 ; TCHERTOK Shimon. « Spasenie prishlo iz Turcii » (Le secours est venu de la Turquie), article paru dans le quotidien russe

secteur militaro-politique de l'axe Azerbaïdjan-Turquie-Israël. Cette union pouvait amener à un rapprochement ultérieur avec les États-Unis dans la région et contribuer à la résolution de la plupart des conflits du Proche-Orient.

En cinquième lieu, à la coopération militaire entre l'Azerbaïdjan et l'Israël il faudrait rajouter le facteur d'un rapprochement économique surtout dans le domaine énergétique et technique. Vers 2002, le volume total du commerce entre les deux pays représentait 160 millions de dollars. 7,11 % du volume total des exportations annuelles de l'Azerbaïdjan constituaient, pour 2002, la part d'Israël (troisième importateur des produits azerbaïdjanais après l'Italie et la France).<sup>823</sup>

---

*Novoe russkoe slovo*, publié à *Vyshka*, Bakou, 18 octobre 1992 ; KAYA Erdem. « Türkiye-İsrail ilişkilerinde yeni dönem » (Nouvelle étape dans les relations turco-Israéliennes), *Journal of Turkish foreign Policy*, 2009, p. 93-114 ; GÜVENDIREN Ekrem. « Turkish-Israeli relations », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №28, june-december 1999, p. 178-179 ; BOZDAGLIOGLU Yücel. *Turkish foreign policy and turkish identity: a constructivist approach*, New-York&London, « Routledge », 2003, p. 148-149 ; NABIOGLU Ibragim. « Turcija-Izrail' : voennoe sotrudnichestvo prodolzhaetsja » (Turquie-Israël : la coopération militaire se poursuit), *Zerkalo*, 14 juin 1997 ; BURRIS A. Gregory. « Turkey-Israel : speed bumps », *Journal of Middle East Quarterly*, Fall, 2003, p. 67-80, <http://www.meforum.org/569/turkey-israel-speed-bumps> ; RUBIN Barry. « Turkey-Israel relations », *Middle East Review of International Affairs (MERIA)*, Issue №7, july 1997 ; SAFRONOV Rustam. *Art. cit.*, p. 20-21, [http://www.ca-c.org/journal/cac-01-1998/st\\_04\\_safron.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-01-1998/st_04_safron.shtml)

<sup>823</sup> EYVAZOV Dzhannatkhan. *Op. cit.*, p. 254-257.

**Partie IV : L'intensification des relations  
institutionnelles et commerciales entre les deux pays**



Dans la quatrième et dernière partie de notre thèse, nous avons analysé les relations économiques bilatérales qui se sont développées entre l'Azerbaïdjan et la Turquie à la suite de l'effondrement de l'URSS. Pour cette analyse, il nous a semblé important de préciser que nous avons choisi d'utiliser une approche préférentiellement institutionnelle et commerciale que purement économique (notre étude ne s'appuie pas sur une théorie économique en tant que telle) et que les domaines de coopération sur lesquels nous avons porté une attention plus particulière, ont été situés dans le contexte des relations économiques plus globales de chacun des deux pays. Quelques données statistiques viennent compléter notre analyse même si, compte tenu de leurs sources, elles doivent être interprétées avec une certaine prudence.

Dans cette partie, nous avons également fait une place à quelques autres domaines de coopération qui, comme la coopération militaire, les médias et le développement d'entreprises contribuent au renforcement mutuel de leurs coopérations, ainsi qu'à la présentation de l'Azerbaïdjan dans les organisations économiques régionales d'intégration sous l'égide de la Turquie.

# Chapitre 1 : La coopération institutionnelle

## *Section 1 : L'influence religieuse de la Turquie et la guerre de l'alphabet en Azerbaïdjan*

### **A. L'affrontement entre les représentants des courants religieux turcs et iraniens : les « Nursistes » remportent la victoire**

#### 1. L'Islam en Azerbaïdjan

L'histoire de l'islam en Azerbaïdjan remonte au VII<sup>e</sup> siècle, quand la région fut conquise par les Arabes. Au XI<sup>e</sup> siècle, après l'invasion de ses terres par des tribus nomades Seldjoukides de l'Asie centrale, la composition ethnique changea avec la progression de l'islam sunnite. Cinq siècles plus tard, soutenus par les Seldjoukides, les sunnites furent vaincus par la dynastie des Séfévides d'origine turque et pratiquant l'islam chiite. Forcée d'accepter l'islam chiite, la population perdit sa foi et fut scindée en deux courants de l'islam, ce qui augmenta l'hostilité entre ces derniers. Ce sera seulement avec la conquête de la région par la Russie tsariste au XIX<sup>e</sup> siècle et la constitution d'une élite locale élevée dans la tradition laïque impériale, que la haine entre les chiites et les sunnites s'affaiblira en Azerbaïdjan,<sup>824</sup> cédant sa place à la formation d'un nouveau peuple laïc.<sup>825</sup>

Cherchant à contrôler plus étroitement le clergé et la population musulmane, la bureaucratie tsariste institua en 1823 à Tiflis, la capitale du gouverneur du Caucase, le poste de *cheik-ul islam* et plus tard, en 1872 furent créées séparément les directions du clergé de confessions chiite et sunnite, qui transformèrent les représentants des clergés en fonctionnaires publics. Par cette démarche, l'ensemble des normes de la loi islamique - la charia - fut pratiquement supprimée et le clergé fut placé sous le contrôle de la bureaucratie russe. Apparemment, le tsarisme russe atteignit son objectif de modeler un clergé obéissant, jouissant d'une certaine autorité auprès de la population locale, mais inapte à mener un rôle actif d'unificateur des masses dans leur lutte anticoloniale.<sup>826</sup>

---

<sup>824</sup> Les chiites et les sunnites pouvaient à la fois rivaliser entre eux, soutenant respectivement l'Iran et la Turquie dans leurs guerres sur le territoire du Caucase du sud, et en même temps coexister pacifiquement, ce qui favorisa la création d'une tradition musulmane chiite-sunnite de « l'œcuménisme » en Azerbaïdjan. En règle générale, les mosquées situées au nord de l'Azerbaïdjan ne se divisaient pas selon l'orientation religieuse, le même mullah pouvant s'entretenir avec les chiites aussi bien qu'avec les sunnites.

<sup>825</sup> GOYUSHOV Altay. « Islam in Azerbaijan : historical background », *Caucas Analytical Digest*, №44, 20 novembre 2012, p. 2.

<sup>826</sup> ABBASSOV Ali. « Islam v sovremennom Azerbajdzhanе : obrazy i realii » (L'islam en Azerbaïdjan contemporain : images et réalités), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossiya : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : les sociétés et les États). *Op. cit.*, p. 224.

Afin de maintenir son contrôle sur les territoires conquis, la bureaucratie tsariste chercha à recruter son « élite » au sein de la population locale en créant une catégorie de fonctionnaires publics fidèles aux autorités russes et à leurs instructions. Cette influence s'accrut encore davantage lors du choc pétrolier de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque Bakou se transforma en grand centre industriel et culturel dans la région caucasienne. Cependant, au fil du temps, en s'imprégnant des idées de liberté, la nouvelle « élite » milita pour l'obtention de droits égaux entre le peuple russe et ceux qui ont été conquis, ce qui ouvrira finalement aux revendications séparatistes.

Cette « élite » formée se considéra comme étant issue du peuple et s'identifiera d'abord, en grande majorité, par son attachement à la religion musulmane, puis par son appartenance ethnique.<sup>827</sup>

Influencée par le concept européen de nationalité, l'élite locale évolua vers un nationalisme azerbaïdjanais. Selon Mamed Amin Rassulzadeh, l'un des créateurs de la première République démocratique d'Azerbaïdjan en 1918, l'expérience historique prouva qu'il convenait de renforcer le processus d'éveil de la conscience nationale dans tous les pays musulmans puisque la source unique de tout progrès, y compris de l'indépendance nationale, était liée à l'existence de cette conscience nationale : « Qui suis-je ? ». Autrement dit, il considérait que les « panislamistes » avaient entravé l'éveil de la conscience nationale des peuples caucasiens.<sup>828</sup>

Après l'occupation de l'Azerbaïdjan par les bolcheviks, la religion connut des persécutions totales de la part de nouveau gouvernement sur place.<sup>829</sup> Entre 1928 et 1933, le nombre de mosquées chuta considérablement, passant de mille trois cent soixante-neuf (dont 969 chiites et 400 sunnites) à seulement dix-sept (dont 11 chiites, 2 sunnites et 4 ouvertes aux deux courants de l'islam).

En 1976, en Azerbaïdjan, seize mosquées et une madrasa (de l'arabe « école ») étaient enregistrées. Aujourd'hui, le nombre de mosquées est revenu à son niveau pré-soviétique. On en

---

<sup>827</sup> Après l'invasion russe au XIX<sup>e</sup> siècle, des mouvements de protestation se sont fait entendre au sein de la population locale en Azerbaïdjan pour remettre en cause le modèle d'enseignement russe. Un vivier intellectuel s'est formé qui a perduré jusqu'à 1930. Pour ces intellectuels azéris pré-soviétiques, le but n'était pas d'évincer l'Islam de la vie quotidienne des musulmans, mais plutôt de séparer la religion de la politique. Après l'instauration du système soviétique, les communistes éliminèrent cette *intelligentsia* formée avant la révolution pour la remplacer par de nouvelles élites déconnectées de la réalité du pays. BALCI Bayram, MOTIKA Raoul. *Religion et politique dans le Caucase postsoviétique*, Paris, « Maisonneuve et Larose », 2007, 368 p.

<sup>828</sup> ABBASSOV Ali. *Ibid.*, p. 225-226.

<sup>829</sup> Pour plus d'information sur l'état de la religion sous la gouvernance des soviétiques, se reporter à l'ouvrage de YAMAN Doç. Dr. Ali. *Türk dünyasında islam, sovyet ateizmi ve kültürel süreklilik* (Le monde islamique en Turquie, l'athéisme soviétique et le développement culturel), Ankara, « Elips Kitap », 2012, p. 208.

compte plus de mille trois cents ayant, comme chefs spirituels le Cheik-ul-islam Allahshukur Pashazadeh (de confession chiite, nommé à 1979) et son adjoint le mufti Salman Moussaïev (sunnite de confession, nommé en 1989). Ensemble, ils supervisent les mosquées et sont reconnus en tant qu'autorités religieuses par la majorité des Azerbaïdjanais vivant en Géorgie et au Daghestan.<sup>830</sup>

Les institutions de tutelle en Azerbaïdjan sont de deux ordres : la Direction des musulmans du Caucase (Qafqaz Musəlmanlar Idarəsi) et le Comité d'État aux Affaires religieuses (Dini qurumlarla iş üzrə Dövlət Qurumu). Ce dernier est de création récente et tire son existence d'un décret datant de juin 2001.<sup>831</sup> La Direction des musulmans du Caucase dirigée par le Cheikh-ul Islam (élu par le Conseil des Ghazi), contrôle l'activité des mosquées, la liturgie, les pèlerinages ou encore l'éducation islamique. Le Comité d'État aux Affaires religieuses est rattaché au Conseil des ministres. C'est ce Comité qui a la charge d'enregistrer les formations religieuses et de contrôler la transparence financière de leurs activités.

## 2. La situation actuelle

L'Islam, oublié et caché au fond des cœurs et des consciences des Azerbaïdjanais, regagnera sa place sur le devant de la scène politique en janvier 1990 lorsque l'armée soviétique pénétra dans Bakou. Comme le pouvoir central était paralysé et les leaders de l'opposition disséminés, la mosquée se chargea et organisa les funérailles des victimes de la tragédie, ce qui prouva l'efficacité des organisations religieuses dans la situation de chaos politique dans laquelle se trouvait la République. La protestation ferme du Cheikh ul-islam de « massacre organisé » le placera au rang de leader public et marquera le tournant de l'Islam officiel en Azerbaïdjan.

Après les événements de janvier 1990 la deuxième étape de la progression de l'Islam en Azerbaïdjan débutera avec l'engagement des dirigeants religieux dans les affaires publiques et la création, en novembre 1991<sup>832</sup> du Parti islamiste. Cet activisme politique attirera immédiatement l'attention des autorités, ce qui n'empêchera pas les leaders politiques de recourir aux grandes figures religieuses pour légitimer leur pouvoir. L'apparition d'une pareille force comportait une

---

<sup>830</sup> MOTIKA Raoul. « Islamskie seti v Azerbajdzhanе 90-kh godov » (Les réseaux islamiques en Azerbaïdjan dans les années 1990), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossiya : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, p. 248.

<sup>831</sup> CONSTANT Antoine. « L'État et fait religieux en Azerbaïdjan », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №38, juillet-décembre 2006, p. 151.

<sup>832</sup> Le chef du Parti islamiste de l'Azerbaïdjan (PIA) Hadji Vagif affirmait que le Parti réunissait des dizaines de milliers de personnes. Le PIA occupait une position radicale vis-à-vis des régimes existants en Azerbaïdjan, et le journal « Le monde d'Islam », vivement critiqua les présidents azerbaïdjanais, attaquant les juifs et le laïcisme en Turquie. ABBASSOV Ali. *Op. cit.*, p. 231.

double signification : a) d'ordre interne, émanant de la population elle-même et prenant la forme d'une quête identitaire et spirituelle, et d'une réappropriation des valeurs religieuses et morales longtemps refoulées. Cette nouvelle dynamique de définition d'une identité azérie passera désormais par la religion, même si les mosquées fleurissantes servent plus fréquemment de décors que de véritables lieux de culte ; b) d'ordre externe, initiée par les élites politiques post-soviétiques. Encore communistes dans leurs consciences, mais reconverties au nationalisme, elles s'appuient sur la religion pour imposer et légitimer leurs nouvelles politiques identitaires et nationales. Pour marquer une véritable rupture avec le régime soviétique, rendu responsable de tous les maux de la société, les dirigeants introduisent une « touche islamique » dans leur nouveau discours national.<sup>833</sup>

La troisième étape commencera par la définition de la place et du rôle de l'islam dans les circonstances de la période transitoire, lorsque les trois présidents qui s'étaient succédés à la tête du pouvoir, Aïaz Mutalibov, Aboufaz Eltchibey, puis Heydar Aliyev, chacun à leur tour, se déclarèrent croyants, ce qui amorça une nouvelle ère dans les relations entre l'islam et la société. Quelques temps plus tard, se déclarer athée en Azerbaïdjan aurait été aussi inconcevable que de se déclarer croyant au moment de l'ère soviétique.

Mutalibov prit conscience du rôle que pouvait jouer la religion dans le renforcement éventuel de son pouvoir et dans la possibilité de s'assurer le soutien populaire. Lors de son voyage en Iran, il visita la ville de Mashad et alla se recueillir sur la tombe du Prophète Rza, l'un des chefs spirituels iraniens, pour y poser une relique religieuse. Par la suite, lors de sa participation aux manifestations de la fête Novrouz, il rendit visite au chef spirituel de l'Azerbaïdjan Cheik ul-islam Allahshukur Pashazadeh à la mosquée Tezé Pir à Bakou.<sup>834</sup>

Eltchibey se considérait lui aussi comme adhérent aux idées religieuses, mais ne les avait jamais pratiquées dans sa vie quotidienne.

Contrairement à ses deux prédécesseurs, Aliyev maniait habilement la religion dans la politique intérieure et extérieure de la République. Son attitude vis-à-vis de la religion variait parallèlement au changement des orientations de sa politique extérieure. Dans un premier temps, il se tourna d'abord vers la Russie et l'Iran. À cette époque, Aliyev se reposa davantage sur la hiérarchie religieuse officielle. Concrètement, son attitude se traduisait par des gestes

---

<sup>833</sup> BALCI Bayram. « Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques occupa internes et influences extérieures », les Études de *CERI*, №138, octobre 2007, p. 8.

<sup>834</sup> MUTALIBOV Aïaz. *Karabah - chernyj sad : dokumental'noe povestvovanie* (Karabakh- le jardin noir : récit documentaire). *Op. cit.*, p. 185-186.

symboliques comme son pèlerinage à la Mecque, ses nombreuses visites de certains mausolées réhabilités qui revêtent une grande importance pour leurs fidèles, et sa participation régulière à des cérémonies religieuses. Selon Bayram Balci, cette « reconversion » des élites à l’Islam s’affirmait aussi dans le domaine de la politique étrangère, dans la mesure où celles-ci initiaient des politiques de rapprochement avec certaines organisations islamiques internationales comme, par exemple, l’Organisation de la conférence islamique ou la Ligue arabe. L’objectif de cette diplomatie islamique répondait au besoin de trouver des alliés dont l’appui pouvait s’avérer utile pour le règlement du conflit du Karabakh, mais également à la volonté des nouveaux dirigeants d’assurer une place honorable à l’Azerbaïdjan dans le monde musulman.<sup>835</sup>

Cependant, lors du changement d’orientation de sa politique étrangère vis-à-vis de l’Occident, à commencer par les États-Unis, le processus d’implication de la religion dans la vie de la société azerbaïdjanaise fut freiné par l’élimination de l’Islam de l’avant-scène politique du pays. Selon la nouvelle rédaction de la « Loi sur la liberté religieuse », les ecclésiastiques se virent interdits de se présenter aux élections législatives et le Parti islamiste resta sans enregistrement officiel auprès du ministère de la Justice, et son chef fut incarcéré. Ces mesures préventives du gouvernement de H. Aliyev eurent pour résultat que, parmi les organisations et communautés religieuses en Azerbaïdjan, deux cent seize (216) d’entre-elles furent enregistrées officiellement, alors que près de huit cent cinquante (850) d’entre-elles fonctionnaient sans enregistrement. En 1996, seulement cent vingt (120) communautés religieuses « survécurent » à ce « nettoyage » politique.

Conformément à l’article 18 de la Constitution, l’Azerbaïdjan est un État laïc,<sup>836</sup> où la religion est séparée de l’État. L’article stipule l’égalité de toutes les religions devant la loi et le caractère laïc des écoles étatiques. La liberté de confession des individus et des groupes est mentionnée dans l’article 37 de la Constitution.<sup>837</sup> Un sondage publié en mai 2005 a montré que 96.7 % des personnes interrogées disaient croire en Dieu et parmi elles, 93.3 % se considéraient de foi musulmane. Par comparaison, un sondage de même ordre mené en 1998 révélait que, seules 71 % des personnes se définissaient comme croyantes. De surcroît, 19.9 % des

---

<sup>835</sup> BALCI Bayram. « Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures ». *Op. cit.*, p. 8.

<sup>836</sup> Dans sa majorité, les Azerbaïdjanais sont plutôt superstitieux que croyants. Ils ne connaissent pas profondément l’histoire de l’Islam, le Coran, la charia, la différence entre les sunnites et les chiites. Pourtant ils croient, évidemment, en la providence de Dieu, et font appel à Allah dans toute situation difficile de la vie sociale. Assez souvent, ils se rendent à la mosquée exclusivement pour des services rituels liés, par exemple, à l’enterrement et la célébration religieuse de mariage.

<sup>837</sup> *Konstitucija Azerbajdzhanskoj Respubliki* (La Constitution de la République d’Azerbaïdjan). *Op. cit.*, p. 93-94 et MOTIKA Raoul. « Islamskie seti v Azerbajdzhane 90-kh godov » (Les réseaux islamiques en Azerbaïdjan dans les années 1990). *Op. cit.*, p. 249.

interviewés déclaraient à présent accomplir scrupuleusement les prescriptions de l'islam en 1998, contre seulement 11.5 % en 2005.<sup>838</sup>

### 3. L'école de « Nursistes » en Turquie

Avec le retour de l'islam dans son état d'avant l'ère soviétique, l'influence religieuse provenant des pays voisins, notamment l'Iran et la Turquie, s'intensifia. À côté d'eux, avec l'expansion de l'islam sunnite, d'autres pays arabes (Arabie saoudite, Qatar, etc.) ont également tenté de s'installer en Azerbaïdjan. Chaque pays essayait d'y occuper, d'une certaine façon, une position dominante. La position de l'Iran tenait en grande partie à la proximité de sa religion proclamée, l'islam chiite, tandis que la Turquie se basait surtout sur l'unité liée à ses affinités linguistique, culturelle et ethnique. Aussi, les Turcs réussirent-ils à prendre une place plus prépondérante que les Iraniens. Soixante-dix années d'athéisme soviétique laissèrent une trace profonde dans la mémoire des Azerbaïdjanais qui considéraient l'Iran, dans sa globalité, comme un pays au régime conservateur, tandis que la Turquie symbolisait, par opposition, le modernisme et l'europanisme avec ses écoles religieuses plus tolérantes et le niveau plus élevé de son enseignement. Les influences religieuses turques constituent ainsi le troisième courant de la recomposition de l'islam azerbaïdjanais.

Les premiers à s'intéresser à l'ex-URSS furent les disciples de Saïd Nursî (1876-1960)<sup>839</sup> organisés en plusieurs mouvements dits « nourdjou » et associés à différentes activités économiques, commerciales, éducatives et religieuses. Ces derniers ont, incontestablement, influencé l'islam azéri à plusieurs niveaux. Saïd Nursî apparaît comme le père fondateur d'une nouvelle confrérie, née dans les années 1920-1930 sous la République turque, et semblable dans son mode de pensée et de fonctionnement à la *nakshbandiya*, la *kubrawiyya* ou la *yesseviyya*, trois confréries mystiques musulmanes nées en Asie centrale entre le XIII<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècles.<sup>840</sup> Ne se présentant pas comme une confrérie, ce qui permet à Saïd Nursî d'échapper à la loi de

---

<sup>838</sup> CONSTANT Antoine. « L'État et fait religieux en Azerbaïdjan ». *Art. cit.*, p. 147.

<sup>839</sup> Saïd Nursî est né à Nurs, village à proximité de la ville de Bitlis (Turquie), d'où vient son surnom « Nursî ». Sa jeunesse coïncida avec la Première Guerre mondiale, la chute de l'Empire ottoman et la création de la République turque. Il participa à la guerre, fut emprisonné, passa deux années en Russie dans la région de Kostroma (1916-1918.), puis revint en Turquie en 1919. Après l'effondrement de l'Empire ottoman et l'arrivée au pouvoir de Kemal Atatürk, Saïd Nursî fut poursuivi en permanence par les nouvelles autorités pour sa propagande de l'Islam et passa vingt-trois années en tant qu'exilé dans les prisons. Ce fut pendant ce temps qu'il se mit à écrire son œuvre fondamentale « Rissalé-I Nur » (« Traité de la Lumière ») – les tafsîrs (de l'arabe « exégèse », « commentaire ») du Coran en 14 volumes, considérablement différents des interprétations classiques du « livre saint » des musulmans. YUNUSOV Arif. *Islamskaja palitra Azerbajdzhana* (La palette islamique de l'Azerbaïdjan), Bakou, Institut de la paix et de la Démocratie, 2012, p. 42.

<sup>840</sup> BALCI Bayram. « Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures ». *Op. cit.*, p. 13.

1925, le mouvement s'est particulièrement développé à partir de 1950, à la faveur du libéralisme en matière religieuse instauré par le Parti démocrate. Pour ses capacités intellectuelles exceptionnelles, Saïd Nursî reçut en 1946 le surnom honorifique de « Badiuzzaman » (de l'arabe « l'homme de son temps », « perfection/miracle de l'époque ») et à partir de ce moment-là ses adeptes l'appelèrent « Badiuzzaman Saïd Nursî ». Il décéda le 23 mars 1960 à Urfa, en Turquie.

Les études de Saïd Nursî furent reprises et développées par Fethullah Gülen<sup>841</sup> né à Erzurum (Turquie) en 1941 dans une famille issue du milieu des soufis de tarîqats *nakshbandia* et *qadiriya*. À l'âge de 20 ans, il fit la connaissance des disciples de Saïd Nursî et découvrit l'œuvre « Rissalé-i Nur », ce qui marqua un tournant dans sa vie. Autrement dit, Gülen ne fut pas l'élève de Saïd Nursî, ne le rencontrera jamais, et ne sera jamais perçu par la majorité de la population turque comme un vrai disciple de l'école des Nursistes ou *nurdjou* (*nurçular* en turc). Mais, étant influencé par les doctrines des soufis et des « nursistes » Gülen réussira à les fusionner, en les raccordant aux tendances et défis modernes, en particulier dans les sphères religieuse et morale. Il donna naissance à une nouvelle mouvance philosophique religieuse, idéologiquement très proche des nursistes, mais ayant pour socle l'école des soufis. Grâce à son caractère charismatique, à ses sermons et à ses livres Gülen, acquit assez rapidement une certaine popularité dans la société turque, le nombre de ses adeptes dépassant celui des nursistes classiques et des autres courants religieux du pays. Il devint très vite un chef spirituel informel en Turquie et maintint cette popularité jusqu'à nos jours, en dépit de ses relations tendues avec le gouvernement.<sup>842</sup> Le *nurcu cemaat*, conduit par le Fethullah Gülen, était prêt à étendre leur mouvement vers les Républiques soviétiques musulmanes en misant sur leurs trois principaux atouts : l'éducation, la presse et le commerce. Par la rapidité de leur réaction, qui leur a permis d'être les premiers sur le terrain, et forts d'une large assise en Turquie même, les Nurcu ont joué

---

<sup>841</sup> Pour plus d'information, sur Fethullah Gülen voir <http://en.fgulen.com/>

<sup>842</sup> Cette idylle prend fin après le « coup d'État » larvé du 28 février 1997 qui marque le coup d'envoi, sur l'initiative du Conseil de sécurité nationale, de la lutte contre la réaction religieuse. Après l'élimination des sympathisants du *Refah* puis du *Fazilet Partisi*, ce sont les Fethullahci et leur chef qui sont en ligne de mire. En 1998, le Conseil présente un rapport sur Fethullah Gülen, insinuant que son but caché est d'instaurer un régime islamique. En 1999, une série de cassettes vidéo est diffusée sur les chaînes de télévision, comme preuve de sa stratégie d'entrisme dans l'appareil d'État, visant à en prendre le contrôle. Ses écoles sont alors taxées d'être des foyers de formation d'une élite opposée au régime et aux principes laïques de la République turque. Une enquête est ouverte contre lui par la cour de Sûreté de l'État. Installé aux États-Unis pour des raisons de santé, il est à présent « *persona non grata* » en Turquie. Cependant, combattu en Turquie, le groupe reste présent et solidement implanté à l'extérieur, notamment par le biais de son réseau éducatif. En Russie, la mouvance de Gülen est déclarée hors la loi, et la littérature publiée considérée radicale et extrémiste. Pour plus d'information, voir l'article de BOROGAN Irina. « « Nurdzhular » ili posledovateli Saïda Nursi » (Les « nursistes » où les partisans de Saïd Nursî), <http://studies.agentura.ru/to/nursi/>



un rôle important dans la stratégie d'implantation qui fait la force et la visibilité de la présence turque dans les pays de l'ex-URSS.<sup>843</sup>

La mouvance nourdjou a également participé à la réislamisation, non seulement de l'Azerbaïdjan, mais aussi de toute l'Asie centrale, du Caucase, des régions musulmanes de la Fédération de Russie et même des Balkans où elle est aussi active. En Azerbaïdjan comme ailleurs, le mouvement est surtout présent par ses activités éducatives. Selon leur région d'origine en Turquie, des hommes d'affaires ont créé des associations caritatives à partir desquelles ont été fondés des lycées privés, des centres de préparation aux concours universitaires et même des écoles primaires à travers tout le pays.<sup>844</sup>

Aussi, la mission que s'est octroyée la Turquie dans ce contexte géopolitique nouveau et mal connu du début des années 1990 était celle d'exporter un « modèle turc » d'islam modéré, pro-occidental et suffisamment matérialiste pour servir de support à une activité économique.

Pour preuve, dans les papeteries du Nil, à côté du rayon des livres scolaires turcs et anglais utilisés dans les lycées privés du groupe Çağ, on trouve un rayon de livres religieux et de cassettes, proposant les œuvres de Saïd Nursî avec leurs commentaires, les publications de Fethullah Gülen accompagné de *sohbet* (causerie) et de musique soufie, des récitations du Coran et une littérature religieuse plus généraliste.<sup>845</sup>

#### 4. Les « Nursistes » en Azerbaïdjan

Contrairement aux missionnaires iraniens, les Turcs ont travaillé en Azerbaïdjan dans des conditions favorables, car ils étaient perçus comme des confrères et avaient la sympathie des autorités et de la société azerbaïdjanaise. En outre, le courant sunnite de l'islam fut perçu en Azerbaïdjan, comme le mieux adapté au modèle laïc et fut répandu largement dans le pays.

Les acteurs de l'expansion religieuse de la Turquie peuvent être divisés en trois groupes : les représentants officiels de la Turquie, les adeptes des tariqâs et ceux des nourdjous.

---

<sup>843</sup> BESSON Frédérique-Jeanne. « L'action des *Fethullahci* en Azerbaïdjan », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №38, juillet-décembre 2006, p. 172.

<sup>844</sup> BALCI Bayram. « Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures ». *Op.cit.*, p. 13.

<sup>845</sup> BESSON Frédérique-Jeanne. *Art. cit.*, p. 176-177.

### a) Les représentants officiels de la Turquie

Au niveau interétatique, l'Azerbaïdjan coopérait avec le ministère turc pour les Affaires religieuses chargé de la propagande de l'islam turc à l'étranger. Cette institution gouvernementale intervenait principalement en dehors de ses frontières nationales, dans les domaines de la construction de mosquées et de la formation de cadres religieux. Par le biais de ce ministère, vingt-quatre (24) mosquées furent construites en Azerbaïdjan, et la Turquie accorda des bourses d'études aux étudiants azerbaïdjanais venant dans ses universités afin de pouvoir y étudier l'islam. En 1992, suite à l'accord signé entre le ministère de l'Éducation de l'Azerbaïdjan, et celui des Affaires religieuses de la Turquie, une Faculté de théologie renfermant en son sein un lycée turc fut créée dans l'Université de Bakou. Une autre école secondaire à enseignements religieux ouvrit ses portes au Nakhitchevan. Concomitamment, des enseignants turcs furent délégués dans d'autres localités de l'Azerbaïdjan comme dans la presqu'île d'Apchéron, au sud-est du pays, au nord, dans les régions de Goussar, Khaçmaz, Zakatala et Balaken et au centre, dans celles de Yevlakh, Saatli et Agdash.<sup>846</sup>

D'autres représentants officiels de la Turquie sont les *vakifs* (*fondations pieuses*) qui figurent parmi les rares institutions ottomanes ayant résisté aux secousses de la révolution kémaliste radicale. Actives dans les domaines aussi variés que l'enseignement, l'environnement, les droits de la femme, la propagation de la culture islamiste, mais fonctionnant parfois aussi en tant que caisses de retraite, formations de recherche, clubs sportifs, les *vakifs* turcs déploient également des activités destinées au développement des relations avec les « Turcs de l'extérieur ».<sup>847</sup>

À côté de nombreux ouvrages mettant en valeur les relations entre la Turquie et le reste des Turcs dans le monde, ces *vakifs* publient trois revues destinées à des publics divers : *Türk Dünyası Araştırmaları Dergisi* (Revue de recherche sur le monde turc), *Türk dünyası Tarihi Dergisi* (Revue d'histoire du monde turc) et, *Türk musikisi klasikleri Dergisi* (Revue des classiques de la musique turque). L'Institut de gestion à Bakou est un outil de formation permettant aux Azéris d'apprendre ce qu'est l'économie capitaliste. Ses activités sont accompagnées, en Turquie, par l'ouverture d'un magasin de produits azerbaïdjanais à Istanbul,

---

<sup>846</sup> YUNUSOV Arif. *İslamskaja palitra Azerbajdzhana* (La palette islamique de l'Azerbaïdjan). *Op. cit.*, p. 38 et CONSTANT Antoine. « L'État et fait religieux en Azerbaïdjan ». *Art. cit.*, p. 164.

<sup>847</sup> BILICI Faruk. « Acteurs du développement des relations entre la Turquie et le monde turc : les Vakifs », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №14, 1992, p. 17.

mais également par l'organisation de festivals de films turcs, sans compter l'ouverture d'une école de restauration turque dans les dépendances de la Mosquée Süleymaniye.<sup>848</sup>

## b) Les Tarîqas

En dehors de la coopération officielle entre les gouvernements azerbaïdjanais et turc pour répandre l'influence religieuse en Azerbaïdjan, le modèle turc d'islam trouva aussi ses partisans par l'intermédiaire de structures non gouvernementales, dont les prêcheurs du tarîqa *Nakshbandia* furent parmi les premiers à s'installer dans le pays. Cependant, les adeptes de ce tarîqa ont pu maintenir leurs traditions pendant la période du pouvoir soviétique, malgré les répressions et l'idéologie athéiste en vigueur à cette époque, et se sont répandus davantage dans les régions du nord-ouest de la République. L'influence de la doctrine de *Nakshbandia* en Azerbaïdjan provenait de la Turquie et du Daghestan (Russie), et parmi ses adeptes nous pouvons signaler les anciens présidents Turgut Özal et Abdullah Gül, l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan et quelques autres. Par ailleurs, le tarîqa se rependit largement dans le Caucase du nord et surtout au Daghestan, ce qui contribua à sa popularité dans le nord de l'Azerbaïdjan parmi les minorités nationales telles que les lezguiens, les avares et quelques autres.

Dans les années 1990, les positions défendues par *Nakshbandia* furent marquées par un coup d'arrêt, en raison de la répression qui sera exercée par le gouvernement de H. Aliyev, sur l'un des leurs, Ferman Demirkol, accusé de tentative de coup d'État, puis sur les autres membres de cette doctrine. Pour les autorités azerbaïdjanaises, le sort qu'il convenait de réserver à *Nakshbandia* apparaissait très compliqué, car, d'une part, ce tarîqa était très populaire parmi l'élite au pouvoir en Turquie et que, d'autre part, la majorité de ses partisans au nord-ouest du pays appartenaient aux minorités nationales, qui percevaient souvent les actions du gouvernement azerbaïdjanais contre *Nakshbandia* comme des violences à caractère ethnique.

Lors de la première moitié des années 1990, parallèlement à *Nakshbandia*, d'autres adeptes de tarîqas *Kadiriya* et *Mavlavia* firent leur apparition en Azerbaïdjan sur lesquels nous ne possédons que très peu d'information. La source principale de diffusion de ces doctrines plus ciblées reposait sur les associations des étudiants turcs à Bakou, qui, en 1993, fondèrent « L'union des étudiants musulmans en Azerbaïdjan ». Formellement, ses objectifs étaient assez inoffensifs : aider les étudiants poursuivant leurs études en Azerbaïdjan, et élargir « la vision

---

<sup>848</sup> BILICI Faruk. « Acteurs du développement des relations entre la Turquie et le monde turc : les Vakifs », *Art. cit.*, p. 22-23.

globale des étudiants sur les plans spirituel et moral ». <sup>849</sup> Mais à la fin de leurs études, les étudiants retournèrent en Turquie et, en 1997, le ministère de la Justice annula l'enregistrement de ces organisations.

### c) Les « Nursistes »

C'est l'école des nursistes conduite par Fethullah Gülen qui occupa la place centrale parmi les tarîqas. <sup>850</sup> Sa communauté religieuse détenait en Turquie 88 fondations, 20 sociétés, 128 lycées privés, 218 entreprises, ainsi que 17 organes de presse, une chaîne de télévision, deux stations de radio, une banque et une agence d'assurance. Au début des années 1990, F. Gülen fonda « Asia Finance bank » ayant un capital initial de cent vingt-cinq (125) millions de dollars pour investir dans divers projets dans les Républiques turcophones. Grâce à son investissement, plus de 80 écoles et 4 universités furent construites et mises en œuvre en Azerbaïdjan et en Asie centrale. L'un des analystes turcs, Şahin Alpay, considère que les diplômés de ces institutions occupaient en général des fonctions importantes dans la vie publique et politique des Républiques turcophones. <sup>851</sup> Même si leur but était « d'islamiser la pensée nationaliste turque », ils n'étaient pas enregistrés comme formation religieuse auprès du Comité pour les Affaires religieuses, mais auprès du ministère de l'Éducation.

En Azerbaïdjan, les nursistes eurent à leur disposition des structures financières et économiques pour propager leurs idées, leurs domaines d'activité se concentrant dans le commerce (réseau de magasins), les médias et l'enseignement ([Schéma №2](#)).

#### *Le quotidien Zaman*

Les moyens financiers dégagés grâce à ces activités leur ont permis d'ouvrir, dans chaque capitale, une édition en langue locale du quotidien *Zaman*. Le siège de sa rédaction servant à la fois de bureau de représentation et d'agence de presse qui répercute en Turquie l'actualité marquante du pays, *Zaman* était le quotidien turc le mieux informé sur l'Asie centrale et le

---

<sup>849</sup> YUNUSOV Arif. *Islamskaja palitra Azerbajdzhana* (La palette islamique de l'Azerbaïdjan). *Op. cit.*, p. 39-40.

<sup>850</sup> En Turquie, les « gauches » considéraient l'idéologie de Nursî comme un projet anglais ; aujourd'hui on le considère comme un projet américain, et les nursistes comme étant des agents de la CIA (Central Investigation Agency). Les nationalistes, les adeptes d'Atatürk et de la communauté laïque accusent régulièrement Gülen et les Nursistes de tentative de renverser le régime politique existant dans le pays et d'instaurer l'administration islamique basée sur la charia. En dehors des frontières de la Turquie, ils sont considérés comme des extrémistes, liés à « Hezbollah », ou à « Al-Qaïda ». Les islamistes, à leur tour, classent les Nursistes comme une secte dangereuse, dont les adeptes estropient le vrai islam et font de la propagande pour des visions nationalistes panturquistes.

<sup>851</sup> À propos des pionniers de la mouvance de Gülen, ainsi que le film documentaire sur leur travail effectué en Azerbaïdjan, voir l'article « Azərbaycanca nurçuları ilk dəfə Həsən Həsənov yerləşdirib » (Hassan Hassanov, alors le Premier ministre de l'Azerbaïdjan, contribua à l'établissement des nursistes en Azerbaïdjan), <http://virtualaz.org/bugun/21953>

Caucase. Lorsqu'en 1992, le journal ouvre son antenne à Bakou, l'Azerbaïdjan subit de plein fouet « la crise du papier » due à la désorganisation de ses échanges avec la Russie. Cette crise avait interrompu presque toutes ses activités d'édition et condamnait les journaux locaux à ne paraître qu'aléatoirement et sur du papier de mauvaise qualité. Installé, comme de nombreuses autres maisons d'édition, dans le bâtiment « Azərbaycan Nəşriyyatı » (maison d'édition nationale), Zaman était mieux doté que ses voisins en matériel de haute technologie. Imprimé sur du papier de bonne qualité, avec une première de couverture en couleur, et rédigé par des journalistes professionnels, Zaman bénéficiait par contraste d'une bonne image de marque.<sup>852</sup>

Publié initialement en alphabet cyrillique et des titres en alphabet latin, Zaman s'est conformé à la loi sur la presse et paraît entièrement en alphabet latin. Le journal contient également des revues de la presse turque. Il se fait régulièrement l'écho de la vie dans les lycées privés turcs.

Les endroits où l'on peut acheter, le journal Zaman, se trouvent dans les papeteries de la firme « Nil », apparentées elles aussi aux nourdjous. Approvisionnées en matériel de bureau faisant défaut ailleurs, elles attirent une clientèle importante. Parmi les autres PME faisant partie du groupe, on peut citer la firme « Ülker », qui exporte des biscuits et des produits chocolatés, largement diffusés dans les commerces de l'ensemble du pays, la firme « Istikbal » spécialisée dans la vente de meubles, le réseau de magasin d'horlogerie « Romanson », etc. Mais l'activité la plus remarquable est celle de la société Çağ, qui gère le réseau des écoles et des lycées privés.

Pour la promotion de leur influence en Azerbaïdjan, les « nursistes » agissent aussi par la diffusion des programmes télévisés sur la chaîne STV et la radio « Burç-FM », et s'appuient sur les compagnies « Çağ Öyretim » et « Feza ». « Çağ Öyretim » est à la base de la construction de onze établissements d'enseignement et « Feza » en a trois autres à son actif. Parmi les établissements construits figurent l'université et l'école secondaire « Qafqaz », ainsi que les lycées privés implantés dans la capitale et dans d'autres villes comme Agdash, Minghatchevir, Quba, Lenkoran, Sheki, Nakhitchevan, Ordubad (lycée privé pour les jeunes filles), Sharur et deux lycées à Soumgaït.

#### *Le réseau d'écoles*

Les établissements scolaires appartenant au groupe « Çağ » sont, non pas seulement situés dans la capitale (deux lycées et une université), mais aussi dans d'autres villes azerbaïdjanaises

---

<sup>852</sup> BESSON Frédérique-Jeanne. *Art. cit.*, p. 174-175.

comme Gandja, Lenkoran, Sheki, Quba, etc. Ils instituèrent des cours préparatoires « Araz » (fermé en 2014, étant accusé de maintenir des liaisons étroites avec les « Fetullahchi » dans le but d'effectuer un coup d'État en Azerbaïdjan), afin de faciliter le passage des élèves à l'université, utilisèrent de nouvelles méthodes d'enseignement et organisèrent le processus d'enseignement bilingue turc et anglais préparant des formations éducatives, ce qui leur garantissait un succès énorme auprès de la population locale (l'Université « Qafqaz » est l'un des établissements à forte qualité d'enseignement qui a ouvert ses portes à Bakou en 1995).

Globalement, la Turquie a financé la construction en Azerbaïdjan d'une université, de 15 écoles secondaires et de 11 lycées, ce qui reflétait l'intérêt porté au perfectionnement du système éducatif azerbaïdjanais, en vue de préparer les cadres compétents de demain.<sup>853</sup> Plus de cinq mille élèves et étudiants poursuivaient leurs études dans ces institutions de l'enseignement secondaire et supérieur. Dans les années 1999-2000, parmi 1259 (mille deux cent cinquante-neuf) étudiants étrangers, 1059 (mille cinquante-neuf), ou 84 %, étaient des citoyens turcs. Conformément à l'accord mutuel signé entre les deux pays, le nombre total des étudiants, enseignants, chercheurs et professeurs dans les établissements scolaires turcs dépassait les 6000 (six mille) personnes.<sup>854</sup>

Selon le témoignage de Vurğun Eyyubov, ancien président de la commission pour les questions humanitaires auprès du président Eltchibey pendant le gouvernement du Front populaire, 50 étudiants furent envoyés faire leurs études en Turquie où ils créèrent ultérieurement une association des étudiants azerbaïdjanais.<sup>855</sup>

Grâce à la Turquie, dès 1992, et contrairement à ce qui était en vigueur du temps l'ancien système soviétique, les examens pour l'admission aux universités, étaient basés sur des questionnaires à choix multiples (QCM). Ferman Demikrol, qui maintenait des relations étroites avec Firudin Djalilov l'adjoint du ministre de l'Éducation, soulignait dans son livre : « *La proposition d'un changement éventuel du système d'examens en Azerbaïdjan fut bien accueillie par le président Eltchibey, bien que ce n'était pas une chose facile. L'administration du ministère de l'Éducation s'opposait à la réforme, puisque ce nouveau système aurait pu bouleverser le schéma corrompu de la vieille nomenclature soviétique. Cette démarche du président favorisa les citoyens azerbaïdjanais venus des villages lointains d'obtenir le statut*

---

<sup>853</sup> « Fətullah Gülən : « Azərbaycan türk dünyasına açılan qapıdır » (Fethullah Gülen : l'Azerbaïdjan est la porte vers le monde turc), *Xalq*, 11 juin 1998.

<sup>854</sup> MESIMOV Ali. « Bağımsızlık yıllarında Azerbaycan-Türkiye ilişkileri » (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie après l'indépendance), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 281-282.

<sup>855</sup> De l'entrevue de Vurğun Eyyubov dans la revue « Büyük gelecek », Ankara, №3, novembre-décembre 1996.

*d'étudiant des plus prestigieuses universités de l'Azerbaïdjan, ce que n'était guère possible pendant l'époque soviétique* ». <sup>856</sup> Mise en place par Eltchibey, la réforme radicale dans le domaine de l'enseignement supérieur reste toujours d'actualité. Ni H. Aliyev ni son fils, le président en exercice actuel Ilham Aliyev, n'annulèrent le système d'examen, ce qui prouve la véritable victoire de la Turquie dans le domaine de l'éducation en Azerbaïdjan.

## 5. Perception de l'État

Malgré le changement de gouvernement en Azerbaïdjan, les « Nursistes » furent toujours en position de favoris auprès des présidents azerbaïdjanais. Lors de la présidence d'Eltchibey, ils furent autorisés à publier leur journal « Zaman », à ouvrir des lycées, leur chaîne télévisée « Samanyolu » (STV) et à fonder plusieurs entreprises et compagnies. Le changement ultérieur du pouvoir avec l'arrivée de Heydar Aliyev ne modifia guère cette situation. <sup>857</sup>

Les persécutions religieuses de l'époque soviétique orientèrent la population musulmane de la République vers les nombreux lieux de cultes qui, dans leur grande majorité, avaient des racines préislamiques. L'Azerbaïdjan choisit par conséquent de créer un dualisme religieux : à côté du clergé soumis au contrôle des autorités soviétiques allait fonctionner un islam « parallèle » ou « populaire ». <sup>858</sup> Cet islam populaire, troisième voie religieuse entre l'islam traditionnel et le soufisme, s'exprimait par un ensemble de croyances et de pratiques souvent issues du substrat chamanique. Son culte s'organisait autour de Lieux Saints caractérisés par la présence d'un arbre, d'une montagne, d'une pierre, d'une caverne ou d'un *mâzar* (tombeau), désignés du nom de « pîr », terme d'origine perse signifiant « tête », « vieux ». Crédités de vertus sacrées, curatives et bénéfiques, ils faisaient l'objet de pèlerinages attirant de plus en plus de visiteurs. C'est ce qui explique que les pîrs les plus récents, bâtis autour des tombeaux de personnages contemporains dont la biographie est connue, ont plus de succès que les anciens.

C'est à cet état d'esprit religieux de la population azerbaïdjanaise que le « nursisme » correspond le mieux. La biographie idéalisée de Saïd Nursî, avec ces capacités intellectuelles quasiment surnaturelles qui le rendait capable d'en remonter, dès son plus jeune âge, aux

---

<sup>856</sup> DEMÍRKOL Ferman. *Op. cit.*, p. 49-52.

<sup>857</sup> En fait, les « nursistes » fonctionnaient activement en Azerbaïdjan au cours de la première moitié des années 2000. Mais à partir de 2006, les persécutions des islamistes commencèrent, suite à la croissance de leur rôle dans la société. En plus, les relations froides entre les gouvernements azerbaïdjanais et turc se répercutèrent négativement sur les « nursistes » et leurs écoles. En 2014, avec la poursuite de la politique de « chasse aux sorcières » par le président Erdoğan pour réduire l'influence des « nursistes » en Turquie, le président Ilham Aliyev effectua la purge auprès de son appareil pour « se libérer » de plusieurs « collaborateurs » de ce courant religieux.

<sup>858</sup> YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikty i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles). *Op. cit.*, p. 110-111.

oulémas comme aux savants européens, mais aussi les persécutions dont il a été victime et l'exemplarité de son comportement constituent l'une de ces légendes modernes proches de celle de Mîr Mövsum,<sup>859</sup> qui touchent une corde sensible de la foi populaire.<sup>860</sup>

En somme, dans la mesure où leur légalisme affiché par rapport au pays d'accueil ne gênait pas la diplomatie turque - à la différence d'autres groupes plus perturbateurs, la présence en Azerbaïdjan des fethullahci, avec leur enseignement anglophone, leurs stages aux États-Unis, la visibilité de la présence commerciale turque assurée par leurs petites et moyennes entreprises, vont dans le sens d'une présentation de la Turquie en tant que « pont » entre l'Orient et l'Occident, message que sa politique étrangère aime à faire passer. Ils ont de plus un effet positif sur la structuration et le contrôle de la communauté turque.<sup>861</sup>

## **B. La réforme de l'alphabet : motivation politique et le passage du cyrillique au latin**

La langue azerbaïdjanaise a franchi, jusqu'à nos jours, plusieurs étapes de transformation. Durant le seul XX<sup>e</sup> siècle, l'alphabet changea à quatre reprises entraînant la dégradation de son langage comme élément essentiel de formation d'un peuple, voire d'une nation. Avec la conquête du califat arabe au VII<sup>e</sup> siècle, l'alphabet arabe s'implantera en Azerbaïdjan et demeurera le principal moyen d'écriture jusqu'en 1929. De 1929 à 1939, l'alphabet arabe sera remplacé par l'alphabet latin. À partir de 1939, introduit par Staline, l'alphabet cyrillique remplacera l'alphabet latin en devenant l'alphabet officiel de l'Azerbaïdjan soviétique. Avec l'accession à l'indépendance en 1991, l'alphabet latin deviendra l'alphabet officiel du pays qui, depuis, contient 32 lettres, dont 23 consonnes et 9 voyelles. Effectués tout au long de l'histoire du peuple azerbaïdjanais, ces changements furent accompagnés chaque fois par une nouvelle conjoncture politique dans la région. Mais avant d'analyser l'étape transitoire de la langue azerbaïdjanaise, subie au cours du XX<sup>e</sup> siècle, il nous paraît utile de nous arrêter sur les sources étymologiques de cette langue et sur les périodes franchies de son perfectionnement.

### **1. Le parcours historique sur les alphabets en Azerbaïdjan**

Le livre sacré du Zoroastrisme « Avesta » - le zoroastrisme était une religion monothéiste largement répandue sur le territoire de l'Asie centrale et de l'Iran - exista bien avant de l'arrivée

---

<sup>859</sup> Mir Mövsum (Ağa) est un saint apparu en pleine période soviétique (décédé en 1950). Il était une personne infirme physiquement (« il n'avait pas d'os » : un genre de myopathie, d'après son attitude sur les photos) mais apparemment douée d'une grande force spirituelle et auteur de multiples miracles, y compris en faveur de non-musulmans. La maison qu'il a occupée dans la vieille ville de Bakou et son tombeau situé à une quarantaine de kilomètres de la capitale constituent d'importants lieux de pèlerinage.

<sup>860</sup> BESSON Frédérique-Jeanne. *Art. cit.*, p. 180.

<sup>861</sup> BESSON Frédérique-Jeanne. *Ibid.*, p. 183.



de l'islam dans cette région, et était rédigé en langue « Pehlevi » (parthienne) des tribus venues d'Afghanistan qui conquièrent l'Iran et l'Azerbaïdjan au III<sup>e</sup> siècle. Au IV<sup>e</sup> siècle, l'alphabet albanais – à ne pas confondre avec la langue albanaise actuelle - était largement répandu sur le territoire de l'Azerbaïdjan du Nord, jusqu'au VII<sup>e</sup> siècle lorsque, sous la domination arabe, ces alphabets tombèrent dans l'oubli. De son côté, la langue arabe créa, d'une certaine façon, une version unique d'alphabet pour toutes les tribus turcophones peuplant la région.<sup>862</sup> Selon le Professeur Nizami Djafarov, des tribus « kiptchak » (appartenant aux tribus turcophones) habitaient en Azerbaïdjan depuis la grande migration des tribus nomades « Huns » vers l'Europe. Par la suite, les « kiptchak » se sont assimilés, entre le VIII<sup>ème</sup> et le IX<sup>ème</sup> siècle, avec les tribus « oghouz », migrant de l'Asie centrale vers l'Asie mineure. La ressemblance de leurs deux langues contribua à leur assimilation rapide,<sup>863</sup> qui, après l'institution de l'alphabet arabe comme une espèce de *lingua franca* (afin de diriger plus aisément l'espace commun), les prédisposa à lire et à écrire dans leur langue maternelle en caractères arabes.

## 2. Les tentatives des réformes de l'alphabet à la fin de XIX<sup>e</sup> siècle

Les propositions d'abandonner l'alphabet arabe au profit de l'alphabet latin ont été faites, au XIX<sup>ème</sup> siècle, par le savant azerbaïdjanais Mirza Fatali Akhoundov (1812-1878) qui attribuait le retard dans le développement social et économique de la société musulmane dans l'enseignement en langue arabe.<sup>864</sup> Cependant, ses tentatives pour réformer la langue ne pourront pas être à la hauteur des résultats attendus, puisque le gouvernement tsariste s'opposa à la mise en œuvre de son plan. Ses idées furent néanmoins reprises par Muhammadagha Chakhtakhtinsky, un autre savant qui, entre 1878 et 1902, proposa diverses versions pour l'alphabet latin, et organisa des débats sur la réforme de la langue sur les pages de son journal « Sharghi russe » (l'Orient russe), fondé en 1903.<sup>865</sup> La décision de passer à l'alphabet latin pour l'administration étatique fut prise en 1918, lors de la première République démocratique

---

<sup>862</sup> Comme exemple, le monument dédié à la gloire du fameux dirigeant turc Kulteghine (685-731), écrit en alphabet Orhon-Yenisey, découvert dans la localité Orhon en Mongolie qui représente la preuve d'utilisation de l'alphabet turc avant l'invasion islamique. ABULFAZI Bahadori. « Alphabet in the boiling pot of Politics », *Azerbaijan International*, septembre 1993, №1(3), p. 10-13, [http://azer.com/aiweb/categories/magazine/13\\_folder/13\\_articles/13\\_alphapolitics.html](http://azer.com/aiweb/categories/magazine/13_folder/13_articles/13_alphapolitics.html)

<sup>863</sup> CƏFƏROV Nizami. « Azərbaycan türkcəsi » (La langue turque azerbaïdjanisée), série d'articles, *Ayna*, 3/ 8/ 13 janvier 1993.

<sup>864</sup> ABULFAZI Bahadori. *Art. cit.*

<sup>865</sup> Dans l'ensemble, de 1832 à 1920, on édita plus de 140 journaux en langue azerbaïdjanaise avec l'utilisation de l'alphabet arabe : Azerbaijan (1918-1920), Achig Soz (1917-1918), Babayi-Amir (1915-1916), Bayraghi-Adalat (1917), Basirat (1915-1916), Baki Fahla Konfransinin Akhbari (1919), Bahlul (1907), Burkhani-Hagigat (1917), Dabistan, Valideyna Makhsus Varaga (1906), Gardash Komayi (1917), Fuyuzat, Gurtulush (1915-1920), Dan Yildizi, Dabistan (1907), Dilimizin islahi, Dirilik (1914, 1915), El Hayati (1918), Zanbur (1910-1919), Mazali, Ziya (1880-1883), Igbal (1913-1914) et Irshad (1904).

d'Azerbaïdjan. Mais le changement de gouvernement par les bolchéviques en avril 1920 empêcha de le réaliser.

### 3. La modification de l'alphabet : de l'arabe au latin, comparaison avec la Turquie

Sous la domination bolchévique, la réforme de la langue azerbaïdjanaise prendra une large ampleur, car faisant partie du projet de scission des territoires musulmans de la Russie tsariste du reste du monde islamique de l'Orient.

Novembre 1920 marque la naissance de la commission pour la réforme de l'alphabet azerbaïdjanais qui sera transformée, en juillet 1922, en un « *Comité permanent du nouvel alphabet turc* ». Quatre ans de travail du nouveau comité aboutiront à l'adoption d'un nouvel alphabet latin qui sera utilisé dans l'administration publique du pays. La réforme de l'alphabet en Azerbaïdjan soviétique contribuera à lutter contre l'analphabétisme, dont les résultats se révélèrent impressionnants. En 1926, un quart de la population du pays savait lire et écrire, son taux d'alphabétisation atteignant les 50 % en 1933, ce qui favorisera l'adoption de la loi sur l'enseignement obligatoire.<sup>866</sup>

Organisé à Bakou en 1926, le premier « Congrès de la turcologie » proposera de créer un alphabet latin unique pour les peuples turcophones de l'URSS, en prenant en compte la spécificité linguistique de chaque pays turcophone. Le nouvel alphabet latin sera mis en service dès le 1er janvier 1929, et prendra fin en juin 1932.<sup>867</sup> Pour les soviets, l'objectif principal de la réforme de l'alphabet tenait dans la lutte contre l'analphabétisme<sup>868</sup>, particulièrement dans les régions rurales, afin d'améliorer le niveau culturel des minorités nationales vivant sur son territoire.

La question de la latinisation de l'alphabet suscita bientôt l'intérêt de la Turquie kémaliste. L'idée d'une réforme similaire répondait à l'aspiration de Mustafa Kemal qui poursuivait le but de rompre avec le passé ottoman, et centraliser, moderniser et occidentaliser le pays. La Turquie adoptera en urgence l'alphabet latin en novembre 1928, sans étape transitoire, et introduira l'interdiction d'utiliser l'alphabet arabe, ce qui contribuera au rapprochement de

---

<sup>866</sup> RAFIEV Bakhtijar. « Vosstanovlennaja spravedlivost' » (La justice restaurée), *Azerbajdzhan*, 18-25 juin 1992.

<sup>867</sup> SEIDOV Imran. « Azerbajdzhanskij alfavit - kakim emu byt' ? » (L'alphabet azerbaïdjanais – comment doit-il être ?), *Bakinskij rabochij*, 02 novembre 1993.

<sup>868</sup> ALAKBAROV Farid. « Early alphabets in Azerbaijan », *Azerbaijan International*, №1(08), Spring, 2000, p. 50-52, [http://azer.com/aiweb/categories/magazine/81\\_folder/81\\_articles/81\\_manuscripts.html](http://azer.com/aiweb/categories/magazine/81_folder/81_articles/81_manuscripts.html)

l'Azerbaïdjan avec la Turquie, mais provoquera l'éloignement de ces pays des Azéris iraniens qui continuent d'utiliser l'alphabet arabe.<sup>869</sup>

#### 4. L'alphabet cyrillique durant la période soviétique et la modification de la Constitution

En 1937, à l'apogée de la répression vis-à-vis des dissidents et des intellectuels, Staline ordonnera le passage à l'alphabet cyrillique. La décision de ce passage à un nouvel alphabet par le « père de la nation » avait pour but de renforcer son pouvoir et de faciliter l'administration d'un vaste territoire composé d'une diversité de peuples, de religions et de langues.

Bien que pour Lénine le passage à l'alphabet latin était considéré comme la « grande révolution de l'Orient », son remplacement par le cyrillique en 1939 provoqua des débats au sein même du gouvernement soviétique. Le journal littéraire officiel « Literaturnaya Gazeta » écrivait : « *l'alphabet latin ne remplit pas tous les critères requis pour attirer d'autres personnes (nationalités) à devenir plus proches de la culture du grand peuple russe* ». <sup>870</sup> Comme la transition vers le nouvel alphabet sera effectuée rapidement, loin de poursuivre un objectif linguistique et sans débats pourtant nécessaires, comme cela avait été fait lors pour le passage au latin en 1926, cette situation engendrera à plusieurs reprises en Azerbaïdjan la substitution de certaines lettres ou symboles, comme ce sera le cas avec le temps pour **Ю (ju)**, **Я (ja)**, **Щ (chtch)**, **Ё (yo)**, **Ъ, Ъ, Э (è)**, **Ц (ts)** <sup>871</sup>, qui seront exclus de l'alphabet cyrillique parce qu'ils n'existaient pas dans l'alphabet latin. Une différence significative existait également dans les alphabets d'autres Républiques soviétiques turcophones ou des phonèmes ayant une prononciation identique s'orthographiaient différemment dans l'écriture, entraînant des difficultés artificielles de communication. En outre, en marge de la réforme de l'alphabet, le mot « turc » comme était appelée la langue de la population locale sera remplacé par celui d'« azerbaïdjanais ». Dès lors, la langue azerbaïdjanaise sera attribuée à sa population au nom de la République azerbaïdjanaise. <sup>872</sup> Conformément à l'histoire, le mot Azerbaïdjan ne désigne pas seulement le lieu d'habitation d'une population qui parle un dialecte de la langue turque, mais

---

<sup>869</sup> SWIETOCHOWSKI Tadeusz. Russkoe pravlenie, modernizatorskie jelity i stanovlenie nacional'noj identichnosti v Azerbajdzhanе » (La gouvernance russe, les élites modernistes et l'instauration de l'identité nationale en Azerbaïdjan), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, p. 25-26.

<sup>870</sup> ABULFAZI Bahadori. *Art. cit.*, p. 10-13,

[http://azer.com/aiweb/categories/magazine/13\\_folder/13\\_articles/13\\_alphapolitics.html](http://azer.com/aiweb/categories/magazine/13_folder/13_articles/13_alphapolitics.html)

<sup>871</sup> Pourtant, après la restauration de l'alphabet latin en 1992, on constata certaines incohérences avec l'alphabet turc, tels que les lettres **Ö** et **X** en langue azerbaïdjanaise. En turc, ces lettres n'existent pas, donc elles furent remplacées en alphabet azerbaïdjanais par **H**, **E** et **Ä**.

<sup>872</sup> Par cette politique, il est probable, que les Soviétiques poursuivirent deux buts : a) pour affaiblir la liaison entre les Républiques turcophones de l'URSS et, b) affaiblir et par la suite, réduire à zéro la liaison entre l'Azerbaïdjan et la Turquie avec le remplacement du latin par le cyrillique.

dénote également l'existence d'un dialecte local. Alexandre Bestoujev-Marlinski, un intellectuel russe du XIX<sup>e</sup> siècle, exilé au Caucase et qui a vécu en Azerbaïdjan, ne manqua pas de souligner l'existence « d'un dialecte azerbaïdjanais ».<sup>873</sup>

La langue azerbaïdjanaise obtiendra le statut de langue officielle en 1978, lors de l'adoption de la Constitution de la RSS d'Azerbaïdjan, car, jusqu'à cette date, la langue parlée officielle était le russe. Selon le politologue Rassim Agayev, l'introduction des modifications dans la Constitution de la République d'Azerbaïdjan en 1978, a plutôt été effectuée grâce au mouvement dissident géorgien qui influençait le chef du Parti communiste Édouard Chevardnadze et visait à y introduire un amendement sur le statut de la langue géorgienne en tant que langue officielle. Désirant d'éviter à tout prix l'agitation des masses populaires dans les Républiques périphériques, Moscou décidera d'attribuer ce statut à toutes les Républiques fédérées.<sup>874</sup>

##### 5. La nouvelle réforme de l'alphabet après l'accession de l'indépendance

La question de la réforme de la langue azerbaïdjanaise fera son apparition avec les réformes de la « restructuration » et de la « transparence », proclamées par M. Gorbatchev. Selon Zardusht Alizadeh le remplacement de l'alphabet était politiquement motivé : « *Lors des manifestations, à la fin des années 1980, les « intellectuels » azerbaïdjanais devaient revendiquer l'utilisation « massive » de la langue azerbaïdjanaise, comme dans la communication au niveau gouvernemental ainsi que par toutes les couches sociales dans la vie quotidienne. Mais, malheureusement, avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire, l'accent fut mis sur le retour à l'alphabet à caractères latins. Cette démarche déclencha un fort mécontentement des forces centrifuges dans le pays, surtout parmi la population non turcophone, plus particulièrement parmi les minorités, ce qui pourrait conduire à la destruction des bases étatiques* ».<sup>875</sup>

À son tour, Bilâl Şimşir écrira dans son livre : « *En 1990, on planifia la visite officielle de Turgut Özal en URSS. Nous étions au courant du mécontentement de la part du peuple à l'encontre du Parti communiste, des rumeurs circulant de la volonté du Soviet suprême de l'Azerbaïdjan de remplacer l'alphabet cyrillique par le latin. Exerçant à l'époque les fonctions*

---

<sup>873</sup> SEIDOV Imran. « Jazyk « tjurkskij » ili vse zhe « azerbajdzhanskij »? » (La langue « turque » ou « azerbaïdjanaise » ?), *Bakinskij rabochij*, 13 octobre 1993.

<sup>874</sup> AGAYEV Rassim. « Zashchita jazyka ili novyj diktat » (La défense de la langue ou une nouvelle dictée), *Ekho*, №94, 21 mai 2002.

<sup>875</sup> ALIZADEH Zardusht. « Milli ideologiyamıza dair fikirlər » (Les pensées sur notre idéologie nationale), *Istiqlal*, 1997.

*de directeur du département pour les relations avec les pays de l'Union soviétique au sein du MAE turc, j'ai écrit un livre sur les réformes de l'alphabet azerbaïdjanais « l'alphabet turc en Azerbaïdjan. L'histoire de sa naissance » dont une centaine fut imprimée à l'occasion du voyage du président Özal. Le livre contenait l'information sur le premier alphabet adopté en 1922 en Azerbaïdjan, ainsi que la copie des journaux publiée en alphabet turc et le tableau de l'alphabet modifié en 1926. Tous ces matériaux furent remis au président qui, à son tour, les a transmis à son homologue lors de la rencontre à Bakou ».*<sup>876</sup>

L'idée de la réforme de la langue et du passage au nouvel alphabet en Azerbaïdjan devint très vite la pomme de discorde entre la Turquie et l'Iran. La perception de la Turquie en qualité de « frère aîné » par les pays musulmans du Caucase du sud et de l'Asie centrale dans le cadre du passage à l'alphabet latin, fut comme un choix entre le modernisme et le fondamentalisme. La propagande turque expliquait cette modification par la volonté d'élargir son expansion culturelle dans la région afin de faire face au fondamentalisme islamique. À cette époque, l'alphabet latin était le symbole du sécularisme, du modernisme, de l'occidentalisme tandis que l'alphabet arabe (dans sa version iranienne) était associé au régime islamique et accompagné d'interprétations religieuses différentes. Voilà pourquoi la position de la Turquie sur cette question était beaucoup plus solide que celle de son concurrent. De nombreuses conférences et séminaires linguistiques portant sur la réforme de la langue, seront organisés à cette fin, dont la plus connue sera la conférence sur « l'alphabet commun de tous les peuples turcs », qui se tiendra à Bakou en octobre 1990 au sein de l'Institut turc de l'histoire de la langue.<sup>877</sup>

En mai 1991, le Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan instituera une commission chargée de préparer le passage à l'alphabet latin et, le 25 décembre de la même année, décrètera « La restauration de l'alphabet azerbaïdjanais sur la base des caractères latins »<sup>878</sup> qui, à son tour, suscitera de grands débats parmi les différentes couches sociales de la population et dans les organisations publiques.

L'un des fervents partisans du changement de l'alphabet fut l'aile droite du FPA emmenée par Aboulfaz Eltchibey, qui composait déjà au début de 1992 la moitié du Soviet suprême. Dans ses discours, Eltchibey souligna que : « *L'alphabet latin est un alphabet très utile pour les langues turque et azerbaïdjanaise. Plus utile que le cyrillique ou l'arabe. Pour effectuer l'unité culturelle et nationale des peuples turcophones, nous devons créer l'alphabet turc*

---

<sup>876</sup> ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 216-217.

<sup>877</sup> SAYARI Sabri. *Op. cit.*, p. 184 et ŞİMŞİR N. Bilâl. *Op. cit.*, p. 242-243.

<sup>878</sup> *Bakinskij rabochij*, 26 décembre 1991.

*commun. Le passage à l'alphabet latin pour nous est une démarche révolutionnaire dans la formation de la nouvelle mentalité de la société. Notre premier objectif est l'indépendance nationale, le deuxième, l'éducation nationale. Mais la base de l'éducation nationale est l'alphabet, bien évidemment* ». <sup>879</sup> Les adeptes du changement de nom de la langue azerbaïdjanaise par la langue turque se basaient sur la conscience historique que le peuple, qui avait gardé sa culture à travers des siècles, avait le droit de revenir sur ses racines et nommer sa langue et son alphabet comme la langue turque. Visiblement, en adoptant « la loi sur la langue », l'objectif du Soviet suprême était tout simplement de rétablir une vérité historique plutôt que de procéder à une réforme de la langue. <sup>880</sup>

En revanche, les opposants à la modification de l'alphabet se trouvaient à l'aile gauche du FPA, comme les frères Alizadeh (Zardusht et Araz), du Parti social-démocrate et certaines personnalités publiques, telles que Ismaïl Shikhly et Bakhtiyar Vahabzadeh, écrivains connus du grand public. Zardusht Alizadeh affirmait ainsi : *« Au cours des cinquante dernières années, l'alphabet cyrillique a été « azerbaïdjanisé » et le changement d'alphabet sera comme un coup porté aux générations futures en Azerbaïdjan. Les adultes seront complètement détachés de l'alphabet latin et ne pourront pas être au courant des événements et les jeunes, eux, ne pourront jamais acquérir une bonne éducation et seront privés de ce qui avait été écrit en caractères cyrilliques. Contrairement aux adeptes des changements, nous avons soutenu l'idée du passage à l'alphabet arabe, pour ne pas casser les anciennes traditions culturelles. Si pour certains, il est important que les « frères turcs » puissent lire les nouvelles provenant de l'Azerbaïdjan en caractères latins, alors pourquoi quinze à vingt millions d'Azéris vivant au nord de l'Iran ne devraient-ils pas nous lire en arabe ? Ils utilisent l'alphabet arabe. La Turquie est notre « cousin » et les Azéris d'Iran sont nos « frères ». Nous sommes deux pays frères, l'Azerbaïdjan et la Turquie, mais nous sommes différents en ce sens que nous ne sommes pas des Turcs, et les Turcs de Turquie ne sont pas azerbaïdjanais. Nous, la population peuplant l'Azerbaïdjan, avons été influencés par plusieurs cultures. La culture turque n'est pas le prolongement de la culture persane, mais en Azerbaïdjan elle est tout de même présente. Nous sommes les successeurs de deux, voire même de trois cultures »*. <sup>881</sup>

Bien que les débats au Soviet suprême finirent par être en faveur de l'adoption d'une décision sur le changement de l'alphabet par étapes progressives, celle-ci sera rejetée par

---

<sup>879</sup> BAYATLI Vaqif. *Art. cit.*, p. 70.

<sup>880</sup> *Bakinskij rabochij*, 06 janvier 1993.

<sup>881</sup> De l'entrevue de Zardusht Alizadeh dans la revue « *Büyük gelecek* », Ankara, №3, novembre-décembre 1996.

Aboulfaz Eltchibey dès son arrivée au pouvoir en juin 1992.<sup>882</sup>

Afin de souligner la rupture avec le « colonialisme » russe et d’accomplir son adhésion au monde turc, A. Eltchibey décréta le retour à l’alphabet latin ainsi que de nouvelles appellations pour le concept de nation et pour celui de la langue azerbaïdjanaise : « le (turc) azerbaïdjanais » et « la langue azerbaïdjanaise (turque) ». Comme en azerbaïdjanais, il n’existait pas de différence entre les mots « turc » (de Turquie) et « turc » (d’un pays turcophone) ces nouvelles appellations sonnaient un peu creux. Le décret de A. Eltchibey déclenchera le processus de changement des noms de famille en ce sens que les terminaisons russes en « ov » seront remplacées par les azerbaïdjanaises « oğlu », « lı », « li », « zade ». Pour exemples, Issa Gambarov, s’écrira Issa Gambar, Neymat Panahov, Neymat Panahlı, etc...

Pour Ferman Demirkol, bien que le décret prévoyait le changement de la langue, la loi ne sera pas adoptée par manque de vote lors des débats au Parlement national, ce qui l’empêchera d’obtenir le statut de *loi constitutionnelle*. Trois choix alternatifs figuraient à l’ordre du jour pour la question du statut de la langue de l’État : a) azerbaïdjanais, b) turc et c) dialecte azerbaïdjanais de la langue turque. Le Parlement se porta plutôt favorable à la deuxième alternative : le choix de la langue « turque ».

La transition complète vers l’alphabet latin ne deviendra effective qu’en 1992. Sous la présidence de A. Eltchibey, l’utilisation des caractères latins prendra une ampleur majeure dans la communication de l’administration publique, dans la presse écrite et au sein des établissements scolaires. Cependant, comme les réformes linguistiques auront du mal à se mettre en place intégralement, en 1995, suite aux débats qui se dérouleront au Parlement national sous la présidence de H. Aliyev, « la langue azerbaïdjanaise » sera définitivement adoptée comme devenant la langue officielle de l’Azerbaïdjan.<sup>883</sup>

En analysant les réformes linguistiques radicales qui s’étaient développées dans une période où de fortes perturbations politiques et sociales traversaient la République, il faut cependant reconnaître que le passage de l’alphabet cyrillique au latin eut un impact négatif,

---

<sup>882</sup> AGAYEV Rassim. « S « Azlatom », sootechestvenniki! » (Félicitations compatriotes à l’occasion de « Azlat » !), *Ekho*, 2001 et SALMANLI Zeynep. *1991 sonrası Azerbaycan-Türkiye ilişkileri* (Les relations entre l’Azerbaïdjan et la Turquie après 1991), mémoire de Master, Université Gazi, Institut des Sciences Politiques, Ankara, 2007, p. 26.

<sup>883</sup> Après le changement de gouvernement de juin 1993, l’usage des caractères latins sera limité d’une certaine façon, mais la transition définitive–sera réalisée en 2001. Comme nous l’avons déjà fait-remarquer, il n’était pas identique à l’alphabet turc. On rajouta aux vingt-neuf lettres de l’alphabet turc–trois autres lettres de l’alphabet azerbaïdjanais. Pour plus d’information sur l’adoption de la loi sur le statut de la langue officielle azerbaïdjanaise, voir ƏLİYEV Heydər. *Op. cit.*, Vol. IV, p. 223-226 et TAHİRZADƏ Ədalət. *Meydan : 4 il 4 ay* (La Place : 4 ans, 4 mois). *Op. cit.*, p. 280.

notamment sur ses médias. En effet, ayant dépassé l'âge de la quarantaine, la génération politiquement active du pays, bascula dans un vide d'information qui affaiblira considérablement la qualité de ses débats politiques. En un mois, la vente des journaux et des magazines chuta de 20 %, en même temps que le pays souffrait d'une pénurie de machines à écrire dont une bonne partie était pourtant fournie par la Turquie.



Des photos indiquant les panneaux publicitaires de magasins, dont certains sont écrits dans différents alphabets.<sup>884</sup>

---

<sup>884</sup> Des photos prises de l'article de LESTER Toby. « New alphabet disease? It's tough suddenly changing from one alphabet to another. Azerbaijan is on its third one this century », 1997, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1997/07/new-alphabet-disease/306207/>



*Section 1 : Les médias turc en Azerbaïdjan et la coopération dans le domaine militaire entre les deux pays*

**A. La coopération dans le domaine des médias et de la communication**

L'évolution du monde caractérisée par le rapprochement des pays prouva que les liens qui existaient entre la Turquie et les Républiques turcophones indépendantes n'étaient pas assez efficaces et nécessitaient d'être considérés à travers une nouvelle approche. En effet, après soixante-dix années de domination soviétique, il s'avéra que les liens entre les pays (et les communautés) turcophones au sein de l'ex-URSS s'étaient affaiblis non seulement par rapport à la Turquie, mais aussi entre les pays turcophones eux-mêmes, ce qui pouvait s'expliquer par la politique de Moscou, visant à les fragiliser par le passage de l'alphabet latin à l'alphabet cyrillique (voir plus haut).<sup>885</sup>

1. Tentative de la Turquie d'installer le système des médias en Asie Centrale et au Caucase

Les difficultés de communication se sont révélées lors du Sommet des chefs d'État des pays turcophones, qui s'était tenu à Ankara les 26 et 27 novembre 1992. Cette rencontre révéla que les événements de Fergana (Ouzbékistan), d'Almaty (Kazakhstan) et du Karabakh n'avaient pas été portés à la connaissance des habitants de ces pays, car, à l'époque, Moscou était l'unique centre d'information, ce qui faisait que toutes les ex-Républiques fédérées ne recevaient des informations qu'en fonction des intérêts russes.

C'est pour cette raison que, profitant de l'indépendance des pays du Caucase du sud et d'Asie centrale, l'Iran et l'Arabie saoudite proposèrent de combler ce vide de l'information en leur offrant de pouvoir bénéficier de leurs propres moyens de communication. C'est ainsi que la chaîne iranienne « VIII<sup>e</sup> Imam des chiites » sera diffusée dans la zone frontalière du Turkménistan en conformité avec les accords des télévisions centrales du Turkménistan, du Tadjikistan et du Kirghizistan.<sup>886</sup>

---

<sup>885</sup> AVSAR B. Zakir. « Türk Cumhuriyetleri arasında iletişim » (Les relations entre les pays turcophones), *Avrasya Etüdleri*, №1, 1996, p. 101.

<sup>886</sup> AVSAR B. Zakir. *Art. cit.*, p. 102-103.

## 2. Les médias en Turquie

Créée en 1967, la première étape de la radio turque fut sa diffusion en langue turque, dans le dialecte azerbaïdjanais de la langue turque et en anglais (il convient de noter que le dialecte azerbaïdjanais est, selon sa structure et son appartenance géographique, bien plus proche du dialecte turc (anatolien) que de ceux des autres pays turcophones de l'Asie centrale). La deuxième étape sera celle de la diffusion des chaînes de la télévision eurasiatique turque, créée en avril 1992 en tant qu'agence de la télévision d'État (TRT) et Avrasya TV.<sup>887</sup>

Jusqu'au début des années 1980, la radio et la télévision en Turquie étaient des organismes d'État. Ce régime juridique, imposé alors aux médias audiovisuels, avait pour conséquence d'en exclure tout enjeu économique et culturel. Les années 1980 marquèrent, à ce titre, l'entrée dans une ère nouvelle. Après dix années de réformes et de rénovations dans ce domaine, trois éléments essentiels ont marqué la multiplication des chaînes de radio et de télévision turques : a) la suppression par le Parlement du monopole d'État sur la radiotélévision qui datait de 1964, par une révision de l'article 133 de la Constitution (8 juillet 1993) ; b) l'adoption par les pouvoirs publics turcs de la Convention européenne sur les émissions télévisées transfrontières (fin de l'année 1993) et, c) la promulgation de la loi sur l'organisation et l'émission des médias audiovisuels, instituant des règles juridiques et des institutions (Conseil supérieur de la radio et de la télévision) chargées de les faire appliquer, afin de sortir du chaos de fait créé par la multiplication sauvage et illégale des radios et télévisions privées (13 avril 1994).<sup>888</sup>

Pour pouvoir transmettre l'information bien au-delà des frontières territoriales de la Turquie actuelle, il fallait obtenir des satellites permettant de capter des chaînes de télévision et de radio turques vers les endroits où vivaient les communautés turcophones (de l'Atlantique à la Grande Muraille de Chine ; il s'agit de zones effectivement couvertes par les « satellites turcs »,

---

<sup>887</sup> Selon Stéphane De Tapia, TRT a également essayé de mettre en place un programme « Asyatürk », le versant oriental d'un programme Intertürk qui, dans sa globalité, préfigure ce qui va devenir Avrasya. Il s'agit de créer une chaîne turque (au sens de turcophone) et non une chaîne réservée à la Turquie. Les échanges doivent porter sur tous les types de programmes, musicaux, cinématographiques, artistiques, éducatifs et informatifs. Une part de la programmation sera destinée aux productions communes. De plus, Asyatürk inclut le Tadjikistan, contrairement à Avrasya. Le programme global, basé à Ankara, se décompose en Eurotürk (TRT Int) destiné aux émigrés, Asyatürk destiné à l'Asie Centrale, et se réserve la possibilité de créer les conditions de transfert de banques de données par le même satellite. Dans leurs grandes lignes, Intertürk et Asyatürk sont repris par TRT Int-Avrasya. DE TAPIA Stéphane. « Türksat et les Républiques turcophones de l'ex-URSS », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°20, juillet-décembre 1995, p. 406.

<sup>888</sup> On observe une croissance très forte des chaînes de télévision et de radio en Turquie : 5000 stations de radio, plus de 500 chaînes de TV, des recettes publicitaires considérables, le développement du câble et du satellite. MONCEAU Nicolas. « Le paysage audiovisuel turc », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°20, juillet-décembre 1995, p. 383-386.

qu'ils soient de propriété turque comme les Türksat ou loués (Intelsat, Eutelsat, Horizont-Stationar et Inmarsat).<sup>889</sup>

### 3. Diffusion de programmes de télévision et de radio turques en Azerbaïdjan

En Azerbaïdjan en 1992, le nombre total des abonnés recensés était de six cents soixante-cinq (665) mille, dont trois cent (300) mille pour sa seule capitale Bakou. À l'époque, toute la communication s'effectuait par l'intermédiaire des circuits moscovites, et une liaison dans ce sens *via* la Turquie et l'Iran était projeté pour augmenter la capacité des centrales de diffusion. Dans ce cadre, le 5 décembre 1992 un protocole d'accord turco-azerbaïdjanais sera signé dans le domaine de la communication, suite à un accord antérieur daté de 19 septembre 1990, qui avait été conclu pendant l'ère soviétique, c'est à dire avant l'indépendance.<sup>890</sup>

La société turque «NETAŞ» formera avec le ministère azerbaïdjanais de la Communication le « Joint Venture Ulter » qui, à partir de l'année 1992, produira annuellement cent mille appareils téléphoniques ainsi que des centrales de diffusion ayant des capacités annuelles de 100 mille abonnés «DRX». C'est la compagnie NETAŞ turque qui avait été la première pour installer à Bakou, en 1991, la centrale numérique DMS 100/200 conforme aux caractéristiques du réseau azerbaïdjanais. Elle y a aussi installé certaines centrales de télécommunication, dont la capacité monte à quelque 30 mille abonnés, ainsi que des lignes de « fibre optique » longues de 62 km, de câbles de transmission traversant de bout en bout la capitale. Enfin, dans le cadre d'un crédit de l'Eximbank turc et sous sa garantie, un contrat de cinq millions de dollars a été signé avec le Nakhitchevan pour la modernisation et la restructuration de son réseau de télécommunication.

Quant à «TELETAŞ», l'autre société opérant dans le domaine des télécommunications, faut souligner qu'elle a aussi formé une société conjointe avec le ministère azerbaïdjanais de la Communication pour produire des systèmes interurbains et internationaux et des systèmes multiplex «PCM» et radio linéaires d'abonnement rural «KAR», qui seront reliés aux systèmes principaux et périphériques.

---

<sup>889</sup> La Turquie adhère au programme Intelsat et met en service en 1979 et en 1988 deux stations de réception-émission (téléphone et télévision) AKA1 et AKA3. Elle adhère au programme européen Eutelsat et met en service une station AKA2 en 1986. Parallèlement, TRT devient membre de l'Union européenne de Diffusion tandis qu'un accord signé avec Inmarsat en 1978 ne prend effet qu'en 1989 avec la mise en service dans le domaine des communications maritimes, de deux stations spécialisées, ATA1 et ATA2, AKA4 et AKA5 ainsi qu'une centaine d'antennes de réception TVO (Television Receiving Only) qui vont couvrir le pays. DE TAPIA Stéphane. *Art. cit.*, p. 400-401.

<sup>890</sup> UYSAL Bekir. *Op. cit.*, p. 346.

Grâce à la station de satellite au sol « IBS » installé à Bakou par la PTT (Post, Telephone and Telegraph) turque et mise en service en 1992, la télécommunication téléphonique internationale peut s'effectuer en grande partie par la Turquie. La PTT et le ministère azerbaïdjanais de la Communication ont préparé un plan directeur de 5 ans ayant pour but d'accroître la densité des abonnés de 10 % à 20 %. De même, dans le district de Guneshli, la PTT turque a installé dès 1993 une station de centrale téléphonique de type DMS-100 à capacité de 2500 abonnés, en en faisant cadeau au ministère déjà cité. Entre temps, par l'intermédiaire de la centrale TVRO installée au Nakhitchevan, les émissions de TRT1 turque peuvent être captées.<sup>891</sup>

Les trois présidents successifs accordaient une importance majeure au développement des médias et des systèmes de communication dans le but politique évident de faire comprendre à la Russie que l'Azerbaïdjan était une République indépendante et qu'elle pouvait, sans l'autorisation préalable de Moscou, se propulser sur la scène internationale, car, auparavant, les liaisons téléphoniques de l'Azerbaïdjan et en particulier, ses échanges intergouvernementaux passaient obligatoirement par Moscou.

La Turquie commença sa diffusion télévisuelle en avril 1992 durant la visite officielle du Premier ministre turc Süleyman Demirel en Azerbaïdjan et dans les Républiques de l'Asie centrale<sup>892</sup>, grâce à la mise en service des systèmes « Intertürk » et « Asyatürk ».

Toutes les émissions de la télévision turque étaient diffusées par le biais de ses propres satellites de télécommunication. La télévision « Avrasya », qui était diffusée avec succès dans les pays de l'Asie centrale, sera remplacée en Azerbaïdjan par les émissions de la chaîne TRT.<sup>893</sup> (Nous nous souvenons de notre enfance lorsque, les dimanches entre 14 heure et 18 heure, la première chaîne de la télévision azerbaïdjanaise diffusait les émissions de la télévision turque,

---

<sup>891</sup> UYSAL Bekir. *Op. cit.*, p. 346-348.

<sup>892</sup> « Turcija pristupila k veshchaniju » (La Turquie a procédé à la diffusion radio-télévisée), *Vyshka*, 03 mai 1992 et KABASAKAL Öner. « The economic and trade relations of Turkey with the Turkish republics », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Summer, 2001, p. 50.

<sup>893</sup> Accusé de tentative de coup d'État en mars 1995, Ferman Demirkol écrivit dans son livre que le travail qui avait été effectué pour permettre la diffusion de TRT sur le territoire de toute la République et non pas, seulement à Bakou, avait malheureusement échoué faute des moyens financiers suffisants. A titre d'information, F. Demirkol animait une émission sur la télévision azerbaïdjanaise sur le sujet du fonctionnement juridique du Parlement, ainsi que les éventuelles réformes législatives dans le pays. DEMİRKOL Ferman. *Op. cit.*, p. 69-72 ; voir aussi KANTEMİROV V. « Ekonomicheskie otnosheniya Turcii so stranami Zakavkaz'ja » (Les relations économiques de la Turquie avec les pays de la Transcaucasie), *Vostokovednyj sbornik* (recueil de textes sur l'Orient) №2, 2001, p. 161.

dont la plupart étaient des films documentaires portant sur l'histoire commune des pays turcophones).<sup>894</sup>

En dehors de la télévision centrale, des entreprises télévisées privées, comme Samanyolu, TGRT ont aussi commencé à pénétrer dans les foyers des Républiques turcophones en louant des heures précises sur les chaînes nationales pour diffuser leurs programmes.<sup>895</sup>

En plus des chaînes de télévision et de radio, plus de 20 agences de presse fonctionnaient dans le pays. L'agence de presse « Azerincom » sera créée avec le soutien de l'UNESCO. Les programmes de la Radio centrale étaient aussi diffusés en anglais et prendront une envergure internationale à partir de 1992. À partir de 1996, avec la mise en service de la nouvelle tour de télévision à Bakou, des liaisons avec les satellites turcs pour la diffusion d'émissions azerbaïdjanaises en Turquie purent être établies. Par la suite, la même année, grâce à la chaîne turque TGRT et du satellite Türksat, l'émission très populaire de la télévision centrale « Azerbaïdjan aujourd'hui » put être diffusée au niveau international.<sup>896</sup>

#### 4. L'Union des nouvelles agences des pays turcophones dans le domaine des communications

Jusqu'au passage à l'alphabet latin, la plupart des journaux étaient imprimés en azerbaïdjanais et en alphabet cyrillique. Au début de l'année 1992, deux journaux turcs « Milliyet » et « Zaman », firent leur apparition en Azerbaïdjan avec un tirage hebdomadaire de cinq mille exemplaires imprimés et livrés par la Turquie. Comme leur tirage augmentait rapidement, la décision fut prise de les imprimer directement à Bakou.<sup>897</sup>

L'Union des nouvelles agences des pays turcophones a été créée en novembre 1992 à Ankara en collaboration avec la TIKA et l'UNESCO, qui envisageaient de coopérer dans le domaine de la création d'émissions radiotélévisées conjointes dans le but d'établir des contacts étroits entre la Turquie et les pays turcophones. Certains de ces projets n'aboutirent cependant pas aux résultats escomptés.

L'Union rassembla en son sein la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Kirghizistan et la République turque de Chypre du nord. Lors de sa première

---

<sup>894</sup> « *Azərbaycan tarixi : 1945-2005 illər* » (L'Histoire de l'Azerbaïdjan : 1945-2005). *Op. cit.*, Vol. VII, p. 342.

<sup>895</sup> AVSAR B. Zakir. *Art. cit.*, p. 106.

<sup>896</sup> « *Azərbaycan tarixi : 1945-2005 illər* » (L'Histoire de l'Azerbaïdjan : 1945-2005). *Op. cit.*, Vol. VII, p. 342-343.

<sup>897</sup> GADZHIEV Sultan. « Zaman » v Azerbajdzhanе » (« Zaman » en Azerbaïdjan), *Bakinskij rabochij*, 13 septembre 1992.

réunion à Ankara, en avril 1993 l'ordre du jour comprenait la décision de publier un bulletin conjoint dans le dialecte de chaque pays et l'organisation de réunions annuelles en Turquie pendant les quatre années suivantes. Cependant, malgré la volonté de mettre en œuvre les projets planifiés, leur coopération dans le domaine de l'échange d'information se réduira considérablement et l'Union n'atteindra pas ses objectifs en raison des difficultés financières auxquelles certains des pays turcophones étaient confrontés. D'autres organisations, comme l'Union des écrivains, l'Union des propriétaires et l'Union des hommes de la science et de la littérature des pays turcophones connaîtront les mêmes échecs pour des raisons similaires. Il faut noter qu'en dépit des efforts de la Turquie pour jouer le rôle de pays pivot, elle ne possédait pas non plus de moyens financiers suffisants pour attirer les pays turcophones sur son orbite et se heurta à des malentendus avec ces derniers. Pour mettre en œuvre des projets à long terme, du temps aurait été nécessaire pour permettre à ces pays de se distancier de l'ancienne vie et mentalité soviétiques, et pour prendre la mesure de leur nouvelle identité à travers leurs passés culturels, linguistiques et religieux communs.

## **B. La coopération dans le domaine militaire**

Dans tous les pays indépendants, le devoir sacré des forces armées est conçu pour défendre le pays de tout ennemi, intérieur et extérieur. Après avoir accédé à son indépendance, l'Azerbaïdjan prit le chemin de la création de ses propres forces armées, qui se forgèrent sur le front du Karabakh, et qui servent aujourd'hui de rempart et de garant de l'indépendance de la République. La base juridique de la construction des forces armées nationales repose sur « *l'Acte constitutionnel de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan* » adopté le 18 octobre de 1991, proclamant « *la défense de l'État comme un devoir sacré de chaque citoyen* », ainsi que la loi « *Sur les forces armées de la République d'Azerbaïdjan* », adoptée le 9 octobre 1991.

La création de nouvelles forces armées coïncida avec la période d'escalade du conflit dans le Haut Karabakh, ce qui eut un impact énorme sur leur développement dans les années 1990. Dès l'accession à l'indépendance et jusqu'à la fin du premier mandat présidentiel de H. Aliyev, l'organisation des forces armées subira des changements importants majeurs influencés par les remplacements consécutifs des présidents. Sous Mutalibov, l'accent principal avait été mis sur les régiments du ministère de l'Intérieur de l'URSS, déployés en Azerbaïdjan pour combattre les formations paramilitaires arméniennes dans la zone de conflit. Après le départ de ces forces armées, suite à l'écroulement de l'Union soviétique, prêtant encore son oreille à Moscou et entretenant des relations tendues avec l'opposition politique à l'intérieur de la République, Mutalibov n'eut pas de temps de construire une armée nationale.

Sous sa présidence, Eltchibey tenta, après un bref délai, de rassembler des groupes paramilitaires sous un commandement unique au sein de l'armée nationale et, après avoir reçu de l'armement grâce à l'accord de Tachkent (15 mai 1992), le gouvernement du FPA décida de régler le conflit qui l'opposait au Karabakh par la voie militaire. Mais, très rapidement, le manque d'expérience, une certaine irresponsabilité et une formation militaire insuffisante de l'armée nationale contribuèrent à sa défaite en juin 1993, ce qui fait qu'une partie considérable du Haut Karabakh tomba entre les mains des Arméniens.

Comme d'ailleurs son prédécesseur, Heydar Aliyev tenta de récupérer ces territoires perdus par la voie militaire. Mais, très affaiblie, l'économie de la République ne lui permettra pas de poursuivre des opérations militaires, ce qui aboutira à la conclusion, en mai 1994, d'un accord du cessez-le-feu qui est toujours en vigueur de nos jours. Le processus de construction des forces armées prendra cependant un essor particulier durant le temps de la présidence de H. Aliyev. Sans doute, le pays qui avait acquis très récemment son indépendance, n'était-il pas en mesure de développer ses forces armées sans le soutien d'autres pays voire, de profiter de l'expérience d'un membre de l'OTAN comme la Turquie. En effet, la Turquie était un allié naturel de l'Azerbaïdjan avec qui le pays coopérait dans de nombreux domaines, y compris dans celui des questions militaires.

#### 1. Les forces armées de l'Azerbaïdjan

Selon Alexander Murinson, chercheur indépendant et grand spécialiste du Moyen-Orient, à l'époque soviétique l'Azerbaïdjan possédait un grand nombre d'avions et une infrastructure bien développée, avec trois bases aériennes soviétiques déployées sur son territoire.<sup>898</sup>

Conformément aux données statistiques de l'Institut international des recherches stratégiques (IISS) à Londres, les dépenses de la République d'Azerbaïdjan pour la défense en 1996 s'élevaient à 130 millions de dollars en 1997, 146 millions de dollars en 1998 et 193 millions de dollars en 1999. Les effectifs de ses forces armées étaient en 1999 : 60 mille hommes (forces terrestres), 8 mille hommes (forces aériennes) et 2500 hommes (forces navales). L'effectif des troupes du ministère de l'Intérieur comptait environ 10 mille personnes et les

---

<sup>898</sup> MURINSON Alexander. *Turkey's entente with Israel and Azerbaijan : state identity and security in the Middle East and Caucasus*. *Op. cit.*, p. 57.

forces de protection des frontières au sein du même ministère étaient de l'ordre de 5 mille personnes.<sup>899</sup>

## 2. Les forces armées turques, leurs caractéristiques et leur nombre

Le parcours historique concernant les forces armées de la République turque nous permet d'observer que le réarmement fondamental de l'armée turque et le passage aux normes européennes datent d'après les années 1950. Ce processus actif de militarisation eut pour la Turquie certaines conséquences sérieuses. L'augmentation significative des dépenses militaires constituant à l'époque un tiers de son budget et un cinquième de son produit intérieur brut (PIB), provoqua une inflation galopante et l'envol de ses dettes extérieure et intérieure.

Tout au long de la Guerre froide, le développement du potentiel militaire de l'armée turque continua, atteignant en 1997 le nombre de 639 (six cent trente-neuf) mille personnes et de 375 (trois cent soixante-quinze) mille réservistes. Les dépenses militaires augmentèrent également : si en 1981 elles ne dépassaient pas le montant de 1,6 milliard de dollars, en 1997, elles atteignaient 6 milliards de dollars.<sup>900</sup>

Simultanément, la Turquie était activement impliquée dans le développement de sa propre industrie militaire en vue d'équiper ses forces armées nationales.<sup>901</sup> Parmi les compagnies impliquées dans l'industrie militaire, nous pouvons citer DUDA (Defence Industry Development and Support Administration), créée en 1985 pour la modernisation des entreprises militaires, avec un investissement étranger pour produire de l'armement moderne. Une autre compagnie, TUSASH (industrie aéronautique de la Turquie) est un exemple de coopération technologique entre la Turquie et les États-Unis. Elle a été fondée en 1973 dans le but de créer en Turquie une base moderne de l'aviation militaire et civile. Créée en 1976, la compagnie ASELSAN est spécialisée dans la production d'appareils électroniques pour l'industrie de la Défense, ce qui permet à la Turquie de diminuer l'importation d'armement et d'espérer devenir dans un proche avenir un exportateur de produits de l'industrie militaire.

---

<sup>899</sup> Comme le sujet relevant des forces armées azerbaïdjanaises est actuellement quasiment secret et que toute information reçue sans l'autorisation préalable du ministère de la Défense est considérée comme relevant de « la haute trahison des intérêts de la République » suivie par une poursuite pénale, l'auteur se réfère aux données parues dans le travail de recherche du Centre de recherches stratégiques de la Russie, daté de l'an 2000. TISHCHENKO G.G. « Voенно-politicheskiј kurs i vooruzhennye sily Azerbajdzhana » (La ligne militaro-politique et les forces armées de l'Azerbaïdjan), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement). *Op. cit.*, Vol. II, p. 247.

<sup>900</sup> KOSIKOV A.S. « Voенно-politicheskiј potencial Turcii » (Le potentiel militaire et politique de la Turquie), recueil de textes sur *L'étude du Proche-Orient* sous la direction de AVDAKOV A. №2, Moscou, 2001, p. 212-213.

<sup>901</sup> ÜNSALDI Levent. *Art. cit.*, p. 177-208.



En mai 1996, le président Süleyman Demirel approuva le projet contenu dans le document « Politique et stratégie de l'industrie militaire », poursuivant, pour les vingt-cinq prochaines années, le but d'inciter les producteurs nationaux à investir dans le secteur de l'industrie militaire, afin de diminuer la dépendance de la Turquie vis-à-vis de ses partenaires étrangers (occidentaux). Actuellement, la majeure partie de la production militaire fabriquée dans les entreprises turques est acquise pour les besoins de ses forces armées nationales.

Nous tenons à mentionner une autre direction de la coopération militaire de la Turquie : celle qui s'est développée avec la Russie depuis 1992. Suite aux rencontres du président russe B. Eltsine avec le Premier ministre turc S. Demirel à Moscou (mai 1992), puis à Istanbul (juin 1992), un accord sur la livraison d'armement russe pour un montant de 300 (trois cent) millions de dollars avait été signé. Selon cet accord, la Russie devait fournir à la Turquie des véhicules de transport blindés BTR-60 et BTR-80, des hélicoptères MI-17, des fusils-mitrailleurs PKMS, des fusils optiques de précision SVD et différentes munitions d'une valeur totale de 180 (cent quatre-vingt) millions de dollars. En outre, le projet de coopération majeur concernait le programme ATAK, qui prévoyait la livraison puis la production ultérieure de 145 (cent quarante-cinq) hélicoptères de reconnaissance pour le ministère turc de la Défense nationale.<sup>902</sup> Une autre proposition de l'entreprise russe « Rosvoorujenie » portait sur la livraison à la Turquie d'hélicoptères russes Ka-50 et la production sur place d'hélicoptères Ka-50-2 munis d'un équipement électronique fourni par la compagnie israélienne « Israel Aircraft Industries LTD ». À titre d'information, l'autre pays auprès duquel la Turquie achète un grand nombre d'hélicoptères est la France, membre de l'OTAN.<sup>903</sup>

### 3. L'aide militaire turque pendant la guerre dans le Haut Karabakh

Les premiers contacts des délégations officielles azerbaïdjanaise et turque, au cours desquels le sujet de la coopération militaire a été abordé, ont coïncidé avec la visite du président Aïaz Mutalibov en Turquie en janvier 1992. Lors de sa rencontre avec son homologue turc, le président azerbaïdjanais évoqua l'éventualité d'un accord militaire entre leurs deux Républiques, le ministre turc de la Défense de l'époque considérant que cet éventuel accord ne pourrait déboucher que sur la « formation militaire ». Le fondement de la coopération azerbaïdjanoturque dans le domaine militaire sera établi par l'accord d'août 1992, ainsi que par les accords

---

<sup>902</sup> Pourtant, la perspective de la coopération russo-turque dans le domaine militaire a des contraintes objectives : l'application des standards européens en Turquie et les difficultés financières des pays. En plus, la forte concurrence de la part des États-Unis et d'autres États européens, disposant des positions fermes dans les milieux militaires et politiques turques.

<sup>903</sup> KOSIKOV A.S. *Art. cit.*, p. 216.

ultérieurs consécutifs à la visite de A. Eltchibey en Turquie, au mois de novembre 1992. Selon cet accord, 200 officiers azerbaïdjanais ont été désignés pour suivre une formation dans les écoles militaires turques. En contrepartie, 150 officiers de l'armée turque prirent une part active dans l'élaboration des opérations militaires et dans l'enseignement de l'armée azerbaïdjanaise<sup>904</sup> dans les camps d'entraînement des localités de Nassosnyy et Shikhov situées à proximité de Bakou.

Les négociations se rapportant à la coopération militaire prirent une tournure plus intense sous la présidence de Heydar Aliyev, tout d'abord à travers un accord entre les ministères de l'Intérieur des deux pays, en octobre 1994<sup>905</sup>, puis par « *L'accord de coopération militaire et technique* » du 10 juin 1996,<sup>906</sup> qui sera signé respectivement par le chef du quartier général des forces armées turques İsmayıl Hakkı Karadayı et par le ministre azerbaïdjanais de la Défense Safar Abiyev avec, pour sujet l'éventuelle formation des officiers azerbaïdjanais dans les écoles militaires de Turquie.

L'évolution des relations militaires entre Ankara et Bakou s'orienta ensuite vers l'élargissement des contacts entre les ministères de la Défense et de l'Intérieur des deux pays avec la mise en place de livraisons d'uniformes et de matériels (à l'exception de l'armement et de véhicules militaires), et portait un caractère plutôt technique.<sup>907</sup>

En 1996, lors du Sommet des États turcophones, un autre accord concernant la coopération militaire et technique sera signé,<sup>908</sup> mais sans l'annexe concernant l'accord à caractère stratégique (défensif), autrement dit, un pacte de coopération militaire qui aurait obligé les parties signataires à s'accorder une aide mutuelle en cas d'agression de la part d'un État tiers. L'accord sera donc signé selon les principes de l'ONU et conformément aux accords

---

<sup>904</sup> Yaşar Demirbulak, général turc, devint conseiller militaire de A. Eltchibey et, ultérieurement, membre du Conseil de sécurité de l'Azerbaïdjan.

<sup>905</sup> À partir de 1997, la coopération entre les deux ministères s'intensifia, et se solda par la création d'une nouvelle école du ministère de l'Intérieur qui s'ouvrit à proximité de Bakou, dans la localité de Gâla en 1998.

<sup>906</sup> İSMAYIL Musa. *Op. cit.*, Vol. III, p. 631.

<sup>907</sup> La Turquie respecte la résolution de l'ONU interdisant les livraisons d'armes aux parties belligérantes du conflit du Haut Karabakh, fournissant à l'Azerbaïdjan seulement des uniformes militaires et de l'équipement de communication. Ainsi, dans les années 1994-1997, le ministère turc de la Défense a octroyé à l'Azerbaïdjan grande partie de l'uniforme, et par le biais de l'entreprise militaro-industrielle turque « ASELSAN » les moyens de communications pour l'armée nationale. En plus, l'armée nationale azerbaïdjanaise au Nakhitchevan est approvisionnée par les moyens d'alimentation en provenance du ministère de la Défense de la Turquie. Le but de cette coopération étant de faciliter la transition de l'armée azerbaïdjanaise vers les normes de l'OTAN. Entrevue de l'auteur avec Araz Aslanlı, Bakou, 08/05/2012.

<sup>908</sup> MASLIN A.V. « Voenno-politicheskoe sotrudnichestvo Turcii so stranami Zakavkaz'ja i Central'noj Azii » (La coopération militaro-politique de la Turquie avec les pays de la Transcaucasie et de l'Asie centrale), dans *Vostokovednyj sbornik* (recueil de texte sur l'Orient) sous la direction de FILONIKA A.O., №5, Moscou, 2003, p. 375-378.

internationaux. Cette condition excluait donc, pratiquement, l'implication directe de la Turquie dans le conflit du Karabakh au côté de l'Azerbaïdjan. Et, fort heureusement, car un accord à caractère stratégique défensif aurait nécessité d'entreprendre des démarches administratives à plusieurs niveaux : tout d'abord, celle d'obtenir par le Conseil de sécurité de l'ONU la reconnaissance de l'Arménie comme étant un pays agresseur, puis d'obtenir l'accord des alliés de la Turquie au sein de l'OTAN. De plus, Ankara était consciente que la signature d'un accord similaire pour entreprendre des actions militaires, fussent-elles défensives, dans la région du Caucase du sud, aurait nécessairement suscité une riposte négative de la part de la Russie.

Dès 1999, les coopérations acquirent un caractère plus dynamique, puisque la question sécuritaire dans la région du Caucase du sud passa à un niveau supérieur avec la signature de l'accord sur la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Dès lors, les relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Turquie s'inscriront dans le cadre de rencontres multilatérales avec la participation des organisations militaires régionales (OTSC et l'OTAN).

#### 4. L'OTAN, programme de coopération et le soutien de la Turquie

L'Azerbaïdjan adhéra au programme de l'OTAN « Partenariat pour la paix » en mai 1994. Ayant accepté l'invitation de participer à ce programme, le gouvernement de H. Aliyev apporta la preuve de sa volonté d'affaiblir l'influence russe en Azerbaïdjan, en choisissant la voie de l'intégration aux structures euro-atlantiques. En mai 1997, lors de la réunion à Cintra (Portugal), l'Azerbaïdjan participa au « Dialogue annuel sur la coopération dans le domaine de la sécurité de l'OTAN » et, quelques temps plus tard, à la réunion de Conseil du partenariat euro-atlantique à Bruxelles. En 1998, les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan exprimèrent leur désir de poursuivre les négociations bilatérales avec l'OTAN et, séparément, avec les pays membres de cette organisation.<sup>909</sup>

Pour mettre en œuvre les projets de coopération militaire entre l'OTAN et l'Azerbaïdjan, la Turquie joua le rôle de chef d'orchestre. Ensemble avec l'Azerbaïdjan, la Turquie organisa conjointement le Conseil de la coopération militaire avec son siège à Bakou, l'objectif étant de coordonner la formation des officiers dans le cadre du programme d'échange entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. Le quartier général de l'armée turque contribua au renforcement des relations entre le Département de défense des États-Unis, et d'autres pays membres de l'OTAN avec les pays du Caucase du sud, le but principal étant de faciliter la transition de l'armée azerbaïdjanaise

---

<sup>909</sup> MURINSON Alexander. *Turkey's entente with Israel and Azerbaijan : state identity and security in the Middle East and Caucasus*. *Op. cit.*, p. 57.

aux normes de l'OTAN et de rapprocher sa doctrine militaire à l'idéologie occidentale. Il est indispensable de noter le travail des services spéciaux turcs dans la réorientation du service de la sécurité nationale de l'Azerbaïdjan de Moscou, vers Ankara et Washington.

L'année 1999 sera marquée par l'approfondissement de la coopération entre l'Azerbaïdjan et l'OTAN. Au début de l'année 1999, le conseiller du président, Vafa Guluzadeh, déclara dans son entrevue la volonté de l'Azerbaïdjan d'installer des bases militaires occidentales sur son territoire (il s'agissait de transférer une partie de la base militaire américaine en Turquie), ce qui suscita une réaction négative de la part de la Russie.<sup>910</sup> Par la suite, en février 1999, le ministre azerbaïdjanais de la Défense Safar Abiyev se rendra en Turquie pour discuter de l'éventualité de signer un pacte militaire entre les deux pays. Un autre évènement majeur dans ce contexte fut le refus de l'Azerbaïdjan de signer un document prévoyant le non-recours à la force et le règlement des conflits par des voies pacifiques au sein de la CEI. Lors de la rencontre du Conseil des ministres de la Défense des pays membres de la CEI à Moscou en mars 1999, Safar Abiyev ne signa pas la déclaration commune des ministres condamnant les opérations militaires de l'OTAN en Yougoslavie. La même année, l'Azerbaïdjan suspendra sa participation au sein de l'Organisation du Traité de sécurité collective de la CEI.<sup>911</sup>

La signature, en 1999, de l'accord définitif sur la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan contribua à l'élargissement des relations entre l'Azerbaïdjan et l'OTAN. Par la suite, en septembre 2000, le ministre turc de la Défense Sebahettin Çakmakçoğlu effectuera une visite officielle à Bakou pour signer un accord intergouvernemental sur « la coopération dans le domaine de l'industrie militaire » portant sur l'utilisation de l'expérience de la Turquie pour développer l'industrie militaire azerbaïdjanaise. Cet accord comprenait également l'organisation de manœuvres conjointes, la mise en place d'une coopération militaire et technique à long terme et la production commune de véhicules militaires et d'armement. En outre, selon l'avis du chercheur A.V. Maslin, le commandement militaire de la Turquie adressa à l'OTAN la proposition de créer à Istanbul un quartier général des « Forces de réaction rapide » dont la zone d'intervention comprendrait les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale, avec pour tâche principale la protection de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et la lutte contre le terrorisme

---

<sup>910</sup> GULUZADƏ Vəfa. *Yol ayrıcında*, (Dans la croisée des chemins). *Op. cit.*, p. 144.

<sup>911</sup> AYDOĞAN Selahettin. « Azerbaycan ve Türkiye askerî ilişkileri » (La coopération militaire entre l'Azerbaïdjan et la Turquie), *Zaman*, 20 janvier 2008, MASLIN A.V. *Op. cit.*, p. 375-378 et ASKERZADE Aygün. « NATO çerçevesinde Azerbaycan-Türkiye askeri siyasi işbirliği ve bölgesel güvenlik sorunları » (La coopération militaro-politique entre l'Azerbaïdjan et la Turquie et la question de la sécurité régionale dans le cadre de l'OTAN), *Centre de recherches sur la mer Noire*, №20, Hiver, 2009, p. 5.

islamiste. Pour mettre en œuvre ce plan, la Turquie envisageait d'intégrer aux « forces de réaction rapide » des unités de ses III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> armées, stationnées à Istanbul et à Ankara.<sup>912</sup>

En 1999, par le biais de la Turquie, dans le cadre de la coopération du programme « Partenariat pour la Paix » avec l'OTAN, un contingent militaire azerbaïdjanais de 35 soldats a été envoyé au Kosovo pour maintenir la paix au sein des régiments turcs déployés sur place. Plus tard en 2002, un autre contingent militaire a été envoyé pour la même mission en Afghanistan.

---

<sup>912</sup> MASLIN A.V. *Op. cit.*, p. 375-378.

## **Chapitre 2 : Les échanges commerciaux au cœur des relations bilatérales des deux pays**

### *Section 1 : 1992-1998 – regard sur la situation économique des deux pays*

La République d'Azerbaïdjan dispose d'importantes ressources pétrolières et gazières, mais aussi un sous-sol riche en minéraux très divers. Près de la moitié du pays est composé de régions montagneuses. Son agriculture s'étend sur 7 % de son territoire (production de blé, de coton, de tabac, de thé, de raisins, de fruits et légumes), et 3,2 % de sa terre est utilisée pour le pâturage. L'Azerbaïdjan est un pays semi-agricole et semi-industriel, et l'une des rares Républiques soviétiques qui a atteint l'autosuffisance pour son approvisionnement énergétique et les principales variétés de produits alimentaires.

La richesse pétrolière n'est pas un phénomène nouveau pour l'Azerbaïdjan. Sa présence sur son territoire était connue depuis l'époque médiévale, où il était utilisé comme combustible pompé par des moyens improvisés de puits. Depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le premier puits pétrolier sera foré non loin de Bakou. À cette époque, l'Azerbaïdjan était l'une des provinces de l'Empire russe et c'est pour cette raison que la Russie a été l'un des principaux producteurs de pétrole entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Sa production pétrolière a cependant fortement chuté au cours de la Deuxième Guerre mondiale lorsque l'Union soviétique a procédé à la fermeture de nombreux puits pour qu'ils ne tombent pas entre les mains de l'Allemagne.

À la suite de leur exploitation active au cours des années qui suivirent l'après-guerre, les réserves souterraines de pétrole et de gaz ont été en grande partie épuisées, sa production s'orientant vers des forages en eau profonde. Bien que celle-ci prit progressivement de l'ampleur entre 1950 et 1960, une baisse lente, mais régulière sera cependant observée à partir de 1967, alors que le gouvernement de l'Union soviétique optait pour l'exploitation de ses réserves énergétiques en Sibérie. Cette tendance à la baisse de production se poursuivra jusqu'aux alentours des années 1990 lorsque l'Azerbaïdjan sera en mesure de prouver son « deuxième boom pétrolier ».

## **A. L'Azerbaïdjan et la Turquie dans le miroir de leur comparaison économique : un rappel historique**

### **1. Azerbaïdjan**

Après l'effondrement de l'URSS, l'économie de l'Azerbaïdjan a connu une grave crise économique et financière, accompagnée par une chute considérable de sa production industrielle liée à trois facteurs : la rupture des liens économiques entre les Républiques de l'ancienne Union soviétique ; la guerre avec l'Arménie sur la question du Haut Karabakh ; et, l'instabilité politique.

Au début des années 1990, les difficultés liées aux restructurations de l'économie planifiée de l'Azerbaïdjan ont abouti à l'effondrement économique et social du pays, qui sera renforcé par la décision de la Russie d'empêcher l'Azerbaïdjan d'exploiter les ressources énergétiques se trouvant dans son secteur de la mer Caspienne, sans avoir résolu la question du statut juridique de cette dernière. À cette époque, tous les indicateurs macroéconomiques montraient que l'économie se trouvait dans une situation incontrôlable, ce qui entraîna une chute considérable de sa production industrielle durant la période 1991-1995.

En septembre 1994, l'Azerbaïdjan signera un contrat pétrolier lui permettant d'exploiter ses gisements dans son secteur de la mer Caspienne, ce qui mettra l'accent sur sa possibilité de stabiliser le pays et favorisera son passage dans le deuxième « boom » pétrolier. Le gouvernement mènera une politique fiscale et monétaire stricte combinant la réduction des coûts, l'augmentation de prêts et la diminution de l'émission de la masse monétaire, pour maintenir l'inflation à un taux ne dépassant pas 2 % annuellement. Sa croissance économique reprendra progressivement à partir de la deuxième moitié des années 1990.

Cette politique ne sera pourtant pas très efficace, en raison de l'impact considérable des facteurs externes sur le marché du pétrole. En effet, la forte chute du prix du pétrole à la fin des années 1990 réduira nettement les revenus de l'exportation et des recettes fiscales du pays. Par ailleurs, le taux de change réel de la monnaie nationale augmentera sensiblement entre 1997 et 1999, favorisant l'importation de biens et de services plus rentables que ceux issus de la production nationale. Le pétrole et les produits pétroliers continueront à dominer dans le registre des exportations en Azerbaïdjan, avec une répercussion sur la diminution rapide du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière. Enfin, le grand nombre de personnes qui seront déplacées à l'intérieur du pays, le niveau élevé de la pauvreté et d'autres problèmes socio-économiques, combinés avec des réserves modérées de pétrole et de gaz, renforceront

l'importance et la nécessité d'introduire un mécanisme de bonne gestion des revenus pétroliers pour la prospérité de l'Azerbaïdjan.<sup>913</sup>

Au moment de la dislocation de l'Union soviétique, le volume des échanges extérieurs de l'Azerbaïdjan s'élevait à 4 milliards de dollars. En 1995, le volume du commerce extérieur n'était que de 1,3 milliard de dollars. Entre 1992 et 1994, le commerce extérieur se rétrécissait de moitié chaque année. En 1995, année où le volume du commerce extérieur était à son niveau le plus bas, l'Iran, la Russie et la Turquie étaient les principaux partenaires commerciaux de l'Azerbaïdjan.

De plus, il faut souligner que l'état des relations économiques extérieures de l'Azerbaïdjan témoigne qu'elle n'a pas été en mesure de définir clairement sa stratégie de développement, à la fois par de trop faibles possibilités d'investissement dans le cadre des organisations régionales et de l'intégration économique de la région, mais aussi, par la frilosité des accords bilatéraux sur des secteurs du marché mondial, sous forme de participation de sociétés étrangères et de mise en place de relations commerciales bilatérales. Dans cette évolution, le pivot principal de l'économie azerbaïdjanaise reposait essentiellement sur l'exportation des ressources énergétiques du pays.

En 1998 les investissements étrangers dans la production de pétrole et de gaz ont été multipliés par six, tandis que dans d'autres secteurs d'activité ils l'ont été plus de dix fois ([Tableau №1](#)). Cependant, si l'on prend en compte les autres investissements sectoriels, à l'exception du secteur énergétique, on observe de faibles investissements étrangers. Aussi, pour améliorer le flux de capitaux dans ces autres secteurs de l'économie, le gouvernement azerbaïdjanais aurait dû mettre en place des mécanismes visant à réglementer l'investissement du capital, ce qui aurait coïncidé avec le programme que semblaient viser les gouvernements successifs ([Carte №5](#)). Malheureusement, la tendance de l'économie azerbaïdjanaise de mettre exclusivement l'accent sur le secteur pétrolier, a été poursuivie ce qui fait que, jusqu'à nos jours, ni le gouvernement de H. Aliyev ni celui de son fils qui lui a succédé n'ont réussi à diversifier l'économie. Avec, pour conséquence que 85 % des revenus du pays sont à rattacher à l'exportation de pétrole brut et de gaz naturel. La crise économique mondiale qui sévit depuis 2009, les sanctions économiques contre la Russie, et la chute du prix de pétrole sur le marché

---

<sup>913</sup> TSALIK Svetlana. *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, Caspian Revue Watch. OECD Publishing, 2003, p. 111-114.



mondial ont secoué l'économie de l'Azerbaïdjan et l'ont conduit à la dévaluation de sa monnaie nationale de plus de 50 % en 2015.

En conséquence, il est nécessaire de distinguer deux problèmes liés au facteur pétrolier dans l'économie azerbaïdjanaise : a) la nécessité d'investir dans l'exploitation des gisements pétroliers de la mer Caspienne et, b) l'accès aux marchés du pétrole. Comme les autres pays de la région de la Caspienne et en raison de la crise économique, l'Azerbaïdjan s'est montré fortement intéressé d'obtenir des revenus pour redynamiser son économie. Partant de ce principe, les questions relatives à son indépendance économique et politique, sa vision du développement économique à long terme grâce aux revenus pétroliers, qui aurait pu être le pivot principal de la formation d'un espace économique unique (dans le cadre de la coopération au sein des organisations régionales d'intégration), ont été reléguées au second plan. Car, à cette époque, la question concernant la redynamisation à tout prix de l'économie par l'implication d'entreprises étrangères prédominait au sein du gouvernement azerbaïdjanais. Et ce sont les entreprises étrangères invitées qui sont restées dans la région et ont défini la politique pétrolière du pays, y compris la production de pétrole, et les moyens de son acheminement futur.

## 2. Turquie

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan a essayé de transformer son économie socialiste centralisée et inefficace en une économie de marché. Il est utile de souligner que l'économie de marché a ses caractéristiques spécifiques telles que : la propriété privée, des bases juridiques appropriées (droit commercial, droit de la dette, et d'autres contrôles juridiques), un taux d'inflation faible, une politique fiscale qui convient au système des prix, pas de subventions aux entreprises publiques, les taux d'intérêt gratuits, les prix fixés par l'état du marché, la présence du système bancaire et du marché des capitaux, la privatisation, etc. L'Azerbaïdjan ne possédait pas ces atouts. De plus, la population éduquée qui avait grandi sous le régime communiste souhaitait atteindre son « bonheur » grâce à l'État et n'avait pas l'ambition de tout faire pour accéder à une économie de marché.

Pour effectuer ce passage vers une économie de marché il devenait nécessaire de suivre l'exemple d'un État qui avait procédé récemment à la transformation de son économie et qui, de plus, avait une structure sociale et des fondements culturels proches de ceux de l'Azerbaïdjan. Aussi, l'exemple de la Turquie, qui avait transformé son économie plutôt centralisée et contrôlée vers l'économie de marché grâce aux réformes entreprises vers la fin des années 1980 par le

président Turgut Özal, avait acquis la faveur du gouvernement azerbaïdjanais comme modèle de développement économique à rechercher.

Malgré le fait que la Turquie n'était pas un État socialiste, même avant les années 1980, le secteur public était majoritaire, puisque 60 % de l'économie appartenait à l'État sous l'intitulé des « entreprises économiques de l'État ». Celles-ci n'avaient cependant pas le droit de définir leur politique de production, d'investissement et d'emploi, ou le prix de leurs produits. Au début des années 1980, le gouvernement turc a pris la décision d'effectuer des réformes économiques approfondies pour s'orienter vers l'économie de marché, ce qui l'a conduit à appliquer une politique plus libérale. Les réglementations commerciales et d'échange ont été libéralisées, les quotas et les dépôts d'importation et les restrictions quantitatives à l'importation et les subventions agricoles ont été supprimés. La législation de l'investissement étranger libéral a été introduite, le contrôle des prix abandonné, et des taux d'intérêt positifs et de change réalistes ont été adoptés. Avec cette politique, l'économie turque qui avait un caractère plutôt agricole, fermé et non compétitif, s'est transformée en une économie orientée vers un marché plus libéral et industriel avec une croissance significative. Après ces années 1980, l'intervention de l'État pour régulariser l'économie du pays a été réduite ce qui a favorisé son ouverture vers l'extérieur pour exporter les produits turcs et conquérir de nouveaux marchés.<sup>914</sup>

Dans ces conditions, les principaux avantages de la Turquie ont été les suivants : le développement d'une économie de marché dynamique et en pleine croissance, et des liens étroits avec l'Occident avec une démocratie politique limitée, mais tout à fait adéquate pour les conditions locales. Il convient de noter qu'en 1993, la Turquie a connu un développement très significatif, avec un taux de croissance du PIB passant de 5,9 % à 7,2 %, et un revenu national par habitant passant de 2 620 dollars à 2883 dollars, soit une augmentation de plus de 10 %. Dans le même temps, les anciennes Républiques soviétiques ont été entrées dans une phase de crises économique et sociale profondes, accompagnées par la transformation de la structure de leurs États et systèmes politiques.<sup>915</sup>

## **B. La coopération économique entre l'Azerbaïdjan et la Turquie entre 1992 et 1998**

La Turquie est l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Azerbaïdjan et la base de leurs relations économiques bilatérales s'appuie sur l'accord pour le « Développement de la

---

<sup>914</sup> BAL Idris. *Art. cit.*, Vol. III, p. 123-125.

<sup>915</sup> KUNAKOV V.V. « Turciya i sovremennye processy regional'noj ekonomicheskoy integracii » (La Turquie et les processus actuels de l'intégration régionale économique), *Blijniy Vostok i sovremennost'*, №5, 1998, p. 102.

coopération commerciale et économique », signé le 10 janvier 1990, puis renforcé par l'accord de coopération économique datant de janvier 1992, qui couvrent un champ de coopération très large et ont pour objectif de soutenir leurs relations commerciales et économiques.<sup>916</sup>

Afin d'établir leurs relations économiques et commerciales sur des bases saines, les partenaires se sont accordés pour créer, en 1991, le Conseil des affaires turco-azerbaïdjanais ayant des pouvoirs ministériels afin de superviser tous les aspects des coopérations (commerciale, économique, politique et culturelle) entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Par le biais des deux pays, la Commission intergouvernementale établie à cet effet contrôlait le développement des relations commerciales et économiques. Dès l'origine, le secteur privé turc participa activement à tous ces processus : les chambres de commerce et d'industrie, les bourses de marchandises et les bourses de valeurs, les Associations d'industriels et d'hommes d'affaires (TÜSIAD), ainsi que d'autres organisations et fondations privées avec le Comité pour les liens économiques extérieurs (DEIK). Ainsi, ce fut encore en 1991 que, suite à leur initiative, des contacts directs furent établis avec la majorité d'entre elles et que furent créés des conseils d'affaires qui définissaient conjointement les secteurs d'investissement et d'entrepreneuriat prioritaires. Toutes ces activités étaient exercées en interaction étroite avec le secteur public. Pendant la période allant de janvier 1992 jusqu'au début des années 2000, la Turquie a créé en Azerbaïdjan plus de 1300 entreprises, dont près de la moitié sont des entreprises conjointes turco-azerbaïdjanaises. Environ 40 % d'entre-elles sont d'origine turque et 10 % le sont sous forme de bureaux et de succursales des compagnies et des banques turques.<sup>917</sup> Si l'on considère le nombre d'entreprises étrangères fixées en Azerbaïdjan, la Turquie se place au premier rang, suivie par l'Iran, les États-Unis, l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, la Suisse et Israël. À la fin des années 2000, les investissements des entreprises turques dans l'économie azerbaïdjanaise étaient estimés à 1,5 milliard de dollars, soient 16,7 % de l'investissement étranger direct dans ce pays.<sup>918</sup>

La plupart des entreprises turques en Azerbaïdjan travaillaient dans les domaines de l'économie procurant des bénéfices immédiats comme le commerce, la restauration, la

---

<sup>916</sup> GÜLTEKIN Burcu. *Atteindre la Caspienne : les relations économiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan*, Dossier de l'IFEA (Institut Français d'Études Anatoliennes), Istanbul, série « La Turquie d'aujourd'hui », №14, juin 2003, p. 4-5.

<sup>917</sup> URAZOVA Elena. « Tendencija razvitija ekonomičeskogo sotrudničestva Turcii s postsovetskimi tjurkskimi gosudarstvami » (La tendance du développement de la coopération de la Turquie avec les États postsoviétiques turcophones), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №14(5), 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/14.urazru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/14.urazru.shtml)

<sup>918</sup> « Azerbaycan ölke raporu » (Le rapport du pays : l'Azerbaïdjan), *Agence turque de coopération et de développement (TIKA)*, Ministère des Affaires étrangères de la Turquie, 1994, 30-36 p.

construction, etc. Les hommes d'affaires turcs se sont emparés du secteur commercial avec l'ouverture de bars, de restaurants et de magasins, mais avec un faible investissement dans le secteur de la production industrielle. Les investisseurs privés turcs préféraient investir dans les petites et moyennes entreprises avec une rotation rapide du capital, en utilisant les matières premières et une main-d'œuvre locale à prix réduit et en créant au fil des années plus de quarante mille emplois, contribution significative pour atténuer le problème du chômage en Azerbaïdjan. Plus de 100 entreprises turques opéraient dans les secteurs du commerce, des services et de l'industrie légère (alimentaire, textile, bois, matériaux de construction, métallurgie non ferreuse, outillage, production d'appareils électriques), 70 dans celui de la construction, 10 dans les transports, 5 dans le secteur de l'imprimerie, 5 dans l'industrie pétrochimique et 5 dans les secteurs bancaires et assurances.<sup>919</sup>

Parmi les importations en Azerbaïdjan en provenance de Turquie, la place principale est occupée par les produits alimentaires, agricoles, électroniques, les pièces détachées pour les véhicules, les matériaux de construction, la soie naturelle, les appareils ménagers, la métallurgie et les meubles. Les exportations vers la Turquie sont principalement dominées par le pétrole et ses produits dérivés. Dans une certaine mesure, mais en quantités bien plus limitées, l'Azerbaïdjan exporte également vers la Turquie du coton, du polyéthylène, des betteraves à sucre, des peaux de bovins et du petit bétail, de la laine, du cuivre, de l'aluminium, des engrais phosphatés, des boissons alcoolisées et quelques autres.

La Turquie a élargi ses exportations vers l'Azerbaïdjan et diversifié la gamme des produits fournis qui a gagné en popularité par sa qualité supérieure à celle des iraniens. De plus, pendant un certain temps, les marchandises turques n'étaient pas confrontées à la concurrence russe ni à celle d'autres pays de la CEI en raison de la fermeture des lignes de chemin de fer dans le Caucase du nord. La croissance des exportations turques vers l'Azerbaïdjan a également contribué au développement sur le marché de grands centres commerciaux, tels que les supermarchés « Migros » (d'origine suisse) à Bakou, approvisionnés par des produits de consommation de provenance turque, comme le prêt-à-porter, les chaussures, les textiles, les détergents, les cosmétiques, les confiseries et bien d'autres produits alimentaires et ménagers.<sup>920</sup>

---

<sup>919</sup> « Azerbaycan ölkə raporu » (Le rapport du pays : l'Azerbaïdjan), 1996, 57-60/ 106-116 p.

<sup>920</sup> OĞAN Sinan. « Azerbaycan'ın tanımlanamayan ekonomisi ve Türkiye ile ekonomik ilişkileri » (L'économie non identifiée de l'Azerbaïdjan et ses relations avec la Turquie), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 78-79.

Les investissements turcs dans le secteur non énergétique en Azerbaïdjan s'élevaient à près de 2 milliards de dollars, soient presque la moitié du montant total des investissements turcs dans l'économie de l'Azerbaïdjan : l'agriculture, plus de 80 millions de dollars ; les services (hôtels, éducation, restauration, banques, assurances), 295 millions de dollars ; production industrielle, 410 millions de dollars ; médecine, 13 millions de dollars ; transports et communication, 100 millions de dollars ; construction, 360 millions de dollars ; industrie alimentaire, 370 millions de dollars, etc.<sup>921</sup>

Il faut cependant souligner que la Turquie ne disposait pas de moyens financiers suffisants pour prendre une part significative dans l'exploitation des gisements pétroliers de la mer Caspienne. Ses parts dans les projets pétroliers et gaziers représentaient : 6,15 % dans la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, 6,75 % dans le consortium pétrolier pour le gisement Azeri-Chirag-Guneshli, 9 % dans le projet gazéifier Shahdeniz, 5 % à Kurdashi, et 10 % dans le projet Araz-Alov-Sherg. Parallèlement, l'intérêt pour le développement des ressources naturelles est marqué par la présence d'entreprises privées turques, comme PETOIL qui a établi conjointement avec la compagnie pétrolière azerbaïdjanaise SOCAR en 1992, le complexe AZERPETOIL en vue du développement concerté des plates-formes pétrolières de Kemaleddin.

Dans les années 1990, l'un des secteurs économiques le plus développé de la coopération turco-azerbaïdjanaise était celui de la construction. Les entreprises de construction turques ont également entrepris des projets concernant le traitement et l'approvisionnement en eau potable (particulièrement à Bakou), la construction de stations de gaz, des installations sociales comme les hôpitaux, les centres commerciaux, les hôtels et des résidences habitables. La part des entreprises turques dans le domaine de la construction représentait 90 % du volume total de ce secteur d'activité en Azerbaïdjan. Jusqu'à la fin de l'année 1999, les entreprises de construction turques ont obtenu des contrats pour la construction d'une trentaine de projets pour un montant global de 400 millions de dollars. Parmi ces projets figurait la modernisation de l'aéroport international de Bakou. La valeur totale des contrats signés par les entreprises de construction

---

<sup>921</sup> ASLANLI Kənan. « Azərbaycan-Türkiyə iqtisadi əlaqələrinin mövcud vəziyyəti və inkişaf perspektivləri » (L'état actuel des relations économiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie et les perspectives de leur développement), *EcoVision* (ATIB), novembre 2009, p. 29-30.

turques en Azerbaïdjan au cours des années 1990 a été estimée de l'ordre de 500-600 millions de dollars.<sup>922</sup>

L'année 1996 a été perçue comme représentant le tournant dans la vie politique et économique de la République d'Azerbaïdjan. Le retour à la stabilité politique du pays s'est traduit par une nette amélioration de sa situation macroéconomique. En 1997, la Russie devance l'Iran et devient le premier partenaire commercial de l'Azerbaïdjan avec un taux d'échanges de 21,1 % contre 14% seulement pour la Turquie. Une année plus tard, la Turquie accédera au rang de premier partenaire commercial de l'Azerbaïdjan avec un taux d'échanges de 21,1 % alors que le commerce avec la Russie présentera un fléchissement qui la placera au deuxième rang pour son volume d'échanges avec 17,8 %. Le volume des échanges entre la Turquie et l'Azerbaïdjan sera croissant jusqu'en 1998.<sup>923</sup>

Selon cet indicateur de tendance, la Turquie a donc réussi à devancer la Russie, qui était présente sur le marché de ses échanges avec l'Azerbaïdjan avec un volume d'environ 18 %, l'Iran se situant en troisième position avec 5,6 %.<sup>924</sup> Depuis lors, la Turquie est rarement descendue en dessous de la troisième place dans son chiffre d'affaires avec l'Azerbaïdjan.

Une analyse comparative des données statistiques officielles du commerce extérieur de l'Azerbaïdjan avec la Turquie révèle cependant une grande différence sur les mêmes opérations (produits importés et exportés), ce qui permet de supposer l'existence d'une corruption à grande échelle au niveau des droits de douane et celle des allocations budgétaires liées à la collecte de l'impôt en Azerbaïdjan ([Tableau №2-3](#)).

Les comparaisons des montants des chiffres d'affaires publiés par les statistiques turques aux statistiques azerbaïdjanaises font apparaître un différentiel de 22,3 millions de dollars en 1996, 149,5 millions de dollars en 1997 et 19,6 millions de dollars en 1998, ce qui soutient le caractère caché du budget national d'un montant de 190,4 millions de dollars sur trois ans. Il convient de rajouter que la Turquie n'est cependant n'est pas le seul partenaire commercial de l'Azerbaïdjan,

---

<sup>922</sup> URAZOVA Elena. « Ekonomicheskoe sotrudnichestvo Turcii i Tjurkskikh gosudarstv SNG » (La coopération économique de la Turquie avec les États turcophones de la CEI), Institut d'études du monde Oriental de l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie, Moscou, 2003, p. 325-332.

<sup>923</sup> GÜLTEKIN Burcu. *Op. cit.*, p. 5-6.

<sup>924</sup> MESIMOV Ali. *Art. cit.*, p. 280-285.

et que des pratiques similaires sont également d'usage dans les relations avec d'autres pays partenaires.<sup>925</sup>

À la fin des années 1990 sous l'influence de la crise économique qui sévissait en Russie, en 1998, puis en Turquie en 1999 et 2001, les relations économiques entre les deux pays ont été marquées par une baisse drastique de leurs échanges commerciaux. De nombreuses entreprises turques ont été contraintes de réduire leurs activités, une partie a cessé d'exister, d'autres ont dû changer leurs activités, ce qui fait qu'on ne comptait plus au total qu'environ 600 entreprises en Azerbaïdjan.

Il convient de noter qu'après la reconnaissance officielle par la Turquie de la faible qualité des constructions sur son territoire, qui a occasionné des destructions massives à Istanbul, Izmit et dans d'autres villes turques lors du tremblement de terre qui a sévit en août 1999, l'Azerbaïdjan a décidé de suspendre la conclusion de nouveaux contrats de collaboration avec les entrepreneurs turcs. À Bakou et dans d'autres régions de l'Azerbaïdjan situées dans les zones à forte activité sismique où les entreprises turques avaient participé activement à la construction de logements, la résistance des bâtiments construits a été mise en doute.

Parmi les autres problèmes rencontrés par la Turquie lors de l'établissement de ses relations économiques et commerciales avec l'Azerbaïdjan figure en particulier la question du transport. L'éloignement géographique entre les deux pays, le manque de frontières immédiates (en dehors des onze kilomètres avec le Nakhitchevan), d'itinéraires directs de transports terrestres, la nécessité de transiter par les territoires des pays voisins, le mauvais état technique de la grande majorité des chemins de fer et des routes existantes, l'absence de véhicules modernes, et l'incohérence de la législation et des politiques tarifaires ont été des freins pour le développement des coopérations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

En plus de l'impact négatif des conditions de transport pour l'établissement des relations entre les deux pays, il y a aussi eu, en Azerbaïdjan, la crise politique liée à l'effondrement de l'URSS et, en Turquie, le problème de la question kurde. Pendant une grande partie des années 1980-1990, une lutte a été menée contre les Kurdes dans la partie est et sud-est du pays avec, pour conséquence, le déclenchement de l'état d'urgence. Pour les deux raisons que nous venons d'évoquer, la plupart des accords bilatéraux et multilatéraux qui avaient été signés au début des

---

<sup>925</sup> IBADOGLY Gubad. « Izderzhki « perekhodogo perioda » v Azerbaydzhane » (Les coûts de la « transition » en Azerbaïdjan), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États). *Op. cit.*, 2001, p. 289.

années 1990, y compris dans le cadre de l'OCEMN et de l'ECO, et qui supposaient la modernisation des routes et la construction de nouveaux chemins de fer, de pipelines, et d'autres infrastructures de transport n'ont pas été mis à exécution.

Bien que l'élite politique de l'Azerbaïdjan fit savoir son mécontentement pour la faible implication des investisseurs turcs en Azerbaïdjan, le gouvernement comprendra rapidement qu'il serait inopportun, pour deux raisons, de considérer la Turquie comme un simple fournisseur des investissements de l'économie azerbaïdjanaise. Car, d'une part, il pouvait être utile au pays de profiter de son expérience du développement d'une économie de marché et, de l'autre, sa situation géographique offrait de grandes possibilités de coopération dans la résolution des problèmes de transport et de création d'infrastructures pour l'acheminement du pétrole azerbaïdjanais vers l'Ouest.

Ayant contribué à établir le commerce bilatéral et les relations économiques avec l'Azerbaïdjan, la Turquie a favorisé son intégration rapide aux processus régionaux et internationaux. Dans une même dynamique, elle a facilité son adhésion dans les Organisations régionales existantes (ECO, OCEMN), favorisé l'établissement de liens entre eux et les structures des pays industrialisés (OCDE, OSCE, UE), et son adhésion aux organisations financières internationales, notamment le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque mondiale, la BERD (Banque Européenne de Recherche et Développement), la Banque asiatique de développement et d'autres banques et fondations. Ces liens ont permis à l'Azerbaïdjan d'accéder à des sources de crédits, de marchés financiers, de conseils et d'autres services, ainsi qu'à l'assistance technique de la communauté internationale.

Soutenue par l'Occident, la Turquie a réussi à influencer l'Azerbaïdjan, ainsi que les autres Républiques de l'Asie centrale dans la formulation de leurs stratégies économiques. Axées sur le modèle turc et, ultérieurement, sur les modèles économiques occidentaux, elles ont commencé à jeter les bases d'une économie de marché, mettre en œuvre la libéralisation économique, procédé à la privatisation des biens de l'État, et engagé les réformes foncières destinées à permettre le transfert à la propriété privée des fermes collectives et étatiques.

Ces évolutions ont contribué à une adaptation très rapide des nouveaux États aux conditions et exigences du marché mondial, en donnant confiance aux investisseurs extérieurs



*Section 1 : Les entreprises turques en Azerbaïdjan et les organisations économiques régionales*

**A. Les entreprises turques en Azerbaïdjan : TÜRKSÖY, TIKÄ, TDRA**

1. La participation des entreprises turques dans le redressement de l'économie azerbaïdjanaise

Au moment de la constitution des nouveaux États indépendants, l'économie de la Turquie était déjà orientée vers le marché extérieur. Elle a donc réussi assez rapidement à réorienter ses activités vers les marchés de la Russie et des anciennes Républiques soviétiques.

Nous distinguerons parmi les compagnies turques implantées en Azerbaïdjan, celles qui relèvent de l'État (secteur public) et celles qui dépendent du secteur privé. Parmi les compagnies étatiques, trois d'entre-elles jouèrent un rôle important dans le soutien de l'économie de marché et dans la création d'une communauté culturelle, linguistique et religieuse, non seulement en Azerbaïdjan, mais aussi dans d'autres Républiques turcophones de l'Asie centrale. Ce sont les entreprises TÜRKSÖY, TIKÄ et TDRA.

2. TÜRKSÖY

L'Organisation internationale culturelle TÜRKSÖY<sup>926</sup> fit son apparition en 1993, à la suite de la décision des ministres de la Culture de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Turkménistan et de la Turquie de créer une organisation réunissant ces pays sur base de valeurs culturelles, religieuses et linguistiques communes, et avec la participation d'observateurs des différentes Républiques fédérales turcophones de la Russie, comme le Bachkortostan, le Tatarstan, la Tuva, la Khakassie et la République turque de Chypre du nord.

Il est important de souligner les efforts que A. Çay, ministre turc pour les Relations avec les Républiques turcophones de la CEI, entreprit dans les années 1990 pour consolider les peuples turcophones au sein d'une union politique et ethnoculturelle<sup>927</sup> dont l'activité était alimentée par des rencontres régulières entre les chefs d'État lors des sommets des États turcophones.

---

<sup>926</sup> Selon le concept de ses fondateurs, TÜRKSÖY devait jouer le rôle de « l'UNESCO du monde turcophone ». Les deux premiers Sommets se tinrent en Turquie, à Ankara (octobre 1992) et à Istanbul (octobre 1994) ; le troisième fut organisé au Kirghizistan (Bichkek, août 1995).

<sup>927</sup> DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V. *Op. cit.*, p. 224-225.

TÜRKSÖY (Uluslararası Türk Kültürü Teşkilatı) avait son siège social à Ankara et utilisait le turc comme langue de communication. Son Conseil de direction était dirigé par l'un des ministres de la Culture des pays membres<sup>928</sup> qui organisait, deux fois par an, des réunions plénières avec les ministres homologues des autres pays membres.

Les objectifs les plus importants de TÜRKSÖY, étaient de :

- a) Réaliser différents programmes et projets, visant à contribuer au renforcement des relations culturelles entre les pays membres ;
- b) Mettre en évidence des valeurs historiques communes, les chefs-d'œuvre artistiques, les types de sports traditionnels, les fêtes populaires (folkloriques) etc. ;
- c) Créer des programmes, des émissions télévisées et des films documentaires pour aider au rapprochement des pays membres et,
- d) Organiser des concerts conjoints, des symposiums, des expositions thématiques, etc.

Parmi les manifestations déjà organisées peuvent être évoquées, à titre d'exemple, les soirées commémoratives d'Ankara consacrées au musicien azerbaïdjanais Niyazi, la célébration de la fête du printemps Novrouz organisée à Chypre en mars 1994,<sup>929</sup> le festival de l'art théâtral « Touranlig », organisé au Bachkortostan en 1996 et la célébration du 1300<sup>e</sup> anniversaire du poème épique intitulé « Dédé Gorgut » en Azerbaïdjan.<sup>930</sup>

### 3. TIKA

L'agence turque pour la coopération et le développement (Türkiye İş Adamları ve Kalkınma Ajansı - TIKA) a été créée en 1992 auprès du ministère des Affaires étrangères de Turquie. TIKA avait son propre statut juridique et son indépendance budgétaire, en dépit de son rattachement au ministère, et elle poursuivait l'objectif de coordonner les actions des départements et des organisations, y compris du secteur privé, des pays turcophones. Elle joua un rôle important dans la coordination de la coopération avec les États turcophones de la CEI et de celle des minorités turcophones (la Moldavie, la Mongolie, le Tadjikistan, la Géorgie, l'Ukraine, certains pays de la péninsule balkanique, Chypre), en gérant la multitude des relations avec les

---

<sup>928</sup> À titre d'information, depuis sa création et jusqu'au milieu des années 2000, le directeur général de TÜRKSÖY fut le ministre de la Culture de l'Azerbaïdjan Polad Bülbül oğlu (actuellement, ambassadeur de l'Azerbaïdjan au sein de la Fédération de Russie).

<sup>929</sup> La fête du printemps Novrouz remonte à l'époque pré-islamique et se réfère au culte du feu. Cette fête qui annonce l'arrivée du printemps est liée à la religion zoroastrienne, dont le symbole principal est le feu. En dépit du fait que les pays de l'Asie centrale reconnaissent l'islam, Novrouz a survécu jusqu'à nos jours, mais avait perdu son idéologie religieuse. Aujourd'hui, Novrouz est célébré non seulement dans les pays turcophones du Caucase du sud et de l'Asie centrale, mais aussi en Afghanistan, au Tadjikistan, en Iran et, partiellement, en Turquie.

<sup>930</sup> MƏMMƏDLİ Natiq. *Op. cit.*, p. 178-183.

Républiques « sœurs » dans les domaines économique, culturel, de l'enseignement, du tourisme, etc.

L'activité principale de TIKA dans le domaine économique était l'aide accordée à la croissance des Républiques turcophones ainsi qu'à celle des pays voisins de la Turquie ayant choisi la voie du développement, le déploiement de projets et de programmes conjoints et la régularisation des questions juridiques, techniques, sociales et écologiques de leur coopération.

Parmi les tâches majeures de TIKA figuraient :

- La contribution aux réformes structurelles du marché ;
- La création des conditions pour l'intégration rapide des nouveaux États à l'économie mondiale ;
- La multiplication des coopérations avec la prise en compte des intérêts de la Turquie ;
- L'élaboration des projets et des programmes avec la participation des compagnies privées ;
- La mise en œuvre de la coopération par le biais des programmes et des projets envisagés dans le domaine de l'économie, de l'échange culturel, du soutien social, du commerce, etc. ;
- Le renforcement des structures étatiques pour une gestion efficace de l'économie et,
- L'aide au développement de l'agriculture, etc.<sup>931</sup>

Pour la mise en œuvre de ces activités, TIKA s'associa à certains projets des ministères, des entreprises publiques et des banques, en coopérant parallèlement avec des organisations internationales, comme l'ONU, OCED (Organisation pour la coopération économique et le développement), et les structures publiques de certains pays. L'Agence offrit également d'autres formes d'aides aux Républiques turcophones comme : la consultation dans le domaine des investissements étrangers ; le développement des grandes et moyennes entreprises ; la formation des cadres ; le perfectionnement du système bancaire, etc. Par ailleurs, sous l'égide de TIKA, furent créés : le Centre du développement du secteur privé ; l'Union eurasiatique des chambres de commerce et des bourses et l'Union des agences d'information des pays turcophones. Grâce à son partenariat le réseau informatique reliant les centres de recherches scientifiques des pays turcophones à la Turquie fut également créé.<sup>932</sup>

---

<sup>931</sup> Entrevue de l'auteur avec le représentant de la TIKA en Azerbaïdjan, Bakou, 01/05/2012.

<sup>932</sup> GAZIGİL Orhan. « Turizm ölkəsi olması üçün Azərbaycanda vacib elementlər var » (L'Azerbaïdjan a des atouts pour devenir un pays touristique), *EcoVision* (ATIB), novembre 2010.

Officiellement, la TIKA existe en Azerbaïdjan depuis 1994 avec un premier investissement dans le domaine de l'agriculture du blé dans la région de Khatchmaz. Ce projet avait pour objectif la création d'une variété appropriée de blé, pour réduire la dépendance de l'Azerbaïdjan, qui souffrait à l'époque d'une pénurie de sa production céréalière, des exportations turques. Les autres axes principaux de l'activité de TIKA en Azerbaïdjan étaient liés au secteur pétrolier, à l'organisation des recherches pour la construction d'entreprises industrielles sur son territoire, à l'élaboration de ses cartes territoriales, l'amélioration de ses infrastructures et la mise en œuvre de diverses formations pour augmenter la qualification des cadres, l'ensemble avec un investissement financier de plus de 50 millions de dollars.<sup>933</sup> Des réunions, des stages à différents niveaux afin de transmettre l'expérience nécessaire aux pays turcophones furent organisés par le ministère de l'Agriculture de la Turquie. En collaboration avec TIKA, TIGEM et Konya Bagrı Dagdash Research Center, la ferme « 28 Mai » azerbaïdjanaise créa une nouvelle variété de blé, adaptée aux conditions climatiques en Azerbaïdjan. Menées conjointement, ces recherches scientifiques aboutirent également à la création d'autres nouvelles variétés de blé.<sup>934</sup>

En examinant les activités de TIKA dans sa globalité ([Tableau №4](#)), l'on atteste que de 1992 à 2003 plus de 2 506 projets furent mis en place, dont les projets en Azerbaïdjan constituent 250 ou 9,9 % du nombre total des projets et les investissements se situent principalement dans trois domaines : la culture, l'éducation et la diplomatie ([Tableau №5](#)).<sup>935</sup>

#### 4. TDRA

Parmi les autres institutions actives, nous pouvons citer la Direction turque pour les questions religieuses (TRDA), mais aussi, le Centre d'éducation de la communauté religieuse de Fethullah Gülen, la Fondation internationale turque de recherches de Turan Yazgen, la Fondation « l'unité eurasiennne » et quelques autres, dont les orientations principales sont : la diffusion du modèle turc de développement ; la riposte à l'activité des islamistes iraniens et arabes et, de loin la plus importante, la formation des cadres à divers profils pour les Républiques du Caucase du sud et de l'Asie centrale. Par exemple, la TDRA avait pour but de renforcer les positions turques dans les Républiques turcophones, ainsi que la prévention de l'expansion, dans ces territoires, de l'islam iranien et du courant wahhabite.

---

<sup>933</sup> *Ibid.*

<sup>934</sup> KABASAKAL Öner. *Art. cit.*, p. 47.

<sup>935</sup> MƏMMƏDLİ Nətiq. *Op. cit.*, p. 208-209.

La diversité de l'islam diffusée par la TDRA comprenait l'apolitisme, la sécularité et la circonscription de la religion par la vie privée des gens. En même temps, cette organisation s'occupait de la diffusion des savoirs religieux, la formation des serviteurs du culte, des travaux d'entretien et de la construction des édifices culturels.

Une autre façon pour la Turquie de soutenir économiquement l'Azerbaïdjan l'était par l'aide au développement de son secteur privé. Entre 1992 et 1995, la part de l'économie turque en Azerbaïdjan était plus faible que celle de la Russie. Pourtant, à partir de 1996, à la faveur de la fermeture des frontières avec la Russie, les échanges de marchandises entre les deux pays prirent leur envol, ce qui classa la Turquie parmi les trois premiers fournisseurs de l'Azerbaïdjan. Entre 1996 et 1998, la Turquie occupera même la première place en réalisant 15 % des investissements étrangers directs en Azerbaïdjan pour un montant total de 8,7 milliards de dollars. Elle sera également le premier investisseur dans le secteur non énergétique. Selon les données du ministère pour le Développement économique, le montant des investissements turcs hors secteur énergétique était de l'ordre de 450 millions de dollars. En décembre 2001, l'Azerbaïdjan comptait 1486 sociétés à capitaux turcs et de sociétés à capital mixtes turco-azerbaïdjanaises, dont la moitié demeure toujours en activité. Le marché financier azerbaïdjanais a été construit sur le modèle de celui d'Istanbul. Les données fournies par le Secrétariat d'État au Commerce extérieur turc révèlent qu'en 2001, 54 entreprises turques ont travaillé en Azerbaïdjan sur 126 projets pour un investissement global de 1,3 milliard de dollars.<sup>936</sup>

Parmi d'autres entreprises turques impliquées en Azerbaïdjan, nous pouvons également citer TÜSIAB (Association internationale des industriels et hommes d'affaires turcs de l'Azerbaïdjan) qui regroupe 200 entreprises turques ; le Conseil d'Affaires Turco-Azerbaïdjanais créé le 3 novembre 1991, rassemblant en son sein quelque 235 entreprises ; Eximbank, Baybank, et Koçbank, les banques conjointes azerbaïdjano-turque Ziraat et Azerturkbank ; les entreprises de commerce comme Master Tibot, Ramstore, Koç Holding, réseau de restaurants « Anadolu », etc.

Deux éléments sont à souligner : 1) Malgré les résistances concernant l'aide turque qui était accordée aux pays turcophones, il serait inexact de la présenter comme une manifestation ouverte d'un « panturquisme » et, encore moins, de la solidarité religieuse d'un « panislamisme ». Parmi les bénéficiaires de ces prêts figurait la Géorgie (50 millions de dollars, ainsi que 12,7 millions de dollars octroyés par le Conseil aux relations économiques extérieures -

---

<sup>936</sup> GÜLTEKIN Burcu. *Op. cit.*, p. 8.

DEIK) et le Tadjikistan (50 millions de dollars). En outre, la Turquie offrait aussi une aide humanitaire à l'Arménie. Mais, évidemment, avec l'accent mis sur l'aide prioritaire destinée aux pays turcophones comme traduction de la politique étrangère de la Turquie. 2) La condition d'utilisation de ces crédits turcs, à savoir l'achat de produits turcs et la construction des installations d'infrastructure avec la participation d'entreprises turques, indiquait clairement que cette activité turque déployée dans les pays de l'ex-URSS entre 1991–1993 avait une forte motivation économique et pour objectif de s'installer sur les marchés du vaste espace s'étendant de la mer Noire jusqu'à la Chine.

##### 5. TPAO et BOTAŞ dans les projets énergétiques

Les hydrocarbures occupent une place de plus en plus importante dans les échanges extérieurs de l'Azerbaïdjan. Les ventes de brut s'élèvent à 1,730 milliards de dollars et représentent 75 % du total des exportations contre 56 % en 2000. Avec les produits raffinés, les hydrocarbures forment 89 % du total des exportations.<sup>937</sup>

TPAO (Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı) détient une participation de 6,75 % dans le consortium international, ce qui représente environ 35 millions de tonnes de pétrole, du volume total exploité de 530 millions de tonnes. La compagnie PETOIL détient conjointement avec la SOCAR 50 % d'actifs grâce à l'exploitation du puit pétrolier terrestre de Mishovdag.<sup>938</sup> Le consortium Tekfen-Azfen vient de remporter l'appel d'offre de l'AIOC/BP, d'un montant de 80 millions de dollars pour la construction d'un terminal terrestre dans le cadre de la première phase du projet Azéri-Chirac-Guneshli. Le montant des investissements turcs dans le secteur énergétique s'élève à 480 millions de dollars. La part d'intéressement de la firme Turkish Petroleum est de 6,75 % dans le consortium AIOC (Azerbaijan International Operating Company), de 9 % dans le projet de Shah Deniz, de 5,08 % dans le projet de construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, et de 9 % dans le projet de construction du gazoduc Bakou-Erzurum. Le montant des investissements turcs réalisés à ce jour en Azerbaïdjan atteint 1,5 milliard de dollars.

Les investissements réalisés par la Turquie dans le secteur énergétique s'élèvent à 480 millions de dollars, ce qui les place en cinquième position dans le consortium AOIC. En 2001, la Turquie était le troisième investisseur étranger en Azerbaïdjan et se situait derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le poids de BP-Amoco dans les projets énergétiques explique la position

---

<sup>937</sup> GÜLTEKIN Burcu. *Op. cit.*, p. 2-3.

<sup>938</sup> KABASAKAL Öner. *Art. cit.*, p. 49.

occupée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, tandis que c'est par ses investissements hors secteur énergétique que la Turquie parvient à se hisser à la troisième position.<sup>939</sup>

La Turquie participe, par l'intermédiaire de sa compagnie nationale Turkish Petroleum (TPAO), à six projets qui totalisent 26,1 milliards de dollars d'investissements. TPAO prend part à deux projets d'exploration et à deux projets de production, ainsi qu'à la construction de l'oléoduc et du gazoduc qui traversent le territoire turc. Projet d'exploration et de production du gisement pétrolier de Kurdashi-Araz-Kirgan Deniz : signé en juillet 1998, ce projet d'exploration d'un montant de 2,5 milliards de dollars a été abandonné pour cause de résultats décevants. La part de la TPAO s'élevait à 5 %. La part de la TPAO y sera de 10 %. Gisement pétrolier d'Azeri-Chirag-Günesli : la part de la TPAO qui était de 2,5% sous la présidence de A. Eltchibey passera à 6,75 %. Gisement de gaz naturel de Shah Deniz : la part de la TPAO y est de 9 %. Le montant des investissements de la Turquie dans ces quatre projets s'élèvera à 2,2 milliards de dollars. Parmi les vingt sociétés présentes dans ces projets, la Turkish Petroleum occupe la cinquième place par le montant de ses investissements. Le poids de la Turkish Petroleum dans les projets énergétiques en Azerbaïdjan, et notamment au sein du consortium AIOC, est considérable au regard de la taille de la firme.

Ainsi, la Turquie est partie prenante des accords de production et participe aux projets qui permettront l'acheminement des ressources énergétiques vers les marchés. Elle se voit conférer un statut de pays à la fois producteur et transporteur, mais sa capacité à orienter les décisions demeure limitée et dépend étroitement du poids de la TPAO au sein des consortiums mis en place.<sup>940</sup>

Selon Gareth M. Winrow, la compagnie TPAO ne porta pas assez d'intérêt pendant les négociations avec les représentants de la Compagnie pétrolière internationale de l'Azerbaïdjan (Azerbaijan International Operating Company), ce qui réduisit considérablement son rôle dans le consortium. Autrement dit, TPAO s'occupait surtout de l'analyse du matériel, BOTAŞ (Boru Hatları ile Petrol Taşıma Anonim Şirketi), de l'acheminement du pétrole et TUPRAŞ pour l'encaissement des profits.<sup>941</sup>

Afin de comprendre la faible implication des compagnies pétrolières turques au Consortium international, il est nécessaire d'examiner l'origine du conflit entre ces compagnies.

---

<sup>939</sup> GÜLTEKIN Burcu. *Op. cit.*, p. 7.

<sup>940</sup> GÜLTEKIN Burcu. *Ibid.*, p. 24.

<sup>941</sup> WINROW M. Gareth. « Turkey and Caspian energy », *The Emirates center for strategic studies and research*, №37, 1999, p. 13.

Dans les années 1980, lorsque Turgut Özal était en fonction comme Premier ministre de la Turquie, TPAO et BOTAŞ (qui faisait alors partie de TPAO jusqu'en 1994) furent rattachés administrativement au Conseil des ministres. En revanche, au début des années 1990, TPAO passa sous le contrôle du ministère de l'Énergie. En 1995, avec la mise en œuvre des projets pétroliers dans la mer Caspienne, et suite à l'augmentation de son rôle lors des négociations menées par le ministère turc des Affaires étrangères, TPAO prit une importance grandissante dans les participations au consortium pétrolier en Azerbaïdjan, ce qui n'empêcha pas la direction de BOTAŞ de s'y impliquer de la même manière pour créer une sorte de concurrence à TPAO.

Dans cette confuse situation, Tansu Çiller, Premier ministre de Turquie à l'époque, émit le 2 août 1995 un décret portant sur la nomination de Emre Gönensay en tant que coordinateur des projets pétroliers avec, comme conséquence, le rattachement de TPAO et de BOTAŞ au Conseil des ministres. Mais, avec la succession de Tansu Çiller par Mesut Yılmaz en avril 1996, E. Gönensay sera limogé de son poste de coordinateur des projets pétroliers pour occuper celui de ministre des Affaires étrangères et de l'Énergie, fonction qui lui permettra de superviser ce domaine jusqu'en septembre 1997. Son influence au sein des cercles de l'industrie pétrolière étant très forte, il contrôlera de plus près les questions pétrolières sous la nouvelle coalition Erbakan-Çiller.

Gareth M. Winrow souligne également la confrontation entre E. Gönensay et le chef de BOTAŞ Hayrettin Yüzun. Ce dernier milita pour l'acheminement ferroviaire du premier pétrole azerbaïdjanais destiné à la Turquie. Dans cet objectif, le pétrole aurait du être transporté de Bakou vers la ville portuaire géorgienne de Batoumi,<sup>942</sup> puis dans des tankers (bateaux à très grand tonnage) vers la Turquie pour son raffinage ultérieur. La profondeur insuffisante de la mer à Batoumi ne permettant pas de charger les tankers de grand tonnage, et les différends politiques de l'époque entre Tbilissi et l'Adjarie (République autonome au sein de la Géorgie, abolie sous la présidence de Mikheil Saakachvili), obligèrent l'administration azerbaïdjanaise de réviser sa décision en faveur de Soupsa<sup>943</sup>, deuxième ville portuaire de Géorgie.

Le faible intérêt des entreprises privées turques telles que GAMA, TEKFEN, ENKA, etc., au projet pétrolier Bakou-Tbilissi-Ceyhan, que les médias turcs décrivaient comme « le lobby

---

<sup>942</sup> WINROW M. Gareth. « Turkey and Caspian energy ». *Art. cit.*, 16-17.

<sup>943</sup> En automne 1998, lors des pourparlers sur Bakou-Ceyhan (Main Oil Export), le vice-président de SOCAR Ilham Aliyev rejeta l'éventualité d'augmentation de la capacité de l'oléoduc Bakou-Soupsa. La preuve des batailles acharnées derrière les coulisses montre qu'en 1998 la Turquie prit la décision d'impliquer les sanctions à l'encontre de British Petroleum et AMOKO, qui s'opposaient à la mise en œuvre du projet Bakou-Ceyhan. Le gouvernement proposa de suspendre l'achat du pétrole de ses compagnies et d'exclure AMOKO de participer dans la construction de la station thermoélectrique à Aliğa, en Turquie.



pro-russe », s'expliquait par leurs fortes implications économiques en Russie. Ces compagnies participaient en effet à trois cent soixante-quinze (375) projets dans l'espace de la CEI, dont deux cent quarante-cinq (245) se trouvaient sur le territoire de la Russie. Et c'est pour cette raison qu'elles proposaient de construire des gazoducs depuis la Russie vers la Turquie et militaient pour le rattachement de l'oléoduc Bakou-Novorossiysk avec Ceyhan sans nécessité de construction d'une nouvelle ligne Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Selon ces entreprises, le pétrole devait être acheminé par tankers de Novorossiysk vers la ville portuaire turque de Samsun sur la mer Noire, puis de Samsun à Kırıkkale en Anatolie méridionale, et enfin à Ceyhan. Le seul inconvénient de cette proposition étant la forte dépendance de la Turquie du pétrole et du gaz russes. Mais, contrairement aux autres structures d'État, comme le ministère de la Défense par exemple, les compagnies pétrolières ne représentaient pas une force monolithique et se prêtaient à l'influence et aux pressions extérieures.<sup>944</sup>

Malgré le soutien américain accordé à la construction de la ligne Bakou-Ceyhan, la participation turque restait assez passive, ce qui suscita le mécontentement du président H. Aliyev, lors du séjour à Bakou, en 1998, du ministre turc de l'Énergie Ersumer. Il lui reprocha la position indécise de la Turquie lors de la création de la commission d'experts pour étudier le projet Bakou-Ceyhan. Selon le président, la Turquie n'a pas fait suffisamment pour entamer la construction de l'oléoduc. Ce n'est qu'après le Sommet d'Istanbul en 1999, que les compagnies pétrolières turques s'impliquèrent activement dans la concurrence pétrolière avec les compagnies occidentales, mais sans aucune chance de pouvoir augmenter leur part dans le consortium pétrolier.

#### **B. L'Azerbaïdjan et la Turquie au sein des organisations régionales : l'OCE (Organisation de la Coopération économique) et l'OCEMN (Organisation de la Coopération économique de la mer Noire)**

L'une des priorités majeures de la politique étrangère de la République d'Azerbaïdjan après son accession à l'indépendance était sa représentation au sein des organisations internationales. Donc, l'une de ses orientations était aussi la coopération avec les organisations régionales comme : a) l'Organisation de la coopération économique et b) l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire où la Turquie exerçait une influence prédominante.

---

<sup>944</sup> WINROW M. Gareth. *Ibid.*, p. 18.

Au milieu des années 1990, avec le soutien d'Ankara, les Républiques turcophones intégrèrent également, à côté des organisations régionales susmentionnées, des organisations financières internationales : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque asiatique du développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, etc., dont la Turquie était aussi membre. Grâce à cette volonté, les États turcophones obtinrent l'accès à des crédits avantageux et s'associèrent à d'autres formes de coopérations et de collaborations internationales. L'initiative de la Turquie contribua donc au déclenchement des processus d'intégration régionaux et internationaux au Caucase du sud et en Asie centrale.<sup>945</sup>

### 1. L'Organisation de coopération économique

L'histoire de l'Organisation de la Coopération économique (OCE) remonte à 1964, lorsque la Turquie, l'Iran et le Pakistan créèrent l'Organisation de la Coopération régionale (OCR) devenue l'OCE en 1985, considérée plutôt comme un « complément économique » du bloc militaire CENTO,<sup>946</sup> et destinée à assurer le rapprochement économique des pays membres, à consolider leur unité dans le cadre de ladite organisation militaro-politique.<sup>947</sup>

Vers la fin des années 1970, l'activité au sein de l'OCR diminua considérablement à cause des difficultés économiques des pays membres et, en 1979, l'organisation cessa d'exister après la révolution iranienne qui proclama l'OCR et CENTO comme des héritages du régime du « shah ».

#### a) Restauration de l'organisation après les réformes en Turquie, en Iran et au Pakistan.

---

<sup>945</sup> URAZOVA Elena. « Tendencija razvitija ekonomicheskogo sotrudnichestva Turcii s postsovetskimi tjurkskimi gosudarstvami » (La tendance du développement de la coopération de la Turquie avec les États postsoviétiques turcophones). *Art. cit.*, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/14.urazru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/14.urazru.shtml)

<sup>946</sup> CENTO — Le Traité d'Organisation du Moyen-Orient, plus communément appelé Pacte de Bagdad, a été signé le 24 février 1955 par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni. Le pacte sera rebaptisé Organisation du Traité central (Central Treaty Organisation) ou CenTO, après le retrait irakien le 24 mars 1959. S'inscrivant dans le cadre de la politique de « l'endiguement » menée par les États-Unis lors de la Guerre froide dont le but était de ralentir la montée en puissance de l'Union soviétique au Moyen-Orient, à travers la mise en place de ce que l'OTAN appelle un « cordon sanitaire ». Construite sur le modèle de l'OTAN, cette alliance avait contraint les nations aussi bien à la coopération mutuelle et la protection qu'à la non-intervention dans les affaires des autres. Son but était de contenir l'Union soviétique en ayant une ligne d'États forts sur sa frontière sud. Cependant, sur le plan géopolitique, l'alliance était considérée comme l'une des moins réussies de la Guerre froide. D'autre part, le CENTO se dirigea, dès les années 1960, vers une coopération économique entre les membres. L'Organisation est dissoute en 1979, juste après la révolution qui renversera le Shah en Iran, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte\\_de\\_Bagdad](http://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_de_Bagdad)

<sup>947</sup> KUNAKOV V.V. *Op. cit.*, p. 153-154 et MƏMMƏDLİ Natiq. *Op. cit.*, p. 172-174.

Compte tenu des difficultés insurmontables des situations sociale et économique et de la dégradation de la politique étrangère des pays de la région, la décision de recréer l'organisation, mais sous un nouvel angle - l'Organisation de coopération économique (OCE) – fut prise, dont les pays fondateurs poursuivraient leurs propres objectifs suite à la situation géopolitique établie dans la région : la Turquie, qui venait de sortir de la crise économique de 1980, lorsque les militaires prirent le pouvoir après le coup d'État, fut en quête de nouveaux marchés pour exporter ses produits. Malgré le passage du pouvoir à un gouvernement civil, l'armée maintenait le contrôle sur les réformes engagées dans le pays. Le seul marché possible pour les marchandises et les services turcs était alors celui des pays voisins musulmans à savoir, l'Irak et les pays du Golfe. Dans le contexte renouvelé lié à la refondation de l'OCE, la Turquie obtiendra cependant la possibilité d'élargir son expansion commerciale dans la région, assurant les sources de financement indispensables pour son développement. De son côté, affaibli par sa guerre sanglante avec l'Irak, l'Iran aspirait au rétablissement de ses liens extérieurs afin d'assurer l'acheminement en continu des ressources de première nécessité. Tandis que le Pakistan, en raison de son conflit avec l'Inde au Kashmir, était à la recherche de nouveaux alliés parmi les pays musulmans. Entre 1980 et 1990, en dépit des objectifs politiques et économiques poursuivis par chacun des pays fondateurs, furent créées au sein de l'OCE, la Chambre de commerce et de l'industrie ainsi que l'Union postale, et signés des accords de coopération dans les domaines des transports routier et ferroviaire, des communications maritimes et aériennes, etc.

#### **b) L'adhésion de nouveaux États membres en 1992**

La composition de l'OCE changea considérablement après l'adhésion en son sein, le 28 novembre 1992, de sept nouveaux membres : les cinq Républiques postsoviétiques turcophones ( l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan) ainsi que le Tadjikistan et l'Afghanistan. L'adhésion de ces pays fut liée à deux raisons : 1) par l'existence d'une histoire, d'une culture et d'une religion communes qui, dans son étape initiale, prévoyait d'attirer l'aide humanitaire et économique de la part des pays voisins afin de dépasser la lourde crise sociale et économique, suite à la rupture avec la Russie, et de pouvoir bénéficier de la médiation des pays fondateurs pour assurer l'accès aux marchés internationaux et, 2) à partir de la deuxième moitié des années 1990, par la nécessité d'entreprendre des réformes de développement économique de grande envergure, afin de créer des conditions de réalisation du potentiel de leurs ressources naturelles, avec l'appui international et les opportunités offertes par l'OCE. Ces raisons furent prises en compte dans les premiers documents adoptés par l'OCE dans sa nouvelle composition, et en février 1993 à Quetta (Pakistan), lors de la réunion de Conseil des

ministres de l'OCE qui adopta le plan Quettine définissant les axes directeurs de l'Organisation jusqu'en l'an 2000.<sup>948</sup>

L'un des objectifs principaux de l'OCE était l'intégration cohérente et progressive des pays de la région dans le système des relations économiques internationales, avec le soutien financier et technique des pays développés, des organisations internationales et du capital étranger privé, malgré les risques que pouvaient prendre les investisseurs étrangers dans cette région peu accessible et politiquement instable.

L'organisation développa ses activités parallèlement sur plusieurs directions : dans le domaine de la coopération énergétique régionale, elle prévoyait d'élaborer le projet d'un réseau d'oléoducs et de gazoducs pour répondre aux besoins de la région et d'assurer l'accès aux villes portuaires maritimes pour la sortie des pays membres de l'organisation vers les marchés internationaux. Un autre exemple relevait du secteur industriel, où le secteur privé était encouragé à entreprendre des investissements supplémentaires. En même temps sera acté le but de renforcer la coopération entre les pays membres dans le domaine de l'agriculture, afin de contribuer au perfectionnement des méthodes de production afin d'assurer les produits alimentaires indispensables.

c) Les objectifs politiques et économiques suivis par des trois pays fondateurs (la Turquie, le Pakistan et l'Iran) à l'égard de nouveaux membres

Dans ces conditions, l'Iran, le Pakistan et la Turquie comptaient renforcer leur influence sur les marchés des États postsoviétiques musulmans, car l'OCE englobait sept millions de kilomètres carrés avec une population de trois cent cinquante (350) millions de personnes. En possession de ces imposantes caractéristiques, l'Organisation suscitait même une certaine crainte chez ses proches voisins, qui ne tardèrent pas à la surnommer l'organisation du « marché commun islamique »<sup>949</sup>, à l'instar de celui de l'Union européenne. Mais il n'y avait aucune raison particulière de craindre la politisation de l'OCE, même si certains des pays fondateurs cherchèrent à en tirer avantage.<sup>950</sup>

---

<sup>948</sup> URAZOVA Elena. « Ekonomicheskoe sotrudnichestvo Turcii i Tjurkskikh gosudarstv SNG » (La coopération économique de la Turquie avec les États turcophones de la CEI). *Op. cit.*, p. 325-326.

<sup>949</sup> URAZOVA Elena. « Ekonomicheskoe sotrudnichestvo Turcii i Tjurkskikh gosudarstv SNG » (La coopération économique de la Turquie avec les États turcophones de la CEI). *Op. cit.*, p. 327.

<sup>950</sup> À titre d'exemple, le Pakistan invoquait le sujet de la concurrence militaire avec l'Inde sur le Kashmir. La Turquie exprimait son soutien aux Bosniaques et aux Azerbaïdjanais, et l'Iran, à son tour, appelait à soutenir les musulmans de Palestine, d'Afghanistan, etc. DE PAUW Freddy. « Turkey's policies in Transcaucasia ». *Op. cit.*, Chapter IX, 1998, p. 135.

Adoptés en 1992, les mécanismes prévus pour baisser des barrières tarifaires impliquées aux marchandises fonctionnaient partiellement entre la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Pourtant, les pays de l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan ne possédaient pas encore de levier économique fort pour mettre en œuvre leurs ressources naturelles, avec leur économie à caractère plutôt agricole, à revenus faibles.

Il est important de souligner le rôle de la Turquie, comme moteur économique de l'OCE et qui devenait le promoteur de la transformation de l'OCE, d'une alliance économique peu efficace et politisée, à une structure déterminée à résoudre les problèmes économiques des pays membres et de la région dans son ensemble. D'après V. Kunakov, les prévisions politiques des Turcs se justifiaient : l'Occident commença à parler du « nouveau rôle stratégique » de la Turquie, de l'avantage du « modèle turc » de développement – c'est-à-dire, démocratique, laïque, pro-occidental et basé sur l'économie de marché – pour les nouveaux États indépendants du Caucase du sud et de l'Asie centrale. En même temps, l'idée véhiculée énergiquement par la Turquie, de devenir le « pont » entre l'Europe et l'Asie, trouva un certain écho auprès des pays européens basés sur des exemples concrets de son implication économique dans les pays post-soviétiques.<sup>951</sup> Dans ces conditions, les principaux atouts de la Turquie se rapportaient à son économie de marché, sa dynamique de croissance, ses liens étroits avec l'Occident et sa démocratie politique (limitée, mais tout à fait appropriée à la situation locale).

Il faut prendre en considération qu'en 1992, la Turquie se trouvait à un niveau supérieur de développement puisque la croissance de son PIB était de 5,9 %, et atteignait 7,2 % en 1993. Le PIB par habitant passa de deux mille six cent vingt (2620) dollars en 1991, à deux mille huit cent quatre-vingt-trois (2883) dollars en 1993, c'est-à-dire une augmentation de plus de 10 % en deux années. Dans le même temps, les anciennes Républiques soviétiques traversaient, quant à elles, la phase la plus difficile de leur situation socio-économique, liée à la transformation de leurs structures étatiques et de leurs systèmes sociopolitiques.<sup>952</sup>

#### *Sommet de 1995 : un moment crucial*

En 1995, lors de la 50<sup>e</sup> session de son Assemblée Générale, l'ONU adopta une résolution de coopération avec l'OCE dont les experts, en conformité avec le concept de développement durable adopté en 1992, accordèrent aux États postsoviétiques membres de l'OCE le soutien

---

<sup>951</sup> KUNAKOV V.V. *Op. cit.*, p. 155-156.

<sup>952</sup> *Ibid.*, p. 157.

dans la mise en place des réformes de marché, élaborèrent la base législative du nouveau Code du travail de ces pays, participèrent à la lutte contre le trafic de drogues, et s'impliquèrent activement dans le règlement des problèmes démographiques et écologiques, etc. Pour mettre en œuvre ces objectifs, l'ONU associa au financement de certains projets, les structures de la Banque mondiale ainsi que d'autres institutions financières.

Mais, malgré les tentatives de mise en œuvre de ses projets ambitieux, l'OCE ne réussira pas à atteindre les résultats attendus. Bien que, à l'ordre du jour du troisième sommet de l'OCE, organisé à Islamabad (Pakistan) en 1995, figuraient la signature d'accords sur le commerce de transit, sur la simplification des procédures d'obtention de visas pour les hommes d'affaires et, plus particulièrement, sur la création de la Banque de commerce et de développement de l'OCE (avec un capital de un milliard de dollars), de compagnies aériennes et maritimes communes, d'une Fondation d'assurances (au capital de trente millions de dollars), d'une Fondation pour la science, de l'Institut de la Culture, etc., les pays membres ne réussirent pas à s'accorder.

Lors du sommet d'Islamabad, les Républiques de l'ex-URSS firent preuve de la plus grande circonspection et même de scepticisme vis-à-vis des perspectives de l'OCE. Les représentants turcs, à leur tour, critiquèrent la faible efficacité de l'Organisation, en raison du manque de moyens financiers et techniques nécessaires pour la réalisation de projets ambitieux. Ankara, de son côté, soutenait activement la nécessité d'insister sur l'élaboration de nouveaux programmes orientés vers l'obtention de résultats concrets. Les Turcs évoquaient aussi l'importance de relier les projets nationaux de développement aux programmes de l'OCE avec l'augmentation du rôle du secteur privé dans l'activité de l'Organisation. Pour cette raison, la Turquie refusa de signer les accords prévoyant la création de compagnies maritimes et aériennes conjointes, en invoquant que les documents n'envisageaient pas assez le rôle du secteur privé dans ces projets. Le financement exclusif de projets par les États membres était donc en contradiction avec la ligne stratégique de l'administration turque de libéralisation et de privatisation de l'économie.<sup>953</sup>

En mai 1997, l'OCE organisa son quatrième Sommet à Achkhabad (Turkménistan) en se focalisant sur la discussion des problèmes d'acheminement des hydrocarbures par des oléoducs et des gazoducs transcontinentaux sur le territoire des pays membres de l'Organisation. Les présidents du Turkménistan, de l'Iran et de la Turquie signèrent durant ce Sommet un

---

<sup>953</sup> KUNAKOV V.V. *Op. cit.*, p. 163.

mémorandum visant la construction d'un gazoduc pour l'exportation du gaz turkmène sur le marché mondial, ainsi que pour la construction du gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan.

Bien qu'à l'issue du Sommet d'Achkhabad, la décision fut prise de mettre en place l'infrastructure destinée à développer le transport régional – nécessitant du fait de conditions géographiques difficiles des dépenses financières considérables - avec l'implication de grandes compagnies occidentales, la Banque islamique de développement fut cependant son unique partenaire réel, mais bien incapable de procurer à elle seule les moyens financiers à la réalisation de ce projet. Un an après la ratification de la déclaration d'Achkhabad, le Conseil de planification régionale de l'OCE déclara que les itinéraires les plus avantageux des oléoducs et des gazoducs étaient « l'affaire du futur » et que les projets existants exigeaient une étude supplémentaire et des argumentations techniques et économiques renforcés. La question de l'acheminement du pétrole et du gaz devint la pierre angulaire des discussions entre les États riverains sur le statut juridique de la mer Caspienne. Malgré les longues négociations auxquelles la Russie prit une part active en tant qu'État riverain, la question de ce statut ne trouva pas de réponse satisfaisante, ce qui entrava la mise en œuvre des projets d'exportation des hydrocarbures de la mer Caspienne.

Malgré les difficultés objectives liées à la réalisation des projets et des programmes de l'OCE, les contradictions et la concurrence entre certains de ses États membres, l'instabilité politique dans la région, les perspectives de son développement ultérieur pouvaient tout de même s'avérer prometteuses.<sup>954</sup>

## 2. L'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN)

À la fin des années 1980, le gouvernement de Turgut Özal, discuta l'idée de l'ambassadeur Şükrü Elegeç concernant la création d'une Organisation de coopération économique de la mer Noire, en vue de développer des liens économiques entre les pays de ce bassin. Cette idée enthousiasma le gouvernement et lors d'une réunion préliminaire à Ankara le 21 décembre 1990, des représentants de la Turquie, de la Bulgarie, de la Roumanie et de l'Union soviétique prirent la décision de conclure un accord pour établir un projet sur la libre circulation des capitaux, des marchandises et des services. Un second accord prévoyait la création d'infrastructures dans les domaines du transport et de la communication, la Fondation de la Banque du développement de la mer Noire, etc.. Les discussions se poursuivirent pendant toute

---

<sup>954</sup> URAZOVA Elena. « Ekonomicheskoe sotrudnichestvo Turcii i Tjurkskikh gosudarstv SNG » (La coopération économique de la Turquie avec les États turcophones de la CEI). *Op. cit.*, p. 325-332.

la durée de l'année 1991, période à la suite de laquelle les nouvelles Républiques indépendantes du Caucase du sud, notamment la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se joignirent au projet.

La création de l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEMN) fut signée à Istanbul le 25 juin 1992. Dans le même temps, la déclaration du Bosphore définissant les orientations prioritaires et les mécanismes de coopération régionale et le développement du processus de la mer Noire fut adoptée par les pays membres de l'OCEMN, dont, la Russie, l'Azerbaïdjan, l'Albanie, l'Arménie, la Bulgarie, la Grèce, la Géorgie, la Moldavie, la Roumanie, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine.<sup>955</sup>

La mer Noire, vaste étendue aquatique internationale qui se trouve située dans la sphère des intérêts stratégiques des pays de l'Europe de l'Est, centrale, du sud et du sud-est, réunit tous les membres de l'OCEMN, même si seulement six États peuvent se prévaloir d'être effectivement riverains (Bulgarie, Roumanie, Russie, Turquie, Géorgie et Ukraine). Pourtant, tous les pays membres de cette Organisation sont intéressés par la coopération économique régionale multilatérale et conscientes du rôle et de la place qu'elle joue dans la politique européenne et internationale.<sup>956</sup> Des Sommets et des sessions du Conseil des ministres des Affaires étrangères des pays membres sont organisés régulièrement, deux fois par an.<sup>957</sup>

Le document qui fut adopté en juin 1992, était plus ambitieux que le précédent et incluait la mise en place d'un libre-échange entre les pays membres selon lequel ils devaient éliminer toutes les entraves superficielles pour un bon fonctionnement des accords signés, de la libre circulation des hommes d'affaires et des projets communs dans le domaine du transport, de l'énergie et du tourisme.<sup>958</sup>

#### a) Objectifs de la Turquie

---

<sup>955</sup> Compte tenu du fait que cette Organisation suscita un grand intérêt auprès de certains États européens, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie, la France, l'Égypte, Israël, la Tunisie ainsi que la charte énergétique européenne s'y associèrent au titre de statut d'observateur. D'autres pays comme la Biélorussie, l'Iran, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Croatie exprimèrent aussi leur volonté d'y obtenir le même statut d'observateur.

<sup>956</sup> À propos de la participation de la délégation azerbaïdjanaise aux conférences interparlementaires du CEMN, voir l'ouvrage de ƏHMƏDOV Ərrəhman. *Op. cit.*, p. 153-169.

<sup>957</sup> GONCHARENKO S.N. « Organizacija Chernomorskogo jekonomicheskogo sotrudnichestva : problemy i perspektivy » (L'Organisation de la coopération de la mer Noire : problèmes et perspectives), sous la direction de SHMELEV N.P., GUSEINOV V.A., YAZKOVA A.A. *Sredizemnomor'e – Chernomor'e – Kaspij : mezhdou Bol'shoj Evropoj i Bol'shim Blizhnim Vostokom* (Les pays de la mer méditerranéenne – les pays de la mer Noire – les pays de la mer Caspienne : entre la grande Europe et le grand Proche-Orient), Institut de l'Europe de l'Académie des Sciences de la Russie, Moscou, « Granica », 2006, pp. 114-115.

<sup>958</sup> HALE William. « Turkey, the Black Sea and Transcaucasia ». *Op. cit.*



L'intérêt principal de la Turquie consistait dans la promotion d'un projet pacifique, stable et raisonnable, dans l'espoir qu'un jour les pays de la région deviendraient interdépendants sur le plan économique et partageraient l'intérêt commun de résoudre les problèmes existants par la voie de compromis réciproques et de la souplesse politique (soft Power). C'est pour cette raison que la Grèce et l'Arménie, avec qui d'ailleurs la Turquie avait davantage de problèmes, furent admis à l'OCEMN. Le calcul d'Ankara était simple et raisonnable : il valait mieux associer ces pays à l'Organisation plutôt que de les écarter du processus d'intégration et en faire des voisins hostiles.

La Turquie voyait la résolution des divergences politiques entre les pays membres de l'OCEMN dans le succès du développement de l'intégration économique. Par exemple, la Turquie avait des différends avec la Bulgarie à cause de la minorité turque vivant sur le territoire bulgare. Cependant, en mai 1992, elle signa avec la Bulgarie un Traité d'amitié, de coopération et de sécurité, dans lequel la Turquie démontra le caractère pacifique de sa politique étrangère vis-à-vis de voisins avec lesquels elle était en conflit sur certains problèmes.

Du point de vue économique, la Turquie pouvait bénéficier d'un gain à long terme, car les pays de l'ancien bloc soviétique avaient une faible participation au marché international de la production industrielle, ce qui lui offrait la possibilité de dynamiser la circulation des marchandises et des services turcs. L'industrie développée de produits de consommation et de produits agricoles favorisèrent la Turquie pour les exportations vers les nouvelles Républiques de la région, et de jouer le rôle principal de carrefour de transport des oléoducs et des gazoducs de ces pays.<sup>959</sup>

Selon Süleyman Demirel, le Premier ministre turc de l'époque, la Turquie se fixa l'objectif de devenir le leader dans le domaine de la consolidation des liens économiques interrégionaux. Pour atteindre ce but, Ankara exprima sa volonté de favoriser le processus d'association des Républiques du Caucase du sud et de l'Asie centrale au système économique international. En même temps, elle porta assistance aux pays européens dans l'établissement des relations à long terme avec les nouveaux États indépendants.

L'Occident, à son tour, était intéressé par l'optimalisation de liens fiables avec ces pays, riches en ressources naturelles, notamment, énergétiques. Dans ce contexte, le rôle médiateur de

---

<sup>959</sup> L'exemple statistique : la Turquie, dans le domaine du commerce extérieur avec la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce et les Républiques de l'ex-Union soviétique passa de 2 milliards 300 millions de dollars en 1990, à 4 milliards 100 millions de dollars en 1994, donc, de 6,7 % à 10 % seulement, en 4 ans. Parmi les pays de l'ex-URSS, 69 % du commerce occupait la Russie, ainsi que 71 % de l'exportation tombait sur la Russie, dont le gaz et le pétrole constituèrent les matières premières.

la Turquie fut extrêmement important puisqu'il comprenait l'ensemble des mesures destinées à la mise en œuvre d'une infrastructure moderne de télécommunication et de transport, de même que l'institution d'un milieu juridique favorable. Tous ces atouts étaient susceptibles d'assurer les conditions requises pour la pénétration de capitaux étrangers sur le marché des nouveaux États indépendants. Mais la Turquie poursuivait aussi ses propres intérêts économiques en stimulant la coopération avec les pays du Caucase du sud, et tenta d'exploiter les vastes marchés de ces jeunes pays en y exportant son capital, ses marchandises et ses services ce qui influença positivement le marché des affaires turques de façon plus générale.<sup>960</sup>

Les entrepreneurs turcs furent soutenus par leur État, et par les structures consultatives telles que les chambres de commerce, les conseils d'affaires, etc. Ces institutions offraient leur aide dans l'établissement des liens commerciaux, la recherche de partenaires économiques, l'analyse de la compétitivité du marché, les perspectives possibles de la coopération, et organisaient des expositions, séminaires, tables rondes et conférences consacrés aux problèmes actuels des communautés d'affaires, etc.

#### b) Désaccords entre les membres de l'Organisation

L'adhésion de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Grèce et de l'Albanie au projet de la coopération économique de la mer Noire augmentait aussi les risques de conflits actifs ou potentiels entre ses participants.<sup>961</sup> En outre, la Grèce et la Turquie se disputaient sur la question de Chypre, le différend entre l'Ukraine et la Russie sur la question du maintien de la flotte russe de la mer Noire en Crimée. Par ailleurs le conflit du Haut Karabakh persistait entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et les relations étaient tendues entre la Turquie et la Russie à cause des événements du Caucase, etc. Zbigniew Brzezinski écrivait dans son livre : « *La Russie a perdu sa position dans la mer Noire, comme ce fut déjà le cas de la mer Baltique. Cela fut en raison non seulement de l'acquisition de l'indépendance de l'Ukraine, mais aussi parce que les nouveaux États indépendants du Caucase du sud – la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan – ont multiplié leurs efforts pour que la Turquie puisse élargir son influence de jadis dans cette région. Jusqu'en 1991, la mer Noire a été le point de départ de la Russie dans la projection de sa puissance navale vers la région de la Méditerranée. Cependant, vers le milieu des années 1990, la Russie avait en possession une bande côtière de la mer Noire avec une contestation ouverte avec*

---

<sup>960</sup> KOPYLOV O.V. *Op. cit.*, p. 49-50.

<sup>961</sup> Pour plus de détails, voir l'article de ÖZER Ercan. « The Black sea economic cooperation and the EU », « Perceptions », *Journal of the Ministry of foreign Affairs of Turkey*, <http://sam.gov.tr/category/publications/perceptions/>

*l'Ukraine sur les bases navales de la mer Noire, observant avec irritation visible le déploiement des exercices militaires communs de l'Ukraine et de l'OTAN. En outre, le rôle accru de la Turquie dans la région de la mer Noire, suscita la réaction négative de la Russie qui soupçonna la Turquie de l'aide financière et matérielle accordée aux rebelles tchétchènes ».*<sup>962</sup>

#### **c) La Banque de développement de l'Organisation**

L'un des défis majeurs de l'OCEMN était la possibilité de créer la Banque de développement et de la reconstruction de la région de la mer Noire qui, malgré tous les efforts déployés n'a jamais été instituée.

En outre, lors de la définition des tarifs douaniers, l'OCEMN se heurta à certaines difficultés, notamment, sur celui du statut de la Grèce comme le membre de l'Union européenne (UE). La Turquie poursuivait aussi le but de signer un accord douanier avec l'UE en 1996, ce qui signifiait qu'elle ne pouvait pas proposer des tarifs douaniers les plus avantageux aux autres membres de l'OCEMN que ceux qui leur avaient déjà été proposés. En outre, la Bulgarie et la Roumanie auraient préféré des accords commerciaux séparés avec l'UE, qui, à son tour, compliqua les perspectives de développement de l'Organisation.

#### **d) Les problèmes dans l'Organisation**

Les résultats concrets de la coopération économique dans le cadre de l'OCEM furent modestes. La plupart des projets envisagés restèrent dans les cartons, sauf celui concernant le système de communication par fibres optiques qui sera mis en service en octobre 1996 et permettra de relier la Russie, l'Ukraine, la Turquie et l'Italie. Cependant, durant les dix ans de son existence, l'Organisation perfectionna sa structure, accumulant une expérience importante de communication régionale et internationale.

Pour expliquer la faible productivité de l'Organisation, il faut aussi souligner le manque de cohérence et de coordination des actions de ses deux membres les plus importants, la Russie et la Turquie. Dans les conditions de développement dynamique et positif de la coopération commerciale et économique bilatérale entre ces deux pays, leurs relations, suite à une politisation excessive, restèrent plutôt méfiantes. Dans la résolution de beaucoup de problèmes économiques régionaux, la rivalité prévalait sur la coopération, en particulier, lors des projets de

---

<sup>962</sup> BRZEZINSKI Zbigniew. *Op. cit.*, p. 116.

passage des pipelines, ce qui se répercuta négativement sur les processus du développement et de la coopération économique régionale.

La coopération au sein de l'OCEMN avait été envisagée en tant qu'interaction souple, basée sur une déclaration (non sur un accord), permettant même la participation en son sein de pays ayant des contradictions politiques réciproques. Lors de l'étape initiale de mise en œuvre du projet, c'était la création d'une région de libre échange commercial qui, à cause de différences économiques et politiques entre les pays membres de l'OCEMN, changea de caractère et devint plus flexible, et se répercuta sur les coopérations bilatérales.

Pour l'Albanie, l'Azerbaïdjan, la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie ce projet fut une opportunité de déplacer leurs problèmes économiques au niveau international et, pour la Bulgarie, la Roumanie et l'Ukraine, celle de diversifier le choix de leurs préférences économiques, ce qui leur donnait la possibilité de supprimer les points faibles de leurs économies par le biais d'investissements étrangers et d'utilisation des technologies occidentales. Pour la Grèce, qui n'est pas un État riverain de la mer Noire, la participation à l'OCEMN était motivée par l'aspiration de ne pas rester en dehors de l'organisation, créée à l'initiative de la Turquie et, de plus, englobant la région où la Grèce prétendait occuper une place de leader politique et économique.<sup>963</sup>

---

<sup>963</sup> KIREEV N.G. *Op. cit.*, p. 170-171.

## **Conclusion**

La formation de l'État azerbaïdjanais à la fin du XX<sup>e</sup> siècle a coïncidé avec les changements radicaux survenus dans le système géopolitique mondial. Le monde bipolaire s'est effondré, et les anciennes Républiques fédérées de l'Union soviétique ont retrouvé leur indépendance. Comme le sujet de notre thèse relève du domaine de la politique étrangère de l'une des Républiques de l'ancienne Union soviétique, l'Azerbaïdjan, nous avons essayé de suivre l'évolution de la politique extérieure de la jeune République depuis son accession à l'indépendance en 1991, jusqu'en 1998, année où l'Azerbaïdjan a réussi à renforcer son statut juridique et a défini les priorités principales de sa politique extérieure dans ses relations bilatérales et multilatérales avec les autres États.

Dans le chapitre introductif, nous avons parlé de la proclamation de la première République démocratique d'Azerbaïdjan en mai 1918 et de ses relations de courtes durées avec l'Empire ottoman, qui ont joué un rôle certain dans sa vie politique. À la fin de la Première Guerre mondiale, les échecs de la Russie tsariste, épuisée économiquement et socialement, ont conduit à une révolte des masses populaires et peu après, à la révolution. La monarchie est tombée et la dyarchie s'est installée dans le pays. Profitant de l'affaiblissement du gouvernement central, les colonies (provinces) du sud de l'Empire russe ont décidé de proclamer leur indépendance. Entre le 26 et 28 mai 1918, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont successivement annoncé leur indépendance. Même si leur indépendance fut éphémère, pendant une courte période ces pays ont réussi à créer presque tous les attributs d'un État.

Il est indispensable de prendre en compte la situation géopolitique établie dans la région. L'influence des puissances européennes, les menaces de la part des bolcheviks ainsi que le manque d'expérience dans la gestion du pays ont mis l'Azerbaïdjan dans l'embarras et l'ont obligé à chercher un allié plus fort pour préserver son indépendance. L'Empire ottoman, proche par son appartenance à la même famille linguistique, culturelle, religieuse, ethnique, etc., a soutenu l'Azerbaïdjan et été le premier pays à reconnaître l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan (juin 1918).

Il est utile de noter que l'Empire ottoman, faisant partie de la triple Alliance, a également poursuivi ses propres objectifs notamment, celui d'unir tous les peuples musulmans sous son égide (panislamisme), y compris les populations turcophones (panturquisme) du Caucase et de la Crimée, et d'établir son contrôle sur les champs pétroliers de Bakou. À cette fin, l'armée islamique du Caucase (forces militaires turco-azerbaïdjanaises) fondée par un général turc, Nuri Pacha, a libéré Bakou des bolcheviks et a établi son contrôle sur l'ensemble du territoire de la République en septembre 1918. Dès ce moment l'Azerbaïdjan, en tant qu'État souverain et

indépendant a effectué ses premiers pas dans l'approfondissement de ses relations avec ses « confrères » turcs, bien que cette coopération n'ait guère duré — de mi-septembre jusqu'à la fin octobre 1918.

Pourtant, après la défaite dans la Première Guerre mondiale, l'armée ottomane dut quitter l'Azerbaïdjan et la ville de Bakou, et fut livrée aux forces alliées (anglaises), jusqu'à l'occupation bolchévique en avril 1920. Malgré la courte durée des relations entre l'Azerbaïdjan et l'Empire ottoman, ce fut un moment historique dans l'établissement des relations entre deux sujets de droit international, lorsque deux États ont établi des relations de coopération dans différents domaines de la vie politique, économique et sociale. Ce point est très intéressant, car, après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les relations avec la Turquie n'ont pas été seulement renouvelées, mais elles ont aussi pris une nouvelle dimension devenant encore plus puissantes et multilatérales.

Après 70 ans d'existence sous contrôle de l'Union soviétique, en 1991, l'Azerbaïdjan a proclamé son indépendance pour la deuxième fois. Profitant de l'affaiblissement du pouvoir central, ainsi que de la prétention territoriale de la part de l'Arménie sur la région du Haut Karabakh, les masses populaires, mécontentes des réformes menées par M. Gorbatchev et de l'indécision du pouvoir local dans la République, sont sorties dans la rue. Cette tendance à caractère social s'est vite transformée en mouvement populaire dont l'idéologie a envahi la conscience de la population azerbaïdjanaise et l'a poussée à se libérer du joug communiste pour pouvoir proclamer son indépendance.

Le Kremlin au lieu de calmer le mécontentement de la population par des voies pacifiques décida d'envoyer l'armée pour faire baisser la tension dans la République rebelle. Mais l'action sanglante à Bakou (20 janvier 1990) n'a pas résolu le conflit, à l'inverse, elle a contribué à déclencher un processus de désintégration de l'URSS qui s'est écroulée complètement en décembre 1991. Les événements de janvier 1990 à Bakou sont devenus le point de départ de la rupture avec le système communiste et de toutes les structures de construction étatique de l'ancienne URSS. Dans la vague révolutionnaire, le mouvement populaire connu sous le nom de Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA) parviendra au pouvoir après le renversement de A. Mutalibov, avec une idéologie plutôt nationaliste, mais une vision tout à fait occidentale de volonté de construire un État démocratique et laïque.

Malheureusement, le coup d'État organisé contre le Front populaire avec A. Eltchibey à sa tête, un an après, a favorisé le retour au pouvoir de H. Aliyev, l'ancien « apparatchik » du

Parti communiste, qui avait déjà été à la tête de l'Azerbaïdjan entre 1969 et 1982. Le « nouvel ancien » président restaurera son ancienne méthode de gouvernance dans la République, avec la mise en place du système administratif de la « nomenklatura » et l'introduction dans la hiérarchie du pouvoir des membres de sa famille pour contrôler le pays. Ainsi, l'époque du mouvement populaire, qui a débuté en 1988 pour s'achever en juin 1993, aura déclenché une nouvelle étape cruciale pour achever la création d'un nouvel État sous la direction de H. Aliyev.

Le troisième président, H. Aliyev s'est avéré un homme politique efficace et compétent, qui a construit une base solide pour sa politique intérieure et extérieure. Mais son pouvoir était extrêmement personnalisé et très autoritaire. En 2003, pour la première fois, dans l'espace de la Communauté des États indépendants (CEI), H. Aliyev transmet le pouvoir à son fils Ilham Aliyev, qui dirige encore aujourd'hui le pays d'une main de fer.

Une étude détaillée de l'évolution de la politique étrangère (Partie I) de l'Azerbaïdjan sous ses trois présidents successifs (A. Mutalibov, A. Eltchibey et H. Aliyev) présentait un intérêt non négligeable. Chacun des présidents a eu sa propre vision de la politique étrangère et n'a certainement pas agi selon ses propres règles personnelles, mais en tenant compte de la conjoncture géopolitique du moment.

Lorsqu'on parle de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan après son accession à l'indépendance il convient de noter que la période de gouvernance des deux premiers présidents (Aïaz Mutalibov et Aboufaz Eltchibey) a été de courte durée (1991-1993) et s'est accompagnée d'une forte perturbation politique, économique et sociale du pays (la guerre dans le Haut Karabakh et l'effondrement de l'Union soviétique). L'absence d'un gouvernement central fort et la faiblesse économique ont été les obstacles majeurs pour le renforcement intérieur du pays, mais aussi pour créer une ligne directrice pour sa politique étrangère.

La première année de présidence de Mutalibov (1991-1992) s'est déroulée sous la forte influence de l'appareil central du Parti communiste de l'URSS, bien que l'Azerbaïdjan soit devenu membre de l'ONU. Toutefois, la faiblesse de Mutalibov au poste de président de la République a conduit à son renversement par le Front populaire. Une des raisons pour lesquelles Mutalibov n'a pas réussi à se maintenir au pouvoir fut sa dépendance totale par rapport au Comité central de Moscou. Il était plutôt enclin à bien exécuter les ordres venus du centre plutôt que d'exprimer ses propres idées et définir les objectifs de son programme de développement du pays. Il se comportait plus comme un gouverneur provincial, que comme le président d'un pays indépendant.



Sous le Front populaire, l'Azerbaïdjan a poursuivi son intégration dans les organisations internationales, a mené une politique extérieure plus ou moins indépendante, a signé des traités et conventions interétatiques et internationales. En politique extérieure, le pays a pris une orientation totalement pro-occidentale. Son but était de s'éloigner de la Russie et de s'intégrer dans l'espace européen en vue d'une future adhésion aux institutions européennes sous l'égide de la Turquie. Pendant son année de présidence, Eltchibey a réussi à repousser l'armée russe hors du territoire national (il s'agissait d'un contingent militaire de 40 mille hommes), à créer sa propre monnaie, une armée nationale, à changer l'alphabet (passage du cyrillique au latin), etc. Par contre, les difficultés socio-économiques du pays, la série de défaites sur le front du Haut Karabakh, ainsi que les ambitions politiques de certains chefs de guérilla ont contribué à la chute de son gouvernement (1992-1993).

Avec l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev, la stabilité s'est établie partout dans le pays. Cette situation a coïncidé avec la restauration de l'influence géopolitique de la Russie dans la région. Parmi les premières démarches de la politique extérieure d'Aliyev, nous pouvons mentionner son rapprochement avec Moscou (l'adhésion à la CEI) pour mettre fin à la guerre au Karabakh. Nous pouvons observer que dans la ligne suivie pour résoudre le conflit au Karabakh, les trois présidents se sont appuyés sur les moyens militaires. Pendant sa présidence, A. Mutalibov s'est tourné vers Moscou pour mettre fin à la guerre et maintenir le Karabakh sous sa juridiction. Tandis que, sous les présidents A. Eltchibey et H. Aliyev, le format des pourparlers entre les parties belligérantes était organisé dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) avec l'implication des pays de l'Europe occidentale et des États-Unis. En mai 1994, après l'armistice sur le front entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, H. Aliyev a signé des contrats pétroliers avec les compagnies étrangères. Il a également renforcé le gouvernement central, et défini une base solide sur laquelle asseoir sa politique étrangère. Le ministère des Affaires étrangères du pays a obtenu son statut de l'institution étatique pour accomplir sa mission de représentation de l'Azerbaïdjan à l'étranger, mais avec d'importantes restrictions et une forte implication personnelle du président.

La politique étrangère d'Aliyev sera basée sur de multiples vecteurs. Notamment, le règlement pacifique du conflit dans le Haut Karabakh comme pilier central de la politique étrangère ; le maintien de bonnes relations avec tous les pays voisins ; la non-ingérence dans les affaires des autres pays ; l'équilibre des forces entre la Russie et l'Iran avec l'implication des puissances mondiales telles que les États-Unis et les pays européens dans la région Caspienne par le biais des compagnies multinationales ; faire connaître l'Azerbaïdjan dans le monde avec

l'exportation de son pétrole vers les marchés européens et mondiaux, etc. La diplomatie « pétrolière » contribuera à l'amélioration de la situation économique du pays, favorisera la vie sociale de la population, renforcera le fondement étatique de l'Azerbaïdjan et accélèrera l'intégration de la République dans la communauté internationale. Mais la diplomatie azerbaïdjanaise ne réussira pas à résoudre le conflit du Haut Karabakh ni à établir l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan sur cette zone séparatiste et de faire revenir les réfugiés dans cette région.

Concernant les pays voisins qui sont situés aux frontières immédiates de l'Azerbaïdjan, à savoir la Russie au nord et l'Iran au sud, la politique multivectorielle de l'Azerbaïdjan – en particulier le renforcement des puissances mondiales comme les États-Unis et les pays de l'Europe occidentale impliqués dans l'exploitation du pétrole azerbaïdjanais - s'est heurtée à un mécontentement de leur part. Les changements d'ordre stratégique qui se déroulaient aux frontières sud de la Fédération de Russie, exigeaient de nouvelles approches pragmatiques de la part du gouvernement russe, par rapport à ses voisins (notamment la Géorgie et l'Azerbaïdjan qui ont choisi de se rapprocher des États-Unis) pour ne pas transformer le Caucase en une zone de confrontation. C'est pourquoi la présence de puissances régionales comme la Turquie et l'Iran au Caucase du sud, ne doit pas être considérée comme étant orientée contre la Fédération de Russie.

L'autre voisin de l'Azerbaïdjan, celui du sud, l'Iran, occupait aussi une place prépondérante dans la politique extérieure des trois présidents azerbaïdjanais. A. Mutalibov n'a pas réussi à définir le concept de sa politique extérieure envers l'Iran, malgré la tentative de ce pays de s'impliquer activement dans les négociations destinées à résoudre le conflit dans le Haut Karabakh. Sous A. Eltchibey, la politique anti-iranienne du Front populaire a entraîné une restriction de leurs relations diplomatiques en raison des exigences réciproques des parties en présence. Avec l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev, les tentatives pour résoudre les malentendus avec l'Iran ont connu une réussite partielle, car les intérêts des deux États se heurtaient sur des questions délicates, comme la minorité azerbaïdjanaise vivant sur le sol iranien ainsi que la discorde sur la définition du statut juridique de la mer Caspienne pour l'exploitation des gisements pétroliers, car, jusqu'en 1991, la mer Caspienne était considérée comme une mer appartenant à l'URSS et à l'Iran. En outre, l'armement et les munitions vendues à l'Arménie par la Russie furent acheminés par le territoire iranien. Nous pouvons supposer qu'il s'agissait-là d'une alliance géopolitique Russie-Iran-Arménie.

Cependant, nous pouvons aussi mentionner des éléments positifs, notamment le développement des relations économiques entre l'Azerbaïdjan et l'Iran, mettant cette dernière sur la liste des pays prioritaires avec lesquels l'Azerbaïdjan maintenait des relations commerciales. Une aide économique considérable a été accordée par l'Iran pour construire un camp de réfugiés destiné à accueillir 100 mille personnes et leur apporter nourriture et soin. En outre, malgré la résistance de la part des États-Unis, l'Azerbaïdjan a autorisé les entreprises iraniennes à participer aux consortiums pétroliers. De plus l'Iran et l'Azerbaïdjan sont proches par leur religion, car les deux pays appartiennent majoritairement aux branches chiites de la religion musulmane. Pour approvisionner le Nakhitchevan en produits alimentaires et industriels en provenance de l'Azerbaïdjan, le territoire iranien reste actuellement le seul chemin permettant d'effectuer cette liaison.

En analysant l'attitude de l'Iran par rapport à l'Azerbaïdjan, on peut déceler l'envie de l'Iran de ne pas avoir un État fort à ses frontières immédiates, et cela pour deux raisons : a) l'Azerbaïdjan, en tant qu'État fort du Caucase du sud, pourrait prétendre à l'unification avec les Azerbaïdjanais vivant en Iran dont la population est trois fois plus nombreuse que celle de l'Azerbaïdjan actuel ; b) l'Iran ne veut pas voir sur son sol à majorité musulmane chiite (90%) un État laïque tel que l'Azerbaïdjan ; dans le même temps, l'Iran ne veut pas non plus que l'Azerbaïdjan devienne une entité éphémère secouée par une instabilité sociale et économique, car une telle situation risquerait de provoquer une déstabilisation de sa vie politique interne.

Dans la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, la Turquie joue un rôle très important (Partie II). Jusqu'au 1991, la Turquie avait pour mission d'assurer la sécurité de l'OTAN à l'Est pour contrebalancer l'URSS, et sa politique extérieure a été définie en fonction de cette réalité. Mais, très rapidement, elle a modifié son rôle vis-à-vis de nouveaux pays turcophones indépendants ( l'Azerbaïdjan, en particulier) suite à l'effondrement de l'Union soviétique, et elle a été l'un des premiers États à reconnaître l'indépendance des pays du Caucase du sud et de l'Asie centrale.

Malgré la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan par la Turquie et l'établissement de relations diplomatiques pendant la présidence de A. Mutalibov, le vrai rapprochement des deux pays, qualifié de « lune de miel » de leurs relations bilatérales, s'est effectué à partir de l'accès au pouvoir de A. Eltchibey. Après la visite, en mai 1992, du Premier ministre turc Süleyman Demirel en Azerbaïdjan et en Asie centrale, la Turquie a mis en œuvre une politique étrangère proactive basée sur plusieurs piliers stratégiques couvrant les domaines à la fois politiques, économiques et culturels. Par ces démarches, elle est devenue le premier pays

ayant appliqué une politique étrangère cohérente et constante, non pas seulement par rapport aux États turcophones du Caucase du sud et de l'Asie centrale, mais aussi vis-à-vis des Républiques turcophones de la Russie (Tatarstan, Bashkortostan) et de la Crimée (Ukraine). Les compagnies turques Teletaş et Netaş, spécialisées dans le domaine des connexions téléphoniques, ont mis en service les câbles à fibre optique, et l'agence des hommes d'affaires et du développement de la Turquie (TIKA) a stimulé des échanges interuniversitaires incitant des milliers d'étudiants des pays turcophones à venir étudier en Turquie et a établi des écoles turques proposant l'apprentissage approfondi des langues turque et anglaise. En même temps, les entreprises turques se sont développées dans plusieurs domaines de l'économie, notamment l'industrie alimentaire, les ressources énergétiques et la construction.

Dans la politique extérieure de l'Azerbaïdjan, la Turquie a occupé une place importante grâce à laquelle l'Azerbaïdjan a pu s'intégrer dans l'Europe et le monde occidental. Pour la Turquie, l'Azerbaïdjan étant situé à un carrefour géostratégique, lui permettait d'accéder facilement à l'Asie centrale. En outre, les deux pays étaient attachés l'un à l'autre autant par leurs proximités culturelle, religieuse et ethnique, mais aussi par leurs intérêts économiques et le partage d'un ennemi commun : l'Arménie. Dans ses démarches officielles au niveau international, Ankara suivra régulièrement une politique de soutien unilatéral à l'Azerbaïdjan et ne manquera aucune occasion de s'en référer dans toutes les instances internationales. De plus, en raison de l'agression arménienne dans le Haut Karabakh, les frontières entre la Turquie et l'Arménie seront fermées, restreignant d'autant les relations économiques bilatérales d'Ankara avec l'Azerbaïdjan.

Bien évidemment, grâce à sa politique active pro-azerbaïdjanaise, la Turquie a vu s'ouvrir devant elle toutes les portes pour s'installer librement en Azerbaïdjan. On peut citer notamment, l'augmentation de la part des entreprises turques dans les consortiums pétroliers de 1,76 % à 6,65 % ; son rôle dirigeant dans certains domaines de l'économie alimentaire ; son investissement dans le secteur du bâtiment et dans la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan traversant la Turquie et donnant accès à la mer Méditerranée, etc.

Pourtant, malgré l'étendue de leur coopération, leurs relations politiques se sont modifiées après l'arrivée au pouvoir de H. Aliyev. Le troisième président élu de l'Azerbaïdjan a maintenu les lignes directrices de coopération avec la Turquie, mais a limité l'influence de la politique turque dans les affaires internes de son pays, tel qu'elle existait sous A. Eltchibey, lorsque certains citoyens turcs avaient occupé des postes au sein de son gouvernement. H. Aliyev a, non seulement restreint la possibilité que des hommes politiques turcs puissent se mêler des

affaires internes azerbaïdjanaises, mais il a aussi obligé certains d'entre-eux à quitter l'Azerbaïdjan, y compris Altan Karamanoğlu son premier ambassadeur turc soupçonné d'avoir participé à un coup d'État manqué contre son gouvernement. De plus, avec le retour de la stabilité dans le pays et la définition de l'orientation de sa politique étrangère, le gouvernement de H. Aliyev s'est mis à rechercher des contacts diplomatiques, économiques et politiques à l'étranger grâce à une diplomatie pétrolière contournant la Turquie, ce qui a diminué le rôle d'Ankara comme plaque tournante entre l'Azerbaïdjan et l'Occident. Cependant, malgré l'évolution de ces relations, la Turquie a continué à être le seul partenaire stratégique de l'Azerbaïdjan dans toutes ses démarches politiques, économiques, culturelles et sécuritaires.

Les facteurs essentiels qui ont stimulé le développement des relations stratégiques de ces États ont été les suivants :

- la structure d'un nouvel ordre mondial ;
- les intérêts des grandes puissances dans la région ;
- le rapport de force entre les États influents dans la région ;
- la situation politique en Azerbaïdjan et en Turquie ;
- la situation socio-économique dans les deux pays.

Dans la politique mondiale et régionale, la Turquie a joué un rôle particulier dû aux facteurs suivants :

- elle occupe une position stratégique entre l'Asie et l'Europe ;
- elle est économiquement développée et possède une armée assez forte et disciplinée ;
- elle contrôle la voie et les détroits principaux entre l'Asie et l'Afrique et cela peut affecter la situation économique de nombreux pays ;
- elle est membre de l'OTAN et d'autres organisations internationales.

Dans la politique mondiale et régionale, l'Azerbaïdjan est caractérisé par les facteurs suivants :

- c'est un État clé du Caucase ;
- il a une position stratégique importante et se trouve au carrefour des voies « Est-Ouest » et « Nord-Sud » ;
- il a un impact important sur toute la région du Caucase du nord, qui est principalement habitée par des musulmans ;
- il contrôle la plupart des champs pétrolifères de la mer Caspienne.

À cela il convient d'ajouter les facteurs stimulant le développement de relations stratégiques entre les deux pays :

- des intérêts géopolitiques communs ;
- l'existence d'un seul « ennemi » (l'Arménie) ;
- des partenaires dans le « jeu international » ;
- une direction générale similaire de la politique étrangère ;
- des relations économiques réciproques ;
- l'appartenance à la même famille ethnique, linguistique et religieuse.

L'existence de grands gisements pétroliers sur son territoire a placé l'Azerbaïdjan aux premières loges de la renaissance de la géopolitique (Partie III). Des puissances comme les États-Unis, l'Union européenne, la Russie, la Turquie et l'Iran sont impliquées dans la région. Leurs intérêts transforment la région en une scène de confrontations économiques et politiques.

Dans notre recherche, nous nous sommes concentrés sur l'étude de la confrontation dans le Caucase de deux puissances régionales, la Turquie et la Russie, car, dans sa politique extérieure, du fait de son orientation politique et de sa situation géographique et géoéconomique, l'Azerbaïdjan a été obligé de prendre en compte leurs intérêts régionaux.

Considérant la situation de l'Azerbaïdjan vis-à-vis de son voisin du nord (la Fédération de Russie), il faut noter que, sur plusieurs questions liées à la région, leur politique extérieure était identique. Notamment, l'égalité des droits proclamée par A. Eltchibey a aggravé les relations bilatérales avec la Russie, ce qui a causé des problèmes pour l'Azerbaïdjan dans les domaines politique (perte territoriale dans le Haut Karabakh avec le soutien russe aux séparatistes arméniens) et surtout économique (rupture des liens économiques antérieurs établis pendant la période faste de l'existence de l'URSS). C'est pourquoi, parmi les démarches que H. Aliyev a entreprises dès son arrivée au pouvoir, figurent ses tentatives destinées à diminuer ses tensions avec Moscou liées au développement parallèle de ses autres relations partenariales. Notamment dans le domaine économique grâce à l'implication d'entreprises russes (LUKoil, Gazprom, etc.) dans l'exploitation des gisements pétroliers et gaziers azerbaïdjanais.

L'attraction de la Russie pour l'Azerbaïdjan tient aux raisons suivantes : a) le contrôle sur l'Azerbaïdjan devait permettre à la Russie d'étendre son influence au Proche et Moyen-Orient ; b) les riches ressources naturelles se trouvant dans le sous-sol de l'Azerbaïdjan devaient favoriser la diminution de l'importation de ressources naturelles coûteuses de l'étranger et assurer des revenus par le biais du transit du pétrole azerbaïdjanais via son territoire ; c) en

conservant l'Azerbaïdjan dans sa sphère d'influence, la Russie pensait réussir à diviser le monde turcophone et à affaiblir l'influence de la Turquie sur les pays du Caucase du nord et de l'Asie centrale et, d) le contrôle de l'Azerbaïdjan devait permettre un accès direct à l'Iran avec lequel la Russie développait des relations amicales dans les domaines économiques et militaires.

Avec l'effondrement de l'URSS, la Turquie mit en avant ses intérêts grandissants pour le Caucase et l'Asie centrale. Dans cette politique nouvelle, on peut distinguer différentes approches, telles que : a) la poursuite des objectifs « impériaux » (comme ce fut le cas au début du XX<sup>e</sup> siècle) par la pénétration du Caucase et de l'Asie centrale – une sorte de grandeur ottomane, pour animer la foi « panturquiste » et « panislamiste ». Mais, les événements se déroulant à cette époque ont montré que, derrière cet objectif se cachaient des approches culturelles et économiques plutôt que politiques ; b) la tentative de la Turquie, en tant que représentant des intérêts américains dans la région, d'acheminer le pétrole caspien via son territoire vers les marchés européens et, c) la définition de la nouvelle politique étrangère turque suite à l'établissement d'un nouvel ordre mondial qui touchait aux intérêts turcs dans la région du Caucase et de l'Asie centrale.

Pour expliquer le degré d'interaction entre la Russie et la Turquie dans la région du Caucase, qui s'est exprimé parfois par la confrontation et d'autres fois par la coopération, il est utile de tracer un bref historique qui couvre une période de cinq siècles, pleine de conflits, de guerres, de méfiances et de suspicions mutuelles. Dans la mémoire des Russes, les Empires des Mongols et tatares qui ont dominé la Russie pendant longtemps, ainsi que l'image des dirigeants de l'Empire ottoman perçus comme les oppresseurs des peuples slaves et chrétiens, et la récente « explosion » du panturquisme, constituent le prisme de perception des Turcs par la Russie. Pour les Turcs, l'image de l'Empire tsariste qui a obligé les Ottomans à reculer avec des pertes territoriales après chacune de leurs guerres sanglantes a persisté sous les Soviétiques par l'oppression de la population turcophone des pays du Caucase et de l'Asie centrale. Dans ces conditions de forte méfiance mutuelle, construire des relations constructives paraissait très difficile entre la Turquie et la Russie, même après la Guerre froide.

Le refus de la Turquie d'adhérer comme membre à part entière de l'Union européenne a sérieusement favorisé le mécanisme de développement de sa politique étrangère vis-à-vis des anciennes Républiques soviétiques. De ce fait, l'effondrement de l'URSS a créé une occasion pour la Turquie de réaliser ses ambitions et de définir ses nouveaux objectifs visant à compenser le sentiment d'isolement et d'incertitude. Cette démarche avait pour but de revaloriser l'importance de la Turquie aux yeux de ses partenaires européens et américains. Son implication

dans la région du Caucase du sud et de l'Asie centrale était aussi importante vu sa faiblesse économique, car, avec leurs riches ressources naturelles, ces pays présentaient également un vaste marché pour de futurs investissements turcs. Pour mener à bien sa politique extérieure envers ces régions, un autre outil important de la Turquie était une forme de fondement moral consistant à se présenter comme un modèle d'État démocratique et laïque avec un style occidental qu'elle était prête à exporter vers les anciennes Républiques soviétiques.

Cependant, pour maintenir la Turquie hors de portée des frontières de la CEI, la Russie a utilisé une stratégie de stimulation du processus d'intégration avec les anciennes Républiques soviétiques, et a parfois menacé directement la Turquie par la voie militaire. La Russie a donc mis en place un système de maintien de l'équilibre, en établissant des relations militaires étroites avec l'Arménie, l'Iran et la Grèce, États tous « hostiles » à la Turquie. Quant à l'Azerbaïdjan, le gouvernement au pouvoir essayait, d'une part, de jongler dans la confrontation entre deux puissances régionales, en tirant du bénéfice pour ne pas subir de lourdes pertes économiques et politiques, et d'autre part, en tentant de créer une alliance géopolitique liant l'Azerbaïdjan la Turquie et Israël.

Il faut dire que la tentative de la Turquie pour s'établir dans le Caucase au début des années 1990, n'a pas abouti aux résultats attendus, et cela pour les raisons suivantes : a) Ankara n'a pas réussi à prendre la première place dans la région, car elle s'était trop focalisée sur ses problèmes intérieurs politiques et économiques ; b) la renaissance du mouvement islamique a pris progressivement de l'ampleur dans la politique intérieure de la Turquie ; c) les relations tendues avec l'Union européenne ; d) la crise économique, e) les problèmes liés à la protection des droits de l'homme (question kurde), etc.

Vers la fin des années 1990, dans les relations bilatérales entre la Russie et la Turquie on a observé une dynamique de coopération, plutôt que de confrontation. Pour la Russie, la Turquie représentait un partenaire fiable, surtout pour des raisons économiques. En effet, la Turquie et l'Europe représentaient un vaste marché de gaz et des contrats de collaboration ont été signés avec certains de leurs pays d'appartenance. En outre, la Turquie représentait aussi un pays de transit pour les projets énergétiques russes, et ce, malgré la confrontation de leurs relations suite aux changements de conjonctures géopolitiques dans les régions du Proche et du Moyen-Orient.

En étudiant les relations économiques entre les deux pays (Partie IV), nous avons montré le développement de leurs relations du point de vue d'un processus de coopération majoritairement



institutionnel et commercial. Ce que nous avons montré dans notre étude ne se fonde pas sur une quelconque théorie économique, mais constitue plutôt une approche socio-économique.

L'effondrement de l'URSS, qui entraîna l'écroulement de l'économie de planification soviétique, généra à son tour la dynamisation des pays voisins et contribua au passage rapide des anciens pays socialistes au système de l'économie de marché. Il faut remarquer le rôle particulier de la Turquie dans ce processus. Déjà en décembre 1991, suite à la reconnaissance des Républiques turcophones et à l'instauration de relations diplomatiques, Ankara se mit à établir une coopération économique et commerciale avec ces pays, à définir ses axes directeurs et leurs formes, et à créer son cadre juridique. Pendant une courte période, la Turquie signa avec chacun de ces pays des accords bilatéraux dans les domaines de la coopération commerciale, de l'encouragement réciproque et de la protection des investissements, de l'élimination de la double imposition, de l'instauration de communications, de l'établissement de lignes aériennes directes, etc.

Dès le début, le secteur privé turc participa activement à tous ces processus : les chambres de commerce et d'industrie, les bourses de marchandises et les bourses de valeurs, les associations d'industriels et d'hommes d'affaires (TÜSIAD), les autres organisations et fondations privées avec le Comité pour les liens économiques extérieurs (DEIK). Des conseils d'affaires qui définissaient les secteurs d'investissement conjoints et d'autres secteurs d'entrepreneuriat prioritaires furent créés. Toutes ces activités étaient exercées en interaction étroite avec le secteur public. Les nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales turques dynamisèrent leur activité dans les pays turcophones de l'ancienne URSS. Vers 1998, plusieurs centaines de compagnies turques s'impliquèrent activement en Azerbaïdjan, se spécialisant surtout dans la production industrielle : l'industrie chimique, pétrolière, alimentaire, le marketing, le commerce, le domaine des services, les matériaux de construction, etc.

Ayant contribué à établir le commerce bilatéral et les relations économiques avec l'Azerbaïdjan, la Turquie a favorisé son intégration rapide aux processus régionaux et internationaux. Dans une même dynamique, elle a facilité son adhésion dans les Organisations régionales existantes (ECO, OCEMN), favorisé l'établissement de liens entre lui et les structures des pays industrialisés (OCDE, OSCE, UE), et son adhésion aux organisations financières internationales, notamment le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque mondiale, la BERD (Banque Européenne de Recherche et Développement), la Banque asiatique de développement et d'autres banques et fondations. Ces liens ont permis à l'Azerbaïdjan d'accéder

à des sources de crédits, de marchés financiers, de conseils et d'autres services, ainsi qu'à l'assistance technique de la communauté internationale.

Soutenue par l'Occident, la Turquie a réussi à influencer l'Azerbaïdjan, dans la formulation de sa stratégie économique. Axé sur le modèle turc et, ultérieurement, sur les modèles économiques occidentaux, il a jeté les bases d'une économie de marché, a mis en œuvre la libéralisation économique, procédé à la privatisation des biens de l'État, et engagé les réformes foncières destinées à permettre le transfert à la propriété privée des fermes collectives et étatiques. Ces évolutions ont contribué à une adaptation très rapide de l'Azerbaïdjan aux conditions et exigences du marché mondial, en leur donnant confiance aux investisseurs extérieurs pour développer sa fragile économie.

Pour terminer, il faut souligner que les relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Turquie se développèrent de manière assez intense et couvrirent plusieurs domaines de coopération. L'intérêt d'étudier la période du début de l'établissement des relations entre les deux pays suite à l'écroulement de l'URSS présentait donc une importance majeure pour une étude plus approfondie qui n'avait pas encore été réalisée.

Étudiant la politique extérieure azerbaïdjanaise sous trois présidents, A. Mutalibov, A. Eltchibey et le premier quinquennat de H. Aliyev, nous nous sommes focalisés sur leurs politiques de rapprochement avec la Turquie en mettant l'accent sur leurs religions, langues et traditions communes.

Le deuxième mandat présidentiel d'Aliyev est aussi intéressant à étudier de manière approfondie, car, après avoir signé le cessez-le-feu au Karabakh, rétabli la stabilité dans la région et renforcé son propre pouvoir, le troisième président a réussi à modifier voire, à changer le caractère des relations bilatérales avec la Turquie. Limitant la marge de manœuvre de la Turquie de se mêler dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan, Aliyev présentait son partenaire politique dans les instances internationales comme un allié stratégique et fiable de sa politique extérieure. Cette démarche était dictée par la nécessité de maintenir l'équilibre dans la politique régionale de l'Azerbaïdjan par rapport à la Russie et l'Iran qui s'est trouvée renforcée après les événements de septembre 2001 aux États-Unis. À cette période, l'importance de l'Azerbaïdjan s'était accrue, car le pays apportait son soutien logistique au transport d'une majeure partie de l'armement américain destinée pour la guerre en Afghanistan. Cette situation incitera l'Azerbaïdjan à faire appel à la Turquie pour sa politique régionale et mondiale, car, comme

membre de l'OTAN, cet allié turc s'était vu accroître son influence dans la région du Caucase du sud.

Cette période correspondra aussi à un moment d'affaiblissement de la Russie dans la région suite à sa crise financière de 1998 et sa deuxième guerre en Tchétchénie. Le renforcement du rôle de la Turquie au Caucase du sud était palpable dans la politique extérieure de l'Azerbaïdjan avec ses voisins. En 2001, suite à l'agression d'un navire azerbaïdjanais par les forces marines iraniennes, une escadrille d'avions de chasse turque atterrira à Bakou. Cette démonstration armée de la Turquie constituera un message adressé à l'Iran et à la Russie de son soutien à l'Azerbaïdjan.

La Turquie soutenait et continue à soutenir l'Azerbaïdjan dans sa politique intérieure et extérieure. Elle avait également soutenu Heydar Aliyev, quand il était tombé malade en le faisant soigner dans l'un de ses meilleurs hôpitaux à Gulhane. Comme elle soutiendra aussi son fils Ilham pour succéder à son père lors de sa candidature à la présidentielle de 2003. À partir de 2005, avec la mise en fonction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan pour le transfert du pétrole azerbaïdjanais vers les marchés européens via la Turquie, l'orientation économique commencera à s'imposer dans leurs relations bilatérales.

Ces aspects des relations azerbaïdjano-turques ne sont pas considérées de manière approfondie dans notre travail, mais pourraient servir de centre d'intérêt pour une recherche postdoctorale. Il convient en effet de noter qu'en raison de sa délicate situation géopolitique l'Azerbaïdjan aura toujours besoin de l'aide, du soutien et d'une coopération avec la Turquie. En outre, depuis 2010, la Turquie et l'Azerbaïdjan ont renforcé leurs relations bilatérales par la signature d'un accord à caractère militaire et stratégique afin d'équilibrer les influences exercées par les autres puissances régionales. Dans cette particulière conjoncture géopolitique, géoéconomique et géostratégique l'Azerbaïdjan poursuit sa politique étrangère d'équilibre et essaie de jongler entre les puissances régionales et mondiales impliquées dans la région du Caucase du sud. Ce qui, de mon point de vue, suppose une étude approfondie de cette orientation de la politique régionale azerbaïdjanaise, en considérant de façon disjointe le deuxième quinquennat du président Heydar Aliyev et la gouvernance présente de son fils Ilham Aliyev.

## Bibliographie

## Ouvrages généraux :

### *En français :*

1. ALLONSIUS David. *Le régime juridique de la mer Caspienne. Problèmes actuels de droit international public*. Paris, 1997, 136 p.
2. ARON Raymond. *50 ans de réflexion politique*, Mémoires, Paris, « Julliard », 1983, 774 p.
3. BIBO Istvan. *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, « Albin Michel », 1993, 427 p.
4. BONIFACE Pascal. *Les guerres de demain*, Éditions du « Seuil ». 2001, 211 p.
5. BRZEZINSKI Zbigniew. *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris, « Éditions Bayard », 1997, 273 p.
6. CHAIGNEAU Pascal. *Dictionnaire des relations internationales*, « Economica », 1998, 592 p.
7. CHARILLON Frédéric. *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, « Presse de Science Po », 2002, 423 p.
8. CHAUPRADE Aymeric, THUAL François. *Dictionnaire de géopolitique : États, concepts, auteurs*, Édition « Ellipses », 1998, 621 p.
9. CHAUTARD Sophie. *Géopolitique et pétrole*, « Studyrama », 2007, 288 p.
10. COLAS Dominique. *L'Europe postcommunisme*, « PUF », 2002, 690 p.
11. COLOMBAN Lebas, ANNEN Betsy. *Géopolitique de l'énergie : risques et enjeux pour la défense*, « CHEM-CEREM », 2006, 112 p.
12. CONSTANT Antoine. *L'Azerbaïdjan*, édition « Karthala », 2002.
13. DESFARGES Philippe Moreau. *Relations Internationales : 2 Questions mondiales*, Éditions du « Seuil », 2007, 288 p.
14. DESFARGES Philippe Moreau. *Introduction à la géopolitique*. Édition du « Seuil », 1994, 110 p.
15. DREANO Bernard. *Dépression sur le Sud-Caucase ; voyage entre guerre et paix*, édition « Paris méditerranée », 2003, 183 p.

16. FRANK Robert. *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, édition « PUF », 2012, 756 p.
17. HUNTINGTON P. Samuel. *Le choc des civilisations*. « Poche Odile Jacob », 2000, 545 p.
18. LESTRANGE Cédric, PAILLARD Christophe-Alexandre, ZELEENKO Pierre. *Géopolitique du pétrole : Un nouveau marché. Des nouveaux risques. Des nouveaux mondes*. Édition « Technip », 2005, 260 p.
19. LÉVESQUE Jacques, BREAUULT Yann, JOLICOEUR Pierre. *La Russie et son ex-empire ; Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, « Presses de Sciences Po », 2003, 347 p.
20. MERLE Marcel. *Sociologie des relations internationales*, Paris, « Dalloz », 4<sup>e</sup> édition, 1988, 560 p.
21. PIANELLI Dominique, SOKOLOFF Georges. *Groupe d'échanges et de réflexion sur la Caspienne : recueil de comptes-rendus de réunion*, CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), 1999, 82 p.
22. RENOUVIN Pierre, DUROSELLE Jean-Baptiste. *Introduction à l'histoire des relations internationales*. « Armand Colin », 1991, 527 p.
23. ROMER Jean-Christophe. *Géopolitique de la Russie*, Paris, « Economica », Collection Géopolitique-poche, 1999, 112 p.
24. ROMER Jean-Christophe. *La pensée stratégique russe au XXe siècle*, Paris, « Economica », 1997, 130 p.
25. ROMER Jean-Christophe. *Le monde en crises depuis 1973 : Triomphe et décadence de la bipolarité*, Paris, « Ellipses », 1997, 272 p.
26. SMOUTS Marie-Claude. *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*. « Presses de Sciences Po », 1998, 409 p.

*En anglais :*

1. BAER Robert. *See no evil*, « Maps », Santa-Barbara, C.A. USA, 2001, 186 p.
2. BANTEKAS Illias, PATERSON John, SULEIMENOV K. Maidan. *Oil and gas law in Kazakhstan : national and international perspectives*, « Kluwer Law International », 2004, 315 p.
3. CUMMINGS Sally. *Oil, transition and security in Central Asia*, Routledge Courzon advances in Central Asia studies, 2003, 245 p.
4. KAFESOGLU I. *A short history of Turkish - Islamic states ; excluding the Ottoman State*. Ankara ; Turkish Historic Society point house, 1994.
5. PALAST Greg. *Vultures' picnic : in pursuit of petroleum pigs, power pirates, and high-finance carnivores*, « Plume », England, 2012, 416 p.
6. PALMER Glenn, T. Clifton Morgan. *A theory of foreign policy*, Princeton University Press, 2006, 199 p.
7. PAVLIUK Oleksander, KLYMPUSH-TSINTSADZE Ivanna. *Black sea region : cooperation and security building*, East-West Institute, 2003, 305 p.
8. *Seminar on Russia and the NIS*, SAM Paper, №1/96, 29-31 march 1996, Antalya, Turkey.
9. WILLERTON P. John. *Patronage and politics in URSS*, Soviet and East European studies, Cambridge, 1992, 305 p.

### *En russe :*

1. ABBASOV C. *Ekonomika Azerbajdzhana na putjakh globalizatsii*, (L'Économie azerbaïdjanaise dans l'ère de la globalisation), Bakou, « Elm », 2007, 384 p.
2. AKHUNDOVA Elmira. *Mgnovenija istiny* (Les moments de vérité), Bakou, « Dom skazki », 2003, 516 p.
3. ARASLY Djangir. *Armjano Azerbajdzhanskij konflikt : Voennyj aspekt* (Le conflit arméno-azerbaïdjanais : l'aspect militaire), Bakou, « Munterdzhim », 1995, 46 p.
4. BEKYASHEV K.A. *Mezhdunarodnoe publicjnoe pravo* (Le droit international public), Moscou, « Prospekt », 2004, 927 p.
5. BEZBORODOV A.B. *Istorija Rossii v 1992-2005 godakh* (L'histoire de la Russie dans les années 1992-2005), travail collectif, Moscou, Université Humanitaire d'État de la Russie, 2007, 797 p.
6. BOGATUROV A.D., AVERKOV V.V. *Istorija mezhdunarodnykh otnoshenij (1945-2008)* (L'histoire des relations internationales (1945-2008), Moscou, « MGIMO-Universitet », 2009, 670 p.
7. BRUKS Majkl. *Neft' i vneshnjaja politika* (Le pétrole et la politique étrangère), Moscou, « Izdatel'stvo inostranoj literatury », 1949, 175 p.
8. BRZEZINSKI Zbigniev. *Velikaja shahmatnaja doska* (Le grand échiquier), Moscou, « M.O. », 1998, 254 p.
9. DOUGUINE Alexandre. *Geopolitika postmodernizma* (La géopolitique du postmodernisme), Moscou, « Amfora », 2007, 788 p.
10. DOUGUINE Alexandre. *Osnovy geopolitiki* (L'introduction à la géopolitique), Moscou, « ARKTOGEJA – Centr », 2007, 450 p.
11. ELTSINE Boris. *Ispoved' na zadannuju temu* (Confessions sur un sujet), Saint-Petersbourg, « Sovetskij pisatel' », 1990, 68 p.
12. GASANLY Dzhamil. *SSSR-Turcija : ot nejtraliteta k kholodnoj vojne (1939-1953 gg.)* (URSS – Turquie : de la neutralité à la Guerre froide), « Centr propagandy », Moscou, 2008, 662 p.



13. GIRCHENKO Jurij. *Armija gosudarstva, kotorogo net* (L'armée de l'État fantôme), Moscou, 2002, <http://lib.ru/MEMUARY/KARABAH/karabah.txt>
14. GORBATCHEV Mikhaïl. *Zhizn' i reformy* (Ma vie et les réformes), Moscou, « Novosti », 1995, 830 p.
15. GULIYEV Mushvig. *Energeticheskaja problema vo vneshnejekonomicheskoi strategii stran SNG* (Le problème énergétique dans la stratégie de la politique extérieure économique des pays de la CEI), Moscou, 2005, 99 p.
16. GUSEINOV Vagif. *Bol'she, chem odna zhizn'* (Plus qu'une vie), en 2 volumes, Moscou, 2013, 780/ 806 p.
17. GUSEINOV Vagif. *Politika u poroga svoego doma* (La politique au seuil de sa maison), Moscou, « Krasnaja zvezda », 2008, 469 p.
18. ISMAILOV Eldar. *Ocherki po istorii Azerbajdzhana* (Essais sur l'histoire de l'Azerbaïdjan), Moscou, « Flinta », 2010, 330 p.
19. *Istorija Vostoka* (L'Histoire de l'Orient), en 6 volumes, sous la direction de RYBAKOV R.B., Moscou, « Vostochnaja Literatura RAN », 2008, 479/ 517/ 461/ 753/ 426/ 1095 p.
20. KAZANTSEV A.A. « *Bol'shaja igra* » s neizvestnymi pravilami : mirovaja politika i central'naja Azija (« Le grand jeu » aux règles inconnues : la politique mondiale et l'Asie centrale), Moscou, 2008, 248 p.
21. KAZIMIROV V.N. *Mir Karabakhu* (De la paix au Karabakh), Moscou, « M.O. », 2009, 455 p.
22. KIREEV N.G. *Turcija i Izrail' – strategicheskie sojuzniki na Blizhnem Vostoke (khronika voenno-politicheskogo sotrudnichestva v 1994-1997 godakh)* (Turquie et Israël - alliés stratégiques au Moyen-Orient (Chronique de la coopération politico-militaire en 1994-1997)), sous la direction de SHTEMPEL M.I., recueil de textes, « M.I. », 5<sup>ème</sup> édition, Moscou, 1997, 347 p.
23. *Konstitucija Azerbajdzhanskoj Respubliki* (La Constitution de la République d'Azerbaïdjan), Bakou, La bibliothèque présidentielle, 2012, 125 p.

24. KOPTEVSKIJ V.N. *Rossija-Turcija : etapy torgovo-ekonomicheskogo sotrudnichestva* (La Russie - la Turquie : les étapes de la coopération économique), Moscou, Académie des sciences de la Russie, Moscou, 2003, 492 p.
25. KOSOV J.V., TOROPYGIN A.V. *Sodruzhestvo Nezavisimykh Gosudarstv : Instituty, integratsionnye processy, konflikty* (Communauté des États indépendants : Institutions, processus d'intégration, conflits), Moscou, « Aspekt Press », 2009, 224 p.
26. MILOVA L.V. *Istorija Rossii s drevnejshikh vremen do nachala XXI veka* (L'histoire de la Russie depuis les temps anciens jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle), Moscou, « Eksmo », 2006, 958 p.
27. MIR-BABAEV M.F. *Kratkaja khronologija istorii azerbajdzhanskogo neftjanogo dela* (La Courte chronologie de l'histoire de l'industrie pétrolière en Azerbaïdjan), Bakou, « Sabah », 2004, 200 p.
28. MOSAKI N.Z. *Kurdistan i kurdkij vopros v politike Zapada i Rossii (90-e gody XIX-nachalo XX veka)* (Le Kurdistan et le problème kurde dans la politique de l'Occident et de la Russie (fin de XIX<sup>e</sup> – début du XX<sup>e</sup> siècle)), Moscou, Institut russe du Proche-Orient, 2011, 346 p.
29. MURADALIYEVA Elmira. *Krov' zemli – neft' Azerbajdzhana i istorija*, (Le sang du sol - l'histoire du pétrole azerbaïdjanais), Vol. I, Bakou, « Mutardzhim », 2005, 256 p.
30. NAZARBAËV Noursoultan. *Na poroge XXI veka* (A la veille du XXI<sup>e</sup> siècle), Almaty, « Atamura », 2003, 255 p.
31. ODZHALAN Abdulla. *Problema lichnosti v Kurdistane, osobennosti revoljucionnogo borca i partijnaja zhizn'* (Le problème de l'identité au Kurdistan, les particularités du combattant révolutionnaire et sa vie au sein du parti politique), Erevan, « Parujr Sevak », 1994, 272 p.
32. PASHAYEV Hafiz. *Manifest odnogo diplomata* (Le manifeste d'un ambassadeur), Bakou, « Chashyoglu ». 2009, 354 p.
33. PETROV Valeriy. *Geopolitika Rossii : Vozrozhdenie ili gibel' ?*, (La géopolitique de la Russie - renaissance ou défaite), Moscou, « Veche », 2003, 464 p.

34. POKHLEBKIN William. *Vneshnjaja politika Rusi, Rossii i SSSR za 1000 let v imenakh, datakh, faktakh* (La politique étrangère de la Russie, de la Fédération de Russie et de l'URSS au fil de 1000 ans en noms, dates et faits), Moscou, 1<sup>ère</sup> édition, « M.O. », 2001, 420 p.
35. POMPEYEV Jurij. *Krovavyy omut Karabakha* (L'étang sanglant du Karabakh), Bakou, 1992, 205 p.
36. PRIMAKOV Evgueni. *Mir bez Rossii. K chemu vedet politicheskaja blizorukost' ?* (Le monde sans Russie. A quoi amène le dilettantisme politique ?), Moscou, « Rossijskaja gazeta », 2009, 239 p.
37. RODIONOV A.A. *Turcija - perekrjostok sudeb* (La Turquie- au carrefour des destins), Moscou, « M.O. », 2006, 280 p.
38. SHISHOV Alekseï. *Dvuglavyj orel nad Kavkazom (1804-2008)* (L'aigle bicéphale au Caucase), Moscou, « Veche », 2008, 460 p.
39. SOTSKOV Leon. *Neizvestnyj separatizm : na sluzhbe SD i Abvera* (Le séparatisme inconnu : au service de la SD et l'Abwehr), Moscou, « Ripol klassik », 2003.
40. STUPISHIN Vladimir. *Moja missija v Armenii. 1992-1994. Vospominanija pervogo posla Rossii* (Ma mission en Arménie. 1992-1994. Les mémoires du premier ambassadeur de la Russie), Moscou, « Academia », 2001.
41. SULTANOV Chapaï. *Nashestvie* (L'invasion), en 2 volumes, Bakou, 2004, 596/ 562 p.
42. SULTANOV Chapaï. *Neft'* (Le Pétrole), Bakou, « Nafta-Press », 2000, 274 p.
43. SULTANOV Chapaï. *Neftegazovye strategii i politika v XXI veke* (Les stratégies pétro-gazifières et la politique au XXI<sup>e</sup> siècle), Bakou, 2008, 220 p.
44. TSUTSIYEV Artur. *Atlas etnopoliticheskoi istorii Kavkaza (1774-2004)* (L'atlas d'histoire ethnopolitique du Caucase (1774-2004)), édition « Europa », Moscou, 2006, 128 p.
45. VEZIROV Abdurrahman. *Moja dipsluzhba* (Ma mission diplomatique), Moscou, « Khudozhestvennaja literatura », 2009, 192 p.

46. ZEMCOV Ilya. *Partija ili mafija? razorvannaja respublika* (Le Parti ou la mafia ? La République déchirée), « Les Éditeurs Réunis », 13, rue de la Montagne Ste Geneviève, Paris, 122 p.
47. ZENKOVITCH Nikolai. *Enciklopedija biografij : samye zakrytye ljudi* (L'Encyclopédie des biographies : les personnes les plus préservées), Moscou, « OLMA-PRESS zelenyj mir », 776 p.

## *En azerbaïdjanais :*

1. *Azərbaycan tarixi* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan), Bakou, en 7 volumes, « Elm », 2008, 563/ 584/ 548/ 451/ 570/ 590/ 485 p.
2. *Azərbaycan tarixi günbəgün (kitab-təqvim)* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan jour par jour), Bakou, 2008, 367 p.
3. *Azərbaycan tarixi XIX – XXI əsrin əvvəli* (L'Histoire de l'Azerbaïdjan au XIX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles), Bakou, « Bakı Universiteti », 2010, 545 p.
4. BƏXTİYAR Tüncay. *XXI əsrin perspektivləri : Azərbaycandan baxış*, (Les perspectives du XXI<sup>e</sup> siècle : vues depuis l'Azerbaïdjan), Bakou, « AzAtam », 2003, 89 p.
5. DƏMİROV A.H., İSMAYILOV, Ş.N., HÜSEYNOV, Q.F. *Azərbaycan Respublikası konstitusiyası və hüququn əsasları* (La Constitution de la République d'Azerbaïdjan et la loi), Bakou, « Mütərcim », 2010, 87 p.
6. ƏLİYEV Heydər. *Müstəqilliyimiz əbədidir* (Notre indépendance est éternelle), Bakou, « Azərənəşr », En 26 volumes, 2002.
7. GULUZADƏ Vəfa. *Azərbaycan dostlar və düşmənlər arasında* (L'Azerbaïdjan - entre des amis et des ennemis), Bakou, « Azərbaycan », 1999, 128 p.
8. GULUZADƏ Vəfa. *Gələcəyin üfüqləri* (Les horizons de la future), Bakou, « Azərbaycan », 1999, 283 p.
9. GULUZADƏ Vəfa. *Yol ayrıcında* (Dans la croisée des chemins), Bakou, « Elm və təhsil », 2012, 303 p.
10. HƏSƏNLİ Cəmil. *SSRİ – Türkiyə : soyuq müharibənin sınaq meydanı : 1939-1945*, (URSS-Turquie : le terrain de confrontation de la Guerre froide : 1939-1945), Bakou, « Adiloğlu », 1993, 362 p.
11. HÜSEYNOV Lətif. *Beynəlxalq hüquq* (Le Droit International), Bakou, « Hüquq ədəbiyyatı », 2000, 405 p.
12. İSMAYILOV Eldar. *Mərkəzi Qafqaz : geosiyasətdən geoiqtisadiyyata doğru* (Le Caucase méridional : de la géopolitique à la géoéconomie), Bakou, « Qafqaz », 2006, 220 p.

13. MAQSUDOV F.Q., QULIYEV C.B., TEZCAN K.E. *Türkiyə Respublikası və Osmanlı dövləti*, (La République Turque et l'Empire ottoman), les matériaux de conférence, « Elm », Bakou, 1999, 232 p.
14. MEHDİYEV E. *Azərbaycan 1993 - anarxiyadan sabitliyə*, (L'Azerbaïdjan en 1993 – de l'anarchie à la stabilité), Bakou, 2000, 415 p.
15. MƏMMƏDLİ Natiq. *Mərkəzi Asiyanın türk dövlətləri və Türkiyə* (La Turquie et les pays turcophones de l'Asie centrale), Bakou, « AzAtam », 2005, 233 p.
16. QASIMLI Musa, ABDULLAYEV Mahir. *Beynəlxalq münasibətlər tarixi (XX əsr. 2-ci hissə. 1945-1999)* (L'histoire des relations internationales (XX<sup>e</sup> siècle. II partie. 1945-1999), Bakou, 1999, 194 p.
17. QASIMLI Musa. *Azərbaycanın baş nazirləri* (Les premiers ministres de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Adiloğlu », 2005, 67 p.
18. QASIMLI Musa. *SSRİ – Türkiyə münasibətləri*, (Les relations entre la Turquie et l'URSS), Bakou, « Adiloğlu », 2007, 560 p.
19. QULİYEV A.M. *Enerjidəşiyicilər : imkanlar, perspektivlər*, (Les ressources énergétiques: options, perspectives), Bakou, « Nafta Press », 2006, 297 p.
20. SEİDOVA S.E. *Türkiyə – Azərbaycan – bir urəkdə çürpənən iki can*, (Turquie-Azerbaïdjan-un cœur pour deux pays), recueil de textes, Bakou, « Araz », 2006, 294 p.
21. VƏLİYEV T.S. *İqtisadi nəzəriyyə* (La théorie de l'Économie), « Çəşioğlu », Bakou, 2001, 691 p.
22. XƏLİLOV Yunis. *Azərbaycan Respublikası konstitusiyasının preambulu və ümumi müddələrin şərhı* (Les commentaires du préambule et des articles de la Constitution de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Qanun », 2007, 246 p.

## *En turc :*

1. BOZALQANLI Hasan Novruz. *Şah-mat : bir yarbayın kaleminden azerbaycan gerçeği* (Échec et mat : les réalités azerbaïdjanaises vues par un officier), Ankara, « Altinküre », 2<sup>e</sup> édition, 2002, 348 p.
2. ÇAGLA Çengiz. *Azerbaycanda milliyetçilik ve politika* (La politique et le nationalisme en Azerbaïdjan), « Bağlam yayıncılık », décembre, 2002, 131 p.
3. DAVUTOĞLU Ahmet. *Strateji derinlik : Türkiyenin uluslararası konumu* (La profondeur stratégique : la situation internationale de la Turquie), 68<sup>e</sup> édition, 2011, 584 p.
4. DEMİRKOL Ferman. *Diktatörleri uyku tutmaz* (Les dictateurs ne s'endorment jamais), Istanbul, « DER », 2002, 326 p.
5. ER Turgut. *Azadlıktan tiranlığa : sanki Stalin ve Berya hortlamıştı* (De la liberté à la tyrannie : comme à l'époque de Staline et Beria), Ankara, « Sarkac », 2010, 448 p.
6. ERSEVER Ahmet Cem. *Kürtler, PKK ve A. Öcalan* (Des Kurdes, PKK et A. Öcalan), Ankara, 1993, 110 p.
7. KARPAT H. Kemal. *Türkiye ve Orta Asya* (La Turquie et l'Asie centrale), « IMGE », 2003, 393 p.
8. PEHLİVAN Barış, TERKOĞLU Barış. *Sızıntı : Wikileaks'te ünlü türkler* (La fuite : les célèbres turcs de Wikileaks), « Kırkımız kedi », 2012, 415 p.
9. YILMAZ Dr. Meshküre. *Tarihi, siyasi ve kültürel yönleriyle Türklerin dünyası ve Türkiye'nin dış türkler politikası* (Aspects historiques, politiques et culturels du monde turcophone et la politique étrangère de la Turquie à leur égard), Ankara, 2010, 471 p.

## Ouvrages sur le Caucase :

### *En français :*

1. BABAYEV Fuad. *Azerbaïdjan-OTAN : le début du partenariat (1994-2009)*, Centre de recherches de l'héritage de Haydar Aliyev, Bakou, 2009, 326 p.
2. BALCI Bayram, MOTIKA Raoul. *Religion et politique dans le Caucase postsoviétique*, Paris, « Maisonneuve et Larose », 2007, 368 p.
3. BILLON Didier. *La politique extérieure de la Turquie : une longue quête d'identité*, « L'Harmattan », Collection « Comprendre le Moyen-Orient », 1997, 447 p.
4. GALSTYAN Garik. *Les intérêts géopolitiques russes dans la région Caspienne : rivalités anciennes, enjeux nouveaux*, « Harmattan », 2007, 435 p.
5. GÜLTEKIN Burcu. *Atteindre la Caspienne : les relations économiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan*, Dossier de l'IFEA (Institut Français d'Etudes Anatoliennes), Istanbul, série « La Turquie d'aujourd'hui », №14, juin, 2003, 46 p.
6. GURBANOV Turab. *Le pétrole de la Caspienne et la politique extérieure de l'Azerbaïdjan*, « Harmattan », en 2 volumes, 2006, 435 p.
7. *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI Mohammad-Reza, « Bruylant-Bruxelles », 1995, 262 p.
8. LUSSAC Samuel. *Géopolitique du Caucase : au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, Paris, éditions « Technip », 2010, 183 p.
9. MINASSIAN Gäïdz. *Caucase du sud, la nouvelle Guerre froide : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*, Paris, Éditions « Autrement Frontières », 2007, 188 p.
10. ORBAKI Ramiz, GANDJALI Aydin. *Karabakh entre le passé et le futur : Azerbaïdjan-trois ans de mouvement démocratique et trois ans d'état d'urgence*, Paris, 1991, 86 p.
11. YAKEMTCHOUK Romain. *Les hydrocarbures de la Caspienne. La compétition des puissances dans le Caucase et en Asie Centrale*. Bruxelles, 1999, 125 p.



### *En anglais :*

1. AKINEI Shirin. *The Caspian politics, energy and security*, « Routledge », 2004, 432 p.
2. ALSTADT L. Audrey. *The Azerbaijani turks : power and identity under Russian rule*, Studies of nationalities, Hoover Institution Press, 1992, 336 p.
3. ASCHER William, MIROVITSKAYA Natalia. *The Caspian Sea : The Quest for environmental security*, Springers, 2000, 364 p.
4. BAYULGEN Oksan. *Foreign investment and political regimes : the oil sector in Azerbaijan, Russia and Norway*, « Cambridge University Press », 2010, 274 p.
5. BOZDAGLIOGLU Yücel. *Turkish foreign policy and turkish identity : a constructivist approach*, New-York&London, « Routledge », 2003, 221 p.
6. CARKOGLU Ali, EDER Mine, KIRISCI Kemal. *The political economy of regional cooperation in the Middle East*, London, « Routledge », 1998, 267 p.
7. CHUFRIN Genadiy. *The security of the Caspian sea region*, Sipry, « Oxword University Press », 2001, 361 p.
8. COPPIETERS Bruno. *Contested borders in the Caucasus*, Belgium, 1996, 205 p.
9. CROISSANT R. Michael, ARAS Bülent. *Oil and geopolitics in the Caspian sea region*, London, Westport, Connecticut, 1999, 273 p.
10. DEKMEJIAN R. Hrair, SIMONIAN H. Hovann. *Troubled Waters. The Geopolitics of the Caspian Region*, I.B.Tauris, 2001, 271 p.
11. GOLTZ Thomas. *Azerbaijan diary : a rogue reporter's adventures in an oil-rich, war-torn, post-sovietic republic*, « M.E. Sharpe », Paperback edition, 1999, 496 p.
12. HALE William. *Turkish politics and the military*, New-York & London, « Routledge », 1994, 368 p.
13. HUNTER Shireen. *Iran's foreign policy in the Post-Soviet era*, California, « Greenwood publishing group », PRAEGER, 2010, 316 p.
14. ISMAYILOV Eldar. *The Central Caucasus : essays on geopolitical economy*, Papava-Stockholm, « CA&CC Press AB », 2006, 170 p.

15. KAZEMZADEH Firuz. *The struggle for Transcaucasia (1917-1921)*, PhD, New York, Philosophical library, 1951, 360 p.
16. MENON Rajan, FEDOROV E. Yuri, NODIA Ghia. *Russia, the Caucasus, and Central Asia : the XXI century security environment*, East West Institute, 257 p.
17. MESBAHI Mohiaddin. *Central Asia and the Caucasus after the Soviet Union : domestic and international dynamics*, « University Press of Florida », 353 p.
18. MESBAHI Mohiaddin. *Russia and the third world in the Post-Soviet era*, « University Press of Florida », 1994, 395 p.
19. MIRZAYEV Ramiz. *Heydar Aliyev and new oil strategy of independant Azerbaijan*, Baku, « Göytürk », 1999, 157 p.
20. MURINSON Alexander. *Turkey's entente with Israel and Azerbaijan : state identity and security in the Middle East and Caucasus*, « Routledge », 2009, 219 p.
21. NURIYEV Elkhan. *The South Caucasus at the crossroads : Conflicts, Caspian oil and great power politics*, Berlin, « LIT », 2007, 370 p.
22. PEIMANI Hooman. *Caspian pipeline dilemma : political games and economic losses*, London, Westport, Connecticut, 2001, 129 p.
23. PETERSEN Alexandros, ISMAILZADE Fariz. *Azerbaijan in global politics : grafting foreign policy*, Azerbaijan Diplomatic Academy, 2009, 372 p.
24. RADVANYI Jean, BEROUTCHACHVILI Nicolas. *Atlas géopolitique du Caucase : Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*, Paris, édition « Autrement », 2010, 80 p.
25. RUBIN Barry, HEPER Metin. *Political parties in Turkey*, London, « Frank Cass », England, 160 p.
26. RUBINSTEIN Z. Alvin, SMOLANSKY M. Oles. *Regional power rivalries in the New Eurasia : Russia, Turkey and Iran*, London, « M.E.Sharpe », England, 290 p.
27. SVANTE Cornell, STARR Frederick. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline : oil window to the West*, Central Asia-Caucasus Institute, Silk Road Studies program, 2005, 150 p.

28. SVANTE Cornell. *Small nations and great powers : a study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*, Curzon Caucasus World, England, 2001, 480 p.
29. SWIETOCHOWSKI Tadeusz, COLLINS Brian. *Historical dictionary of Azerbaijan*, London, « Scarecrow Press », 1999, 144 p.
30. SWIETOCHOWSKI Tadeusz. *Russian Azerbaijan 1905-1920 : The shaping of national identity in a muslim community*, 2 edition, Cambridge, UK, « Cambridge University Press », 2004, 256 p.
31. TSALIK Svetlana. *Caspian oil windfalls : who will benefit?*, Caspian Revue Watch, OECD Publishing, 2003, 180 p.
32. UZER Umut. *Identity and Turkish foreign policy : the kemalist influence in Cyprus and the Caucasus*, London - New-York, I.B.Tauris, 2011, 228 p.
33. VAN DER LEEUW Charles. *Azerbaijan ; a quest for identity*, St. Martin's Press, 1998, 215 p.
34. WINROW M. Gareth. *Turkey and Caspian energy*, The Emirates center for strategic studies and research, №37, 1999, 53 p.
35. WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD Richard. *Transcaucasian boundaries*, London, « UCL Press », 1996, 227 p.

*En russe :*

1. ALIEV N.A., SHAHBAZOV Y.K., MIRZOEV M.A. *OET Baku-Tbilissi-Dzhejkhan : ot videnija k real'nosti* (Bakou-Tbilissi-Ceyhan : de l'observation à la réalité), Bakou, 2001, 168 p.
2. ALIYEV Ilham. *Kaspijskaja neft' Azerbajdzhana*, (Le pétrole caspien de l'Azerbaïdjan), Moscou, « Izvestija », 2003, 712 p.
3. ALIZADEH Zardusht, AGAYEV Rassim. *Azerbajdzhan : konec vtoroj respubliki* (L'Azerbaïdjan : chute de la deuxième République), Moscou, 2006, 614 p.
4. ANDRIJANOV Viktor, MIRALAMOV Gusejnbala. *Gejdar Aliyev* (Heydar Aliyev), Moscou, « Molodaja Gvardija », 2005, 202 p.
5. ANDRIJANOV Viktor, MIRALAMOV Gusejnbala. *Ilham Aliyev* (Ilham Aliyev), Moscou, « Molodaja Gvardija », 2007, 225 p.
6. *Azerbajdzhanskaja Demokraticeskaja Respublika : vneshnjaja politika (Dokumenty i materialy)* (La République Démocratique d'Azerbaïdjan : la politique extérieure (documents et matériaux), Bakou, 1998, 632 p.
7. CHERNYAVSKIY Stanislav. *Azerbajdzhan - vybor novogo puti* (Azerbaïdjan : le choix de la nouvelle orientation), Monographie, Moscou, 2004, 238 p.
8. CHERNYAVSKIY Stanislav. *Formirovanie vneshnepoliticheskoj strategii Azerbajdzhana v 1988-2003 godakh* (La genèse de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre 1988 et 2003), Bakou, « Adilogly », 2003, 527 p.
9. CHERNYAVSKIY Stanislav. *Novyj put' Azerbajdzhana* (Le nouveau chemin de l'Azerbaïdjan), Moscou, « Azer-Media », 2002, 352 p.
10. DE VAAL Thomas. *Karabakh - chernyj sad, mezhdu mirom i vojnoj* (Karabakh-le jardin noir, entre la paix et la guerre), New-York, traduit de l'anglais par Carnegie Endowment for international peace, 2003, 242 p.
11. DEMOIAN Gajk. *Turcija i Karabakhskij konflikt v konce XX - nachale XXI vekov. Istoriko-sravnitel'nyj analiz* (La Turquie et le conflit du Karabakh à la fin du XX<sup>e</sup> et au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Analyse historique et comparative), Erevan, 2006, 230 p.

12. EYVAZOV Dzhannatkhan. *Bezopanost' Kavkaza i stabil'nost' razvitija Azerbajdzhanskoj respubliki* (La sécurité du Caucase et la stabilité du développement de la République d'Azerbaïdjan), Bakou, « Nurlan », 2004, 351 p.
13. FURMAN Dmitri. *Azerbajdzhan i Rossija : obshhestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), Moscou, recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, 2001, 496 p.
14. GADZHIEV K.S. *Geopolitika Kavkaza* (La géopolitique du Caucase), Moscou, « M.O. », 2001, 463 p.
15. GASANLY Dzhamil. *Russkaja revoljucija i Azerbajdzhan : trudnyj put' k nezavisimosti v 1917-1920 godakh* (La révolution russe et l'Azerbaïdjan : le chemin difficile vers l'indépendance), Moscou, « Flinta », 2011, 666 p.
16. GASANLY Dzhamil. *Vneshnjaja politika Azerbajdzhanskoj Demokraticeskoj Respubliki (1918-1920 gg)* (La politique étrangère de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (1918-1920)), Moscou, « Flinta » et « Nauka » 2010, 574 p.
17. GASANOV Ali. *Sovremennye mezhdunarodnye otnoshenija i vneshnjaja politika Azerbajdzhana* (Les relations internationales contemporaines et la politique étrangère de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Şərq-Qərb », 2007, 903 p.
18. GURBANOVA Sona. *Gejdar Aliyev i vneshnepoliticheskiy kurs Azerbajdzhana* (Heydar Aliyev et la politique étrangère de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Şərq-Qərb », 58 p.
19. GUSEINOV P. *Koncepcija nacional'noj politiki Azerbajdzhanskoj Respubliki* (Le concept de la politique nationale de la République d'Azerbaïdjan), Bakou, 2003, 28 p.
20. GUSEINOV V.A. *Kaspijskaja neft' : ekonomika i geopolitika*, (Le pétrole de la Caspienne : l'économie et la géopolitique), Moscou, « Olma-Press », 2002, 380 p.
21. GUSEINOV Vagif. *Juzhnyj Kavkaz : tendencii i problemy razvitija (1988-2008)* (Le Caucase du sud : tendances et problèmes de développement entre 1988 et 2008), Moscou, « Krasnaja zvezda », 2008, 392 p.
22. IBRAGIMOV Nazim. *Gejdar Aliyev otkryvaet miru Azerbajdzhan* (Heydar Aliyev fait découvrir l'Azerbaïdjan au monde), Bakou, « Azerbajdzhan », 1994, 175 p.

23. ISMAILOV Eldar, PAPAVAL Vladimir. *Central'naja Evrazija : geopoliticheskoe pereosmyslenie* (L'Eurasie centrale : réflexion géopolitique), Stockholm, « CA&CC Press », 2010, 169 p.
24. *Kavkazskoe sosedstvo : Turcija i Juzhnyj Kavkaz* (La voisinage caucasien : la Turquie et le Caucase du sud), Erevan, Institut du Caucase, 2008, 171 p.
25. KIREEV G.N. *Istorija Turcii – XX vek* (L'histoire de la Turquie – XX<sup>e</sup> siècle), Moscou, « Kraft + IV RAN », 2007, 602 p.
26. KOZHOKINA E.M. *Armenija-problemy nezavisimogo razvitija* (L'Arménie – les problèmes de développement indépendant), Moscou, recueil de textes, Institut russe des recherches stratégiques, 1998, 570 p.
27. KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), Moscou, en 2 volumes, Institut russe des recherches stratégiques, 2000, 423/ 298 p.
28. MAMEDOVA N.M. *Iran i SNG* (L'Iran et la CEI), Moscou, recueil de textes, 2003, 270 p.
29. MAMEDZADE Nargiz. *Vzaimootnoshenija Azerbajdzhana so slavyanskimi stranami SNG i Vostochnoj Evropy* (Les relations bilatérales de l'Azerbaïdjan avec les pays slaves de la CEI et de l'Europe de l'Est), Bakou, « Qanun », 2006.
30. MUKHANOV Vadim, VOLKHONSKIJ Mikhaïl. *Po sledam Azerbajdzhanskoj Demokratichejskoj Respubliki* (Dans le sillage de la République Démocratique d'Azerbaïdjan), « Evropa », 2007, 100 p., <http://library.khpg.org/files/docs/1359453565.pdf>
31. MUTALIBOV Ajaz. *Karabah - chernyj sad : dokumental'noe povestvovanie* (Karabakh- le jardin noir : récit documentaire), Moscou, « Sovremennik », 2001, 331 p.
32. NADZHAFOV E. *Juzhnyj Kavkaz : ternistyj put' k bezopasnosti* (Le Caucase de Sud : le chemin épineux de la sécurité), 2005, 226 p.
33. POTSKHVERIA B.M. *Vneshnjaja politika Turcii posle Vtoroj Mirovoj vojny* (La politique étrangère de la Turquie après la Deuxième Guerre mondiale), Moscou, « Nauka », 1976, 310 p.

34. *Rossijsko-Azerbajdzhanske otnoshenija za 20 let : istorija i perspektivy (1991-2011)* (Les relations russo-azerbaïdjanaises au fil de vingt années : histoire et perspectives (1991-2011)), Centre azerbaïdjanais des recherches stratégiques, Bakou, 2011, 124 p.
35. SADYKHOV Fikret. *Diplomateskaja sluzhba Azerbajdzhana : politicheskie prioritety. Etapy formirovanija* (Service diplomatique de l'Azerbaïdjan : priorités politiques. Etapes de formation), Bakou, « Adilogly », 2004, 300 p.
36. SHAKLEINA T.A. *Vneshnjaja politika i bezopasnost' sovremennoj Rossii* (La politique étrangère et la sécurité de la Russie contemporaine), en 4 volumes, Moscou, 2002, 540/ 449/ 493/ 538 p.
37. SHMELEV N.P., GUSEINOV V.A., YAZKOVA A.A. *Sredizemnomor'e – Chernomor'e – Kaspij : mezhdou Bol'shoj Evropoj i Bol'shim Blizhnim Vostokom* (Les pays de la mer Méditerranéenne – les pays de la mer Noire – les pays de la mer Caspienne : entre la Grande Europe et le Grand Proche-Orient), Moscou, Institut de l'Europe de l'Académie des Sciences de la Russie, « Granica », 2006, 216 p.
38. STOLIAROV Kirill. *Raspad : ot Nagornogo Karabakha do Belovezhskoj pushchi* (La Chute : du Haut Karabakh à Biéloviezh), Moscou, « OLMA-PRESS », 2001, 320 p.
39. ULCHENKO N.Y., URAZOVA E.I. *Turcija v uslovijakh novykh vnutrennikh i vneshnikh realij* (La Turquie dans les conditions de nouvelles réalités intérieures et extérieures), Moscou, recueil de textes, 2010, 256 p.
40. YUNUSOV Arif. *Azerbajdzhan v nachale XXI veka : konflikt i potencial'nye ugrozy* (L'Azerbaïdjan au début du XXI<sup>e</sup> siècle : conflits et menaces potentielles), Bakou, « Adilogly », 2007, 276 p.
41. YUNUSOV Arif. *Islamskaja palitra Azerbajdzhana* (La palette islamique de l'Azerbaïdjan), Bakou, Institut de la paix et de la Démocratie, 2012, 86 p.
42. ZASLAVSKIY I. *Delo truba : Baku-Tbilissi-Dzhejkhan i kazakhstanskij vybor na Kaspii* (Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le choix kazakhstanais sur la Caspienne), Moscou, Institut des recherches eurasiatiques, « Evropa », 2005, 192 p.
43. ZHILTSOV S.S., ZONN I.S., USHKOV A.M. *Geopolitika Kaspijskogo regiona*, (La géopolitique de la région caspienne), Moscou, « M.O. », 2003, 281 p.

## *En azerbaïdjanais :*

1. ALLAHVERDİYEV Q., QURBANLI M. *Heydər Əliyev və Şərg*, (Heydar Aliyev et le Proche-Orient), Bakou, en 6 volumes, Vol. II-III, Partie - Turquie, « Çəşioğlu », 2005, 757/589 p.
2. *Azərbaycan Respublikası (1991-2001)* (La République d'Azerbaïdjan entre 1991 et 2001), Bakou, « XXI-Yeni Nəşrlər Evi », 2001, 280 p.
3. *Azərbaycan Respublikası və Türkiyə Respublikası arasında diplomatik əlaqələrin gürulmasınının 10 illiyinə həsr olunmuş elmi-praktik konfrans*, (Conférence pour commémorer la X<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie), sous la direction de NAZARLI S.A., Centre culturel M. Atatürk, Bakou, 14 janvier 2002, 30 p.
4. *Azərbaycan və Türkiyədə demokratiyanın inkişafının tarixinə baxış* (Le regard sur l'histoire du développement démocratique en Azerbaïdjan et en Turquie), Centre de recherches nationales et internationales, Bakou, « Qanun », 2010, 290 p.
5. *Azərbaycan-Türkiyə əlaqələri son 20 ildə : uğurlar və imkanlar* (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie pendant les dernières vingt années : réussites et possibilités), Centre de recherches stratégiques auprès du président de la République d'Azerbaïdjan, Bakou, 2011, 64 p.
6. *Azərbaycan-Türkiyə iqtisadi əlaqələri : mövcud vəziyyət və inkişaf perspektivləri* (Les relations économiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie : situation actuelle et perspectives de développement), Bakou, édition « TİKA », 2008, 107 p.
7. *Azərbaycan-Türkiyə : dostluq, gərdəşliq, strateji əməkdaşliq* (La Turquie – l'Azerbaïdjan : amitié, fraternité, la coopération stratégique), Bakou, « Şərq-Qərb », 200 p.
8. BABAĞLU Hikmət. *Azərbaycan beynəlxalq münasibətlərin aktoru kimi* (L'Azerbaïdjan en tant qu'acteur des relations internationales), Bakou, « Elm », 2007, 515 p.
9. CAHANGİRLİ C.X. *Müasir dövrdə Azərbaycan-Türkiyə münasibətləri* (Les relations azerbaïdjano-turques dans la période moderne), Bakou, 2006, 213 p.
10. ƏHMƏDOV Ərrəhman. *Azərbaycan Beynəlxalq Münasibətlərdə (Türkdilli dövlətlərlə əlaqələr. XX əsrin 90-cı illəri)* (L'Azerbaïdjan dans les relations internationales : les



- relations avec les États turcophones dans les années 1990), Bakou, « Elm və Təhsil », 2009, 371 p.
11. ELÇİBƏY Əbülfəz. *Bu mənim taleyimdir* (C'est mon destin), Bakou, « Gənclik », 1992, 304 p.
  12. ELÇİBƏY Əbülfəz. *Bütöv Azərbaycan yolunda* (Pour l'Azerbaïdjan uni), Bakou, « Nurlar », 2004, 374 p.
  13. ELÇİBƏY Əbülfəz. *Deyirdim ki, bu guruluş dağılacag* (J'avais prévu l'écroulement de ce système), Bakou, « Gənclik », 1992, 94 p.
  14. ƏLİYEV Aydın. *Azərbaycanın siyasi iqtisadiyyatı* (L'économie politique de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Qanun », 2003, 323 p.
  15. ƏLİYEV Heydər. *Azərbaycan nefti dünya siyasətində*, (Le pétrole azerbaïdjanais dans la politique mondiale), Bakou, « Bakınəşriyyatı », 1997, 395 p.
  16. HƏSƏNLİ Cəmil. *Sovet dövründə Azərbaycanın xarici siyasəti (1920-1939)* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan à l'époque soviétique (1920-1939)), Vol. II, Bakou, « Adiloğlu », 2012, 655 p.
  17. HƏSƏNOV E. Həsən. *Türkiyənin Azərbaycanın müstəqilliyini tanınması tarixindən* (Histoire de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan par la Turquie), Bakou, 2005, 71 p.
  18. HƏSƏNOV Əli. *Azərbaycanın ABŞ və Avropa dövlətləri ilə əlaqələri (1991-1996)* (Les relations de l'Azerbaïdjan avec les États-Unis et les pays européens (1991-1996)), Bakou, « Elm », 2000, 368 p.
  19. İSMAYIL Musa. *Azərbaycanın Xarici siyasəti* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan), Bakou, « Bakı Universiteti Nəşriyyatı », en 3 volumes, 2011, 312/ 516/ 776 p.
  20. İSMAYILOV İsrəfil. *Azərbaycan-Türkiyə mədəni əlaqələri XX əsrdə*, (Relations culturelles entre la Turquie et l'Azerbaïdjan au XXI<sup>e</sup> siècle), Bakou, 2004, 154 p.
  21. MƏMMƏDOV Etibar. *Ləfortovo gündəliyi* (L'agenda de Lefortovo), Bakou, « Elm », 1992, 72 p.

22. MƏRDANOV M. *Azərbaycan Türkiyə əlaqələri və Heydər Əliyev - 1991-2001*, (Les relations turco-azerbaïdjanaises et Heydar Aliyev – 1991-2001), Bakou, Édition de l'Université du Caucase, 2002, 180 p.
23. *MTN : tarixi-hüquqi mənbələr (1991-2004)* (Le ministère de la Sécurité nationale : les sources historiques et juridiques (1991-2004)), L'édition du ministère de la Sécurité nationale de la République d'Azerbaïdjan, Bakou, 2005, 190 p.
24. MÜTƏLLİBOV Ayaz. *70 ilin, 70 anı* (70 moments de 70 ans), Moscou, 2000, 175 p.
25. NƏSİBOV Elşən. *ABŞ və Türkiyənin Qafqaz geosiyasi regionunda strateji maraqları və Azərbaycan Respublikası : monografiya*, (Les intérêts stratégiques des États-Unis et de la Turquie dans la région géopolitique du Caucase et l'Azerbaïdjan), Bakou, « Çıraq », 2006, 312 p.
26. NƏSİBZADƏ Nəsib. *Azərbaycanın xarici siyasəti (1918-1920)* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan (1918-1920)), Bakou, « Ay-Ulduz », 1996, 216 p.
27. NOVRUZOĞLU V. Rovşən. *XXI əsr. Azərbaycan dövlətçiliyinə təhlükə mənbələri ; Milli təhlükəsizlik kontekstində*, (XXI siècle. Les menaces potentielles à l'État azerbaïdjanais ; dans le contexte de la sécurité nationale), en 5 volumes, Bakou, 2002, 492 p.
28. QASIMLI Musa. *Azərbaycan Beynəlxalq Münasibətlər sistemində* (L'Azerbaïdjan dans le système des relations internationales), Bakou, 1997, 110 p.
29. QASIMOV Musa. *Azərbaycanın xarici siyasəti : konsepsiya məsələləri* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan : le concept de cette politique), Bakou, « Mütərcim », 1997, 120 p.
30. QƏMBƏR İsa. *Azadlığa doğru (Məqalə, çıxışlar və müsahibələr)* (Dans le chemin vers l'indépendance (articles, discours, entretiens)), Bakou, 2003, 360 p.
31. RƏSULZADƏ Məmməd Əmin. *Stalinlə ixtilal xatirələri* (Les mémoires de Staline), Bakou, « Qanun », 2010, 132 p.
32. RUİNTƏN Sevinc. *Azərbaycan türkdilli dövlətlərnən siyasi əlaqələr sistemində* (L'Azerbaïdjan dans le système des relations politiques avec les pays turcophones), Bakou, 2005, 230 p.

33. SƏFƏROV P.Ş. *90-cı illərdə Azərbaycanın beynəlxalq vəziyyəti və xarici siyasəti* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan et la situation internationale dans les années 1990), Bakou, 1999, 116 p.
34. SVYATOÇOVSİKİ Tadeuş. *Rusiya və Azərbaycan : Sərhədyanı bölgə keçid dövründə* (La Russie et l'Azerbaïdjan : région transfrontalière pendant la période de transition), Bakou, « Xəzər Universiteti nəşriyyatı », 2000, 373 p.
35. TAHİRZADƏ Ədalət. *Elçibəylə 13 saat üz-üzə* (13 heures de tête-à-tête avec Eltchibey), Bakou, 1999.
36. TAHİRZADƏ Ədalət. *Meydan : 4 il 4 ay* (Maydan : 4 ans, 4 mois), Bakou, en 2 volumes, « Ay-ulduz nəşriyyatı », 1997, 488/ 415 p.
37. TAHİRZADƏ Ədalət. *Prezident Elçibəy* (Le président Eltchibey), Bakou, « Yeni Müsavat », 2001, 420 p.
38. ÜLKÜ İrfan, HƏSƏNOV Əli. *Süleyman Dəmirəl* (Süleyman Demirel), Bakou, « AzAtam », 2002, 52 p.
39. YÜZBAŞOVA Gülşən. *Azərbaycanın neft gaz strategiyası : problemlər və prognozlar*, (Stratégie pétro-gazière de l'Azerbaïdjan : problèmes et pronostics), Bakou, « Nurlan », 2006, 755 p.

## ***En turc :***

1. ACIKGÖZ Halil. *Ebülfaz Elçi Bey* (Aboulfaz Eltchibey), İstanbul, « Veli », 1993.
2. AGAYEV Dr. Mehman. *Kurtuluş savaşı yıllarında Türkiye Azerbaycan ilişkileri* (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie dans les années de la lutte pour l'indépendance), « IQ Kültür Sanat », 2008, 463 p.
3. ARİF (ŞİHALİYEV) Dr. Emin. *Kafkasya geopolitiğinde Rusya, İran ve Türkiye rekabeti ve Ermeni faktörü* (La concurrence entre la Turquie, la Russie et l'Iran dans la géopolitique du Caucase et le facteur arménien), Ankara, 2004, 357 p.
4. ASLANLI Aras, HÜSEYNOV İlham. *Haydar Aliyev dönemi Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Heydar Aliyev), « Platin Yayınları », 2005, 282 p.
5. ATMACA Tayfun. *Küreselleşme çağında Türkiye ve Azerbaycan* (La Turquie et l'Azerbaïdjan à l'époque de la globalisation), Ankara, Uluslararası Stratejik Araştırmalar Merkezi, 2003, 234 p.
6. ATMACA Tayfun. *Yirminci Yüzyılın Sonunda Azerbaycan ve Türkiye Münasebetleri (1993-1999)* (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie à la fin du XX<sup>e</sup> siècle (1993-1999)), Ankara, 1999, 336 p.
7. BAKİLER Bülent Yavuz. *Elçibey : Azerbaycan'ın unutulmaz lideri* (Eltchibey :le leader inoubliable de l'Azerbaïdjan), « Türk Edebiyyat Vakfı », 2009, 336 p.
8. CAFERSOY Nazim. *Elçibey döneminde Azerbaycan dış politikası* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan sous Eltchibey), Ankara, « ASAM », 2001, 164 p.
9. DEMİR Ali Faik. *Türk dış politikası perspektifinden Güney Kafkasya* (Le Caucase du sud du point de vue de la politique étrangère turque), İstanbul, « Bağlam », 2003, 358 p.
10. HESENLİ Cemil. *Azerbaycan Cumhuriyeti : Türkiye yardımından Rusya işğaline kadar (1918-1920)* (La République d'Azerbaïdjan : de l'aide turque à l'occupation russe (1918-1920)), Ankara, Centre culturel azerbaïdjanais 1998, 412 p.
11. İMANOV Vügar. *Ali Merdan Topçubaşı (1865-1934) lider bir aydın ve bağımsız Azerbaycan cumhuriyeti'nin temsili* (Ali Merdan Tochubashi (1865-1934), l'un des intellectuels azerbaïdjanais et la représentation de l'Azerbaïdjan indépendant), Édition de l'Université Boğaziçi, 2003, 303 p.

12. İMANOV Vügar. *Azerbaycan - Osmanlı ilişkileri (1918)* (Les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Empire ottoman (1918)), Édition de l'Université Boğaziçi, 2006, 301 p.
13. KANTARCI Hakan. *Kıskaçtaki bölge Kafkasya* (Le Caucase comme une région paralysée), « IQ Kültür Sanat Yayıncılık », 2006, 247 p.
14. NESİBLİ Nesib. *Azerbaycan Jeopolitiği ve Petrol* (La géopolitique de l'Azerbaïdjan et le pétrole), Bakou, Édition de l'Université Khazar, 2000.
15. NURİ ARAS Dr. Osman. *Azerbaycan'ın Hazar ekonomisi ve stratejisi* (L'économie et la stratégie caspiennes de l'Azerbaïdjan), « Derin Yayınları », 2001, 298 p.
16. OGUZ C. Cem. *Türkiye-Azerbaycan ilişkileri ve Ermenistan faktörü* (Le facteur arménien dans les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie), « VT », 2010, 104 p.
17. QASIMLI Musa. *Azerbaycan türklerinin milli mücadele tarihi 1920-1945* (L'histoire de la lutte nationale des Azerbaïdjanais entre 1920 et 1945), « Kaknüs », 2006, 704 p.
18. QEZENFEROĞLU Fazil. *Ebülfaz Elçibey – tarihten geleceğe* (Aboulfaz Eltchibey – de l'histoire vers l'avenir), İstanbul, University Library Tübingen, 1995, 262 p.
19. SALMANLI Zeynep. *1991 sonrası Azerbaycan-Türkiye ilişkileri* (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie après 1991), mémoire de Master, Université Gazi, Institut des Sciences Politiques, Ankara, 2007, 108 p.
20. ŞEN Yunus. *Hazarın kanı : Orta Asya'nın petrolle yazılan tarihi* (Le sang de la Caspienne : l'histoire de l'Asie centrale écrite à travers son pétrole), İstanbul, « DK-Doğan Kitap », 2009, 270 p.
21. ŞİMŞİR N. Bilâl. *Azerbaycan : Azerbaycan'ın yeniden doğuş sürecinde Türkiye-Azerbaycan ilişkileri* (L'Azerbaïdjan : les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie à la veille de la renaissance de l'Azerbaïdjan), Ankara, « Bilgi yayınevi », 2011, 768 p.
22. ŞİMŞİR Sebahattin. *Azerbaycan'ın istiklal mücadelesi* (La bataille d'indépendance de l'Azerbaïdjan), « IQ Kültür Sanat », 2002, 271 p.
23. ULUDAG Prof. Dr. İlhan. *Sovyetler birliği sonrası bağımsız türk cumhuriyetleri ve türk gruplarının sosyo-ekonomik analizi : türkiye ile ilişkileri* (Les Républiques turcophones indépendantes après l'Union soviétique et l'analyse socio-économique des pays

turcophones : relations avec la Turquie), İstanbul, TOBB (Union de Commerce et de Bourse de Turquie), 1992, 544 p.

24. ÜLKÜ İrfan. *Bağımsızlıktan sonra Azerbaycan* (L'Azerbaïdjan après l'indépendance), « Dogan Kitapçılık AS », 2000, 377 p.
25. YAMAN Doç. Dr. Ali. *Türk dünyasında islam, sovyet ateizmi ve kültürel süreklilik* (Le monde islamique en Turquie, l'athéisme soviétique et le développement culturel), Ankara, « Elips Kitap », 2012, 208 p.

## Articles généraux

1. « Azerbaïdjan : l'ex-République d'URSS abandonne le cyrillique », *Lettre de Colisée*, janvier-février 2002, №33, p.13, [www.colisee.org](http://www.colisee.org)
2. ALLAHVERDIEV Kenan. « Kavkaz : mezhdou « molotom » globalizacii i « nakoval'nej » jetnopolitiki » (Le Caucase : entre le « marteau » de globalisation et « l'enclume » ethnopolitique), *Kavkaz & Globalizacija*, Vol. I (2), 2007  
[http://www.ca-c.org/c-g/2007/journal\\_rus/c-g-1/01.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2007/journal_rus/c-g-1/01.shtml)
3. BRZEZINSKI Zbigniew. « The great transformation », *Eurasian Studies*, spring 1994, №1, Kocatepe, Ankara, TICA publications, p. 43-56.
4. GENC Savash. « Significance of Georgian South Ossetia conflict for Turkish foreign policy », *Journal of Social and Political Studies*, march, 2009 (pages manquantes).
5. KALLAS Siim. « The foreign policy of a small state », Estonian foreign and security policy *Journal Diplomaatia*, february, 2007, №42,  
<http://www.diplomaatia.ee/en/article/the-foreign-policy-of-a-small-state/>
6. KARLOV Viktor. « Azerbajdzhanskij « dikij zapad » v seredine 1980-kh godov : vzgljad Moskovskogo etnosociologa » (Le « Wild West » à l'azerbaïdjanaise dans le milieu des années 1980 : le regard d'un ethno-sociologue de Moscou), « *Laboratorium* », №1, 2010, p. 223-239.
7. ROMER Jean-Christophe. « La recomposition de l'ordre international » in *L'Europe Post-Communiste*, sous la direction de Dominique Colas, PUF, Paris, 2002, p. 572-573.
8. RENSHON Jonathan, RENSHON A. Stanley. « The theory and practice of foreign policy : decision making », *Political Psychology*, Vol. 29, №4, 2008, p. 28.
9. TAARNBY Michael. « The mujahedin in Nagorno-Karabakh : a case study in the evolution of global jihad », *Real Instituto Elcano*, mai 2008, (pages manquantes).

## Articles sur le Caucase

### *En français :*

1. ABOUTALYBOV Ramiz, BALAEV Aydin. « La République d'Azerbaïdjan sur le chemin de la démocratie : Chronique 1988-1991 », *Cahier d'études sur la Méditerranée, orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°14, janvier-février 1992, p. 63-75.
2. BACHKATOV Nina. « La CEI entre mythes et réalités : cinq ans après la dissolution de l'Union soviétique », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1996.
3. BALCI Bayram, ELAL Serpil. « Le rôle géostratégique de la Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°19, janvier-juin 1995, p. 485-496.
4. BALCI Bayram. « Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures », les Études de *CERI*, N°138, octobre 2007, p. 37.
5. BARTAL Karel. « Sanglants paris de Boris Eltsine en Tchétchénie », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1995.
6. BENUSIGLIO Yvette. « La crise transcaucasienne : vue de la Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°10, juillet-décembre 1990, p. 55-68.
7. BESSON Frédérique-Jeanne. « L'action des Fethullahci en Azerbaïdjan », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°38, juillet-décembre 2006, p. 171-184.
8. BILICI Faruk. « Acteurs du développement des relations entre la Turquie et le monde turc : les Vakifs », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, N°14, 1992, p. 17-29.
9. CHETERIAN Vicken. « « Grand jeu » pétrolier en Transcaucasie : Face-à-face américano-russe autour de la Caspienne », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1997.
10. CHETERIAN Vicken. « Les mille et une guerres au Caucase », *Le Monde Diplomatique*, août 1994.



11. CONSTANT Antoine. « L'État et le fait religieux en Azerbaïdjan », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №38, juillet-décembre 2006, p. 147-169.
12. DE TAPIA Stéphane. « Türksat et les Républiques turcophones de l'ex-URSS », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №20, juillet-décembre 1995, p. 399-413.
13. « Des forces rebelles s'approchent de Bakou », *Le Monde*, 15 juin 1993.
14. DE TINGUY Anne. « La Russie en Transcaucasie : Chef d'orchestre ou médiateur ? », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI, Mohammad-Reza, Bruylant-Bruxelles, 1995, p. 145-169.
15. DJALILI Mohammad-Reza. « L'Iran et la Transcaucasie », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI, Mohammad-Reza, « Bruylant-Bruxelles », 1995, p. 181-195.
16. DJALILI Mohammad-Reza. « Le rapprochement entre la Turquie et Israël : conséquences pour les relations turco-iraniennes », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №28, janvier-juin 1999, p. 163-169.
17. DOLAY Nur. « Guerre aux Karabakh, dissensions à Bakou : instable indépendance de l'Azerbaïdjan », *Le Monde Diplomatique*, août 1993.
18. FAROUGHY Ahmad. « Affecté par les bouleversements en Afghanistan, l'Iran à la recherche d'une politique régionale », *Le Monde Diplomatique*, mai 1992.
19. GALSTYAN Garik. « Les minorités russes dans le Sud-Caucase : une diaspora en voie d'extinction », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/3, №1043, p. 24-36, <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-3-page-24.htm>
20. GANGLOFF Sylvie. « Islam au Caucase – Introduction », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №38, juillet-décembre 2006, p. 2-12.
21. « Grandes manœuvres pétrolières dans le Caucase : incertaine recomposition de l'espace soviétique », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1995.

22. GHEBALI Victor-Yves. « L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase (Haut Karabakh, Osétie du Sud, Abkhazie) », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI, Mohammad-Reza, « Bruylant-Bruxelles », 1995, p. 221-242.
23. GRESH Alain. « La Turquie dans le grand jeu : du Caucase à l'Asie centrale », *Le Monde Diplomatique*, avril 1992.
24. GUEYRAS Jean. « Entre crise économique et surenchères nationalistes : l'Arménie piégée par la guerre du Haut Karabakh », *Le Monde Diplomatique*, février 1994.
25. GUEYRAS Jean. « Le conflit du Caucase du sud dans l'impasse : impossible troc entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie », *Le Monde Diplomatique*, mars 2001.
26. GUEYRAS Jean. « Ni paix ni guerre dans le Haut Karabakh : le Caucase à la recherche du compromis », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1996.
27. HELLY Damien. « Le paysage politique du nouvel Azerbaïdjan indépendant », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien (CEMOTI)*, №26, 1998, p. 17.
28. HILL Fiona. « Une stratégie incertaine : la politique des États-Unis dans le Caucase et en Asie Centrale depuis 1991 », *Politique étrangère*, №1, 2001, p. 95-108.
29. JALILI Mohammad-Reza. « L'Iran face aux développements en Transcaucasie et en Asie centrale », *Cahier d'études sur la Méditerranée, orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №16, juillet-décembre 1993, p. 245-253.
30. KAHN Michèle. « Le Haut Karabakh au cœur du nouvel État », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/3 №1067, p. 40-43,  
<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-3-page-40.htm>
31. KAPELIOUK Amnon. « Le grand débat à Moscou sur la guerre du Golf », *Le Monde Diplomatique*, mars 1991.
32. KAPELIOUK Amnon. « L'armée russe, comme force de police », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1992.
33. KAPELIOUK Amnon. « Moscou « normalise » sa politique étrangère », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1992.

34. KENTEL Ferhat. « L'islam, carrefour des identités sociales et culturelles en Turquie : le cas du Parti de la prospérité », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №19, janvier-juin 1995, p. 211-227.
35. « Le retour d'un apparatchik : M. Aliev promet « la paix et le calme » », *Le Monde*, 17 juin 1993.
36. « Les forces arméniennes ont ouvert un corridor entre l'enclave du Haut Karabakh et l'Arménie », *Le Monde*, 20 mai 1992.
37. Lettre adressée au secrétariat de l'ONU par l'ambassadeur de la Fédération de Russie, A/49/475, 05 octobre 1994,  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A%2F49%2F475&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A%2F49%2F475&Submit=Recherche&Lang=F)
38. LIGHT Margot. « La galaxie CEI 1991-2006 », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3, №1055, p. 14-25,  
<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-3-page-14.htm>
39. LISSINA Marina. « Le Haut Karabakh à l'origine du carnage du 27 octobre ? », *Courrier International*, №471, 17 novembre 1999, p. 36.
40. MANCO Ural. « Islam et laïcité », Colloque International à l'Université de Galatasaray, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №19, janvier-juin 1995, p. 473-484.
41. MINASSIAN Gaïdz. « Caucase du sud : les enjeux de la coopération », *La Politique étrangère*, №3, 2002, p. 715-733.
42. MONCEAU Nicolas. « Le paysage audio-visuel turc », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №20, juillet-décembre 1995, p. 382-398.
43. PERRIN Jean. « Heydar Aliev, père de la nation », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/3 №1067, p. 44-47,  
<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-3-page-44.htm>
44. RADVANYI Jean. « Transport et géostratégie au sud de la Russie », *Le Monde Diplomatique*, juin 1998.

45. RIAUX Gilles. « La radicalisation des nationalistes azéris en Iran », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №37, janvier-juin 2004, p. 15-38.
46. SHIHAB Sophie. « La guerre totale en Azerbaïdjan », *Le Monde*, 01 février 1994.
47. TEBIB Roger. « La Turquie et sa politique internationale », *Géostratégiques*, №13, juillet 2006, p. 97-106.
48. TER-MINASSIAN Anahide. « L'Arménie et le conflit du Haut Karabakh », dans *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, sous la direction de DJALILI, Mohammad-Reza, « Bruylant-Bruxelles », 1995, p. 67-99.
49. TEURTRIE David. « La langue russe : un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/3, №1043, p. 67-75,  
<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-3-page-67.htm>
50. TOUMANOV Boris. « Mourir pour le Haut Karabakh ? Plus jamais », *Courrier International*, №371, 11-17 décembre 1997, p. 38.
51. ÜNSALDI Levent. « Le système de valeurs de l'armée turque », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №37, janvier-juin 2004, p. 177-208.
52. ÜSTEL Fügen. « Les partis politiques turcs, l'islamisme et la laïcité », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №19, janvier-juin 1995, p. 255-264.
53. VANER Semih, DE TINGUY Anne. « Caucase : Indépendance, crises et conflits », *Chroniques Scientifiques, Cahier d'étude sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №18, juillet-décembre 1994, p. 369-383.
54. VINOT François. « Armée, laïcité et démocratie en Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №37, janvier-juin 2004, p. 71-93.
55. YAZMACI Umit. « La politique extérieure de l'AKP : entre héritage ottoman et tradition républicaine », *Moyen-Orient*, №9, janvier-mars 2011, (pages manquantes).

56. YERASIMOS Stéphane. « Caucase – le retour de la Russie », *Politique étrangère*, №1, 59<sup>e</sup> année, Printemps, 1994, p. 61-86.
57. YUNUSOV Arif. « Les questions et les politiques de sécurité de l'Azerbaïdjan », *Le Sud Caucase : un défi pour l'UE*, p. 145-159.
58. YUSIFOV Shahin. « Fermeture de la station de radiolocalisation russe en Azerbaïdjan », *Regard sur l'Est*, 16 janvier 2013,  
[http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1380](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1380)
59. ZAÏONTCHKOVSKAÏA Janna. « CEI : tendances migratoires de la décennie 1990 », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2003/5, №1035, p. 4-14,  
<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2003-5-page-4.htm>
60. ZAPATER Josep. « Réfugiés et personnes déplacées en Azerbaïdjan », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №20, juillet-décembre 1995 (pages manquantes).

### *En anglais :*

1. ABULFAZI Bahadori. « Alphabet in the boiling pot of politics », *Azerbaijan International*, september 1993, №1(3), p. 10-13,  
[http://azer.com/aiweb/categories/magazine/13\\_folder/13\\_articles/13\\_alphapolitics.html](http://azer.com/aiweb/categories/magazine/13_folder/13_articles/13_alphapolitics.html)
2. ALAKBAROV Farid. « Early alphabets in Azerbaijan », *Azerbaijan International*, №1 (08), Spring, 2000, p. 50-52,  
[http://azer.com/aiweb/categories/magazine/81\\_folder/81\\_articles/81\\_manuscripts.html](http://azer.com/aiweb/categories/magazine/81_folder/81_articles/81_manuscripts.html)
3. ALIYEV Farkhad. « Russia-Azerbaijan : back to beginnings? », *Central Asia & Caucasus*, №3(27), 2004, p. 155-160.
4. ALIYEV Fuad. « The Gulen movement in Azerbaijan », 27 décembre 2012,  
<http://www.currenttrends.org/research/detail/the-gulen-movement-in-azerbaijan>
5. ALLISON Roy. « Strategic security dilemmas in the Caucasus and Central Asia : the limits of Multilateralism », *NBR Analysis*, Vol. 14, №3, october, 2003,  
<http://old.silkroadstudies.org/new/docs/publications/NBR.pdf>
6. ARIK Umut. « Turkey and international security system in the 21<sup>st</sup> century », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №4, Winter, 1995-1996, p. 2-11.
7. ASLAN Yasin. « Turkey holds the key to the Caucasus conflict », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №1, Spring, 1994, p. 57-68.
8. AYDIN Mustafa. « Turkey and Caucasus », *Caucasus & Globalization*, Vol. I, 2006, p. 46-54.
9. AYDIN Turan. « Russia's petroleum and natural gas policy », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №4, Winter, 1995, p. 40-62.
10. BAL Idris. « The Turkish model and the Turkic republics », « Perceptions », *New global perspectives at the turn of the century*, Ankara, Vol. III, №3, september-november 1998, p. 105-129, <http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/02/IdrisBal.pdf>
11. BEKAR Olgan. « NATO's enlargement, Russia and Turkey », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №1, Spring, 1996, p. 65-79.

12. BILGE A. Suat. « Commonwealth of independent states of Turkey », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №4, Winter, 1995, p. 63-100.
13. BILGIN Mert. « The emerging Caspian energy regime and Turkey's new role », *The Turkish Yearbook of International Relations*, №34, 2003, <http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/44/674/8583.pdf>
14. BILMAN Levent. « The regional cooperation initiatives in Southeast Europe and the Turkish foreign policy », « Perceptions », *New global perspectives at the turn of the century*, Ankara, Vol. III, №3, september-november 1998, p. 58-81.
15. BLANK Stephen. « New trends in Caucasian security », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №3, Spring, 1998, p. 2-17.
16. BOCUTOĞLU Ersan. « The effects of Russian economic crisis on Turkish economy : a brief assessment », *Journal of Qafqaz University*, №1, Vol. III, 2000, (page manquante).
17. BODROGLIGETI Dr. Andras. « Dissolution of the Soviet Union », *Azerbaijan International*, september, №1(3), 1993, p. 16-19.
18. BOLUKBASI Suha. « Ankara's Baku-centered Transcaucasia policy : has it failed? », *Middle east Journal*, Vol. 51, №1, Winter, 1997, p. 80-94.
19. BOZARSLAN Hamit. « Turkey's elections and the kurds », *Middle East Report*, april-june, 1996, p. 16-19.
20. BUDAK Dr. Mustafa. « The Caucasus in Ottoman-Russian relations », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №4, Winter, 1995, p. 101-123.
21. BURRIS A. Gregory. « Turkey-Israel : speed bumps », *Journal of Middle East Quarterly*, Fall, 2003, p. 67-80, <http://www.meforum.org/569/turkey-israel-speed-bumps>
22. CAGAPTAY Soner, MURINSON Alexander. « Good relations between Azerbaijan and Israel : a model for otherm muslim states in Eurasia? », *Policy Watch*, №982, 30 march 2005, <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/good-relations-between-azerbaijan-and-israel-a-model-for-other-muslim-state>
23. CAGLA Cengiz. « The Caucasian challenge : interests, conflicts, identities », *Foundation for Middle East and Balkan studies*, « Üsküdar », Istanbul, 2008, p. 113.

24. CAMKIRAN Funda Radiye. « From a dream to reality : Baku-Tbilisi-Ceyhan oil pipeline project and its role in Turkish-American relations », Foundation for Middle East and Balkan studies, *The Turkish review of European Studies*, « Dogan », Istanbul, annual 2006(6), p. 5-44.
25. CIZRE-SAKALLIOGLU Ümit. « The ideology and politics of the nationalist action party of Turkey », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №13, 1992, p. 141-164.
26. COHEN Ariel. « Is Russian new Caucasus policy threaten Turkish interests? », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Summer, 2001, p. 111-121.
27. COHEN Ariel. « The new Great game : Pipeline politics in Eurasia », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №1, Spring, 1996, p. 2-26.
28. SVANTE Cornell. « Iran and the Caucasus : the triumph of pragmatism over ideology », *Global Dialogue*, Vol. III, №2–3, Spring/Summer, 2001, <http://www.worlddialogue.org/content.php?id=150>
29. DANILOV Dmitri. « Russia's research for international mandate in Transcaucasia », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus*, Chapter V, Belgium, 1996, p. 96-108.
30. DE PAUW Freddy. « Turkey's policies in Transcaucasia », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus*, Chapter IX, Belgium, 1996, p. 132-141.
31. DEVLET Nadir. « Tsarist and Soviet Russia's approach to Turkish history », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №4, Winter, 1995-1996, p. 92-103.
32. ERGÜVENC Sadi. « Turkey's security perceptions », « Perceptions », *New global perspectives at the turn of the century*, Ankara, Vol. III, №2, june-august 1998, p. 32-42.
33. FORSYTHE Rosemarie. « The politics of oil in the Caucasus and Central Asia », *International Institute for Strategic Studies*, Oxword University Press, 1996, p. 64.
34. GENÇ Savash. « The role of the Caspian energy game in Central Asian history », *Caucasus Journal of Social Sciences*, Vol. I, №1, august 2008, p. 8-18.



35. GÖKAY Bülent. « Caspian uncertainties : regional rivalries and pipelines », « Perceptions », *Journal of International Affairs*, Vol. III, №1, march-may 1998, <http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/02/BulentGokay.pdf>
36. GOYUSHOV Altay. « Islam in Azerbaijan : historical background », *Caucasus Analytical Digests*, №44, 20 november 2012, p. 2-4.
37. GÜL Murat. « Russia and Azerbaijan : relations after 1989 », « Alternatives », *Turkish Studies on International relations*, Vol. VII, №2-3, Summer-Fall, 2008, p. 47-66.
38. GÜVENDIREN Ekrem. « Turkish-Israeli relations », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №28, june-december 1999, p. 173-179.
39. HALE William. « Turkey, the Black Sea and Transcaucasia », in WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD Richard. *Transcaucasian boundaries*, 1996, p. 54-70.
40. HALLIDAY Fred. « Condemned to react, unable to influence : Iran and Transcaucasia », in WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD Richard. *Transcaucasian boundaries*, UCL Press, London, 1996, p. 227.
41. HATIPOGLU Esra. « The new great game in the South Caucasus and Central Asia : the interests of global powers and the role of regional organizations », Foundation for Middle East and Balkan studies, *The Turkish review of European Studies*, « Dogan », Istanbul, annual 2006(6), p. 85-127.
42. HENZE B. Paul. « Conflict in the Caucasus : background, problems and prospect for mitigation », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Spring, №1, 1994, p. 69-84.
43. KABASAKAL Öner. « The economic and trade relations of Turkey with the Turkish republics », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Summer, 2001, p. 37-59.
44. KAUSHIK Devendra. « The Central Asian republics : the balance sheet of a decade of « Ozodi » », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Summer, 2001, p. 3-36.

45. KING David, POMPER Miles. « The U.S. Congress and the contingent influence of diaspora lobbies : lessons from U.S. policy towards Armenia and Azerbaijan », *Journal of Armenian Studies*, Vol. VII, №1, Summer, 2004, <http://www.hks.harvard.edu/fs/dking/.pdf>
46. KIRISCI Kemal. « Post Cold-War Turkish Security and the Middle East », « Perceptions », *Turkish Journal of International Affairs*, Vol. I, №2, July 1997, <http://www.rubincenter.org/1997/07/kirisci-1997-07-06/>
47. KONA Gamze Güngörmüş. « Security concerns of Turkey-cold war and post-cold war periods », Foundation for Middle East and Balkan studies, *The Turkish review of European studies*, « Dogan », Istanbul, annual 2004(4), p. 207-253.
48. KURBANOV Erjan. « Azerbaijan security concerns : conflict with Armenia over Nagorno-Karabakh and potentials for others internal discords », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №4, Winter, 1996-1997, p. 2-22.
49. LESTER Toby. « New alphabet disease? It's tough suddenly changing from one alphabet to another. Azerbaijan is on its third one this century », 1997, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1997/07/new-alphabet-disease/306207/>
50. LIGHT Margo. « Russia and Transcaucasia », in WRIGHT F.R. John, GOLDENBERG Suzane, SCHOFIELD Richard. *Transcaucasian boundaries*, p. 34-53.
51. MAHARRAMZADE Azer. « Armenian-Azerbaijan relations and the Nagorno-Karabakh conflict in the foreign policy of Turkey », [www.turkishweekly.net](http://www.turkishweekly.net)
52. MICU Nicolae. « Black sea economic cooperation as a confidence-bulding measure », « Perceptions », *Journal of the Ministry of foreign Affairs of Turkey*, <http://sam.gov.tr/category/publications/perceptions/>
53. MURINSON Alexander. « Azerbaijan-Turkey-Israel relations : the energy factor », *Middle East Review of International Affairs (MERIA)*, Vol. XII, №3, september 2008, p. 47-64.
54. NAHAVANDI Firouzeh. « Russia, Iran and Azerbaijan. The historic origins of Iranian foreign policy », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus*, Chapter VI, Belgium, 1996, p. 109-117.

55. NESIBLI Nesib. « Azerbaijan's geopolitics and oil pipeline issue », « Perceptions », *Turkish journal of International Affairs*, №4, Vol. IV, december 1999 - february 2000, <http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/01/NASIB-NASSIBLI.pdf>
56. ÖZER Ercan. « The Black sea economic cooperation and the EU », « Perceptions », *Journal of the Ministry of foreign Affairs of Turkey*, <http://sam.gov.tr/category/publications/perceptions/>
57. ÖZEY Prof. Dr. Ramazan. « The geopolitical importance and main problems of the Turkic world », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Summer, 2001, p. 83-93.
58. PAYE Olivier, REMACLE Eric. « UN and OSCE policies in Transcaucasia », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus*, Chapter IV, Belgium, 1996, p. 70-95.
59. RAMEZANZADEH Abdollah. « Iran's role as mediator in the Nagorno-Karabakh crisis », in COPPIETERS Bruno. *Contested borders in Caucasus*, Chapter VII, Belgium, 1996, p. 118-131.
60. « Report : Garib's execution warrant issued in 1995 », daily *Today's ZAMAN*, 17 december 2008, [http://www.todayszaman.com/newsDetail\\_getNewsById.action?load=detay&link=161485](http://www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action?load=detay&link=161485)
61. RONDELI Alexander. « Security threats in the Caucasus : Georgia's view », « Perceptions », *New global perspectives at the turn of the century*, Ankara, Vol. III, №2, june-august 1998, p. 43-53.
62. RUBIN Barry. « Turkey-Israel relations », *Middle East Review of International Affairs (MERIA)*, Issue №7, july 1997.
63. SAJJADPOUR Seyed Kazem. « Iran, the Caucasus and Central Asia », p. 197-215, in BANUAZIZI Ali, WEINER Myron (eds). *The new geopolitics of Central Asia and its borderlands*, I.B. Tauris, London-New York, 1994, 284 p.
64. SARAY Prof. Dr. Mehmet. « Russian opinions and policies on the Turkish in the Tsarist and Soviet periods », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, №3, Fall, 1994, p. 15-33.

65. SAYARI Sabri. « Turkey, the Caucasus and Central Asia », p. 175-196, in BANUAZIZI, Ali, WEINER, Myron. *The new geopolitics of Central Asia and its borderlands*, I.B. Tauris, London – New-York, 1994, 284 p.
66. SCOTT Peter Dale. « Al-Qaeda, US Oil companies, and Central Asia », *Global Research Journal*, july 2005,  
<http://www.globalresearch.ca/al-qaeda-u-s-oil-companies-and-central-asia/762>
67. Seminar on « Russia and the NIS », organisé le 29-31 mars 1996 par le ministère des Affaires étrangères, №1/96, Antalya, p. 84-113.
68. SEYIDOV Vugar. « The five key vectors of Azerbaijan's foreign policy », *Azerbaijan Diplomatic Academy*, Vol. I, №7, 01 may 2008,  
[http://biweekly.ada.edu.az/vol\\_1\\_no\\_7/Five\\_Key\\_Vectors\\_Azerbaijan\\_Foreign\\_Policy\\_Seyidov.htm](http://biweekly.ada.edu.az/vol_1_no_7/Five_Key_Vectors_Azerbaijan_Foreign_Policy_Seyidov.htm)
69. SHAKED Eli. « Concluding remarks on Turkish-Israeli relations », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, №28, june-december 1999, p. 181-183.
70. SHUMIKHIN A. « Russia : developing cooperation on the Caspian », p. 145-163, in CROISSANT Michael, BÜLENT Aras (eds). *Oil and Geopolitics in the Caspian Sea Region*. [Greenwood Publishing Group](http://www.greenwoodpublishing.com). 1999, 305 p.
71. SÖZEN, Ahmet. « Changing fundamental principles in Turkish foreign policy making », Annual conference of the *International Studies Association*, San Diego, USA, 22-25 march 2006,  
[http://www.academia.edu/275015/Changing\\_Fundamental\\_Principles\\_In\\_Turkish\\_Foreign\\_Policy\\_Making](http://www.academia.edu/275015/Changing_Fundamental_Principles_In_Turkish_Foreign_Policy_Making)
72. SIPRI trend indicator values of arms imports to Armenia, Azerbaijan, Georgia, 1991-2008, 21 february 2010, [http://www.sipri.org/contents/armstrad/output\\_types\\_TIV.html](http://www.sipri.org/contents/armstrad/output_types_TIV.html)
73. STRAKES E. Jason. « Anarchy, hierarchy or neither : An indigenous Azerbaijani concept of national security », Vol. II, №10, 15 may 2009,  
[http://biweekly.ada.edu.az/vol\\_2\\_no\\_10/Anarchy\\_hierarchy\\_or\\_neither.htm](http://biweekly.ada.edu.az/vol_2_no_10/Anarchy_hierarchy_or_neither.htm)

74. SWIETOCHOWSKI Tadeusz. « Azerbaijan's triangular relationship : the land between Russia, Turkey and Iran », in BANUAZIZI, Ali, WEINER, Myron (eds). *The new geopolitics of Central Asia and its borderlands*, I.B. Tauris, London-New York, 1994, 284 p.
75. TANRISEVER F. Oktay. « Russia and the independent Turkic states : discovering the meaning of independence », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Summer, 2001, p. 95-110.
76. « Thatcher in Baku : How BP broke into Azerbaijan », *Foreign Office for Internal Memo*, 24 september 1992,  
<http://platformlondon.org/2012/09/13/thatcher-in-baku-how-bp-broke-into-azerbaijan/>
77. TRENIN Dmitri. « Russia's security interests and policies in the Caucasus region », Chapter III, p. 61-69, in COPPIETERS, Bruno. *Contested borders in the Caucasus*, Belgium, 1996.
78. WINROW M. Gareth. « Azerbaijan and Iran », in RUBINSTEIN Z. Alvin, SMOLANSKY M. Oles. *Regional power rivalries in the New Eurasia : Russia, Turkey and Iran*, « M.E.Sharpe », London, England, p. 93-111.
79. WITTE Paul. « Fostering stability and security in the Southern Caucasus », *Webedition, OTAN*, Vol. 47, №1, Spring, 1998, <http://www.nato.int/docu/review/1999/9901-04.htm>
80. YALCINKAYA Alâeddin. « The independence stages of the Turkic republics », *Eurasian Studies*, Kocatepe, Ankara, TICA publications, Summer, 2001, p. 61-82.
81. YUSIFZADE Khoshbakht. « Azerbaijan and Iran : oil industry cooperation », *Azerbaijan International*, Spring, №6(1), 1998, p. 83-84.
82. ZVEREV Alexei. « Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994 », in COPPIETERS, Bruno. *Contested borders in Caucasus*, Chapter I, Belgium, 1996, p. 7-46.

### *En russe :*

1. ABBASSOV Ali. « Islam v sovremennom Azerbajdzhane : obrazy i realii » (L'islam en Azerbaïdjan contemporain : images et réalités), dans FURMAN D. E. *Azerbajdzhan i Rossiya : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 220-245.
2. ABBASSOV Shahin. « V moment gosperedvorota v rjadakh zapadnykh neftekompanij carila nerazberikha » (Au moment du coup d'État, la confusion dominait dans les compagnies pétrolières), *Zerkalo*, 20 avril 2000.
3. ABDULLAYEVA Sevindzh, SHULMAN Viktor. « Gasan Gasanov : « Vneshnjaja politika Azerbajdzhana - politika otkrytykh dverej » » (Gassan Gassanov : « La politique étrangère de l'Azerbaïdjan – la politique des portes ouvertes »), recueil de textes, ITAR-TASS, *Dipkur'er*, juillet, 1996, (page manquante).
4. AGAYEV Rassim. « Kurdscoe gosudarstvo : mif, mechta ili geopoliticheskij proekt? » (L'État kurde : mythe, rêve ou projet géopolitique ?), *Vestnik analitiki*, №1, 2008, p. 85-99.
5. AGAYEV Rassim. « S « Azlatom », sootechestvenniki! » (Félicitations compatriotes à l'occasion de « Azlat » !), *Ekho*, 2001.
6. AGAYEV Rassim. « Zashchita jazyka ili novyj diktat » (La défense de la langue ou une nouvelle dictée), *Ekho*, №94, 21 mai 2002.
7. « Ajaz Mutalibov : « Net nikakogo umysla, my stroim svetskoe gosudartsvo » » (Aïaz Mutalibov : « Nous sommes en train de construire un État laïc »), *Literaturnaja gazeta*, 5 février, 1992, (page manquante).
8. « A. Mutalibov : « Nashe budushhee v jekonomichekome partnerstve » » (A. Mutalibov : « Notre avenir est dans le partenariat économique »), *Izvestija*, 24 janvier 1992.
9. AKHUNDOVA Elmira. « Tak chej zhe Vostok : tureckie voennye specy Azerbajdzhanu ne po karmanu » (C'est à qui l'Orient ? : l'Azerbaïdjan n'a pas les moyens financiers pour inviter les spécialistes militaires turcs), *Vyshka*, 07 octobre 1992.
10. AKHUNDOVA Elmira. « Vozvrashchenie Alieva » (Le retour de H. Aliyev), *Bakinskij rabochij*, 04 août 1993.

11. ALI K. « Sovetnik trekh prezidentov » (Le conseiller de trois présidents), *Zerkalo*, 27 mai 2000.
12. ALIYEV N. « Komu vygodno vozvrashchenie El'chibeja ? » (Qui va profiter du retour d'El'tchibey ?), *Zerkalo*, 09 août 1997.
13. ALIYEV N. « Panakh Gusejnov vernulsja v politiku » (Le retour de Panah Husseynov à la politique), *Zerkalo*, 27 avril 1996.
14. ALIYEV N. « Vozvrashchenie El'chibeja : perspektiva razobshhenija oppozicii stanovitsja vse bolee ochevidnoj » (Le retour d'El'tchibey : la perspective de la séparation de l'opposition est de plus en plus apparente), *Zerkalo*, 05 avril 1997.
15. ALIYEVA S. « V Baku pribyvaet prem'er-ministr Turcii Masud Yilmaz. Chto možno ozhidat' ot etogo vizita ? » (L'arrivée de Mesut Yilmaz, le Premier ministre de la Turquie à Bakou. Que ce qu'on attend de cette visite ?), *Zerkalo*, 10 avril 1996.
16. ALLAHVERDIEV Kenan. « Etnopoliticheskoe izmerenie nacional'noj bezopasnosti Azerbajdzhanskoj Respubliki » (La dimension ethno-politique de la sécurité nationale de l'Azerbaïdjan), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4(01), 2008, [http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-4/01.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-4/01.shtml)
17. ARAZ Bulent. « Turcija : nekotorye osobennosti otnoshenij s gosudarstvami Zakavkaz'ja » (Turquie : certaines particularités des relations avec les États de la Transcaucasie), *Kavkaz & Globalizacija*, №5, 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/10.bulru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/10.bulru.shtml)
18. AYDYN Mustafa. « Turcija i gosudarstva Kavkaza » (La Turquie et les États du Caucase), *Kavkaz & Globalizacija*, №1, 2006, [http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal\\_rus/c-g-1/06.aidinru.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal_rus/c-g-1/06.aidinru.shtml)
19. « Azerbajdzhan vstupaet v novyj etap svoego razvitija : v Baku podpisan « kontrakt veka » » (L'Azerbaïdjan entre dans une nouvelle étape de son développement : « le contrat de siècle » est signé à Bakou), *Vyshka*, 24 septembre 1994.
20. « Azerbajdzhan : uzhe mir, no eshche vojna » (L'Azerbaïdjan : déjà la paix, mais encore la guerre), *Izvestija*, 06 février 1992.

21. « Azerbajdzhan-Rossija : podpisan Dogovor o druzhbe, sotrudnicestve i vzaimnoj bezopasnosti » (L'Azerbaïdjan – la Russie : l'accord mutuel d'amitié, de coopération et de sécurité est signé), *Bakinskij rabochij*, 13 octobre 1992.
22. « Azerbajdzhan : parlament v osade » (L'Azerbaïdjan : le parlement assiégé), *Nezavisimaja gazeta*, 06 mars 1992.
23. « Azerbajdzhan-Turcija : vosstanovleny diplomaticheskie otnoshenija » (Azerbaïdjan – Turquie : les relations diplomatiques sont rétablies), *Bakinskij rabochij*, 15 janvier 1992.
24. « Azerbajdzhan-Turcija : novaja stranica v istorii vzaimootnoshenij » (Azerbaïdjan – Turquie : nouvelle page dans l'histoire de leurs relations mutuelles), *Bakinskij rabochij*, 29 janvier 1992.
25. « Azerbajdzhan-Turcija : Nerastorzhimy uzy bratstva » (Azerbaïdjan – Turquie : les liens indissolubles de fraternité), *Bakinskij rabochij*, 04 mai 1992.
26. « Azeri grezjat o velikom Azerbajdzhane » (Les Azéris rêvent d'un grand Azerbaïdjan), *Journal de Genève, Zerkalo*, février 1992.
27. BADALOV Rahman. « Baku : gorod i strana » (Bakou : la ville et le pays), dans FURMAN D. E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 201-220.
28. BALAIEV Ajdyn. « Narodnyj Front azerbajdzhana : istoricheskaja khronika : 1988-1991 gg. » (Le Front populaire d'Azerbaïdjan : chronique historique 1988-1991), *Strana i mir*, №2, Munhen (Allemagne), 1991 (page manquante).
29. BATYEV Bakhran. « 19 let nazad byla prinjata Deklaracija o vosstanovlenii gosudarstvennoj nezavisimosti Azerbajdzhana » (L'Azerbaïdjan a adopté sa déclaration de l'indépendance il y a 19 ans), 30 août 2010, <http://www.vesti.az/news.php?id=51610>
30. BOROĞAN Irina. « « Nurdzhular » ili posledovateli Saida Nursi » (Les « nursistes » où les partisans de Saïd Nursi), <http://studies.agentura.ru/to/nursi/>
31. BOVT Georgij, TARASOV Stanislav. « Arest eks-prezidenta Azerbajdzhana : luchshij podarok drugu — golova ego vraga » (L'arrestation de l'ancien président de l'Azerbaïdjan :



- le meilleur cadeau pour un ami c'est la tête de son ennemi), *Kommersant*, №63, 13 avril 1996, <http://www.kommersant.ru/doc/131007>
32. BULAVINOV Ilja. « Genprokuratura Rossii izuchaet vozmozhnost' vydachi Ajaza Mutalibova Azerbajdzhanu » (Le procureur général étudie la possibilité de livrer Aïaz Mutalibov à l'Azerbaïdjan), *Kommersant*, №85, 05 mai 1995, <http://www.kommersant.ru/doc/108528>
33. CHARODEEV Gennadij. « Rossija i Turcija otnyne druzhestvennye strany » (La Russie et la Turquie sont des États amis dès maintenant), *Izvestija*, 27 mai 1992.
34. CHERNYAVSKIY Stanislav. « Azerbajdzhan i Turcija : strategicheskoe partnerstvo » (Azerbaïdjan et Turquie : le partenariat stratégique), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), recueil de textes, Vol. 2, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 173-189.
35. CHERNYAVSKIY Stanislav. « Kavkazskij vektor Rossijskoj diplomatii » (L'orientation caucasienne de la diplomatie russe), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №12, 2000, [http://www.ca-c.org/journal/2000/journal\\_rus/cac11\\_2000/12.chern.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2000/journal_rus/cac11_2000/12.chern.shtml)
36. CHERNYAVSKIY Stanislav. « Politika Rossii v Central'noj Azii i Zakavkaz'e v 1992-2002 godakh » (La politique de la Russie en Asie centrale et en Transcaucasie dans les années 1992-2002), recueil de textes sur les pays de la Communauté des États indépendants, Moscou, 2002, p. 35-54.
37. CHERNYAVSKIY Stanislav. « Rossija i Azerbajdzhan : osobennosti i osnovnye napravlenija mezhsudarstvennogo sotrudnichestva v post-sovetskij period » (La Russie et l'Azerbaïdjan : caractéristiques et les principales orientations de la coopération internationale dans la période post-soviétique), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1-2, 2010, [http://www.ca-c.org/c-g/2010/journal\\_rus/c-g-1-2/03.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2010/journal_rus/c-g-1-2/03.shtml)
38. CHERNYAVSKIY Stanislav. « Rossijskaja diplomatija i Nagorno-Karabakhskoe uregulirovanie » (La diplomatie russe et le règlement du conflit dans le Haut Karabakh), *Mezhdunarodnaja zhizn'*, février 2012, p. 93-108.
39. CHERTOK Shimon. « Spasenie prishlo iz Turcii » (Le secours est venu de la Turquie), « *Novoe russkoe slovo* », paru dans le quotidien *Vyshka*, 18 octobre 1992.

40. « Chleny SNG vedut skhvatku za kredity, a Zapad ne zhelaet im pomogat' poodinochke » (Les États-membres de la CEI mènent un combat pour les crédits, mais l'Occident n'a pas la volonté de les financer séparément), *Izvestija*, 06 février 1992.
41. DAVUDOGLU Ahmed. « Vneshnjaja politika Turcii i Rossija : regional'nyj podkhod k global'nomu miru » (La politique étrangère de la Turquie et la Russie : une approche régionale du monde globalisé), *Rossija v global'noj politike*, Vol. VIII, №1, janvier-février 2010, (page manquante).
42. DRUZHILOVSKIJ S.B., KHUTORSKAJA V.V (eds). « Politika Turcii i Irana v Central'noj Azii i Zakavkaz'e » (La politique de l'Iran et de la Turquie dans les régions de l'Asie centrale et du Caucase), recueil de textes sur la Communauté des États indépendants, 2002, 219-246 p.
43. DZHAKHRINSKIJ E. « Sud'ba Sancho Pansy » (Le destin de Sancho Panza), *Monitor*, №2(10), mai 2002, (page manquante).
44. DZHUVARLY Togrul. « Azerbajdzhanskaja neft' : poiski ravnodejstvujushhej » (Le pétrole azerbaïdjanais : quête de l'équidistance), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 298-343.
45. EGGERT Konstantin. « Baku i Ankara predlagajut chetyrekhstoronnjuju konferenciju » (Bakou et Ankara proposent une conférence quadripartite), *Izvestija*, 28 février 1992.
46. EJVAZOV Dzhannatkhan. « Ot tradicionnogo gosudarstva k postindustrial'nomu : o vzaimosvjazi geopolitiki i bezopasnosti v epokhu globalizacii » (De l'État traditionnel vers l'État postindustriel : de la relation entre la géopolitique et la sécurité à l'époque de globalisation *Kavkaz i Central'naja Azija*, №3(01), 2007, [http://www.ca-c.org/c-g/2007/journal\\_rus/c-g-3/01.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2007/journal_rus/c-g-3/01.shtml)
47. « Eks-ministr oborony : « El'cin obnjaj Ter-Petrosjana i skazal : « Levon Akopovich, etikh turkov ja pered toboj na koleni postavljju » » » (L'ex-ministre de la Défense : « Eltsin a tendu la main à Petrosian et lui a dit : « je mettrai les Turcs à tes genoux » »), 25 septembre 2012, [www.vesti.az](http://www.vesti.az)
48. EMINOGLU E. « Adjutant ego prevoskhoditel'stva » (L'adjoint de son excellence), *Monitor*, №4(12), juillet, 2002, p. 27-29.

49. EMINOGLU E. « Ministerstvo strannykh del » (Le ministère des Affaires bizarres), *Monitor*, №2(10), mai 2002, (page manquante).
50. EPISHINA Alisa. « Azerbajdzhanskaja respublika v dekabre 1999 goda » (La République d'Azerbaïdjan en Décembre 1999), le monitoring politique, Institut international des recherches humanitaires et politiques, décembre, 1999, <http://www.igpi.ru/monitoring/1047645476/1999/1299/z1.html>
51. « Evropa ili Azija? » (L'Europe ou l'Asie ?), *Zerkalo*, 23 août 1992.
52. FATULLAYEV Ejnulla. « Kurdam na smekh » (Aux Kurdes pour rire), *Monitor*, №5(32), 2002, p. 29-31.
53. FATULLAYEV Ejnulla. « Kak zakaljalas' JAP » (Comment s'est forgé le Parti « Nouvel Azerbaïdjan » ?), *Monitor*, №1(9), 06 avril 2002 (page manquante).
54. FATULLAYEV Ejnulla. « Odnà golova - khorosho, a dve – plokho » (Une tête c'est bien, mais deux c'est pire), *Monitor*, №2(29), 2002 (page manquante).
55. FEDOROV Jurij. « Kaspijskaja politika Rossii : k konsensusu elit » (La politique caspienne de la Russie : vers le consensus des élites), *Pro et Contra*, Vol. II, №3, été, 1997 (page manquante).
56. FEDOROV Jurij. « Kaspijskij uzal » (Le nœud caucasien), *Mezhdunarodnye otnoshenija*, №4, 1996, p. 82-95.
57. FURMAN Dmitri, ABBASSOV Ali. « Azerbajdzhanskaja revoliucija » (La révolution azerbaïdjanaise), in FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 93-139.
58. FURMAN Dmitri. « Nashi interesy v Zakavkaz'e : nuzhno li Rossii vmeshivat'sja v Karabakhskij konflikt? » (Nos intérêts en Transcaucasie : la Russie doit-elle se mêler du conflit du Karabakh ?), *Nezavisimaja gazeta*, 02 mars 1992.
59. FURMAN Dmitri. « Vozvrashchenie v tretij mir : grustnaja istorija pro azerajdzhanskiju demokratiju » (Le retour au tiers monde : la triste histoire de la démocratie azerbaïdjanaise), *Svobodnaja mysl'*, №11, 1993 (page manquante).

60. GABIBOGLY R. « Turciya menjaet svoego posla v Azerbajdzhane » (La Turquie remplace son ambassadeur en Azerbaïdjan), *Zerkalo*, 22 juin 1996.
61. GADZHIEV Ajdyn, SULTANZADEH Vakhdat. « Eshche raz o proektakh vneshnepoliticheskikh « vysotok » » (Une nouvelle fois à propos des projets de la politique étrangère), *Ekho*, 02 octobre 2003.
62. GADZHIEV Sultan. « « Zaman » v Azerbajdzhane » (« Zaman » en Azerbaïdjan), *Bakinskij rabochij*, 13 septembre 1992.
63. GADZHIEV Sultan. « Sbudutsja li prognozy » (Les pronostics, se réaliseront-ils ?), *Bakinskij rabochij*, 15 avril 1993.
64. GADZHIEV Sultan. « Trudnaja, no pochetnaja doroga k svobode » (Difficile mais honorable chemin vers la liberté), *Bakinskij rabochij*, 17 avril 1993.
65. GAFAROV Vassif. « Vopros territorial'noy celosnosti Azerbajdzhana na Turecko-Rossijskikh peregovorax 1921 goda (Moskovskaja i Karsskaja konferencii) » (La question de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan lors de négociations turco-russes en 1921 (Les conférences de Moscou et de Qars), *Kavkaz & Globalizacija*, №1-2, 2011, [http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal\\_rus/c-g-1-2/14.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal_rus/c-g-1-2/14.shtml)
66. GANNUSHKINA S., KLAZEN B. « Otchet o sovместnoj ekspedicii v Armeniju, Azerbajdzhan i Nagornyj Karabakh : avgust 1995 goda » (Rapport sur l'expédition conjointe en Arménie, en Azerbaïdjan et en Haut Karabakh : Août 1995), *Centre de protection des Droits de l'Homme « Memorial »*, Russie et le Parti « Union 90/les Verts », au Bundestag en Allemagne, 1995, <http://www.memo.ru/hr/hotpoints/karabah/NEMCY/Chapter5.htm>
67. GASANLY Dzhamil. « Vopros territorial'noj celosnosti Azerbajdzhana na Turecko-Rossijskikh peregovorakh 1921 goda (Moskovskaja i Karskaja konferencii) » (La question de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan aux pourparlers turco-russes en 1921 (les Conférences de Moscou et de Qars)), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1(2), 2014, [http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal\\_rus/c-g-1-2/14.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2011/journal_rus/c-g-1-2/14.shtml)
68. GASANOV Gasan. « Azerbajdzhan : novaja diplomatija » (L'Azerbaïdjan : la nouvelle diplomatie), *Mezhdunarodnaja zhizn'*, №4, 1994, p. 17-23.

69. GASPARJAN Arsen. « Dinamika Karabakhskogo konflikta i rol' Rossijskoj Federacii v ego uregulirovanii » (La dynamique du conflit en Haut Karabakh et le rôle de la Fédération de Russie dans son règlement), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №6, 1999, <http://www.ca-c.org/journal/cac-06-1999/gasparyan.shtml>
70. « General-lejtenant Valekh Barshadly: « Moe otstranenie ot Ministerstva ochen' ponravilos' armjanam » » (Ma démission du ministère de la Défense a été appréciée par les arméniens), *Azerbajdzhanskaja armija*, 14 septembre 1993.
71. GONCHARENKO S.N. « Organizacija Chernomorskogo jekonomicheskogo sotrudnichestva : problemy i perspektivy » (L'Organisation de la coopération de la mer Noire : problèmes et perspectives), sous la direction de SHMELEV N.P., GUSEINOV V.A., YAZKOVA A.A. *Sredizemnomor'e – Chernomor'e – Kaspij : mezhdou Bol'shoj Evropoj i Bol'shim Blizhnim Vostokom* (Les pays de la mer Méditerranéenne – les pays de la mer Noire – les pays de la mer Caspienne : entre la Grande Europe et le Grand Proche-Orient), Institut de l'Europe de l'Académie des Sciences de la Russie, Moscou, « Granica », 2006, 216 p.
72. GUDIASHVILI David. « Turcija i rossijsko-chechnskaja vojna 1994-1996 godov » (La Turquie et la guerre russo-tchéchène de 1994-1996), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №9(5), 2002, [http://www.ca-c.org/journal/2002/journal\\_rus/cac-05/09.gudrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2002/journal_rus/cac-05/09.gudrus.shtml)
73. GULIYEV Zafar. « K demokratii - na plechakh avtoritarizma » (Vers la démocratie – sur les épaules de l'autoritarisme), 29 juillet 2014, <http://minval.az/author/612/>
74. GULIYEV Zafar. « Ot « mjatezha » do « spasenija » (k 20-letiju Gjandzhinskikh sobytij) » (De la « rébellion » au « sauvetage » - lors du 20e anniversaire des événements à Ganja), 06 juin 2013, <http://minval.az/author/261>
75. GULIYEV Zafar. « Prezident prizval narod k zashchite Azerbajdzhana » (Le président a appelé le peuple à défendre l'Azerbaïdjan), 04 octobre 2014, <http://minval.az/author/655>
76. GUSEINOV Rashad. « Azerbajdzhan-Izrail' : osnovnye tendencii razvitija dvustoronnikh otnoshenij » (Azerbaïdjan-Israël : les tendances de développement des relations bilatérales), *Kavkaz & Globalizacija*, 2008, [http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-1/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-1/04.shtml)

77. GUSEINOV Rashad. « Azerbajdzhan-Izrail' : osnovnye tendencii razvitija dvuhstoronnih otnoshenij » (Azerbaïdjan – Israël : les tendances fondamentales du développement des relations bilatérales), *Kavkaz i Central'naja Azija*, Vol. II, №1, 2008, p. 46-54, [http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-1/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-1/04.shtml)
78. GUSEINOV Elmar. « Chechenskij sindrom » (Le syndrome tchéchéne), *Monitor*, novembre, 1996, p. 34-36.
79. GUSEINOV Elmar. « Gejdar Aliev - mify i real'nost' » (Heydar Aliyev - mythes et réalités), *Monitor-Weekly*, №10, 06 mai 2000, (page manquante).
80. GUSEINOV Elmar. « Vojna, kotoruju my proigrali » (La guerre que nous avons perdue), *Monitor*, 1996 (page manquante).
81. GUSEINOV Elmar. « Vremja sobirat' kamni » (Le temps de ramasser des pierres), *Monitor*, 1996 (page manquante).
82. HUNTER Shireen. « Uregulirovat' Karabakhskij krizis » (Pour résoudre la crise du Karabakh), *Christians Science Monitor*, 02 juin 1992 (page manquante).
83. IBADOGLY Gubad. « Izderzhki « perekhodogo perioda » v Azerbaydzhanе » (Les coûts de la « transition » en Azerbaïdjan), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 286-298.
84. ISAEV I. « Peremirie nuzhno bylo nam, chtoby ukrepit' azerbajdzhanskuju gosudarstvennost', govorit Ministr Inostrannykh Del Gasan Gasanov » (Nous avons besoin de la trêve pour consolider l'État azerbaïdjanais, prononça Hassan Hassanov, le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan), *Zerkalo*, 25 mai 1996.
85. ISKENDEROV Fuad. « Zakavkazskie manevry Rossijskoj diplomatii » (Les manœuvres transcaucasiennes de la diplomatie russe), *Zerkalo*, №16, 12/17 avril 1992.
86. ISMAILOV Eldar, POLUKHOV Elkhan. « Protivostojanie « starykh » i « novykh » igrokov na politicheskoj karte Kavkaza » (L'antagonisme des « anciens » et des « nouveaux » acteurs sur la carte politique du Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4(06), 2004, [http://www.ca-c.org/journal/2004/journal\\_rus/cac-04/06.ismrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2004/journal_rus/cac-04/06.ismrus.shtml)

87. ISMAILOV Eldar. « Vlast' i opozicija nakanune i v period prezidentskoj izbiratel'noj kompanii v Azerbajdzhane » (Le gouvernement et l'opposition à la veille et pendant la campagne électorale présidentielle en Azerbaïdjan), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1(2), 1999, p. 33-43.
88. ISMAILOVA Khadija. « Saga o truboprovode : ob istorii OET Baku Dzhejkhan, politicheskikh processakh i dosele neizvestnykh aferakh vokrug proekta » (La saga du pipeline : de l'histoire de l'oléoduc Bakou-Ceyhan et ses escroqueries inconnues autour du projet), *Ekho*, 21 septembre 2002.
89. « Izbran novyj glava Parlamenta » (Le parlement a élu son nouveau président), *Bakinskij rabochij*, 06 mars 1992.
90. « Ja, Merif Berkan Jashar, zajavljaju sledujushchee... » (Moi, Merif Berkan Yashar, je déclare que...), *Kommersant*, 21 juillet 2008, <http://www.kommersant.ru/doc/913793>
91. KAMILOGLU Y. « El'chibey poka eshhe v Keleki, no on obeshhal kogda-nibud' raskryt' istinnye prichiny svoego otjezda iz Baku » (Eltchibey est encore au Keleki, mais a promis de révéler les vraies raisons de son départ de Bakou), *Zerkalo*, 21 mai 1997.
92. KANTEMIROV V. « Ekonomicheskie otnoshenija Turcii so stranami Zakavkaz'ja » (Les relations économiques de la Turquie avec les pays de la Transcaucasie), *Vostokovednyj sbornik* (recueil de textes sur l'Orient) №2, 2001 (page manquante).
93. KASHIN Oleg. « Izgnannik : V Zhulebine u pervogo prezidenta Azerbajdzhana » (Le fugitif : chez le premier président azerbaïdjanais au Joulebine), <http://www.rulife.ru/mode/article/1259/>
94. KASIMOVA T. « General Rokhlin pokidaet « partiju vlasti ». Tam li my ishem sebe sojuznikov? » (Le général Rokhline quitte le « parti du pouvoir ». Cherchons-nous des alliés au bon endroit ?), *Zerkalo*, 05 juillet 1997.
95. KASIMOVA T. « Mjatezh ili provokacija? Sobytija v Zapadnoj Gruzii naprjamuju uvjazyvajutsja s « neftjanyj faktorom » » (La « rébellion » ou la provocation ? Les événements en à l'ouest de la Géorgie sont liés au « facteur pétrolier »), *Zerkalo*, 24 octobre 1998.

96. KAZIMIROV Vladimir. « Est' li vykhod iz tupika v Karabakhe? » (Y a-t-il un moyen pour sortir de l'impasse du Karabakh ?), *Rossija v global'noj politike*, Vol. V, №5, septembre-octobre 2007, p. 197-208.
97. KERIMLI M. « Dialog prezidentov » (Le dialogue des présidents), *Vyshka*, 04 novembre 1992.
98. KERIMOV M. « Azerbajdzhan-Turcija : novaja era sotrudnichestva » (Azerbaïdjan – Turquie : une nouvelle ère de coopération), *Vyshka*, 29 mai 1992.
99. KIREEV N.G. « Turcija mezhdou Zapadom i Vostokom » (La Turquie entre l'Occident et l'Orient), *Blizhnij Vostok i sovremennost'*, №2, Moscou, 1996, 70 p. KONOVALOV Valeri. « Aliev protiv Alieva » (Aliyev contre Aliyev), *Izvestija*, 16 juillet 1993.
100. KOPYLOV O.V. « K voprosu o politike Turcii v Zakavkaz'e » (A propos de la politique de la Turquie en Transcaucasie), recueil de textes *Blizhnij Vostok i sovremennost'*, №13, p. 49-57.
101. KORECKIJ Alexandre, TARASOV Stanislav. « Osvobozhden Ajaz Mutalibov » (Aïaz Mutalibov est en liberté), *Kommersant*, №77, 14 mai 1996,  
<http://www.kommersant.ru/doc/132460>
102. KOSIKOV A.S. « Voенно-politicheskiy potencial Turcii » (Le potentiel militaire et politique de la Turquie), recueil de textes sur *L'étude du Proche-Orient* sous la direction de AVDAKOV A. №2, Moscou, 2001, p. 212-217.
103. « Kto mog znat', chto on potom stanet chlenom Politbjuro Alievym » (Qui pouvait imaginer qu'Aliyev deviendrait membre du Politburo ?), *Kommersant Vlast'*, décembre 2003,  
<http://www.kommersant.ru/doc/437381>
104. KULAGINA L.M. « Rossija, Iran i gosudarstva Central'noj Azii » (La Russie, l'Iran et les états de l'Asie centrale), dans MAMEDOVA N. M. *Iran i SNG* (L'Iran et la CEI), recueil de textes, Moscou, 2003, p. 26-40.
105. KULIYEV Gasan. « Geopoliticheskie kollizii Kavkaza » (Les collisions géopolitiques du Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4, 1999,  
[http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_05\\_kuliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_05_kuliev.shtml)



106. KULIYEV Gasan. « Mify i real'nosti neftjanoj strategii Azerbajdzhana » (Les mythes et réalités de la stratégie pétrolière de l'Azerbaïdjan), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №5, 1999, [http://www.ca-c.org/journal/cac-05-1999/st\\_28\\_kuliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-05-1999/st_28_kuliev.shtml)
107. KULIYEV Gasan. « Truboprovodnaja strategija Azerbajdzhana : geopoliticheskaja real'nost' « truby » » (La stratégie de l'oléoduc de l'Azerbaïdjan : la réalité géopolitique du « tuyau »), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №3, 1999, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-03/03.kulru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-03/03.kulru.shtml)
108. KULIYEV Gasan. « Trudnaja istorija Milli Medzhlisa (Nacional'nogo Sobranija) Azerbajdzhana » (La dure histoire de Milli Majlis (Parlement national) de l'Azerbaïdjan), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 184-202.
109. KUNAKOV V.V. « Turcija i sovremennye processy regional'noj ekonomicheskoi integracii » (La Turquie et les processus actuels de l'intégration régionale économique), *Blizhnij Vostok i Sovremennost'*, №5, p. 153-170.
110. KURTOV A.A. « Azerbajdzhan - Iran : poka problem v otnoshenijakh sosedej bol'she, chem reshenij » (Azerbaïdjan-Iran : plus de problèmes dans les relations bilatérales que les solutions), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), recueil de textes, Vol. II, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 189-279.
111. KURTOV A.A. « Iransko-armjanskije otnoshenija » (Les relations arméno-iraniennes), dans KOZHOKINA E.M. *Armenija-problemy nezavisimogo razvitija* (L'Arménie – les problèmes de développement indépendant), recueil de textes, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 1998, p. 383-449.
112. « Kusok Azerbajdzhana ostalsja bez prezidenta. I bez gorjuchego » (Une partie de l'Azerbaïdjan s'est retrouvée sans président ni carburant), *Kommersant*, №037, 16 septembre 1991, <http://www.kommersant.ru/doc/831>
113. LEGOJDA V.R. « Russkojazychnaja diaspora v stranah Central'noj Azii i Zakavkaz'ja : sovremennaja situacija i perspektivy » (La diaspora russophone dans les pays de l'Asie

centrale et de la Transcaucasie : situation contemporaine et perspectives), recueil de textes sur les pays de la Communauté des États indépendants, Moscou, 2002, p. 55-72.

114. LITVINENKO Alexandre. « Rasstrel armjanskogo parlamenta byl organizovan GRU (Glavnoe Razvedyvatel'noe Upravlenie) » (L'assassinat des parlementaires arméniens fut organisé par le service de renseignement russe), <http://realcaucasus.org/11657>
115. « L.S. Gadzhieva prinjala predstavitelej Ministerstva Inostrannykh del Turcii » (L.Ch. Gadjiyeva a reçu les représentants du ministère des Affaires étrangères de la Turquie), *Vyshka*, 22 juillet 1993.
116. MALASHENKO Aleksej. « Postsovetskie gosudarstva Juga i interesy Rossii » (Les États postsoviétiques du Sud et les intérêts de la Russie), *Pro et Contra*, №3, 2000, (page manquante).
117. MALEKI Abbas. « Iran i Turan : k voprosu ob otnoshenijakh Irana so stranami Central'noj Azii i Zakavkaz'ja » (L'Iran et la Turquie : de la question sur les relations entre l'Iran et les pays du Caucase du sud et de l'Asie centrale), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №5(17), 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/11.malru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/11.malru.shtml)
118. MALYSHEVA Dina. « Problemy bezopasnosti na Kavkaze » (Les problèmes de sécurité au Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1(05), 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-01/05.malishr.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-01/05.malishr.shtml)
119. MAMMEDOVA A. « Parlament obsuzhdaet postavki rossijskogo oruzhija v Armeniju » (Le parlement discute de la livraison de l'armement russe en Arménie), *Zerkalo*, 08 mars 1997.
120. MARKEDONOV Sergej. « Azerbajdzhan: « bez druzej i bez vragov » » (L'Azerbaïdjan « sans amis ni ennemis »), *Rossija v global'noj politike*, Vol. V, №4, juillet-août, 2007, p. 215-224.
121. MASLIN A.V. « Voenno-politicheskoe sotrudnichestvo Turcii so stranami Zakavkaz'ja i Central'noj Azii » (La coopération militaro-politique de la Turquie avec les pays de la Transcaucasie et de l'Asie centrale), dans *Vostokovednyj sbornik* (recueil de texte sur l'Orient) sous la direction de FILONIKA A.O., №5, Moscou, 2003, p. 373-383.

122. MEDVEDEV Oleg. « Gejdar Aliev vystupil za uluchshenie otnoshenij s Rossiej » (H. Aliyev s'est prononcé pour améliorer les relations avec la Russie), *Kommersant*, №156, 18 août 1993, (page manquante).
123. MEDVEDEV Roj. « Pochemu raspalsja Sovetskij Sojuz » (Pourquoi l'Union soviétique s'est-t-elle écroulée ?), *Vestnik analitiki*, №4, 2002 (page manquante).
124. MEKHTIYEV Ajdyn. « V konflikt vovlekaetsja Nakhichevan' » (Nakhitchevan s'engage dans le conflit), *Nezavisimaja gazeta*, 10 mai 1992.
125. MEKHTIYEV Ajdyn. « Baku i Nakhichevan' nikak ne dogovorjatsja : Avtonomija vedet sebja kak nezavisimoe gosudarstvo » (Dissension entre Bakou et Nakhitchevan : la République autonome s'érige en État indépendant), *Nezavisimaja gazeta*, 18 septembre 1992.
126. MEKHTIYEV Ajdyn. « Izbranie El'chibeja prezidentom - plokhaja novost' dlja Tegerana » (L'élection d'Eltchibey à la présidence est une mauvaise nouvelle pour Téhéran), *Nezavisimaja gazeta*, 20 juin 1992.
127. MEKHTIYEV Ajdyn. « Kto stanet prezidentom? » (Qui sera le prochain président ?), *Nezavisimaja gazeta*, 22 avril 1992.
128. MEKHTIYEV Ajdyn. « Mutalibov proigral » (Mutalibov a perdu le jeu), *Nezavisimaja gazeta*, 08 mars 1992.
129. MEKHTIYEV Ajdyn. « Rossija i Turcija soshlis' vo vzgljadakh na Karabakhskuju problemu » (La Russie et la Turquie ont le même point de vue sur le problème du Karabakh), *Nezavisimaja gazeta*, 27 mai 1992.
130. MEKHTIYEV Ajdyn. « Turcija sobiraetsja vvesti vojska v Nakhichevan' » (La Turquie se prépare pour introduire son armée au Nakhitchevan), *Nezavisimaja gazeta*, 21 mai 1992.
131. MEKHTIYEV Ajdyn. « V tureckikh VVS objavlena povyshennaja boegotovnost' » (L'alerte rouge pour les forces armées antiaériennes turques est déclenchée), *Nezavisimaja gazeta*, 22 mai 1992.
132. MINASSIAN Sergej. « Armenija v Karabakhe, Karabakh v Armenii (Karabakhskij faktor vo vnutrennej i vneshnej politike Armenii) » (L'Arménie en Karabakh, le Karabakh en Arménie (Le facteur du Karabakh dans la politique intérieure et extérieure de l'Arménie)),

*in Kavkazskoe sosedstvo : Turcija i Juzhnyj Kavkaz* (La voisinage caucasienne : la Turquie et le Caucase du sud), Institut du Caucase, Erevan, 2008, 146 p.

133. MIRKADYROV R., GULUZADEH K. « Turciya otkazalas' finansirovat' zapadnyj marshrut eksporta ranney nefi » (La Turquie a refusé de financer la construction de l'oléoduc pour l'exportation du premier pétrole), *Zerkalo*, 18 mai 1996.
134. MIRKADYROV Rauf. « Ajaz Mutalibov : prichiny fiasko » (Aïaz Mutalibov : les causes du fiasco), *Zerkalo*, 25 mai 1996.
135. MIRKADYROV Rauf. « Anatomija mjatezha » (L'anatomie d'une révolte), *Monitor*, №1(5), 1996 (page manquante).
136. MIRKADYROV Rauf. « Demirel', vozmozhno ne khotel nakaljat' strasti » (Il se peut que Demirel ne désire pas ranimer les passions), *Zerkalo*, 05 mai 1992.
137. MIRKADYROV Rauf. « Dorogu osilit idushchij » (Le chemin surmontera celui qui marchait), *Monitor*, 1996 (page manquante).
138. MIRKADYROV Rauf. « Dorogu osilil idushchij » (Le chemin fut surmonté par celui qui marchait), *Monitor*, 1996 (page manquante).
139. MIRONOVA K.E. « Transport Azerbajdzhana » (Le transport en Azerbaïdjan), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), en 2 volumes, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 383-396.
140. MITJAEV V.G. « Karabakhskij konflikt v kontekste mezhdunarodnykh otnoshenij » (Le conflit du Karabakh dans le contexte des relations internationales), dans KOZHOKINA E.M. *Armenija-problemy nezavisimogo razvitija* (L'Arménie – les problèmes de développement indépendant), recueil de textes, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 1998, p. 487-555.
141. MITJAEV V.G. « Vnutripoliticheskoe razvitie nezavisimogo Azerbajdzhana v svete ego geopoliticheskogo polozhenija » (Développement politique interne de l'Azerbaïdjan sous la lumière de sa position géopolitique), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), Vol. II, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 11-181.

142. MOKIN S. « Blic-vizit...i neft' poshla? G.Aliev oderzhal eshche odnu pobedu dlja vsekh, v tom chisle i dlja Rossii » (La visite...et le pétrole coula à flots ? H. Aliyev remporta encore une victoire en faveur de tous, y compris en faveur de la Russie), *Zerkalo*, 14 juillet 1997.
143. MOKIN S. « Vopros eksporta nefti reshen politicheski ? » (La question de l'acheminement du pétrole est-elle réglée politiquement ?), *Zerkalo*, 09 mai 1997.
144. MOLLAZADEH Assim. « Bezopasnost' Juzhnogo Kavkaza i regional'noe sotrudnichestvo » (La sécurité du Caucase du sud et la coopération régionale), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4, 1999,  
[http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st\\_08\\_mollasade.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-04-1999/st_08_mollasade.shtml)
145. MOSAKI N.Z. « Kurdistan : k istorii formirovaniya geopoliticheskikh interesov » (Kurdistan : vers l'histoire de la formation des intérêts géopolitiques), *Vostokovednyj sbornik* (recueil de textes sur l'Orient), №2, 2001, p. 49-61.
146. MOTIKA Raoul. « Islamskie seti v Azerbajdzhane 90-kh godov » (Les réseaux islamiques en Azerbaïdjan dans les années 1990), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 245-254.
147. MURSALIYEV Azer. « Azerbajdzhan v Rossijskoj presse (1988-2000) » (L'Azerbaïdjan dans la presse russe (1988-2000)), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 376-385.
148. MURINSON Alexander. « Azerbajdzhano-Evrejskie otnoshenija : Realpolitik, ukorenennaja v istoriju » (Les relations azerbaïdjano-juives : realpolitik, ancrée dans l'histoire), *Kavkaz i Central'naja Azija*, Vol. II, №2, 2008, p. 181-192,  
[http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal\\_rus/c-g-2/15.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2008/journal_rus/c-g-2/15.shtml)
149. MUSABEKOV Rassim. « Azerbajdzhan-Rossija : slova i dela » (Azerbaïdjan-Russie : paroles et faits), *Central'naja Azija i Kavkaz*, №3(9), 2000, p. 49-57.
150. MUSABEKOV Rassim. « Karabahskij faktor vo vneshnej i vnutrennej politike Azerbajdzhana » (Le Karabakh dans la politique intérieure et extérieure de l'Azerbaïdjan), dans *Kavkazskoe Sosedstvo : Turcija i Juzhnyj Kavkaz* (Voisinage caucasien : la Turquie et le Caucase du sud), Erevan, Institut du Caucase, 2008, p. 84-100.

151. MUSABEKOV Rassim. « Na styke polej prityazhenija : Azerbajdzhan mezhdu Turciej i Rossiej » (À la jonction de domaines d'attraction : l'Azerbaïdjan entre la Turquie et la Russie), *Rossija v global'noj politike*, Vol. IX, №3. mai-juin, 2011, <http://globalaffairs.ru/number/Na-styke-polei-prityazheniya-15230>
152. MUSABEKOV Rassim. « Nasha vneshnjaja politika nuzhdaetsja v usilenii effektivnosti vsego dipkorpusa » (Notre politique étrangère a besoin du renforcement de l'efficacité du corps diplomatique entier), *Zerkalo*, mai 2002.
153. MUTALIBOV Ajaz. « Raspad SSSR : istoricheskaja neizbezhnost' ili geopoliticheskaja katastrofa? » (L'effondrement de l'URSS : la nécessité historique ou la catastrophe géopolitique ?), [http://ni-journal.ru/archive/2f64ca2c/n3\\_2011/2c8f4eb0/76e32ee5/](http://ni-journal.ru/archive/2f64ca2c/n3_2011/2c8f4eb0/76e32ee5/)
154. « Mutalibov i Shaposhnikov govorili v Minske na povyshennykh tonakh » (Mutalibov et Shaposhnikov se sont parlé à haute voix à Minsk), *Nezavisimaja gazeta*, 15 février 1992.
155. NABIOGLU Ibragim. « Turcija-Izrail' : voennoe sotrudnichestvo prodolzhaetsja » (Turquie-Israël : la coopération militaire se poursuit), *Zerkalo*, 14 juin 1997.
156. NABIOGLU Ibragim. « Turciyu sotrjasayut razoblachenija » (La Turquie secouée par des révélations), *Zerkalo*, 19 juillet 1997.
157. NAMAZOV Eldar. « Armenii grozit izoljacija...vneshnepoliticheskie tendencii v Zakavkaz'e : rasstanovka sil » (L'Arménie est menacée par une réclusion...les tendances politiques étrangères en Transcaucasie : la répartition des forces), *Zerkalo*, 10 juillet 1992.
158. « Na provode - vsja Turcija » (Au bout du fil – toute la Turquie), *Bakinskij rabochij*, 06 septembre 1991.
159. « Na rodinu s chistoj sovest'ju » (Le retour au pays), *Monitor*, 23 juin 2003 (page manquante).
160. « Na uchebu v Turciju » (Aller en Turquie pour les études), *Bakinskij rabochij*, 22 septembre 1992.
161. « Novyj pravitel'stvennyj krizis v Turcii » (La nouvelle crise gouvernementale en Turquie), *Zerkalo*, 27 avril 1996.

162. NURANI. « Vizit M.Yilmaza v Azerbaidjan : pozicii konkretiziruyutsya », (La visite de M.Yilmaz en Azerbaïdjan : les positions se concrétisent), *Zerkalo*, 20 avril 1996.
163. NURANI. « « Kurdscoe » ekho rossijsko-armjanskikh oruzhejnykh sdelok » (L'écho « kurde » des marchandages d'armement russo-arméniens), *Zerkalo*, 14 juin 1997.
164. NURANI. « « Neftjanoy sled » v ijun'skom perevorote : sensacija, utka ili prodolzhenie « neftjanoy igry »? » (La trace pétrolière dans le coup d'État de juin : surprise, désinformation ou la suite du « jeu pétrolier » ?), *Zerkalo*, 30 mars 2000.
165. NURANI. « « Podvodnye techenija » v karabakhskom konflikte » (« Les courants sous-marins » dans le conflit du Karabakh), *Zerkalo*, 26 juin 1996.
166. NURANI. « Azerbajdzhan vtjagivajut v « kurdskuju problematiku »? » (L'Azerbaïdjan s'implique dans « l'affaire kurde »), *Zerkalo*, 11 avril 1998.
167. NURANI. « Dogovor podpisan. O chem dogovorilis' ? » (L'accord a été signé. Sur quoi s'est-on mis d'accord ?), *Zerkalo*, 05 juillet 1997.
168. NURANI. « Khotjat li russkie vojny? » (Les russes, veulent-ils faire la guerre ?), *Zerkalo*, 26 avril 1997.
169. NURANI. « Sledstvie ne okonчено. Zabyvat' rano » (L'enquête n'est pas close. Trop tôt pour faire oublier), *Zerkalo*, 05 avril 1997.
170. NURANI. « V Moskve ubit general Rokhlin : ne iskljucheno, chto ego smert' svjazana s postavkami oruzhija v Armeniju » (Le général Rokhline assassiné à Moscou : on n'exclut pas que sa mort soit liée aux livraisons d'armements en Arménie), *Zerkalo*, 04 juillet 1998.
171. NURANI. « Vizit Evgenija Primakova v Azerbajdzhan ne byl « chrezvychajnym » » (La visite de Primakov en Azerbaïdjan ne fut pas « en urgence »), *Zerkalo*, 11 octobre 1997.
172. NURANI. « Vtoroj « neftjanoy sojuz » na Kavkaze? » (La deuxième « alliance pétrolière » au Caucase ?), *Zerkalo*, 05 juillet 1997.
173. NURIEV Elkhan. « Ni mira, ni vojny : geopoliticheskaja igra na Kavkaze prodolzhaetsja » (Ni paix, ni guerre : le jeu géopolitique au Caucase continue), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №6(12), 2000, [http://www.ca-c.org/journal/2000/journal\\_rus/cac6-2000/01.nur.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2000/journal_rus/cac6-2000/01.nur.shtml)

174. NURIEV Elkhan. « Vneshnepoliticheskaja strategija Azerbajdzhana i problema nacional'noj bezopasnosti » (La stratégie de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan et le problème de la sécurité nationale), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4(28), 2003, [http://www.ca-c.org/journal/2003/journal\\_rus/cac-04/02.nurrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2003/journal_rus/cac-04/02.nurrus.shtml)
175. « Peregovory sostojalis', vojna prodolzhaetsja » (Les négociations ont eu lieu, la guerre continue), *Nezavisimaja gazeta*, 21 février 1992.
176. « Peregovory v Ankare » (Les négociations à Ankara), *Bakinskij rabochij*, 13 août 1992.
177. « Pervye pozdravlenija iz Turcii » (Les premières félicitations venant de la Turquie), *Bakinskij rabochij*, 01 septembre 1991.
178. « Poslednij boj OMONa » (La dernière bataille de l'OMON), 01 octobre 1999, <http://pervodika.ru/articles/6505.html>
179. « Povysit' kachestvennyj uroven' azerbajdzhanskoj diplomatii » (Accroître le niveau qualitatif de la diplomatie azerbaïdjanaise), *Bakinskij rabochij*, 4 septembre 1993.
180. « Prebyvanie v Baku Erdala Inonju » (Le séjour de Erdal İnönü à Bakou), *Vyshka*, 08 décembre 1992.
181. « Priem tureckikh parlamentariev » (L'accueil des parlementaires turcs), *Bakinskij rabochij*, 11 mars 1992.
182. « Priem tureckogo gostja » (L'accueil de l'hôte turc), *Bakinskij rabochij*, 16 janvier 1992.
183. POLUKHOV Elkhan. « Osnovnye napravlenija vneshnej politiki Azerbajdzhanskoj respubliki » (Les directions générales de la politique étrangère de la République d'Azerbaïdjan), *Kavkaz i Central'naja Azija*, 1999, [http://www.ca-c.org/journal/cac-05-1999/st\\_26\\_poluhov.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-05-1999/st_26_poluhov.shtml)
184. PROKOFYEV I.V. « Neftegazovyj kompleks Azerbajdzhana » (L'industrie pétrolière et gazière de l'Azerbaïdjan), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), Vol. I, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 283-331.
185. PROKHANOV Alexandre. « Uroki Azerbajdzhana » (Les leçons sur l'Azerbaïdjan), *Journal Den'*, apparu dans *Bakinskij rabochij*, 29 juin 1993.



186. RAFIEV Bakhtijar. « Vosstanovlennaja spravedlivost' » (La justice restaurée), *Azerbajdzhan*, 18-25 juin 1992.
187. RAVANDI-FADAI L.M. « Iran i politicheskij islam v SSSR i SNG (1990-2002 gg) » (L'Iran et l'islam politique en URSS et à la CEI (1990-2002)), dans MAMEDOVA N.M. *Iran i SNG (L'Iran et la CEI)*, recueil de textes, Moscou, 2003, p. 194-194.
188. SAFRONOV Rustam. « Tureckaja vneshnjaja politika i gosudarstva Central'noj Azii i Kavkaza » (La politique étrangère turque et les États de l'Asie centrale et du Caucase), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №1, 1998, p. 18-22,  
[http://www.ca-c.org/journal/cac-01-1998/st\\_04\\_safron.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-01-1998/st_04_safron.shtml)
189. SAZHIN Vladimir. « K voprosu ob irano-azerbajdzhanskikh otnoshenijakh » (À propos de la question des relations irano-azerbaïdjanaises), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №4(34), 2004, p. 97-105.
190. SEIDOV Imran. « Azerbajdzhanskij alfavit - kakim emu byt' ? » (L'alphabet azerbaïdjanais – comment doit-il être ?), *Bakinskij rabochij*, 02 novembre 1993.
191. SEIDOV Imran. « Jazyk « tjurkskij » ili vse zhe « azerbajdzhanskij »? » (La langue « turque » ou « azerbaïdjanaise » ?), *Bakinskij rabochij*, 13 octobre 1993.
192. SHAHIN A. « Chechenskij prezident vtoroj raz pobyl v Baku » (Le président tchéchène visita pour la deuxième fois Bakou), *Zerkalo*, 29 novembre 1997.
193. SHERMATOVA Sanobar. « Gejdar Aliev (Nabroski k portretu cheloveka i « portretu rezhima ») » (Heydar Aliyev : esquisse du portrait de l'homme et du régime au pouvoir), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États)*, recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 165-184.
194. SHERMATOVA Sanobar. « Kurdskaia karta v neftjanoj igre » (*La carte kurde dans le jeu pétrolier*), *Moskovskie novosti*, 11 novembre 1998,  
<http://www.pressarchive.ru/moskovskie-novosti/1998/11/17/166959.html>
195. SHERMATOVA Sanobar. « Rol' neftjanogo faktora v chechenskom konflikte » (Le rôle du facteur pétrolier dans le conflit tchéchène), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №9(5), 2001,  
[http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/09.sheru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/09.sheru.shtml)

196. SHISHKOV Juri. « Rossiya i SNG : neudavshijsja brak po raschjotu » (Communauté des États indépendants – un malchanceux mariage d'intérêt), *Pro et Contra*, Vol. VI, №1-2, 2005, p. 91-106.
197. SHNEJDER Daniel. « Uluchshenie azerbajdzhano-tureckikh otnoshenij - vyzov Iranu i Rossii » (Amélioration des relations turco-azerbaïdjanaises – un défi pour l'Iran et la Russie), *Christians Science Monitor*, 11 juin 1992 (page manquante).
198. SHOROKHOV Vladislav. « Energoresursy Azerbajdzhana : politicheskaja stabil'nost' i regional'nye otnoshenija » (Les ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan : la stabilité politique et les relations régionales), *Kavkazskie regional'nye issledovanija*, Moscou, №1, 1996, <http://poli.vub.ac.be/publi/crs/caucasus/shorokhov.htm>
199. SHOROKHOV Vladislav. « Politika Turcii v Zakavkaz'e i nacional'nye interesy Rossii » (La politique de la Turquie au Caucase du sud et les intérêts nationaux de la Russie), *Mezhdunarodnaja zhizn'*, 1997, p. 46-67.
200. SHUSTOV Aleksandr. « Pantjurkizm protiv Evrazijstva » (Panturquisme contre l'Eurasisme), *Fond Strategicheskoy Kul'tury*, 12 novembre 2012, [www.fondsk.ru](http://www.fondsk.ru)
201. STANEVSKIJ Feliks. « Ob SNG bez illuzij » (Dans la CEI, mais sans illusions), *Vestnik Analitiki*, №4(14), 2003, p. 19-32.
202. STRAKES E. Jason. « Ierarkhicheskie global'nye struktury i ikh vozdejstvija na vneshnepoliticheskie predstavlenija Azerbajdzhana » (Les structures hiérarchiques globales et leur impact sur les visions de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №2-3(4), 2009, p. 47-60.  
[http://www.ca-c.org/c-g/2009/journal\\_rus/c-g-2-3/04.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2009/journal_rus/c-g-2-3/04.shtml)
203. SVANTE Cornell. « Konflikt v Nagornom Karabakhe : dinamika i perspektivy reshenija » (Le conflit en Haut Karabakh : dynamique et perspectives de solution), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie: sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 344-375.
204. SWIETOCHOWSKI Tadeusz. « Russkoe pravlenie, modernizatorskie jelity i stanovlenie nacional'noj identichnosti v Azerbajdzhane » (La gouvernance russe, les élites modernistes et l'instauration de l'identité nationale en Azerbaïdjan), dans FURMAN D.E. *Azerbajdzhan*

- i Rossija : obshchestva i gosudarstva* (L'Azerbaïdjan et la Russie : sociétés et États), recueil de textes, Fondation Andreï Sakharov, Moscou, 2001, p. 9-39.
205. « Table ronde, Azerbajdzhanskij islam : poisk puti i bor'ba tendencij » (Table ronde. L'islam en Azerbaïdjan : la recherche des tendances), *Vestnik Kavkaza*, №4(38), 2009, p. 105-121.
206. TARANOV Sergej. « Rossija i Turcija pod gipnozom azerbajdzhansko-armjanskogo konflikta » (La Russie et la Turquie hypnotisées par le conflit azerbaïdjano-arménien), *Izvestija*, 22 mai 1992.
207. « Tegeranskaja vstrecha v verkah » (La rencontre à Téhéran), *Nezavisimaja gazeta*, 17 février 1992.
208. « Telefonnyj razgovor G. Gasanova i S. Demirelja » (La conversation téléphonique de H. Hassanov avec S. Demirel), *Bakinskij rabochij*, 03 mars 1992.
209. TER-PETROSSIAN Levon. « Vojna ili mir? Vremja prizadumat'sja » (La guerre ou la paix ? Il est temps de réfléchir), *Respublika Armenija*, 01 novembre 1997.
210. TCHERTOK Shimon. « Spasenie prishlo iz Turcii » (Le secours est venu de la Turquie), article paru dans le quotidien russe *Novoe russkoe slovo*, publié à *Vyshka*, 18 octobre 1992.
211. TISHCHENKO G.G. « Voенно-politicheskij kurs i vooruzhennye sily Azerbajdzhana » (La ligne militaro-politique et les forces armées de l'Azerbaïdjan), dans KOZHOKINA E.M. *Nezavisimyj Azerbajdzhan : novye orientiry* (L'Azerbaïdjan indépendant : nouveaux vecteurs de développement), Vol. II, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 2000, p. 239-252.
212. TISHCHENKO G.G. « Vooruzhennye sily i voенно-politicheskij kurs Armenii » (Les forces armées et l'orientation militaire et politique de l'Arménie), dans KOZHOKINA E.M. *Armenija-problemy nezavisimogo razvitija* (L'Arménie – les problèmes de développement indépendant), recueil de textes, Institut russe des recherches stratégiques, Moscou, 1998, p. 555-567.
213. TRENIN Dmitri. « Oчерk rossijskoj vneshnej politiki v 1992-2010 godakh. Istorija novoj Rossii : oчерki » (Aperçu de la politique étrangère de la Russie dans les années 1992-2010. L'histoire de la nouvelle Russie), Vol. III, 2011, p. 223-275.

214. « Turcija i Rossija ne sojuzniki no druž'ja » (La Turquie et la Russie ne sont pas alliées, mais plutôt amies), *Nezavisimaja gazeta*, 27 mai 1992.
215. « Turcija peresmotrit soglashenie » (La Turquie révisera l'accord), *Bakinskij rabochij*, 04 décembre 1992.
216. « Turcija pomozhet fermeram » (La Turquie va aider aux fermiers azerbaïdjanais), *Monitor*, №5(32), 2000 (page manquante).
217. « Turcija preduprezhdaet » (La Turquie prévient), *Bakinskij rabochij*, 10 avril 1993.
218. « Turcija pristupila k veshchaniju » (La Turquie a procédé à la diffusion radio-télévisée), *Vyshka*, 03 mai 1992.
219. « Turcija shlet svoi pozdravlenija » (La Turquie présente ses félicitations à l'Azerbaïdjan), *Bakinskij rabochij*, 18 juin 1992.
220. « Turcja : bespokojstvo v pravitel'stve » (Turquie : de l'inquiétude dans le gouvernement), *Bakinskij rabochij*, 30 juin 1993.
221. « Tureckaja gazeta obvinjaet Iran v postavkakh oruzhija Armenii pod vidom gumanitarnoj pomoshchi » (Les médias turcs accusent l'Iran d'approvisionnement de l'Arménie en armement camouflé en aide humanitaire), *Nezavisimaja gazeta*, №116, 20 juin 1992.
222. « Tureckoe pravitel'stvo za nemedlennoe prekrashhenie ognja v Nagornom Karabakhe » (Le gouvernement turc se prononce pour le cessez-le-feu immédiate dans le Haut Karabakh), *Bakinskij rabochij*, 09 mars 1992.
223. « Uglublenie sotrudnichestva mezhdou Azerbajdzhanom i Turciej sootvetstvuet interesam obeikh stran » (L'approfondissement de la coopération entre l'Azerbaïdjan et la Turquie correspond aux intérêts des deux pays), *Bakinskij rabochij*, 24 juillet 1993.
224. UMNOV A.Y. « Politicheskij islam na byvshem sovetskom juche » (L'Islam politique dans la partie sud de l'ancienne Union soviétique), recueil de textes, *Islamizm i ekstremizm na Blizhnem Vostoke* (L'islamisme et l'extrémisme dans le Proche-Orient). Moscou, Académie d'études de la géopolitique et de la sécurité, 2001, 260 p.
225. UMNOV A.Y. « Geopoliticheskij perekrestok vchera i segodnja (Kavkaz v politike Rossii, Turcii i Irana) » (Le carrefour géopolitique hier et aujourd'hui (Le Caucase dans la politique

- de la Russie, de la Turquie et de l'Iran), recueil de textes, *Blizhnij Vostok i sovremennost'*, №4, p. 276-282.
226. URAZOVA Elena. « Ekonomicheskoe sotrudnichestvo Turcii i Tjurkskikh gosudarstv SNG » (La coopération économique de la Turquie avec les États turcophones de la CEI), Institut d'études du monde Oriental de l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie, Moscou, 2003, p. 319-342.
227. URAZOVA Elena. « Tendencija razvitija ekonomicheskogo sotrudnichestva Turcii s postsovetskimi tjurkskimi gosudarstvami » (La tendance du développement de la coopération de la Turquie avec les États postsoviétiques turcophones), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №14(5), 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-05/14.urazru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-05/14.urazru.shtml)
228. USTADZHLY Salekh. « Nuzhen li Azerbajdzhanu russkij sektor? » (L'Azerbaïdjan, a-t-il besoin de l'enseignement en russe ?), 18 février 2014, <http://minval.az/author/479>
229. « V Azerbajdzhanе nazrevaet krizis vlasti » (La crise du pouvoir en Azerbaïdjan), *Nezavisimaja gazeta*, 28 février 1992.
230. VELIEV Anar. « Kurdskaja problema v Azerbajdzhanе : ugroza bezopasnosti ili ocherednaja igra? » (Le problème kurde en Azerbaïdjan : menace-t-il à la sécurité ou un nouveau jeu ?), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №2, 2001, [http://www.ca-c.org/journal/2001/journal\\_rus/cac-02/13.velievru.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2001/journal_rus/cac-02/13.velievru.shtml)
231. VELIEV Anar. « Treugol'nik Izrail'-Turcija-Azerbajdzhan : real'nost' i perspektivy » (Le triangle Israël-Turquie-Azerbaïdjan : réalités et perspectives), *Kavkaz i Central'naja Azija*, №8, 2000, [http://www.ca-c.org/journal/2000/journal\\_rus/cac08\\_2000/11.veliev.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2000/journal_rus/cac08_2000/11.veliev.shtml)
232. « V Nagornom Karabakhe idet nastojashchaja vojna » (Il y a une véritable guerre en Haut Karabakh), *Nezavisimaja gazeta*, 31 janvier 1992.
233. « Verju v torzhestvo demokratii » (Je crois au triomphe de la démocratie), *Bakinskij rabochij*, 06 juin 1992.
234. « Vizit v Tureckuju respubliku » (La visite en République turque), *Bakinskij rabochij*, 24 janvier 1992.
235. « Vizit prezidenta Turcii » (La visite du président turc), *Bakinskij rabochij*, 12 mars 1991.

236. « Vstrecha G.Alieva s A.El'chibeem » (L'entretien de H. Aliyev avec A. Eltchibey), *Bakinskij rabochij*, 16 février 1993.
237. « Vstrecha Gejdara Alieva s Tansu Chiller » (La rencontre de Heydar Aliyev avec Tansu Çiller), *Bakinskij rabochij*, 11 septembre 1993.
238. « Vstrechi na Anatolijskoj zemle » (Rencontre sur la terre anatolienne), Qoutidien *Bakinskij rabochij*, 30 juin 1992.
239. « Vstrecha u prezidenta respubliki » (La rencontre auprès du président de la République), *Bakinskij rabochij*, 09 janvier 1991.
240. YUNUSOVA Leyla. « Ostanetsja li Mutalibov ? » (Mutalibov- va-t-il rester au pouvoir ?), *Istiglal*, 04 mai 1991.
241. « Za razvitie i ukreplenie svjazej s Turciej » (Pour le développement et renforcement des relations avec la Turquie), *Vyshka*, 22 juillet 1993.
242. « Zajavlenie Ministerstva Inostrannykh Del Turcii » (Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la Turquie), *Bakinskij rabochij*, 10 juin 1993.
243. « Zajavlenie o priznanii nezavisimosti azerbajdzhana vrucheno » (La demande de reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan est décernée), *Bakinskij rabochij*, 12 novembre 1991.
244. « Zakonchilis' peregovory mezhdou Gejdarom Alievym i Suretom Gusejnovym » (Les pourparlers entre H. Aliyev et S. Husseynov ont touché à leur fin), *Bakinskij rabochij*, 14 juin 1993.
245. ZEJNALOV Eldar. « Azerbajdzhan na puti k reguljarnoj armii » (L'Azerbaïdjan sur le chemin de construction de son armée régulière), *Istiglal*, 07 janvier 1994.

## *En azerbaïdjanais :*

1. « « Amoko » ilə əməkdaşlıq hər iki tərəf üçün faydalı olacaq » (La coopération avec AMOCO sera mutuellement bénéfique), *Azərbaycan*, avril, 1993.
2. « 15 mart qiyamının pərdəarxası qəhrəmanı ilə müsahibə » (L'entretien avec le héros des coulisses de coup d'État en mars 15 de 1995), 07 mars 2010,  
<http://www.azadliq.org/content/article/1986191.html>
3. « ABŞ, Türkiyə və Rusiyanın üçtərəfli təşəbbüsü gerçəkləşəcəkmi? » (Les initiatives des États-Unis, de la Turquie et de la Russie vont-elles se réaliser ?), *Azadlıq*, 25 mai 1993.
4. AKİFGIZI Səadət, BAKİR Babək. « Gəncə qiyamını doğuran səbəblər nə idi? » (Les raisons de la rébellion à Ganja), *Azadlıq*, 04 juin 2008,  
<http://www.azadliq.org/content/article/450613.html>
5. ALIZADEH Zardusht. « Milli ideologiyamıza dair fikirlər » (Les pensées sur notre idéologie nationale), *Istiqlal*, 1997.
6. « AXC-nın IV-cü konfransı » (La IV<sup>e</sup> conférence du FPA), *Istiqlal*, №3(9), juin 1991.
7. ASLANLI Kənan. « Azərbaycan-Türkiyə iqtisadi əlaqələrinin mövcud vəziyyəti və inkişaf perspektivləri » (L'état actuel des relations économiques entre l'Azerbaïdjan et la Turquie et les perspectives de leur développement), *EcoVision* (ATIB), novembre, 2009, p. 29-30.
8. « Azərbaycan ATƏM-in səylərinə üstünlük verir » (L'Azerbaïdjan apprécie les efforts de la CSCE), *Azadlıq*, 25 juin 1992.
9. « Azərbaycanda nurçuları ilk dəfə Həsən Həsənov yerləşdirib » (Hassan Hassanov, alors le Premier ministre de l'Azerbaïdjan, contribua à l'établissement des nursistes en Azerbaïdjan), <http://virtualaz.org/bugun/21953>
10. « Azərbaycan Respublikasının prezidenti Heydər Əliyevin Türkiyənin iş adamları ilə görüşü » (La rencontre du président azerbaïdjanais Heydar Aliyev avec les hommes d'affaires turcs), *Azərbaycan*, 18 février 1994.
11. « Azərbaycan Xalq Cəbhəsinin Nizamnaməsi » (La déclaration du FPA), *Azadlıq*, 21 janvier 1992.

12. « Azərbaycanca siyasi vəziyyət : miting və antimiting » (La situation politique en Azerbaïdjan : manifestations et anti-manifestations), *Istiqlal*, 09 septembre 1991.
13. « Azərbaycan-Türkiyə münasibətlərində eyforiya əhval-ruhiyyəsi səngiməkdədir » (L'euphorie dans les relations azerbaïdjano-turques diminue considérablement), *Ayna*, 26 mai 1993.
14. BABAŞLI Məmmədəli. « XX əsrin əvvəllərində Azərbaycanda milli oyanış və maarifçilik hərəkatı » (Le réveil de la conscience nationale en Azerbaïdjan au début du XX<sup>e</sup> siècle), *Journal de l'Université Caucase*, №12, Vol. I, 2003 (page manquante).
15. BAYATLI Vaqif. « Əbülfəz Elçibəylə baş-baş, ürək ürəyə » ( En tête-à-tête avec Eltchibey), *Xəzər*, décembre 1991, p. 64-76.
16. BƏKİR Babek. « Xarici İşlər nazirliyimiz Azərbaycanın özü kimi ikiyə bölünüb » (Le bâtiment du ministère des Affaires étrangères est divisé en deux parties comme l'est aussi l'Azerbaïdjan), *Azadlıq*, mars 1993.
17. « Bir daha Türkiyənin hərbi yardımına dair » (Une nouvelle aide militaire de la Turquie à l'Azerbaïdjan), *Azadlıq*, 18 avril 1993.
18. CƏFƏROV Nizami. « Azərbaycan türkcəsi » (La langue turque azerbaïdjanisée), série d'articles, *Ayna*, 3/ 8/ 13 janvier 1993.
19. DƏDƏYEV Bilal. « Azərbaycan – Osmanlı ekonomik ilişkileri (1450-1520) » (Les relations économiques entre l'Azerbaïdjan et l'Empire ottoman (1450-1520)), *Journal de l'Université Caucase*, №12, Vol. I, 2003 (page manquante).
20. ƏLİYEV Zaur. « Azərbaycan əlifbası, Azərbaycan dilinin yaranması və inkişaf tarixi » (L'alphabet azerbaïdjanais, la création de la langue azerbaïdjanaise et l'histoire de son évolution),  
<http://karabakhinfo.com/arasdirma/1805-azrbaycan-lifbasi-v-azrbaycan-dilinin-yaranmasi-v-inkisaf-tarixi.html#.UgdIfdJ7Kcg>
21. ERDAL Ayhan. « Azərbaycan-Türkiyə xarici iqtisadi əlaqələrinin təhlili və Azərbaycan sənayesinin ixracat potensialının inkişaf perspektivlərinin qiymətləndirilməsində Türkiyə kapitalının rolu » (L'analyse des relations économiques extérieures entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, et le rôle des investissements turcs dans l'évolution du potentiel d'exportation des



- produits industriels azerbaïdjanais), *Journal de l'Université Caucase*, №8, Vol. I, 2001 (page manquante).
22. « Fətullah Gülən : « Azərbaycan türk dünyasına açılan qapıdır » (Fethullah Gülen : l'Azerbaïdjan est la porte vers le monde turc), *Xalq*, 11 juin 1998.
  23. GAZIGİL Orhan. « Turizm ölkəsi olması üçün Azərbaycanda vacib elementlər var » (L'Azerbaïdjan a des atouts pour devenir un pays touristique), *EcoVision* (ATIB), novembre 2010, 69 p.
  24. « Gülüstanda mətbuat konfransı » (La conférence de presse à Gulustan), *Azadlıq*, 05 mai 1992.
  25. « Heydər Əliyevin İstanbulda mətbuat konfransı » (La conférence de presse de Heydar Aliyev à Istanbul), *Azərbaycan*, 18 février 1994.
  26. « Heydər Əliyevin Tansu Çillərlə görüşü » (La rencontre de Heydar Aliyev avec Tansu Çiller), *Azərbaycan*, 10 septembre 1993.
  27. HƏSƏNLİ Mahir. « Heydər Əliyev : Biz güclü dövlət yaratmaq yolu ilə gedirik » (Heydar Aliyev : nous suivons le chemin pour construire un État fort), *Azərbaycan*, 31 août 1993.
  28. HƏSƏNLİ Məzahir. « Prezident Türkiyənin ali sərkərdəsini qəbul etdi » (L'accueil du chef d'état-major de l'armée turque par le président), *Azərbaycan*, 08 juillet 1994.
  29. İSMAYILOVA Gülnarə. « Quldur « polkovniki » qiyamçı « polkovnikin » taleyi gözləyirmi » (Le colonel rebelle aura-t-il le même sort que le colonel voyou?), *İstiqlal*, 19 octobre 1994.
  30. MƏMMƏDLİ Xagani. « Balkan və I Cahan savaşlarında Azərbaycan və Osmanlı türklərinin hemrə'yliyi » (La solidarité entre les Azerbaïdjanais et les Ottomans durant les guerres de Balkan et la Première Guerre mondiale), *Araz*, №1, octobre-décembre 1996, p. 72-75.
  31. « Milli ideologiyamıza dair fikirlər » (Réflexions sur notre idéologie nationale), *İstiqlal*, 1997.
  32. MUSTAFAYEV Rəhman. « Azərbaycan xarici siyasət burulğanında » (L'Azerbaïdjan dans le tourbillon de la politique étrangère), *Azadlıq*, février 1993.

33. MUSTAFAYEVA Kəmalə. « H.Əliyev Azərbaycanın MDB-ye daxil olmag arzusunda olduğunu bildirib » (H. Aliyev a exprimé sa volonté d'adhérer l'Azerbaïdjan à la CEI), *Ayna*, 10 septembre 1993.
34. « Müstəqillik – ikinci cəhd » (L'indépendance : deuxième tentative), *Azadlıq*, 11 décembre 1993.
35. « Müxalifət uduşa oynadıqca, Moskva kartlarını dəyişir » (L'opposition s'engage à jouer le jeu tandis que Moscou change les cartes), *Istiqlal*, 08 mai 1992.
36. QƏMBƏROV Elçin. « 1995-ci ilin mart hadisələrinin pərdəarxası » (Les coulisses des événements du mars 1995), série d'articles, *Baki-Xeber*, 2010,  
<http://www.baki-xeber.com/new/2010/12/29/get=53986>  
<http://www.baki-xeber.com/new/2010/12/22/get=53616>  
<http://www.baki-xeber.com/new/2011/01/07/get=54209>  
<http://www.baki-xeber.com/new/2011/01/10/get=54278>
37. « Prezident Elçibəydə referenduma razıdır » (Le président Eltchibey est aussi d'accord avec l'organisation du référendum), *Azərbaycan*, 29 juillet 1993.
38. « Prezidentin iki müşavirəsi » (Deux réunions du président), *Istiqlal*, 22 novembre 1993.
39. « Rusiyanın Müdafiyyə Naziri Bakıda » (Le ministre de la Défense russe est en visite en Azerbaïdjan), *Azərbaycan ordusu*, 15 juin 1994.
40. RUFƏTOĞLU Zülfüqar. « Azərbaycan daha bir narahat aprel yaşamaqdadır » (L'Azerbaïdjan dans un tourbillon d'inquiétude), *Azadlıq*, 14 avril 1993.
41. « Şərg ilə Qərb arasında Türkiyə » (La Turquie entre l'orient et l'occident), *Azərbaycan*, 17 janvier 1993.
42. SƏLİMOĞLU G. « Əbülfəz Elçibəy tarazlaşdırılmış xarici siyasəti bəyənir » (Le président Aboulfaz Eltchibey se milite pour une politique étrangère équilibrée), *Azadlıq*, 09 février 1993.
43. « Suleyman Dəmirəl azərbaycanlıları şaiyəyə uymamağa çağırır » (Süleyman Demirel appela les Azerbaïdjanais à ne pas réagir aux provocations), Tribune de Genève, *Azadlıq*, février 1992.

44. TALIBLI E. Sübhan. « İran İslam Respublikasının xarici siyasətinin əsas istiqamətləri » (Les lignes directrices de la politique étrangère de la République Islamique d'Iran), [http://www.gunaskam.com/tr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=311&Itemid=44](http://www.gunaskam.com/tr/index.php?option=com_content&task=view&id=311&Itemid=44)
45. « Talış-Muğan respublikasının yaradıldığı elan edilib » (À propos de la création de la République de Talish-Moughan), *Ayna*, 22 juin 1993.
46. « Türkiyə demokratik prinsiplər uğrunda çıxış edir » (La Turquie milite pour les principes démocratiques), *Ayna*, 24 juillet 1993.
47. « Türkiyə Ermənistana qarşı sanksiyalara çağırır » (La Turquie appelle à des sanctions contre l'Arménie), *Ayna*, 30 juillet 1993.
48. « Türkiyə prezidenti Ermənistana yardım və Garabağ münaqişəsi arasında bağlılıq görmür » (Le président turc ne voit pas le lien entre le conflit au Karabakh et l'aide turque accordée à l'Arménie), *Azadlıq*, 06 février 1993.
49. « Türkün qapıları gündoğana açılır » (Turquie ouvre ses portes à l'est), *Azadlıq*, 05 mai 1992.
50. UMUDLU İsmayıl. « Tofiq Qasımov : « Siyasətdə ədalət prinsipi yoxdur, mənafe prinsipi var » » (Tofik Gassymov : dans la politique Il y a le principe de profit, pas celui de justice), *Ayna*, 06 février 1993.
51. « Xalq cəbhəsinin məramnaməsi » (Le mémorandum du FPA), *Azaqlıq*, 20 juillet 1992.

### *En turc :*

1. ABDULLAYEV Cavid. « Azerbaycan'da anayasalaşma süreci ve benimsenen sistemin niteliği » (Le processus de constitutionnalisation et la nature du système adopté en Azerbaïdjan), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 109-132.
2. ARAS Ferhat. « Maverayi Kafkasya cumhuriyeti ve Osmanlı ordusu » (L'État caucasien et l'armée ottomane), Ankara, *Büyük gelecek*, revue des sciences stratégiques, mars-avril, №12, 1999, p. 12-15.
3. ASKERZADE Aygün. « NATO çerçevesinde Azerbaycan-Türkiye askeri siyasi işbirliği ve bölgesel güvenlik sorunları » (La coopération militaro-politique entre l'Azerbaïdjan et la Turquie et la question de la sécurité régionale dans le cadre de l'OTAN), *Centre de recherches sur la mer Noire*, №20, Hiver, 2009, p. 1-17.
4. ASLANLI Araz. « Denge politikasının doğal sonucu : Aliyev'in Moskova ziyareti » (Le résultat de la politique d'équilibre : la visite de H. Aliyev à Moscou), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, mars-avril, №341, 2002, p. 35-41.
5. ASLANLI Araz. « Tarihten günümüze Karabag sorunu » (La question du Karabakh : de l'histoire à nos jours), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 393-431.
6. AVŞAR B. Zakir. « Türk Cumhuriyetleri arasında iletişim » (Les relations entre les pays turcophones), *Avrasya Etüdleri*, №1, 1996, 101 p.
7. « Azerbaycan ölke raporu » (Le rapport du pays : l'Azerbaïdjan), *Agence turque de coopération et de développement (TIKA)*, Ministère des Affaires étrangères de la Turquie, 1996, p. 57-60/106-116.
8. « Azerbaycan ölke raporu » (Le rapport du pays : l'Azerbaïdjan), *Agence turque de coopération et de développement (TIKA)*, Ministère des Affaires étrangères de la Turquie, 1994, p. 30-36.
9. « Azerbaycan ölke raporu » (Le rapport du pays : l'Azerbaïdjan), *Agence turque de coopération et de développement (TIKA)*, Ministère des Affaires étrangères de la Turquie, 1993, p. 28-29.
10. « Azerbaycan'ı tanıdık » (La reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan), *Hürriyet*, 10 novembre 1991.

11. AYDIN Turan. « Rusya'nın politik hayatında ekonomik grupların önemi » (Le rôle des groupes économiques dans la vie politique de la Russie), Kocatepe, Ankara, *Avrasya Etüdüleri*, Kocatepe, Ankara, №3, Autumn, 1995, p. 51-61.
12. AYDOĞAN Selahettin. « Azerbaycan ve Türkiye askerî ilişkileri » (La coopération militaire entre l'Azerbaïdjan et la Turquie), *Zaman*, 20 janvier 2008.
13. BASKIN Oran. « Türkiye'nin Balkan ve Kafkas politikası » (La politique de la Turquie aux Balkans et au Caucase), *SBF Dergisi*, janvier-juin 1995, p. 271-278.
14. BEKAR Olğan, AYDIN Turan. *Türkiye'nin orta ve uzun vadeli çıkarları açısından Türk-Rus ilişkileri*, TESEV, İstanbul, 1997, s. 256, analyse de l'ouvrage dans l'article de KIREEV N.G. *Srednesrochnye i dolgosrochnye interesy Turcii v otnoshenijax s Rossiej* (Les intérêts de la Turquie dans les relations avec la Russie à moyen et à long terme), Moscou, recueil de textes « Proche-Orient et la modernité », №4, 1997, 348 p.
15. BÜŞRA ERSANLI Behar. « Türkücülük Türkiyede ve Azerbaycanda (1990'lı yıllar) » (Le panturquisme en Turquie et en Azerbaïdjan dans les années 1990), *Avrasya Etüdüleri*, Kocatepe, Ankara, №3, Autumn, 1996, p. 2-20.
16. « Ben MİT'i MİT beni izliyordu » (J'ai poursuivi le service des renseignements (MIT) et eux m'ont aussi poursuivi), 19 février 2002,  
<http://yenisafak.com.tr/arsiv/2002/subat/19/g7.html>
17. BLEDA Tanshug. « Karadeniz ekonomik işbirliği örgütü (KEİ) » (Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN)), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 494-502.
18. « Büyük gelecek », *Journal*, Ankara, №3, novembre-décembre, 1996.
19. « Bu oyunun adı üç maymunlar » (Le jeu des trois singes),  
<http://www.radikal.com.tr/1998/06/25/yorum/buo.html>
20. CABBARLI Hatem, ABDULLAYEVA Vüsale. « Azerbaycan dış politikası'nın temel özellikleri (1991-2009) » (Les bases de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan),  
<http://atsam.org/region-dovletleri/azerbaycan/184-azerbaycan-dis-politikasinin-temel-ozellikleri-1991-2009.html>
21. CAFERSOY Nazim. « Azerbaycan-Türkiye ilişkileri (1993-2000) » (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie en 1993-2000), *Türksam*, 01 janvier 2001 (page manquante).

22. CAFERSOY Nazim. « Bağımsızlığın onuncu yılında Azerbaycan-Rusya ilişkileri » (Dix ans de relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie), Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi (ASAM) yayınları, Ankara, octobre 2000, p. 286-318.
23. CAFERSOY Nazim. « Eyalet merkez düzeyinden eşit statüye Azerbaycan-Rusya ilişkileri » (Les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan : du statut de république fédérée à droits égaux), édition du *Centre de recherches stratégiques sur l'Eurasie* (ASAM), Ankara, octobre, 2000 (page manquante).
24. CAFERSOY Nazim. « Tarihden günümüze Kafkas Evi girişimleri ve Türkiye » (L'histoire de l'évolution de la Maison du Caucase et la Turquie), *Stratejik Analiz*, Vol. I, №7, novembre, 2000, p. 26-34, <http://www.turksam.org/tr/yazdir1459.html>
25. COHEN Dr. Ariel. « Rusya'nın yeni Kafkasya politikası türk çıkarlarını tehdit ediyormu? » (La nouvelle politique de la Russie au Caucase ne menace-t-elle pas les intérêts de la Turquie ?), *Avrasya Etüdləri*, №20, 2001, 111 p.
26. « Cumhurbaşkanı sayın Süleyman Demirel'in 9. Türk devlet ve toplulukları dostluk kardeşlik ve işbirliği kurultayı'nda yaptığı konuşma » (Le discours du président turc Süleyman Demirel au IX<sup>e</sup> Sommet des pays turcophones), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, janvier-février, №340, 2002, p. 9-12, [www.azerder.org](http://www.azerder.org)
27. DIKKAYA Mehmet, CAYLAK Adem. « Haydar Aliyev döneminde Azerbaycan'ın ekonomik ve politik dönüşümü : fırsatlar ve sorunlar » (La période de transformation économique et politique de l'Azerbaïdjan sous Heydar Aliyev : opportunités et défis), *Centre de recherches stratégiques internationales*, Vol. III, №5, 2008, p. 131-157.
28. ERGÜN Ayça. « Azerbaycan'da bir ulusal kimlik meselesi olarak alfabe değişiklikleri » (Les changements d'alphabet comme une question d'identité nationale en Azerbaïdjan), *Journal de l'Université Caucase*, №54, Printemps, 2010 (page manquante).
29. FULLER Elizabeth. « Türkiye Orta Asya ve Transkafkasya'da nüfus sahibi olmak için gureşiyor » (La lutte de la Turquie pour gagner la confiance au Caucase du sud et en Asie central), *Yeni Forum dergisi*, août, 1996, p. 6-10.
30. GÜL Nazmi, EKICI Gökçen. « Azerbaycan ve Türkiye ile bitmeyen kan davası ekseninde Ermenistan'ın dış politikası » (La politique extérieure de l'Arménie dans la situation

- conflictuelle avec la Turquie et l'Azerbaïdjan), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 367-393.
31. GUMPEL Prof. Werner. « Orta Asya Türk Cumhuriyetleri'nde ekonomik ve politik gelişme » (Le développement économique et politique dans les pays de l'Asie centrale), *Avrasya Etüdüleri*, №2, 1994. [http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk\\_Raporu\\_\(TBMM\)](http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk_Raporu_(TBMM))
  32. « Haydar Aliyev'in 15 Haziran 1993'de Azerbaycan parlamentosunda yaptığı konuşma » (Le discours de H. Aliyev au parlement azerbaïdjanais le 15 juin 1993), édition du *Centre de recherches stratégiques sur l'Eurasie* (ASAM), Ankara, octobre 2000, p. 22.
  33. HÜSEYİNLI Gabil. « Azerbaycan'da siyasal partiler ve siyasal ilishkiler » (Les partis politiques et les relations politiques en Azerbaïdjan), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 161-177.
  34. HÜSEYNBEYLI Elçin. « Hakimiyetden ötrü xiffet çekmeyen Ebülfez Elçibey » (Aboulfaz Eltchibey est loin de revêr reprendre le pouvoir en Azerbaïdjan), *Araz*, №1, 10 août 1996, p. 4-9.
  35. İLHAN Suat. « Jeopolitik gelişmeler ve Türk dünyası » (Développement géopolitique et le monde turc), Kocatepe, Ankara, *Avrasya Etüdüleri*, Kocatepe, Ankara, №3, Autumn, 1995, p. 23-50.
  36. KALAFAT Dr. Yaşar. « Karadeniz ve Kafkasya'da gelişen dini ve siyasi olaylar itibariyle Türkiye'nin güvenliği » (Les évènements politique et religieux au Caucase et en mer Noire du point de vue de la sécurité nationale de la Turquie), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, №343, p. 17-21, [www.azerder.org](http://www.azerder.org)
  37. KAYA Erdem. « Türkiye-İsrail ilişkilerinde yeni dönem » (Nouvelle étape dans les relations turco-israéliennes), *Journal of Turkish foreign Policy*, 2009, p. 93-114.
  38. KEMAL Lale. « Eski bir üst düzey MİT'çiyle sohbet... » (La conversation avec un agent du service de renseignements turcs), 10 décembre 2008, <http://www.taraf.com.tr/yazilar/lale-kemal/eski-bir-ust-duzey-mitciyle-sohbet/3043/>
  39. KIZILTAN Alaattin, SANDALCILAR Ali Riza. « Türkiye'nin dış ticaretinde ekonomik işbirliği teşkilatı'nın (ECO) yeri ve önemi » (Le rôle et la place de l'Organisation de coopération économique (ECO) dans le commerce extérieur de la Turquie), *Avrasya etüdüleri*, TİKA, №39, janvier 2011, p. 99-122.

40. « K.K.T.C. Cumhurbaşkanı Rauf Denktaş'ın 9. Türk kurultayında yaptığı konuşma » (Le discours de Rauf Denktaş, le président de la République turque du Chypre du nord au IX<sup>e</sup> Sommet des pays turcophones), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, №340, janvier-février 2002, 13 p., [www.azerder.org](http://www.azerder.org)
41. KURBANOV Erjan. « Azerbaycan'ın güvenlik kaygıları » (Les préoccupations de l'Azerbaïdjan dans le domaine de sécurité nationale), *Avrasya Etüdüleri*, №4, 1996-1997 (page manquante).
42. LÜTEM E. Ömer. « 1918-1920 tarihli Azerbaycan cumhuriyeti Türkiye – Azerbaycan ve Ermenistan ilişkileri ve sorunları » (Les relations entre la Turquie l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans les années 1918-1920), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, №342, p. 24-27, [www.azerder.org](http://www.azerder.org)
43. MESIMOV Ali. « Bağımsızlık yıllarında Azerbaycan-Türkiye ilişkileri » (Les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie après l'indépendance), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 274-285.
44. « Müsavat partisi genel başkanı İsa Kamber'in T.B.M.M'ne başvurusu » (La visite du chef de Parti « Mussavat » İssa Qambar au parlement national de la Turquie), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, janvier-février, №340, 2002, 13 p., [www.azerder.org](http://www.azerder.org)
45. NECDET A. Pamir. « Türkiye'nin enerji gereksinimi, uluslararası boru hatları ve geostratejisi » (Les besoins énergétiques de la Turquie, des pipelines et la géostratégie internationale), *Stratejik Analiz*, Vol. I, №1, 2000, p. 46-53.
46. NERİMANOĞLU Prof. Dr. Veli Kamil. « İdeolojik bir sistem olarak Elçibeyçilik » (L'idéologie d'Elçibey), *Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, №341, mars-avril 2002, p. 15-26.
47. NESİBLİ Nesib. « Azerbaycan ve Moskova-Erivan-Tahran ittifakının jeopolitik kuşatması » (La confrontation géopolitique de l'axe Moscou-Erevan-Téhéran avec l'Azerbaïdjan), *Stratejik Analiz*, Vol. I, №4, août 2000, p. 61-72.
48. NISSMAN Dr. David. « Kürtler, Ruslar ve boru hattı » (Les Kurdes, les Russes et le pipeline), *Avrasya Etüdüleri*, №1, 1995, (page manquante).



49. OĞAN Sinan. « Azerbaycan'ın tanımlanamayan ekonomisi ve Türkiye ile ekonomik ilişkileri » (L'économie non identifiée de l'Azerbaïdjan et ses relations avec la Turquie), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 56-78.
50. ONAY Yrd. Doç. Dr. Yaşar. « Hazar enerji kaynaklarının jeopolitik ve jeoekonomik dinamikleri » (Les dynamiques géopolitiques et géoéconomiques de ressources énergétiques de la Caspienne), *Avrasya Etüdüleri*, №23, 2002 (page manquante).
51. QASIMLI Musa. « Bakünün kurtarılması uğrunda türk diplomasisinin mücadelesi : 1918 yılı » (La lutte diplomatique turque pour libérer Bakou : 1918), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 18-56.
52. SARAY Prof. Dr. Mehmet. « Azerbaycan türkleri tarihi » (L'histoire des Turcs de l'Azerbaïdjan), Istanbul, « Nesil Matbaacılık yayıncılık », 1993, p. 35-42.
53. SEFEROVA Afet. « Azerbaycan devletinin bağımsızlığının yeniden kazanılması uğrunda Ali Merdan bey Topçubashi'nın diplomatik mücadelesi » (La lutte diplomatique de Ali Merdan bey Toptchibachi pour la restauration de l'indépendance de l'Azerbaïdjan), *Quotidien Azerbaycan*, Centre culturel turc, Ankara, №340, janvier-février 2002, p. 17-26, [www.azerder.org](http://www.azerder.org)
54. SONCAN Emre. « Cumhurbaşkanlığı Devlet Denetleme Kurulu, raporunu açıkladı : Özal'ın ölümü şüpheli mezarı açılmalı » (Le Conseil de Surveillance de l'État prononça son rapport : il faut exhumer le corps de Özal), 14 juin 2012, <http://www.zaman.com.tr/haber.do?haberno=1303310&title=cumhurbaskanligi-devlet-denetleme-kurulu-raporunu-acikladi-ozalin-olumu-supheli-mezari-acilmali#.T9mlfpHrsmQ.facebook>
55. SÖZEN Ahmet. « Changing fundamental principles in Turkish foreign policy making », Annual conference of the *International Studies Association*, San Diego, USA, March 2006, p. 22-25, [http://www.academia.edu/275015/Changing\\_Fundamental\\_Principles\\_In\\_Turkish\\_Foreign\\_Policy\\_Making](http://www.academia.edu/275015/Changing_Fundamental_Principles_In_Turkish_Foreign_Policy_Making)
56. « Susurluk raporu » (Le rapport de Sousurluk), [http://en.wikipedia.org/wiki/Susurluk\\_scandal](http://en.wikipedia.org/wiki/Susurluk_scandal)  
[http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk\\_Raporu](http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk_Raporu)

[http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk\\_Raporu\\_\(S%C3%B6nmez\\_K%C3%B6ksal\)](http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk_Raporu_(S%C3%B6nmez_K%C3%B6ksal))

[http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk\\_Raporu\\_\(Kutlu\\_Sava%C5%9F\)](http://tr.wikisource.org/wiki/Susurluk_Raporu_(Kutlu_Sava%C5%9F))

57. « Türkiye ve Türk Cumhuriyetleri ve Bölge Ülkeleri. ÖLKE Raporu » (La Turquie et les Républiques turcophones : le rapport de pays), *Agence turque de coopération et de développement (TIKA)*, Ministère des Affaires étrangères de la Turquie, Ankara, 2000 (page manquante).
58. ÜNAL Ömer Faruk. « Azerbaycan 1988-1995 : Sancı, Karğışa ve iktidar » (L'Azerbaïdjan en 1988-1995 : douleur, confusion et puissance), *Journal de l'Université Caucase*, Vol. I, №8, 2001, (page manquante).
59. ÜNAL Ömer Faruk. « Azerbaycan Rusya ilişkilerinde Hazar sorunu » (La question Caspienne dans les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie), *Journal de l'Université Caucase*, Vol. II, №2, 1999, (page manquante).
60. ÜNAL Ömer Faruk. « Azerbaycan ve Türkmenistan arasında « Kepez » problemi » (Le problème de gisement « Kapiaz » dans les relations entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan), *Journal de l'Université Caucase*, Vol. I, №2, 1998 (page manquante).
61. ÜNAL Ömer Faruk. « Osmanlı Azerbaycan ilişkileri (1918-1920) » (Les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Empire ottoman), *Journal de l'Université Caucase*, Vol. I, №6, 2000 (page manquante).

## Mémoires et Thèses de Doctorat

- 1) BÜYÜKAKINCI, Erhan. *Les rapports de puissances dans le processus d'intégration des Républiques Turkophones de l'ex-URSS à la vie politique internationale : la position de la Turquie et des autres Etats*, Thèse de Doctorat en Sciences Politiques, soutenue en 1997, Université Paris II, en 3 volumes, 1053 p.
- 2) FARASSATI, Ali. *L'Iran et la crise du Caucase du sud*, thèse de Doctorat préparée sous la direction de Professeur Yves LACOSTE, soutenue en février 1998, Paris, 542 p.
- 3) GASIMOVA, Esmira. *La politique étrangère de l'Azerbaïdjan entre grandes puissances et puissances régionales (1993-2003)*, Thèse de Doctorat, soutenue à l'Université de Strasbourg, 07 juillet 2015, 650 p.
- 4) KODZHAMAN, Omer. *Yuzhniy Kavkaz v politike Turcii i Rossii v postsovetskiy period* (Le Caucase du sud dans la politique de la Turquie et de la Russie dans la période postsoviétique), Thèse de Doctorat, Moscou, 2004, 260 p.
- 5) POLUKHOV, Elkhan. *Vneshnjaja politika Azerbajdzhanskoj Respubliki posle obretenija suvereniteta* (La politique étrangère de l'Azerbaïdjan après l'indépendance), Thèse de Doctorat, Sankt-Petersbourg, 1997, 264 p.
- 6) SHABELNIKOVA, Olga. *Évolution de la politique de l'Union européenne en Azerbaïdjan : 1991 – 2014*, Thèse de Doctorat en cotutelle entre les Université de Strasbourg et l'Université russe d'amitiés des peuples en Russie, soutenue à Moscou, 26 décembre 2015, 220 p.
- 7) UYSAL, Bekir. *Cinq ans de partenariat : Turquie- aire turcophone*, Thèse de Doctorat en Géopolitique, soutenue en 1998 à la Sorbonne, Paris, en 3 volumes, 1998, 730 p.
- 8) YUSIFOV, Shahin. *Le rôle et la place de la mer Caspienne dans la sécurité des approvisionnements énergétiques en Europe : Le cas de l'Azerbaïdjan*, mémoire de Master, soutenu en septembre 2008, Université Marc Bloch, Strasbourg, 83 p.

## **Films des entrevues avec les présidents de l'Azerbaïdjan indépendant**

- 1) Aiaz Mutalibov :  
<http://www.youtube.com/watch?v=MH0IG134Hfo&feature=related>  
Auteur - Zakhar Prilepin, 2006
- 2) Aboufaz Eltchibey : <http://www.youtube.com/watch?v=QFFGSCky8fY&feature=related>  
Auteur - Mir Shahin Agayev, 26 novembre 1998
- 3) Assemblée parlementaire, débats sur des événements de juin 1993  
<http://www.youtube.com/watch?v=G1vIRJbUd6o&feature=related>
- 4) Heydar Aliyev : « Bremja vlasti » Le fardeau du pouvoir  
<https://www.youtube.com/watch?v=064pWje1NaM>  
Auteur - Andreï Konchalovski, 2005

## **Films documentaires sur la vie politique et économique de l'Azerbaïdjan après l'Indépendance**

- 1) Aboubakar : le plan Caucase, en 2 parties  
<https://www.youtube.com/watch?v=MZSyN90n9dQ>  
<https://www.youtube.com/watch?v=Knh7-Khma18>
- 2) Blocus du Nakhitchevan  
<http://www.youtube.com/watch?v=h0rUQHfMmHM0&feature=relmfu>
- 3) Conflit dans le Haut Karabakh  
[http://www.youtube.com/watch?v=kvzfp9nb-VU&feature=player\\_embedded#!](http://www.youtube.com/watch?v=kvzfp9nb-VU&feature=player_embedded#!)
- 4) Film documentaire sur Aboufaz Eltchibey,  
<http://www.youtube.com/watch?v=JWiXbTtXy4o&feature=related>
- 5) Heydar Aliyev et Mikhaïl Gorbatchev, 2002  
<http://www.youtube.com/watch?v=3yVhNa8x234&feature=related>
- 6) L'entrevue de Aboufaz Eltchibey, le 26 novembre 1998  
<http://www.youtube.com/watch?v=CJ3shFtPcls>
- 7) L'entrevue de Suret Husseynov dans la prison du ministère de la Sécurité nationale, en 1998, [http://www.youtube.com/watch?v=4JJji\\_JT2Lo](http://www.youtube.com/watch?v=4JJji_JT2Lo)
- 8) Le crash d'hélicoptère le 20 novembre 1991  
<http://www.youtube.com/watch?v=pEUMpti5fVw&feature=related>
- 9) Le retour d'Aiaz Mutalibov au pouvoir le 14-15 mai 1992  
<http://www.youtube.com/watch?v=2dOuzfnDErY&feature=related>

- 10) Les 20 ans de l'Indépendance de l'Azerbaïdjan  
<http://www.youtube.com/watch?v=VQTKrsDQUrc&feature=related>
- 11) Les évènements d'octobre 1994, L'histoire contemporaine (cycle d'émissions télévisées) :  
<http://www.youtube.com/watch?v=VYfMkEVLZU&feature=related>  
<http://www.youtube.com/watch?v=-VYfMkEVLZU&feature=relmfu>
- 12) Tentative de coup d'État en mars 1995 :  
<http://www.youtube.com/watch?v=pYg9HVy8VBU&feature=related>  
<http://www.youtube.com/watch?v=72xbWJLhvvA&feature=relmfu>
- 13) Top Secret : Heydar Aliyev, 2007  
<http://www.youtube.com/watch?v=Y7zJx1Go7zA&feature=related>

### **Sites Internet**

1. [www.ayna.az](http://www.ayna.az) *site informatique quotidien, en azerbaïdjanais*
2. [www.azerbaijaninternational.com](http://www.azerbaijaninternational.com) *journal azerbaïdjanais, en anglais*
3. [www.brookings.edu](http://www.brookings.edu) *site analytique en anglais*
4. [www.cacianalyst.org](http://www.cacianalyst.org) *site analytique, en anglais*
5. [www.cemoti.revues.org](http://www.cemoti.revues.org) *moteur de recherches des différents périodiques*
6. [www.centrasia.ru](http://www.centrasia.ru) *site informatique quotidien, en russe*
7. [www.ceri-sciences-po.org](http://www.ceri-sciences-po.org) *centre d'études et de recherches internationales, en français.*
8. [www.day.az](http://www.day.az) *site informatique quotidien, en russe*
9. [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) *revue géopolitique en ligne, en français*
10. [www.echo-az.com](http://www.echo-az.com) *site informatique quotidien, en russe*
11. [www.eurasianet.org](http://www.eurasianet.org) *site informatique quotidien, en anglais*
12. [www.foreign-policy.fr](http://www.foreign-policy.fr) *géopolitique et économie internationale, en français*
13. [www.geostrategie.ens.fr](http://www.geostrategie.ens.fr) *centre de géostratégie, en français*
14. [www.lalettrediplomatique.com](http://www.lalettrediplomatique.com) *le monde diplomatique, en français*
15. [www.politiqueinternationale.com](http://www.politiqueinternationale.com) *revue internationale et stratégique, en français*
16. [www.revenuewatch.org](http://www.revenuewatch.org) *site spécialisé sur les questions pétrolières, en anglais*
17. [www.socar.gov.az](http://www.socar.gov.az) *site de compagnie pétrolière azerbaïdjanaise, en azerbaïdjanais*

# Glossaire

**ADR** – République Démocratique d’Azerbaïdjan (Azərbaycan Demokratik Respublikası)

**ANAP** – Parti de la Mère Patrie (Ana Vatan Partisi)

**ASALA** – Armée secrète arménienne pour la libération de l’Arménie

**BERD** – Banque européenne pour la reconstruction et le développement

**BTC** – Bakou-Tbilissi-Ceyhan, oléoduc reliant l’Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie

**CC** – Comité central

**CDS** – Comité de la direction spéciale

**CEI** – Communauté des États indépendants

**CSNT** – Conseil Suprême National de la Turquie

**DEIK** – Comité pour les liens économiques extérieurs (en turc : Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu)

**DUDA** – Administration de l’Industrie défensive du Développement et du Soutien

**FCE** – Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe

**FPA** – Front populaire d’Azerbaïdjan

**GU(U)AM** – Géorgie, Ukraine, (Ouzbékistan), Azerbaïdjan, Moldavie

**KGB** – Comité pour la sécurité nationale (en russe : Komitet Gosudarstvennoy Bezopasnosti)

**MAE** – Ministère des Affaires Étrangères

**MIT** – Organisation de renseignements turcs (en turc : Milli İstihbarat Teşkilatı)

**OCEMN** - Organisation de coopération économique de la mer Noire

**OCE** - Organisation de coopération économique

**OCI** – Organisation de la conférence islamique

**OMON** – l’unité des forces spéciales de la milice (en russe : Otryad Milicii Osobogo Naznacheniya)

**ONU** – Organisation des Nations-Unies

**OSCE** – Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE - Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe)

**OTAN** – Organisation du traité de l’Atlantique nord

**(O)TSC** – Organisation du traité de sécurité collective

**OZAKOM** – Comité spécial de Transcaucasie (en russe : Osobiy Zakavkazskiy Komitet)

**PCUS** – Parti communiste de l'Union soviétique

**PKK** – Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karakêren Kurdistan)

**RII** – République islamique d'Iran

**RSSA** – République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan

**SOCAR** – Compagnie pétrolière de l'état de la République d'Azerbaïdjan (State Oil Company of the Azerbaijan Republic)

**SRL** – Station de radiolocation

**TACIS** – Assistance technique à la communauté des états indépendants

**TDRA** – Direction turque pour les questions religieuses

**TIKA** – Agence turque de coopération et de coordination (en turc : Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı)

**TRASECA** - Transport corridor Europe-Caucase-Asie

**TÜRKSOY** – Organisation internationale pour la culture turque (en turc :Uluslararası Türk Kültürü Teşkilatı)

**TÜSIAB** - Association internationale des industriels et hommes d'affaires turcs de l'Azerbaïdjan

**UE** – Union européenne

**UNESCO** - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

**USA** – États-Unis

**USAID** - Agence des États-Unis pour le développement international

**URSS** – Union des Républiques soviétiques socialistes

**YAP** – Parti le « Nouvel Azerbaïdjan »



## Entretiens

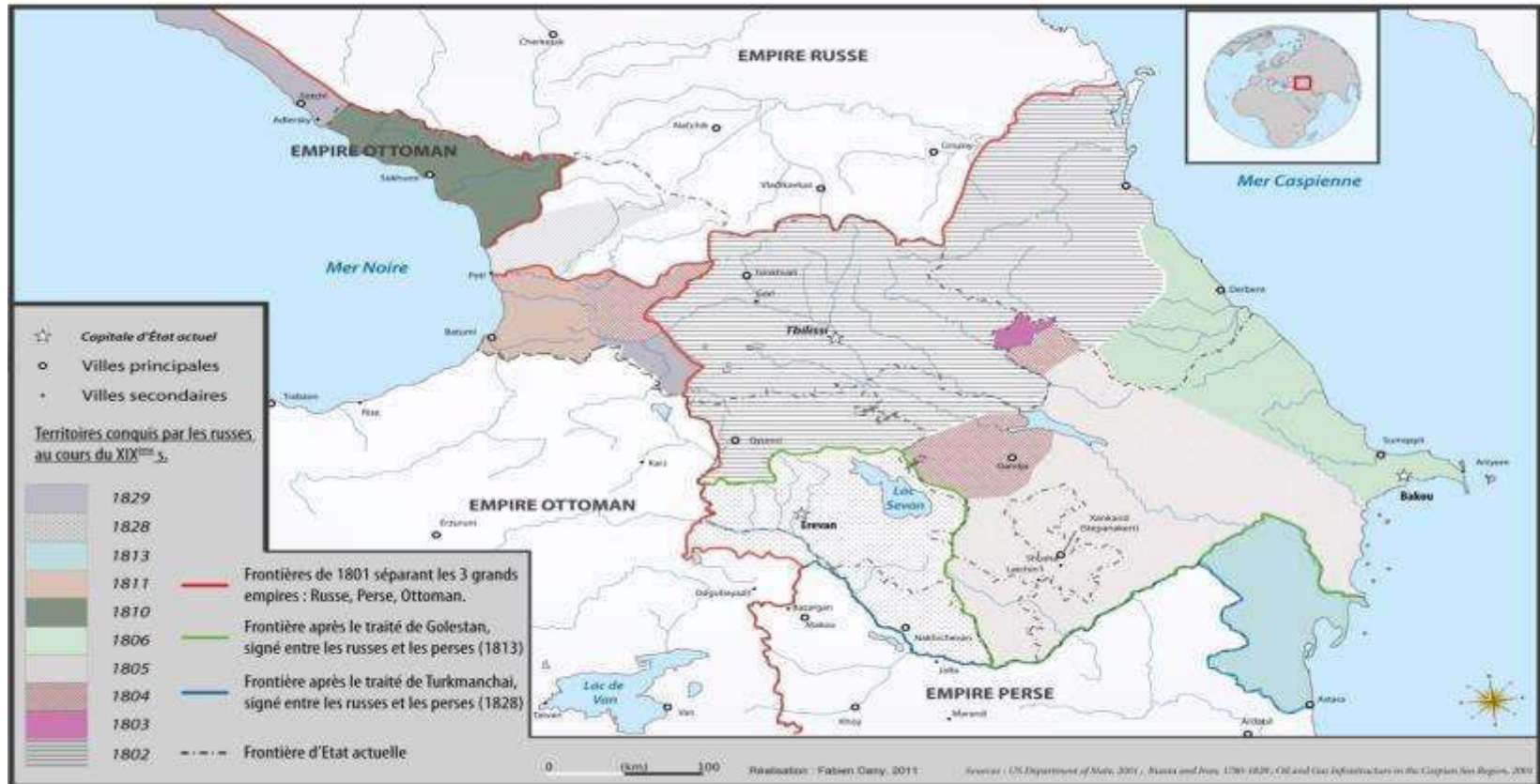
1. **Araz Aslanlı** – Politologue indépendant, Centre de Recherches Stratégiques « ASAM », à Bakou
2. **Arif Aliyev** – Ancien porte-parole de l'administration présidentielle sous A. Eltchibey
3. **Arif Mammadov** – Ancien représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation de la conférence islamique
4. **Arif Yunusov** – Spécialiste en conflictologie à l'Institut de la Démocratie du monde
5. **Aydin Mirzazadeh** – Député au Parlement de l'Azerbaïdjan
6. **Cavid Veliyev** – Analyste au Centre de Recherches Stratégiques auprès du président de la République d'Azerbaïdjan
7. **Cemil Hesenli** – Professeur d'Histoire à l'Université d'État de Bakou, président du Mouvement Démocratique de l'opposition en Azerbaïdjan
8. **Dzhannatkhani Eyvazov** – Adjoint du Directeur du Centre de Recherches Stratégiques du Caucase, Bakou
9. **Eldar Ismayilov** – Professeur d'Histoire à l'Université d'État de Bakou, Directeur du Centre de monitoring des élections en Azerbaïdjan
10. **Eldar Namazov** – Ancien porte-parole de l'administration présidentielle sous H. Aliyev
11. **Elxan Şahinoğlu** – Directeur du Centre de Recherches Stratégiques « Atlas » à Bakou
12. **Arastun Orudjlu** – Directeur du Centre de Recherches Stratégiques « Est-Ouest » à Bakou
13. **Ejnulla Fatullayev** – Journaliste indépendant, Directeur de l'Organisation non-gouvernementale sur les Droits de l'Homme
14. **Fazil Gezenferoğlu** – Député au Parlement en Azerbaïdjan
15. **Fikret Sadykhov** – Professeur de Sciences Politiques à l'Université de l'Ouest à Bakou
16. **Gulshen Pashayeva** – Directrice du Centre de Recherches Stratégiques auprès du président de la République d'Azerbaïdjan
17. **Hafiz Pashayev** – Ancien ambassadeur de l'Azerbaïdjan aux États-Unis, adjoint du ministre des Affaires étrangères
18. **Hikmet Hadjizadeh** – Ancien ambassadeur de l'Azerbaïdjan en Russie (1992-1993)
19. **Ilgar Mammadov** – président du mouvement social « REAL », Directeur de l'école d'été de Sciences Politiques du Conseil de l'Europe
20. **Isa Nadjafov** – Adjoint du président de la Cour Suprême de l'Azerbaïdjan
21. **Isa Sadykhov** – Adjoint du ministre de la Défense en Azerbaïdjan (1993-1995)

22. **Ismayil Atakishiyev** – Professeur à la Faculté d’Histoire de l’Université d’État de Moscou, Directeur du Centre d’études politologiques « Nord-Sud » à Moscou
23. **Ismayil Musa** – Professeur des Relations Internationales à l’Université d’État de Bakou
24. **Khadija Ismailova** – Journaliste indépendante, Directrice de l’agence de Radio Liberté à Bakou
25. Le représentant de TIKA (Türk İş Birliği ve Kalkınma Ajansı) à Bakou. La personne ne s’est pas présentée, car il ne voulait pas voir son nom figurer dans la thèse de Doctorat.
26. **Mussa Qassimli** – Professeur d’Histoire à l’Université d’État de Bakou, Député au Parlement en Azerbaïdjan
27. **Nazim Cafersoy** - Politologue indépendant, Centre de Recherches Stratégiques « ASAM », à Bakou
28. **Parvin Darabadi** – Professeur de Conflictologie à l’Université d’État de Bakou
29. **Rassim Agayev** - Ancien porte-parole de l’administration présidentielle sous A. Mutalibov (1988-1991)
30. **Rassim Musabekov** – Politologue indépendant, député au Parlement de l’Azerbaïdjan
31. **Rauf Mirkadyrov** – Journaliste indépendant à « Zerkalo »
32. **Sabit Baghirov** – Ancien président de SOCAR (State Oil Company of Azerbaijan Republic) en Azerbaïdjan
33. **Şahin Tağiyev** – Ancien chef de régiment de l’armée nationale en Azerbaïdjan
34. **Uzeyir Ceferov** – Journaliste militaire indépendant
35. **Vafa Guluzadeh** – Ancien conseiller des trois présidents sur la politique extérieure de l’Azerbaïdjan (Mutalibov, Eltchibey, Aliyev)
36. **Yashar Aliyev** – Directeur du Centre de Recherches militaires en Azerbaïdjan  
[www.HATM.az](http://www.HATM.az)
37. **Zerdusht Alizadeh** – Ancien adjoint du président du Parti social-démocrate en Azerbaïdjan

## Annexes



## La conquête du Caucase par les Russes au XIX<sup>ème</sup> siècle



№2. La Conquête du Caucase par la Russie tsariste au XIX<sup>ème</sup> siècle (Département d'État des États-Unis, 2001)





№3. La carte de la République Démocratique d’Azerbaïdjan entre 1918 et 1920 (Bakou, Atlas, 1994)



№4. Des conflits d'intensité variable. Photo prise de l'ouvrage de RADVANYI Jean, BEROUTCHACHVILI Nicolas. *Atlas géopolitique du Caucase : Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*, Paris, édition « Autrement », 2010



№5. Les investissements étrangers (1996-2004)

Photo prise de l'ouvrage de RADVANYI Jean, BEROUTCHACHVILI Nicolas. *Atlas géopolitique du Caucase : Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*, Paris, édition « Autrement », 2010

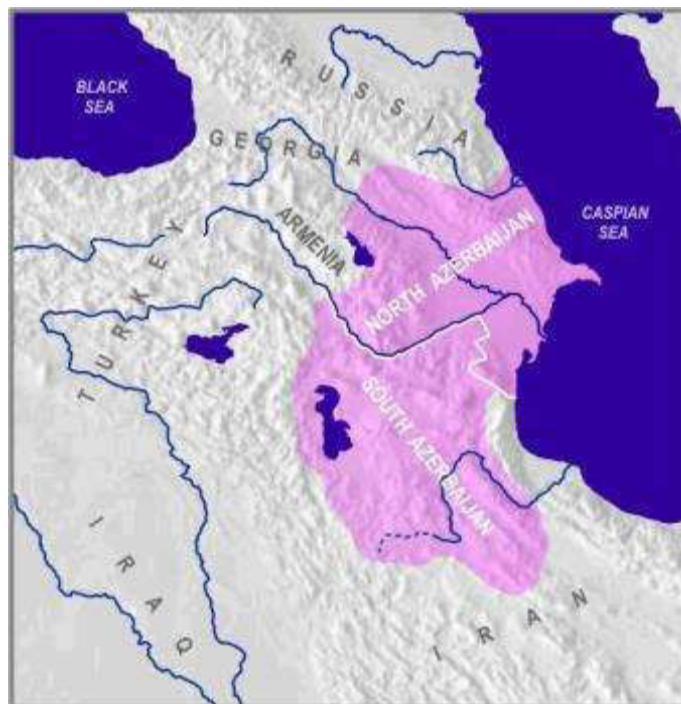




### Les adhésions aux Grandes Organisations

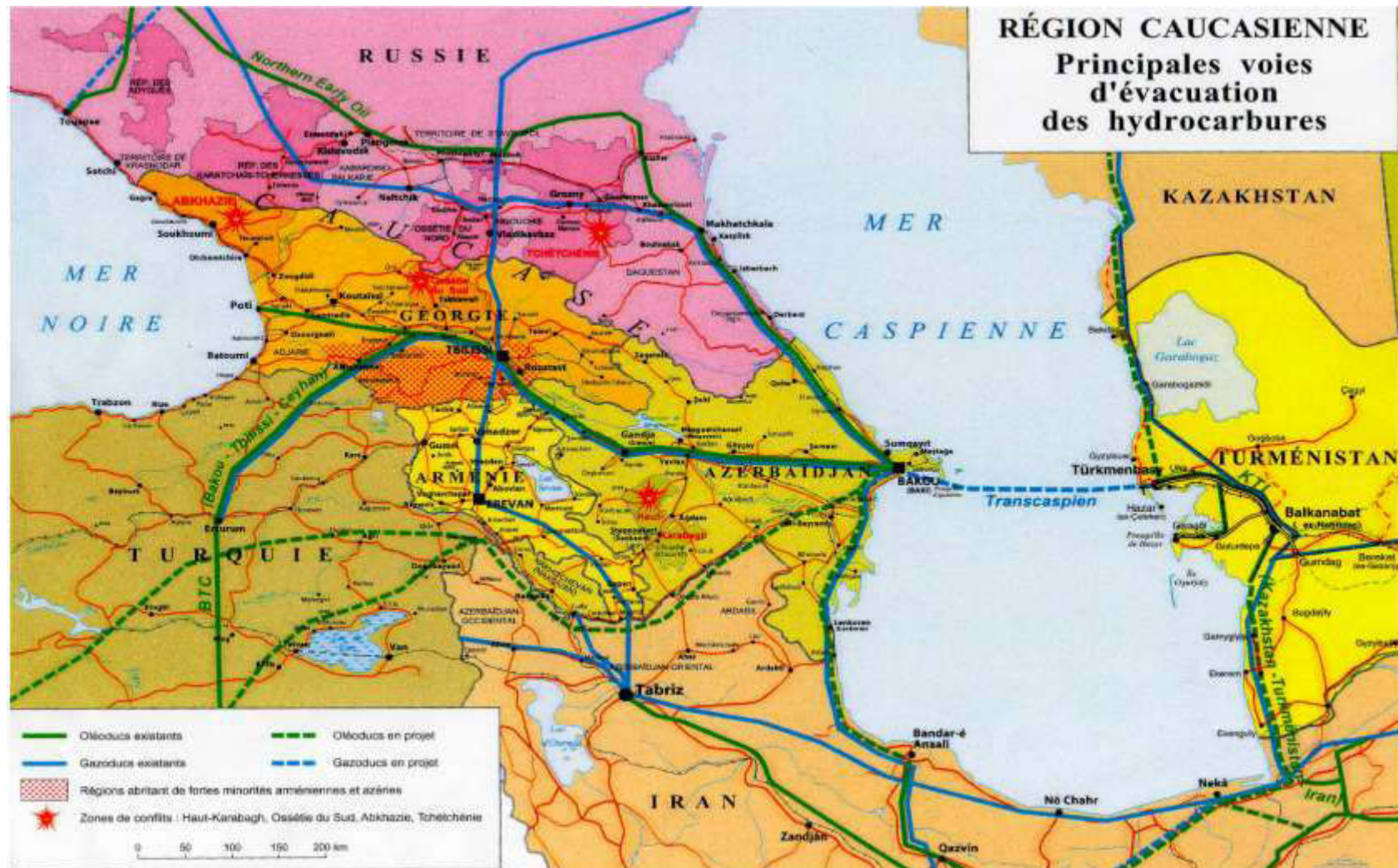
Photo prise de l'ouvrage de

RADVANYI Jean, BEROUTCHACHVILI Nicolas. *Atlas géopolitique du Caucase : Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*, Paris, édition « Autrement »,



La carte imaginaire de Deux Azerbaïdjan : du Sud et du Nord (Bakou, Atlas, 1994)

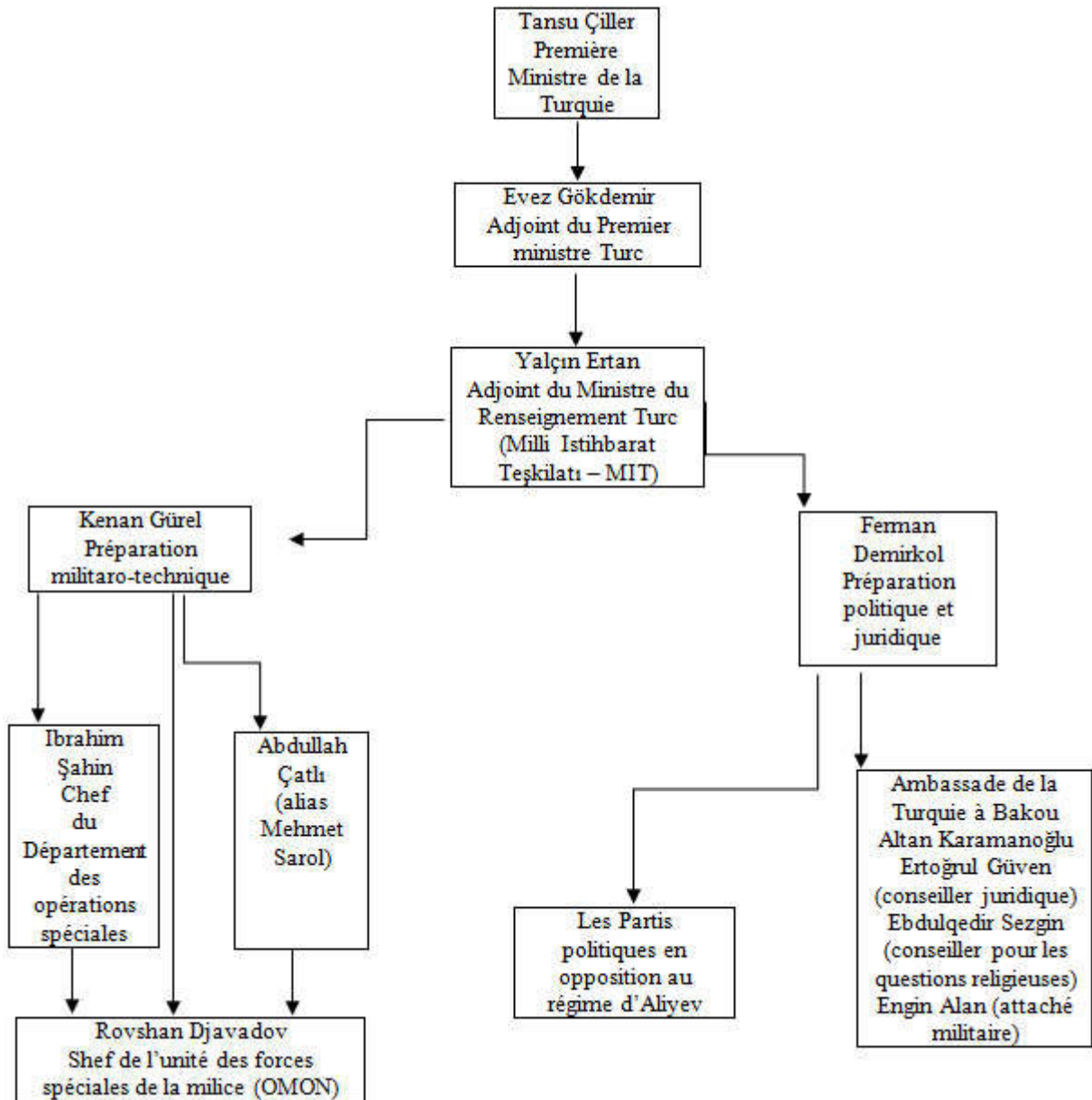
№6



№7. Le Caucase du Sud

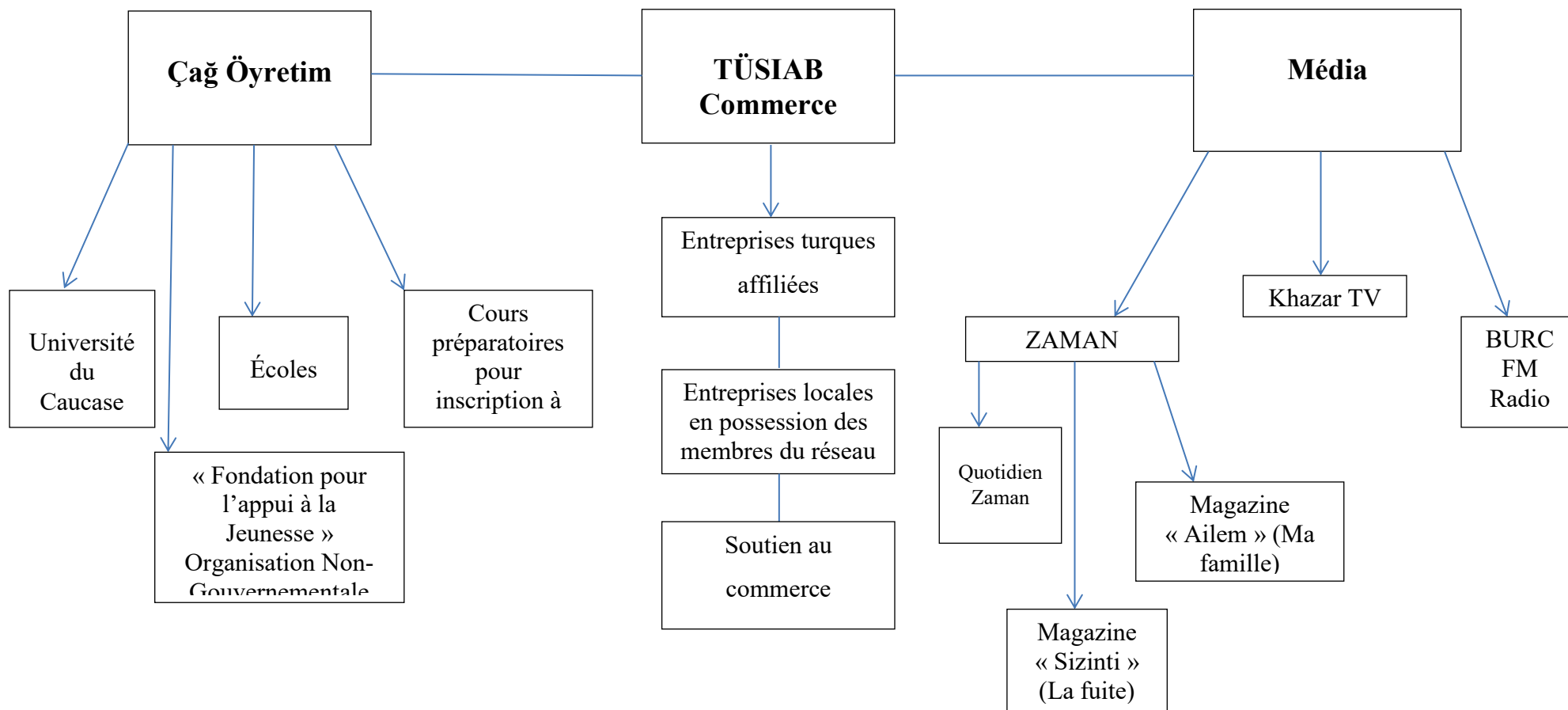
(Source : Division géographique de la Direction des Archives du ministère français des Affaires étrangères) prise de LUSSAC Samuel.  
*Géopolitique du Caucase : au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, Paris, éditions « Technip », 2010

## SCHÉMAS



№1. Interaction des forces impliquées à la tentative de coup d'État en Azerbaïdjan en mars 1995.





№2. Le réseau commercial du mouvement de Fethullah Gülen repris depuis l'article d'Aliyev, Fuad. « The Gulen movement in Azerbaijan », 27 décembre 2012, <http://www.currenttrends.org/research/detail/the-gulen-movement-in-azerbaijan>

## TABLEAUX

№1. Les investissements étrangers dans l'économie de l'Azerbaïdjan (en millions de dollars)

Investissements étrangers	1995	1996	1997	1998	1999
Total des investissements	158,0	494,4	916,2	1082,5	1197,7
Compagnie pétrolière de l'Azerbaïdjan	132,2	416,2	758,0	850,0	930,0
Divers secteurs de l'économie	25,8	78,2	158,2	232,5	267,7

VƏLİYEV T.S. *İqtisadi nəzəriyyə* (La théorie de l'Économie), « Çəşoğlu », Bakou, 2001, p. 574

№2. Le commerce de la Turquie avec l'Azerbaïdjan (en millions de dollars)

Années	Export	Import	Chiffre d'Affaires	Solde
1992	102,8	35,1	137,9	67,7
1993	68,2	33,9	102,1	34,3
1994	132,1	8,9	141,0	123,3
1995	161,3	21,8	183,1	139,5
1996	239,2	38,2	277,5	201,0
1997	312,7	57,8	370,5	254,9
1998	325,3	50,2	375,5	275,1
1999	248,1	44,0	292,1	204,1

Données statistiques dans « Türkiye ve Türk Cumhuriyetleri ve Bölge Ülkeleri. ÖLKE Raporu » (La Turquie et les Républiques turcophones : le rapport du pays), Agence turque de coopération et de développement (TIKA), Le ministère des Affaires étrangères de la Turquie Ankara, 2000, p.106.

№3. Le commerce de l'Azerbaïdjan avec la Turquie (en millions de dollars)

<b>Années</b>	<b>Export</b>	<b>Import</b>	<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>Solde</b>
<b>1992</b>	87,1	125,6	212,7	-38,5
<b>1993</b>	63,6	60,6	124,2	3
<b>1994</b>	76	16,5	92,5	59,5
<b>1995</b>	140,5	26,4	166,9	114,1
<b>1996</b>	216,2	39	255,2	177,2
<b>1997</b>	179,8	41,2	221	138,6
<b>1998</b>	220,1	135,8	355,9	84,3
<b>1999</b>	142,4	69	211,4	73,4

Données statistiques dans OĞAN Sinan. « Azerbaycan'ın tanımlanamayan ekonomisi ve Türkiye ile ekonomik ilişkileri » (L'économie non identifiée de l'Azerbaïdjan et ses relations avec la Turquie), *Dossier sur l'Eurasie : Azerbaïdjan*, Vol. VII, №1, 2000, p. 76.

№4. Activités de TIKА mises en places dans les pays où habite la population turcophone de  
1992 à 2003

Pays	%
Kazakhstan	31,3
Kirghizistan	10,9
Azerbaïdjan	9,9
Turkménistan	8,8
Crimée (Ukraine)	7,4
Albanie	4,3
Moldavie	2,7
Divers (18 pays)	24,7

MƏMMƏDLİ Natiq. *Mərkəzi Asiyanın türk dövlətləri və Türkiyə* (La Turquie et les pays turcophones de l'Asie centrale), Bakou, « AzAtam », 2005

№5. Repartissement des investissements de TIKА selon les secteurs d'activités

Secteurs d'activité	%
Culture	25
Éducation	19,5
Diplomatie	18,5
Média	9
Recherche scientifique	4
Construction (bâtiment)	3
Aide humanitaire et sociale	3
Turcologie	0,7
Divers secteurs d'activité	15,5

MƏMMƏDLİ Natiq. *Mərkəzi Asiyanın türk dövlətləri və Türkiyə* (La Turquie et les pays turcophones de l'Asie centrale), Bakou, « AzAtam », 2005

## ILLUSTRATIONS



№1. La manifestation organisée par le Front populaire en 1989. L'ancienne place Lenine (actuelle « Maydan »). Photo de KALININ, D., pour *Ria-Novosti*





№2. Démonstration de V (comme Victoire) à l'armée soviétique par les manifestants (janvier 1990)

# ДОГОВОР О ДРУЖБЕ, СОТРУДНИЧЕСТВЕ И ДОБРОСОСЕДСТВЕ МЕЖДУ АЗЕРБАЙДЖАНСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И ТУРЕЦКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ

Азербайджанская Республика и Турецкая Республика, именуемые ниже сторонами,

желая расширить сотрудничество и укрепить существующие между ними дружеские отношения, основанные на принципах уважения к независимости, суверенитету, территориальной целостности и невмешательства во внутренние дела друг друга,

подтверждая свою приверженность целям и принципам, закрепленным в Уставе Организации Объединенных Наций, заключительному Хельсинкскому акту, Парижской хартии для новой Европы и другим документам, принятым в рамках Совещания по безопасности и сотрудничеству в Европе,

веря, что существующая между двумя народами близость истории и культур, традиций и языков, а также давние родственные отношения создадут достойную почву для расширения всесторонних отношений,

утверждая договоры, заключенные до сих пор между бывшей Азербайджанской Советской Социалистической Республикой и Турецкой Республикой и отвечающие нынешним интересам обеих государств, в том числе и Нарский договор от 13 октября 1921 года, определявший границы между двумя государствами, договорились о следующем:

**Статья 1**  
Стороны будут широко развивать в соответствии с современными принципами равенства международных

отношений, взаимного доверия и выгодного сотрудничества связи между двумя странами в области политики, экономики, торговли, сельского хозяйства, науки и техники, транспорта, культуры, информации, туризма, спорта и др.

## Статья 2

Стороны, с целью обеспечения нормального развития связей, будут периодически проводить обмен мнениями по региональным или международным вопросам, связанным с двусторонними отношениями.

Стороны будут определять повестку дня, место и время проведения политических консультаций с участием представителей министерств иностранных дел, наделенных высшими полномочиями, предварительно договариваясь об этом.

## Статья 3

Учитывая, что торговое и экономическое сотрудничество составляет важную часть двусторонних отношений, стороны создадут гарантии для роста объема торговли между ними до уровня, соответствующего имеющимся потенциалам, развития и внедрения проектов совместных капиталовложений.

## Статья 4

Стороны будут оказывать содействие обмену знаниями и опытом в области экономики, науки и техники, создавать условия для расширения связей на всех уровнях для обеспечения лучшего представления потенциаль-

ных возможностей обеих стран в этих сферах.

## Статья 5

Стороны, придавая большое значение сотрудничеству в деле подготовки и совершенствования специалистов в различных областях и, особенно, кадров сферы управления в экономике и дипломатии, создадут условия для обмена преподавателями, стипендиатами и студентами.

## Статья 6

Стороны создадут условия для налаживания сотрудничества между различными общественными организациями, деловыми кругами, обществами по убеждениям и творчеству, парламентами, политическими партиями и профессиональными союзами и взаимных визитов представителей указанных организаций, а также для расширения побратимских связей между городами.

## Статья 7

Стороны создадут всесторонние условия для лучшего знакомства обоих народов, имеющих общее культурное наследие, с образом жизни друг друга, с этой целью будут оказывать помощь в налаживании непосредственных связей между деятелями культуры и искусства, широко сотрудничать в деле организации культурных центров в своих странах.

Стороны будут оказывать всестороннюю помощь охране исторического и культурного наследия, а также широко сотрудничать с международными организациями в

области культуры, архитектуры и искусства.

## Статья 8

С целью создания условий для расширения связей между двумя братскими народами и развития консульских отношений стороны ищут возможности для подписания соответствующих договоров.

## Статья 9

Стороны придают важное значение расширению сотрудничества в сфере связи и информации, в том числе, печати, издательства, радио, телевидения и других коммуникаций, будут оказывать всестороннюю поддержку обмену всевозможной информационной и издательской продукцией и ее распространению.

## Статья 10

Стороны заявляют, что предусмотренное в данном Договоре расширение сотрудничества и дружеских связей между двумя странами ни в коей мере не затрагивает интересов других государств и не освобождает эти два государства от обязательств, вытекающих из двусторонних и многосторонних договоров, подписанных ими с другими государствами.

## Статья 11

Данный Договор вступает в силу после его ратификации сторонами в конституционном порядке.

Подписан в Анкаре 24 января 1992 года, на азербайджанском и турецком языках, в двух экземплярах, оба текста имеют равную силу.

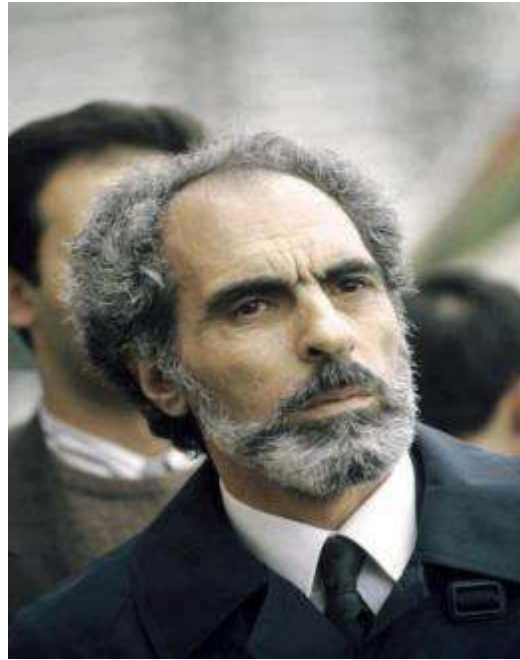
Президент  
Азербайджанской Республики  
Али МУТАЛИБОВ

Президент  
Турецкой Республики  
Тургут ОЗАЛ





Aiaz Mutalibov  
1991-1992



Aboulfaz Eltchibey  
1992-1993



Heydar Aliyev  
1993-2003



Ilham Aliyev  
2003-2018 ( ?)

№4. Quatre présidents de l'Azerbaïdjan depuis 1991



Turgut Özal



Süleyman Demirel



Tansu Çiller



Hikmet Çetin



Hassan Hassanov



Andreï Kozyrev

№5



Vafa Guluzadeh



Suret Husseynov



Altan Karamanoğlu



Rovshan Djavadov



Ferman Demirkol



Mehmet Ali Bayar

№6



№7. Les photos prises du dossier de GÜLTEKİN Burcu. *Atteindre la Caspienne : les relations économiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan*, Dossier de l'IFEA (Institut Français d'Etudes Anatoliennes), Istanbul, série « La Turquie d'aujourd'hui », №14, juin, 2003





Photos de Heydar Aliyev et Mustafa Kemal  
Atatürk  
Bibliothèque nationale de l'Azerbaïdjan  
(Bakou)



La banque jointe Azerbaïdjano-Turque (Bakou)



Döner kebab à la turque (Bakou)



Le magasin turc de construction (Bakou)

№8. Photos prises par Shahin Yusifov

**La Turquie dans la politique régionale de  
l'Azerbaïdjan en 1992-1998 :  
aspects politique, institutionnel et sécuritaire**

## Résumé

L'écroulement de l'URSS à la fin du XX siècle a donné naissance à quinze nouveaux États indépendants sur un large territoire eurasiatique. Tel est le cas de l'Azerbaïdjan, l'un des pays du Caucase du sud, qui a regagné son indépendance après l'effondrement du système socialiste en 1991. Grâce à sa situation géographique et à ses richesses énergétiques (pétrole et gaz), l'Azerbaïdjan occupe une place stratégique et fait l'objet d'un « jeu » géopolitique, aussi bien à l'échelle régionale que mondiale entre de grandes puissances telles que les États-Unis, l'Union Européenne, la Russie, la Turquie et quelques autres. En retour, il essaie de jouer son atout, en appliquant une politique étrangère multivectorielle. Parmi eux, la Turquie occupe une place privilégiée dans la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, grâce à son histoire, sa langue, sa religion et leurs traditions communes. Cette thèse s'est fixée pour objectif d'analyser les relations qui se sont établies entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, en se basant sur trois axes qui constituent les pivots principaux des relations bilatérales entre les deux États: politique, économique (commercial) et sécuritaire (stratégique).

Caucase du Sud, Politique étrangère, Azerbaïdjan, Géopolitique, Russie, Turquie, Iran, Théorie des Relations Internationales, Mer Caspienne, Asie Centrale, Guerre, Économie, Sécurité.

## Résumé en anglais

The collapse of the USSR at the end of the twentieth century has been followed by the creation of fifteen new independent States in the large Eurasian territory. Such is the case of Azerbaijan, which has declared its independence in 1991. Thanks to its geographical position and energy resources (oil and gas) Azerbaijan occupies a geopolitically strategic position and is subject to a geopolitical « game », which implies both regional (Turkey) and great world powers (such as the US, EU and Russia). Consequently, Azerbaijan has adopted a multi-vector foreign policy with its neighbors. Among its neighbors, Turkey, sharing a common history, language, religion and traditions has an important place in the foreign policy of Azerbaijan. In terms of the geopolitical « game », this thesis analyses the relations between Azerbaijan and Turkey. It is based on three axes, as these are the main pillars of bilateral relations between both states. These are political, institutional (commercial) and strategic (security).

South Caucasus, Foreign Policy, Azerbaijan, Geopolitics, Russia, Turkey, Iran, Theory of International Relations, Caspian sea, Central Asia, War, Economy, Security.